|  |
| --- |
| **SOUS LA DIRECTION DE**  Michel BERGÈS  Professeur des universités, Agrégé de science politique  Retraité de l’Université de Bordeaux IV Montesquieu  (2022)  Silvae, Institutiones, Homines.  *Hommage à Dominique d’Antin Tournier de Vaillac (1951-2019)*    **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Sous la direction de Michel BERGÈS

**Silvae, Institutiones, Homines. Hommage à Dominique d’Antin Tournier de Vaillac (1951-2019)**

Chicoutimi, Les Classiques des sciences sociales, avril 2022, 564 pp. Texte inédit.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 19 avril 2022 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

 Courriel : [michel.berges@free.fr](mailto:michel.berges@free.fr)

Police de caractères utilisés : Times New Roman, 14 points.

Notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 29 avril 2022 à Chicoutimi, Québec.



**SOUS LA DIRECTION DE**

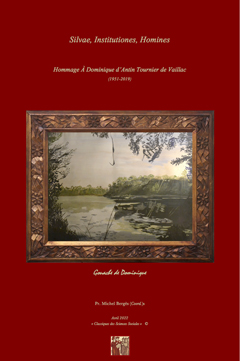
Michel BERGÈS

Professeur des universités, Agrégé de science politique

Retraité de l’Université de Bordeaux IV Montesquieu

Silvae, Institutiones, Homines.

*Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*



Chicoutimi, Les Classiques des sciences sociales, avril 2022, 564 pp. Texte inédit.

« Si nature enserre dans les termes de son progrès ordinaire, comme toutes autres choses, aussi les créances, les jugements et opinions des hommes ; si elles ont leur révolution, leur raison, leur naissance, leur mort, comme les choses ; si le ciel les agite et les roule à sa porte, quelle magistrale autorité et permanente allons-nous leur attribuant ? »

Michel de Montaigne

Essais, Des Cannibales, II,  
Ch. XII : Apologie de Raimond Sebond, 1580.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

Éléments de biographie

*Dominique d’Antin-Tournier de Vaillac  
(1951-2019)*

[Retour au sommaire](#sommaire)

|  |  |
| --- | --- |
| :::Image1.jpg | *– 2001 : Docteur d’État en Science politique, Université Montesquieu de Bordeaux ; Chercheur au Centre d’Analyse politique comparée, de Géostratégie et de Relations internationales – Capcgri).*  *– 1974-1975 : Des de Droit privé (Option Droit des affaires), Université de Paris 1 Sorbonne ; Diplôme du Centre d’Études ibériques et latino-américaines de la Sorbonne (Ceila, Université de Paris 4).*  *– 1973-1974 : Des de Droit public, Université de Paris 1 Sorbonne.*  *– 1974 : Licence de Lettres modernes, Université de Paris 4.*  *– 1968-1972 : Maîtrise de Droit public à la Faculté de Droit de Bordeaux et Diplôme de l’Institut d’Études politiques de Bordeaux.*  *– 1970 : Admis au Concours des Écoles supérieures de Commerce.*  *– 1968 : Bac 1 3 (mention AB). Prix d’Honneur des anciens élèves du Collège du Caousou, Toulouse.* |

Activités professionnelles

1. Création et gestion de Pme en milieu forestier

– Secteur de la transformation du bois :

Entre 1990 et 1999, créateur et gérant d’entreprises de transformation du bois de pin maritime (petite scierie, fabrique de palettes perdues). Auparavant (1980-1990), création et développement expérimental d’un atelier de fabrication de maisons en pin des Landes (Maison à ossature bois). Entre 18 et 22 salariés. Location à partir de 1999.

– Secteurs forestier, immobilier, et touristique

– 1977-2019, mise en valeur d’un patrimoine forestier et foncier familial par réalisation d’opérations directes de promotion (groupes d’habitation, lotissements), la création d’une aire naturelle de camping, la gestion d’un port privé, la constitution et la gestion d’un patrimoine immobilier locatif (Sarl Born Immobilier-Biscarrosse).

– 1982-2019, Gérant du Groupement Forestier du Born.

2. Recherche et Enseignement supérieur en Science politique

– 1984-2007, chercheur associé au Centre d’Analyses politiques Comparées de l’Université de Bordeaux 1, rattaché à la Maison des Sciences de l’Homme d’Aquitaine et au Groupe de Recherche sur la Sécurité globale de l’Université Toulouse I Capitole.

– 1981 et 1982 : chargé de Travaux dirigés (Droit constitutionnel 1ère année) au collège universitaire de Bayonne et chargé d’enseignement (droit public) au centre de formation des personnels communaux (antenne de Tartas).

– En 1989, analyse préliminaire au profit de la Cee des méthodes de lutte contre les incendies de forêt en Espagne dans le cadre du programme « *Compostella 2000* ».

– En 2000, 2001, 2002 : Création du cours de *Politique forestière espagnole*, dans le cadre du Diplôme d’Études supérieures spécialisé (Dess), « Gestion de la forêt cultivée », Université Montesquieu-Bordeaux 4.

– 2003 : Nommé Professeur des universités associé (Science politique-Université Montesquieu-Bordeaux 4) Création du cours « Traitement international des forêts » Dess puis Master 2, « Gestion de la forêt cultivée et développement sylvicole ».

– 2005-2007 : Nommé coresponsable du master 2 « Sécurité globale ». Chargé du module « Défense et sécurité globale » Création du cours « Espaces maritimes et sécurité globale ».

– 200-2019, participe, en tant que représentant du Capcgri, aux recherches menées à l’Institut d’Étude de la Forêt Cultivée, en charge des questions socio-économiques (préparation du programme Interreg ; puis programme Forsee). Membre du Groupe d’information scientifique sur les forêts d’Aquitaine.

– Décembre 2006 : participant à la session de formation sur la politique européenne de sécurité et défense. Collège européen de Sécurité et de Défense. Bruxelles.

– Nov-déc 2009 : auditeur de la 179ème session régionale de l’Ihedn.

– Janvier 2010 : élu au comité directeur de l’Association Ihedn Aquitaine.

– 2008, 2009, 2010 : nombreuses conférences sur la piraterie en Océan Indien (Cercle de la Marine, Bordeaux École de Management).

– 2015 et suiv. Enseignement de Science politique à l’Université Toulouse 1. Capitole, à l’Institut catholique de Toulouse (Droit et cyberespace, Science politique, Histoire des idées politiques…).

Activités militaires

***1. Service Militaire*** (1976) à Toulon, au cabinet du Préfet maritime, en qualité d’Aide de Camp du Vice Amiral d’Escadre, Commandant en Chef pour la Méditerranée. EOR de la Marine Branche Interprétariat Transmissions.

2. Grades maritimes

|  |  |
| --- | --- |
| – Nommé enseigne de vaisseau de 2ème classe de réserve | le 1/10/78 |
| – Promu lieutenant de vaisseau de 2ème classe de réserve | le 1/10/79 |
| – Promu capitaine de corvette de réserve | le 1/10/83 |
| – Promu capitaine de corvette de réserve | le 1/10/89 |
| – Promu capitaine de frégate de réserve | le 1/10/95 |
| – Promu capitaine de vaisseau de réserve | le 1/10/03 |

3. Décorations

– Médaille d’argent des Services militaires volontaires.

– Croix de Chevalier de l’Ordre souverain de Malte.

4. Activités régulières dans la réserve

– 1982-1995 : Officier de Liaison auprès d’escadres étrangères (batiments danois, britanniques, néerlandais, dont les yachts royaux Dannebrog et Britannia, + Otan), ainsi qu’auprès des délégations étrangères participant au salon naval (Arabie Saoudite).

– Diverses missions au profit du Commandement de la marine à Bordeaux.

– Contrat Esr dans la réserve opérationnelle : Expert du groupe permanent de contrôle naval à Toulon. (juin 2008-déc. 2010).

Activités diverses

– Conseiller municipal de Biscarrosse (9000 habitants), de 1977 à 1983.

– Président de la Société Coopérative des Propriétaires forestiers de Biscarrosse depuis 1982.

– Chevalier d’Honneur et de Dévotion de l’Ordre souverain de Malte (1988), nommé délégué de l’Ordre de Malte France pour la Gironde en décembre 2010.

– Délégué cantonal (Parentis en Born) du Syndicat des Sylviculteurs du Sud-Ouest.

– Membre du Cercle de la Marine (Bordeaux).

– Administrateur régional de *Groupama Centre Atlantique*, Président de la Caisse locale de Bordeaux (2008-2010).

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

SOMMAIRE

*–* [*Éléments de biographie*](#Silvae_elements_de_bio) [7]

*– Sommaire* [12]

*–* [*Préface*](#Silvae_elements_preface)*: Michel Bergès. “Dans le vent des pins et le tourbillon des hélices.”* [15]

[**Première Partie**](#Silvae_elements_pt_1)

***Autour de Dominique d’Antin de Vaillac  
Témoignages et textes d’hommage*** [49]

*– Bernard d’Antin de Vaillac :* [*Pour Dominique, à la Messe du 6 avril 2019 en l’Église de Biscarosse*](#Silvae_elements_pt_1_texte_01) [50]

*–* [*L’héritage intellectuel de Dominique d’Antin de Vaillac vu par ses enfants*](#Silvae_elements_pt_1_texte_02) [54]

*– Jean-Yves Dupeux,* [*Souvenirs de Dominique d’Antin de Vaillac*](#Silvae_elements_pt_1_texte_03)*.* [59]

*– «*[*Kenavo, bon, vent et bonne mer, ami de conserve !*](#Silvae_elements_pt_1_texte_04)*» : Hommage d’Alain Maurech-Siman* [64]

*– Pierre Cabrol.* [In Mémoriam](#Silvae_elements_pt_1_texte_05) [81]

*– Michel Bergès :* [*Hommage en quatre textes d’histoire des Idées politiques*](#Silvae_elements_pt_1_texte_06) [96]

*I.* [*Lettre de Fénelon à Louis XIV*](#Silvae_elements_pt_1_texte_06_I) [98]

*II.* [*Déclaration d’indépendance des États-Unis*](#Silvae_elements_pt_1_texte_06_II) [107]

*III. François-René de Chateaubriand :* [*Considérations sur les auteurs français qui ont écrit l’Histoire depuis la Révolution*](#Silvae_elements_pt_1_texte_06_III) [111]

*IV. Jean-Louis Martres :* [*Lire* Mein Kampf *d’Hitler ?*](#Silvae_elements_pt_1_texte_06_IV) [124]

[**Deuxième Partie**](#Silvae_elements_pt_2)

***Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac*** [147]

**I.** [**Histoire**](#Silvae_elements_pt_2_I_histoire) [148]

*–* [*Analyse critique de l’intégrisme politico-religieux catholique*](#Silvae_elements_pt_2_I_histoire_texte_01) [149]

*–* [*Les Fors pyrénéens*](#Silvae_elements_pt_2_I_histoire_texte_02) *(Ou des origines différentialistes des États et des droits espagnols et français* [174]

*–* [*L’évolution des droits de l’Homme depuis 1968 face au Tocqueville de* L’Ancien Régime et la Révolution](#Silvae_elements_pt_2_I_histoire_texte_03) [209]

– [*Comment peut-on être « Noble » ? Discours, réalités sociales et préjugés en République*](#Silvae_elements_pt_2_I_histoire_texte_04)[229]

– [*Le Complexe social bordelais*](#Silvae_elements_pt_2_I_histoire_texte_05) [256]

**II.** [**Forêt cultivée et développement durable**](#Silvae_elements_pt_2_II_foret) [262]

– [*Un retournement de l’histoire : la forêt dévastée, humiliée par l’État*](#Silvae_elements_pt_2_II_foret_texte_01)[263]

– [*Le projet agroforestier d’un exploitant : de la théorie à la pratique*](#Silvae_elements_pt_2_II_foret_texte_02) [274]

– [*Un ancien « Grand Corps » de l’État :* *les Ingénieurs du Génie rural et des Eaux et Forêts*](#Silvae_elements_pt_2_II_foret_texte_03) *(Igref)* [279]

*–* [*L’enjeu de la fabrication de normes environnementales au niveau international*](#Silvae_elements_pt_2_II_foret_texte_04)  [317]

– [*La Forêt, un objet de Relations internationales ?*](#Silvae_elements_pt_2_II_foret_texte_05) [339]

– [*Hégémonie industrielle et développement durable. Les complicités scandinaves*](#Silvae_elements_pt_2_II_foret_texte_06) [366]

**III. –**[**Sécurité globale**](#Silvae_elements_pt_2_III_Securite) [391]

– [*Espaces maritimes et Sécurité globale. Orientations de recherche*](#Silvae_elements_pt_2_III_texte_01) [292]

– [*L’information navale en Méditerranée. Une coopération à établir pour une sécurité mutuelle renforcée*](#Silvae_elements_pt_2_III_texte_02) [399]

– [*Droit et Cyberespace ?*](#Silvae_elements_pt_2_III_texte_03) [423]

– [*Les crises et le pouvoir politique*](#Silvae_elements_pt_2_III_texte_04) [452]

[**Troisième Partie**](#Silvae_elements_pt_3)

***Contributions d’hommages en miroir*** [520]

**I.** [**Histoire**](#Silvae_elements_pt_3_I_histoire) [521]

*–* [*Marie-Josèphe Tancerel : Mots du pouvoir et pouvoir des mots. Le cas du latin. Pourquoi désigner Dieu comme étant « Le Seigneur » ?*](#Silvae_elements_pt_3_I_histoire_texte_01) [522]

**II.** [**Forêt Cultivée et Développement durable**](#Silvae_elements_pt_3_II_foret) [553]

*Jean-Louis Martres :* [*Discourir sur la Forêt cultivée*](#Silvae_elements_pt_3_II_foret_texte_01) [554]

– [Introduction](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_intro): La Forêt cultivée comme enjeu international [555]

I. [Discours devant l’Union des Sylviculteurs du Sud de l’Europe](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_I) (Usse – 01/09/2001) [556]

II. [Discours au Comité économique et social d’Aquitaine](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_II) (07/11/2001 [561]

III. [Ouverture du Colloque de l’Unesco](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_III) (22 novembre 2001) [568]

IV. [La forêt et la Ville](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_IV) (Forexpo 06/2002) [574]

V. [Les faiblesses politiques de la forêt cultivée](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_V) (Discours à Itoria 09/11/2002) [582]

VI. [Discours de clôture du programme Eurosilvasur](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_VI) (22/11/2002) [588]

VII. [Exposé des motifs en faveur d’une association pour la Défense de la Forêt cultivée](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_VII) (15/12/2002) [592]

VIII. [Le rôle de l’Usse](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_VIII) (Discours à l’Assemblée générale de l’Usse de 2003) [595]

IX. [Les faiblesses de la forêt cultivée – XIIe Congrès forestier mondial](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_IX) (21-28 septembre 2003 – Québec) [610]

X. [VIIème Colloque Arbora](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_X) (16/17 décembre 2003) [621]

XI. [Conclusions](#Silvae_elements_pt_3_II_texte_01_XI) (Journées du 3-4 juillet 2002) [633]

**III.** [**Sécurité globale**](#Silvae_elements_pt_3_III) [637]

*– Sven Kjellström :* [*Négocier : un art ?*](#Silvae_elements_pt_3_III_texte_01) [638]

*– Lysianne Guenneguez, Marie-Josette Tancerel :* [*La non-décision politique en situation de crises : le cas français*](#Silvae_elements_pt_3_III_texte_02) [667]

*– Claude Delesse :* [*Temporalités, ignorance et intelligence de crise*](#Silvae_elements_pt_3_III_texte_03) [692]

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

PRÉFACE

[Retour au sommaire](#sommaire)



*Portrait égyptien du Fayoum  
Peinture alexandrine anonyme  
du temps du Nouveau Testament*

*Dans le vent des pins et le tourbillon des hélices…*

Michel Bergès

*Professeur de Science politique  
Université de Bordeaux*

Point ici de *compendium* de « mélanges » académiques convenus… Plus modestement, il s’agit, à travers cet ouvrage d’hommage, de façon interrogative et mémorielle, d’honorer un ami, un collègue, un proche, qui vient d’« appareiller » vers l’au-delà, nous laissant (provisoirement) seuls sur la grève…

Dominique d’Antin Tournier de Vaillac (20 avril 1951 – 30 mars 2019) fut un homme des Landes forestières maritimes, où les pins – dont pas deux ne se ressemblent –, luttant contre les sables, formèrent pour lui un espace de rêveries lamartiniennes et de braconnages (pas seulement intellectuels…).

Là, – peut-être avant tout ? – il appartint à ce « peuple indigène de la Forêt », témoin et gardien primitif de la mémoire du Temps et des Arbres, qui enchaînèrent littéralement son âme de sylviculteur, occupé qu’il fût derrière le Soleil que ceux-ci cachaient, à explorer la clarté atténuée de la Lune et à les faire monter en imagination jusqu’au Ciel. Druide d’un savoir ancestral de foresterie, notamment celui portant sur la « gemme » et la résine pinicole avec laquelle on fabrique tant de choses [[1]](#footnote-1), il fit plus que contempler les arbres : il étudia les essences de bois dans son « laboratoire », libre et sans maîtres, en plein milieu de cette « civilisation industrielle » qu’il critiquait, mais toujours prêt à « *créer une entreprise* ». Ainsi souhaita-t-il « cultiver » la forêt, l’adapter à des fonctions multiples ; elle, en retour, lui livra ses secrets de longue durée, propices à une vie intérieure… Domestiquer à l’anglaise un jardin d’Eden, mais aussi *recevoir* de la Nature, à la façon des marins ou des montagnards – habitués, eux, à affronter les éléments, donc à l’introspection et au sens du permanent qui l’habita aussi humainement [[2]](#footnote-2). J’ai compris cela de lui, « depuis la ville », mais bien en dehors du « mythe de Bordeaux » [[3]](#footnote-3).

D’où le terrible choc après la tempête de 1999, qui le meurtrit comme tous les Landais et les Girondins, à l’instar de Machiavel, témoin d’un fléau semblable en 1456 dans sa Toscane natale, ayant laissé « *stupides* » ses contemporains placés devant « *l’antique chaos* » [[4]](#footnote-4)… Après les impérities et les manquements politico-étatiques comme économiques subséquents, dont certains de ses écrits rendent compte, il eût pu rédiger avec nombre d’acteurs de ce secteur sinistré (je pense là notamment au grand Ingénieur des Landes, Yves Lesgourgues ou à « l’Européen » Jean-Louis Martres, deux de ses *compagnons du devoir* en « développement durable »), un « *Livre blanc* », intitulé : « *Forêt française : suicide, mode d’emploi* »…

L’univers complémentaire de Dominique ? Biscarrosse, au cœur de la Forêt, entre la Fée Carabosse et Merlin l’Enchanteur !

La Première ? Le très étatique « Centre d’Essai des Landes » (« Cel ») avec ses explosions, ses inquiétants secrets paramilitaires et ses fameux ratés astronautiques, dérobant leur territoire aux chasseurs…

Le Second ? « Le » Lac, traversé de rafales frappant son âme de marin de leurs embruns océaniens, cavalières de pensées lointaines.

S’il le fit rêver d’aventures « en mer », ce « grand Lac » lui rappela inévitablement encore l’épopée française « des airs » : celle des avions ou hydravions de l’Aéropostale de Pierre-Georges Latécoère, installés autour, « *toujours prêts* » à défier l’Atlantique. Ce n’est pas un hasard si, au tournant d’un de ses écrits, on découvre son admiration pour ceux qui furent à coup sûr des héros de jeunesse [[5]](#footnote-5). *Dans le vent des hélices* (titre des mémoires du chef pilote Didier Daurat, dur comme l’acier, formateur impitoyable de ces nouveaux « Croisés »), lui révéla – il sut la dénicher ! – cette quasi-devise de Latécoère en personne, bien connue, que vraisemblablement il fit sienne :

« J’ai fait tous les calculs. Ils confirment l’opinion des spécialistes : notre idée est irréalisable. Il ne me reste qu’une seule chose à faire : la réaliser [[6]](#footnote-6). »

Propos que notre marin sylviculteur-gemmeur – la tête au raz des flots (n’avait-il pas un parent comme lui, Capitaine de Vaisseau, spécialiste d’histoire maritime et politique ? [[7]](#footnote-7)), tout comme dans les airs, mais les pieds sur terre –, jugea aussitôt « *très juste, pragmatique et efficace*» (*sic*). À ses yeux, cet adage pulvérisait d’un coup les « précautions » timides ou lâches, les peurs trop humaines, comme toute pensée déterministe de l’avenir : celles de politiciens « de Paris », voire de « faisans d’élevage », porteurs de certitudes paralysantes fondées sur des algorithmes et des calculs de « probabilités », avec en plus, pour les premiers, la prétention d’endormir « les masses » par le truchement de bonnes vieilles doses de poison démagogique.

Les contributeurs à cet ouvrage d’hommage ont pu ressentir chez Dominique à la fois ce sens de l’« infini » et du « possible impossible », mais encore, plus sage, le devoir pour chacun d’un retour à « sa terre » de naissance – notre seule et ultime demeure, embellie par la souvenance de notre enfance. La douce protection d’un château ancestral, point nodal de ses « origines » familiales, encouragea encore son attachement pour Biscarrosse, en souvenir de la vieille Seigneurie de « La Teste-de-Buch » [[8]](#footnote-8)…

Ainsi fûmes-nous tous comblés d’heureux partages avec Dominique, « Gascon » discret, pudique, critique, distancié, empreint d’un optimisme tragique, acceptant également de discuter toutes les idées. Fort d’un amour des livres et de leur lecture tout autant, comme de voyages instructifs ou sportifs, d’engagements familiaux et caritatifs d’une noble « ancienneté » (ne fut-il pas Chevalier d’honneur et de dévotion de *l’Ordre souverain de Malte*?). Cela, depuis son « centre » paroissial et régional.

\*  
 \* \*

Le rappel à Dieu de Dominique, quelques jours avant Pâques 2019, nous a laissés comme un arbre dépouillé de ses branches par la foudre… L’information a alourdi la forêt intérieure de chacun. Sont ensuite apparus au-dessus de nos têtes des signes malheureux, lugubres, même, que les anciens eussent déclarés « *être du Ciel*»…, aggravant notre peine.

Lesquels ?

D’abord : l’Incendie terriblement symbolique de « Notre-Dame », les 15-16 avril 2019 (aux « origines » toujours non résolues ?) – qui l’eût profondément ému. Bûcher des vanités, révélateur d’une « fin des temps » ?

Autre fléau conséquent de repentance : le surgissement d’une « *Corona virus* », peste pénitentielle venue du fond des âges, alourdie de masques effaçant les personnes… Cela dit, bien que le mot latin « *persona »* ait signifié inversement dans son étymologie grecque, le masque-portrait, peint, voire statufié dans la pierre, représentant plus ou moins le visage d’un mort aimé : à l’image des têtes funéraires alexandrines du Fayoum… Celles dont André Malraux, tant apprécié de Dominique, qui avait lu maints de ses livres – *La Métamorphose des dieux* ! – aimait à dire qu’ils ne représentaient point « *l’expression d’un instant* », ou bien « *l’hypnose de Byzance* » en ses icônes, mais bien plutôt, avec leurs yeux profonds interrogeant notre espèce du fond des temps, « *des veilleuses de vie éternelle* » : le « *ce par quoi la mort s’accorde à l’au-delà*»… (moment trop oublié de nos jours, bien décrit encore par l’historien de l’antique Grèce, créatrice de beaucoup de choses, elle aussi, Jean-Pierre Vernant… [[9]](#footnote-9)). Moment où, par la recherche du « Beau », l’Art rejoint la Religion, dans les limites représentatives de l’Homme, même si cela ne dure pas…

À la suite de cette nouvelle « *grippe espagnole*» fatidique, brisant les écrans de la « modernité », sous nos yeux se sont étalés alors, hôpitaux-caravansérails de malheurs, masques qui n’étaient plus ceux de *Carnaval*, décoctions préventives, vaccins sautillants, pléthores de Diafoirus ou de docteurs Knock avec leur cortège de mensonges, « législation du temps de guerre » limitant les libertés fondamentales… Un retour des duretés de la vie « *sous l’Occupation* » ? Mais laquelle, celle agitée par quel « *Diable* » ?

Tel fut le contexte difficile d’élaboration du présent ouvrage, à traverser et à dépasser par chacun, au-delà des dissonances conséquentes d’échanges, de regroupements et de déplacements…

Mais peu à peu, depuis le jour funeste où l’on apprit la nouvelle du « départ » de Dominique, ont commencé à défiler dans nos têtes, sorties de l’ombre, sa *persona*, à travers diverses discussions engagées avec notre ami dans les temps où nous explorions ensemble, en riant, des pistes de travail.

\*  
 \* \*

Personnellement, il m’a été donné d’en avoir souvent, face à face, concernant – premier exemple – cette « *Union européenne* », créée au début de la Guerre froide par les *Usa* et leur « *Plan Marshall* », « organisation internationale » prétendant imiter un État – qu’elle ne pourra jamais être en tant que simple succursale américaine, « machin » réalisé à des fins de division permanente des anciennes Puissances, pour mieux les dominer… Ayant participé à des manœuvres entre navires de diverses Nations, Dominique, Capitaine de Vaisseau de réserve, était emballé par ces perspectives de « *sécurité globale maritime* » partagées, qui s’offrirent un temps (dont rendent compte quelques-uns de ses écrits présentés ici). J’objectais un certain scepticisme en la matière, rappelant l’échec de la Ced (Communauté européenne de Défense) de 1954, ou de la Sdn (Société des Nations), deux décennies avant… En vain, me contentant d’écouter là son enthousiasme sincère… au téléphone, où il se trouvait depuis son bureau (son « pc ») de Biscarrosse. Moment où j’aimais, chaque fois que nous décrochions nos combinés – pardon, nos « portables » – plaisanter en l’appelant « Amiral »…

Débat plus intense et répété sur « la civilisation chrétienne », « la crise » actuelle de l’Église catholique, le retour des « Sédévacantistes » – courant minoritaire qu’il critiqua dans un de ses articles bien argumenté, repris plus loin [[10]](#footnote-10). Ignorant de toute théologie, l’objection me venait que l’histoire de l’Église de Rome, de ses rapports aux valeurs et à ses dogmes plus ou moins intangibles, mais datés, mieux, évolutifs, s’avérait complexe, plurielle dans ses doctrines, son rapport au pouvoir d’État et à « la politique » humaine en tant que telle. Sans oublier son long cortège d’hérésies, de « tendances », de forte politisation, opposant par exemple les théoriciens « hiérarchiques » et ceux « personnalistes » individualistes notamment – explorées dans mes ouvrages sur Machiavel et Emmanuel Mounier en histoire des idées politiques. L’ensemble ne restait-il pas toujours tiraillé par un dualisme initial (paulinien, puis augustinien) contradictoriel ? Celui « des Deux Cités », l’une « Terrestre », l’autre « Céleste », l’une « de la Chute » et des sept péchés capitaux, l’autre de « l’Amour » et du « Paradis », de l’Ascension, du dépassement, mondes irréconciliables d’une espèce humaine inquiétante, notamment si l’on refuse tout « pardon » et tout « rachat » s’agissant du « Mal » politique. Et comment sinon choisir, du moins hésiter, entre un Homme divinisé et un Dieu trop anthropocentriquement humanisé – joute « médiévale » rejouée entre nous deux ?

À ce propos – inutilement –, un cas d’objection m’apparaissait : l’opposition entre catholiques et protestants, reprise inopinément par le Maréchal « réactionnaire » Pétain – apparemment réaliste, mais ici peut-être flagorneur… – lors d’une de ses rencontres avec le Pasteur Marc Boegner au moment d’une visite obligée de ce dernier à Vichy, en tant que responsable de l’Église réformée de France. Quelques passages, tirés d’une étude rédigée à partir des « Carnets » de Boegner [[11]](#footnote-11) (dissimulés dans son bureau, mais retrouvés et édités pas son fils ultérieurement), rappelaient en ces termes ces différences entre chrétiens :

« […] Dimanche 2 février 1941 :

“Voyez-vous, m’a dit le maréchal, je suis catholique et je le reste, mais au point de vue philosophique, je suis assez proche du protestantisme, et puis les catholiques sont pratiquants à l’excès. Ils attachent trop d’importance à la forme. À mon âge, on se dégage de la forme, et c’est pourquoi je me rapproche du protestantisme. Moi : – Vous trouvez que le protestantisme est plus spirituel ? Le maréchal : – C’est cela même [[12]](#footnote-12).”

[…] Le lundi 10 mars 1941, à 11 h 30, le maréchal range des livres dans sa bibliothèque. Après les salutations et un préambule où le pasteur indique qu’il a cité une parole de Pétain dans sa prédication de la veille, réponse de bon aloi de ce dernier, qui commence une fois encore par flatter le protestantisme en ces termes :

“J’ai déjà eu l’occasion de témoigner ma sympathie au protestantisme. Le protestant relève de sa conscience, le catholique peut faire ce qu’il veut, et puis il va trouver le prêtre, qui arrange les choses. Vous êtes d’accord avec moi ? Mais ne répétez pas ce que je vous dis, je suis catholique. C’est en Espagne que j’ai vu tout cela de près. Les catholiques espagnols se livrent à leur passion, et ensuite on passe l’éponge à la confesse [[13]](#footnote-13)”. »

Bref, c’est l’ouverture de semblables confrontations sur « la question religieuse » qui me fit approfondir les œuvres d’Émile Durkheim et de son « Laboratoire » de *L’Année sociologique*, de Max Weber, de Shmuel Noah Eisenstadt, de Fernand Braudel…, discutées lors de la réalisation de la thèse d’État de Dominique, dont mon collègue et ami Jean-Louis Martres m’avait confié la tâche de relancer le sillon [[14]](#footnote-14).

De là découlèrent naturellement des échanges réciproques d’informations sur des livres. Et d’abord sur ceux des « nouveaux historiens » (tels Peter Brown, Alain de Libera, Alain Bourreau, Jérôme Baschet, Carlo Ginzburg, Piero Camporesi, Luciano Canfora, Harold J. Berman, Jacques Le Goff, Pierre Chaunu, Jean Delumeau…), consacrés à « *l’anthropologie chrétienne* », à « *la Première Renaissance du XIIe siècle* », à « *l’Antiquité tardive* », à « *la Grande Révolution du XVIIe siècle* »…

Ensuite, sur des auteurs critiques quant aux différentes formes, en conflits entre elles, d’*économie*, de *droit* [[15]](#footnote-15) et de *théories* adjacentes en histoire des idées, inconciliables, souvent délégitimées par des dispositifs de cristallisation et d’effacement au plus haut niveau des sphères intellectuelles et médiatiques, relayées par un académisme politisé. D’où la discussion d’idées novatrices ébranlant typologies et concepts galvaudés (« le Moyen-Âge », « la Révolution », « la République »…), malignement répétés. Comment oublier les échanges autour des travaux de Norbert Rouland, Brian Terney, Ernst Bloch, Pierre Lamaison, Olivier Lutaud, Blandine Kriegel, Florence Gauthier, Christophe Miqueu… Que de discussions entamées (à jamais inachevées), si rares en province, de plus, au sein d’une Faculté de Droit assez fermée sur elle-même…

Tout cela nous amena à discuter des rapports plus généraux entre les hommes, leurs institutions, ces « êtres » collectifs mystérieux qui nous désindividualisent et agitent au-dessus de nos têtes (nous, créatures crédules), mythes, liturgies, reliques, fétiches, « rites de passage », rêves et cauchemars…, depuis la nuit des temps [[16]](#footnote-16), dans les tréfonds de nos pensées et de nos langages… Celles-ci s’avèrent lourdes aussi de passé, d’illusions, d’envies de domination, car elles « programment » individus et sociétés dans leurs actions comme dans leur imaginaire. Évidemment en dehors des sciences humaines : autour des différents codes religieux qui les impulsent quasiment toutes (dépassant le seul christianisme et les religions prophétiques « du Livre »). Mais aussi, créatives et explosives, car porteuses d’une actualité sans cesse renouvelée… Des foyers de vies collectives et individuelles en quelque sorte, sur le plan idéel et pratique, de par les rites que l’on se sent obligé de suivre.

Notre réflexion conjointe débouchait sur certains approfondissements : par exemple, des problèmes liés aux structures familiales et juridiques en tant que telles (thème repris par Dominique à travers ses recherches médiévistes concernant les versants français et espagnols des Pyrénées, qui le passionnèrent *in fine*). Ce qui posait la question fondamentale de la place des systèmes de parenté, de transmission des richesses, des habitations et des terres… : lui, à partir de son étude sur les formes de pouvoirs politico-juridiques durablement diversifiés dans les « *fors pyrénéens* » posés autour de l’an 1000, face à des États en voie de construction inversée, voulant imposer un droit uniforme, si différent en Espagne et en France [[17]](#footnote-17) ; moi, à partir d’une étude sur *Claude Lévi-Strauss et les Réseaux* [[18]](#footnote-18), autour des concepts de « Maison » royale et familiale, comme de « parenté fictive » au sein de l’Église catholique à partir du XIIe siècle, au moment de la grande « *Révolution grégorienne* »…

S’entremêlèrent, à la suite, des lectures croisées sur Montesquieu ([*L’Esprit des Lois*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.moc.del8)) [[19]](#footnote-19), sur Chateaubriand (fort de l’analyse de son « *Génie du Christianisme* », discuté ensemble), Tocqueville, de Bonald, divers historiens français du XIXe siècle (Guizot, Augustin Thierry, Michelet, Lamartine, Fustel de Coulanges, Camille Jullian – sa grande *Histoire de Bordeaux* puis celle *des Gaules*–, Augustin Cochin…).

Et, concernant ce que l’on a appelé – peut-être à tort – « La Révolution », ce n’est pas un hasard si Dominique m’a prêté un jour un livre sur la politique de Chateaubriand [[20]](#footnote-20). Restait dans la suite discutable entre nous (mais insuffisamment discuté, la séparation restant définitive…), l’ouvrage de référence de Pierre Chaunu : *Le Grand Déclassement. À propos d’une Commémoration* [[21]](#footnote-21).

Là, justement, cet historien de la civilisation de *l’Europe Classique* et de *l’Europe des Lumières*[[22]](#footnote-22), peu amène et allant droit aux faits, a remis les choses à leur place. Les acteurs aussi. « Peu amène », mais envers qui ?

– Un roi-girouette, grand par la taille (1m 93), tournoyant sans cesse, sourd et muet aux événements, malgré ses tactiques géopolitiques anti-anglaises, ainsi que ses curiosités sincères pour le savoir et les sciences expérimentales, mais, preuve de ses faiblesses, futur fuyard de Varennes lorsqu’il comprit ses erreurs par culpabilisation (Louis XVI) ;

– une Cour-gigogne, empoudrée, irréelle, formant, comme l’a montré l’historien-« sociologue » Norbert Élias [[23]](#footnote-23), un miroir brisé et un énorme piège pour la Noblesse, comme un véritable poids mort pour le Régime, après le « Grand Règne » et ses rêveries arrogantes ;

– un « Parlement » de robins désaxés, transformé en « assemblée » après avoir trituré les *Cahiers de Doléances* par étape (la Constituante, la Législative, La Convention), qui ne représenta jamais vraiment et justement le pays ;

– des ministres manipulateurs (en particulier le protestant de Genève Necker, sans oublier au passage Turgot, de Calonne et l’arriviste Mirabeau…) ;

– des errements politiques en chaîne, partis d’un mensonge progressif d’avant « *le 14 juille*t », d’origine économique (le déficit abyssal du Royaume, dissimulé à tous par le Suisse Necker, totalement intéressé et irresponsable !).

Et Chaunu, de discuter cette date de violence symbolique pure et exemplaire, « *le 14 juillet* » (devenue « Fête nationale »), en plein bicentenaire reconstructeur et assez loufoque dans ses accents « mitterrandiens » de 1989, mais aussi, à la façon peut-être de Chateaubriand.

Cette approche globale, démystifiante, désenchanteresse, se poursuit à travers l’analyse spectrale *du vol et du dépouillement contre l’Église* (pressenti par le Pape Pie VI et par des prêtres qui refusèrent au péril de leur vie l’incroyable comédie de la « *Religion civile du clergé* »), comme de celle de « la Guerre » (qui fit « *environ cinq millions de morts* » en Europe, de 1792 à 1815). Guerre lancée, non à cause d’une « *coalition d’ennemis monarchiques ou impériaux contre la République*», mais pour justifier des règlements de comptes et des crimes intérieurs (dont les échos retentirent encore jusque sous le Régime dit « de Vichy » – en fait, manipulé lui aussi depuis Paris… comme les « gouvernants » échevelés et leurs bandes de 1792, auteurs du massacre inhumain des gardes suisses au jardin des Tuileries, le 10 août de cette année néfaste. D’ailleurs, très souvent, la « politique extérieure » n’est que le succédané d’une « politique intérieure » qui a échoué, dont on veut dissimuler les aléas et les petitesses [[24]](#footnote-24)… Chaunu dresse alors un bilan global (difficile à détailler ici), sans anachronisme ni concession, des manifestations et intentions réelles d’acteurs agités ou hésitants, sans plan concerté, « au fil de l’eau », puis à celui du rasoir de la guillotine.

Mais il ne parle pas – dit au passage – des 2394 prêtres repérés et arrêtés qui avaient refusé la « *Constitution civile du Clergé*» du 12 juillet 1790 (acceptée seulement par 4 évêques sur 134, et 24 000 prêtres sur 70 000). Sachons là que les événements dramatiques s’enchaînant, un arrêté du Comité de Salut public du 15 janvier 1794 avait condamné les récalcitrants saisis par les « patriotes », à l’exil en Guyanne (espace au climat meurtrier désigné comme dépotoir civique par un décret de l’Assemblée législative de mai 1792). Aussitôt, les malheureux « réfractaires » furent transférés à travers tout le pays, à pied ou portés en charrettes, en plein hiver, vers les ports de l’Atlantique en vue de leur déportation, dans la souffrance et l’humiliation (voire la mort, comme à La Rochelle, où on en livra certains au massacre d’une population jacobine excitée à bon escient). On les emprisonna à Nantes et Rochefort. Le plus grand nombre (1494) fut destiné à Bordeaux. Là, les églises ayant été fermées, la cathédrale Saint-André transformée en magasin à fourrage, les prisons combles, on les embarqua sur trois navires, dont un, dénommé *Le Républicain*. Mais une tempête dans l’estuaire de la Gironde les dérouta vers Rochefort, où un ensemble de prisons improvisées (dont l’utilisation de deux bateaux anciennement négriers désaffectés ainsi que des îles attenantes) les confina dans des conditions inhumaines jusqu’au mois d’août suivant (date de l’élimination des « purs » terroristes robespierristes) [[25]](#footnote-25). Plusieurs centaines de ces prêtres moururent dans ces « *pontons de Rocheforts*» (64 d’entre eux seront béatifiés par Saint Jean-Paul II le 1er octobre 1995) [[26]](#footnote-26)…

Bref, au-delà de sa « *phase joyeuse* » et de ses mascarades carnavalesques, la prétendue « Révolution », davantage « implosion » qu’« explosion » pour Chaunu, au-delà de sa période criminelle et terroriste (appelé justement « *La Terreur* »), fut fondée sur des hiatus cumulés, dont les reconstructions postérieures n’ont fait qu’alourdir et déformer le sens : dissimulant ou minimisant de bien sombres pratiques ! Les commémorations, si réinventives, fantasmagoriques et mythomaniaques, ont lu ainsi *l’histoire à l’envers*, projetant ce qui dans l’instant n’a pas été, ou même voulu être.

De façon cinglante, l’historien protestant déduit ceci d’un tel *tsunami* politique, véritable processus en chaîne aveuglé lors des faits dans des improvisations inimaginables, aveuglant quant à leurs représentations postérieures :

« La Révolution n’a pas de propos délibéré. Elle est le fruit d’un enchaînement. La politique de l’Assemblée ne s’explique que par sa composition, donc son incompétence et son inexpérience. Rien de ce qui a été décidé n’a été voulu, souhaité, clairement décidé. Toute la Révolution est une justification a posteriori du fruit du hasard des stupides pensées croisées.

1789 est le fruit, sur un terrain rendu dangereux par l’affaiblissement des ressources d’un État empêtré ne répondant plus aux exigences d’une société vivante et créatrice, du hasard, de l’improvisation et de la hargne.

L’incompétence et la hargne gonflent les fantasmes du trésor caché et d’une religion rationnelle. On ne peut dissocier les deux choses, l’Assignat est le symbole, il est le moyen, l’outil [[27]](#footnote-27). »

Des exemples de telles mésinterprétations déformantes ultérieures, projetées sur la période, qui ont grossi ou équarri des faits mêmes, si peu « intellectuels » ou naïvement utopiques et volontaristes, mais à l’inverse, produits de bévues, de bas intérêts, de scories, de malentendus pour malentendants, et de complots incessants, presque « fondateurs » ?

Même de Bonald et de Maistre – comme d’autres, de camps historiographiques adverses tout autant politisés – ont affirmé à ceux qui voulaient bien les croire – car il s’agit bien d’un phénomène de croyance –, que cette Révolution restait « *la fille des Lumières* ». Contrairement à ce que l’on pourrait penser contre le toujours vigilant Pierre Chaunu, fort de lectures historiographiques essentielles et pour qui « le rêve » devint rapidement cauchemar, celui-ci démontre que ladite « *Révolution* », assimilée stupidement à un mouvement des Astres, ne fut finalement que le sacre de la violence, de l’hypocrisie et du mensonge (de mensonges pluriels de basoches qui justifièrent précisément la violence !). À partir des travaux bien établis de Jean de Viguerie [[28]](#footnote-28), Chaunu vitupère :

« Tout découle du mensonge, d’un mensonge qui tue, celui du refus de reconnaître l’évidence, de l’insuffisance globale massive du prélèvement [des impôts, seule réforme susceptible de combler les déficits du pays entraînant des déséquilibres désastreux pour tout le corps social !]. C’est de ce mensonge [la dissimulation par Necker des chiffres réels de ce déficit] que tout découle. Il porte en lui une cascade d’autres mensonges, donc de crimes : “Au début glorieux, enchaîne de Viguerie, de l’ancienne Chrétienté, cette philosophie (entendez des Lumières) oppose l’inexorable temps des hommes, celui qui fait passer toutes choses” [[29]](#footnote-29). »

Matérialiste à sa façon, l’historien, certes « protestant », secoue un peu, effectivement, la thèse contre-révolutionnaire, qui, à ses yeux, a, elle aussi, comme l’école marxiste interprétative plus tard, trop embelli la « Révolution », transformée en « *fille des Lumières* »… Fille du chaos plutôt, de la manipulation et du « *mensonge* »…

Si une large partie des débats stratégiques conflictuels d’après le 14 juillet 1789 porta sur « *la vente des biens du Clergé* » en tant qu’Ordre, lourde de sordides calculs (à l’image mal intentionnée de « l’aryanisation » nazie-pétainiste sous l’Occupation de 1940 à 1944…), biens qui étaient pourtant là, auparavant à usage collectif (une spoliation forcée, sciemment orchestrée pour tenter de combler des déficits !), enjeu que l’on crut fondamental, cette « *Révolution* » implosive ne fut point en ses débuts si éloignée que cela des valeurs chrétiennes, avant les débordements d’une tourbe parisienne alcoolique et droguée. *Popolo* manipulé de maintes façons, qui montra son vrai visage surtout avec le massacre précité « des Tuileries » le 10 août 1792 [[30]](#footnote-30), mais tout autant les jours suivants, ou lors des crimes ultérieurs des « *septembriseurs* ».

Chaunu, sûr de ces faits, contre aussi les théories du « Complot maçonnique » (du fameux faux « Abbé » Baruel – un des premiers) écrit, quant à « *la fille des Lumières* » :

« Oui, c’est la thèse qui a été celle des Maistre et de Bonald, la très belle thèse contre-révolutionnaire. Je me demande si elle ne rend pas à la Révolution un hommage qu’elle ne mérite pas, en lui conférant une pensée, donc une dignité. Alors que, replacée dans le temps et dans l’espace (France dans l’Europe et en continuité), elle est d’abord rancune, ignorance, fatuité, bêtise, justification a posteriori. Ce défi glorieux n’était-il pas un peu naïf et entaché d’orgueil ? “Tu es poussière et tu retourneras en poussière”, dit calquée sur la Bible-Parole de Dieu l’ancienne liturgie. “Si le grain ne meurt…” Mon Royaume n’est pas de ce monde, il ne se confond même pas totalement avec l’Église visible. Le disciple n’est pas plus grand que le maître. Que vaut un rêve de pérennité, mûri dans ce temps, pour un homme qui a atteint, enfin, l’éternité ? La pensée des Lumières n’est pas plus incompatible – certainement moins – avec la Révélation chrétienne que ne l’était l’aristotélisme dont les scolastiques ont fini par dégager une philosophia qui s’est crue perennis. La preuve, elle n’a pas entraîné, et dans les pays protestants, notamment, de tels drames et de telles ruptures. Ce qui est grave, c’est la rupture, l’enchaînement qui entraîne un saccage, un piétinement.

Oui, le début d’octobre [1789] est bien capital. En confisquant la totalité des biens de l’Église, les constituants ne piétinent pas seulement le passé. Ils insultent l’avenir [[31]](#footnote-31). »

En quelque sorte déchaîné, Chaunu délivre cette leçon d’histoire politique portant jusqu’à nos jours :

« Maury avait raison de dire : “Nos propriétés garantissent les vôtres…”. Un principe de droit ne se découpe pas en tranche. D’une infinie gravité, la réponse de Mirabeau : “Il n’est aucun acte législatif qu’une nation ne puisse révoquer ; qu’elle ne peut changer quand il lui plaît, ses lois, sa constitution, son organisation et son mécanisme…” C’est le principe de la dictature, de la tyrannie sans bornes, sans entrave, et sans principes, de la majorité parlementaire. C’est en ce sens que la France, au XIXe et au XXe siècle, est loin d’être, au même titre que l’Angleterre ou la Suisse, un pays de liberté. Jamais la Révolution ni la IIIe et la IVe République n’ont pris au sérieux la Déclaration des droits de l’homme ; ridicule est la distinction entre loi ordinaire et loi constitutionnelle dans un pays qui a changé de Constitution tous les ans pendant la période des idolâtrés fondateurs. La Ve République, par l’instauration d’un Conseil constitutionnel, a fait un effort louable contrarié par les mœurs. Vous avez bien entendu : “Aucune barrière ni droit naturel ni règle constitutionnelle” ne devait s’opposer, selon Mirabeau, à une majorité législative (en l’occurrence issue d’une minorité activiste dans le pays). Ce régime n’est qu’une forme de tyrannie. Sous l’angle de l’État de droit, elle marque une régression par rapport à la pratique, au XVIIIe de l’Ancien Régime [[32]](#footnote-32). »

Précision personnelle : nous sommes bien en présence, là, de façon contradictorielle, des origines frelatées de ladite « *République française*» et de son mythe politique, qui a fait florès.

Cela revient à penser et à affirmer – avec raison [[33]](#footnote-33) – que « le Droit » n’est pas tout à fait « la Loi ». Autrement dit, par son idéologie, à laquelle on pourrait ajouter le transhumanisme désireux de créer « *un homme nouveau* » [[34]](#footnote-34) (la belle blague ! ), les « Révolutionnaires » en question et leur utopie « régénératrice », aux émules innombrables, peuvent être rapprochés des bolcheviks et des nazis ultérieurs, sur certains points. Contre le Droit romain, qui opposa précisément le Droit à la Loi (prônée elle par des Grecs enclins aux rapports de force dans des assemblées publiques et dans leur contexte social profondément inégalitaire et violent, de luttes entre familles, clans familiaux, tribus et chefs)…

L’évocation serait longue…

Chez un Dominique qui a réfléchi sur ces problèmes et cette période (cf. ses textes *infra* sur « la noblesse », de la Troisième République à nos jours, mais aussi sur « *Tocqueville et Mai 68* »), se révèle la richesse d’une stimulation toujours tenue en éveil, friande de savoir, de découvertes, de « *quolibets* » contradictoires, liés au développement des sciences humaines, en particulier à ceux et celles de l’historiographie et d’une science politique étudiant la longue durée proprement dite.

Nous voici donc renvoyés de façon incontournable à l’histoire des idées, que l’analyse des pratiques dans les diverses séquences spatio-temporelles de construction de l’État et de la vie politique française est loin d’épuiser.

René Rémond l’a bien repérée dans la préface d’un ouvrage collectif [[35]](#footnote-35). Reprenant les leçons épistémologiques dégagées par Fernand Braudel [[36]](#footnote-36), il y insiste sur les temporalités différenciées qui se déroulent simultanément dans des registres inégaux, à la fois continus et discontinus, liés à l’instantané ou à l’inverse, au « *presque immobile* », écrivant au sujet de l’histoire politique :

« Il y a certes tout un ensemble de faits qui se succèdent à un rythme rapide et auxquels correspondent effectivement des dates précises : coups d’État, journées révolutionnaires, changements de régime, crises ministérielles, consultations électorales, décisions gouvernementales, adoption de textes législatifs. D’autres s’inscrivent dans une durée moyenne dont l’unité est la décennie ou plus : longévité des régimes, période d’application des modes de scrutin, existence des partis politiques. D’autres encore ont pour unité de temps la durée la plus longue ; si l’histoire des formations politiques ressortit plutôt à la durée moyenne, en revanche celle des idéologies qui les inspirent relève, elle, de la longue durée. Ne vivons-nous pas encore, à quelques exceptions près, dans un univers idéologique dont les principales composantes sont apparues et dont la configuration pour l’essentiel s’est dessinée avant la révolution de 1848 ? L’historien de la vie politique ne peut omettre de prendre en compte cet héritage. Davantage : les travaux de Paul Bois ou de Maurice Agulhon ont démontré que le partage entre droite et gauche ou les orientations dominantes dans telle région ne pouvaient se comprendre qu’en remontant au moins jusqu’aux prodromes de la Révolution : seule l’histoire, et la plus longue, rend compte des comportements des microsociétés qui se fondent dans la société globale. Enfin la notion de culture politique, qui est en passe d’occuper dans la réflexion et l’explication des phénomènes politiques une place à proportion du vide qu’elle vient de combler, implique continuité dans la très longue durée. Ainsi, sous le rapport du temps, l’histoire politique ne le cède pas à celle de n’importe quel autre aspect de la réalité [[37]](#footnote-37). »

D’où l’intérêt d’étudier dans la continuité de cette vraie-fausse rupture révolutionnaire, les récurrences, les repentances, les remémorations et les commémorations, bref, les « *rejeux* », qui sont comme autant de « *failles géologiques* » concernant les « *guerres franco-françaises* » [[38]](#footnote-38). Phénomènes complexes, entremêlés de complots et de crises, riches de nombreux retours en arrière, d’« involutions » ou de « révolutions » plus elliptiques que rondes, et à vitesses variables. Sous couvert aussi de « restaurations » diverses de « l’Ordre ancien », avec leurs multiples « ratés » (napoléoniens, bonapartistes, boulangistes, pétainistes, gaullistes…).

Quant à la vieille matrice institutionnelle de l’Église catholique dans ses rapports au pouvoir, elle reste à placer dans sa propre temporalité de plus longue durée encore, sous le signe de « *l’extrêmement lent* ». D’autant qu’à son niveau de saisie, on reste concerné par les valeurs fondamentales partagées et construites collectivement d’hommes confrontés aux pensées et aux pratiques anthropologiques, rituelles, liturgiques, de la vie et de la mort (la leur, mais aussi celles des autres), face aux guerres, à la paix entre les nations, à l’État, à la politique telle qu’elle est, et à l’amour de tout un chacun pour autrui…

Ce qui montre l’importance d’une réflexion sur la partie morale de celle-ci, malgré ce qui la caractérise : discours mensongers et manipulateurs, batailles d’intérêts, corruptions, rapports fluctuants, déconcertants, incertains, pas toujours visibles à la surface des choses. Et surtout, des engagements enclins aux déconvenues, aux illusions, aux reniements, à la violence, d’abord symbolique… Bref, à tous les ingrédients qui font de la politique un objet spécifique, irréductible à d’autres phénomènes, mais tout de même lié, à travers les différentes idéologies, aux modes de pensée et d’institutionnalisation des religions (pour la France, celle catholique plus ou moins « gallicane », en son code de programmation durable).

\*  
 \* \*

C’est d’ailleurs dès ses premiers pas universitaires que Dominique a éprouvé une authentique passion pour cette histoire de longue durée.

Ainsi s’embarqua-t-il avec l’équipe originelle du Centre d’Analyse politique comparée de la Faculté de Droit de Bordeaux vers les États-Unis, à l’instar du franc-maçon La Fayette (à bord des frégates *La Victoire* puis *L’Hermione*), pour tenir un colloque conjoint à l’Université de Charlottesville en 1989. Il s’agissait de commémorer le « Bicentenaire » de cet événement si disputé que fut « *la Révolution* ». Ce, à travers une étude croisée et critique des mouvements qui soulevèrent peuples et dirigeants d’alors, en Amérique et en France, sans négliger le rôle ambivalent, mais décisif dans des sens opposés, de l’Angleterre…

Elle, qui avait connu sa « Révolution » plus d’un siècle plus tôt, combattit autant les irréductibles « *Insurgents* » américains, que la France, cela par représailles et pour déstabiliser celle-ci en lui envoyant plusieurs « espions » et « francs-maçons » bien empressés de la déstabiliser… « *L’événement 14 juillet 1789* » ne serait-il pas aussi, aux entournures, un « retour de bâton » de l’aide par Louis XVI aux *Insurgents* américains ? Une sorte de réplique anglaise mesquine du « *4 juillet 1776*» philadelphien – fête nationale des États-Unis ? Un même mois de « juillet », où les âmes sont si « naturellement » échauffées ! Le « *4* » contre le « *14* », à dix jours près du calendrier théorique, même treize ans après ? La France pouvait-elle en attendre moins des « Anglais » ? Vengeance politique oblige – « la Vengeance », cette grande courroie d’entraînement et de transmission des actes concernant *le et la politique en tant que tels*…

Même si, *a contrario*, « le modèle anglais » avait été antérieurement très prisé par Montesquieu, puis par Voltaire, qui tous deux traversèrent la Manche en leur temps, y allant repérer et dérober au passage quelques pratiques et certaines idées. Et même si des partisans modérés de la Révolution, à la suite plus ou moins de Mirabeau et des frères Lameth, prônèrent le modèle parlementaire de Westminster, certainement afin de tenter de sauver la monarchie (contre les aveuglements de cette dernière, Reine et Roi compris, naïvement entichés eux aussi de ces idées « à l’anglaise », qui leur coûtèrent leur couronne, et *in fine* leur tête…). Sans parler des *Whigs* favorables à la Révolution, qui échangèrent volontiers contre le *Whig* conservateur à outrance que fut Edmund Burke, au plus profond de ses *Réflexions* multiples sur la France, si éclairantes en soi.

Avec humour et sens critique, de par son rattachement à l’une des plus anciennes familles de France, Dominique se préoccupa encore de ce qu’était devenu l’Ordre de la « noblesse française », du XIXe siècle à nos jours. D’autant qu’il faisait partie d’une équipe qui rejetait – dans deux volumes mémorables et à la suite du philosophe d’origine bordelaise Georges Gusdorf (théoricien protestant également de la pensée « romantique ») –, la thèse dominante de certains historiens défenseurs d’une unité idéologique et politique de ce qu’ils dénommaient – à tort ! – « *les Révolutions atlantiques* », mêlant idéologiquement l’Angleterre, la Hollande, les États-Unis, la Belgique, la France…, nonobstant les différences entre les mouvements, les cultures et les hommes dans ces pays [[39]](#footnote-39). Et, surtout, en ayant omis la grille si éclairante proposée très tôt (dès 1959-1960) par Sir Hugh Trevor-Ropper dans un ouvrage phare, *De la Réforme aux Lumières*, qui avait finement analysé en parallèle, de 1500 à 1800, les ressorts effectifs du progrès de la raison et du progrès politique, ralentis de façon très différenciée dans les pays européens.

En fait, à cause des obstacles posés par les tendances orthodoxes, à la fois du calvinisme, du luthérianisme et de la Contre-Réforme catholique, dans les différents États, en Hollande, France, Angleterre, Allemagne, Italie, Espagne, Suède, Danemark…, ce furent les « hérétiques » « libéraux » (calvinistes « arminiens » par exemple et catholiques libéraux) de tous bords religieux et politiques, héritiers de l’érasmisme des années 1500, qui portèrent les idées nouvelles, assumèrent la richesse et les risques liés aux investissements, aux innovations. Ce sont eux qui forgèrent la modernité, forcés qu’ils se trouvèrent d’*émigrer en permanence*, d’un pays à l’autre, s’associant parfois même en réseaux d’affinité, de ville à ville, d’État à État dans la vieille Europe. Tous se heurtèrent aux blocs religieux consacrés, Églises morcelées de surcroît, tant catholiques de la Contre-Réforme, que luthériens rigides ou calvinistes intégristes, qui orchestrèrent des pratiques rétrogrades sur le plan intellectuel, une répression agressive contre le mouvement des Lumières, et surtout, des guerres de religion désastreuses sur le plan politique. Cela dit par cet historien professeur d’histoire moderne à Oxford (spécialiste en plus de l’histoire du nazisme qu’il marqua de recherches heuristiques), qui nuance considérablement les thèses trop généralisantes de Max Weber sur le poids du « protestantisme » (*sic*) dans le développement du capitalisme et du « progrès politique »… si lent à se réaliser, justement, sur trois cents ans… Surtout si l’on tient compte de la répression des « libéraux » de tous bords, ainsi que de la terrible et incompréhensible « *épidémie de sorcellerie* » avec ses procès et ses bûchers ! [[40]](#footnote-40).

Cette recherche sur l’histoire des idées et des stéréotypes politiques s’inscrivait bien dans le sillage heuristique du premier « *Centre d’Analyse politique comparée* » fondé dans les années 80 par Jean-Louis Seurin, Jean-Louis Martres, Hervé Coutau-Bégarie et Michel Dusclaud. Ces collègues, prodigieusement cultivés, libres de pensée, qui investirent en avant-garde la science politique américaine dès les années 70 (avant les « Parisiens » marxisants !), forts de leurs relations dans le monde libéral en France et aux États-Unis, grâce à un proche de Jacques Chaban-Delmas (député-maire de Bordeaux et un temps Premier ministre), Michel Dusclaud précisément – brillant « passeur » intellectuel et interculturel entre les deux rives de l’Atlantique –, participèrent au développement d’un savoir pluridisciplinaire, comparatiste et novateur, dont ne surent vraiment bénéficier par la suite ni la Faculté de Droit, ni la Maison des Sciences de l’Homme d’Aquitaine…

Une nouvelle équipe que rejoignit Dominique d’Antin de Vaillac reprit le relais de Martres et Seurin entre 1996 et 2007. Nous nous battîmes alors ensemble pour valoriser et défendre les orientations initiales du Centre, en étudiant les mêmes objets et en en ajoutant de nouveaux, *en plus des idées politiques* : la géopolitique, les théories des relations internationales, la géostratégie, l’épistémologie des sciences humaines, le développement durable, la sécurité globale et le renseignement, la gestion de la Forêt cultivée… Avant beaucoup d’autres, dans les confinements matériels et le cocon de la « *Province* », comme dans sa pénurie chronique de moyens.

Il s’agissait surtout d’investir une science politique fermement dégagée de la tutelle de nos « amis d’en face », véritables « bêtes à chagrin » : Dominique a été un des fers de lance de ce combat contre nombre de militants « *mainstreams* » de l’Institut d’Études politiques de Bordeaux (et d’ailleurs), avides de terrasser un savoir jugé (à tort !) trop « juridique », mais (avec raison !) irréductible.

En fait, l’Université, politisée (hélas !), uniformisée aussi par une théorie du « changement permanent » et de « la Grandeur salvatrice » (le « syndrome de Versailles » qui perdit Louis XIV ?), sous couvert de la « *construction d’un espace européen de l’Enseignement supérieur*», commença à être mise sous la coupe réglée de « regroupements obligés », *a priori* plus « *visibles de l’extérieur* » et concurrentiels selon les « *critères mondiaux* » de classement, dits « *de Shanghaï* ». Finies les petites équipes personnifiées autour de responsables relativement libres et créateurs, remplacés par des « soviets » de tutelle pilotant des centres supportés par des tringles de « sigles » illisibles (sortes de « sociétés anonymes » dépersonnifiées), censés « *gérer* » et « *développer* » des « *programmes* » corvéables, ouverts « *au marché de la recherche* » ou « *au privé* ». Placés aussi sous la férule d’idéologies « en tous genres » chloroformant (à nouveau, après le marxisme version sartrienne, cubaine, maoïste et autres !) une partie des enseignants et chercheurs universitaires, déjà doublés par le monde des « grandes écoles » issu, lui, de « *la Révolution* », ainsi que par les institutions à l’américaine autour des « Maisons des sciences de l’Homme »… Il n’est pas sûr que les responsables (locaux et nationaux) d’une telle « réforme » y aient gagné leur Purgatoire. En tout cas, c’est ainsi que fut créé un « trou noir » supplémentaire dans l’espace culturel français, pavé de bonnes intentions, mais difficile à traverser dans les flammes de ce nouvel Enfer [[41]](#footnote-41)…

Contre vents et marées, les recherches de Dominique, sa brillante soutenance de Thèse d’État sur laquelle il apposa sa « signature » [[42]](#footnote-42), les diverses publications qu’il engagea personnellement et en équipe, ont correspondu avec la seconde phase de déploiement du Centre en question.

Il en fut un des plus actifs et indéfectibles membres, ouvert sur des sujets contemporains liés à ses propres activités professionnelles. Ainsi participa-t-il avec Marie-Josèphe Tancerel (un temps « Joss Berger »), Lysiane Guenneguez, Claude Delesse, Joseane Silva, Pierre Cabrol, Alexandre Durgue, Michel Louis Martin, Nicolas Tenèze, Jean Bourliaud, Jean-Christophe Joly, Dominique Sérafin… à la réalisation de contrats pilotés par l’Agence nationale de la Recherche (« Anr »), faisant collaborer la Gendarmerie nationale, des entreprises (le Cea de Saclay et de Cestas, Airbus…), et deux équipes regroupant sciences dures et sciences sociales : le Centre de Recherche sur la Sécurité globale de l’Université Toulouse 1 Capitole (Grsg) et le Centre d’Analyse politique comparée, de géopolitique et de relations internationales de la Faculté de Droit de Bordeaux (Capcgri).

En parallèle, Dominique s’engagea dans plusieurs lieux d’Aquitaine et du Midi toulousain en tant que professeur associé, jusque dans la scolarité de divers Masters et formations de haut niveau – au sein de l’Institut européen de la Forêt cultivée, dans le projet du Master de *Cybersécurité* lié au Conseil supérieur de la Formation et de la Recherche stratégiques (placé à Toulouse sous l’égide d’une constellation de Dames très compétentes – Sandra Joffroy, de la Gendarmerie, Martine Cutier, Marie-Josèphe Tancerel, Claude Delesse, Lysiane Guenneguez, Constanze Villar…). De même participa-t-il à un enseignement de Science politique à l’Institut de la Défense nationale et à l’Institut catholique de Toulouse. Là, conjointement avec Alain Maurech-Siman (précurseur à Bruxelles même en 2000 d’un tel diplôme dans les sciences de l’Information et de la Communication), il élabora un projet innovant d’une licence trilingue de « Géopolitique et de Relations internationales ». À l’Institut catholique, se spécialisant encore dans les dimensions juridiques et assurantielles de la Sécurité globale comme dans l’apprentissage du « cyber-espace », il dispensa des cours novateurs, appréciés de tous ses étudiants, grâce à ses qualités pédagogiques rayonnantes.

L’ouvrage présenté ici, témoigne à la fois de ses centres d’intérêt à ce propos, comme de ceux de son équipe qui a souhaité – ou pu, de par les temps traversés – participer à l’hommage qui lui est ainsi rendu, livrant quelques travaux inédits pour honorer sa mémoire.

Que toutes et tous en soient ici très sincèrement remerciés : leurs études sur des thèmes travaillés de façon amicale et entrecroisée avec Dominique (« l’Histoire », « la Forêt cultivée et le Développement durable », « la Sécurité globale »…), en forment la Troisième partie. Dans la Première, s’expriment librement des témoignages et textes phares que proches et amis ont souhaité lui dédier, comme pour perpétuer leurs échanges et leur dialogue avec lui. La Deuxième, présente quelques-uns de ses écrits les plus significatifs.

L’ensemble de notre livre d’hommage, qui ne reflète que partiellement toutes ces dimensions, bouteille jetée à la mer, s’adresse – relais et espoir – aux générations futures, à la suite des publications des membres du « Capcgri » déjà parues dans le site francophone « *Classiques des Sciences sociales*» fondé par le professeur de sociologie, Jean-Marie Tremblay, mondialement connu et accueilli généreusement par l’Université de Chicoutimi au Québec. Dominique se montra très attaché dans son apport personnel à cette politique de diffusion qu’il encouragea et honora avec bonheur par l’édition de son *opus magnum*, « *L’Invention des Landes* », en 2008 [[43]](#footnote-43).

La reconnaissance ainsi rendue montre la perspicacité d’un historien et politologue attaché à une analyse réaliste des *faits*, comme des *idées politiques* et de *l’action publique*, qu’il aimait décortiquer de façon critique et lucide en explorant sans cesse des voies inédites, en pensant aussi la structure de l’État français (notamment le poids des « grands corps » administratifs, étudiés à travers celui des Ingénieurs des Eaux et Forêts – cf. *infra* son analyse des « Igrefs »). Sans oublier l’étrange « retour » de notre ancien Empire colonial, par exemple autour du « *dominium* algérien ». Elle témoigne de son effort pour « penser la France » et son « identité », entre ses traditions et ses modernités successives (poursuivant la pensée notamment de Fernand Braudel et de son disciple Edward W. Fox, comme celle de l’historien catholique Maurice Crubellier) [[44]](#footnote-44).

Cette France telle qu’elle fut, telle qu’elle est, et sera, telle que chacun de nous a pu la rêver, en ses limites, mais dans sa grandeur, depuis sa génération de femmes et d’hommes. Noblesse, de tous côtés, oblige !

\*  
 \* \*

Ainsi, malgré la tristesse qui a accompagné mon devoir de coordination de cet ouvrage, en retrait(e) depuis deux années antérieurement au 30 mars 2019, ai-je tenté de retrouver, à ma façon, depuis le modeste intérieur d’une Dordogne préhistorique proche de la tour de Montaigne, des échanges risquant de s’estomper dans la brume temporelle. Même si Dominique s’est construit avec nous et autour de nous, et nous, avec lui. Monologue à une seule voix, dialogue silencieux de l’âme et de la conscience rabâcheuse qui l’accompagne, désormais.

Pourtant, les lucioles de l’amitié font souvent remonter contre l’oubli les élans et les larmes du cœur qui enluminent les souvenirs. Ceux-ci ravivent les valeurs qu’ont insufflées en nous, parmi certains moments des choses humaines traversées, les institutions auxquelles nous avons été lié(e)s, telles que nous avons cru les percevoir et les servir, avec le plus de fidélité et de sincérité intellectuelle possible par rapport à nos valeurs. Au carrefour de la Musique classique et des « Sciences humaines » des années 70-90 me concernant, j’ai partagé intensément avec Dominique « les activités » (et la disparition lente ?) de l’Université.

Là, je crois avoir compris que si la mort reste le sel de la vie (saupoudré pour Dominique de celui de la Mer d’Hemingway et du parfum de la Forêt), l’esprit reste celui de la mort. Outrecuidance ou naïveté ? Son départ vers l’outre-tombe de « son » Chateaubriand, me renvoie sans cesse tout cela, *via* un étrange ressac… ainsi qu’à tous ceux qui sont « restés » ! Mais nous ne devons point pleurer sur nous-même.

Et tel à un fantôme errant, l’air de ces rappels me souffle encore un dernier mot : ce sont bien ces nefs (« des fous » comme le pensait Jérôme Bosch ou Sébastien Brant ?) venues du passé, aux nacelles desquelles on s’embarque volontiers plus ou moins consciemment, comme à bord de montgolfières sans amarres, qui fabriquent les hommes… Eux qui croient les diriger bien au-delà des « équations » qu’elles nous imposent – mais qui les ont cependant bien édulcorées dans le Temps, non sans un certain plaisir parfois… Ne retrouve-t-on pas ainsi la vieille problématique de [*L’Esprit des Lois*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.moc.del8)?

À l’instar de l’antique « Université universelle » avec ses sempiternelles querelles concernant les « universaux » ou le rapport entre « foi et raison » –  pour l’Occident : celle d’Athènes, de Pergame, de Rome ou d’Alexandrie …, de Boèce de Dacie, d’Apolonius de Tyane…, de la seconde Renaissance « médiévale » de Pierre Abélard, de Jean Buridan et de Roger Bacon, puis de Galileo Galilei, ou, plus tard, du Joseph de Maistre des *Considérations sur la France* et des *Soirées de Saint-Pétersbourg*… ; celles, de tous les lieux et de tous les temps, de ceux qui ont trimbalé par monts et par vaux leurs amas farfelus de pensées et de démonstrations, de bons mots, de parchemins primesautiers ou dangereux, suivis de leur bibliothèque, qu’au Moyen-Âge traînaient des ânes lorsqu’ils allaient enseigner de cité en cité à des étudiants qui n’avaient comme confort que des bottes de paille pour s’asseoir dans des salles obscures – mais, à l’ombre des Cathédrales… Institution irréductible que des pouvoirs souvent difformes ont tenté – aujourd’hui plus que jamais (notamment concernant l’histoire des religions !) – de dévoyer, de « déconstruire », voire de détruire pierre par pierre. Peut-être surtout, parce que, finalement en effet, elle constitue, parmi les anciens monuments, un « *antidestin* » – comme dirait Malraux…

En pensant plus fort à Dominique encore, avec la Marine et l’Ordre souverain de Malte, n’oublions pas non plus, la Sainte Église de Rome, qu’il a servie et tant aimée, en un sentiment de grâce, de dévouement, de « gentillesse », d’humilité, qui l’habita jusqu’à la fin de sa traversée sur terre. Et, maintenant, qui le ressuscite en nous… Depuis qu’il est parti au long cours, en mer ou en l’air…, *dans le vent des pins et le tourbillon des hélices.*

Comme dans l’amour des siens et de tous ceux qui l’ont connu.

*Ecce homo…*

*« Qui tollis peccata mundi,*

*Miserere nobis,*

*Suscipe deprecationem meam »*[[45]](#footnote-45)*.*

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

Première partie

AUTOUR DE DOMINIQUE  
D’ANTIN DE VAILLAC

TÉMOIGNAGES  
ET TEXTES D’HOMMAGE

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Première partie :**  
Autour de Dominique d’Antin de Vaillac  
Témoignages et textes d’hommage

*Pour Dominique,  
à la Messe du 6 avril 2019  
en l’Église de Biscarrosse*

Bernard d’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

En ma qualité de frère aîné de notre cher Dominique et au nom de toute ma famille désemparée par sa brutale disparition, je tiens à vous exprimer nos remerciements pour votre présence si chaleureuse et si fervente auprès de nous, à l’occasion de cette cérémonie religieuse où nous avons partagé son souvenir.

J’exprime tout particulièrement notre reconnaissance à *Bernard Labeyrie*, curé de Biscarrosse, pour avoir réussi à célébrer cette messe en dépit de l’emploi du temps très chargé de son ministère, pour sa prière qu’il nous a fait partager et pour l’élévation de sa parole. Je lui associe *la communauté paroissiale* pour le dévouement qu’elle a manifesté dans la réalisation de cette cérémonie et pour sa fraternelle coopération.

Je remercie pour leur présence *Alain Dudon*, *notre Maire*, ainsi que les membres du Conseil Municipal qui l’accompagnent parmi lesquels Dominique, qui fut jadis un des leurs, comptait beaucoup d’amis. Je tiens à souligner la qualité du vibrant hommage que *Daniel Fontaine*, l’un de nos élus, a rendu à Dominique sur les ondes de *Fréquence Grands Lacs*.

Je ne manque pas de saluer les associations dont il était membre, parmi lesquelles et en tout premier lieu les « *Anciens Marins et Marins anciens combattants du pays de Born*», dont il était le président comme l’avait été notre père et auxquels il portait le plus vif attachement. Nous saluons leur drapeau, symbole des valeurs auxquelles Dominique était fidèle.

Saluons aussi :

Les membres ici présents d’« *Objectif Jeunesse* » dont il était vice-président et dont la mission, très importante l’époque actuelle, consiste à faire mieux comprendre et donner à nos jeunes gens le sens des vertus fondamentales qui ont fait la grandeur et l’honneur de la Nation.

Les représentants de *L’Ordre de Malte*, dont il était « Chevalier d’Honneur et de Dévotion », ceux de *la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Bordeaux* dont il était professeur associé.

*Et maintenant, avant de nous séparer, je terminerai en évoquant quelque peu Dominique.*

Il était né à Biscarrosse, le 20 avril 1951, c’est-à-dire qu’il était Biscarrossais « *né natif* » comme il s’en vantait.

Baptisé ici même, dans cette église…

Il était fasciné par les *Vieux Biscarrossais*, et surtout par ceux *Nés Natifs* comme lui, les seuls qui de son point de vue méritaient l’appellation. S’il était né plus tôt il aurait sans doute appris le patois que beaucoup parlaient encore peu avant sa naissance. Ceci pour mieux s’assimiler aux « *Landais à Beret* » vis-à-vis desquels il éprouvait une vive attirance mêlée de curiosité, car l’espèce en voie d’extinction se faisait rare.

Il considérait, en outre, qu’appartenant à une famille présente à Biscarrosse depuis le 17ème siècle, il était enfant du pays… pour lui, motif de fierté.

Il était aussi, et combien, amoureux de la lande, de la pinède, des dunes, des lacs, de la grève et de l’océan. Leur solitude l’attirait. Il en goûtait le mystère et la poésie. Il souffrait quand il s’en trouvait éloigné.

Après des études brillantes, commencées d’ailleurs à l’école communale de Biscarrosse, poursuivies à *l’École des Sciences politiques* ainsi qu’a *la Faculté de Droit de Bordeaux* dont il obtint le titre de docteur en droit et sciences économiques (ce qui n’est pas rien !), il envisagea de préparer à Paris le concours de l’École Nationale d’Administration. Mais il ne persévéra pas longtemps dans cette orientation qui l’aurait tenu trop éloigné de ses landes natales. Il préféra revenir au pays pour y exercer ses talents de juriste et d’administrateur au sein de la commune qui l’avait vu naître… à Biscarrosse. Il s’intégra totalement dans la cité, y installa sa résidence, y exerça une activité soutenue dans le domaine de la forêt et de la construction immobilière, fut élu un temps au conseil municipal, s’y fit connaître et apprécier. Pour beaucoup il faisait partie du paysage.

Cela ne l’empêcha pas de consacrer de l’énergie à l’enseignement supérieur en donnant des cours d’économie forestière auprès des Facultés de droit de Bordeaux et de Toulouse, en préparant un Master de sécurité, en publiant de nombreux articles et ouvrages, portant notamment sur la forêt.

Capitaine de Vaisseau de réserve, il fut un membre actif de *l’Institut des hautes études de la défense nationale* (Ihedn) à Bordeaux.

Et malgré la richesse d’un tel palmarès, Dominique n’en tirait aucune vanité. Il était profondément modeste… d’*une modestie de simple gemmeur en quelque sorte*.

À ce trait de son caractère s’ajoutaient de précieuses qualités humaines :

Simplicité, bienveillance, enjoué, souriant, sensible à l’humour, discret, mais sachant être chaleureux. Simple et direct, il ne s’emportait jamais et restait calme en toutes circonstances. Ils sont très nombreux, ici même, ceux qui après l’avoir rencontré sont devenus ses amis.

Fidèle à ses convictions religieuses et aux valeurs ancestrales de notre pays, très chrétien, très cultivé, courageux dans les épreuves, il laisse un grand vide, mais survivra dans bien des cœurs.

Nous nous consolons, sachant que désormais, sous le regard de Dieu, Dominique parcourt l’espace infini des forêts éternelles peuplées de pins immenses, de chênes-lièges, d’arbousiers, de bruyère et de genets, quelque part peut-être entre la Grande Ourse et la Voie lactée, où nous espérons le retrouver un jour, venant à croiser son chemin.

Chers amis, pensez souvent à Dominique quand vous entendez le grondement de l’océan et le tumulte du vent à la cime des pins…

Bernard

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Première partie :**  
Autour de Dominique d’Antin de Vaillac  
Témoignages et textes d’hommage

*L’héritage intellectuel  
de Dominique d’Antin de Vaillac*

Vu par ses enfants

[Retour à la table des matières](#tdm)

Un soir en 2001…

Dans la maison familiale de Bordeaux règne une effervescence inhabituelle. Papa reçoit ses collègues universitaires dont le plus renommé d’entre eux : Jean-Louis Martres, nom parfois présent dans les conversations familiales, nimbé d’une aura de prestige et de mystère. Papa vient de soutenir sa thèse et, désormais Docteur en sciences politiques, reçoit les félicitations de ses pairs.

Pour nous, ses enfants, scolarisés à cette époque entre le collège et les études supérieures, la scène impressionne. Loin de la camaraderie intellectuelle, les professeurs évoquent plutôt pour nous la corvée des devoirs et le stress des contrôles. Il est assez étrange d’imaginer notre père être comme nous soumis à l’examen et semblant, de surcroît, y prendre un certain plaisir.

Cette date marque l’achèvement de la thèse commencée trente ans plus tôt et symbolise un véritable tournant dans la carrière de Papa. Il représenta pour nous l’opportunité d’une nouvelle relation avec lui, qui accompagna nos années de formation intellectuelle et nous nourrit encore.

« Comment t’expliquer… »

C’est peut-être la phrase que Papa nous a le plus répétée, venant ponctuer tous nos échanges, évoquant autant l’ambition qu’il avait de vouloir se faire comprendre, que le regret de ne pas toujours y parvenir. Avec ce mantra de pédagogue, tout sujet devenait prétexte à décrire, expliquer, argumenter. Pour lui, le chemin comptait davantage que l’arrivée. Il voulait nous transmettre son amour de la discussion, du débat, de la polémique. L’essentiel n’était pas d’abord de parvenir à s’approcher de la vérité, mais plutôt de la chercher ensemble. Nous n’oublions pas à ce titre que nous ne sommes pas les seuls bénéficiaires de ses talents de pédagogue. À la Faculté de Droit de Bordeaux ou à l’Institut Catholique de Toulouse, il fut un professeur apprécié et, semble-t-il, aussi volubile et haut en couleur qu’au cours des conversations familiales.

Cette envie d’expliquer reflétait sa propre envie de comprendre et son immense curiosité. Papa ne se hissait pas sur un piédestal, drapé de son savoir : il assumait le caractère parfois besogneux et sans gloire de ses recherches, guidées par la quête inlassable du pourquoi et du comment. Souvent en prise totale avec les enjeux contemporains, il ne retirait pas moins de plaisir à décortiquer les mécanismes à l’œuvre dans l’apparition du régime foral en Navarre autour de l’an mil. Mais peu importait son sujet de prédilection du moment, il savait combiner rigueur académique et approche enthousiaste. Son verbe haut était cependant tempéré par un véritable talent pour l’écriture, hérité d’un père admiré, écrivain lui-même, mainteneur de l’Académie des Jeux floraux, et consolidé par des études universitaires en Lettres modernes. Il se passionnait pour les sujets les plus arides, pour peu qu’ils lui permettent d’exercer sa curiosité et son esprit inquisiteur.

Sa soif de comprendre savait aussi s’effacer devant l’ineffable. Il avait l’humilité de ne pas tout vouloir convertir en équations et en théories. S’il aimait à scruter sa foi catholique avec ses lunettes d’universitaire, les « comment t’expliquer… » les plus beaux de Papa resteront ceux qu’il employait pour décrire son émotion devant la Création ou son expérience de la présence de Dieu dans sa vie.

Un universitaire empirique…

C’est peut-être le point sur lequel nous sommes les plus légitimes pour témoigner : le travail universitaire de Papa fut le reflet fidèle de sa personnalité et de ses idées.

À commencer par sa thèse publiée en 2008 sous le titre [*L’Invention des Landes*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030298406). C’est une œuvre nourrie par la vie, les origines et les expériences professionnelles – notamment de la gestion forestière – de Papa. Évidemment, le bagage théorique pourrait occulter cette réalité. Mais nous y retrouvons une méfiance certaine à l’égard de l’État, matérialisée dans sa thèse par la démonstration implacable de la manière dont des politiques publiques désincarnées fabriquent des territoires coupés de leurs réalités historiques et géographiques.

Les centres d’intérêt de Papa se sont ensuite diversifiés, mais ont toujours pris racine dans ses expériences personnelles. Son intérêt pour les questions de défense et de cybersécurité est à mettre en relation avec son engagement sans faille d’officier de réserve dans la Marine, puis d’auditeur et d’animateur passionné de l’Institut des hautes études de défense nationale d’Aquitaine.

En retour, la rigueur universitaire, la satisfaction d’une démonstration intellectuelle structurée, le goût des archives que Papa avait pu développer pour construire sa thèse, ont eu une influence importante sur sa vie personnelle et familiale. Son érudition trouva ainsi dans le champ généalogique un terrain favorable, car il fut un gardien vigilant de la mémoire familiale.

Qu’en retiendrons-nous ?

La manière dont Papa a pris du recul sur son environnement de vie et de travail en ayant recours aux grilles de lecture des sciences politiques nous rappelle l’importance de soumettre nos sentiments à l’éclairage de la philosophie, de l’histoire, du droit ou des lettres pour mieux lever le nez du guidon. Avant que le travail universitaire ne prenne une part prépondérante dans sa vie, il a toujours exercé une vigilance particulière sur notre éveil intellectuel. C’est avec lui que nous allions chaque semaine à la bibliothèque municipale, c’est lui qui nous donnait carte blanche à la librairie Mollat « parce que tu comprends, les livres c’est important ».

Cette complicité intellectuelle, nous pouvons tous en témoigner à notre manière. Que nous ayons étudié les sciences politiques, la philosophie, l’histoire ou l’histoire de l’art, ou tout simplement au gré de nos lectures, Papa fut toujours présent pour en discuter avec nous. Il le faisait avec une bienveillance encourageante, aiguisant sans didactisme notre esprit critique et notre capacité à penser librement. Lors de ces dialogues, il évoquait avec une admiration contagieuse certaines figures intellectuelles, suscitant chez nous l’envie de reproduire avec les mêmes ou avec d’autres l’affinité qu’il pouvait connaître avec René Girard, Jacques Ellul, Fernand Braudel, Miguel de Unamuno, François Mauriac, François-René de Chateaubriand ou Alexis de Tocqueville, pour n’en citer que quelques-uns. Large d’esprit, Papa laissait s’exprimer des convictions différentes des siennes qui pouvaient avoir placé dans le débat sur les sujets les plus variés. Loin de délayer ou d’affaiblir les idées, sa méthode nous a au contraire appris à les construire, à les argumenter, formant notre esprit critique au cours de joutes mémorables destinées à nous pousser dans nos retranchements les plus inattendus.

Ces quelques lignes ne sauraient prétendre rassembler tous les aspects de l’héritage intellectuel que Papa nous laisse. Nous en mesurons certainement encore mal la force, la variété et les échos qu’il continuera de rencontrer dans nos vies. Bien qu’imparfait, cet exercice nous aura toutefois permis d’en dresser quelques contours en nous procurant la joie et l’émotion de replonger dans nos souvenirs avec Papa. Toute notre reconnaissance va au professeur Michel Bergès pour nous avoir donné cette opportunité.

*Cécile* Guyonnet-Dupérat

*Inès* Rouy

*Hugues* d’Antin de Vaillac

*Adélaïde* Laroche

*Géraldine* Ducom

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Première partie :**  
Autour de Dominique d’Antin de Vaillac  
Témoignages et textes d’hommage

*Souvenirs sur  
Dominique d’Antin de Vaillac*

Jean-Yves Dupeux

*Avocat au Barreau de Paris*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Nous sommes à l’Automne 1968… Un groupe d’étudiants de Sciences Po Bordeaux également inscrits à la Faculté de Droit. Nous y avons choisi de suivre un Td obligatoire en économie politique. Le sujet n’en tentait pas beaucoup – sauf les marxistes –, mais c’était le plus proche des matières enseignées à l’institut d’Études politiques voisin.

Sur une question de l’assistant, l’un d’entre nous prend la parole. Le propos est raffiné, convaincant, l’argumentation originale, mais cohérente et construite. À la fin de son intervention, l’assistant, un peu pensif, prononce cette phrase : « Ce qu’il y a de bien avec l’économie littéraire c’est que l’on retombe toujours sur ses pieds ».

Je regarde l’orateur. Le visage porte des traits fins, le nez est légèrement aquilin, le teint mat, la mèche de cheveux tombe élégamment sur le front… C’est Dominique d’Antin de VaiIlac. Je ne le sais pas encore, mais il deviendra mon meilleur ami pendant cinquante ans.

Mais, pour lors, en 1968, la France vient de connaître sa « petite révolution », les « évènements de mai-juin 68 ».

C’est une période rêvée pour des étudiants de Sciences-Po qui veulent en permanence refaire le monde. S’affrontent les marxistes, les gauchistes – maoïstes, trotskystes, guévarismes, castristes… – mais également les gaullistes, les mouvements divers des jeunes socialistes et quelques groupes d’extrême droite.

Période rêvée, disais-je, surtout pour Dominique qui adore manier les concepts et passe des soirées entières à débattre avec les uns et les autres des idées, tactiques et stratégiques politiques.

Je ne surprendrai personne si je dis que Dominique ne défendait pas particulièrement des thèses de gauche… Mais il avait toujours un discours humaniste, chrétien, régionaliste, profondément ancré dans les terroirs dont il était issu et qu’il aimait tant.

Nos études à Sciences-Po nous faisaient connaître les grands auteurs, lire les grands livres, lesquels alimentaient nos discussions.

Rue du Loup, dans l’appartement qu’occupait Dominique avec un de ses cousins, nous passions des nuits entières, avec quelques autres, à vénérer et discuter Tocqueville et Montaigne, Raymond Aron et André Siegfried, mais aussi à envier les vies aventureuses d’André Malraux ou du Général de Gaulle ; les biographies de Jean Lacouture nous avaient émerveillés.

Ensemble, nous engrangions les plus beaux souvenirs de notre vie.

À Sciences-Po, nous avions un professeur qui nous a tous profondément marqués ; c’était Jacques Ellul qui donnait un sens à la critique de la société de consommation, alors bien en vogue, en prédisant une société qu’il qualifiait de technicienne technicisée à venir. Il n’avait pas tort et nous en débattions beaucoup avec Dominique, qui, pour sa part, préférait une société fondée sur des valeurs terriennes, régionalistes et toujours humanistes. Je partageais avec lui cette vision future de la société en étant cependant moins radical que lui sur la force obligatoire des traditions. Ensemble, nous nous étions régalés de la lecture du livre de Maurice Barrès, « *Les Déracinés* », tant y était forte l’implication dans les terroirs, mais aussi l’arrachement, le déracinement de ceux qui les quittaient. Ce livre avait fait dire à un de nos maîtres de conférences, Pierre Birnbaum, qu’on pouvait être de gauche et « adorer *Les Déracinés* »…

L’étudiant, Dominique d’Antin, traduisait par sa seule personnalité une synthèse entre Barrés, Maurras, Lamennais et sans doute de Gaulle.

Chemin faisant, les années de Sciences-Po se déroulaient. Nous avions formé un groupe d’une dizaine d’étudiants, tous nourris des mêmes auteurs. Nous nous étions baptisés les « *Barons* », sans doute par référence au groupe d’hommes qui entouraient le Général de Gaulle dans les années 50-60. Ce groupe, principalement animé par Dominique était le creuset de nos discussions et, cinquante ans après, je constate souvent l’actualité des débats que nous avions. Sur l’écologie, la protection de l’environnement, la croissance zéro, la décentralisation (grand cheval de bataille de Dominique) ou la dimension culturelle nécessaire à la société future, ou encore l’importance de l’image dans les relations sociales.

Est-ce le regard nostalgique d’un ancien ? Mais j’ai le sentiment que nous avons vécu des années d’or où la réflexion intellectuelle s’alliait à la fête et où la préparation des examens (Droit et Sciences-Po… c’était lourd !) ne nous empêchait pas de profiter pleinement de notre jeunesse. Bref, ce furent bien des années de rêve.

Vint le diplôme de Sciences-Po auquel nous avait préparés notre foisonnement intellectuel et que nous obtinrent, Dominique et moi, mais également les autres « barons ».

Alors, nous sommes partis pour un long voyage en 2CV jusque dans l’Est de la Turquie, en camping sauvage et – vu d’aujourd’hui – sans savoir les risques que nous courrions. Mais ce voyage fut initiatique et peu de temps avant son décès, Dominique m’en parlait encore. Le sujet s’y prêtait ! Les mosquées des bords du Bosphore, le Palais du Sultan, l’ombre de Mustapha Kemal Atatürk, mais aussi la misère digne des paysans de Haute Anatolie, les jeunes garçons jouant au foot dans les ruines d’un théâtre antique magnifique à peine signalé par les guides…, tout cela enchantait Dominique et l’incitait à beaucoup de lyrisme sur la Méditerranée, berceau de notre civilisation. Voyage dont nous ne sommes jamais tout à fait revenus !

Puis vint la rentrée et la préparation de la licence et pourquoi pas de l’Ena. Dernière année à Bordeaux… C’est alors qu’après cette pause relative, Dominique décide de partir pour Paris.

Son influence est si forte qu’elle décide plusieurs d’entre nous à monter à la capitale. Était-ce un fait de l’époque, mais les provinciaux que nous étions étaient à la fois complexés à l’égard de Paris et, en même temps, avaient une envie folle de s’y épanouir. Alors c’est le départ et aussi l’arrachement (encore Barrès…).

Nous voici donc, à la rentrée de 1972, parisiens. Balzac est là, bien sûr, qui nous regarde tous les deux descendre du wagon de seconde classe Gare d’Austerlitz avec nos valises en skaï. À nous deux Paris !

Le maelstrom de la capitale nous emporte. La rue Saint-Guillaume, le Panthéon, la Sorbonne, mais aussi Montparnasse et Saint-Germain-des-Prés. Paris a encore un goût d’après-guerre.

Eugène Ionesco vient chercher son courrier chez ma gardienne et Jean-Paul Sartre se promène à (très) petits pas sur le boulevard du Montparnasse.

Sciences-Po Paris est une maison où nous ne parvenons pas à nous intégrer et notre concours de l’Ena tourne au fiasco. Des discussions interminables rue du Loup ou au Château de Biscarosse nous manquent. Dominique habite le 15, moi le 16 puis le 14. Les « barons » sont disséminés ; la mayonnaise tarde à prendre. Et, de fait, Dominique ne se fera pas à la vie à Paris. Pourtant la Faculté de droit du Panthéon nous réussit assez bien et surtout Dominique et moi, nous sommes inscrits en licence d’Histoire à Paris IV Sorbonne. La réflexion sur l’Histoire moderne et contemporaine nous plaît beaucoup à Dominique et à moi-même. Et la révision de nos cours d’histoire nous rappelle nos soirées bordelaises.

Mais les obligations militaires sont là. Nous nous succédons l’un et l’autre comme aspirants puis officiers de marine, tous les deux aides de camp d’amiraux. L’uniforme est beau, la vie est belle, la mer est jolie… Au retour, plutôt que Paris où je reste et deviens avocat, Dominique retourne dans ses chères Landes.

Car l’une de ses passions réside précisément dans cette forêt des Landes qu’il chérit et à laquelle il va consacrer des recherches, notamment quant à la forêt usagère et au rôle social qu’il y voit. L’aboutissement de tous ces travaux très originaux sera sa thèse, très riche, sur « L’invention des Landes » qui, brillamment soutenue, lui donne le titre de *Docteur en Sciences politiques*. Professeur associé à l’Université de Bordeaux, il enseigne plusieurs années en droit public forestier et en science politique.

Mais la distance géographique ne nous sépare pas. Ensemble, nous pratiquons des sports qui nous rapprochent de la nature et des territoires que nous aimons tous les deux : la voile et le vélo. L’un et l’autre prêtent à la rêverie et à la contemplation. Mais, pour ne rien changer, à l’étape ou à l’escale, les discussions politiques ou sociétales reprennent toute la vigueur de nos vingt ans. Avec des équipiers au parcours et à l’horizon très différents du sien, il adore débattre ; et sa tolérance, sa culture et sa dialectique font merveille et ravissent ses interlocuteurs.

Tous les soirs il téléphone à sa chère Marie-Hélène et prend des nouvelles de toute la famille : ses cinq enfants et déjà des petits-enfants.

Mais il est enfin une caractéristique de Dominique et que l’on ne peut passer sous silence, car elle est majeure dans sa vie : C’est un homme de foi. Élevé chez les Jésuites, il a mené avec simplicité une vie chrétienne très riche et, là encore, pleine de réflexions. Sa foi était profonde, mais sans ostentation. Dans un monde où la laïcité est devenue une vertu, il a parfaitement assumé une pratique religieuse simple, à l’opposé du sectarisme et toujours tournée vers les autres. À l’Ordre de Malte, dont il fut l’un des responsables régionaux, il était le premier à se dévouer pour, les soirs de Noël ou du 31 décembre, faire des maraudes pour apporter un peu de chaleur et de réconfort à ceux qui étaient à la rue.

Sa disparition a été, pour certains dont je suis, *dévastatrice*. Il nous reste le souvenir d’une belle personne, un aristocrate chrétien, cultivé, tolérant, ouvert sur le monde et sur les autres.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Première partie :**  
Autour de Dominique d’Antin de Vaillac  
Témoignages et textes d’hommage

*« Kenavo, bon vent et bonne mer,  
ami de “conserve” ! »*

Hommage d’Alain Maurech-Siman

*Assesseur en Affaires publiques européennes,  
Chevalier de Malte (GM),  
Professeur l’Université publique espagnole Uji  
de Castellon de la Plana.*

[Retour à la table des matières](#tdm)

La logique eut voulu que ma contribution fût concentrée, en totalité, sur Dominique d’Antin Tournier de Vaillac, mais j’eusse raconté « mon » Dominique, avec les écueils sémantico-hagiographiques non convenus dans ce cas, mais logiquement liés aux souvenirs positifs laissés par celles et ceux qui nous quittent. Conscient d’avoir vécu une expérience de vie sortant de l’ordinaire dans le cadre d’une amitié, où sans concertation préalable, nous empruntions des chemins parallèles, faisant souvent route commune, sans le moindre calcul, j’ai choisi de parler de Dominique à partir de balises factuelles

Une illustration dans le cadre de laquelle ma propre expérience a servi de trame révélatrice des différents marqueurs, symptomatiques, de sa personnalité multidimensionnelle, toujours en souci de congruence entre essence et existence. Au-delà de chacune de ses facettes, dans le cadre de chacune d’elles, nombre de personnes l’ont connu plus que moi, la durée d’un sentiment réciproque d’estime et de sympathie me permet d’essayer de tracer un filigrane « généraliste », permettant d’approcher cette personnalité complexe avec une certaine distance, véritable politesse de vie, qu’il affectionnait.

– Convergence et latéralité.  
Probable parallélisme de deux vies dissemblables

Avec le recul imposé par l’horloge du temps, force m’est de constater que, même dans les relations humaines, l’on ne peut établir bilan fondé qu’en le lisant avec ces temps longs chers à Fernand Braudel. Combien de relations aussi intenses qu’éphémères, victimes du temps qui passe (et parfois du temps qu’il fait !) nous ont donné impression de devoir jalonner votre vie. Paradoxalement, l’on ne prend conscience de celles qui ont réellement marqué et influé, directement ou indirectement, qu’au moment où l’inéluctable nous en prive. Un certain parallélisme peut exister entre marqueurs structurants de vie de deux personnes, que peu de choses y prédisposaient. Un proverbe catalan dit « *Fets i no paraulas* » (des faits et non des mots), mettant l’accent sur le constat factuel, les mots devant le servir pour communiquer. Communiquer, ce qui m’a été demandé pour dire Dominique d’Antin Tournier de Vaillac « *in memoriam*», chose que je n’eusse jamais imaginé devoir faire, étant son aîné.

– Marine nationale

Tout commença par ce nom, ayant tutoyé l’histoire. Familier, car porté par l’un de mes camarades de promotion en droit et Sciences Po à Toulouse, un de ses cousins. Quelques années plus tard, c’est la Marine nationale qui a concrétisé ma première convergence avec Dominique. Nous appartenions, tous deux, à un corps très particulier de celle-ci, créé par Colbert, celui des « Interprètes de Marine ». Notre différence d’âge nous avait bien entendu fait intégrer la « Royale » en des Promotions différentes, 1969 pour moi, 1975 pour lui.

Tous deux ayant choisi, formation et temps d’active terminés, de servir en réserve active comme Officiers Interprètes-Accompagnateurs de délégations étrangères, notre première rencontre eut lieu lors du Salon Exponav 1982, où tous deux remplissions une mission. Nos fauteuils étaient voisins, lors du *briefing* général de présentation et d’instruction d’avant manifestation. Pendant une journée, alternant repas, démarches diverses et intermèdes de liaison, nous choisîmes de la suivre ensemble, constatant nombre de convergences.

Nous nous retrouvâmes régulièrement à l’occasion des Salons de présentation des Matériels navals, nommés « Exponav » (tous les 2 ans impairs), et des Salons aéronautiques du Bourget (tous les 2 ans pairs) dans la partie militaire bien entendu.

Ce fut le début d’une vie marqué par un certain parallélisme, non concerté, de décisions similaires générant convergences et moments présentiels. C’est la Marine nationale qui en fut le « détonateur » et pourvoyeuse d’occasions, en quelque sorte. Mais pour combien d’autres rencontres, jugées intéressantes, les choses restent-elles limitées à l’unique fois !

Durant les moments de partage recherchés, nous découvrions : convergences en formation supérieure et de passion partagée pour la Marine, dissemblances liées à nos héritages verticaux, pour reprendre Amin Maalouf, et à nos caractères respectifs. Noblesse nationale parentale titrée pour sa part, petite aristocratie Germano-Austro-Hongroise uniquement maternelle pour moi. Ma vie, jouée en version nomade, divergeait profondément de sa volonté d’accomplir la sienne, liée au sol.

Décontenancé, initialement, par ses éclats de rire (mesurés il convient de le souligner !) fréquents, je perçus que c’était sa façon de prendre de la distance, non du détachement, car le sérieux mis dans ses développements, apparentait plutôt ce comportement à un art de vivre dans la mesure, la sienne, dans sa relation aux autres !

Nous ne nous doutions pas à ce moment, n’ayant pas formulé vouloir maintenir de relations suivies (contrairement à souhaits souventes fois exprimés… sans être réellement suivies d’effet dans la durée), que jusqu’à terme « imposé » en 2019, nos échanges et collaborations resteraient à l’abri de ce temps qui passe, et des kilomètres nous ayant toujours séparés. Toujours l’un de nous deux rétablissait le contact. Et s’il m’était facile de joindre Dominique (l’ancrage), je lui communiquais toujours les différents lieux où me conduisait mon « nomadisme », ce qui ne l’étonnait jamais.

– Défense européenne

Installé à Bruxelles depuis 1987 où j’avais créé un Cabinet d’Affaires publiques européennes, en libéral, souvent chargé contractuellement de travaux avec les Institutions Européenne, sa venue au centre nerveux principal de l’Ue fut, logiquement, occasion d’une rencontre et d’échanges toujours paisibles, qu’elles que fussent les divergences des propos. Dîner-débat à deux autour de thèmes relatifs à l’Europe, et à sa construction, au sujet de laquelle nous ne partagions pas toujours les mêmes approches. Mon propre héritage vertical, pétri dans la matrice des Cités-États a induit une approche fédéraliste que sa propre vision, nullement centraliste jacobine par ailleurs, ne pouvait partager. Mais toujours, il y avait ce dénominateur commun conclusif (jamais le minimum !) que nous ne recherchions pas, mais qui surgissait spontanément et marquait nos parenthèses présentielles.

Il suivait avec une attention particulière, lui qui avait été auditeur à l’Ihedn, la ligne directrice de mon implication active dans une politique européenne de défense, perpétuellement court-circuitée par les Britanniques. Intéressé par ma collaboration, durant des années, avec le Cabinet de Monsieur Javier Solana, Haut représentant pour la sécurité et la coopération de l’Union européenne, par mon implication dans la mise en place d’une Agence européenne de l’Armement … et les vicissitudes de l’État-Major de l’Union (Emu), Dominique exprimait sa réserve, argumentée quant à une finalité, réalisable actuellement, à laquelle j’étais très attaché.

Rien de paradoxal que deux chrétiens, laïcs engagés tous deux, soyons aussi liés au monde des armes. Nous étions en parfaite convergence sur l’esprit : non violents, mais non pacifistes ! Partageant l’analyse d’Yves Lacoste suivant laquelle toutes les actions humaines, donc des États, sont des volontés de puissance et de contre-puissance, évitant tout dangereux déni assorti d’une utopie tendant au désarmement, nous convergions totalement sur la conséquence logique. Sous-tendus par la phrase donnée en paternité à Staline à qui l’on avait dit que sa violence était condamnée par le Pape et qui aurait répondu : « Le Vatican combien de divisions ? », nous avions tous deux parfaitement fait notre, le principe de la dissuasion cher au Général de Gaulle.

Favorables à une défense construite autour de l’arme nucléaire qui, de par les dégâts qu’elle peut infliger, est de nature à ne pas se mettre en position d’en faire les frais. Une arme nucléaire aucunement de première frappe, mais dissuasive comme deuxième frappe de réponse à d’éventuels agresseurs. Nous convenions de la nécessité d’avoir un arsenal de dissuasion significatif et crédible, c’est-à-dire servi par des personnels, fussent-ils chrétiens non violents, déterminés, le cas échéant, à appuyer sur le bouton. Un arsenal, puissant, pour éviter de faire la guerre.

D’accord sur les principes, nous divergions parfois sur leur application. Attachés tous deux au multilatéralisme, l’atlantisme qu’il affectionnait raisonnablement différait toutefois de mon rejet absolu. Il partageait, avec nuances, ma foi viscérale dans la création d’une défense européenne nécessaire à l’Europe pour qu’elle cesse d’être un « nain politique ». Il ne croyait pas en revanche qu’il y eut, dans l’immédiat, alternative crédible à la situation d’une défense européenne pilier européen de l’Otan.

Nous partagions, aussi, la préoccupation de l’avenir en décantation vers la prééminence d’États-continents, hyperpuissances qui domineront le monde dans les années à venir : *Usa* toujours bien qu’en décélération, Chine, Russie et Inde. L’échec de la déclaration de Thessalonique [[46]](#footnote-46) torpillée par les Britanniques et en sous-main par les *Usa*, étayait son raisonnement, démonstration d’une Europe incapable de s’entendre.

Conséquence de la déception face aux blocages de la construction européenne et suite au décès de mon Beau-Père, ma famille et moi décidâmes de quitter Bruxelles pour Toulon, croyant que les facilités de liaison aériennes et les moyens télématiques permettraient de poursuivre l’activité professionnelle de mon Cabinet… ce qui s’est avéré une décision prématurée, par rapport aux mentalités de l’époque. En revanche les rencontres furent plus faciles et fréquentes, les périodes que Dominique effectuait le conduisaient assez fréquemment dans port du Levant. Il m’appelait et, régulièrement, nous nous retrouvions au Cercle Naval (en cas de mauvais temps, rare à Toulon) ou dans l’un des restaurants en raz de plage au Mourillon.

– Activités de recherche

Plus qu’acte social entre amis, c’était un plaisir de reprendre les échanges, d’autant que sa préparation de thèse de Science politique autour du pouvoir, était en parallèle avec celle d’Études politiques européennes que je préparais à l’Institut éponyme de l’Université de Bruxelles.

Bien que les thèmes d’étude fussent différents, la mienne relevant de l’existence plutôt que de l’essence : la nature et l’évolution des relations entre le Mexique et l’Union européenne, la sienne plus essentielle autour de la notion de pouvoir, la fertilité de nos échanges bâtis sur des cheminements différents (vision différente des systèmes, vu d’un État, ou depuis Bruxelles) étaient très souvent complémentaires, nous ouvrant, par arborescence, de nouvelles pistes.

– Ordre de Malte

Toujours à l’occasion d’un « Euronaval », un autre thème de convergence, totalement étranger à notre convocation Marine, nous émergea dans un thème qui fut récurent durant toute la période. Pour nous extraire vraiment d’icelle, nous avions choisi de localiser nos rencontres dans un café situé à côté du Cercle des Armées (place de Saint-Augustin à Paris). Tous deux étions engagés dans des activités de bénévolat au service de l’Ordre de Malte. Dominique s’ouvrit à moi, venant d’être sollicité pour entrer dans l’Ordre (ou déjà se trouvait son frère), me faisant part de ses hésitations à répondre à cet appel.

Par honnêteté et congruence avec ce qu’il voulait être, il ne souhaitait pas que son acceptation soit dissociée d’une démarche active d’implication réelle. Je pense avoir été l’un des modestes artisans de sa décision finale, par mon argumentation axée sur l’activité qu’il n’attendrait pas qu’on lui impartisse, mais qu’il saurait y prendre. Sincèrement cela me paraissait d’une grande logique, ce que l’avenir démontra. Il convient de resituer ma contribution comme celle d’une confirmation totalement extérieure à son environnement habituel, d’une démarche personnelle exigeante qui avait germé. Dominique intégra naturellement l’Ordre de Malte [[47]](#footnote-47).

Situation inversée, mais participant de la même inquiétude quelques années plus tard, où je me refusais à faire la démarche d’admission, malgré mes années de bénévolat avec responsabilités opérationnelles. Je voulais être sûr que ma démarche ne soit pas sous-tendue par une quelconque ambition d’acte social, mais qu’elle corresponde bien à un engagement sincère, uniquement motivé par les deux charismes de l’Ordre : « *Osquium Pauperum et Tuitio Fidei*». Cette fois, c’était lui qui m’y engageait, nouvelle convergence qui fit que, lorsque le jour de la décision de constitution de dossier vint, tout naturellement je sollicitais Dominique pour être l’un de mes quatre parrains, ce qu’il accepta. Je n’eus cependant pas le plaisir de sa présence au Château de Versailles où, chaque année, en la Chapelle Royale et en divers Salons, ont lieu admissions dans l’Ordre et remises de décorations pour services rendus, membres et non membres confondus. Il m’appela pour m’assurer de sa présence en pensée, alors qu’il effectuait une randonnée en vélo dans la région des lacs de Mazurie polonaise… Biscarosse quand tu nous tiens !

Conformément à son souhait d’engagement opérationnel, lié à son admission dans l’Ordre, Dominique a effectué pendant plusieurs années un travail remarquable comme délégué de la Gironde. Et lorsqu’il décida de « passer la main », bien qu’il eut son idée, il souhaita avoir mon avis sur la personnalité de son successeur envisagé. Je connaissais ce dernier, pour être le Chef de Salle à manger des malades où mon épouse le secondait, lors de notre pèlerinage annuel de l’Ordre à Lourdes, et lui confirmais la valeur de Jean-François Humblot.

Lourdes, où je le croisais chaque année, lors de notre pèlerinage international. Croisé seulement, car il m’a toujours paru ne venir qu’en pèlerin et voisin (nous n’en avons jamais parlé, il ne s’agit donc que d’une interprétation personnelle) et semble-t-il une seule journée… Contrairement à tous les participants présents durant la période de ce rassemblement, qui étions en uniforme de service, je l’ai toujours vu en civil, un petit cartable en cuir marron à la main, seul… en pèlerinage intérieur, ce qui lui correspondait mieux, je présume, pour vivre sa Foi.

– Une demande au forestier

Actifs dans des domaines professionnels fort éloignés, nous n’avons eu un échange en relation avec son activité de forestier, qu’une seule fois, dans un contexte au demeurant que l’on peut qualifier de peu probable.

Je menais à l’époque certaines opérations avec un homme d’affaires belge, aussi influent dans de multiples sphères de pouvoirs, que totalement atypique à tous points de vue – notamment par l’anecdote qu’il me raconta concernant son épouse [[48]](#footnote-48).

L’histoire (rapportée en note ci-dessous) amusa beaucoup Dominique, au point d’accepter même d’établir (pour le sport, au sens britannique du terme, précisa-t-il) le devis demandé par cet « homme d’affaires » très proche du Roi du Maroc. La demande portait sur des poutres de soutènement, en bois, de galeries de mines de ce pays… matière pourtant remplacée majoritairement, depuis un certain temps déjà, par le métal. Nous n’avons jamais plus entendu parler de ce devis ni de notre interlocuteur « évaporé », sans aucune malversation convient-il de préciser.

– L’enseignement supérieur européen

Le télétravail dans le cadre de mon activité n’étant, à cette époque, perçu dans la normalité acquise actuellement, Toulon signifiait lieu ultra-périphérie discréditant professionnellement. Retour donc à Bruxelles, où très vite sollicité pour la mise en place du « Processus de Bologne » j’ai, en réponse aux insuffisances linguistiques et d’environnement européen inclus, créé une Licence Européenne. Devant le succès extraordinaire de ses diplômés, après cinq années de fonctionnement, Madame Vivian Reding, Vice-présidente de la Commission Européenne en charge de l’Éducation et de la Jeunesse (Organisatrice du Processus de Bologne et dynamisatrice du programme *Erasmus*) m’exhorta à « exporter » le concept, et pour commencer en France. L’ayant proposé à différentes Universités, Écoles publiques ou privées, c’est l’Institut Catholique de Toulouse qui demanda à la recevoir.

Dès son installation, je proposais à Dominique d’intégrer l’équipe enseignante, ce qu’il accepta immédiatement avec enthousiasme. En charge de « l’approche organisationnelle de la France » en deuxième année de Licence, dans un premier temps, il constata l’énorme carence en connaissance des Institutions, et quasi complète de la Constitution, de la part d’élèves… en principe préparés ! Il demanda donc à les former, en première, sur cette base indispensable pour lui permettre un développement cohérent et profitable du cours en année suivante.

Sa collaboration dura douze ans, depuis l’installation à l’Ict, jusqu’à sa disparition. Plusieurs axes notables participèrent de son implication durant cette période où, systématiquement, nous nous revoyions à chacune de ses venues à Toulouse, partagions périodes de « remue-méninges »… et, régulièrement, le pain et le sel.

– Curiosité pédagogique

Je lui commentais, longuement, les différents systèmes d’enseignement supérieur européen, Bruxelles m’offrant un excellent observatoire synoptique sur les 28 États-Membres, doublé de mon investissement dans le Processus de Bologne. Dominique enregistrait sans beaucoup de commentaires, sauf lorsque je dressais un bilan de la situation de l’enseignement supérieur français vu de Bruxelles. Insistant sur ses insuffisances lacunaires, en particulier linguistiques hors anglais qui, nécessaire, était insuffisant par rapport à ce qui se faisait chez certains de nos voisins, l’hispanisant qu’il était aussi partageait l’analyse.

De même déplorait-il, en dehors de tout critère normatif, les absences et insuffisances d’ouvertures et de formation sur l’Europe réalité…, mais aussi assez généralement sur le monde.

Dans un premier temps il enseignait « *ex cathedra* » classique et, constatant le courtois manque d’intérêt de son auditoire, je lui expliquai qu’il n’y avait rien de personnel, mais que nos élèves vivaient une pédagogie totalement trilingue, dynamique, partagée entre enseignants universitaires classiques jouant le jeu de la pédagogie spécifique à la Licence européenne, et de professionnels faisant plutôt du « transfert de technologie ».

Reprenant Sénèque, connaissant bien le port de départ (prendre les élèves tels qu’ils étaient, et non tels que nous les eussions souhaités, à la manière de Spinoza) et celui d’arrivée (le contenu de la transmission devant être acquis et compris), il fallait trouver les vents porteurs (la pédagogie adéquate) pour les réunir. Défi relevé ! Il construisit son enseignement sur un mélange de pédagogie inversée, d’animatique, de travail en équipes mixtes, restant ouvert à toute nouveauté…, sans jamais succomber à la mode ou à la complaisance vis-à-vis de son auditoire.

Le résultat fut immédiat et c’est avec un grand sourire qu’il me commenta le « réveil » spectaculaire de sa classe sur des thèmes qui, pourtant, n’atteignaient pas les sommets du « glamour » pour eux ! Sa relation avec ses élèves devint plus riche, interactive, et il était heureux de m’informer que, telle ancienne ou tel ancien lui avait donné des nouvelles, des années après leur *graduat*.

– « Il doit y avoir plusieurs maisons dans la maison du Père » …

Conséquence d’une attaque virulente, la volonté destructrice d’une partie des enseignants contre le Recteur de l’Institut, fit que notre rapprochement se réalisa immédiatement. Lorsque le nouveau Recteur succéda à Mgr Debergé, ce dernier ayant spectaculairement redressé l’Ict, dans tous les sens du terme (descendu à une cinquantaine d’étudiants en disciplines profanes…), une grande inquiétude s’installa. Connaissant l’engagement du candidat, marqué très conservateur, j’avais pris la tête d’une opposition à son élection. Mais, légitimiste, je m’étais engagé à respecter un certain après son accession aux responsabilités. Sa position intégriste se traduisit par la nomination de cadres et d’enseignants s’inscrivant dans cette même ligne. Rapidement l’image et la notoriété de l’Ict se dégradèrent auprès de ses publics cibles et le Recteur, conscient de cette situation, et de ses responsabilités, chercha honnêtement à se séparer des éléments les plus marqués qu’il avait fait venir. La conséquence fut immédiate, déclenchant une cabale contre lui, celle-ci éclatant au grand jour sous forme d’une opération violente, combinant campagne de presse, prises de positions officielles et déstabilisation interne.

Devenu l’un des animateurs de la contre-offensive, pour soutenir ce Recteur qui avait eu le courage d’essayer de réagir dans l’intérêt de l’Institution, je sollicitais l’aide de Dominique qui, sensibilisé sur tous les excès qui travaillaient le catholicisme, avait par d’ailleurs publié un article de référence dans la revue « *Politeia* » [[49]](#footnote-49), analysant à partir d’une critique universitaire équilibrée, l’intégrisme politico-religieux catholique en ses limites. Tous deux convaincus, qu’il pouvait y avoir plusieurs maisons dans la maison du Père, comme le dit le *Nouveau Testament* (*Jean*, 14.2), nous nous engageâmes, non en défense d’une quelconque « chapelle », mais bien dans l’intérêt de l’Institution et de cette « maison ouverte » qu’elle avait été précédemment.

Proche du Cardinal-Archevêque de Bordeaux, Mgr Ricard, membre du Collège des Évêques protecteurs de l’Ict, Dominique le sollicita, et grâce à l’ombre tutélaire du Prélat, favorable à cette vision d’ouverture, nous pûmes mettre un terme au « putsch » tenté en vue d’inscrire « la Catho » dans une ligne dure, ni souhaitée, ni souhaitable. Dans le respect d’un pluralisme respectueux de tous.

– Une vision rationnelle et raisonnable du futur

Un sujet prenait une place grandissante dans la réflexion prospective de Dominique, au prisme de son expérience de chercheur exigeant : les implications rampantes, indiscriminées, du cybermonde dans tous les secteurs de l’activité humaine. Étranger à de tout effet de mode, il essayait de comprendre et d’anticiper l’éventail des conséquences aux multiples facettes qui l’inquiétaient, tant la fascination technique quasi unanime du public, amplifiée par la caisse de résonance médiatico-commerciale, assortie du concept vicié de modernité, était lourd de conséquences liberticides.

Souvent après déjeuner, ou entre les cours, lorsque le temps le permettait nous partions nous asseoir sur un des bancs de la cour intérieure et nous échangions, convaincus de l’exigence formulée par Jacques Ellul : celle de savoir dire non, celle de refuser de développer une extension technique possible, si celle-ci pouvait générer des dérives humainement nocives.

Très vite nous conclûmes la nécessité d’inscrire programmatiquement dans un premier temps un séminaire d’éveil sur le sujet, avant de monter une unité d’enseignement dotée de plusieurs intervenants. Objectif : informer, et faire prendre conscience à nos étudiantes et étudiants de l’étendue directe et indirecte que ce cybermonde impliquait, les poussant à réfléchir et à aiguiser leur esprit critique, ainsi que nous y invite, actuellement de manière répétée, Hartmut Rosa, tout en restant en résonance avec ce monde en mutation.

Le séminaire que Dominique pilota sur le Cyber-Monde et ses conséquences reçut un accueil extrêmement positif de la part des élèves, et prépara chez eux un « biotope » favorable à la réflexion qui prospérera, à n’en pas douter. Un legs important qui lui survivra !

Hélas, nous ne pûmes aller avec lui jusqu’au bout d’un enseignement thématique holistique, de grande portée humaine que nous envisagions de mettre en place. Premiers, ou parmi les premiers, porteurs d’éveil sur cette problématique dans l’enseignement supérieur français, les alertes du mal, qui rongeait silencieusement Dominique, commencèrent à provoquer des interférences dans sa régularité métronomique, diluant l’intérêt au profit de préoccupations logiques immédiates.

– Marine et spiritualité

C’est la Marine nationale qui nous offrit une originale opportunité de partager une dernière action commune, sans que nous ayons conscience qu’elle était la dernière. Non conventionnelle, puisque loin de la mer, elle eût lieu à Rocamadour [[50]](#footnote-50), et participait de nos engagements d’Hospitaliers.

Jacques Cartier, avant de partir pour son expédition vers le Canada, vint en pèlerinage à Rocamadour et promit à la Vierge noire, si elle lui permettait de revenir sauf de son grand voyage, que les marins viendraient, une fois par an, la remercier de veiller sur eux. Dès son retour, il tint promesse, comme il le fit de son vivant, offrant en *ex-voto* une maquette suspendue de son navire, que l’on peut toujours voir au niveau des sanctuaires.

L’Acoram (amicale d’anciens marins militaires) a revitalisé la promesse, et chaque année un jour d’octobre, anciens de la Royale, de la Marchande et de la Pêche, se réunissent pour remercier la « *Stella Maris*». Inscrit, j’invitais Dominique à y participer, ce qu’il accepta immédiatement.

Ainsi nous retrouvâmes-nous en uniforme, un soir d’octobre, froid et pluvieux, en ce lieu extraordinaire plus connu actuellement par son site touristique que pour son empreinte spirituelle.

Après un repas pris en commun dans la grande salle « du château », la nuit venue, nous nous préparâmes à la descente, par la « voie sainte » partant du hameau de l’Hospitalet et conduisant aux sanctuaires. Descente en procession, aux flambeaux, la statue de la Vierge noire installée dans une barque fleurie, portée sur les épaules de quatre marins stoïques (dont nous deux), sous une pluie incessante qui alourdissait les uniformes (ne permettant pas l’abri d’un parapluie) … et la barque. Après près d’un kilomètre et demi jusqu’au pied de l’escalier monumental, nous gravîmes les 216 marches avant d’accéder à la Basilique, où avait lieu une messe d’action de grâce. C’est trempés, nous égouttant, que nous participâmes à l’Office.

Ces conditions météorologiques nous permirent de vivre un grand moment, domestique ! Seules et seuls, celles et ceux qui ont eu l’occasion de porter du *whipcord* peuvent vraiment visualiser le résultat. Inusable, d’une tenue irréprochable, ce tissu de nos vestes et pantalons d’uniformes était imbibé, au point que nous ne quittâmes pas les pantalons, nous en descendîmes… et ils restèrent pratiquement droits une fois quittés !

– Toujours des projets…

Partant du principe qu’il vaut mieux partir un an trop tôt, plutôt que cinq minutes trop tard, je considérais le moment venu, après quatorze années de pilotage, de « passer la main » à la tête de la Licence européenne.

Dans cette perspective j’explorais les applications, à d’autres champs de formation, d’une méthode ayant fait ses preuves (trilinguisme, pédagogie novatrice appuyée sur une vision européenne, et une équipe éducative, dont Dominique était l’un des piliers depuis son installation à Toulouse).

La première exploration choisie fut celle d’une Licence novatrice, regroupant Science politique, Géopolitique et Relations internationales. Dès le départ, réfléchie en binôme, Dominique y ayant adhéré avec enthousiasme, nous fûmes rejoints, assez vite, par Alexandre Durgue. En parfaite convergence du trio, il fut décidé de placer la concrétisation finale sous le double parrainage des Professeurs Bergès et Martin, éminents universitaires qui, bien entendu permettraient, non seulement d’affiner le projet, mais lui confèrerait une surface supplémentaire de par leur ombre tutélaire. Ayant enregistré de leur part un intérêt de principe, nous nous mîmes au travail.

La détérioration des relations avec l’Ict, suite à mon choix erroné de la responsable devant assumer la succession, commença par faire traîner en longueur la maturation, et l’arrêta, du fait surtout aussi des problèmes de santé de Dominique. Le projet en est resté là.

Vinrent, en effet, les jours « chargés de grains » [[51]](#footnote-51). Cela commença par un appel téléphonique de Dominique demandant déplacement d’une session de cours. Des analyses importantes lui avaient été demandées et programmées à cette date. Rien d’alarmant dans son propos, il les motivait par le désir de meilleure évaluation de deux anomalies détectées.

L’ayant rappelé pour connaître ce qu’il voudrait bien me dire sur les résultats, il se montra rassurant sur l’une, et définit la seconde comme étant un problème à suivre. En semaines suivantes, il vint assurer ses cours programmés, mais mon camarade que j’avais toujours connu « *old school*», comme nous nous autoqualifions : habillés avec soin et cravatés par respect pour nos élèves, avait moins de rigueur sur l’ordonnancement de sa tenue et, le connaissant depuis longtemps je décelais une certaine inflexion, quoique légère, dans sa diction, sans qu’il se départisse jamais de cette distance… peut-être même, un peu plus entrecoupée de ces éclats de rire très mesurés qui le caractérisaient.

Je le rappelais, suite à de nouvelles analyses, et fus frappé par une voix lasse et sourde, sans que l’échange sur nos projets en soit quelque peu affecté. Ce fut le dernier « *in vivo*» que nous eûmes. Pudeur ou démarche « *ad limina*», sans doute, c’est un courriel extraordinaire de spiritualité qu’il m’envoya quelques jours avant sa mort. Courriel, qui suspendait, plus qu’il ne mettait un terme à nos longs échanges, tant son contenu s’approchait plus d’un rendez-vous futur (le sien) que d’une séparation terrestre.

C’est le Dominique profond qui s’exprimait, extériorisait ! Message d’encouragement d’un croyant prêt à prendre les devants et voulant transmettre l’absence de peur, définitivement loin de tout artifice social ou conventionnel. Son courriel informait de son attente accessoire d’une opération, pour laquelle il exprimait un certain optimisme, mais il était entièrement sous-tendu d’une grande sérénité. Il ne capitulait pas, mais s’en remettait totalement au Seigneur, sa seule anxiété n’était liée qu’à sa certitude de rejoindre celui qui l’attendait.

Une foi totale, même pas ombrée, comme la mienne qui me permet de surmonter mes doutes, irradiait de ce message sans artifices ou autorassurant. Un courriel de simple beauté transcendantale, que j’ai transmis à son épouse après qu’il nous eût quittés.

C’est le frère dominicain Juan-Ariel Bauza-Salinas, avec qui Dominique maintenait de forts liens d’échange qui, par courriel circulaire à son cercle spirituel, annonça son décès. C’est tout naturellement lui qui présida la messe d’obsèques, en l’église Saint-Paul-les-Dominicains à Bordeaux. Notre confrère Jean-François Humblot, qui lui avait succédé à la tête de la délégation de la Gironde, en était le cérémoniaire.

Nombreux nous fûmes, Dames de l’Ordre, et Chevaliers, à vouloir l’accompagner, après échanges sociaux de courtoisie réduits au minimum, dans un recueillement réel, mais nullement triste. C’est en coule de Chevaliers de l’Ordre que nous l’accueillîmes à la porte de l’église. Six d’entre nous chargèrent son cercueil sur leurs épaules pour l’accompagner vers le chœur de cette église qu’il aimait, pour son dernier office terrestre. Je ne réalisais pas pleinement que ce poids sur mon épaule correspondait aussi à une longue période de ma vie, dont je ne mesurerai l’originalité que peu à peu, tant elle me paraissait naturelle la vivant ! Aucune, ou aucun de nous ne surjoua sa présence, par un commentaire dithyrambique convenu, habituel généralement dans ces circonstances. Nous avions de la peine, simple, de qualité. Il avait réussi par son attente sereine du sens de sa vie…, à nous obliger à un effet-miroir exemplaire. Longtemps nous restâmes sur le parvis en attente de son départ vers le champ du repos.

« *Kénavo*, bon vent et bonne mer » [[52]](#footnote-52), derrière l’horizon terrestre, cher confrère, et ami « de conserve » [[53]](#footnote-53) que nous avons été, spontanément, sans jamais le chercher…

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Première partie :**  
Autour de Dominique d’Antin de Vaillac  
Témoignages et textes d’hommage

*In memoriam  
Dominique d’Antin de Vaillac*

Pierre Cabrol

*Maître de Conférences en Droit privé*

*Université Michel de Montaigne*

*Les Burreloux (Dordogne)*

*31 janvier 2019*

[Retour à la table des matières](#tdm)

*D’une fréquentation journalière et amicale des livres m’est venue l’idée qu’il existe, entre certains textes et certaines personnes, sinon des affinités, du moins des correspondances. C’est, me semble-t-il, le cas, entre Dominique d’Antin de Vaillac et cette « prière pour tous » écrite en juin 1830 par le jeune Victor Hugo, alors âgé de 28 ans (publiée dans* Les Feuilles d’automne*).*

*Les contempteurs du poète y relèveront quelques vers qui sentent par trop la recherche de la rime ou cèdent aux modes du temps. Les fleurs qui les entourent les feront oublier aux autres. Il me plaît à penser que Dominique aurait aimé cette idée de sa fille (l’un de ses enfants…) priant pour le salut de tous.*

*« La prière pour tous*

*– I –*

*Ma fille ! va prier. – Vois, la nuit est venue.*

*Une planète d’or là-bas perce la nue ;*

*La brume des coteaux fait trembler le contour ;*

*À peine un char lointain glisse dans l’ombre… Écoute !*

*Tout rentre et se repose ; et l’arbre de la route*

*Secoue au vent du soir la poussière du jour !*

*Le crépuscule, ouvrant la nuit qui les recèle,*

*Fait jaillir chaque étoile en ardente étincelle ;*

*L’occident amincit sa frange de carmin ;*

*La nuit de l’eau dans l’ombre argente la surface ;*

*Sillons, sentiers, buissons, tout se mêle et s’efface ;*

*Le passant inquiet doute de son chemin.*

*Le jour est pour le mal, la fatigue et la haine.*

*Prions : voici la nuit ! la nuit grave et sereine !*

*Le vieux pâtre, le vent aux brèches de la tour,*

*Les étangs, les troupeaux, avec leur voix cassée,*

*Tout souffre et tout se plaint. La nature lassée*

*A besoin de sommeil, de prière et d’amour !*

*C’est l’heure où les enfants parlent avec les anges*

*Tandis que nous courons à nos plaisirs étranges,*

*Tous les petits enfants, les yeux levés au ciel,*

*Mains jointes et pieds nus, à genoux sur la pierre,*

*Disant à la même heure une même prière,*

*Demandent pour nous grâce au père universel !*

*Et puis ils dormiront – Alors, épars dans l’ombre,*

*Les rêves d’or, essaim tumultueux, sans nombre,*

*Qui naît aux derniers bruits du jour à son déclin,*

*Voyant de loin leur souffle et leurs bouches vermeilles,*

*Comme volent aux fleurs de joyeuses abeilles,*

*Viendront s’abattre en foule à leurs rideaux de lin !*

*O sommeil du berceau ! prière de l’enfance !*

*Voix qui toujours caresse et qui jamais n’offense !*

*Douce religion, qui s’égaie et qui rit*

*Prélude du concert de la nuit solennelle !*

*Ainsi que l’oiseau met sa tête sous son aile,*

*L’enfant dans la prière endort son jeune esprit !*

*– II –*

*Ma fille ! va prier. – d’abord, surtout, pour celle*

*Qui berça tant de nuits ta couche qui chancelle,*

*Pour celle qui te prit jeune âme dans le ciel,*

*Et qui te mît au monde, et depuis, tendre mère,*

*Faisant pour toi deux parts dans cette vie amère,*

*Toujours a bu l’absinthe et t’a laissé le miel !*

*Puis ensuite pour moi ! j’en ai plus besoin qu’elle !*

*Elle est, ainsi que toi, bonne, simple et fidèle !*

*Elle a le front limpide et le cœur satisfait.*

*Beaucoup ont sa piété ; nul ne lui fait envie ;*

*Sage et douce, elle prend patiemment la vie ;*

*Elle souffre le mal sans savoir qui le fait.*

*Tout en cueillant des fleurs, jamais sa main novice*

*N’a touché seulement à l’écorce du vice ;*

*Nul piège ne l’attire à son riant tableau ;*

*Elle est pleine d’oubli pour les choses passées ;*

*Elle ne connaît pas les mauvaises pensées*

*Qui passent dans l’esprit comme une ombre sur l’eau.*

*Elle ignore, – à jamais ignore-les comme elle ! –*

*Ces misères du monde où notre âme se mêle ;*

*Faux plaisirs, vanités, remords, soucis rongeurs,*

*Passions sur le cœur flottant comme une écume,*

*Intimes souvenirs de honte et d’amertume*

*Qui font monter au front de subites rougeurs !*

*Moi je sais mieux la vie ; et je pourrais te dire,*

*Quand tu seras plus grande et qu’il faudra t’instruire,*

*Que poursuivre l’empire, et la fortune et l’art,*

*C’est folie et néant ; que l’urne aléatoire*

*Nous jette bien souvent la honte pour la gloire,*

*Et que l’on perd son âme à ce jeu de hasard !*

*L’âme en vivant s’altère ; et quoiqu’en toute chose*

*La fin soit transparente et laisse voir la cause,*

*On vieillit sous le vice et l’erreur abattus ;*

*À force de marcher, l’homme erre, l’esprit doute.*

*Tous laissent quelque chose aux buissons de la route,*

*Les troupeaux leur toison, et l’homme sa vertu !*

*Va donc prier pour moi ! – Dis, pour toute prière :*

*– Seigneur, Seigneur mon Dieu, vous êtes notre père*

*Grâce, vous êtes bon ! grâce, vous êtes grand ! –*

*Laisse aller ta parole ou ton âme l’envoie ;*

*Ne t’inquiète pas, toute chose a sa voie,*

*Ne t’inquiète pas du chemin qu’elle prend !*

*Il n’est rien ici-bas qui ne trouve sa pente.*

*Le fleuve jusqu’aux mers dans les plaines serpente ;*

*L’abeille sait la fleur qui recèle le miel.*

*Toute aile vers son but incessamment retombe :*

*L’aigle vole au soleil, le vautour à la tombe,*

*L’hirondelle au printemps et la prière au ciel !*

*Lorsque pour moi vers Dieu ta voix s’est envolée,*

*Je suis comme l’esclave, assis dans la vallée,*

*Qui dépose sa charge aux bornes du chemin ;*

*Je me sens plus léger ; car ce fardeau de peine,*

*De fautes et d’erreurs qu’en gémissant je traîne,*

*Ta prière en chantant l’emporte dans sa main !*

*Va prier pour ton père ! – Afin que je sois digne*

*De voir passer en rêve un ange au vol de cygne,*

*Pour que mon âme brûle avec les encensoirs !*

*Efface mes pêchés sous ton souffle candide,*

*Afin que mon cœur soit innocent et splendide*

*Comme un pavé d’autel qu’on lave tous les soirs !*

*– III –*

*Prie encor pour tous ceux qui passent*

*Sur cette terre de vivants !*

*Pour ceux dont les sentiers s’effacent*

*À tous les flots, à tous les vents !*

*Pour l’insensé qui met sa joie*

*Dans l’éclat d’un manteau de soie,*

*Dans la vitesse d’un cheval !*

*Pour quiconque souffre et travaille,*

*Qu’il s’en revienne ou qu’il s’en aille,*

*Qu’il fasse le bien ou le mal !*

*Pour celui que le plaisir souille*

*D’embrassements jusqu’au matin,*

*Qui prend l’heure où l’on s’agenouille*

*Pour sa danse et pour son festin,*

*Qui fait hurler l’orgie infâme*

*Au même instant du soir ou l’âme*

*Répète son hymne assidu,*

*Et, quand la prière est éteinte,*

*Poursuit, comme s’il avait crainte*

*Que Dieu ne l’ait pas entendu !*

*Enfant ! pour les vierges voilées !*

*Pour le prisonnier dans sa tour !*

*Pour les femmes échevelées*

*Qui vendent le doux nom d’amour !*

*Pour l’esprit qui rêve et médite !*

*Pour l’impie à la voix maudite*

*Qui blasphème la sainte loi ! –*

*Car la prière est infinie !*

*Car tu crois pour celui qui nie !*

*Car l’enfance tient lieu de foi !*

*Prie aussi pour ceux que recouvre*

*La pierre du tombeau dormant,*

*Noir précipice qui s’entrouvre*

*Sous notre foule à tout moment !*

*Toutes ces âmes en disgrâce*

*Ont besoin qu’on les débarrasse*

*De la vieille rouille du corps.*

*Souffrent-elles moins pour se taire !*

*Enfant ! regardons sous la terre !*

*Il faut avoir pitié des morts !*

*– IV –*

*À genoux, à genoux, à genoux sur la terre*

*Où ton père a son père, où ta mère a sa mère.*

*Où tout ce qui vécut dort d’un sommeil profond !*

*Abîme où la poussière est mêlée aux poussières,*

*Où sous son père encore on retrouve des pères,*

*Comme l’onde sous l’onde en une mer sans fond !*

*Enfant ! quand tu t’endors, tu ris ! L’essaim des songes*

*Tourbillonne, joyeux, dans l’onde où tu plonges,*

*S’effarouche à ton souffle, et puis revient encor ;*

*Et tu rouvres enfin tes yeux divins que j’aime,*

*En même temps que l’aube, œil céleste elle-même,*

*Entr’ouvre à l’horizon sa paupière aux cils d’or !*

*Mais eux, si tu savais de quel sommeil ils dorment  !*

*Leurs lits sont froids et lourds à leurs os qu’ils déforment.*

*Les anges autour d’eux ne chantent pas en cœur.*

*De tout ce qu’ils ont fait le rêve les accable.*

*Pas d’aube pour leur nuit ; le remords implacable*

*S’est fait ver du sépulcre et leur ronge le cœur.*

*Tu peux avec un mot, tu peux d’une parole,*

*Faire que le remords prenne une aile et s’envol!*

*Qu’une douce chaleur réjouisse leurs os !*

*Qu’un rayon touche encor leur paupière ravie,*

*Et qu’il leur vienne un bruit de lumière et de vie,*

*Quelque chose des vents, des forêts et des eaux !*

*Oh ! dis-moi, quand tu vas, jeune et déjà pensive,*

*Errer au bord d’un flot qui se plaint sur sa rive,*

*Sous des arbres dont l’ombre emplit l’âme d’effroi,*

*Parfois, dans les soupirs de l’onde et de la brise,*

*N’entends-tu pas de souffle et de voix qui te dise :*

*– Enfant ! quand vous prirez, prirez-vous pas pour moi ? –*

*C’est la plainte des morts ! – Les morts pour qui l’on prie*

*Ont sur leur lit de terre une herbe plus fleurie.*

*Nul démon ne leur jette un sourire moqueur.*

*Ceux qu’on oublie, hélas ! – leur nuit est froide et sombre,*

*Toujours quelque arbre affreux, qui les tient sous son ombre,*

*Leur plonge sans pitié ses racines au cœur !*

*Prie! afin que le père, et l’oncle et les aïeules,*

*Qui ne demandent plus que nos prières seules,*

*Tressaillent dans leur tombe en s’entendant nommer,*

*Sachent que sur la terre on se souvient encore,*

*Et, comme le sillon qui sent la fleur éclore,*

*Sentent dans leur œil vide une larme germer !*

*– V –*

*Ce n’est pas à moi, ma colombe,*

*De prier pour tous les mortels,*

*Pour les vivants dont la foi tombe,*

*Pour tous ceux qu’enferment la tombe,*

*Cette racine des autels !*

*Ce n’est pas moi dont l’âme est vaine,*

*Pleine d’erreurs, vide de foi,*

*Qui prirais pour la race humaine,*

*Puisque ma voix suffit à peine,*

*Seigneur, à vous prier pour moi !*

*Non, si pour la terre méchante*

*Quelqu’un peut prier aujourd’hui !*

*C’est toi, dont la parole chante,*

*C’est toi ! ta prière innocente,*

*Enfant, peut se charger d’autrui !*

*Ah ! demande à ce père auguste,*

*Qui sourit à ton oraison*

*Pourquoi l’arbre étouffe l’arbuste,*

*Et qui fait du juste à l’injuste*

*Chanceler l’humaine raison ?*

*Demande-lui si la sagesse*

*N’appartient qu’à l’éternité ?*

*Pourquoi son souffle nous abaisse ?*

*Pourquoi dans la tombe sans cesse*

*Il effeuille l’humanité ?*

*Pour ceux que les vices consument,*

*Les enfants veillent au saint lieu ;*

*Ce sont des fleurs qui le parfument,*

*Ce sont des encensoirs qui fument,*

*Ce sont des voix qui vont à Dieu !*

*Laissons faire ces voix sublimes.*

*Laissons les enfants à genoux.*

*Pêcheurs ! Nous avons tous nos crimes,*

*Nous penchons tous sur les abîmes,*

*L’enfance doit prier pour tous !*

*– VI –*

*Comme une aumône, enfant, donne donc ta prière*

*A ton père, à ta mère, aux pères de ton père ;*

*Donne au riche à qui Dieu refuse le bonheur,*

*Donne au pauvre, à la veuve, au crime, au vice immonde.*

*Fais en priant le tour des misères du monde ;*

*Donne à tous ! donne aux morts ! – Enfin, donne au Seigneur !*

*« – Quoi ! murmure ta voix qui veut parler et n’ose,*

*« Au Seigneur, au Très-Haut, manque-t-il quelque chose ?*

*» Il est le saint des saints, il est le roi des rois ?*

*» Il se fait des soleils un cortège suprême !*

*» Il fait baisser la voix à l’océan lui-même !*

*» Il est seul ! il est tout ! à jamais ! à la fois ! »*

*Enfant, quand tout le jour vous avez en famille,*

*Tes deux frères et toi, joué sous la charmille,*

*Le soir vous êtes las, vos membres sont pliés,*

*Il vous faut un lait pur et quelques noix frugales,*

*Et, baisant tour à tour vos têtes inégales,*

*Votre mère à genoux lave vos faibles pieds.*

*Eh bien ! il est quelqu’un dans ce monde où nous sommes*

*Qui tout le jour aussi marche parmi les hommes,*

*Servant et consolant, à toute heure, en tout lieu !*

*Un bon pasteur qui suit sa brebis égarée,*

*Un pèlerin qui va de contrée en contrée.*

*Ce passant, ce pasteur, ce pèlerin, c’est Dieu !*

*Le soir il est bien las ! il faut, pour qu’il sourie,*

*Une âme qui le serve, un enfant qui le prie,*

*Un peu d’amour ! O toi, qui ne sais pas tromper,*

*Porte-lui ton cœur plein d’innocence et d’extase,*

*Tremblante et l’œil baissé, comme un précieux vase*

*Dont on craint de laisser une goutte échapper !*

*Porte-lui ta prière ! et quand, à quelque flamme*

*Qui d’une chaleur douce emplira ta jeune âme,*

*Tu verras qu’il est proche, alors, ô mon bonheur,*

*O mon enfant ! sans craindre affront ni raillerie,*

*Verse, comme autrefois Marthe, sœur de Marie,*

*Verse tout ton parfum sur les pieds du Seigneur !*

*– VII –*

*O Myrrhe ! ô Cinname !*

*Nard cher aux époux !*

*Baume ! éther ! dictame !*

*De l’eau, de la flamme,*

*Parfums les plus doux !*

*Prés que l’onde arrose !*

*Vapeurs de l’autel !*

*Lèvres de la rose*

*Où l’abeille pose*

*Sa bouche de miel !*

*Jasmin ! asphodèle !*

*Encensoirs flottants !*

*Branche verte et frêle*

*Où fait l’hirondelle*

*Son nid au printemps !*

*Lis que fait éclore*

*Le frais arrosoir !*

*Ambre que Dieu dore !*

*Souffle de l’aurore,*

*Haleine du soir !*

*Parfum de la sève*

*Dans les bois mouvants !*

*Odeur de la grève*

*Qui la nuit s’élève*

*Sur l’aile des vents !*

*Fleurs dont la chapelle*

*Se fait un trésor !*

*Flamme solennelle,*

*Fumée éternelle*

*Des sept lampes d’or !*

*Tiges qu’a brisées*

*Le tranchant du fer !*

*Urnes embrasées !*

*Esprit des rosées*

*Qui flottez dans l’air !*

*Fêtes réjouies*

*D’encens et de bruits !*

*Senteurs inouïes !*

*Fleurs épanouies*

*Au souffle des nuits !*

*Odeurs immortelles*

*Que les Ariel,*

*Archanges fidèles,*

*Prennent sur leurs ailes*

*En venant du ciel !*

*O couche première*

*Du premier époux !*

*De la terre entière,*

*Des chants de lumière*

*Parfums les plus doux !*

*Dans l’auguste sphère*

*Parfums, qu’êtes-vous,*

*Près de la prière*

*Qui dans la poussière*

*S’épanche à genoux ?*

*Près du cri d’une âme*

*Qui fond en sanglots,*

*Implore et réclame,*

*Et s’exhale en flamme,*

*Et se verse à flots !*

*Près de l’humble offrande*

*D’un enfant de lin*

*Dont l’extase est grande*

*Et qui recommande*

*Son père orphelin !*

*Bouche qui soupire*

*Mais sans murmurer !*

*Ineffable lyre !*

*Voix qui fait sourire*

*Et qui fait pleurer !*

*– VIII –*

*Quant elle prie, un ange est debout auprès d’elle,*

*Caressant ses cheveux des plumes de son aile,*

*Essuyant d’un baiser son œil de pleurs terni,*

*Venu pour l’écouter sans que l’enfant l’appelle,*

*Esprit qui tient le livre où l’innocence épelle,*

*Et qui pour remonter attend qu’elle ait fini.*

*Son beau front incliné semble un vase qu’il penche*

*Pour recevoir les flots de ce cœur qui s’épanche ;*

*Il prend tout, pleurs d’amour et soupirs de douleur ;*

*Sans changer de nature il s’emplit de cette âme ;*

*Comme le pur cristal que notre soif réclame*

*S’emplit d’eau jusqu’aux bords sans changer de couleur.*

*Ah ! c’est pour le Seigneur sans doute qu’il recueille*

*Ces larmes goutte à goutte et ce lis feuille à feuille !*

*Et puis il reviendra se ranger au saint lieu,*

*Tenant prêts ces soupirs, ces parfums, cette haleine,*

*Pour étancher le soir, comme une coupe pleine,*

*Ce grand besoin d’amour, la seule soif de Dieu !*

*Enfant ! dans ce concert qui d’en bas le salue,*

*La voix par Dieu lui-même entre toutes élue,*

*C’est la tienne, ô ma fille ! elle a tant de douceur,*

*Sur des ailes de flamme elle monte si pure,*

*Elle expire si bien en amoureux murmure*

*Que les vierges du ciel disent : C’est une sœur !*

*– IX –*

*Oh ! bien loin de la voie*

*Où marche le pêcheur,*

*Chemine où Dieu t’envoie !*

*Enfant ! garde ta joie !*

*Lis ! garde ta blancheur !*

*Sois humble ! que t’importe*

*Le riche et le puissant !*

*Un souffle les emporte.*

*La force la plus forte*

*C’est un cœur innocent !*

*Bien souvent Dieu repousse*

*Du pied les hautes tours !*

*Mais dans le nid de mousse*

*Où chante une voix douce*

*Il regarde toujours !*

*Reste à la solitude !*

*Reste à la pauvreté !*

*Vis sans inquiétude !*

*Et ne te fais étude*

*Que de l’éternité !*

*Il est, loin de nos villes*

*Et loin de nos douleurs,*

*Des lacs purs et tranquilles*

*Et dont toutes les îles*

*Sont des bouquets de fleurs !*

*Flots d’azur où l’on aime*

*A laver ses remords !*

*D’un charme si suprême*

*Que l’incrédule même*

*S’agenouille à leurs bords !*

*L’ombre qui les inonde*

*Calme et nous rend meilleurs ;*

*Leur paix est si profonde*

*Que jamais à leur onde*

*On n’a mêlé de pleurs !*

*Et le jour, que leur plaine*

*Reflète éblouissant,*

*Trouve l’eau si sereine*

*Qu’il y hasarde à peine*

*Un nuage en passant !*

*Ces lacs que rien n’altère,*

*Entre des monts géants*

*Dieu les met sur la terre,*

*Loin du souffle adultère*

*Des sombres océans,*

*Pour que nul vent aride,*

*Nul flot mêlé de fiel*

*N’empoisonne et ne ride*

*Ces gouttes d’eau limpide*

*Où se mire le ciel !*

*O ma fille, âme heureuse !*

*O lac de pureté !*

*Dans la vallée ombreuse,*

*Reste où ton Dieu te creuse*

*Un lit plus abrité !*

*Lac que le ciel parfume !*

*Le monde est une mer ;*

*Son souffle est plein de brume,*

*Un peu de son écume*

*Rendrait ton flot amer !*

*– X –*

*Et toi, céleste ami qui garde son enfance,*

*Qui le jour et la nuit lui fait une défense*

*De tes ailes d’azur !*

*Invisible trépied où s’allume sa flamme !*

*Esprit de sa prière, ange de sa jeune âme,*

*Cygne de ce lac pur !*

*Dieu te l’a confiée et je te la confie !*

*Soutiens, relève, exhorte, inspire et fortifie*

*Sa frêle humanité !*

*Qu’elle garde à jamais, réjouie ou souffrante,*

*Cet œil plein de rayons, cette âme transparente,*

*Cette sérénité*

*Qui fait que tout le jour, et sans qu’elle te voie,*

*Ecartant de son cœur faux désirs, fausse joie,*

*Mensonge et passion,*

*Prosternant à ses pieds ta couronne immortelle,*

*Comme elle devant Dieu, tu te tiens devant elle*

*En adoration !*

Juin 1830

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Première partie :**  
Autour de Dominique d’Antin de Vaillac  
Témoignages et textes d’hommage

*En hommage :  
quatre textes d’histoire  
des Idées politiques*

Michel Bergès

*Professeur de Science politique  
Université de Bordeaux*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Voici quatre textes – parmi de nombreux autres proposés à mes étudiants en histoire des idées politiques à la Faculté de Droit de Bordeaux – choisis en hommage à Dominique, auquel ils furent transmis.

Ils ont alimenté nos réflexions et discussions communes sur les sujets concernés, sur la liberté des hommes face aux institutions et aux pouvoirs dominants, sur la Révolution française, les drames politiques du XXe siècle…

Ils résument quelque part une infime partie de nos échanges intellectuels, en parallèle au travail de thèse de Dominique sur *L’Invention des Landes*, que j’eux l’honneur d’aider et de porter à achèvement.

– I. *Lettre de Fénelon à Louis XIV*.

– II. *Lettre de Jefferson au roi anglais Georges VIII, justifiant l’Indépendance des États-Unis*.

– III. *Bilan par François-René de Chateaubriand* d’une partie qui se voulait alors « novatrice »… de l’historiographie de son temps concernant *la Révolution française*.

– IV. « Lire *Mein Kampf ?*», de Jean-Louis Martres, extrait de son *opus magnum*, *Les Grilles de la pensée politique*, China Century Press Group Co., Limited China Social Science Documentation Press, Hong Kong, 2012 (p. 149-163) : un des maîtres de Dominique dans la vieille Faculté de Droit de Bordeaux, qui initia sa propre thèse d’État (la dernière à être soutenue en Science politique dans cette Université).

– I –

François de Salignac de La Mothe-Fénelon

Lettre à Louis XIV

(le Roi des Rois, qui se déclarait semblable au Soleil,  
à l’instar de certains anciens Empereurs romains…)

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Fénelon (1651-1715), archevêque de Cambrai, envoya anonymement cette lettre en 1694 à Madame de Maintenon, épouse du roi, alors qu’il était précepteur du duc de Bourgogne. On ne sait si le monarque eut connaissance de cette missive qui prônait la vertu politique contre le souci de la gloire et l’appétit des conquêtes. Fénelon reviendra sur les thèmes défendus ici avec clarté et hauteur dans* Les Aventures de Télémaque *(1699), véritable satire de la politique de Louis XIV. Cela lui vaudra d’être banni de la Cour et contraint à l’exil (en Belgique, avant de se retirer autour de Cambrai).*

*Il s’agit d’un des plus beaux et sincères textes de la littérature politique, qui révèle à coup sûr une des origines lointaines de l’ultérieure « Révolution » française…*

*À chacun d’en mesurer la liberté de ton, de réalité, voire d’actualité, en se mêlant aux représentations « de l’époque ».*

*La première (et la seule) édition des œuvres complètes de Fénelon avec sa correspondance est parue en 1830 en 36 volumes jamais réédités depuis.*

« La personne, Sire, qui prend la liberté de vous écrire cette lettre, n’a aucun intérêt en ce monde. Elle ne l’écrit ni par chagrin, ni par ambition, ni par envie de se mêler des grandes affaires. Elle vous aime sans être connue de vous ; elle regarde Dieu en votre personne. Avec toute votre puissance, vous ne pouvez lui donner aucun bien qu’elle désire, et il n’y a aucun mal qu’elle ne souffrît de bon cœur pour vous faire connaître les vérités nécessaires à votre salut. Si elle vous parle fortement, n’en soyez pas étonné, c’est que la vérité est libre et forte. Vous n’êtes guère accoutumé à l’entendre. Les gens accoutumés à être flattés prennent aisément pour chagrin, pour âpreté et pour excès, ce qui n’est que la vérité toute pure. C’est la trahir que de ne vous la montrer pas dans toute son étendue. Dieu est témoin que la personne qui vous parle, le fait avec un cœur plein de zèle, de respect, de fidélité et d’attendrissement sur tout ce qui regarde votre véritable intérêt.

Vous êtes né, Sire, avec un cœur droit et équitable ; mais ceux qui vous ont élevé ne vous ont donné pour science de gouverner, que la défiance, la jalousie, l’éloignement de la vertu, la crainte de tout mérite éclatant, le goût des hommes souples et rampants, la hauteur, et l’attention à votre seul intérêt.

Depuis environ trente ans, vos principaux ministres ont ébranlé et renversé toutes les anciennes maximes de l’État, pour faire monter jusqu’au comble votre autorité, qui était devenue la leur parce qu’elle était dans leurs mains. On n’a plus parlé de l’État ni des règles ; on n’a parlé que du Roi et de son bon plaisir. On a poussé vos revenus et vos dépenses à l’infini. On vous a élevé jusqu’au ciel, pour avoir effacé, disait-on, la grandeur de tous vos prédécesseurs ensemble, c’est-à-dire, pour avoir appauvri la France entière, afin d’introduire à la cour un luxe monstrueux et incurable. Ils ont voulu vous élever sur les ruines de toutes les conditions de l’État : comme si vous pouviez être grand en ruinant tous vos sujets sur qui votre grandeur est fondée. Il est vrai que vous avez été jaloux de l’autorité, peut-être même trop dans les choses extérieures ; mais pour le fond, chaque ministre a été le maître dans l’étendue de son administration. Vous avez cru gouverner, parce que vous avez réglé les limites entre ceux qui gouvernaient. Ils ont bien montré au public leur puissance, et on ne l’a que trop sentie. Ils ont été durs, hautains, injustes, violents, de mauvaise foi. Ils n’ont connu d’autre règle, ni pour l’administration du dedans de l’État, ni pour les négociations étrangères, que de menacer, que d’écraser, que d’anéantir tout ce qui leur résistait. Ils ne vous ont parlé, que pour écarter de vous tout mérite qui pouvait leur faire ombrage. Ils vous ont accoutumé à recevoir sans cesse des louanges outrées qui vont jusqu’à l’idolâtrie, et que vous auriez dû, pour votre honneur, rejeter avec indignation.

On a rendu votre nom odieux, et toute la nation française insupportable à tous nos voisins. On n’a conservé aucun ancien allié, parce qu’on n’a voulu que des esclaves. On a causé depuis plus de vingt ans des guerres sanglantes. Par exemple, Sire, on fit entreprendre à Votre Majesté, en 1672, la guerre de Hollande pour votre gloire, et pour punir les Hollandais, qui avaient fait quelque raillerie, dans le chagrin où on les avait mis en troublant les règles du commerce établies par le cardinal de Richelieu. Je cite en particulier cette guerre, parce qu’elle a été la source de toutes les autres. Elle n’a eu pour fondement qu’un motif de gloire et de vengeance, ce qui ne peut jamais rendre une guerre juste ; d’où il s’ensuit que toutes les frontières que vous avez étendues par cette guerre sont injustement acquises dans l’origine. Il est vrai, Sire, que les traités de paix subséquents semblent couvrir et réparer cette injustice, puisqu’ils vous ont donné les places conquises : mais une guerre injuste n’en est pas moins injuste pour être heureuse. Les traités de paix signés par les vaincus ne sont point signés librement. On signe le couteau sous la gorge ; on signe malgré soi pour éviter de plus grandes pertes ; on signe, comme on donne sa bourse, quand il faut donner ou mourir. Il faut donc, Sire, remonter jusqu’à cette origine de la guerre de Hollande, pour examiner devant Dieu toutes vos conquêtes.

Il est inutile de dire qu’elles étaient nécessaires à votre État : le bien d’autrui ne nous est jamais nécessaire. Ce qui nous est véritablement nécessaire, c’est d’observer une exacte justice. Il ne faut pas même prétendre que vous soyez en droit de retenir toujours certaines places, parce qu’elles servent à la sûreté de vos frontières. C’est à vous à chercher cette sûreté par de bonnes alliances, par votre modération, ou par les places que vous pouvez fortifier derrière ; mais enfin, le besoin de veiller à notre sûreté ne nous donne jamais un titre de prendre la terre de notre voisin. Consultez là-dessus des gens instruits et droits ; ils vous diront que ce que j’avance est clair comme le jour.

En voilà assez, Sire, pour reconnaître que vous avez passé votre vie entière hors du chemin de la vérité et de la justice, et par conséquent hors de celui de l’*Évangile*. Tant de troubles affreux qui ont désolé toute l’Europe depuis plus de vingt ans, tant de sang répandu, tant de scandales commis, tant de provinces ravagées, tant de villes et de villages mis en cendres, sont les funestes suites de cette guerre de 1672, entreprise pour votre gloire et pour la confusion des faiseurs de gazettes et de médailles de Hollande. Examinez, sans vous flatter, avec des gens de bien, si vous pouvez garder tout ce que vous possédez en conséquence des traités auxquels vous avez réduit vos ennemis par une guerre si mal fondée.

Elle est encore la vraie source de tous les maux que la France souffre. Depuis cette guerre, vous avez toujours voulu donner la paix en maître, et imposer les conditions, au lieu de les régler avec équité et modération. Voilà ce qui fait que la paix n’a pu durer. Vos ennemis, honteusement accablés, n’ont songé qu’à se relever et qu’à se réunir contre vous. Faut-il s’en étonner ? Vous n’avez pas même demeuré dans les termes de cette paix que vous aviez donnée avec tant de hauteur. En pleine paix vous avez fait la guerre et des conquêtes prodigieuses. Vous avez établi une chambre des réunions, pour être tout ensemble juge et partie : c’était ajouter l’insulte et la dérision à l’usurpation et à la violence. Vous avez cherché, dans le traité de Westphalie, des termes équivoques pour surprendre Strasbourg. Jamais aucun de vos ministres n’avait osé, depuis tant d’années, alléguer ces termes dans aucune négociation, pour montrer que vous eussiez la moindre prétention sur cette ville. Une telle conduite a réuni et animé toute l’Europe contre vous. Ceux mêmes qui n’ont pas osé se déclarer ouvertement souhaitent du moins avec impatience votre affaiblissement et votre humiliation, comme la seule ressource pour la liberté et pour le repos de toutes les nations chrétiennes. Vous qui pouviez, Sire, acquérir tant de gloire solide et paisible à être le père de vos sujets et l’arbitre de vos voisins, on vous a rendu l’ennemi commun de vos voisins, et on vous expose à passer pour un maître dur dans votre royaume.

Le plus étrange effet de ces mauvais conseils est la durée de la ligue formée contre vous. Les alliés aiment mieux faire la guerre avec perte, que de conclure la paix avec vous, parce qu’ils sont persuadés, sur leur propre expérience, que cette paix ne serait point une paix véritable, que vous ne la tiendriez non plus que les autres, et que vous vous en serviriez pour accabler séparément sans peine chacun de vos voisins, dès qu’ils se seraient désunis. Ainsi, plus vous êtes victorieux, plus ils vous craignent et se réunissent pour éviter l’esclavage dont ils se croient menacés. Ne pouvant vous vaincre, ils prétendent du moins vous épuiser à la longue. Enfin ils n’espèrent plus de sûreté avec vous, qu’en vous mettant dans l’impuissance de leur nuire. Mettez-vous, Sire, un moment à leur place, et voyez ce que c’est que d’avoir préféré son avantage à la justice et à la bonne foi.

Cependant vos peuples, que vous devriez aimer comme vos enfants, et qui ont été jusqu’ici si passionnés pour vous, meurent de faim. La culture des terres est presque abandonnée, les villes et les campagnes se dépeuplent ; tous les métiers languissent et ne nourrissent plus les ouvriers. Tout commerce est anéanti. Par conséquent vous avez détruit la moitié des forces réelles du dedans de votre État, pour faire et pour défendre de vaines conquêtes au-dehors. Au lieu de tirer de l’argent de ce pauvre peuple, il faudrait lui faire l’aumône et le nourrir. La France entière n’est plus qu’un grand hôpital désolé et sans provisions. Les magistrats sont avilis et épuisés. La noblesse, dont tout le bien est en décret, ne vit que de lettres d’État. Vous êtes importuné de la foule des gens qui demandent et qui murmurent. C’est vous-même, Sire, qui vous êtes attiré tous ces embarras ; car, tout le royaume ayant été ruiné, vous avez tout entre vos mains, et personne ne peut plus vivre que de vos dons. Voilà ce grand royaume si florissant sous un roi qu’on nous dépeint tous les jours comme les délices du peuple, et qui le serait en effet si les conseils flatteurs ne l’avaient point empoisonné.

Le peuple même (il faut tout dire), qui vous a tant aimé, qui a eu tant de confiance en vous, commence à perdre l’amitié, la confiance, et même le respect. Vos victoires et vos conquêtes ne le réjouissent plus ; il est plein d’aigreur et de désespoir. La sédition s’allume peu à peu de toutes parts. Ils croient que vous n’avez aucune pitié de leurs maux, que vous n’aimez que votre autorité et votre gloire. Si le Roi, dit-on, avait un cœur de père pour son peuple, ne mettrait-il pas plutôt sa gloire à leur donner du pain, et à les faire respirer après tant de maux, qu’à garder quelques places de la frontière, qui causent la guerre ? Quelle réponse à cela, Sire ? Les émotions populaires, qui étaient inconnues depuis si longtemps, deviennent fréquentes. Paris même, si près de vous, n’en est pas exempt. Les magistrats sont contraints de tolérer l’insolence des mutins, et de faire couler sous main quelque monnaie pour les apaiser ; ainsi on paye ceux qu’il faudrait punir. Vous êtes réduit à la honteuse et déplorable extrémité, ou de laisser la sédition impunie et de l’accroître par cette impunité, ou de faire massacrer avec inhumanité des peuples que vous mettez au désespoir en leur arrachant, par vos impôts pour cette guerre, le pain qu’ils tâchent de gagner à la sueur de leurs visages.

Mais, pendant qu’ils manquent de pain, vous manquez vous-même d’argent, et vous ne voulez pas voir l’extrémité où vous êtes réduit. Parce que vous avez toujours été heureux, vous ne pouvez vous imaginer que vous ne cessiez jamais de l’être. Vous craignez d’ouvrir les yeux ; vous craignez qu’on ne vous les ouvre ; vous craignez d’être réduit à rabattre quelque chose de votre gloire. Cette gloire, qui endurcit votre cœur, vous est plus chère que la justice, que votre propre repos, que la conservation de vos peuples qui périssent tous les jours des maladies causées par la famine, enfin que votre salut éternel, incompatible avec cette idole de gloire.

Voilà, Sire, l’état où vous êtes. Vous vivez comme ayant un bandeau fatal sur les yeux ; vous vous flattez sur les succès journaliers qui ne décident rien, et vous n’envisagez point d’une vue générale le gros des affaires, qui tombe insensiblement sans ressource. Pendant que vous prenez, dans un rude combat, le champ de bataille et le canon de l’ennemi, pendant que vous forcez les places, vous ne songez pas que vous combattez sur un terrain qui s’enfonce sous vos pieds, et que vous allez tomber malgré vos victoires.

Tout le monde le voit, et personne n’ose vous le faire voir. Vous le verrez peut-être trop tard. Le vrai courage consiste à ne se point flatter, et à prendre un parti ferme sur la nécessité. Vous ne prêtez volontiers l’oreille, Sire, qu’à ceux qui vous flattent de vaines espérances. Les gens que vous estimez les plus solides sont ceux que vous craignez et que vous évitez le plus. Il faudrait aller au-devant de la vérité, puisque vous êtes roi, presser les gens de vous la dire sans adoucissement, et encourager ceux qui sont trop timides. Tout au contraire, vous ne cherchez qu’à ne point approfondir ; mais Dieu saura bien enfin lever le voile qui vous couvre les yeux, et vous montrer ce que vous évitez de voir. Il y a longtemps qu’il tient son bras levé sur vous, mais il est lent à vous frapper, parce qu’il a pitié d’un prince qui a été toute sa vie obsédé de flatteurs, et parce que, d’ailleurs, vos ennemis sont aussi les siens. Mais il saura bien séparer sa cause juste, d’avec la vôtre qui ne l’est pas, et vous humilier pour vous convertir ; car vous ne serez chrétien que dans l’humiliation. Vous n’aimez point Dieu ; vous ne le craignez même que d’une crainte d’esclave ; c’est l’enfer, et non pas Dieu, que vous craignez. Votre religion ne consiste qu’en superstitions, en petites pratiques superficielles. Vous êtes comme les Juifs dont Dieu dit : « *Pendant qu’ils m’honorent des lèvres, leur cœur est loin de moi* ». Vous êtes scrupuleux sur des bagatelles, et endurci sur des maux terribles. Vous n’aimez que votre gloire et votre commodité. Vous rapportez tout à vous, comme si vous étiez le Dieu de la terre, et que tout le reste n’eût été créé que pour vous être sacrifié. C’est, au contraire, vous que Dieu n’a mis au monde que pour votre peuple. Mais hélas ! vous ne comprenez point ces vérités : comment les goûteriez-vous ? Vous ne connaissez point Dieu, vous ne l’aimez point, vous ne le priez point du cœur, et vous ne faites rien pour le connaître.

Vous avez un archevêque [*François de Harlay de Champvallon (1625-1695)*] corrompu, scandaleux, incorrigible, faux, malin, artificieux, ennemi de toute vertu, et qui fait gémir tous les gens de bien. Vous vous en accommodez, parce qu’il ne songe qu’à vous plaire par ses flatteries. Il y a plus de vingt ans qu’en prostituant son honneur il jouit de votre confiance. Vous lui livrez les gens de bien, vous lui laissez tyranniser l’Église, et nul prélat vertueux n’est traité aussi bien que lui.

Pour votre confesseur [*Le Père La Chaise (1624-1709)*], il n’est pas vicieux ; mais il craint la solide vertu et il n’aime que les gens profanes et relâchés : il est jaloux de son autorité, que vous avez poussée au-delà de toutes les bornes. Jamais confesseurs des rois n’avaient fait seuls les évêques, et décidé de toutes les affaires de conscience. Vous êtes seul en France, Sire, à ignorer qu’il ne sait rien, que son esprit est court et grossier et qu’il ne laisse pas d’avoir son artifice avec cette grossièreté d’esprit. Les Jésuites mêmes le méprisent, et sont indignés de le voir si facile à l’ambition ridicule de sa famille. Vous avez fait d’un religieux un ministre d’État. Il ne se connaît point en hommes, non plus qu’en autre chose. Il est la dupe de tous ceux qui le flattent et lui font de petits présents. Il ne doute ni n’hésite sur aucune question difficile. Un autre très droit et très éclairé n’oserait décider seul. Pour lui, il ne craint que d’avoir à délibérer avec des gens qui sachent les règles. Il va toujours hardiment sans craindre de vous égarer ; il penchera toujours au relâchement, et à vous entretenir dans l’ignorance. Du moins il ne penchera aux partis conformes aux règles, que quand il craindra de vous scandaliser. Ainsi, c’est un aveugle qui en conduit un autre, et, comme dit Jésus-Christ, ils tomberont tous deux dans la fosse.

Votre archevêque et votre confesseur vous ont jeté dans les difficultés de l’affaire de la Régale, dans les mauvaises affaires de Rome ; ils vous ont laissé engager par M. de Louvois dans celle de Saint-Lazare, et vous auraient laissé mourir dans cette injustice, si M. de Louvois eût vécu plus que vous.

On avait espéré, Sire, que votre conseil vous tirerait de ce chemin si égaré ; mais votre conseil n’a ni force ni vigueur pour le bien. Du moins madame de M[aintenon] et M. le D. de B[eauvillier] devraient-ils se servir de votre confiance en eux pour vous détromper ; mais leur faiblesse et leur timidité les déshonorent, et scandalisent tout le monde. La France est aux abois ; qu’attendent-ils pour vous parler franchement ? Que tout soit perdu ? Craignent-ils de vous déplaire ? Ils ne vous aiment donc pas ; car il faut être prêt à fâcher ceux qu’on aime, plutôt que de les flatter ou de les trahir par son silence. À quoi sont-ils bons, s’ils ne vous montrent pas que vous devez restituer les pays qui ne sont pas à vous, préférer la vie de vos peuples à une fausse gloire, réparer les maux que vous avez faits à l’Église, et songer à devenir un vrai chrétien avant que la mort vous surprenne ? Je sais bien que, quand on parle avec cette liberté chrétienne, on court risque de perdre la faveur des rois ; mais votre faveur leur est-elle plus chère que votre salut ? Je sais bien aussi qu’on doit vous plaindre, vous consoler, vous soulager, vous parler avec zèle, douceur et respect ; mais enfin il faut dire la vérité. Malheur, malheur à eux s’ils ne la disent pas, et malheur à vous si vous n’êtes pas digne de l’entendre ! Il est honteux qu’ils aient votre confiance sans fruit depuis tant de temps. C’est à eux à se retirer si vous êtes trop ombrageux, et si vous ne voulez que des flatteurs autour de vous.

Vous demanderez peut-être, Sire, qu’est-ce qu’ils doivent vous dire ; le voici : ils doivent vous représenter qu’il faut vous humilier sous la puissante main de Dieu, si vous ne voulez qu’il vous humilie ; qu’il faut demander la paix, et expier par cette honte toute la gloire dont vous avez fait votre idole ; qu’il faut rejeter les conseils injustes des politiques flatteurs ; qu’enfin il faut rendre au plus tôt à vos ennemis, pour sauver l’État, des conquêtes que vous ne pouvez d’ailleurs retenir sans injustice. N’êtes-vous pas trop heureux dans vos malheurs, que Dieu fasse finir les prospérités qui vous ont aveuglé, et qu’il vous contraigne de faire les restitutions essentielles à votre salut, que vous n’auriez jamais pu vous résoudre à faire dans un état paisible et triomphant ?

La personne qui vous dit ces vérités, Sire, bien loin d’être contraire à vos intérêts, donnerait sa vie pour vous voir tel que Dieu vous veut, et elle ne cesse de prier pour vous. »

– II –

Déclaration unanime d’indépendance  
des treize États-Unis d’Amérique réunis en Congrès  
le 4 juillet 1776 à Philadelphie

*(Traduction du texte rédigé par Thomas Jefferson, représentant de la Virginie – sis en son domaine de Montichello, sur les hauteurs de Charlottesville).*

[Retour à la table des matières](#tdm)

« Lorsque dans le cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l’ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la Terre, la place séparée et égale à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent droit, le respect dû à l’opinion de l’humanité oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation.

Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu’une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l’abolir et d’établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l’organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l’expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux supportables qu’à se faire justice à eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu’une longue suite d’abus et d’usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit et de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future. Telle a été la patience de ces Colonies, et telle est aujourd’hui la nécessité qui les force à changer leurs anciens systèmes de gouvernement. L’histoire du roi actuel de Grande-Bretagne est l’histoire d’une série d’injustices et d’usurpations répétées, qui toutes avaient pour but direct l’établissement d’une tyrannie absolue sur ces États. Pour le prouver, soumettons les faits au monde impartial.

Il a refusé sa sanction aux lois les plus salutaires et les plus nécessaires au bien public. Il a défendu à ses gouverneurs de consentir à des lois d’une importance immédiate et urgente, à moins que leur mise en vigueur ne fût suspendue jusqu’à l’obtention de sa sanction, et des lois ainsi suspendues, il a absolument négligé d’y donner attention.

Il a refusé de sanctionner d’autres lois pour l’organisation de grands districts, à moins que le peuple de ces districts n’abandonnât le droit d’être représenté dans la législature, droit inestimable pour un peuple, qui n’est redoutable qu’aux tyrans.

Il a convoqué des Assemblées législatives dans des lieux inusités, incommodes et éloignés des dépôts de leurs registres publics, dans la seule vue d’obtenir d’elles, par la fatigue, leur adhésion à ses mesures. À diverses reprises, il a dissous des Chambres de représentants parce qu’elles s’opposaient avec une mâle fermeté à ses empiétements sur les droits du peuple. Après ces dissolutions, il a refusé pendant longtemps de faire élire d’autres Chambres de représentants, et le pouvoir législatif, qui n’est pas susceptible d’anéantissement, est ainsi retourné au peuple tout entier pour être exercé par lui, l’État restant, dans l’intervalle, exposé à tous les dangers d’invasions du dehors et de convulsions au-dedans.

Il a cherché à mettre obstacle à l’accroissement de la population de ces États. Dans ce but, il a mis empêchement à l’exécution des lois pour la naturalisation des étrangers ; il a refusé d’en rendre d’autres pour encourager leur émigration dans ces contrées, et il a élevé les conditions pour les nouvelles acquisitions de terres. Il a entravé l’administration de la justice en refusant sa sanction à des lois pour l’établissement de pouvoirs judiciaires. Il a rendu les juges dépendants de sa seule volonté, pour la durée de leurs offices et pour le taux et le paiement de leurs appointements.

Il a créé une multitude d’emplois et envoyé dans ce pays des essaims de nouveaux employés pour vexer notre peuple et dévorer sa substance. Il a entretenu parmi nous, en temps de paix, des armées permanentes sans le consentement de nos législatures. Il a affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant de l’autorité civile et même supérieur à elle. Il s’est coalisé avec d’autres pour nous soumettre à une juridiction étrangère à nos Constitutions et non reconnue par nos lois, en donnant sa sanction à des actes de prétendue législation ayant pour objet : de mettre en quartier parmi nous de gros corps de troupes armées ; de les protéger par une procédure illusoire contre le châtiment des meurtres qu’ils auraient commis sur la personne des habitants de ces provinces ; de détruire notre commerce avec toutes les parties du monde ; de nous imposer des taxes sans notre consentement ; de nous priver dans plusieurs cas du bénéfice de la procédure par jurés ; de nous transporter au-delà des mers pour être jugés à raison de prétendus délits ; d’abolir dans une province voisine le système libéral des lois anglaises, d’y établir un gouvernement arbitraire et de reculer ses limites, afin de faire à la fois de cette province un exemple et un instrument propre à introduire le même gouvernement absolu dans ces Colonies ; de retirer nos chartes, d’abolir nos lois les plus précieuses et d’altérer dans leur essence les formes de nos gouvernements ; de suspendre nos propres législatures et de se déclarer lui-même investi du pouvoir de faire des lois obligatoires pour nous dans tous les cas quelconques.

Il a abdiqué le gouvernement de notre pays, en nous déclarant hors de sa protection et en nous faisant la guerre. Il a pillé nos mers, ravagé nos côtes, brûlé nos villes et massacré nos concitoyens. En ce moment même, il transporte de grandes armées de mercenaires étrangers pour accomplir l’œuvre de mort, de désolation et de tyrannie qui a été commencée avec des circonstances de cruauté et de perfidie dont on aurait peine à trouver des exemples dans les siècles les plus barbares, et qui sont tout à fait indignes du chef d’une nation civilisée. Il a excité parmi nous l’insurrection domestique, et il a cherché à attirer sur les habitants de nos frontières les Indiens, ces sauvages sans pitié, dont la manière bien connue de faire la guerre est de tout massacrer, sans distinction d’âge, de sexe, ni de condition. Dans tout le cours de ces oppressions, nous avons demandé justice dans les termes les plus humbles ; nos pétitions répétées n’ont reçu pour réponse que des injustices répétées. Un prince dont le caractère est ainsi marqué par les actions qui peuvent signaler un tyran est impropre à gouverner un peuple libre.

Nous n’avons pas non plus manqué d’égards envers nos frères de la Grande-Bretagne. Nous les avons de temps en temps avertis des tentatives faites par leur législature pour étendre sur nous une injuste juridiction. Nous leur avons rappelé les circonstances de notre émigration et de notre établissement dans ces contrées. Nous avons fait appel à leur justice et à leur magnanimité naturelle, et nous les avons conjurés, au nom des liens d’une commune origine, de désavouer ces usurpations qui devaient inévitablement interrompre notre liaison et nos bons rapports. Eux aussi ont été sourds à la voix de la raison et de la consanguinité. Nous devons donc nous rendre à la nécessité qui commande notre séparation et les regarder, de même que le reste de l’humanité, comme des ennemis dans la guerre et des amis dans la paix.

En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d’Amérique, assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge suprême de l’Univers de la droiture de nos intentions, publions et déclarons solennellement au nom et par l’autorité du bon peuple de ces Colonies, que ces Colonies unies sont et ont le droit d’être des États libres et indépendants ; qu’elles sont dégagées de toute obéissance envers la Couronne de la Grande-Bretagne ; que tout lien politique entre elles et l’État de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement dissous ; que, comme les États libres et indépendants, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, de réglementer le commerce et de faire tous autres actes ou choses que les États indépendants ont droit de faire ; et pleins d’une ferme confiance dans la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement au soutien de cette Déclaration, nos vies, nos fortunes et notre bien le plus sacré, l’honneur. »

– III –

Considérations sur les auteurs français  
qui ont écrit l’Histoire depuis la Révolution

François-René de Chateaubriand

*In tome IV de L’Histoire de France d’Anquetil, Paris, Pourrat Frères, éditeurs, 1838.*

*Dans cette préface épistémologique à l’édition de l’*Histoire de France *de Louis-Pierre Anquetil, qui jette un large regard sur les productions historiographiques de son temps, Chateaubriand passe en revue d’abord les écrivains traditionnels (historiens, mémorialistes, romanciers…)* [[54]](#footnote-54)*, avant de stigmatiser les jeunes auteurs élèves d’Adolphe Thiers et de François-Auguste Mignet («*chefs de l’école descriptive et fataliste *») qui se sont penchés sur l’histoire toute fraîche de la Révolution française (le premier, en dix volumes, entre 1823 et 1827, le second en un volume publié en 1824).*

*Concernant « la Terreur » et les terroristes qui ont sciemment accompli leurs crimes dans cette période, l’auteur des* Mémoires d’outre-tombe *et du* Génie du Christianisme *tire des événements une leçon épistémologique qui conserve aujourd’hui plus que jamais, une incontournable actualité : si l’on veut rester intellectuellement crédible et à la hauteur des événements étudiés, il est impossible de séparer l’histoire politique des questions morales qu’elle pose en la comparant à une «*espèce de machine qui se meut aveuglément par des lois physiques latentes*», rendant la politique « fatale », déterministe, comme « prédestinée », une sorte de « système » au-dessus des hommes («*si l’on sépare la vérité morale des actions humaines, il n’est plus de règles pour juger ces actions*»*). *Cela aboutirait à une pensée qui s’empêche elle-même de penser les choses humaines et la politique, au risque de nous faire accepter n’importe quoi sous couvert de n’importe quel « préjugé ». Sans négliger les contresens d’analyse et la sécheresse du cœur qu’une telle attitude aveugle, voire complice objectivement ou subjectivement impliquerait, Chateaubriand met bien en avant le concept d’*holocauste*, en précurseur de la dénonciation des actes contre l’Humanité*. *Le mot illustre ici les crimes révolutionnaires dûment consignés statistiquement à partir de sources connues dès l’époque, reprises aujourd’hui, malgré la fétichisation de ces faits dits « révolutionnaires », qui n’a pas épargné une certaine historiographie académique, comme pour d’autres périodes mystifiées ultérieurement.* [[55]](#footnote-55)

p. XV-XXIII

« Il s’est formé une petite secte de théoristes de Terreur, qui n’a d’autre but que la justification des excès révolutionnaires ; espèces d’architectes en ossements et en têtes de mort, comme ceux qu’on trouve à Rome dans les catacombes. Tantôt les égorgements sont des conceptions pleines de génie, tantôt des drames terribles dont la grandeur couvre la sanglante turpitude. On transforme des évènements en personnages ; on ne vous dit pas : “Admirez Marat”, mais “Admirez ses œuvres” ; le meurtrier n’est pas beau, c’est le meurtre qui est divin. Les membres des comités révolutionnaires pouvaient être des assassins publics, mais leurs assassinats sont sublimes, car voyez les grandes choses qu’ils ont produites. Les hommes ne sont rien ; les choses sont tout, et les choses ne sont point coupables. On disait autrefois : “détestez le crime, et pardonnez au criminel” ; si l’on en croyait les parodistes de MM. Thiers et Mignet, la maxime serait renversée, et il faudrait dire : “Détestez le criminel et pardonnez… que dis-je, pardonnez ! aimez, révérerez le crime !”

Il faut que l’historien dans ce système raconte les plus grandes atrocités sans indignation, et parle des plus hautes vertus sans amour ; que d’un œil glacé il regarde la société comme soumise à certaines lois irrésistibles, de manière que chaque chose arrive comme elle devait inévitablement arriver. L’innocent ou l’homme de génie doit mourir, non pas parce qu’il est innocent ou homme de génie, mais parce que sa mort est nécessaire, et que sa vie mettrait obstacle à un fait général placé dans la série des évènements. La mort ici n’est rien ; c’est l’accident plus ou moins pathétique : besoin était que tel individu disparût pour l’avancement de telle chose, pour l’accomplissement de telle vérité.

Il y a mille erreurs détestables dans ce système.

La fatalité, introduite dans les affaires humaines, n’aurait pas même l’avantage de transporter à l’Histoire l’intérêt de la fatalité tragique. Qu’un personnage sur la scène soit victime de l’inexorable destin ; que, malgré ses vertus, il périsse : quelque chose de terrible résulte de ce ressort mis en mouvement par le poète. Mais que la société soit représentée comme une espèce de machine qui se meut aveuglément par des lois physiques latentes, qu’une révolution arrive par cela seul qu’elle doit arriver ; que, sous les roues de son char, comme sous celle du char de l’idole indienne, soient écrasés au hasard innocents et coupables ; que l’indifférence ou la pitié soit la même à l’égard du vice et de la vertu : cette fatalité de la chose, cette impartialité de l’homme sont hébétées et non tragiques. Ce niveau historique, loin de déceler la vigueur, ne trahit que l’impuissance de celui qui le promène sur les faits. J’ose dire que les deux historiens qui ont produit de si déplorables imitateurs étaient très supérieurs à l’opinion dont on a cru trouver le germe dans leurs ouvrages.

Non, si l’on sépare la vérité morale des actions humaines, il n’est plus de règles pour juger ces actions ; si l’on retranche la vérité morale de la vérité politique, celle-ci reste sans base ; alors il n’y a plus aucune raison de préférer la liberté à l’esclavage, l’ordre à l’anarchie. Mon *intérêt* ? direz-vous. Qui vous a dit que mon *intérêt* est l’ordre et la liberté ? Si j’aime le pouvoir, moi, comme tant de révolutionnaires ? Si je veux bien abaisser ce que j’envie, mais je ne me contente pas d’être un citoyen pauvre et obscur, au nom de quelle loi m’obligerez-vous à me courber sous le joug de vos idées ? – Par la force. – Mais si je suis le plus fort ? – En détruisant la vérité morale, vous me rendez à l’état de nature ; tout m’est permis, et vous êtes en contradiction avec vous-même quand vous venez, afin de me retenir, me parler de certaines nécessités que je ne reconnais pas. Ma règle est mon bras : vous l’avez déchaîné, je l’étendrai pour prendre ou frapper au gré de ma cupidité ou de ma haine.

Grâce au ciel, il n’est pas vrai qu’un crime soit jamais utile, qu’une injustice soit jamais nécessaire. Ne disons pas que si dans les révolutions, tel homme innocent ou illustre, opposé d’esprit à ces révolutions n’avait péri, il en eût arrêté le cours ; que le tout ne doit pas être sacrifié à la partie. Sans doute cet homme de vertu ou de génie eût pu ralentir le mouvement, mais l’injustice ou le crime accomplis sur la personne retardent mille fois plus ce même mouvement. Les souvenirs des excès révolutionnaires ont été et sont encore parmi nous les plus grands obstacles à l’établissement de la liberté.

Si, taisant ce que la Révolution a fait de bien, ce qu’elle a détruit de préjugés, établi de libertés dans la France, on retraçait l’histoire de cette Révolution par ses crimes, sans ajouter un seul mot, une seule réflexion au texte, mettant seulement bout à bout toutes les horreurs qui se sont dites et perpétrées dans Paris et les provinces pendant quatre ans, cette tête de Méduse ferait reculer pour des siècles le genre humain jusqu’aux dernières bornes de la servitude ; l’imagination épouvantée se refuserait à croire qu’il y ait eu quelque chose de bon caché sous ces attentats. C’est donc une étrange méprise que de glorifier ces attentats pour faire aimer la Révolution. Ce n’est point l’année 1793 et ses énormités qui ont produit la liberté ; ce temps d’anarchie n’a enfanté que le despotisme militaire ; ce despotisme durerait encore si celui qui avait rendu la Gloire sa complice, avait su mettre quelque modération dans les jouissances de la victoire. Le régime constitutionnel est sorti des entrailles de l’année 1789 ; nous sommes revenus après de longs égarements, au point de départ : mais combien de voyageurs sont restés sur la route !

Tout ce qu’on peut faire par la violence, on peut l’exécuter par la loi : le peuple qui a la force de proscrire, a la force de contraindre à l’obéissance sans proscription. S’il n’est jamais permis de transgresser la justice sous le prétexte du bien public, voyez où cela vous conduit : vous êtes aujourd’hui le plus fort, vous tuez pour la liberté, l’égalité, la tolérance ; demain vous serez le plus faible, et l’on vous tuera pour la servitude, l’inégalité, le fanatisme. Qu’aurez-vous à dire ? Vous étiez un obstacle à la chose qu’on voulait ; il a fallu vous faire disparaître ; fâcheuse nécessité sans doute, mais enfin, nécessité : ce sont là vos principes ; subissez-en la conséquence. Marius répandait le sang au nom de la démocratie, Sylla au nom de l’aristocratie ; Antoine, Lépide et Auguste trouvèrent utile de décimer les têtes qui rêvaient encore la liberté romaine. Ne blâmons plus les égorgeurs de la Saint-Barthélemy ; ils étaient obligés (bien malgré eux sans doute) d’ainsi faire pour arriver à leur but.

Il n’a péri, dit-on, que six mille victimes par les tribunaux révolutionnaires. C’est peu ! Reprenons les choses à leur origine.

Le premier numéro du *Bulletin des lois* contient le décret qui institue le *tribunal révolutionnaire* : on maintient ce décret à la tête de ce recueil, non pas, je suppose, pour en faire usage en temps et lieu, mais comme une inscription redoutable gravée au fronton du Temple des lois, pour épouvanter le législateur et lui inspirer l’horreur de l’injustice. Ce décret prononce que la seule peine portée par le *tribunal révolutionnaire* est la peine de mort. L’article 9 autorise tout citoyen à saisir et à conduire devant les *magistrats*, les *conspirateurs* et les *contre-révolutionnaires* ; l’article 13 dispense de la preuve testimoniale ; et l’art. 16 prive de défenseur les *conspirateurs*. Ce tribunal était sans appel.

Voilà d’abord la grande base sur laquelle il nous faut asseoir notre admiration : honneur à l’équité révolutionnaire ! honneur à la justice de la caverne !

Maintenant, compulsons les actes émanés de cette justice.

Le républicain Prudhomme, qui ne haïssait pas la Révolution, et qui a écrit lorsque le sang était tout chaud, nous a laissé six volumes de détails.

Deux de ces six volumes sont consacrés à un dictionnaire où chaque *criminel* se trouve inscrit à sa lettre alphabétique, avec ses *noms*, *prénoms*, *âges*, *lieux de naissance*, *qualités*, *domiciles*, *professions*, *dates et motifs de la condamnation*, *jour et lieu de l’exécution*. On y trouve parmi les guillotinés, dix-huit mille six cent treize victimes ainsi réparties :

|  |  |
| --- | --- |
| Ci-devant nobles | 1278 |
| Femmes idem | 750 |
| Femmes de laboureurs et d’artisans | 1467 |
| Religieuses | 350 |
| Prêtres | 1135 |
| Hommes non nobles de divers États | 13 633 |
| TOTAL | 18 613 |

|  |  |
| --- | --- |
| Femmes mortes par suite de couches prématurées. | 3400 |
| Femmes enceintes et en couches | 348 |
| Femmes tuées dans la Vendée . | 15 000 |
| Enfants id. id. | 22 000 |
| Morts dans la Vendée | 900 000 |

|  |  |
| --- | --- |
| Victimes sous le proconsulat de Carrier à Nantes : | 32 000 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Enfants fusillés | 500 |
|  | Enfants noyées | 1500 |
|  | Femmes fusillées | 264 |
| Dont : | Femmes noyées | 500 |
|  | Prêtres fusillés | 300 |
|  | Prêtres noyés | 460 |
|  | Nobles noyés | 1400 |
|  | Artisans noyés | 5300 |

|  |  |
| --- | --- |
| Victimes à Lyon | 31 000 |

Dans ces nombres ne sont point compris les massacres à Versailles, aux Carmes, à l’Abbaye, à la glacière d’Avignon, les fusillés de Toulon et de Marseille après les sièges de ces deux villes, et les égorgés de la petite ville provençale de Bédoin, dont la population périt tout entière.

Pour l’exécution de la loi des suspects, du 21 septembre 1793, plus de cinquante mille comités révolutionnaires furent installés sur la surface de la France. D’après les calculs du conventionnel Cambon, ils coûtaient annuellement cinq cent quatre-vingt-onze millions (assignats). Chaque membre de ces comités recevait trois francs par jour, et ils étaient cinq cent quarante mille : c’étaient cinq cent quarante mille accusateurs ayant droit de désigner à la mort. À Paris, seulement, on comptait soixante comités révolutionnaires : chacun d’eux avait sa prison pour la détention des suspects.

Vous remarquerez que ce ne sont pas seulement des nobles, des prêtres, des religieux, qui figurent ici dans le registre mortuaire ; s’il ne s’agissait que de ces gens-là, la Terreur serait véritablement la vertu : canaille ! sotte espèce ! Mais voilà dix-huit mille neuf cent vingt-trois hommes non nobles, de divers états, et deux mille deux cent trente et une femmes de laboureurs ou d’artisans, deux mille enfants guillotinés, noyés et fusillés : à Bordeaux, on exécutait pour crime de négociantisme.

Des femmes ! Mais savez-vous que dans aucun pays, dans aucun temps, chez aucune nation de la terre, dans aucune proscription politique, les femmes n’ont été livrées au bourreau, si ce n’est quelques têtes isolées à Rome sous les empereurs, en Angleterre sous Henri VIII, la reine Marie et Jacques II ! La Terreur a seule donné au monde le lâche et impitoyable spectacle de l’assassinat juridique des femmes et des enfants en masse.

Le Girondin Riouffe, prisonnier avec Vergniaux, madame Roland et leurs amis à la Conciergerie, rapporte ce qui suit dans ses *Mémoires d’un détenu* :

« Les femmes les plus belles, les plus jeunes, les plus intéressantes, tombaient pêle-mêle dans ce gouffre (l’Abbaye), dont elles sortaient pour aller par douzaine inonder l’échafaud de leur sang.

On eût dit que le gouvernement était dans les mains de ces hommes dépravés qui, non contents d’insulter au sexe par des goûts monstrueux, lui vouent encore une haine implacable. De jeunes femmes enceintes, d’autres qui venaient d’accoucher et qui étaient encore dans cet état de faiblesse et de pâleur qui suit ce grand travail de la nature qui serait respecté par les peuples les plus sauvages ; d’autres dont le lait s’était arrêté tout à coup, ou par frayeur, ou parce qu’on avait arraché leurs enfants de leur sein, étaient jour et nuit précipitées dans cet abîme. Elles arrivaient traînées de cachot en cachot, leurs faibles mains comprimées dans d’indignes fers : on en a vu qui avaient un collier au cou. Elles entraient, les unes évanouies et portées dans les bras des guichetiers qui en riaient, d’autres en état de stupéfaction qui les rendait comme imbéciles : vers les derniers mois surtout (avant le 9 thermidor), c’était l’activité des enfers : jour et nuit les verrous s’agitaient ; soixante personnes arrivaient le soir pour aller à l’échafaud ; le lendemain elles étaient remplacées par cent autres, que le même sort attendait le jour suivant.

Quatorze jeunes filles de Verdun, d’une candeur sans exemple, et qui avaient l’air de jeunes vierges parées pour une fête publique, furent menées ensemble à l’échafaud. Elles disparurent tout à coup et furent moissonnées dans leur printemps : la Cour des Femmes avait l’air, le lendemain de leur mort, d’un parterre dégarni de ses fleurs par un orage. Je n’ai jamais vu parmi nous de désespoir pareil à celui qu’excita cette barbarie.

Vingt femmes du Poitou, pauvres paysannes pour la plupart, furent également assassinées ensemble. Je les vois encore, ces malheureuses victimes, je les vois étendues dans la cour de la Conciergerie, accablées de la fatigue d’une longue route et dormant sur le pavé… Au moment d’aller au supplice, on arracha du sein d’une de ces infortunées un enfant qu’elle nourrissait, et qui, au moment même, s’abreuvait d’un lait dont le bourreau allait tarir la source : oh cris de la douleur maternelle, que vous fûtes aigus ! mais sans effet… Quelques femmes sont mortes dans la charrette, et on a guillotiné leurs cadavres. N’ai-je pas vu, peu de jours avant le 9 thermidor, d’autres femmes traînées à la mort ! elles s’étaient déclarées enceintes… Et ce sont des hommes, des Français, à qui leurs philosophes les plus éloquents prêchent depuis soixante années l’humanité et la tolérance. […]

Déjà un aqueduc immense qui devait voiturer du sang avait été creusé à la place Saint-Antoine. Disons-le, quelque horrible qu’il soit de le dire, tous les jours le sang humain se puisait par seaux, et quatre hommes étaient occupés, au moment de l’exécution, à les vider dans cet aqueduc.

C’était vers trois heures après midi que ces longues processions de victimes descendaient au tribunal, et traversaient lentement sous de longues voûtes, au milieu des prisonniers qui se rangeaient en haie pour les voir passer avec une avidité sans pareille. J’ai vu quarante-cinq magistrats du parlement de Paris, trente-trois du parlement de Toulouse, allant à la mort du même air qu’ils marchaient autrefois aux cérémonies publiques ; j’ai vu trente fermiers généraux passer d’un pas calme et ferme ; les vingt-cinq premiers négociants de Sedan plaignant en allant à la mort dix mille ouvriers qu’ils laissaient sans pain. J’ai vu ce Baysser, l’effroi des rebelles de la Vendée, et le plus bel homme de guerre qu’eût la France ; j’ai vu tous ces généraux que la victoire venait de couvrir de lauriers qu’on changeait soudain en cyprès ; enfin tous ces jeunes militaires si forts, si vigoureux… ils marchaient silencieusement… Ils ne savaient que mourir. »

Prudhomme va compléter ce tableau :

« La mission de Le Bon dans les départements frontières du Nord peut être comparée à l’apparition de ces noires furies si redoutées dans les temps du paganisme. […]

Dans les jours de fête, l’orchestre était placé à côté de l’échafaud : Le Bon disait aux jeunes filles qui s’y trouvaient : “Suivez la voix de la nature, livrez-vous, abandonnez-vous dans les bras de vos amants”. […]

Des enfants qu’il avait corrompus lui formaient une garde et étaient les espions de leurs parents. Quelques-uns avoient de petites guillotines avec lesquelles ils s’amusaient à donner la mort à des oiseaux et à des souris.

On sait que Le Bon, après avoir abusé d’une femme qui s’était livrée à lui pour sauver son mari, fit mourir cet homme sous les yeux de cette femme, à laquelle il ne resta que l’horreur de son sacrifice ; genre d’atrocités si répétées d’ailleurs, que Prudhomme dit qu’on ne les saurait compter.

Carrier se distingua à Nantes : environ quatre-vingts femmes extraites de l’entrepôt, traduites à ce champ de carnage, y furent fusillées ; ensuite on les dépouilla, et leurs corps restèrent épars pendant trois jours.

Cinq cents enfants des deux sexes, dont les plus âgés avaient quatorze ans, sont conduits au même endroit pour y être fusillés. Jamais spectacle ne fut plus attendrissant et plus effroyable ; la petitesse de leur taille en met plusieurs à l’abri des coups de feu ; ils délient leurs liens, s’éparpillent jusque dans les bataillons de leurs bourreaux, cherchent un refuge entre leurs jambes, qu’ils embrassent fortement, en levant vers eux leur visage où se peignent à la fois l’innocence et l’effroi. Rien ne fait impression sur ces exterminateurs, ils les égorgent à leurs pieds. »

Noyades à Nantes :

« Une quantité de femmes, la plupart enceintes, et d’autres pressant leur nourrisson sur leur sein, sont menées à bord des gabares. Les innocentes caresses, le sourire de ces tendres victimes versent dans l’âme de ces mères éplorées un sentiment qui achève de déchirer leurs entrailles ; elles répondent avec vivacité à leurs tendres caresses, en songeant que c’est pour la dernière fois !!! Une d’elles venait d’accoucher sur la grève, les bourreaux lui donnent à peine le temps de terminer ce grand travail ; ils avancent ; toutes sont amoncelées dans la gabare, et, après les avoir dépouillées à nu, on leur attache les mains derrière le dos.

Les cris les plus aigus, les reproches les plus amers de ces malheureuses mères se font entendre de toutes parts contre les bourreaux ; Fouquet, Robin et Lamberty y répondaient à coups de sabre, et la timide beauté, déjà assez occupée à cacher sa nudité aux monstres qui l’outragent, détourne en frémissant ses regards de sa compagne défigurée par le sang, et qui déjà chancelante vient rendre le dernier soupir à ses pieds. Mais le signal est donné ; les charpentiers d’un coup de hache lèvent les sabords, et l’onde les ensevelit pour jamais. »

Et voilà l’objet de vos hymnes ! Des milliers en moins de trois années, en vertu d’une loi qui privait les accusés de témoins, de défenseurs et d’appel ! Songez-vous que le souvenir d’une seule condamnation inique, celle de Socrate, a traversé vingt siècles pour flétrir les juges et les bourreaux ? Pour entonner le chant de triomphe, il faudrait du moins attendre que les pères et les mères, les femmes et les enfants, les frères et les sœurs des victimes fussent morts, et ils couvrent encore la France. Femmes, bourgeois, négociants, magistrats, paysans, soldats, généraux, immense majorité plébéienne sur laquelle est tombée la Terreur, vous plaît-il de fournir de nouveaux aliments à ce merveilleux spectacle ?

On dit : Une révolution est une bataille ; comparaison défectueuse. Sur un champ de bataille si on reçoit la mort on la donne, les deux partis ont les armes à la main. L’exécuteur des hautes œuvres combat sans péril ; lui seul tient la corde ou le glaive ; on lui amène l’ennemi garrotté. Je ne sache pas qu’on n’ait jamais appelé duel ce qui se passait entre Louis XVI, la jeune fille de Verdun, Bailly, André Chénier, le vieillard Malesherbes et le bourreau. Le voleur qui m’attend au coin d’un bois joue du moins sa vie contre la mienne ; mais le révolutionnaire qui, du sein de la débauche, après s’être vendu tantôt à la cour, tantôt au parti républicain, envoyait à la place du supplice des tombereaux remplis de femmes : quels risques courait-il avec ces faibles adversaires ?

Les prodiges de nos soldats ne furent point l’œuvre de la Terreur ; ils tinrent à l’esprit militaire des Français, qui se réveillera toujours au son de la trompette. Ce ne furent point les commissaires de la Convention et les guillotines à la suite des victoires, qui rétablirent la discipline dans les armées, ce furent les armées qui rapportèrent l’ordre dans la France.

La preuve que ce temps mauvais n’avait rien de supérieur propre à être reproduit, c’est qu’il serait impossible de le faire renaître. Les émeutes, les massacres populaires sont de tous les siècles, de tous les pays ; mais une organisation complète de meurtres appelés légaux, des tribunaux jugeant à mort dans toutes les villes, des assassins affiliés dépouillant leurs victimes et les conduisant presque sans gardes au supplice, c’est ce qu’on n’a vu qu’une fois, c’est ce qu’on ne reverra jamais. Aujourd’hui les individus résisteraient un à un ; chacun se défendrait dans sa maison, sur son champ, dans la prison, au supplice même. La Terreur ne fut point une invention de quelques géants ; ce fut tout simplement une maladie morale, une peste. Un médecin, dans son amour de l’art, s’écriait plein de joie : « *On a retrouvé la lèpre*. » On ne retrouvera pas la Terreur. N’apprenons point au peuple à choyer les crimes ; ne nous donnons point pour une nation d’ogres, qui lèche comme le lion avec délices ses mâchoires ensanglantées. Le système de la Terreur, poussé à l’extrême, n’est autre que la conquête accomplie par l’extermination ; or, on ne peut jamais consumer assez vite tous les *holocaustes*, pour que l’horreur qu’ils inspirent ne soulève pas jusqu’aux allumeurs des bûchers.

La même admiration que l’on accorde à la Terreur, on la prodigue aux terroristes avec aussi peu de raison : ceux qui les ont vus de près savent que la plupart d’entre eux n’étaient que des misérables dont la capacité ne s’élevait pas au-dessus de l’esprit le plus vulgaire ; héros de la peur, ils tuaient dans la crainte d’être tués. Loin d’avoir ces desseins profonds qu’on leur suppose aujourd’hui, ils marchaient sans savoir où ils allaient, jouets de leur ivresse et des événements. On a prêté de l’intelligence à des instincts matériels ; on a forgé la théorie d’après la pratique ; on a tiré la poétique du poème. Si même quelques-uns de ces stupides démons ont par hasard mêlé quelques qualités à leurs vices, ces dons stériles ressemblaient aux fruits qui se détachent de la branche et pourrissent au pied de l’arbre qui les a portés. Un vrai terroriste n’est qu’un homme mutilé, privé comme l’eunuque de la faculté d’aimer et de renaître : c’est son impuissance dont on a voulu faire du génie.

Que, dans la fièvre révolutionnaire, il se soit trouvé d’atroces sycophantes engraissés de sang comme ces vermines immondes qui pullulent dans les voiries ; que des sorcières plus sales que celles de Macbeth, aient dansé en rond autour du chaudron où l’on faisait bouillir les membres déchirés de la France, soit ; mais que l’on rencontre aujourd’hui des hommes qui, dans une société paisible et bien ordonnée, se constituent les mielleux apologistes de ces brutales orgies ; des hommes qui parfument et couronnent de fleurs le baquet où tombaient les têtes à couronne ou à bonnet rouge ; des hommes qui enseignent la logique du meurtre, qui se font maîtres es-arts de massacre, comme il y a des professeurs d’escrime, voilà ce qui ne se comprend pas.

Défions-nous de ce mouvement d’amour propre qui nous fait croire à la supériorité de notre esprit, à la fortitude de notre âme, parce que nous envisageons de sang-froid les plus épouvantables catastrophes : le bourreau manie des troncs palpitants sans en être ému ; cela prouve-t-il la fermeté de son caractère et la grandeur de son intelligence ? Quand le plus vil des peuples, quand les Romains du temps de l’Empire couraient au spectacle des gladiateurs ; quand vingt mille prisonniers s’égorgeaient pour amuser un Néron entouré de prostituées toutes nues, n’était-ce pas là de la *terreur* sur une grande échelle ? Le mot changera-t-il le fait ? Faudra-t-il trouver horrible au nom de la *tyrannie*, ce qu’on trouverait admirable au nom de la *liberté* ?

Placer la *fatalité* dans l’Histoire, c’est se débarrasser de la peine de penser, s’épargner l’embarras de rechercher la cause des événements. Il y a bien autrement de puissance à montrer comment la déviation des principes de la morale et de la justice a produit des malheurs, comment ces malheurs ont enfanté des libertés par le retour à la morale et à la justice ; il y a certes en cela bien plus de puissance, qu’à mettre la société sous de gros pilons qui réduisent en pâte ou en poudre les choses et les hommes : il ne faut que lâcher l’écluse des passions, et les pilons vont se levant et retombant. Quant à moi, je ne me sens aucun enthousiasme pour une hache. J’ai vu porter des têtes au bout d’une pique, et j’affirme que c’était fort laid. J’ai rencontré quelques-unes de ces vastes capacités qui faisaient promener ces têtes ; je déclare qu’il n’y avait rien de moins vaste : le monde les menait, et elles croyaient mener le monde. Un des plus fameux révolutionnaires, à moi connu, était un homme léger, bavard, d’un esprit court, et qui, privé de cœur de toute façon, en manquait dans le péril. Les équarrisseurs de chair humaine ne m’imposent point : en vain ils me diront que, dans leurs fabriques de pourriture et de sang, ils tirent d’excellents ingrédients des carcasses industriellement pilées : manufacturiers de cadavres, vous aurez beau broyer la mort, vous n’en ferez jamais sortir un germe de liberté, un grain de vertu, une étincelle de génie.

Que les théoriciens de Terreur gardent donc s’ils le veulent leur fanatisme à la glace, lequel leur fournit deux ou trois phrases inexplicables de nécessité, de mouvement, de force progressive, sous lesquelles ils cachent le vide de leurs pensées, je ne les lirai plus. »

– IV –

Lire Mein Kampf d’Hitler ?

Jean-Louis Martres

*Professeur de Droit public*

*et de Science politique*

*Université de Bordeaux*

Ce texte est extrait de l’ouvrage de Jean-Louis Martres, *Les Grilles de la pensée politique*, China Century Press Group Co., Limited China Social Science Documentation Press, Hong Kong, 2012, p.149-163, in « Première Partie, Le code manichéen inégalitaire, Commentaires concernant Platon, la politique chrétienne, *Mein Kampf*, L’Islam et Khomeyni, l’écologisme ».

Sur l’apport de Jean-Louis Martres, on peut consulter :

– Pr. Michel Bergès (dir.), [*Analyser les idées politiques. Hommage au professeur Jean-Louis Martres*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/Analyser_les_idees_politiques/Analyser_les_idees_politiques.html), Chicoutimi, Québec, *Les Classiques des Sciences sociales*, février 2017. Téléchargeable sur le site :

<http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/Analyser_les_idees_politiques/Analyser_les_idees_politiques.html>

– Daniel Lagraula, *Penser les idées politiques avec Jean-Louis Martres*, Paris, L’Harmattan, 2018. Daniel Lagraula a participé largement à l’ouvrage cité précédemment. Ce dernier, un des « plus anciens disciples » de l’auteur, a été reçu souvent chez ce dernier à Carbon-Blanc, au-dessus de Bordeaux, qui lui dédicaça – en juillet 2012 – son ouvrage par rapport auquel lui et moi étions en pourparlers avec les Éditions L’Harmattan à Paris, pressenties pour une indispensable publication. Finalement imprimé à Hong Kong en un seul tome (de plus 800 pages) sur décision de l’auteur qui tenait à l’unicité de son œuvre et non à son partage en plusieurs volumes, Daniel Lagraula s’engagea d’en réaliser aussitôt la relecture, plume en main. Dès septembre 2012, il lui fit part de ses observations, en particulier sur les très nombreuses erreurs d’impression et autres qui s’étaient infiltrées, rendant à ses yeux le livre non diffusable. Son auteur approuva immédiatement cet avis et s’y rangea. Il décida de prendre les notes correctives avec lui, puis échangea téléphoniquement avant de partir pour la Chine pour refaire une édition. À son retour, il indiqua ne pas savoir le temps que ces corrections prendraient. Hélas, trois mois après, une crise cardiaque terrassait l’auteur un soir à son domicile. Dès lors tout fut bloqué.

Une édition strictement conforme au texte incluant toutes les corrections et annotations de Daniel Lagraula totalement validées par Jean-Louis Martres, est envisagée à l’initiative du Pr. Michel Bergès pour les *Classiques des Sciences sociales* dans les mois à venir, car il serait absolument souhaitable que cette œuvre complète et corrigée bénéficie d’une promotion à la hauteur de sa pertinence et d’une *véritable édition scientifique* en un seul volume respectant ainsi scrupuleusement la volonté exprimée par Jean-Louis-Martres sur ce point et soit enfin largement partagée.

**Lire *Mein Kampf* d’Hitler ?**

« Les cendres de l’incendie nazi sont si chaudes que leur approche justifie maintes précautions d’ordre moral, comme si le brasier pouvait encore enflammer celui qui s’y penche et faire renaître le monstre. Toute la prudence des historiens, leur souci de neutralité objective, de distance au sujet, utilisés d’ordinaire comme remèdes, semblent soudain pris de court.

Ian Kershaw, dans son magnifique ouvrage sur *Qu’est-ce que le nazisme ?* [[56]](#footnote-56), a su pourtant, trouver la sérénité nécessaire, en commentant les innombrables, mais inégaux travaux consacrés à ce problème. La lecture de ce texte permet immédiatement de regagner une position critique, sans pour autant renoncer à une opinion personnelle, mais, malgré tout, subsiste la crainte inconsciente d’employer les mauvais mots, ceux-là mêmes qui pourraient faire retomber les ténèbres.

De la même façon, Eberhard Jäckel dit, très opportunément dans son *Hitler idéologue* [[57]](#footnote-57) :

“Quoiqu’il en soit, notre étude part de la conviction qu’un portrait sans passion d’Hitler le démasque de façon suffisante pour dispenser d’employer sans cesse des épithètes exprimant la répulsion. Pour notre part nous n’en utiliserons pas, non point par neutralité morale, mais pour le bien de la connaissance”.

Cette attitude ne dispense pas de reprendre à grands traits les multiples problèmes posés par le nazisme afin de mieux situer notre approche. La saisie simultanée des thèses en présence apporte à nouveau la preuve de l’existence d’une structure permanente du débat dans la culture occidentale qui procède par affrontements d’argumentaires contradictoires. Ainsi en va-t-il de la première controverse relative à la nature du système nazi : fascisme, totalitarisme, exception unique. Parle-t-on de la même chose ?

Le totalitarisme s’attache à définir un régime par sa technique, il utilise un critère instrumental, le fascisme s’intéresse davantage à la thématique, quant à la thèse de l’unicité du cas, elle pousse au paroxysme la singularité des cultures et se refuse à entrer dans un débat comparatif. Technologie, thématique, culture, sont des modes d’approche distincts du même problème, mais qui, utilisés de façon « modérée » (c’est-à-dire non radicale et exclusive de toute autre) sont des démarches parfaitement complémentaires. Ian Kershaw le fait d’ailleurs subtilement remarquer. Le nazisme entre bien dans la définition du totalitarisme, au sens où nous l’avons précédemment défini : employer tous les moyens utiles à la réalisation d’un but final. Mais beaucoup de thèmes, et en particulier celui de l’élitisme aristocratique, de l’utopisme agraire, ressortissent clairement du fascisme.

Le deuxième débat entre « intentionalistes » et « structuralistes » concerne à la fois le problème de la place d’Hitler dans le régime nazi et son rôle dans l’élimination des Juifs. Si les premiers reconnaissent un caractère programmatoire au système idéologique d’Hitler, avec des étapes sciemment calculées, les seconds insistent sur l’importance d’une administration chaotique et conflictuelle dans une prise de décision au coup par coup. Ian Kershaw montre fort bien les nuances à apporter à chaque thèse et comment elles peuvent se rejoindre.

En fait les objets historiques ne sont pas des corps simples, et croire qu’un seul fil d’Ariane suffit à dévider l’écheveau des causes et des moyens ne peut que conduire à l’échec. La multiplicité des approches, seule, peut venir à bout de la complexité d’un système qui a mobilisé et modifié la totalité sociale de l’Allemagne. Des discussions inutiles seraient évitées si chacun renonçait à vouloir saisir l’ensemble du problème et ne proposait à la critique des autres que les fruits de sa propre discipline ou spécialité. Le temps des synthèses viendra sans aucun doute, mais dans certains domaines, tout particulièrement dans celui de l’idéologie, beaucoup reste à faire.

Or notre approche est étroitement circonscrite à l’analyse du discours contenu dans *Mein Kampf*. Il nous paraît d’une redoutable efficacité et capable d’expliquer comment il a pu ensemencer la société et distiller ses poisons. Pour autant, et même si cela paraît confirmer la thèse intentionnaliste, il y a un pas qui ne saurait être franchi sans tenir compte de l’incrémentalisme organisationnel. La capacité d’élaborer une doctrine et de la doter d’une vertu programmatoire n’implique pas celle de l’appliquer. D’ailleurs Hitler soulignait lui-même la distinction entre les deux fonctions, en étant certain de pouvoir les réunir entre ses mains.

En effet si le système idéologique d’Hitler a la rigueur et le pouvoir de séduction que nous lui prêtons, son intensité même suffit à modifier les techniques de gouvernement. La réflexion politique chinoise aide à le comprendre dans cet adage résumant la pensée daoïste : « ne rien faire pour tout faire ». Il suffit que la masse, ou plus exactement certains éléments dynamiques, soient suffisamment persuadés de la vérité du dogme pour l’intérioriser et devenir à leur tour des pôles émetteurs. Le pouvoir idéologique, comme celui de la religion, provoque des conversions totales, sources de « l’unanimité » populaire. Dès lors, la volonté « a l’air » de remonter du bas, pendant que le pouvoir charismatique du *Führer* arbitre et encourage par des discours enflammés destinés à renouveler la foi. Et immédiatement les zélotes intégristes font de la surenchère pour séduire ou dépasser le chef. Tel était bien le projet : retrouver un mécanisme « automatique » de gouvernement, fondé sur l’appropriation idéologique par le peuple. Hitler ne s’en cache pas, en invoquant les mérites de l’inculcation de la religion dès l’enfance ou encore en constatant l’efficacité de la propagande marxiste. Négliger la puissance du message, l’enfermer dans un livre méprisé et réputé obscur, fait sauter un maillon essentiel dans l’intelligence de ce type de pouvoir.

Ainsi ni la thèse des « intentionnalistes », ni celle des « structuralistes » ne sont « fausses ». Elles sont justes toutes les deux et décrivent bien les deux parties complémentaires d’un mode de fonctionnement « extraordinaire » du pouvoir. Si la raison politique devient chaotique, si elle échappe à la logique des pays industrialisés, c’est moins par une destruction catastrophique liée à l’incompétence d’un leader faible, mais bien au contraire la preuve de la jonction de deux paroxysmes instituant une forme révolutionnaire de gouvernement.

Songeons à la Révolution culturelle de Mao, dont bien sûr de multiples facteurs témoignent de la différence avec l’hitlérisme, mais dont la réalité politique rappelle trait pour trait celle du nazisme.

L’irruption d’un leader charismatique, armé d’un puissant instrument idéologique, modifie entièrement les assises sociales du pouvoir amenant le peuple au point d’incandescence où se produit la fusion en une meute compacte. L’affectivité triomphe alors de la raison.

À trop vouloir faire du nazisme un phénomène unique et aberrant, à vouloir refuser sa puissance dogmatique et à le qualifier une fois pour toutes « d’opportunisme nihiliste » [[58]](#footnote-58), les risques d’une mise entre parenthèses de ce drame vont croissant. En faire un accident de l’Histoire, c’est reconnaître, implicitement, qu’il a peu de chances de resurgir. Cette position peut conduire à focaliser toute l’attention sur des « revivals » néonazis, alors qu’ils ne sont en rien comparables à leur modèle. Non qu’il ne faille les combattre et les détruire, mais plus utile nous semble d’extirper le mécanisme générateur, toujours à l’œuvre dans les replis de la culture occidentale.

*A priori*, le jugement commun se refuse à la moindre intelligence de cette pensée ; il paraît préférable de l’inscrire parmi les irruptions incontrôlables de l’esprit humain, sorte d’effroyable catastrophe. Sans doute, est-ce là un moyen conjuratoire, qui a le mérite de faire de cette aventure une horrible exception, incompatible avec une quelconque pensée rationnelle.

La thèse du fou, du docteur Folamour, rassure et inquiète en même temps, comme peuvent le faire les tempêtes centennales, possibles, mais rarissimes. L’approche phénoménologique, en éliminant la question des causes, conduit à une sorte de compréhension magique de la réalité où peuvent survenir des événements totalement hors de contrôle et inintelligibles. La renonciation au système causal, a l’extrême inconvénient de repousser l’idée de la possibilité d’événements reproductibles, liés à des lois génératrices. Tout au plus, cela permet-il de rechercher les « rémanents », de les classer dans des poussées racistes et d’user des moyens efficaces pour les brûler. Cette thèse de « l’Alien », surgissant brutalement dans l’histoire occidentale, exonère trop facilement notre culture, dont nous pensons, au contraire, qu’elle contient les mêmes germes et qu’elle continue à les produire de façon permanente.

La catastrophe, en raison de cette myopie singulière, peut donc resurgir à nouveau, là où nous ne l’attendons pas et bien entendu hors de l’Allemagne. Le nazisme n’est pas un tremblement de terre imprévisible, il est un fruit constant, parfaitement explicable du seul fait de nos façons de penser, de notre conception du monde.

De façon surprenante pour certains commentateurs, Eberhard Jäckel va dans ce sens et s’attache à décrire les éléments principaux justifiant de la cohérence de la pensée d’Hitler, au service d’une véritable idéologie et fait apparaître la possibilité d’un « hitlérisme ».

Dès lors nous pouvons nous engager sur cette piste et tenter de décrypter le système de valeurs de *Mein Kampf*, en nous inspirant de préoccupations méthodologiques différentes. Comme le dit Wilhem Reich, le véritable problème du nazisme se situe au niveau de la séduction [[59]](#footnote-59). L’analyse du nazisme à partir d’une induction de ses résultats apocalyptiques conduit à ne plus voir en Hitler qu’un dément obsédé par la possession d’un pouvoir arbitraire. Or, comme le fait Eberhard Jäckel, tenter d’affirmer la cohérence du propos, en démontrant la logique du système hitlérien, constitue déjà une atteinte au sacré.

Nous allons pourtant tenter de justifier cette thèse. Et un des nœuds fatals se trouve bien au niveau de l’idéologie et du maniement des idées.

Pour réussir cette entreprise, il nous faut procéder en suivant trois paliers successifs. Bien qu’il le dénonçât chez les autres, il use de *Mein Kampf* à la façon d’un programme électoral grâce auquel il espère réunir une majorité. Par ailleurs une lecture profonde, rationnelle, destinée à une élite, s’impose parallèlement. Mais les deux approches conjointes en font soupçonner une troisième, par laquelle la construction obéirait à la mise au point d’artifices manipulateurs.

1. Première approche :  
l’appel aux règles démagogiques d’un programme électoral  
afin de séduire le peuple

L’épanouissement de la doctrine hitlérienne se fait dans un milieu démocratique. Pour réussir, il faut donc convaincre une majorité et l’entraîner à soutenir un programme. Le paradoxe d’ailleurs, mais très habilement construit, consiste à utiliser les procédures démocratiques pour renverser le système, de prendre appui sur le peuple pour lui ôter sa souveraineté.

Or la meilleure tactique consiste à mobiliser des majorités potentielles additionnables, dès lors que sont désignées à la vindicte populaire des minorités isolées. En d’autres termes, il suffit d’identifier les cibles majoritaires et de les séduire. Très cyniquement, Hitler a dénoncé la constitution démagogique des programmes électoraux, tout en récupérant la technique [[60]](#footnote-60) à son profit.

– 1 : flatter le Peuple dans son ensemble, le regrouper en une masse collective indistincte en raison du sang commun, du mythe de la race aryenne, race-seigneur, voilà tout le sens de *Völkisch*.

– 2 : Les mâles : héroïsation de l’homme, de l’athlète, du « macho », s’exprimant dans l’éloge du sport, de l’énergie virile, dans l’exaltation du corps (Arno Breker), mais aussi de la femme dans son rôle de mère-reproductrice.

– 3 : Les jeunes. Porteurs de l’avenir, dépositaires du sens de l’histoire. Un rôle majeur leur est promis, ils doivent faire l’objet de toute l’attention du régime au moment de leur formation. L’avantage tactique consiste à briser l’opposition riches/pauvres, et lui substituer celle opposant les jeunes aux vieux.

– 4 : Les paysans. Ils sont encore majoritaires. Hitler reprend toute la mythologie agrarienne de la terre nourricière, où s’enracinent les valeurs essentielles de la société. L’espace leur est promis au terme de la conquête, en tant que nobles dépositaires d’un bien sacré. Le travail manuel exalté permet d’inclure les artisans.

– 5 : L’armée. Elle n’est pas naturellement la plus nombreuse, mais c’est le corps le plus puissant, le mieux organisé, où sont cultivées les valeurs héroïques, hiérarchiques, où règne le principe de responsabilité.

– 6 : Les fonctionnaires. Orgueil de l’ancien Empire, structure du pouvoir, autrefois neutre politiquement et compétente, abusés par la corruption parlementaire.

– 7 : Les protestants, qui représentent deux tiers de la population, sans négliger toutefois sa méfiance à l’égard d’un christianisme dont l’origine juive était indubitable. Il fait l’éloge du catholicisme aux fins de tancer les protestants pour leur mollesse et leur inorganisation. Le catholicisme en effet lui paraît remarquable parce que capable de se renouveler constamment en faisant appel à toutes les classes sociales grâce au célibat des prêtres et à son institution hiérarchique [[61]](#footnote-61).

Maintenant, faisons jouer le principe dyadique ; nous voyons apparaître les catégories minoritaires, sur lesquelles il suffit de faire porter la responsabilité de l’abaissement de l’Allemagne. Joue alors l’effet magique des contraires, dont la vigueur dépend d’un raisonnement erroné : l’inverse du faux est toujours le vrai.

– 1 : Face au Peuple, la minorité des intellectuels, lâches et irresponsables, qui ont conduit à l’abaissement de la morale, au dévoiement des valeurs.

– 2 : Les bourgeois, coupables de s’attacher uniquement à l’argent en vertu de « leur lâcheté proverbiale » et d’avoir provoqué par leur arrogance imbécile, les fondements mêmes de la lutte des classes.

– 3 : Les faibles, handicapés, les malades, atteints par la syphilis, preuve même de la corruption de leurs âmes avant celles de leurs corps. Seule une politique eugénique peut débarrasser le corps social de cette gangrène et rétablir la santé de tous.

– 4 : Les étrangers, coupables d’importer des idéologies mondialistes, de contaminer la pureté de la race par des mariages mixtes, de détruire le sang, en créant des métis incapables, le tout au nom de l’égalité entre les hommes. La France, en particulier sert de bouc émissaire, stimulant utile pour raviver le désir de revanche.

– 5 : Les syndicats et les partis qui ne cherchent jamais à satisfaire les exigences de leurs mandants.

– 6 : Le Juif, internationaliste, race et non pas religion, sans terre, parasitant tous les peuples, recherchant un empire mondial non étatique, grâce aux outils du capitalisme libéral apatride et du marxisme, prônant l’internationalisme prolétarien.

Ainsi se trouvent réunis au service d’un même combat les thèmes anticapitalistes du socialisme et ceux du nationalisme le plus véhément.

La décomposition analytique de la société permet de passer aux valeurs, dignes d’être exaltées pour construire le *Reich* millénaire sur des bases solides, mélange habile de « vertus » traditionnelles, socialistes et aristocratiques.

– 1 : Le travail, principalement celui de la terre, mais aussi celui des ouvriers, dont la condition sociale doit être réévaluée moralement et financièrement, afin de faire cesser les inégalités et de détruire le culte unique du profit.

– 2 : Le mépris de l’or et de l’argent, qui reprend le discours religieux et constitue un thème commun avec le socialisme, mais aussi coïncide avec les représentations idéologiques de l’aristocratie.

– 3 : L’égalité des chances, et la sélection naturelle des élites en fonction de leur santé physique et de leurs compétences. Conséquence du darwinisme social, ce principe permet de briser l’hérédité des classes et promet une accession générale aux postes de responsabilité en fonction du seul mérite. Ceci vaut promesse de mettre fin à la domination et à la reproduction des élites traditionnelles et héréditaires.

Ces valeurs dictent un code de conduite afin de rétablir et de porter au plus haut la capacité toute singulière de la race aryenne, qui mettra fin aux problèmes de l’Allemagne. Les remèdes sont les suivants :

– régénérer la race en donnant la santé à ses membres par la pratique du sport ;

– résoudre le problème social qui fait vivre les pauvres dans des conditions indignes, et leur donnera satisfaction par le plein-emploi et l’élévation du niveau de vie ;

– rendre la dignité grâce à la victoire militaire, qui effacera l’humiliation de la guerre de 14-18 ;

– refaire l’unité allemande par la réunion de toutes les parties séparées vivant dans des États dont le seul but est de « dégermaniser ».

Déjà à ce premier niveau et en utilisant cette grille de lecture, nous trouvons suffisamment de motifs explicatifs – sans doute démagogiques – mais respectant de façon habile, la technique de constitution d’un programme électoral. En fait, il en a bien repris toutes les astuces, et saura en utiliser les ressources pour conquérir le pouvoir.

Néanmoins ce niveau d’analyse est insuffisant pour caractériser une idéologie pleine et entière. Il faut maintenant envisager le texte d’un point de vue structural, afin de le situer par rapport aux autres idéologies régnant à cette époque.

2. La lecture structurale ou le message à l’intelligence

Pour décrypter la structure du discours, nous devons commencer par établir la généalogie du Mal, auquel doit s’opposer, si l’analyse est correcte, un Bien déduit, dont le contenu sera l’inverse symétrique du Mal identifié. En faisant cela, nous rétablissons l’ordre réel de la pensée qui n’est pas celui du discours. Il faut en effet toujours débuter par « l’évidence » du Bien. Seul un recours à l’histoire de la formation d’Hitler, à ses allocutions publiques et ses entretiens privés [[62]](#footnote-62) ainsi qu’aux mémoires de ses collaborateurs, peut permettre d’en retracer fidèlement la genèse. Il est sans doute possible qu’avant l’écriture du texte, le mouvement dialectique entre le Mal et le Bien déduit soit simultané, et provienne d’une navette incessante, dont les éléments se confortent et se justifient réciproquement. Cependant, il est utile de rappeler que le schéma, pour pouvoir fonctionner en tant que piège séducteur, doit reposer sur un Mal concret, observable au niveau des faits et ressenti par tous, comme par exemple la défaite et l’humiliation allemande, l’inégalité sociale et la division des Allemands. L’analyse des causes de ces désastres ouvre la porte à une interprétation personnelle, susceptible d’utiliser et de reprendre des thèmes démagogiques déjà connus et acceptés par l’opinion. Elle doit en outre se présenter sous la forme d’une logique démonstrative, extrêmement rationnelle et cohérente. Le pouvoir de séduction de ce type de discours réside précisément dans le fait qu’il fonctionne comme une boule magique, ne laissant aucune question dans l’obscurité. Le but, une fois atteint, provoque une conversion mettant à l’abri du doute celui qui vient de s’y livrer. D’ailleurs la théorie de la propagande, telle qu’il la livrera, ne sera qu’un reflet du procédé de construction de sa propre idéologie.

Ce tableau appelle quelques remarques afin de le rendre plus compréhensible, car il n’a pas d’autre but que de souligner la logique du raisonnement et son « classicisme » au regard de la culture occidentale.

– 1) Le jeu dyadique, s’il représente une facilité mécanique pour le raisonnement, induit cependant la nécessité d’un fondement extérieur à celui qui le professe. Hitler se doit donc de faire appel à un sens de l’Histoire, déterministe, dont il est à la fois le prophète et l’agent. Ainsi, sa pensée trouvera sa vérité dans une transcendance supérieure par nature à sa simple opinion en tant qu’un individu. Faut-il encore que ce sens de l’Histoire ne soit pas lui-même réduit à un simple jugement de valeur optimiste. Hitler n’aura de cesse d’invoquer la Divine Providence ; et aux fins de ne pas choquer ses représentants sur terre, tantôt il rassure l’Église catholique en faisant l’éloge de sa continuité et de la séparation du Spirituel et du Temporel, tantôt il la presse d’inculquer le primat de la race et d’oublier le péché originel, toutes conditions nécessaires à la « réforme » du protestantisme.

Il est difficile pour Hitler de revendiquer directement le titre de Prophète (encore que certains passages montrent bien l’intérêt qu’il y trouverait si cette qualité pouvait lui être reconnue). Mais il ne peut s’en décerner le titre directement. Aussi il invoquera, faute de mieux, les Lois du Seigneur qui, « de toute évidence », ont été faites pour préserver le Sang et la Race !!!

Il ne saurait s’arrêter en si bonne route, il va donc recourir à la Science et tirer constat de la barrière existant entre les espèces : la règle du non-métissage des races ! L’absence de fertilité des mules lui apporte la « preuve » de l’interdit !

Beaucoup de commentateurs ont relevé l’extrême faiblesse, voire l’absurdité du passage de *Mein Kampf* relatif au métissage. Et sans aucun doute il est grotesque. Mais il n’en est pas moins indispensable au titre des effets induits du raisonnement manichéen qui exige de trouver le fondement de toute règle dans un phénomène objectif non contestable.

Indépendamment du fait qu’il y ait beaucoup d’athées ou d’agnostiques pour qui le soutien de Dieu serait plutôt un repoussoir, Hitler doit rechercher auprès de la Science des preuves déterminantes. Il y est de toute façon contraint, puisque le marxisme se prétend scientifique et qu’il ne peut faire moins dans la lutte qui les oppose. À l’aide du darwinisme, il en appelle au principe de la sélection naturelle en tant que règle générale de l’évolution. Il en déduit immédiatement « l’évidence » du principe aristocratique et, grâce à ce postulat, il se trouve dans la position souhaitée de détenteur de la Vérité. Ont donc été appelés à devenir les piliers du système, Dieu, la Nature et la Science. Il attend du cumul opportuniste des légitimités anciennes et modernes un renforcement de ses propositions dogmatiques. Mais il en espère aussi dans leur capacité de faire barrière au sens de l’Histoire du marxisme.

– 2) Le primat de la politique extérieure s’impose également comme effet paradoxal du nationalisme. Décidé à combattre à armes égales les principes marxistes du matérialisme de l’internationalisme prolétarien, il lui faut défendre un nationalisme expansionniste qui emprunte à l’idéalisme kantien l’idée d’une prédestination, mais, dans ce cas, réduit à la seule Allemagne. Il consacre de nombreux développements à la race aryenne, à la terre, à la pureté du Sang, à la condamnation du capitalisme apatride, afin de resserrer les liens du peuple allemand, et lui permettre une souveraineté mondiale. « L’évidence » du propos découle directement de la supériorité de la race aryenne. La xénophobie avouée dilate la conscience d’un peuple humilié et lui permet de retrouver le thème romantique qui vient de Herder et pousse au paroxysme le refus de l’universalisme des Lumières. Mais en même temps la théorie de l’espace vital, fruit de la lutte pour la vie, qui doit assurer aux meilleurs toutes les terres dont ils ont besoin pour se nourrir, conduit à considérer comme « naturelle » la guerre de conquête et l’extension du territoire. Il fixe ainsi un des objectifs prioritaires du système hitlérien.

Et comme la terre doit être contiguë, seule la Pologne ou la Russie comme la Tchécoslovaquie et l’Autriche, peuvent donner lieu à un accaparement. De ce fait la politique extérieure revient au premier plan, mais non pas à la façon spontanée et révolutionnaire de l’alliance internationale des classes travailleuses, mais comme le résultat d’un effet de puissance et de coalitions stratégiques entre États, afin de dépouiller les tiers les plus faibles. D’où la critique adressée à la Triplice, et les multiples arguments donnés et maintenus en faveur d’une alliance anglaise, afin de la rassurer sur le refus de l’Allemagne à se lancer dans une politique coloniale ou à la concurrencer sur mer. En donnant des gages à la Grande-Bretagne et spécialement celui de ne pas toucher à son Empire, il attend qu’elle lui laisse mains libres sur le continent. L’extravagante équipée de Rudolf Hess montrera la persistance du thème.

– 3) Tout aussi intéressant est l’artifice utilisé pour concilier le principe aristocratique avec la suprématie de la volonté du peuple dont serait issu le chef, responsable devant lui. L’astuce est trouvée grâce au concept de Peuple-Seigneur, qui unit formellement les deux principes. Dans les démocraties le Peuple est souverain, ce qui lui donne prééminence sur les gouvernants, dans le système hitlérien il devient Seigneur, assuré – moralement – d’une supériorité sur tous les autres peuples. Raison supplémentaire pour proclamer l’évidence de la hiérarchie des races et de l’exprimer par un mépris brutal à l’égard de toutes les autres, jugées inférieures : cafres, nègres, juifs, etc. Renforcer l’orgueil allemand profitera au chef de meute, dépositaire de la volonté collective.

– 4) Le rôle dévolu à l’État, simple instrument du pouvoir, semble étonner un certain nombre de commentateurs. Pourtant il est normal que seule l’aristocratie du parti-élite et son chef soient les détenteurs réels de la Vérité, l’État n’est qu’outil et procédures au service d’un message historique qui le transcende. Le même mécanisme joue d’ailleurs dans la République de Platon et dans le communisme institutionnel.

Les libertés. Des remarques identiques s’imposent, directement inspirées par la logique manichéenne. La liberté ne peut être la possibilité de faire le Mal, elle consiste à concourir de toutes ses forces à la réalisation des lois de l’Histoire. Le Parti les connaît le mieux, il est donc à même de décider de la marge de choix dont disposeront les citoyens.

« Non, l’homme n’a qu’un droit sacré et ce droit est en même temps le plus sain des devoirs, c’est de veiller à ce que son sang reste pur pour que la conservation de ce qu’il y a de meilleur dans l’humanité rende possible un développement plus parfait de ces êtres protégés. »

3. Lecture technologique  
ou les techniques de gouvernement

Il est cependant permis de se demander, si ce deuxième niveau épuise la malignité du discours, et s’il n’est pas possible d’en proposer un troisième, d’ordre purement technologique. Nous serions autorisés alors à présenter le nazisme comme une idéologie du « second degré », tirant les bénéfices d’une analyse critique de la pratique de ses rivales. Cette extension du sens permettrait d’intégrer la critique d’opportunisme qui lui est souvent adressée. D’ailleurs, la capacité d’adaptation aux circonstances existe aussi dans la praxis marxiste, et il ne faudrait pas surévaluer un argument dont Jäckel a définitivement réduit la portée.

Notre souci est ailleurs ; si Hitler a saisi les ressorts profonds du manichéisme inégalitaire, et a donc cherché à actualiser sa structure, il ne le fait que pour se situer au niveau des deux idéologies concurrentes, le marxisme et le capitalisme dans leur version dogmatique. Il se doit de trouver une troisième expression, susceptible de détruire les fondements des deux autres, tout en récupérant leur capacité mobilisatrice. Son ambition dépasserait donc celle de construire un système explicatif du monde pour atteindre une véritable technologie du pouvoir, usant des ressorts des idéologies modernes.

Dans les deux cas précédents, le « fonctionnement » du système provient de la séparation entre l’idéologie et la politique, qui, elle, est chargée de décliner en termes quotidiens les moyens utiles à la réalisation des objectifs du discours. Or lui prétend réunir les deux et combiner la théorie et la pratique dans un mouvement rectiligne et constant. Pour ces raisons il n’est pas sûr que l’on puisse considérer son œuvre comme du même type que celle de Marx. Le regard qu’il porte sur les doctrines existantes le pousse à en extraire la mécanique de puissance, plutôt que de s’attarder sur la révélation ultime d’une « Vérité scientifique ». Attitude qui relève de la manipulation et implique une véritable distance par rapport aux modèles. Le machiavélisme des moyens l’emporterait ainsi sur la méthode pour décrypter le sens de l’Histoire.

Il est utile de rappeler les règles de fonctionnement d’un système marxiste […].

L’avènement du communisme en Urss s’accompagne de la création d’un nouveau système politique qui, s’il conserve l’autoritarisme tsariste, innove cependant considérablement.

Tout d’abord le centralisme démocratique profite au pouvoir, d’autant plus qu’il existe un double circuit, l’un concernant l’État, l’autre le parti. La plus haute instance de celui-ci, le Secrétaire Général, détient l’effectivité du gouvernement. Les discussions sont puissamment relayées par un appareil de propagande qui, depuis l’enfance, enferme les « sujets » dans un univers d’héroïsme partisan, de lutte obsidionale contre l’ennemi capitaliste et impérialiste. Le puritanisme brime tout élan passionnel qui ne servirait pas le culte de l’État et de sa toute-puissance. Au-dessus flotte l’image paradisiaque d’une Cité communiste dont les générations suivantes pourront jouir à leur guise, au terme de la transformation ou de la métamorphose de l’homme. L’appareil oppressif nécessité par la période de dictature du prolétariat entend bénéficier cependant du zèle des convertis, pionniers et autres héros kolkhoziens, entièrement dévoués à la Vérité scientifique des Lois de l’Histoire. La nécessité de chasser le Mal, incarné dans la bourgeoisie, maintient la société en alerte et la fait vivre dans la crainte d’un retour offensif du système honni. Tous les éléments sont alors réunis pour laisser les mains libres à des dirigeants dont les actes seront justifiés par la « *praxis* », indispensable outil opportuniste de réalisation de l’Histoire.

En d’autres termes, la machinerie idéologique permet la justification d’un leader omnipotent et arbitraire, s’appuyant sur un appareil partisan, disposant de tous les moyens de la propagande pour tenir le peuple captif, bien que souverain présumé !

L’opération technologique consister donc à remplacer le mot classe par le mot race et à substituer le juif au bourgeois. Le fondement « scientifique » ne s’appuie plus sur le développement de la technique et de l’économie comme instance en dernier ressort, mais sur un darwinisme social intellectuellement fragile, laissant à la sélection naturelle le soin de conduire l’Histoire. Comme dans le marxisme, offrant, grâce à la praxis, la fenêtre stratégique la plus large au gouvernant, il y aura place pour le volontarisme de l’avant-garde en charge de restaurer un « sang » corrompu par le métissage. Les Volontés du Seigneur serviront d’argument-relais pour convaincre ceux qui resteraient fidèles à la Foi. Le Sang et la Terre, sublimés en tant que valeurs mythiques et magiques de la tradition, aideront à persuader de l’évidence de la hiérarchie de races, et donc de laisser les mains libres aux supérieurs pour maîtriser l’espace. Le thème nationaliste implique une certaine xénophobie « naturelle », mais qui, ici, atteint les dimensions d’un dogme, grâce à la surestimation des lois de l’évolution. En même temps, Hitler a tenu compte de l’immanence du progrès humain, considéré comme un des attributs « naturels » de l’évolution des espèces. Cette lecture génétique de l’Histoire n’est pas absente du modernisme ou même du postmodernisme. D’une certaine façon, il approfondit l’idée d’un fondement scientifique comme cause du déroulement des faits qu’avait développé Marx.

De la même façon que le marxisme résout la contradiction entre l’aspiration à une démocratie totale et la nécessité d’un guide omnipotent, grâce à l’existence d’un Parti unique dépositaire de la Vérité, Hitler conjugue le problème de l’aristocratisme élitiste de ses thèses avec la volonté populaire, en proclamant les Allemands Peuple-Seigneur. Nous avons déjà évoqué ce point, mais nous tenons à insister ici sur le caractère mimétique de la procédure. Nous retrouverons dans la deuxième partie cette idée de l’imitation, comme source d’un certain nombre de changements dans la pensée.

Il n’est pas étonnant qu’il explicite doctement l’idée de l’État instrument au service du détenteur de la Vérité, du Parti et de son chef, afin de lui enlever toute chance d’acquérir une légitimité scientifique.

Une fois le Mal désigné, les Juifs [[63]](#footnote-63), à l’instar des capitalistes, devront se soumettre à une destruction programmée. La construction a besoin du « Juif », indispensable à la cohérence du système puisqu’il faut une proie, clairement identifiée et indispensable à la panoplie du chasseur. Sa disparition sera la condition de l’apparition de l’État idéal, une fois l’impureté chassée. « L’avantage » de l’extériorisation sur une cible physique et accessible permet une victoire visible comptabilisée au profit du détenteur de la Vérité. Il repose toujours sur le même mécanisme : à défaut de créer le Bien, le pouvoir se prévaut d’avoir désigné le Mal et le nombre de morts atteste de sa puissance. Surtout, n’oublions pas que l’antisémitisme de cette époque n’a pas les mêmes couleurs que celui de notre temps. Le déicide, vieux thème chrétien, a conduit au ghetto, avant que la haine de l’autre ne procure un fondement banal, mais commun au racisme nazi. Le Protocole des Sages de Sion, fréquemment invoqué par Hitler, a été rédigé en France à la demande du gouvernement tsariste en 1901.

Le deuxième emprunt technologique est fait à l’Église, plus spécialement catholique, dont les éloges ne manquent pas tout au long de *Mein Kampf* [[64]](#footnote-64). De plus, il saisit, à la suite de Machiavel, l’intérêt de susciter dans l’opinion une croyance qui sacralise le pouvoir. Il en apprend les avantages d’une foi unique, empressée à combattre les hérésies afin de conserver le monopole de la Vérité. Le mécanisme, réduit à son aspect technologique, trouvera dans la propagande une machine inlassable de persuasion capable d’inculquer la nouvelle foi. Il en fera la théorie et la haussera au niveau d’un instrument symbolique de la modernité, qui effectivement trouvera plus tard son champ d’application dans le marketing économique. Également indispensable, la formation initiale de la jeunesse aux fins de lui inculquer les principes de la démiurgique « Vérité ». Remarquons que cette technologie était déjà utilisée et banalisée par le communisme partout où il s’était installé et qu’elle puisait une partie de son efficacité dans l’émotion et l’affectivité. Il vise bien à réunir, comprendre et croire.

Rousseau d’ailleurs l’avait également proposé en posant les principes d’une religion civile. Toutes choses que repère Marcuse à juste titre. La reconstitution de la meute ou du clan grâce à la fusion des individus dans une entité collective libère une formidable puissance au profit des gouvernants. Mais ce serait insuffisant sans une prodigieuse mise en scène de la présence charismatique du chef grâce à la radio et aux cérémonies grandioses, telle celle du stade de Nuremberg véritablement mise en scène par Albert Speer. La fanatisation des foules naît de l’invention d’une liturgie moderne ressuscitant par une opération de transfiguration la magie du pouvoir, brisant d’un seul coup la préoccupation rationnelle qui semblait pourtant devenir partout prépondérante. L’ennui démocratique aida beaucoup au succès de ce spectacle sans cesse renouvelé !

Cette instrumentalisation du génie des systèmes manichéens inégalitaires antérieurs, ouvre sur de redoutables questions : celle de la manipulation idéologique et celle de la relation au marxisme, en tant que cause de l’hitlérisme.

La subtilité de *Mein Kampf* vient de la capacité de Hitler à utiliser les recettes de la croyance idéologique pour conquérir le pouvoir. Ce besoin proviendrait de sa haine du communisme qui susciterait chez lui un réflexe de réaction. Mais, en même temps, il ne peut davantage accepter les règles du capitalisme conduisant à la démocratie et à la quasi-indépendance de l’économie. Piller à la fois le mécanisme de l’ennemi et en utiliser les techniques de pouvoir aux fins de le combattre, montre bien l’intérêt de la doctrine hitlérienne. Un homme, pratiquement seul, a pu, pas à pas, gravir les marches du pouvoir et mobiliser toute une nation. Le marxisme devant son reflet n’a vu que du fascisme, refusant ainsi sa monstrueuse descendance et avec autorité s’empressa de renvoyer au capitalisme la responsabilité de cette filiation inavouable. Pourtant l’anticommunisme du texte a attiré et fourvoyé une génération d’intellectuels français qui, par crainte de la Révolution prolétarienne internationale, se sont arc-boutés sur la défense d’un nationalisme paroxystique.

Les sociétés blessées réagissent-elles comme des organismes sécrétant des anticorps afin d’éliminer les toxines qui les détruisent, au risque de périr des effets d’un remède aussi terrible que le mal ? La politique des groupes gauchistes qui, en multipliant les attentats, pensent subvertir les démocraties en les obligeant à réagir par la répression et perdre ainsi leurs caractères de société ouverte semblerait confirmer cette approche. Thèse qui rejoint également la position marxiste lorsqu’elle prétend que le fascisme est la phase ultime du capitalisme, se défendant de la mort dans les derniers moments de l’agonie. Ces hypothèses systémiques pourraient être utilisées pour suggérer l’idée d’un spasme fasciste, conditionné par un réflexe de défense des démocraties face à la pression marxiste et à la généralisation de la règle égalitaire. Ces rapprochements semblent se référer à une recherche des causes, mais ces hypothèses mettent surtout en question la nature des idées. Et dans ce cas, elles ressembleraient à une sorte de mécanique des fluides s’interpénétrant et provoquant des réactions de symbiose ou au contraire de rejets explosifs. Au fond, nous avons déjà esquissé ce type d’explication, en montrant que les forces entrées en contradiction débouchent rarement sur une prétendue synthèse, mais au contraire se superposent, laissant dans le fond du creuset social les « liquides » les plus lourds, sur lesquels viennent se positionner tous ceux amenés par les vents de l’opinion.

Mais cette vision rationnelle de la question ferait peu de cas de la complexité si elle n’était pas renforcée par une autre hypothèse. Nous pourrions, à titre complémentaire, faire appel à une sorte d’explication subliminale, décelant un bruit de fond en arrière de l’œuvre, comme un grondement sourd de tambours appelant la transe. Incontestablement l’Allemagne était blessée et la doctrine hitlérienne réveillait la douleur sous prétexte de la panser. Ainsi chaque plaie fouaillée et ouverte avec complaisance, permet de comprendre la maladie, identifiée, donc curable. À partir de ce diagnostic pervers, il tire les bénéfices de la médecine de Knock. Privilégiant une approche discontinuiste et passionnelle il propose des remèdes répartis sur deux registres temporels, le passé mythifié et le futur embelli. Le *Reich* de Mille Ans répond à la saga des chevaliers teutoniques, à l’orgueil de l’Empire, et l’union immédiate des Germains, par la force si nécessaire, donne sa crédibilité à un projet qui conditionne la restauration de la gloire nationale par l’expulsion des Juifs. À l’occasion il s’approprie les thèses de Herder et demande à Wagner et à Nietzsche de lui servir de caution. Une technologie bâtie sur la rupture se superpose à l’enchaînement rationnel, aux fins de toucher les points sensibles de l’opinion. Se constitue alors progressivement une chambre d’écho, où la propagande constante de slogans flatte, aveugle et assourdit le peuple. Le nazisme, réduit à une vulgate, indéfiniment réverbéré par la voix du Führer, par les images, l’art, l’architecture, enferme les individus dans une prison les privant de tout horizon alternatif. L’Allemagne emmurée dans le nazisme ne voyait plus que le Führer, astre polaire de la société, et faisait siennes toutes ses peurs et ses haines. Il suffisait au phare d’émettre sa lumière pour fasciner sa proie déjà consentante.

À ce niveau de pression, comme dans le marxisme, le mépris pour le livre manifeste les réserves des intellectuels ne peuvent faire barrage à un phénomène extraordinaire qui submerge toutes les digues et échappe aux moyens habituels de contention. Ses thèses furent reçues dans un terrain déjà préparé, car la conscience populaire ressentait les maux du temps présent et recherchait avidement à la fois la connaissance des causes et les remèdes. La métamorphose du texte va aider à son rayonnement en ce sens que la source explicite va s’effacer, se réduire à une grammaire minimale de mots séducteurs, énoncée d’abord par le leader charismatique, reprise ensuite par les médias. Les mots sont absents de la politologie ordinaire pour qualifier le phénomène. Il faudrait réhabiliter un très ancien vocabulaire relatif aux mythes de l’enchantement et aux cérémonies de la magie noire, aux charmes, au faste des Rois, faire appel aux sentiments comme ceux exprimés par la grandeur ou l’humiliation, ou bien encore citer les sciences exactes, pour retrouver dans le domaine social la catalyse, la fusion, l’expansion des gaz, la contagion des maladies. Réussir à exprimer ce mouvement tellurique, à en déceler la prochaine éruption nécessiterait un sismographe qui n’existe pas encore. Quand le mécontentement, à quel moment ou à quel seuil se produit la réaction fatale ? Mais le pouvoir peut-il être malade ?

Marcuse au fond pressent cela en parlant de la chaude matière émotionnelle déversée sur une froide société mécanique-mystique, thèse qui, déjà, oblige à ne pas négliger la psychologie des masses.

Mais est-on autorisé à pousser la métaphore assez loin pour accepter l’idée d’une collectivité en fusion réagissant de manière unanime à la voix du chef de meute. Y a-t-il dans cet appel au tréfonds de l’homme, une force démiurgique qui, d’un seul coup, brise l’individu et le transforme en un atome à la fois soumis et heureux de sa puissance nouvelle ? Y a-t-il eu pendant de laps de temps la création d’une « Nation », fabriquée à partir de mythes anciens et d’espoirs utopiques, entièrement attachée à la poursuite de sa proie, dont elle attendait la mort pour assurer sa survie ?

En un mot le nationalisme du XIXe siècle trouve-t-il suffisamment de force pour détruire la démocratie naissante et écraser les idéologies rivales ? Ou est-ce, à l’inverse, la platitude du marais démocratique qui appelle l’enchantement des grands fauves blonds ? Ou bien encore, l’inacceptable égalité suscitait-elle ce retour aristocratique brutal ? Toutes ces hypothèses peuvent être expérimentées, mais toutes rendent hommage à la puissance du verbe et de l’idée.

Resterait alors une ultime méfiance à l’égard précisément de ce vieux fond manichéen de la culture occidentale, toujours prêt à un retour offensif et déterminé à couper les chemins vers un monde relativiste. »

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

Deuxième partie

ÉCRITS DE DOMINIQUE  
D’ANTIN DE VAILLAC

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

– I –

HISTOIRE

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– I –**

**HISTOIRE**

*Analyse critique de l’intégrisme  
politico-religieux catholique*

Dominique D’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

L’Église catholique de France est déchirée depuis le Concile Vatican II par deux tendances fermement opposées que l’on peut qualifier – non sans approximation – de progressisme et de traditionalisme. Cette fracture, qui n’est pas nouvelle, est une double continuation.

Sur le plan religieux, elle se réclame de la réaction du Magistère romain contre le « modernisme » manifesté par plusieurs textes radicaux, « *Quanta Cura* » et « Syllabus » (1864), sous le pontificat de Pie IX, et surtout « *Pascendi* » (1907), accompagnée du « serment antimoderniste » 1910) imposé au clergé par saint Pie X. Le concile Vatican II restera marqué par deux tendances qui perdurent encore : celle des traditionalistes, héritiers des antimodernistes, et celle des « progressistes », majoritaires lors du concile dont plusieurs textes découlent de leur influence prépondérante.

Sur le plan politique, les filiations ne sont pas moins décisives : jusqu’à la fin du XIXe siècle et au fameux « ralliement » exprimé lors du « toast d’Alger » par le cardinal Lavigerie (1890) [[65]](#footnote-65), l’Église officielle ne cesse de condamner l’héritage révolutionnaire français, autant pour ses acquis (les droits de l’Homme opposés aux droits de Dieu), que pour ses fondements (l’esprit des Lumières agnostique et anticlérical). Déconcertés par ce revirement tardif, les monarchistes français, à grande majorité catholiques, rejoindront en masse les rangs de l’*Action française* où l’idéologie répandue par Charles Maurras servira de ralliement à tous les antirépublicains. Ils y retrouveront des thèmes déjà en vogue lors des réactions antirévolutionnaires, tels que l’antilibéralisme, l’anticapitalisme, et un nationalisme revisité, trouvant sa légitimité dans l’ordre naturel, et non dans les constructions révolutionnaires. Mais Charles Maurras est athée, il défend le catholicisme tout en le déchristianisant. Fin 1929, deux condamnations pontificales rendent incompatibles l’engagement dans l’*Action française* royaliste et l’exercice de la religion catholique. Pour la deuxième fois, l’amalgame politico-religieux est mis à mal, et, cette fois, pour des motifs religieux. Celui que l’on attendrait lors de l’épisode de Vichy est beaucoup moins homogène : les catholiques se partagent entre le soutien au Maréchal Pétain et l’engagement dans la Résistance (par exemple à travers le mouvement autour des *Cahiers du Témoignage chrétien* du Révérend-Père Pierre Chaillet, honorable correspondant du Service de Renseignement français en Autriche et en Hongrie avant la guerre, qui participa activement aussi à l’aide aux Juifs persécutés).

Dans l’immédiat après-guerre, l’essor de la Démocratie chrétienne dans plusieurs États européens a pu offrir une voie de conciliation possible entre appartenance religieuse et engagement politique, sans pour autant rallier à elle les tenants de la vieille droite catholique, antirépublicaine et antidémocratique. Les évolutions conciliaires et post-conciliaires de l’Église, marquées par *l’ouverture au monde*, la réforme liturgique, puis, sous le pontificat de Jean-Paul II, par l’adhésion à la défense des droits de l’Homme, ont provoqué une radicalisation du courant antimoderniste, devenu anticonciliaire. Initiée et développée non sans succès [[66]](#footnote-66) par Mgr Marcel Lefebvre, et aboutissant à son excommunication en 1988, la dissidence, désormais qualifiée « d’intégriste » est avant tout d’ordre religieux. Elle porte essentiellement sur l’interprétation de la Tradition dans le catholicisme, qu’elle considère comme définitivement aboutie depuis le Concile de Trente (1545-1563), en refusant toute évolution, en particulier en matière liturgique. Mais le voisinage avec les thèmes de la réaction politique catholique est explicite au sein de la Fraternité Saint Pie X, fondée par Mgr Lefebvre : l’antimodernisme, l’antilibéralisme, le refus de la laïcité, la nostalgie d’une Chrétienté disparue du paysage social, sont des thèmes entretenus qui continuent de mobiliser les ouailles et d’alimenter un activisme politique groupusculaire, animé dans ce cas précis par l’Institut *Civitas* [[67]](#footnote-67). Ce « petit reste », qui s’estime dépositaire du catholicisme le plus pur, concentre et exprime, dans sa version extrême, les interférences mouvementées entre le *spirituel* et le *temporel* qui n’ont cessé de préoccuper la Papauté depuis la Révolution française, dans un sens défensif [[68]](#footnote-68). Plus que dans toutes les autres mouvances, qui caractérisent aujourd’hui un catholicisme pluriel, « l’intégrisme » catholique s’entretient du voisinage, si ce n’est de l’amalgame, entre ce qui appartient à Dieu et ce qui relève de César. Ces combinaisons, pourtant déconseillées par l’*Évangile*, conduisent inévitablement à poser la question de la primauté – ou non – de l’idéologie politique sur l’engagement spirituel. Cette interpellation qui n’a cessé de poursuivre prioritairement les ailes progressistes de l’Église (notamment le catholicisme social au XIXe siècle, « Le Sillon » de Marc Sangnier, au début du XXe siècle, l’*Action française de Maurras*, Léon Daudet et Pujo, puis, plus tard, le mouvement des « prêtres ouvriers »), à cause de ses compromissions plus ou moins explicites avec le républicanisme et aussi avec le marxisme, peut-elle s’appliquer aussi à la « droite » du Christ ? La question n’est pas simple à résoudre et elle est peut-être éternelle. Elle est, en tout cas, posée comme telle depuis le saint Augustin de la « Cité de Dieu ».

1. L’enseignement des attitudes politiques  
et ses limites

La mise en évidence d’une relation entre appartenance confessionnelle et préférence partisane est une préoccupation presque constante de la science politique française du XXe siècle. Le *Tableau politique de la France de l’Ouest* [[69]](#footnote-69)\* sous la IIIe République est l’ouvrage fondateur d’André Siegfried, qui a inspiré l’École de géographie électorale développée par la Fondation nationale des sciences politiques. Les corrélations qu’il a dégagées entre pratique religieuse et vote conservateur furent confirmées par les études ultérieures, notamment celles de François Goguel et Georges Dupeux. Les sociologues Guy Michelat et Michel Simon [[70]](#footnote-70), sur le tard (1960-70), ont identifié, grâce à des entretiens qualitatifs, deux systèmes culturels bien distincts celui des catholiques déclarés, défenseurs des valeurs d’une France encore rurale, attachés à la propriété, opposés à la lutte des classes, et marquant leur préférence pour la droite modérée ; celui des indifférents et des sans religion, ou encore des non-pratiquants, jugeant l’Église alliée du capitalisme, trop hiérarchique, et fidèles au vote de la classe ouvrière, communiste ou socialiste. Leurs conclusions sont formelles :

« Manifestement la variable religieuse est la variable lourde, explicative en dernier ressort, en sociologie électorale [[71]](#footnote-71).»

Une fois la constatation établie, quelles sont les explications que tentent ces deux auteurs ? L’une, historique, invoque l’idéologie réactionnaire de l’Église du XIXe siècle, mais elle oublie les revirements du XXe et surévalue une « préférence politique » héréditaire qui aurait franchi un XXe siècle particulièrement bouleversé, pour toutes les générations, d’ailleurs. L’autre, psychologique, attribue au sentiment de stabilité offert par l’Église catholique (mais aussi par les autres confessions chrétiennes en Europe) une inclination vers le vote conservateur. Mais la même remarque pourrait s’appliquer au vote en faveur de la gauche communiste, surtout depuis 1989, et malgré la disqualification historique des régimes du même nom. Rompant avec cette distribution (droite-gauche), qu’il juge trop simpliste, Émile Poulat [[72]](#footnote-72) considère l’institution ecclésiale comme un bloc politique à part entière, qui rejette à la fois le libéralisme bourgeois, et le socialisme prolétarien. Particulièrement marqué par l’antimodernisme virulent exprimé par les derniers pontifes du XIXe siècle, il conçoit le monde catholique comme un *intransigeantisme* monolithique lié à une posture de reconquête du monde temporel dont la démocratie chrétienne, ni de droite, ni de gauche, est l’expression la plus évidente. Cette tentative de *catholicisme intégral* est pour lui un trait permanent de l’Église de Rome et le concile de Vatican II, loin d’être une rupture, confirme le sens de l’adaptation tactique des clercs face aux évolutions contemporaines.

Presque à l’opposé de ces visions d’homogénéité des préférences catholiques, les analyses de René Rémond [[73]](#footnote-73) nous dressent, en effet, un tout autre paysage. Dès le XIXe siècle, à côté des catholiques intransigeants [[74]](#footnote-74) qui voient dans la Révolution une rupture définitive avec le christianisme, se développe un « catholicisme libéral » soutenu notamment par Lamennais, Montalembert et Mgr Dupanloup, qui admettent les « libertés nouvelles » issues de 1789. Bientôt, cette tendance est discrètement approuvée par le magistère au travers de Léon XIII, de Benoît XV, puis de Pie XI qui se rapprocheront autant de la démocratie que d’un capitalisme désormais « christianisé », donnant naissance à la *doctrine sociale de l’Église*. Même si ces ouvertures constantes à partir de 1945 sont qualifiées d’*adaptations pratiques* par Jean Madiran [[75]](#footnote-75), elles manifestent l’apparition au sein même de l’Église d’une pluralité que Philippe Portier érige très logiquement en nouveau paradigme :

« Il ne s’agit pas de souscrire à l’idée d’une détermination univoque de la préférence politique par l’appartenance religieuse, mais d’affirmer au contraire que, malgré leur inscription dans une commune lignée de foi, les catholiques se retrouvent en France, tant sur le plan des options temporelles que sur celui des choix spirituels, assez profondément divisés [[76]](#footnote-76). »

Une partie de la question posée plus haut, à savoir de déterminer ce qui est premier entre l’orientation religieuse, et la préférence politique, serait ainsi résolue : une conviction catholique pourrait coexister avec des choix politiques différenciés, voire opposés. Cette observation est globalement vérifiée aujourd’hui, la préférence majoritaire des catholiques pour la droite n’étant pas systématique, le choix de Dieu n’imposant pas celui de César. Mais la proposition symétrique mérite un plus ample examen : est-ce que l’*habitus* d’une idéologie politique préalable n’entraînerait pas une orientation religieuse qui lui soit associée ? Et sur quel socle de valeurs communes, en asseoir la pertinence ?

Une première difficulté, relativement récente, est qu’en dépit de l’attrait qu’il exerce sur les spécialistes des sciences sociales, le fait religieux est en train de perdre de sa consistance en Europe occidentale. Si 64 % des Français continuent en 2014 à se déclarer catholiques [[77]](#footnote-77) (ils étaient 81 % en 1950), leur lien avec l’Église s’est fortement distendu. Aujourd’hui réduite à des taux insignifiants la pratique de la messe dominicale est passée de 21 % des catholiques déclarés en 1960, à 4,5 % en 2010. La même dégradation s’observe en ce qui concerne le nombre des baptêmes : - 40 % entre 1990 et 2010, ainsi que celui des mariages religieux qui a diminué de moitié entre les mêmes dates [[78]](#footnote-78). La situation du clergé devient alarmante : on compte une ordination pour huit décès, un nombre d’ordinations (une centaine par an) divisé par dix depuis 1950, et une moyenne d’âge de 75-80 ans pour les prêtres en exercice. Ces évolutions accélérées ont modifié la position du curseur de l’analyse du catholicisme : si l’intégration à l’Église, manifestée par la pratique religieuse (assistance à la messe, fidélité aux sacrements) permettait autrefois de définir un *catholicisme objectif*, la recherche récente se contente désormais d’observer un *catholicisme déclaratif* – est catholique celui qui se réclame, à des degrés divers, de cette religion – ce qui permet de sauvegarder le sujet d’étude, mais pose le problème de sa définition elle-même. Les études menées par Jean-Marie Donégani [[79]](#footnote-79) et Guy Lescanne [[80]](#footnote-80) dans les années 1980-1990 dégagent des profils « catholiques » multiples et diversifiés, se répartissant en « intégralistes » et en « marginalistes », avec des sous-catégories, allant des simples « fidèles », pour les plus « intégralistes », aux « indifférents », pour les plus « marginalistes » qui ne considèrent plus l’Église comme un lieu de référence ou de mémoire. À ceux-là s’ajouteraient des modèles intermédiaires, les catholiques « exilés », de valeurs ressenties et enfouies, simplement peut-être respectueux de leur enfance encore baignée par les références ecclésiales, et les « culturels », détachés de toute norme, adeptes d’un spontanéisme les faisant vivre dans l’instant. Tout cela fait sans doute un peuple immense, comme le décrirait l’*Apocalypse*, mais s’agit-il du *Peuple de Dieu* censé être rassemblé par l’Église catholique et sa hiérarchie ?

Qu’on soit convaincu par le paradigme de l’unité du catholicisme (défendu par Émile Poulat), ou par celui de sa diversité (illustré par René Rémond, et les dernières générations de chercheurs), le catholicisme paraît surtout victime d’un double encerclement, à la fois quantitatif et conceptuel. Le catholicisme est confronté depuis les années 2000 – en tant que religion et au sein même de la société française – à la concurrence de l’Islam. Il apparaît et sera de plus en plus relativement minoritaire compte tenu de la croissance démographique beaucoup plus vigoureuse des communautés musulmanes, étant peu servi, dans sa résistance, par le climat général d’indifférentisme ou de morcellement de son identité, provoqué par la vogue d’un christianisme « à la carte », strictement individuel.

Simultanément, les « restes de chrétienté » imprègnent à un tel point la culture occidentale qu’ils continuent d’être investis ou revendiqués tout en étant dépouillés de tout contenu théologique. On se déclare chrétien sans croire à la Résurrection, on invoque « le mariage pour tous » en le coupant de son éthique catholique, et on remplace la charité par la solidarité. En expurgeant ainsi le sacré de concepts qui en sont indissociables, les vecteurs du christianisme se trouvent dépouillés de toute religiosité, ils sont *profanés* au sens littéral, ce qui provoque incohérences, confusions et perte de sens.

Le catholicisme français connaîtrait-il le sort, déjà éprouvé, de ces structures mentales patrimoniales qui subsistent en dépit de leur dénonciation ? Ainsi, l’Ancien Régime, a surmonté les haines révolutionnaires et a fait preuve d’une résistance étonnante. Socialement parlant, il subsiste jusqu’en 1914, et se poursuit après 1945 sous la forme d’*aristocratie républicaine*, et dans sa version politique sous celle de *monarchie républicaine*. Selon les interprétations, ces recompositions hybrides aboutissent à des êtres monstrueux, ou cumulent, au contraire, en une sorte de sagesse spontanée, les vertus de modèles pourtant contradictoires, comme sédimendarisés dans la conscience de beaucoup… S’agissant de la religion catholique, cette métamorphose structurelle serait-elle en train de se produire, le post-modernisme héritant et assumant une catholicité « culturelle », aux croyances diverses et fragmentées, et se rapprochant plus en plus de son contre-modèle protestant ?

L’Église catholique elle-même, au travers des Papes exceptionnels qui se sont succédé, depuis le Concile de Vatican II, a adapté sa pastorale à cette situation inédite et dangereuse, au moins en Occident. La médiatisation lui a été globalement favorable et les grands rassemblements de jeunes (Jmj) initiés par Jean Paul II ont confirmé sa vocation universelle. Sur le plan mondial, et c’est la perspective qu’il convient d’adopter aujourd’hui, le catholicisme est la religion qui connaît les plus fortes progressions, grâce aux apports de l’Afrique subsaharienne, et de plus en plus, de l’Asie. Les résultats sont spectaculaires : en un siècle, le nombre des catholiques a triplé, et leur proportion dans la population totale est restée stable (17 %) [[81]](#footnote-81). En 2010, on enregistrait une croissance de 15 millions des croyants, des vocations en augmentation de 14 à 15 % en Afrique, en Asie, et en Océanie, compensant largement les déclins observés en Europe (-10,4 %), mais aussi en Amérique latine (-1, %) [[82]](#footnote-82). Ainsi, tandis que le catholicisme européen compte ses ouailles et se divise au sujet de la messe en latin, ce sont des prêtres africains qui viennent majoritairement en appoint du clergé français vieillissant [[83]](#footnote-83). Mais au moment où le Vatican fait de la *nouvelle évangélisation* [[84]](#footnote-84) un mot d’ordre, parce qu’il est conscient du déclin de l’Église en Occident, le catholicisme français n’a toujours pas surmonté ses divisions internes au sujet de la réforme liturgique ou de l’interprétation du Concile Vatican II, tandis que son identité est émiettée, même si, finalement, elle reste réelle, d’une façon d’ailleurs très difficile à comptabiliser. Comme si une troupe aux objectifs conquérants se disputait sur la couleur de ses uniformes ou le dessin de ses bannières ! C’est ce décalage entre les enjeux du catholicisme et sa pratique interne qui frappe l’observateur, alors que paradoxalement il n’hypothèque pas forcément ses chances de reconquête. Entre la messe de Saint Pie V et les Adap (Assemblée dominicale en Absence de Prêtre), « l’offre » de pratique religieuse s’est elle-même diversifiée, ce qui est une forme d’adaptation à un public post-moderne, soucieux de ses choix avant tout personnels. Dans ce panorama parfois confus, l’option intégriste apparaît avant tout comme une *réaction décalée* – ou un *décalage réactionnaire* – face à la recomposition du catholicisme français à la suite du Concile Vatican II.

2. Le porte-à-faux intégriste

Comme le rappelle Émile Poulat [[85]](#footnote-85), le terme d’intégrisme catholique a une origine historique précise : une branche minoritaire des carlistes espagnols fut animée en 1880 par Ramon Nocedal pour appliquer une politique déduite du *Syllabus*, et logiquement antilibérale et extrémiste. Cette mouvance fut condamnée à deux reprises par le Pape Saint Pie X qui, tout en incarnant l’intransigeantisme catholique fut le premier pourfendeur de l’intégrisme ! Néanmoins en déclarant en 1907 que le modernisme est le « *carrefour de toutes les hérésies* » [[86]](#footnote-86), et en procédant à de nombreuses excommunications [[87]](#footnote-87), le même Pape promut, face aux agressions anticléricales, un *catholicisme intégral* qui, cette fois, fut l’ancêtre de l’intégrisme contemporain.

« Le catholicisme intégral œuvre pour le maintien des vérités catholiques telles qu’elles ont toujours été enseignées, sans concession, et pour l’avènement d’une société entièrement catholique. Il récuse les idées modernistes ainsi que toute forme de libéralisme séparant le public du privé et qui tendrait à repousser la religion dans le privé [[88]](#footnote-88). »

C’est donc d’une fidélité romaine que se réclame l’intégrisme catholique au point de l’opposer aux évolutions tardives du Magistère, au travers du Concile Vatican II, et au partage de l’idéologie des Droits de l’homme et de la démocratie, manifesté par le Pape Jean-Paul II. Cette fidélité « incomplète », parce que refusant les « compromis » avec la « modernité », aboutit chez les plus extrêmes, à récuser toute légitimité aux papes qui se sont succédé depuis Jean XXIII, incluant bien entendu l’initiateur de Vatican II. Regroupée sous le terme de « sédévacantisme », cette branche sectaire et minoritaire de l’intégrisme, dont le clergé est souvent issu de la Fraternité saint Pie X avant d’en avoir été exclu, considère que les papes contemporains sont fauteurs d’hérésie et que le siège de Pierre est en conséquence vacant. Les arguments qui justifient cette position radicale se réclament de la Tradition, et curieusement de l’infaillibilité pontificale promulguée par le concile Vatican I (1870), selon le syllogisme suivant : le pape est infaillible, mais certains papes profèrent des hérésies, donc ces papes-là sont des imposteurs ! La défense d’un héritage historiquement situé, et fixé définitivement dans les formes d’une époque précise, sert de socle commun à toutes les nuances de l’intégrisme, même si le terme lui-même n’est jamais revendiqué par ceux qui se qualifient de traditionalistes par rapport aux progressistes, ce qui se rapproche d’un clivage politique à première vue hors sujet. Le premier « porte-à-faux » de l’intégrisme catholique est d’abord sémantique :

« Si les intégristes se définissent comme “antimodernistes”, appelant “modernistes” ceux qui privilégient la modernité contre la Tradition, les “modernistes”, de leur côté, désignent d’“intégristes” les catholiques intégraux. S’affrontent ainsi les catholiques dits “de progrès” et les catholiques dits “de tradition”, sans qu’aucun des deux camps ne revendique, ni n’assume, l’appellation de “moderniste” ou d’“intégriste” dont l’affuble le camp adverse, n’y voyant que stigmatisation. Fait significatif, le terme d’“intégriste” restera d’ailleurs quasiment absent du discours officiel de l’Église [[89]](#footnote-89). »

Ces précisions sémantiques méritent cependant d’être affinées, et – sans doute – corrigées. Le « catholicisme intégral » s’est détaché aujourd’hui d’une définition politico-religieuse, datant du XIXe siècle, où le catholicisme rigoureux, la préférence monarchique, et le refus de l’héritage révolutionnaire composaient un bloc homogène. D’un point de vue religieux, le « catholicisme intégral » correspond aujourd’hui au respect de la discipline de l’Église catholique, manifesté par l’observance des « commandements de l’Église » (pratique des sacrements et de la messe dominicale, ainsi que des messes « d’obligation » prévues par le calendrier liturgique), mais aussi par la « communion » avec la hiérarchie de l’Église, Pape et évêques, en tout premier lieu. Défini ainsi, le « catholicisme intégral » conserve toute sa pertinence, car il se distingue du « catholicisme à la carte », dont se réclame toutefois la majorité de ceux qui se déclarent catholiques. [[90]](#footnote-90) Mais s’il regroupe les catholiques pratiquants, en union avec le Magistère – ce qui exclut les intégristes –, ce catholicisme peut mettre côte à côte, partisans de la Tradition et adeptes de la modernité, aux origines sociales et aux préférences politiques variées. Les analyses sociologiques révèlent seulement que ce public pratiquant est plutôt âgé et conservateur. Mais est-il conservateur (et donc de droite) parce qu’il est âgé et de surcroît féminin, ou parce qu’il est pratiquant ? Le débat n’est pas tranché, même si la corrélation entre pratique religieuse et vote à droite (mais non extrême droite) semble être bien établie :

« La pratique religieuse reste la variable la plus prédictive en matière de choix ou d’appartenance politique [[91]](#footnote-91). »

En s’appuyant sur la Tradition, et en revendiquant l’héritage du « catholicisme intégral », l’intégrisme catholique doit faire face à plusieurs contradictions, d’ordre ecclésial, mais aussi théologique. La prétention de figer la Tradition de l’Église au moment du Concile de Trente et du catéchisme de Saint Pie V est en soi une dénaturation du sens catholique de la Tradition. Celle-ci ne se conçoit que comme prolongement et approfondissement des Écritures, sous la conduite de l’Esprit saint, jusqu’à l’avènement glorieux du Christ. C’est ici la seule justification des dogmes qui ne sont que des explicitations directement reliées aux révélations scripturales : ils sont immuables dans leur contenu, mais objet de formulations qui les dévoile et les enrichissent en sens et en précision, par accumulation et non par retranchement. Une Tradition n’est jamais donc définitivement fixée. Vouloir l’interrompre à une période historique et à une formulation qui n’est plus contemporaine, c’est se condamner à vivre en porte-à-faux, à la fois avec le sens réel de la Tradition et avec la mission confiée à l’Église, qui est justement d’annoncer la Bonne Nouvelle de l’Évangile à toutes les nations à condition de s’en faire comprendre. Cette critique est remarquablement formulée par l’abbé Guillaume de Tanouärn, à la fois traditionaliste convaincu et dissident de la Fraternité Saint Pie X, quand il déclare dès 2001 :

« On pourrait donc distinguer très clairement l’intégrisme et l’intransigeantisme en montrant que c’est l’absence du souci pastoral pour les gens auxquels l’Église doit s’adresser, pour l’époque où elle évolue, qui enferme l’intégrisme dans les plumes du perroquet, sentencieux et vaguement dérisoire à force de répéter les mêmes choses sans jamais chercher à s’adresser à quelqu’un [[92]](#footnote-92). »

Ceci conduit l’intégrisme catholique à recruter ses partisans bien plus parmi un public déjà christianisé que sur les « marges » qui sont le souci de l’actuel Pape François, en cultivant des facteurs d’attraction parfois bien minces : nostalgie d’une messe en latin qui a des relents d’enfance, critique « consumériste », et souvent justifiée, de liturgies post-conciliaires parfois fantaisistes, assimilation du sacré au mystère et au décorum… En offrant à la pratique religieuse « ordinaire » une alternative nettement caractérisée par le « rite extraordinaire », l’intégrisme catholique pactise inévitablement avec une culture de dissidence, qui est la condition de sa survie. Revendiquant un catholicisme authentique qui dévalorise celui de l’Église officielle, il tend les bras aux inclinations critiques de brebis sans doute convaincues, mais surtout pointillistes. Paradoxalement, il puise dans la modernité, qu’il tient en horreur, les outils tactiques de son succès : en lui proposant une religion formellement exigeante, il offre à la jeunesse post-moderne une forme d’idéalisme dont elle est friande ; en se parant du label de l’authenticité, il rejoint l’aspiration à la sincérité, qui fait partie du catalogue des idées à la mode ; et en permettant de vivre une « différence » au sein du tout, à la fois « persécutée », mais à vocation hégémonique, il ne se départit pas de l’esprit – bien français et bien moderne – qui donne une prime aux « minorités agissantes ». Elles sont toujours des ferments de division vitaminés en ce qu’elles conjuguent la compassion (l’émotion) pour des minorités par définition réprimées, tout en prétendant servir de référence pour la totalité – ici ecclésiale – à laquelle il s’agit d’offrir un modèle alternatif. Cette dialectique de la « victime incomprise », issue de l’activisme politique, nourrit par la suite des justifications incessantes, des surenchères, nécessaires à la survie du groupe dissident. Celles-ci se manifestent logiquement lorsque les motifs de division sont en voie d’apaisement.

C’est exactement ce qui s’est produit à propos de la querelle des rites – ordinaire ou extraordinaire – dont on aurait pu penser que sa solution signifiait la réintégration de la Fraternité Saint Pie X dans la « pleine communion » avec l’Église. Le Pape Benoît XVI y a pourtant consacré des efforts incessants : dès 2007, par le *motu proprio* « *Summorum Pontificum* », il a pleinement réhabilité le rite extraordinaire et, début 2009, il a levé les excommunications qui frappaient depuis 1988 les évêques consacrés par Mgr Lefevbre, non sans remous dans l’épiscopat [[93]](#footnote-93). Mais les pourparlers avec Rome se poursuivirent et achoppèrent en 2012 à propos d’un préambule reconnaissant la validité des « enseignements » du Concile Vatican II que le Supérieur de la Fraternité Saint Pie X, Mgr Fellay, refusa de signer. Cette longue confrontation, si elle ne permit pas de surmonter le schisme, eut au moins le mérite de clarifier le fondement de la dissidence intégriste, dont la pratique liturgique n’est que l’expression la plus voyante. Ainsi le refus des déclarations conciliaires, en particulier sur l’œcuménisme et la liberté de conscience, exprime le désaccord sur les points de doctrine jugés inacceptables par les défenseurs de la « Tradition ». Il est assimilé à la victoire du « camp progressiste, moderniste, et libéral », l’emportant dans les débats conciliaires, sur celui des défenseurs de la permanence catholique, fixée définitivement selon eux par le concile de Trente.

C’est donc bien une situation politique – la mise en minorité d’un courant à l’issue d’un débat approfondi – qui va contaminer les questions théologiques, de même que derrière la défense de la « Tradition » se dissimule un bloc idéologique de nature éminemment politique : le pouvoir de l’Église sur le monde. C’est en effet cette question centrale qui est la clef des malentendus et des divergences entre traditionalistes et progressistes tout en étant historiquement l’un des moteurs essentiels de l’Occident. Depuis l’édit de Milan (313), la Chrétienté a progressivement pénétré les sociétés européennes et réussi à fixer leur rapport au temps, leurs pratiques familiales et sociales, et l’Église, par son influence, a pu discipliner les pouvoirs temporels et les mœurs communes. Ce combat permanent, marqué par des excès, des échecs, mais aussi des progrès sublimes, avait réussi à installer en Occident une anthropologie chrétienne aujourd’hui remise en question par la sécularisation.

Sous ce vocable imprécis se cachent, avec l’apparence d’un laïcisme froid et neutre, le refus de toute transcendance et l’hégémonie de l’horizontalité. Dieu a ainsi disparu de l’univers mental du plus grand nombre, et les pensées dominantes l’excluent, même comme hypothèse, y compris et surtout dans les sciences humaines [[94]](#footnote-94). C’est ainsi que la « science des religions » vise à remplacer la théologie, à la fois cantonnée dans les milieux cléricaux et attirante pour des « particuliers » qui s’inscrivent dans ses rares lieux d’enseignement. En expulsant ainsi la religion dans « la sphère du privé », on réduit en même temps à peu de chose le « droit de cité » du christianisme, vieux de 1700 ans. Cette situation, que peut déplorer tout catholique convaincu, provoque dans les milieux intégristes, des réactions nostalgiques, et, de nouveau décalées. L’insistance sur le thème du « Christ-Roi », qui s’impose à toute conscience catholique, prend chez eux une tournure séculière. La royauté du Christ, mais en creux celle de l’Église, doit s’exercer sur le monde, et à tous les niveaux : dans l’éducation, ce qui justifie des écoles « hors contrat », dans la pratique religieuse, qui doit donner lieu à des manifestations publiques (processions, pèlerinages), dans la façon de s’habiller qui doit respecter des codes distincts [[95]](#footnote-95). Cette surenchère cléricale, qui rappelle une certaine reconquête catholique en France après la guerre de 1870 et les malheurs de la Commune de Paris, vise des effets qui pouvaient être visibles au XIXe siècle, mais qui sont singulièrement isolés dans le monde d’aujourd’hui. Cette singularité, à mesure qu’elle s’exacerbe, ne peut que déboucher sur des visions politiques autoritaires et « holistes », d’où l’exclusion concomitante de l’œcuménisme, du pluralisme, et de la démocratie. Et cette contradiction ne peut être surmontée, comme l’avait repéré Étienne Borne dès 1964 :

« L’intégrisme se réclame de l’intégrité et de l’intégralité d’un ordre ; et pourtant on discernera aisément deux ordres dans cet ordre ; d’un côté l’intégrisme est un surnaturalisme qui déduit une politique de la dogmatique, cherche le salut temporel des cités dans une reconnaissance publique dans ce qu’il appelle les droits de Dieu et de l’Église puisque, à l’entendre, en dehors de l’obéissance qui est due au prince chrétien et aux principes chrétiens, il ne saurait y avoir que chaos et malheur ; d’un autre côté ce même intégrisme est un naturalisme qui affirme la valeur d’une politique positive, séparable de la religion comme la nature est distincte de la surnature, et selon laquelle le gouvernement des hommes se ramène à une technique de répression de l’anarchie individualiste : d’où alors la complaisance de l’intégrisme pour des formes de nationalisme et de fascisme qui ne relèvent guère de l’inspiration chrétienne. Que l’intégrisme s’interroge peu sur cette contradiction n’empêche pas qu’il ne la subisse comme un destin et qu’elle ne se traduise par nombre d’incohérences dans son action, cette doctrine absolutiste de l’autorité fabriquant curieusement des révoltés contre l’autorité politique et religieuse [[96]](#footnote-96). »

La lecture temporelle de la royauté du Christ, à partir d’intentions louables, débouche donc sur des conséquences politiques difficilement conciliables avec son message. Son application la plus cohérente n’est autre que la théocratie qui n’a jamais pu aboutir en Occident, et que les paroles du Christ réfutent explicitement :

« Mon royaume n’est pas de ce monde, si mon royaume était de ce monde, mes serviteurs auraient empêché qu’on me livre aux Juifs (Jean 14-36). »

Cette exclusion de toute théocratie temporelle est soulignée à maintes reprises dans d’autres passages des Évangiles, elle s’adresse en tout premier lieu à l’Église, corps et épouse du Christ, qui devra désormais assumer ce paradoxe : étendre le règne du Christ à toutes les nations sans jamais se confondre avec César. Mission périlleuse entre toutes, qui ne peut réussir qu’en restant distinct des pouvoirs sans s’en affranchir, comme le recommande Saint-Paul, et qui doit étendre son empire par les seuls moyens de la faiblesse… comme l’ont tellement compris saint François d’Assise et Saint Dominique, alors qu’au même moment le pape Innocent III se targuait d’être « *le vicaire de Celui dont le royaume n’a pas de limites* », « *le vicaire de Celui à qui appartiennent la Terre, tout ce qu’elle contient et tous ceux qui l’habitent* » [[97]](#footnote-97). Pourtant, « *l’idéal de pauvreté, associé à l’humilité et à la pénitence, est la caractéristique première des ordres mendiants* » [[98]](#footnote-98). Nous sommes donc bien éloignés du cléricalisme triomphant. Mais l’Église, qui a pour mission de régner sur les âmes, loin de s’adresser à des fantômes, doit rejoindre des êtres de chair immergés dans le monde et soumis à ses « *principautés* ». Puissances du mal, puissances des hommes, tout dans le monde terrestre est soumis à rapport de force – c’est le « *tout est politique* » – et l’Église doit aussi convertir ce monde-là, sans pouvoir échapper à ses règles. Et c’est ici que réside l’intuition d’un saint Ignace de Loyola qui vise à convertir le monde en utilisant les armes qui sont en son sein, en les retournant vers Dieu, *ad majorem dei gloriam*, ce qui est sensiblement éloigné de l’approche des Ordres mendiants… L’oscillation entre le temporel et le spirituel est ainsi accrochée au destin du christianisme et place l’Église catholique dans une posture « métapolitique » aux ambitions plus vastes que la politique ordinaire, puisqu’elle vise le salut, et le salut éternel. C’est ce que confirme la redécouverte du Moyen-Âge initiée par Jacques Le Goff et Georges Duby, prolongée par une nouvelle génération d’historiens [[99]](#footnote-99), qui ont remis en valeur la place centrale de l’Église au milieu des sociétés féodales et de leurs institutions, entre l’an mil et la Renaissance. Loin d’être un concept flou, la chrétienté apparaît désormais comme la matrice des changements sociaux [[100]](#footnote-100), mais aussi politiques, sur lesquels s’est édifié le monde moderne. On sera presque surpris de découvrir dans les recherches d’Alain Boureau [[101]](#footnote-101) le lien entre les querelles scolastiques à propos du dogme de l’Immaculée Conception et l’apparition du concept de souveraineté, au destin prometteur. C’est, en effet, le carme John Baconthorpe (vers 1290-1348) qui met fin aux querelles doctrinales opposant sur ce sujet franciscains (favorables), et dominicains (hostiles) en faisant appel au « *privilège providentiel* » dont la Vierge Marie a bénéficié en étant exempte du péché originel. Or seul un souverain – divin en l’occurrence – peut faire qu’un droit privé, ou particulier, puisse être supérieur à la loi commune, même si elle est aussi universelle que la faute originelle. On pressent déjà l’architecture de l’État moderne : si la seule justification du privilège est divine, la souveraineté est absolue ; et si Dieu disparaît du paysage, le totalitarisme est à l’horizon. On peut également trouver dans les écrits du dominicain Jean Quidort [[102]](#footnote-102) une définition de la royauté (*regnum*) qui devrait s’appliquer à nos régimes présidentiels contemporains :

« Le mode de gestion d’une pluralité parachevée, qui est dirigée par un seul homme en vue du bien commun [[103]](#footnote-103). »

Il est ainsi aisé de déduire de la réflexion des clercs les ferments de la « politique moderne », alors que, remarque Alain Boureau :

« La construction intellectuelle de l’idée d’État-nation passe par une critique de la théocratie, de l’absolue domination de l’Église comme représentante du pouvoir divin [[104]](#footnote-104). »

Ainsi, la nostalgie d’une période historique où la chrétienté imbibait le monde, si elle ne dérive pas d’une charité authentiquement chrétienne, se transforme en idéologie, et en idéologie réactionnaire. Or la réaction, dans l’ordre politique démocratique, est frappée d’une disqualification intrinsèque, qui l’assimile à la ringardise, à l’obscurantisme, voire au fascisme. La voie du retour en arrière devient dans ces conditions une impasse politique. Faute d’acceptabilité, elle condamne ses protagonistes à la marginalité, laissant pour seul choix possible la désespérance ou la violence, voire l’isolement humain, contraire à la logique de l’Église et au message du Christ. Reposant sur des bases théologiques plus que discutables qui lui servent pourtant de support, l’idéologie « réactionnaire » (au sens profond du terme) et intégriste ne peut parvenir à ses buts temporels, tout en se nourrissant de l’ardeur de fidèles nostalgiques et souvent déclassés auxquels l’intégrisme fournit des arguments aussi bien religieux que politiques servant de refuge à leur inadaptation au monde environnant. Il en résulte des postures héroïques et sacrificielles, savamment entretenues par leurs clercs, et dont le romantisme de façade dissimule avec peine une culture de dissidence qui est finalement leur seule identité, sans pouvoir déboucher sur des critiques constructives. Paradoxalement, cette marginalité dissidente est ainsi bien tolérée par les sociétés post-modernes, qui lui font horreur, mais qui digèrent avec adresse les exclusions de toutes sortes au nom du pluralisme. Le porte à faux intégriste, au-delà de sa propre sincérité et de ses convictions respectables, est ainsi issu d’une déformation théologique qui ne peut se prolonger qu’en idéologie réactionnaire, et s’étioler en « politique » contre-productive par rapport au déploiement de la foi, ces deux niveaux se renforçant mutuellement et distillant finalement leur poison au sein de l’Église catholique tout entière.

La voie du retour en arrière devient dans ces conditions une impasse politique. Faute d’acceptabilité, elle condamne ses protagonistes à la marginalité, leur laissant pour seul choix possible la désespérance ou la violence, voire l’isolement humain, contraire à la logique de l’Église et au message du Christ qui se veut universel, de solidarité et de rassemblement. Reposant sur des bases théologiques plus que discutables qui lui servent pourtant de support, l’idéologie « réactionnaire » (au sens profond du terme) et intégriste ne peut parvenir à ses buts temporels, tout en se nourrissant de l’ardeur de fidèles nostalgiques et souvent déclassés auxquels l’intégrisme fournit des arguments aussi bien religieux que politiques servant de refuge à leur inadaptation au monde environnant. Il en résulte des postures héroïques et sacrificielles, savamment entretenues par leurs clercs, et dont le romantisme de façade dissimule avec peine une culture de dissidence qui est finalement leur seule identité, sans pouvoir déboucher sur des critiques constructives. Paradoxalement, cette marginalité dissidente est ainsi bien tolérée par les sociétés post-modernes, qui lui font horreur, mais qui digèrent avec adresse les exclusions de toutes sortes au nom du pluralisme. Le porte-à-faux intégriste, au-delà de sa propre sincérité et de ses convictions respectables, est ainsi issu d’une déformation théologique qui ne peut se prolonger qu’en idéologie réactionnaire, et s’étioler en « politique » contre-productive par rapport au déploiement de la foi, ces deux niveaux se renforçant mutuellement et distillant finalement leur poison au sein de l’Église catholique tout entière.

3. La dialectique de la dissidence  
et ses impasses

En dépit d’efforts constants et sincères, le pape émérite Benoît XVI n’est pas parvenu à réintégrer dans la « *pleine communion* » la Fraternité saint Pie X, tout en réhabilitant pleinement le rite extraordinaire [[105]](#footnote-105) et en ouvrant la porte depuis 2007 aux adeptes de cette forme liturgique. De nombreux clercs et fidèles, souvent issus de la Fraternité, se sont regroupés et ont rejoint le bercail. Identifiés sous le terme de *traditionalistes*, ils constituent des noyaux actifs, aux charismes et appellations variées, tels que l’Institut du Bon Pasteur (en charge de l’église Saint Éloi à Bordeaux), la Fraternité saint Pierre, Les chanoines et chanoinesses réguliers de la mère de Dieu, l’Institut du Christ Roi souverain Prêtre… Ces communautés présentent la caractéristique habituelle d’être organisées en Instituts de vie consacrée rattachés à une instance de la Curie, la commission ecclesia dei présidée par un cardinal. Il leur est généralement reconnu le droit de pratiquer exclusivement le rite extraordinaire, mais ils sont en pleine communion avec le Pape, dont ils reconnaissent l’autorité, ainsi que celle du Magistère de l’Église, ce qui inclut le concile Vatican II (ceci n’empêche pas l’Institut du Bon Pasteur de se voir reconnaître explicitement un droit de critique constructive – *sic*) [[106]](#footnote-106). Ces communautés se sont donc dissociées d’un intégrisme schismatique qui s’était manifesté le 30 juin 1988 par une ordination épiscopale célébrée par Mgr Lefevbre sans l’autorisation du Saint-Siège ; les formes liturgiques antérieures au Concile qu’elles pratiquent exclusivement sont désormais pleinement réhabilitées, selon une « *herméneutique* » de la continuité de la Tradition dont le pape Benoît XVI fut l’ardent défenseur. La « messe en latin » est désormais admise et respectée à l’instar de la « messe de Paul VI » et les évêques ont reçu injonction de ne plus seulement la tolérer, mais d’en faciliter les célébrations dans leurs diocèses. Organiquement et canoniquement, le traditionalisme a regagné un plein droit « *d’Église* », au détriment de la Fraternité saint Pie X, dont il a aspiré près de la moitié des ressources en clercs et en fidèles. Tout se passe aujourd’hui comme si l’unité catholique, d’un point de vue liturgique, s’accommodait d’un manteau d’arlequin à la place d’une « *tunique d’une seule pièce* » ; et la cathédrale universelle abrite plus que jamais des chapelles collatérales selon les liturgies pratiquées. L’Église « *une, sainte, catholique, apostolique* », selon l’article de foi récité dans le *Credo*, peut-elle assumer cette coexistence des rites liturgiques qui coïncident le plus souvent avec des sensibilités nettement différentes, sinon opposées ?

L’expérience historique montre que l’Église a toujours accepté des différences dans les pratiques liturgiques, notamment au sein des communautés d’Orient, mais aussi à l’intérieur même de l’Italie. Le rite de saint Ambroise, qui remonte au Ve siècle, est toujours pratiqué dans plusieurs églises de Milan. Ce pluralisme est présent au sein de l’Église catholique et romaine, héritière de la civilisation du même nom, dont le génie fut d’agréger à l’Empire des peuples aussi différents que les Parthes et les Gaulois. Constituée comme corps du Christ, l’Église admet la différenciation et Saint Jean Paul II utilisera cette formule explicite, à propos des orthodoxes qui sont pourtant des « frères séparés » : « l’Église doit respirer avec ses deux poumons » [[107]](#footnote-107). La formule renvoie aussi, pour l’avenir [[108]](#footnote-108), à une différenciation fonctionnelle : les parties d’un corps collaborent toutes à la conservation du corps tout entier, ce qui suppose leur agrégation étroite au tout et une liaison permanente entre elles, ce qu’Aristote qualifiait de forme, et ce qui, en langage ecclésial, est rendu par le terme de communion et dont le sommet est la communion eucharistique. Cette caractéristique est l’essence même de l’Église, qui est ecclesia, c’est-à-dire assemblée, rassemblement, ce qui est le signe visible de la communion autant que la condition de son exercice. Ainsi, la coexistence des deux rites, ordinaire et extraordinaire, ne peut se concevoir dans le catholicisme qu’au travers d’un respect réciproque de ces formes liturgiques, faute de quoi la communion est brisée, le Corps est déchiqueté, la Passion se prolonge autrement que de manière sacramentelle. Si la préférence pour l’une ou l’autre liturgie devient exclusive, en ce qu’elle rejetterait celle qu’on se refuserait à pratiquer, cela signifierait que l’observance rituelle prime sur la communion ecclésiale, travers pharisien par excellence, aux conséquences redoutables. Celle de la disqualification des pasteurs et des fidèles qui ne sont pas dans la même ligne d’observance, et du mépris inévitable qui l’accompagne ; celle de la justification permanente de la dissidence, condition même de l’identité et de la survie du groupe minoritaire ; celle, enfin, de l’impossible retour dans le corps ecclésial, assimilé à la trahison et au reniement. Ces poisons, qui n’ont plus rien de religieux, mais qui sont politiques et mondains, meurtrissent et défigurent le corps ecclésial, ce qui est une insulte au Christ lui-même, puisque l’épouse et l’époux ne font qu’un, par constitution divine (*Genèse*). Les ailes de la Charité sont ainsi brisées avant qu’elle puisse prendre son envol puisque la communion ecclésiale est refusée, par ceux-là mêmes qui invoquent le catholicisme le plus intégral. Or « *l’amour spirituel de la charité est le lien fondamental qui unit les membres de la chrétienté, à l’égal, disent les exégètes, du ciment qui joint les pierres du bâtiment ecclésial*[[109]](#footnote-109) ».

Voilà l’obstacle sui generis que l’intégrisme catholique ne peut surmonter, en même temps qu’il se retourne contre lui en provoquant, en son sein, un phénomène de scissiparité qu’il ne parvient plus à maîtriser. Après une première phase d’exode se traduisant par le ralliement à Rome d’une partie non négligeable des partisans de Mgr Lefevbre, la Fraternité Saint Pie X est de nouveau déchirée entre ceux qui aspirent à la pleine communion, et ceux qui la refusent, essentiellement par refus des orientations conciliaires, condition indispensable à leur pleine réintégration. Ces dissidences nouvelles émanent de clercs, mais trouvent probablement un appui suffisant chez les ouailles, pour bloquer le processus, avec lequel le pape François semble avoir pris ses distances. La dissidence intégriste n’est plus un danger pour l’Église, elle n’a plus d’autre choix que sa transformation en simple traditionalisme, ou sa lente agonie en secte.

L’intégrisme catholique n’est qu’un épisode dont la phase critique, et sans doute ultime, correspond à l’intransigeance incarnée par Mgr Lefevbre. Il est l’achèvement d’un phénomène, à la fois politique et religieux, qui trouve sa source dans le traumatisme, également politique et religieux, qu’a constitué la Révolution française. C’est cette belle nostalgie – pourquoi pas respectable – qui en a fait le partisan convaincu de « *l’avant* » ou du « *naguère* » opposé au « *depuis* », jugé malfaisant. Avant : la Chrétienté, la messe tridentine, le Christ Roi de la France, et le Roi, son représentant sur terre ; depuis : le Progrès, depuis : la Franc-maçonnerie triomphante… depuis : la modernité, la messe en français, la démocratie ! Il manquait à cette *idéologie du regret* un équivalent strictement religieux : c’est le Concile Vatican II qui fournit la transposition, et il est traversé du clivage, aux relents révolutionnaires, entre « *conservateurs* » et « *progressistes* », placage français qui nimbera d’une nuée historico-politique les questions religieuses. Mais la signature française ne s’arrête pas là. De même que la « Grande Nation » a prétendu exporter sa « *glorieuse révolution* » au monde entier, l’intégrisme catholique a hérité de prétentions équivalentes, mais au sein de l’Église, et sur le mode contre révolutionnaire. L’intégrisme catholique, et de manière moins virulente, le traditionalisme, ne se revendiquent pas comme un quelconque particularisme. Ils se présentent comme la meilleure, voire la seule, voie pour pratiquer authentiquement la religion catholique. Leurs adeptes sont « *l’aile marchante* » de l’Église, leurs paroissiens sont un « *petit reste* », qui doivent conserver leur pureté en évitant les pratiques de l’Église officielle ! Cet universalisme, qui prétend agir au nom de la « *Nation Église* » ou incarner ses intérêts véritables, renoue avec un absolutisme idéologique, qui puise dans le centralisme français son monolithisme parfois étroit. Habillé des atours de la générosité, du courage, et de la résistance, quand il s’impose, ce génie français là redevient une prétention vaniteuse, voire ridicule, lorsqu’il se heurte à des puissances mieux établies. Et l’Église catholique dont la longue histoire est parsemée de schismes et d’hérésies est maîtresse de l’art politique, au point que les États modernes ont largement puisé dans sa boîte à outils [[110]](#footnote-110).

Jugé, peut-être à tort, comme le moins « politique » des papes contemporains, Benoît XVI, conscient de la menace que faisaient peser les intégristes sur l’unité de l’Église, a réussi le tour de force de les marginaliser, en les faisant adhérer, malgré eux, à un principe de diversité liturgique à l’intérieur de l’Église. Mais il y a mieux encore : en imposant la coexistence des formes ordinaire et extraordinaire de la liturgie, il a rendu le catholicisme polyphonique, instillant ainsi une sorte de pédagogie de l’œcuménisme. Or l’œcuménisme est la « bête noire » des intégristes et d’une partie de la Tradition, tandis que l’Unité des chrétiens est la préoccupation constante de tous les papes qui se sont succédé depuis Jean XXIII. Il est vrai que le monolithisme dont on fait souvent grief, en France, au siège apostolique, est largement une idée reçue. C’est parce qu’elle admet la diversité des charismes, déjà soulignée par Saint-Paul, que l’Église se soit enrichie des Ordres religieux, qu’ils soient monastiques ou apostoliques, dont la vitalité a pu défier les siècles tant qu’ils restaient fidèles aux intuitions de leurs fondateurs. C’est fort de cette diversification, et riche de ces spécialités, que le Corps ecclésial, soudé par la communion au Pape et aux Évêques, peut espérer accomplir sa mission d’évangélisation jusqu’aux extrémités de la Terre, ce que le pape Léon IX traduisait au XIe siècle par cette belle formule :

« La miséricorde du Seigneur emplit la Terre [[111]](#footnote-111) ».

La Tradition, en tant que membre de ce Corps, tient le rôle éminent de la conservation et de la transmission de bien des trésors de l’Église. Elle en constitue le patrimoine génétique, la matrice indispensable capable d’insuffler la vie, et donc la nouveauté. À condition de rompre avec toute prétention hégémonique inspirée par une « France glorieuse », mais surannée, et en rejetant les vestiges d’un gallicanisme aux tentations rebelles, ses poisons pourront devenir parfum.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– I –**

**HISTOIRE**

*Les « fors » pyrénéens*

*(Ou des origines différentialistes  
des États et des droits  
espagnols et français)*

Dominique D’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les incertitudes liées au séparatisme catalan et au risque de démantèlement de l’État espagnol se sont accompagnées, début 2018, de la bonne santé du personnalisme présidentiel d’alors, image de marque de la Ve République française (mais point dans la longue durée, donc non éternelle).

De part et d’autre des Pyrénées, au sein de ces deux États démocratiques, le pacte constitutionnel prend ainsi deux significations différentes :

– pour beaucoup de nos voisins du Sud, il est un arrangement entre des souverainetés concurrentes susceptibles de destins éventuellement séparés ;

– pour les citoyens français, la souveraineté de l’État, « une et indivisible », demeure un principe intangible et apparaît de surcroît incarnée par un Président de la République qui en rend plus visible « la transcendance ».

Les Pyrénées (re)deviennent ainsi une montagne d’incompréhension. Entre des Ibères qui ne saisissent pas comment nous autres, gens du Nord, sommes capables d’accepter cette tyrannie centrale, désormais plus ou moins transférée à « l’Union européenne », et ces *francos*, qui malgré certaines bienveillances à l’égard de toute insoumission, ne peuvent que désapprouver les dysfonctionnements, aux apparences baroques, de leurs amis du Sud. Comment imaginer, vu de Paris, de remettre en cause la Constitution d’un État démocratique aussi soucieux des autonomies locales, ou bien que le Président Puigdemont soit réfugié à l’étranger (en Belgique) parce que « hors-la-loi » pour avoir organisé un « référendum » jugé inégal, tout en se présentant aux suffrages réguliers des électeurs catalans ?

Pour aller vite, l’Espagne serait perpétuellement remise en question à cause d’une tension instable entre son centre et ses périphéries ; tandis que la France, héritière d’une monarchie de droit divin, n’aurait jamais clairement tranché entre les nécessités d’un gouvernement autoritaire et les vertus d’une démocratie apaisée. Les deux nations se voient ainsi confrontées à des concurrences de souveraineté qui les menacent : *infranationale*, dans le cas de la France, au travers du débat européen ; *infranationale*, dans celui de l’Espagne, confrontée aux tentations séparatistes. Ces situations, quasi symétriques, trouvent en fait leur origine dans des destins historiques nettement différenciés qui tiennent aux modes distincts de construction de l’identité nationale que l’on peut résumer facilement.

*L’Espagne*, en tant que réalité nationale, résulte de *l’union politique de royaumes préexistants*, le plus souvent rivaux, mais associés dans l’intérêt commun de la *Reconquista,* tout en étant limités dans leurs pouvoirs internes par l’affirmation constante des identités locales (*fueros)* [[112]](#footnote-112).

*La France*, au contraire, est l’aboutissement d’une construction tenace et progressive, menée par les Capétiens sur les ruines de l’empire carolingien et parachevée par le principe de *souveraineté nationale*, issu de la Révolution de 1789, mais conservant l’absolutisme, la centralité, et l’incarnation, hérités de l’ancienne monarchie.

L’Histoire suffirait donc à expliquer la différence des rapports qu’entretiennent les citoyens avec la souveraineté politique, de part et d’autre de la chaîne pyrénéenne. Plus précisément, dans quelle mesure ces histoires différentes ont-elles pu, par strates successives, forger un *« habitus politique »* propre, variété de « *l’habitus social »* cher au sociologue Pierre Bourdieu [[113]](#footnote-113) ?

Si la « disposition d’esprit » – définition essentielle de tout *habitus –* conditionne la perception de la réalité, elle doit également jouer un rôle majeur pour percevoir la manifestation la plus criante du pouvoir politique, qui n’est autre que sa souveraineté. En France, ce mécanisme, qu’il aboutisse à l*’esprit de cour,* au *sens de l’État,* ou à la simple *peur du gendarme*, demeure enveloppé d’un nimbe de transcendance, qui n’exclut pas la révolte, mais dont les origines religieuses méritent d’être décryptées. Mais ni le Basque, ni le Catalan, ni même le Madrilène, ne peuvent concevoir une telle *révérence à l’égard du pouvoir politique*, parce que leur vision et les sentiments qui l’accompagnent reposent sur des bases radicalement différentes.

Les vraies Pyrénées sont ici, et démarquent bien deux « *habitus* politique » aux singularités réciproques, alors que, paradoxalement, elles furent la matrice d’une construction politique similaire !

\*  
\* \*

Durant le premier millénaire, les *Pyrénées* ont servi d’abri plus que de frontière à des peuples qui, de l’Èbre à la Garonne, partageaient une langue commune, des coutumes identiques, et se liguaient contre les envahisseurs sous l’autorité de chefs de guerre autochtones, qu’ils soient du nord ou du sud. Cette Wasconie des temps obscurs a manifesté avec succès le caractère batailleur de ses habitants et leur indépendance farouche. En 721, à Toulouse, les Maures connaissent leur premier revers depuis leur débarquement en Espagne face à l’armée d’Eudes d’Aquitaine. En 982, à Taller (Landes), le duc Sanche de Gascogne soumet les Vikings et les oblige à retourner en Scandinavie, mettant ainsi fin à leurs exactions désastreuses. Entre-temps, la dynastie des Iniguez, premiers rois de Pampelune, se dégagera à partir de 820 du contrôle politique du califat de Cordoue, non sans batailles ni représailles. Le Royaume d’Aragon émergera deux siècles plus tard, à partir d’une modeste vallée proche de Jaca, et ses conquêtes iront jusqu’en… Sicile !

Les velléités hégémoniques extérieures, qu’elles proviennent des Wisigoths, des Mérovingiens, mais surtout de Charlemagne et de ses successeurs immédiats, se sont heurtées aux mêmes résistances. L’autorité des rois de Tolède n’a jamais atteint les vallées pyrénéennes, et celle des Francs sur les princes wascons fut épisodique et provisoire. Seules Toulouse et Barcelone acceptèrent des comtes carolingiens.

Tous les ingrédients d’une unité politique wasconne étaient pourtant réunis à la fin du Xème siècle : la menace franque avait disparu, la *Reconquista* connaissait ses premiers succès, et Sanche le Grand de Navarre avait placé sous sa protection le duc de Gascogne qui lui avait reconnu pleine souveraineté sur le Labourd, Bayonne compris. Quelques années plus tard, au milieu de l’an mille, il ne reste rien de ce royaume transpyrénéen un instant en formation : le duché de Gascogne, tombé en quenouille, est rattaché aux comtes du Poitou, qui sont aussi Ducs d’Aquitaine, alors qu’il a été morcelé en principautés quasi indépendantes issues de la même souche ducale : Béarn et Bigorre dès le Xe siècle, puis Armagnac, Pardiac, Astarac au siècle suivant ; les fils de Sanche le Grand fondent, à leur tour, de nouveaux royaumes séparés : la Castille et l’Aragon, promis à un avenir grandiose. Ces souverainetés, même virtuelles, se divisent alors que toutes les conditions sont réunies pour qu’émerge un royaume transpyrénéen. Comment l’expliquer ?

Peut-être par la diffusion, même si loin dans le Sud, d’une *culture préféodale* consistant à assimiler ce qui reste de la puissance publique à une lignée rattachée à un territoire, consolidée par les alliances : les familles émergentes de Gascogne et de Navarre, de Béarn, de Bigorre, et d’Aragon se marient entre elles, au-delà des cols. La patrimonialisation du pouvoir précède ainsi sa restauration, mais provoque la division des territoires empêchant dès lors l’édification d’une puissance politique unificatrice. Au milieu de l’an mille, une puissance wasconne, sous l’autorité des deux Sanche, pouvait s’établir. Elle resta mort-née.

Ce « destin manqué » qui – en soi – est un beau sujet pour les médiévistes qui seraient animés de nostalgies gasconnes recouvre une réalité encore plus fascinante dont les résurgences nous atteignent encore, observées mille ans plus tard, et qui appartiennent à la « longue histoire » chère à Fernand Braudel. Comment se fait-il, en effet, qu’à partir d’*une même matrice pyrénéenne* caractérisée par des coutumes, une langue, et des rapports sociaux identiques au Nord et au Sud, les rapports à la « chose publique » se soient autant différenciés, au point de créer à l’égard de la souveraineté constitutionnelle des réactions réciproquement étranges. Structurellement, la seule analogie qui puisse nous guider est celle de l’embryogenèse : une cellule unique qui, par fractionnements successifs porteurs du même Adn, se recompose pour former un corps vivant, puis un corps politique dont la personnalité est plus mentale qu’anatomique. Si les Pyrénées deviennent un tel laboratoire, alors le siècle de l’an mille est celui des fécondations : celle des principautés territoriales, de la reconstruction d’un espace public qui avait disparu, celle, enfin, du rapport des populations au principe de souveraineté, qui fera progressivement son chemin pour forger, par sédimentation l’habitus politique de nos contemporains.

Cette « *biopolitique* »-là, qui n’est qu’analogique, n’a rien de comparable à celle proposée par Michel Foucault [[114]](#footnote-114), pour qui le pouvoir politique s’est emparé de questions vitales pour l’individu, telles que la santé, la procréation ou encore les derniers instants de la vie. Le pouvoir politique sera peut-être – de plus en plus – maître de nos vies ; mais il ne l’est pas encore totalement des représentations que l’on a de lui, forgées par l’histoire à travers des cultures différenciées, où réside *le noyau dur de notre liberté*. D’où l’intérêt d’en suivre les cheminements en commençant par leur genèse, en essayant de repérer les premiers facteurs de différenciation.

\*  
\* \*

Or, le moment auquel nous saisissons les populations pyrénéennes est justement celui de la reconstruction d’un espace public par l’implantation progressive de souverainetés territoriales, qui seront perçues avec la même méfiance au nord, comme au sud. La rédaction précoce des coutumes (*Usages de Barcelone* – 1060 –, *Fueros de Jaca* – 1063 –, *Fors de Bigorre* – 1110 –, *Fors de Morlaas* – 1117), précède l’instauration de pouvoirs princiers effectifs alors que ces textes sont tous « octroyés » à leur initiative et seront généralisés par la suite à tous les habitants placés sous leur autorité.

Mais il ne s’agit point de « franchises » – au sens ou l’entendront les souverains anglais ou français pour se créer des clientèles – et que la Révolution française assimilera à des « privilèges ». Les premiers *fors* et *fueros* sont de véritables contrats politiques, où la puissance souveraine rentre par la petite porte, car leur premier objectif, dicté par l’Église, est de substituer un ordre de paix à celui de la violence généralisée, dont le souverain est seulement le garant. Le paradoxe est que ce travail de codification fixant les droits et devoirs de chacun en fonction de son rang social, en vue de la paix, va faciliter la constitution d’une formidable machine de guerre – la *Reconquista –* lorsque les jeunes royaumes utiliseront les *fueros* comme outil politique en vue de repeupler les terres reprises aux Maures.

« Nous, qui, séparément sommes autant que toi, et qui, réunis, pouvons davantage, nous te faisons roi, à condition que tu garderas nos privilèges, sinon, non ».

C’est par cette formule célèbre, empreinte d’une admirable dignité, que les *Cortes* d’Aragon prêtent serment à chaque changement de souverain. Cité par Hotman en 1573 dans le *Franco-Galliae*, repris par Bodin (*La République,* I, 8), le « serment aragonais » deviendra en continuité après 1848, le cri de ralliement des libéraux et le symbole des libertés provinciales [[115]](#footnote-115). Elle résume à elle seule le sens profond des *fueros* (ou *fors*) mis par écrit entre le XIe et XIIe dans toutes les principautés pyrénéennes, et sur les deux versants de la chaîne.

Côté espagnol, ces « constitutions locales » constituent un élément fondamental du droit public et d’une histoire marquée par la recherche souvent conflictuelle d’un équilibre entre centre et périphérie. Mais la formule s’accorde aussi à celle employée par Isidore de Séville dans ses célèbres *Étymologies*:

« Le nom de roi peut s’endosser quand on règne correctement et se perd lorsqu’on œuvre mal. D’où ce proverbe qui courait parmi les anciens : “Tu seras roi si tu agis avec rectitude ; si tu n’agis pas ainsi, tu ne le seras pas” [[116]](#footnote-116). »

Oublions donc un temps nos conceptions françaises d’une souveraineté sans partage pour tenter de pénétrer les nuances qui ont pu forger l’*habitus* politique des héritiers de la monarchie wisigothique.

\*  
\* \*

Le rappel des *fueros* et le serment exigé du souverain n’expriment pas seulement la légitimité des libertés locales ; ils sont en même temps la réaffirmation d’un principe de souveraineté royale sévèrement encadré par le clergé qui, primitivement, élisait le monarque et a continué de pourvoir à son éducation confiée aux monastères, puis, veillé à Leyre et San Juan de la Pena sur sa dépouille mortelle. Mais, comme le remarque José Maria Lacarra [[117]](#footnote-117), en Navarre comme en Béarn, l’engagement du souverain de respecter les droits et coutumes locales (*fors* ou *fueros*) précède son intronisation, indépendamment de toute intervention de l’Église. Cela, contrairement aux sacres germaniques, français et anglais, où il forme la contrepartie d’un engagement à la défendre. Ces souverainetés pyrénéennes laïcisent le pouvoir avant l’heure en écartant toute transcendance dans sa légitimation, pour la remplacer par des engagements réciproques :

« Si le roi est “élevé” par les ricohombres, et s’ils lui jurent fidélité, le roi s’engage à répartir le bien de chaque terre entre les ricohombres, les chevaliers, les nobles, et les bonnes gens des cités, c’est à dire avec les différents corps sociaux (ou États) qui formeront les Cortes [[118]](#footnote-118)  »

La réciprocité de la formule est implicite : la soumission à l’autorité du souverain est conditionnelle. Ce contrat politique est *synallagmatique*, et c’est à juste titre qu’il sera théorisé plus tard sous la forme du *pactisme*, ne serait-ce qu’en réaction aux dérives absolutistes de la monarchie castillane. Mais cette singularité n’est pas qu’ibérique. Au même moment, en Béarn et en Bigorre, les *fors* reproduisent les mêmes principes :

« Dans les fors, le peuple prend la parole et se comporte comme s’il était détenteur du pouvoir originaire : une offre de contrat est faite au comte et son autorité ne sera établie que s’il l’accepte et en respecte les conditions [[119]](#footnote-119). »

La légitimité du souverain, son acceptation même, repose sur des promesses réciproques. Comme le remarque l’historien toulousain du droit, Paul Ourliac :

« L’idée d’une souveraineté contractuelle n’a guère persisté dans le nord de la France alors qu’elle est essentielle dans le midi. L’ordre n’y est pas fondé sur la vassalité, mais sur des convenentiae établissant entre les parties une mutuelle fidélité [[120]](#footnote-120). »

Et il ajoute :

« La fidélité doit rester pure de toute dépendance foncière : un article des fors (de Bigorre) (art. 5) frappe de nullité toutes les donations que, par inexpérience, le comte aurait faites à un chevalier. »

Nous sommes, en effet, à mille lieues des notions de « fief » et d’« hommage », fondements mêmes de l’ordre féodal… car l’on se trouve en présence, comme en Béarn au même moment (début du XIIe siècle, de chartes de paix directement inspirées par l’Église, sans pouvoir s’appuyer sur le *foedus* carolingien, resté au nord de la Garonne.

Contrairement au très déductif « contrat social » de Rousseau (ou de Hobbes), issu d’une construction abstraite et universelle, celui-ci se montre inductif, concret, localisé et dynamique. Il ne peut se comprendre qu’à travers un enjeu commun et des intérêts réciproques bien compris. Pour le Monarque, il s’agit de la reconnaissance par les sujets de son autorité et de sa légitimité, ce que traduit le terme de fidélité ; pour le corps social, la contrepartie consiste dans le partage équitable des conquêtes. Ceci crée « constitutionnellement » la relation politique sur des bases précises, étrangères à toute construction idéologique nécessaire pour justifier le principe du pouvoir, selon le modèle du voisin franc, puis capétien.

Ici, la relation au souverain est définie par le contrat lui-même. L’allégeance des sujets est acquise tant que le souverain respecte ses obligations, à commencer par le maintien des *fueros.* Dans le cas contraire, le contrat est rompu, et sa légitimité est remise en cause. Ce qu’exprime nettement cette disposition intégrée dans le privilège de la *Union* en 1287 :

« Si, ce qu’à Dieu ne plaise, nous ou nos successeurs contrevenions en tout ou en partie aux clauses susdites, nous voulons et octroyons et expressément de science certaine, aussi bien alors que maintenant, nous consentons que vous ne nous considériez plus ni nous ni nos successeurs comme Roi, ni comme seigneur, au lieu de cela, sans encourir aucun blâme contre votre foi ou votre loyauté, que vous puissiez faire et fassiez un nouveau roi et seigneur celui que vous voudrez, où vous voudrez, et lui donner et livrer lesdits châteaux et vous-mêmes comme ses vassaux [[121]](#footnote-121). »

Le principe du contrat l’emporte donc sur celui de l’hommage féodal considéré comme définitif, renouvelé à chaque génération, et contrepartie de la possession du fief. La rupture du contrat – et le choix d’un nouveau souverain qui en est la conséquence directe – est présentée comme une dérogation explicite à l’économie politique du rapport féodal qui suppose comme définitive l’allégeance au suzerain. À la fin du XIIIe siècle, le nord de l’Espagne ne peut rester imperméable aux usages féodaux, généralisés dans le reste de l’Europe. Il y puisera en particulier le principe dynastique ignoré par la monarchie wisigothe, fidèle à l’élection, au prix de tragiques guerres de succession qui favoriseront l’invasion musulmane. Il sera, de même étendu aux *honores,* qui sont à l’origine de simples rétributions en terres accordées par le prince à des combattants valeureux, mais de manière révocable et viagère.

« Il est intéressant de noter que les usages féodo-vassaliques, étrangers jusqu’alors dans le royaume d’Aragon, sont importés du sud de la France ou de la Catalogne par les souverains aragonais pour fidéliser les combattants étrangers. L’emploi de notions féodales, similaires à celles en usage dans la France médiévale, correspond à une véritable stratégie royale : les chevaliers francos retrouvent auprès des monarques d’Aragon les repères des relations vassaliques du nord des Pyrénées. En favorisant la venue et l’adaptation des combattants d’outre-Pyrénées, le roi d’Aragon s’assure une “main d’œuvre” idéale pour mener une guerre d’usure contre les musulmans [[122]](#footnote-122). »

À la différence du royaume franc où la succession familiale des fiefs est organisée par le capitulaire de Quercy-sur-Oise signé du roi Charles le Chauve en 877, en Espagne, les souverains de Navarre, puis d’Aragon, s’accommoderont plus tardivement d’un usage, généralisé en Europe, mais qui doit plus à l’influence culturelle qu’à la nécessité politique. Il en résulte ce constat, partagé par les médiévistes que l’Espagne fut peu touchée par la féodalité. Il serait plus exact d’observer que les royaumes pyrénéens ont emprunté seulement à la féodalité des formes et des usages qui pouvaient se greffer sur un pacte politique qui en différait profondément.

Il suffit pour s’en convaincre de comparer les deux mythologies en vigueur au XIIIe siècle, celle qui anime le *pactisme,* en Aragon, et celle qui vient au secours de la féodalité au moment de son apogée et de ses premières remises en question.

C’est ainsi que *l’hérédité* devient en France la justification du privilège nobiliaire, la transmission des fiefs étant la conséquence de la transmission des valeurs guerrières qui justifient leur constitution originelle. En généralisant à tout le corps social des allégeances réciproques, comme contrepartie d’une protection de plus en plus fictive, la féodalité a créé en France un *habitus* durable de domination et de soumission, qu’a bien repéré Max Weber [[123]](#footnote-123), qui continue de prendre des formes variées au travers de la *domination bureaucratique* ou *charismatique*. L’essentiel de la réflexion politique consistera dès lors à chercher des justifications à la réalité du pouvoir – qui ne va jamais de soi – en faisant appel à ce mélange subtil de sentiment et de raison que nous qualifions d’« idéologie ». Au terme de longs cheminements et de soubresauts, le Pouvoir deviendra constitutionnel et statutaire, tandis que sa légitimité – et donc son acceptation – demeure toujours en débat dans les démocraties modernes.

À l’inverse, la vision contractuelle, celle du *pactisme,* telle qu’elle est élaborée *quand la pénétration du droit romain* se généralise en Europe, a besoin d’un *mythe fondateur* capable de s’opposer à la justification de l’unité du Droit, qui va dans le sens d’un accroissement du pouvoir monarchique. En même temps que s’élabore dans les autres pays d’Europe le concept de souveraineté qui aboutira à la reconstruction de la puissance publique désormais concentrée autour du Roi, les *foristes* pyrénéens vont fabriquer le mythe d’un pacte originel, qui vaut plus par les principes qui y sont affirmés que par son authenticité. Ces « *fueros* de Sobrarbe » ou de « San Juan de la Pena» furent rédigés par les chroniqueurs et juristes navarro-aragonais à partir du XIIIe siècle :

« Et dans ces montagnes se levèrent quelques gens, à pied, ils lancèrent des expéditions, s’emparèrent de chevaux et répartirent les biens entre les plus vaillants, jusqu’à qu’ils fussent dans ces montagnes d’Aynsa et de Sobrarbe plus de trois cents à cheval, et pas un ne l’emportait dans le butin ou les expéditions. Et il y eut une grande expédition et une grande rivalité entre eux, ils discutèrent à propos des expéditions et se mirent d’accord pour demander conseil, à Rome, sur la conduite à tenir auprès de l’apostolique Aldéban, qui vivait, et aussi en Lombardie, où se trouvent des hommes de grande justice, et aussi en France. Et ceux-ci leur envoyèrent dire qu’ils aient un roi, qui les dirige, et qu’auparavant ils aient leurs établissements jurés et écrits, et ils firent ainsi qu’on leur avait conseillé, et ils écrivirent leurs fueros avec le conseil des Lombards et des Français, du mieux qu’ils purent, comme des hommes qui ont conquis leur terre sur les Maures, puis ils élurent don Pelayo comme roi, qui était du lignage des Goths et combattit les Maures depuis les Asturies et toutes les montagnes [[124]](#footnote-124). »

Ce texte est moins anecdotique qu’il n’y paraît. Le contexte originel apparaît chaotique, comme il l’est aussi à la même époque sur le versant nord, qui se remet tout juste des destructions vikings auxquelles le duc Sanche de Gascogne à mis un terme par la victoire de Taller (958), en même temps qu’aux destructions scandinaves faisant suite à celles déjà opérées au siècle précédent par l’incursion violente des Maures sous la conduite d’Abd el Raman.

Cette vaste Vasconie, entre l’Èbre et la Garonne, unie par une langue commune – le protobasque – et une double résistance, contre les Francs et contre les Sarrazins, partage aussi les mêmes coutumes. Celles-ci se singularisent par une structure familiale centrée sur l’habitation (l’*etche* basque ou le *casal,* béarnais et bigourdan), une organisation communautaire forte, et impérieuse, qui donne un statut – privilégié – au *voisin* et une précarité provisoire à l’*étranger*.

En dépit de différences mineures les *fors* pyrénéens, se présentent d’abord comme l’affirmation d’une structure sociale et politique originale, trouvant sa cohérence à l’échelle de vallées cloisonnées et soudées par les solidarités pastorales. On peut ainsi constater avec Paul Ourliac à propos de l’ancien droit des Pyrénées :

« Il est à la fois communautaire et individualiste, poussant même à l’extrême chacun de ces caractères. Par sa naissance, par sa famille, par sa maison, par son travail, l’homme appartient à un groupe ; il vit par lui et en lui et se sent solidaire de tout. Il affirme, en même temps, sa pleine liberté : dans sa maison, dans sa famille, il est maître et seigneur. Sa parole l’engage et il ne reconnaît que l’autorité qu’il a acceptée [[125]](#footnote-125). »

On comprend alors que toute manifestation d’autorité extérieure soit perçue avec méfiance. Elle n’est acceptée que « sur la pointe des pieds », avec un luxe de garanties et pour des matières strictement délimitées. Les vicomtes de Béarn, et les comtes de Bigorre ne peuvent visiter les vallées de leurs territoires sans fournir préalablement des otages. Et ils ne les visitent guère que pour exercer la seule prérogative que les capitulaires carolingiens ont rendue acceptable : l’exercice de la *Haute Justice,* soit le droit de vie ou de mort en cas de crime manifeste, avec la réunion d’un *plaid de justice*  composé des barons (une douzaine en Béarn et en Bigorre), ou d’hommes libres qui doivent leur conseil au Prince.

Seule une agression extérieure l’autorise à convoquer l’*ost*, en commençant par les hommes d’armes (barons et *miles),* mais avec un luxe de ménagements. Les *fors* de Bigorre, rédigés autour de 1100 à l’aide de prélats animés par l’esprit de la *Paix de Dieu,* limitent, en effet, au minimum les exactions que rend nécessaires l’état de guerre (prélèvement sans excès sur le bétail, le fourrage, droit de chasse et pêche) ; les périodes de service sont étroitement codifiées et limitées dans le temps ; le droit pour les seigneurs d’édifier des châteaux est soumis à l’autorisation préalable du comte, et les châteaux sont « *rendables* » à sa demande, ce qui limite les aventures guerrières. Cela, dans des sociétés où la cruauté est usuelle, où les vallées s’affrontent entre elles (comme celles du Bigorre et de Comminges), où le w*ergeld* [[126]](#footnote-126)continue de s’appliquer, en entretenant la violence puisqu’elle est tarifée, et où la vengeance privée (la *faide)* est admise, y compris en cas de meurtre. Et où elle constitue encore une obligation sociale et un point d’honneur, en dépit du capitulaire d’Herstal (779) qui l’interdisait expressément trois siècles plus tôt – ce qui prouve que l’ordre carolingien n’avait pas encore pénétré les Pyrénées. Car limiter la violence organisée est une chose, l’extirper des habitudes sociales et des réflexes privés est une tout autre entreprise, consistant à faire admettre qu’une autorité extérieure soit légitime pour trancher des différends qui ne les concernent pas, ce qui choque le bon sens le plus élémentaire. Issue de l’ordre wisigoth, la loi du talion, revisitée par la tarification des violences, conserve le mérite de la simplicité et de l’efficacité immédiate, pouvant aller jusqu’au châtiment suprême si l’obligation de paiement n’est pas remplie. Pourquoi donc aliéner ce droit individuel d’exercer la justice selon une règle communément acceptée, simple et quantifiée avec précision ?

Admettre qu’une autorité extérieure soit légitime pour régler vos différends constitue – en soi – une révolution mentale assez considérable tant que la *raison du plus fort* sert de règle commune, quand la notion du droit s’est évaporée, et quand le *jugement de Dieu* sous la forme d’ordalies à l’eau bouillante ou de combats de champions, sert de mode de preuve…

\*  
\* \*

Ainsi, progressivement, la notion de *justice* est un véritable progrès de civilisation et il n’a fait son chemin qu’aiguillonné par l’*Église*. La rédaction des premiers *fors* (Jaca 1063, Morlas, Oloron, Bigorre cinquante ans plus tard) coïncide avec les multiples *conciles de paix* qui émaillent le XIe siècle. On retient surtout de ce mouvement son application pratique, la *Trêve de Dieu,* issue du concile de Toulouges (1027), en Catalogne : en restreignant les périodes de guerre, l’Église espère – peut-être naïvement – allonger celles de paix. Mais son action est plus profonde puisqu’elle s’étire sur un siècle, à partir du concile de Charroux (989) en essayant inlassablement d’« inventer » un substitut à la violence. Ce sera l’idée de *justice* proposée comme un moindre mal à des populations harassées par les exactions et la seule raison du plus fort, telles que les déplore le moine Raoul Glaber au tournant du millénaire (1033). Il faudra une longue persévérance aux prélats et aux abbés, tant la violence fait partie de l’anthropologie de l’époque, mais aussi parce que les Pyrénées n’ont connu, pendant les trois siècles précédents, que des incursions étrangères (vandales, franques, maures, scandinaves), caractérisées à l’évidence par la violence.

C’est grâce à une véritable idéologie de la Paix que, progressivement, l’horizon des rapports sociaux se dégagera – non sans mal – des brutalités souvent coutumières qui l’encombraient jusqu’alors. Cet ordre de la Paix va ainsi se substituer au chaos de la violence et relégitimer, d’abord timidement, l’autorité publique en restaurant une relation politique :

« Le droit à la violence détermine en effet la place de chacun dans la société. C’est le contrôle de la violence qui fonde la légitimité de l’autorité des princes, car, suivant l’idéologie carolingienne ou wisigothique, la paix est au cœur de l’ordre auquel tous contribuent, du réseau nobiliaire local aux comtes et vicomtes dont l’autorité reste forte [[127]](#footnote-127). »

Logiquement, les efforts de l’Église s’adresseront d’abord aux guerriers eux-mêmes, avant de s’étendre à la société tout entière. C’est ce dont témoignent les décisions prises, qui visent plus à canaliser les violences, qu’à les éradiquer, à commencer par la violence guerrière [[128]](#footnote-128)… C’est le sens de « la Trève de Dieu », mais aussi des « Croisades », qui sont une transfiguration de ce demi-échec par un objectif spirituel, à partir du concile de Clermont (1095). Cet engagement par l’épée, qui trouble une partie du Clergé [[129]](#footnote-129), sacralisera définitivement la fonction militaire, ce qui est un paradoxe au regard des enseignements évangéliques, au point d’animer les débats théologiques autour de la justification de la guerre comme le montrent les interrogations de Gratien au sujet de la *guerre juste.* Mais la sacralisation du guerrier, dont la figure du *chevalier* est l’expression la plus commune, n’explique pas pour autant celle du Souverain, qui n’est après tout que le gestionnaire du premier.

\*  
\* \*

C’est l’ordre de la Paix, appliqué à l’ensemble des populations, qui va le mieux profiter au Souverain et de la meilleure manière, en justifiant la souveraineté elle-même, en lui donnant d’autres raisons d’exister que la seule domination guerrière. Ce n’est pas un hasard si les premiers Capétiens ont soutenu et encouragé les multiples conciles de Paix, à la différence de la plupart des grands féodaux inquiets de l’immixtion des clercs dans leur passe-temps favori ! On sait ce que doit la monarchie française balbutiante à l’idée – nouvelle pour les esprits de l’époque – de confier à un tiers la résolution des conflits pour préserver la Paix. En se superposant à l’ordre féodal, elle va permettre aux modestes seigneurs d’Île de France d’imposer progressivement une suprématie royale caractérisée d’abord par l’appel au Roi, la prérogative de juger en dernier ressort, nouveau signe de souveraineté, et alternative à celle issue du succès des armes [[130]](#footnote-130).

Mais dans le Nord, contrairement aux Pyrénées, la prérogative sera pyramidale, unilatérale, et quasiment « divine », en reprenant à son compte la tradition carolingienne. Tout l’appareil conceptuel – et plus tard idéologique – de la monarchie absolue est déjà en germe dans ce pouvoir de « faire justice », au nom de la Paix, ce qui est sa première et meilleure justification, au nom de la puissance féodale, ce qui est le signe de son ambivalence. Rien de tel dans nos « républiques pyrénéennes » où le pactisme est omniprésent:

« Le prince, pour asseoir et développer sa puissance, poursuit une politique – peut-être la seule possible – conforme à une idéologie fondée sur la paix et le pacte. D’un autre côté, le pacte nécessite de prendre en compte les aspirations, mais aussi la puissance de ses interlocuteurs [[131]](#footnote-131). »

Ceci explique pourquoi les princes pyrénéens devront faire appel à d’autres ressources pour asseoir leur souveraineté et rétablir ce que l’on peut appeler une *autorité publique*. En Bigorre et en Béarn, les *fors* généraux sont promulgués sous la plume des clercs, mais au moins à un siècle d’intervalle. En Bigorre, ils remontent au bout du règne de Bernard III, soit entre 1106 et 1112, pour mettre fin à une époque troublée : les violences locales se sont multipliées en même temps que les seigneurs s’engageaient dans les croisades, surtout celles menées par les royaumes pyrénéens voisins contre les Maures. Gaston de Béarn sera un des héros de la prise de Jérusalem en 1099, grâce à son art de confectionner des machines de siège [[132]](#footnote-132). Et il entrera le premier à Saragosse en 1118 aux côtés d’Alphonse le Batailleur, roi d’Aragon. D’importants contingents de seigneurs béarnais et bigourdans l’accompagnèrent, délaissant la pacification de leurs terroirs. Les populations, plus que jamais, aspirent à la paix.

Le but est de restaurer les « bonnes coutumes » qui existaient deux générations plus tôt, dont les rédacteurs (*scriptores)* avaient encore le souvenir, ce qui sous-entend la prolifération de « mauvaises coutumes » à savoir : la perturbation de l’ordre social par des exactions et des violences… Mais plus que la consolidation des rapports sociaux, les *fors* visent à promouvoir un ordre nouveau et singulièrement éloigné des mœurs courantes, celui de la Paix, dont la justice sera un nouveau fruit, selon l’inspiration de Saint Augustin et de Saint Isidore de Séville :

« Pour l’un, puis pour l’autre, la paix est le maintien de l’ordre; la justice procède de la paix, que le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel ont tous deux à assurer. Isidore met plus encore au centre la mention du pacte: la paix ne peut venir que d’un pacte. De la concorde doit naître la paix, la paix terrestre qui conduit à la paix céleste [[133]](#footnote-133). »

\*  
\* \*

Cette conception s’éloigne symétriquement de la conception moderne de la justice, qui renverse l’ordre des priorités : pour nos contemporains, c’est la justice qui est la condition de la paix, puisque son rôle est d’empêcher la violence du criminel (par sa réclusion), et de soulager au moins symboliquement la peine de la victime. En l’an mille, « l’ordre de la paix » apparaît comme concurrent à celui de la violence, notamment privée, qui subsiste, mais ne satisfait guère. De cette façon, les violences se différencient entre les violences coutumières, dont les *for*s ne font pas mention, et les violences contre la paix, susceptibles de sanctions temporelles et spirituelles. La méthode consiste à interdire la violence, en fonction des personnes, des lieux, et des circonstances. C’est ainsi – en tout premier lieu – que les clercs, de toute condition et tout grade, sont placés sous la protection de la Paix, mais aussi les pèlerins, de plus en plus nombreux à traverser les Pyrénées en direction de Saint Jacques de Compostelle, mais aussi les femmes, mais aussi les paysans… La violence est exclue des églises et des monastères qui deviennent autant de « sauvetés », et en même temps des asiles où pourront se réfugier tous ceux qui sont sous l’emprise de la violence. Enfin, l’ordre de la Paix prescrit de nouveaux comportements qui renseignent – en creux – sur l’état de décomposition des rapports sociaux.

Selon cette logique, les *fors* de Bigorre autorisent « *un paysan à attaquer un chevalier qui aurait incendié sa maison ou enlevé un bœuf* [[134]](#footnote-134) » (art.41). « *En revanche, aucune querelle ne peut être cherchée à la veuve d’un chevalier* *mort en expédition légitime, au moins si elle ne se remarie pas et n’a pas de fils en état de porter les armes* » *(*art. 31) [[135]](#footnote-135). Il est aussi rappelé aux paysans qu’ils ne peuvent pas établir de pièges sur les chemins des pèlerins, ce qui laisse supposer qu’ils se livraient à ces pratiques peu bienveillantes… Toutes ces prescriptions n’allaient pas de soi et modifiaient de vilaines habitudes. Les *fors* qui sont de véritables chartes de paix se superposent à un « état de violence » en partie fondé sur la coutume, marquée encore par la loi germanique qui, on l’a noté plus haut, la banalisait en la monétisant (*wergeldt*). Ce n’est qu’au milieu du XIIe siècle – et d’abord en Béarn – que la vengeance privée sera enfin prohibée et que les crimes relèveront de la justice du souverain.

Il a fallu de longues années pour que soit surmontée la contradiction existant entre le devoir imposé par le peuple de respecter les coutumes – condition de reconnaissance d’une souveraineté d’abord guerrière – et celle de faire vivre la Paix et la justice, voie ouverte à une souveraineté politique. Avant cette « conversion », les peuples pyrénéens étaient davantage inspirés par un esprit d’indépendance farouche, particulièrement dans les vallées, que celui de révérence envers toute autorité. Comme le remarque un historien du XIXe siècle :

« Les Pyrénées, depuis le temps des Gaulois, étaient demeurées divisées en petits cantons tracés par la nature elle-même, sous la forme de vallées qui s’administraient par leurs municipes. L’élection faisant la base de ces conseils locaux, les Romains, les Visigoths leurs imitateurs, les Franks même les avaient respectés ; mais quant aux chefs politiques, les dominateurs avaient substitué la nomination impériale ou royale au choix populaire […] et comme les Pyrénées se maintinrent en état d’hostilité permanente, des hommes acclamés par les indigènes furent toujours opposés aux comtes et aux officiers délégués par le gouvernement vainqueur. […] Parmi ces chefs de clans nationaux, ceux des Vascons avaient acquis le plus de gloire et d’autorité [[136]](#footnote-136) »

La Vasconie, réalité ethnique et linguistique pour les peuples situés entre l’Èbre et la Garonne, n’a forgé son identité politique entre les Ve et Xe siècles qu’au travers de sa résistance constante contre des tentatives de conquête issues de puissances périphériques. Celle des Wisigoths, des Maures, des Francs, côté espagnol, celle des Francs, des Maures, des Vikings, au nord de la chaîne. « L’Union pyrénéenne » fut avant tout guerrière et cimentée par la haine de l’étranger, comme le démontre l’épisode de Ronceveaux à la fin du VIIIe siècle. Puisque Charlemagne ne fut pas agressé par des Maures, comme on le lira plus tard dans la *Chanson de Roland*, mais par des Vascons, du nord et du sud, passés maîtres dans l’art de la guérilla. Mais que devient l’autorité d’un chef de guerre quand le calme est revenu et que l’organisation locale coutumière permet de gérer la vie courante ? Qui est légitime pour s’immiscer dans le quotidien de vallées autarciques dirigées par des chefs de famille, identifiées par leurs maisons (*casaux*) et soucieux avant tout du sort de leurs troupeaux ? La coutume règle tout, y compris le châtiment réservé au meurtrier incapable d’acquitter l’amende prévue : il est enterré vivant au-dessus du corps de sa victime ! Et ce sont des juges locaux, élus parmi les chefs de famille, qui infligent la sanction et ont autorité sur la *beziau*, la communauté de voisinage. Comment admettre, dans ces conditions, l’utilité d’une souveraineté extérieure quand on ne peut comprendre sa nécessité qu’en cas d’invasion du territoire ? Ils reflétaient cette observation de Donoso Cortes :

« Or l’homme, depuis qu’il s’est révolté contre Dieu ne reconnaît que sa propre souveraineté et n’en veut admettre aucune autre que si elle a préalablement sollicité son suffrage et son consentement [[137]](#footnote-137). »

Sans doute, la lignée des ducs de Gascogne, Vascons eux-mêmes, et à laquelle appartiennent les vicomtes de Béarn et les comtes de Bigorre, peut-elle bénéficier d’un certain prestige. Elle n’est pas suffisante pour conférer une autorité politique tandis qu’elle provoque une répulsion naturelle tant elle est assimilée à une fonction guerrière. C’est ce qui explique les épisodes troublants rapportés par les cartulaires lors des tentatives de déplacement du comte de Bigorre dans la vallée de Barèges : en 1120, les habitants de cette vallée devaient lui fournir quarante otages pour qu’il se déplace en sécurité ; peu de temps auparavant, la comtesse Béatrix avait été capturée par les Barégeois qui s’en prirent ensuite à son fils qui prétendait rendre la justice. Il n’en réchappa que de justesse : « *que ave escarnida la maire escaniren lo fill* »*.* Cet état d’esprit règne aussi en Béarn : le *for* d’Aspe prévoit (art.12) des échanges d’otages réciproques avant que le vicomte pénètre dans la vallée.

La même méfiance comme des précautions similaires sont présentes en Andorre, en Catalogne et dans le pays de Foix. La soumission féodale est absente, seule la puissance guerrière est respectée, parce que redoutée, y compris au quotidien. Les vallées de Lavedan et d’Aspe se font la guerre, celles de Barèges et d’Azun se rebellent contre les moines de Saint-Savin, tandis que dans le Piémont, les possesseurs de châteaux et les *miles* qui les occupent se livrent à des exactions (mauvaises coutumes). La confusion règne, le peuple murmure, mais il ne conçoit pas encore la souveraineté. Il aspire à la paix, mais il ne sait que trop que la violence est le seul ordre qui prévale, ce qui lui fait respecter la seule autorité guerrière. L’influence carolingienne lui fait admettre – comme seule marque de souveraineté – le droit de convoquer *l’ost* en cas d’agression extérieure, encore s’agit-il pour l’essentiel d’une affaire de guerriers, de *miles,* que les *fors* codifieront avec précision [[138]](#footnote-138).

Les souverains pyrénéens, substituts aux princes carolingiens, sont ainsi des rois sans couronne, incapables par eux-mêmes d’imposer une autorité autre que virtuelle ; ils font face à des montagnes d’indocilité : les habitants des vallées, au tempérament ombrageux, mais aussi les châtelains et « seigneurs de la terre », maîtres chez eux et protégés par leurs douves et palissades à l’intérieur de leur *castrum.* Comment, sur ce terreau, parvenir à faire émerger un ordre quelconque autrement que par une soumission forcée, par une violence « supérieure » et irrésistible, issue des lois de la guerre, une forme d’ordre des vainqueurs ?

Ce qu’attendraient nos mentalités modernes épuisées par les violences du XXe ne se produit pas ici. L’ordre de la Paix va se superposer de manière volontaire sur l’état de violence, sans l’abolir dans un premier temps, mais en introduisant dans les pratiques sociales ses contrepoisons les plus efficaces: la justice et l’autorité, piliers d’un espace public entièrement à reconstruire. Par quelle alchimie l’Église a-t-elle ainsi pu favoriser cette « conversion » inattendue sur un terrain aussi accidenté que celui des Pyrénées ?

\*  
\* \*

À l’origine, il existe une aspiration sociale largement partagée. Au début du XIe siècle, les populations vasconnes, perturbées depuis des décennies, se remettent tout juste des destructions scandinaves, mais sont atteintes désormais de l’intérieur par la prolifération des « mauvaises coutumes », mot presque savant pour désigner la brutalité quotidienne émanant des hommes de guerre qui n’ont plus de « front » extérieur pour s’épancher. La paix est ainsi devenue une aspiration générale tout en restant à l’état de projet, et il n’existe pas de puissance temporelle capable de la rendre effective.

Au même moment l’Église revient dans le pays : après la victoire de Taller (982) qu’il a remportée contre les Vikings, le duc de Gascogne, Guillaume Sanche, installe son frère Gombaut comme évêque de toute la Gascogne, supprimant au passage les diocèses existants, ce qui est une anomalie étonnante. Au cours de son règne (950-996), et de celui de son fils, Sanche Guillaume (996-1032), vingt-trois abbayes seront restaurées ou crées, parmi lesquelles on compte : La Réole, Saint-Sever, Saint-Pé de Généres (…), placées sous l’obédience de Cluny. Celles-ci auront une longue histoire, survivant pour la plupart, jusqu’à la Révolution française. Dans les montagnes pastorales, elles constitueront avant tout des foyers de culture et d’évangélisation, car les Pyrénéens ont été regagnés par le paganisme. Elles formeront surtout des relais de l’« idéologie de paix », et, dans la foulée, de la réforme grégorienne, assez puissante pour protéger les biens d’église des convoitises laïques et assurer l’indépendance de la société cléricale.

Car l’Église est aussi victime de la violence et elle sait que seul un ordre apaisé favorisera l’essor de la chrétienté. Le culte et la contemplation ne peuvent s’épanouir sur un monde déchiré par la violence. Il fallait peut-être qu’advienne cette impérieuse nécessité pour que les clercs se mobilisent avec une telle persévérance, pour que s’impose dans les esprits le respect d’une autorité, au nom de la Paix, et… de la justice qui en serait le fruit indissociable. Non sans sagesse, ils font des princes armés les garants ce nouvel ordre : ils ont expulsé les persécuteurs païens du territoire, restauré les abbayes, et ils figurent comme « protecteurs » dans leurs chartes de fondation. Mais leur légitimité ne repose plus sur la conquête : ils sont princes d’abord, parce qu’ils ont juré de respecter les coutumes, ce qui était déjà le cas auparavant. Désormais, les « bonnes coutumes » sont mises par écrit et leurs dispositions deviennent des lois de paix, en se superposant aux coutumes ordinaires, avec l’espoir tacite de les faire évoluer.

Pour y parvenir, les clercs donnent d’abord pour mission aux princes d’être les garants de la paix : leur intervention devient légitime dès qu’il y a *bris de paix* et ils s’appuient sur la *convenientia* (la promesse) des puissants et des chefs de communauté (le peuple) de respecter les *Fors* et la *Paix* qu’ils instaurent. Mais le Prince ne juge pas encore et cette attribution appartient toujours aux juges désignés par les communautés. Ce sont le plus souvent des notables ou des anciens qui resteront longtemps – notamment en Catalogne – les seules autorités reconnues. Il faudra attendre encore un siècle [[139]](#footnote-139) pour que les auteurs des crimes les plus graves (viol, meurtre, vol manifeste) soient traduits devant le plaid du comte ou du vicomte, composé d’abord des hommes libres, puis des pairs (barons), en Béarn et en Bigorre.

C’est par cette progressive infiltration que s’établira une souveraineté politique permanente, mais aux attributions exceptionnelles et limitées, comme nous venons de le voir. Et cette souveraineté « extérieure » gardera dès le départ une fonction dissuasive : c’est ce qui est constaté dès la fin du XIe siècle pour le diocèse de Vich (Catalogne), où on recherche d’abord un accord « *par la négociation d’un compromis ou de la paix* » [[140]](#footnote-140), ce qui inscrit déjà dans le bon sens commun la répulsion à l’égard des procédures judiciaires. La dissuasion est aussi aidée par la généralisation des amendes. Car, pour assurer le « temporel » de ce service les *fors* établissent des amendes (de 66 à 660 sous) proportionnelles à la gravité des infractions de paix, et parfois réparties entre le *seigneur de la terre* [[141]](#footnote-141)et le prince. Ces ressources permettront, avec le temps, de créer un réseau de représentation locale du souverain (viguiers, bailes) qui augmentera ses marges de manœuvre ; elles constituent l’embryon d’un trésor public promis à un développement durable. On pourra alors retrouver un « espace public », conforme à la définition qu’en donne Jürgen Habermas : *« le déploiement de la sphère publique structuré par la représentation*[[142]](#footnote-142). »

Dès leur origine, issus d’une résistance à l’*imperium* musulman, les jeunes royaumes pyrénéens se trouvent dans une situation de négociation politique avec leurs sujets : les libertés concédées (*fueros*) sont dès le départ une récompense pour les combattants, qu’il faut bien attirer par quelque chose ; il se transformeront rapidement en moyen de repeupler les terres reconquises. L’Église y ajoutera très vite, surtout pour l’Aragon, un enjeu spirituel, qui, mêlé à des considérations plus profanes, permettait d’attirer des hommes de guerre en provenance de Béarn, Bigorre, Aquitaine, comme de Normandie et de Champagne. Ils seront, présents lors des reconquêtes de Barbastro (1064), Huesca (1096), et surtout Saragosse (1118), avec la participation de Gaston IV de Béarn aux côtés d’Alphonse I d’Aragon, dit « le Batailleur ».

Les *Fueros* de Jaca (1067), qui serviront de matrice à ceux des principales cités de Navarre (Pampelune, Estella), ou du Pays basque (Saint Sebastien), sont en cela exemplaires. Capitale originelle du royaume d’Aragon, cette modeste *villa* a l’avantage de se situer au débouché du col du Somport à une époque où le pèlerinage de saint Jacques de Compostelle est en pleine expansion. Sancho-Ramirez, deuxième roi d’Aragon, conscient de la position stratégique de Jaca d’un point de vue commercial, décide d’y attirer et d’y fixer ceux qui empruntent cette route désormais fréquentée en leur octroyant des avantages particuliers. Après un an et un jour, les nouveaux habitants sont dispensés de tribut (*malos fueros*), deviennent propriétaires de leur maison, ont la liberté de faire pacager leurs animaux sur les terres environnantes et sont traités à égalité avec les chevaliers. Ils bénéficient en outre d’une protection judiciaire particulière, puisqu’ils ne relèvent que du seul juge local et sont exempts de tout emprisonnement s’ils versent caution. Jaca devient une « ville » ainsi que le siège de l’évêque d’Aragon. Ce statut avantageux attire de nombreux *francos,* mais aussi une colonie de *judios,* qui favoriseront le développement économique et démographique de la capitale de ce nouveau royaume. Son succès est tel qu’il servira de constitution locale aux principales cités de l’aire navarro-aragonaise, sous l’impulsion de tous les successeurs de Sancho-Ramirez.

Après perfectionnements, rajouts, compléments jurisprudentiels, c’est au travers de *fueros* élargis à l’échelle des deux royaumes [[143]](#footnote-143) que l’édifice juridique prendra sa consistance définitive, antérieure à l’unification espagnole, mais surtout aux centralisations castillanes, bourboniennnes, puis plus tard… franquistes. Ainsi, le fondement des autonomies régionales de l’Espagne contemporaine réside paradoxalement dans des chartes de franchises locales octroyées selon la volonté de ses premiers souverains territoriaux, titulaires de la puissance guerrière.

Presque au même moment, ce sont également des chartes de franchises qui apparaissent en Béarn (*fors* d’Oloron et de Morlaas), tandis qu’en Bigorre, on se trouve en présence d’une rédaction des coutumes essentiellement opérée avec l’intervention du clergé. Comment expliquer, qu’à partir d’un même socle, concernant des populations tout à fait comparables par leurs ressources et leur environnement, la souveraineté ait pris des chemins aussi différents, sur l’un ou l’autre versant de la chaîne ?

\*  
\* \*

Un siècle et demi plus tard, le roi de France (saint Louis), reprenant la tradition carolingienne, énonce clairement le caractère sacré de sa légitimité quand il déclare ne tenir son pouvoir de personne, sinon de Dieu : *« Le roi ne tient de nul, fore de Dieu et de lui »*[[144]](#footnote-144). Cette transcendance ainsi désignée s’est établie en même temps que l’avènement de l’Empire carolingien, qui transforma l’ancien *rex francorum* en successeur de Constantin et concurrent du *basileus* byzantin. Charlemagne est non seulement le défenseur de l’Église, mais il est aussi intégré à sa structure, en tant que prêtre-roi : ce qui justifie sa consécration (son sacre) et la mission temporelle d’administrer l’ensemble des peuples chrétiens d’Occident, les clercs se réservant le service de la prière et la liturgie. S’appuyant sur les récits de l’*Ancien Testament*, et, en particulier sur la figure du roi d’Israël, Josias, le nouveau souverain est en charge d’une mission sacerdotale consentie par la papauté. Charlemagne et ses premiers successeurs la prendront pleinement au sérieux en réorganisant les diocèses, en veillant à l’instruction des évêques et des curés, en présidant des conciles.

Les Capétiens se réclameront de cet illustre précédent et seront jusqu’à la fin considérés comme « *représentant de Dieu sur terre* », dotés de pouvoirs surnaturels, tels que la « *guérison des écrouelles* ». Ce principe est réaffirmé par l’historiographe Jean du Tillet qui, à la fin du XVIe siècle, sous le règne de Charles IX, écrivait :

« Il est notoire que les roys de France ne tiennent estat et temporel que de Dieu, et ne reconnaissent aucun autre supérieur en terre [[145]](#footnote-145). »

Certes, cette alliance du trône et de l’autel – ou peut-être cette fusion – connaîtra bien des vicissitudes, mais la perception du Pouvoir, même sécularisé en conserve des traces profondes. La transcendance survivra à la Monarchie et sera léguée à l’État républicain, qui en conservera le « sacré » tout en expulsant le « divin », ce qui transforme le Président de la République, même dans la France d’aujourd’hui, en un « *concentré de religion à visage politique* »*,* selon la belle formule de Marcel Gauchet. En puisant dans le christianisme son principe d’existence, la monarchie capétienne – au risque de l’instrumentaliser – en déduisit aussi celui de l’incarnation qu’elle prétendit, avec des bonheurs variables, appliquer à tous ses titulaires. Elle forgea ainsi, siècle après siècle, la transcendance du Pouvoir royal transmise au moins dans ses formes à l’État républicain alors qu’il s’évertuait à en saper les fondements théologiques. Mais la longue histoire de ces transferts étranges est plus à rechercher dans la filiation entre l’État et la *chrétienté* que dans une quelconque subversion.

Dans son ouvrage *Cité de Dieu, Cité des Hommes* [[146]](#footnote-146), l’historien médiéviste Dominique Iogna-Prat, suivant une perspective structuraliste inspirée de Michel Foucault, montre comment entre le XIIe et le XVe siècle s’effectuent plusieurs transferts de sacralité entre l’Église et les lieux profanes, autant qu’entre les personnes. L’église-bâtiment, primitivement centrale, se trouve progressivement englobée dans le tissu urbain et inspire les architectures civiles, tandis que les clercs forment les premières universités et assurent le conseil du Prince. La fascination française pour le pouvoir d’État, exerçant une souveraineté sans partage, concentré et unique (centralisation), réglant le destin de ses citoyens, et moteur de toute idéologie, est le trouble permanent de sa conscience politique, mais elle a une odeur d’encens.

L’*habitus* politique de nos voisins ibériques n’a pas les mêmes fondements, et ne construit pas les mêmes représentations. Pourtant, un survol historique laisse apparaître les mêmes influences culturelles. Et en premier lieu, celui de l’Église. Les rois catholiques sont les héritiers lointains de l’empire wisigoth que l’on présente trop souvent comme un modèle de cléricalisme après sa rupture avec l’hérésie arienne intervenue en 589 sous le règne de Recarede. Il est vrai qu’à partir de cette date et jusqu’à la conquête musulmane, les évêques sont pleinement associés au fonctionnement de la monarchie : conjointement avec la noblesse, ils composent l’assemblée qui procède à l’élection du souverain ; de même, ils réunissent des conciles à vocation législative, comme ceux de Tolède, renouvelés dix-sept fois jusqu’en 703. Ils élaboreront le *Liber Judicorum*, puis le *fuero juzgo*, dont se réclameront les jeunes monarchies pyrénéennes cinq siècles plus tard.

Pourtant, cette singulière alliance de Dieu et de César n’aboutit pas pour autant à une théocratie, car les deux pouvoirs – séculier et clérical – respectent leur vocation propre. Le pouvoir wisigoth est fragile, agité en permanence par des querelles de succession souvent réglées par l’assassinat du concurrent, perçu au départ comme hérétique par une population hispano-romaine déjà acquise à l’Église. Dès son ralliement, il trouvera dans la structure administrative offerte par le clergé autochtone, organisée autour de cinq métropolitains et soixante-quatre évêques, le seul moyen d’asseoir son autorité. Celle-ci n’est pas contestée par les prélats, en dépit du caractère très minoritaire de la présence des populations de sang wisigoth, estimée à 200 000 sur les cinq à six millions d’autochtones. Mais l’Église d’Espagne reste à sa place, elle respecte l’autorité de ces souverains toujours « barbares », mais enfin « catholiques », même si c’est depuis peu de temps. En dépit de quelques tentatives malheureuses dans les affaires internes du clergé, ils ne se mêleront pas de théologie tout en acceptant l’influence morale des clercs qu’ils associeront à l’exercice du pouvoir.

Ceci ne réduit pas à « *une simple lieutenance le rôle du roi wisigothique* »[[147]](#footnote-147)*,* comme il a pu être perçu par l’ensemble des historiens. Cette posture est radicalement différente de celle qui prévaudra au nord, un siècle plus tard, lors de la Renaissance carolingienne. Son conseiller et lettré Alcuin écrit alors à propos de Charlemagne :

« Dieu vous a donné toute science pour que vous preniez soin de diriger son Église [[148]](#footnote-148). »

L’ambition est autrement plus vaste, et la mission beaucoup plus inquiétante, que celles envisagées par Saint Isidore pour les souverains ibériques auxquels il est, certes, demandé d’être chrétien et de protéger l’Église, mais avant tout de se comporter en rois soucieux de leur peuple. Dans la première conception se profile un risque de « substitution » que l’histoire de France confirmera au travers de multiples épisodes : les papes d’Avignon, le gallicanisme, le pape humilié par Napoléon Ier, et – non sans filiation –… la rébellion de Mgr Lefèvre. Cette concurrence avec le successeur de Pierre se déduit de la formule originelle : « *Gesta Dei per Francos* », qui fut l’orgueil, mais aussi le démon, de la nation française quand elle était pénétrée de christianisme.

Paradoxalement, la séparation de Dieu et de César fut mieux affirmée chez les ancêtres des rois catholiques. L’Église y fut dès le départ une puissance reconnue et respectée sous l’angle spirituel et moral, mais autonome en tant que pouvoir politique, ce qui explique les relations différenciées entretenues entre la Papauté et les royaumes ibériques. Ceci est très net pour la Castille, qui a maintenu au départ une distance diplomatique à l’égard du Saint-Siège, mais aussi pour l’Aragon dont le deuxième roi, Sanche Ramirez, au contraire, s’est déclaré vassal du Pape dès le XIe siècle pour s’affirmer face à ses puissants voisins et obtenir, par un appel à la croisade, des renforts issus du voisin nordique pour reconquérir Barbastro et Huesca.

Derrière cette étrange alchimie, plane la figure exceptionnelle de saint Isidore de Séville, considéré comme le plus grand esprit de son temps, et nourri – y compris sur le plan politique – de tout l’héritage gréco-latin. C’est sous son influence que les mœurs barbares, encore violentes et sans pitié, seront « christianisées », c’est à dire civilisées.

« Pour la première fois dans le monde moderne, la loi d’airain du plus fort se trouvait dépassée par une législation que la doctrine et la morale chrétiennes inspiraient. »

Ainsi le remarque Jean Descola, en s’appuyant sur cette recommandation de Saint Isidore :

« Nous nous sommes attachés à protéger la puissance du prince. Mais si, dans sa pitié et dans son indulgence, il trouve que quelque coupable se veut amender, qu’il lui fasse merci [[149]](#footnote-149). »

Depuis Charles Quint, mais plus encore après l’avènement des Bourbons au XVIIIe siècle, l’État espagnol a tenté d’absorber ses particularités régionales sans réellement y parvenir. Les révoltes catalanes, lors de la guerre de succession entre Habsbourg et Bourbon, puis les guerres carlistes tout au long du XIXe siècle, s’appuient sur ces *fueros* auxquelles les populations demeurent attachées, car ils symbolisent avec force l’identité de leur « petite nation », avec sa langue, ses particularités, et une histoire souvent grandiose. Pour faire vivre cette « Espagne invertébrée » [[150]](#footnote-150), la Constitution espagnole de 1978, par une subtile répartition des compétences, tente de concilier ces forces divergentes, tant au travers du statut des « grandes autonomies », basque et catalane, que de celui de l’Aragon et de la Navarre, nommément désignée comme « Communauté forale ».

À l’inverse, côté français, le centralisme a tout emporté : en accédant au Royaume de France, Henry IV, déjà roi de Navarre, a rassemblé sur sa tête les deux souverainetés, ainsi que celles de Foix, de Bigorre, d’Armagnac, et de Périgord (1607). Peu de temps après (1620), Louis XIII rattachait définitivement à la France la vicomté de Béarn en dépit de la protestation de ses États. Ces vieilles principautés méridionales, pour la plupart issues de l’ancien duché de Gascogne, seront désormais sous souveraineté française après mille ans d’une allégeance très lointaine – et souvent remise en question – à l’égard des Mérovingiens, des Carolingiens, des Capétiens et des Valois. Cette absorption par le haut, liée au destin de la souveraineté locale emportée dans l’unification française et fondue dans l’État absolu, ne contredisait pas – en soi – la permanence des *fors*. Jusqu’à la Révolution, ceux-ci furent toujours mentionnés par les Rois et dont les États, particulièrement ceux de Béarn et de Bigorre, étaient garants de la conservation. Assimilés, bien à tort, à des privilèges féodaux, les *fors* pyrénéens ne résisteront pas à l’entreprise de destruction sans nuance de « l’Ancien Régime ».

Pourtant quatre siècles avant le *Bill of Rights* (1689), les peuples pyrénéens s’étaient dotés d’un droit public combinant le respect des hiérarchies sociales et la limitation de leur pouvoir. Ils nous offrent, avant même la généralisation du droit écrit, non seulement des recueils de coutumes adaptés aux sociétés pastorales, mais encore un protocole précis d’encadrement des puissances politiques, de limitation de leurs violences, et de respect des droits communautaires.

Ils méritent à ce titre un examen comparatif, de part et d’autre de la ligne de crêtes, pour y repérer les ferments prédémocratiques et les principes contractuels qui furent en vigueur à la veille de la généralisation d’un féodalisme de soumission, à l’issue de la croisade albigeoise.

\*  
\* \*

C’est à la fin du XIe siècle, entre 1050 et 1150, que les premiers *fors* apparaissent tout au long de la chaîne. Toujours promulgués à l’instigation du Souverain, les *fors* originels divergent cependant de part et d’autre. Au Nord, les *fors* sont rédigés uniquement en Bigorre (1060), Béarn (1080 pour le *for* d’Oloron, 1088 pour le *for* de Morlas, 1188 pour le *for* général), et Navarre (*Fueros general de Navarra*, 1237, applicable aux trois provinces basques du nord). Ils coïncident avec l’emprise de l’ancien Duché de Gascogne, rattaché aux comtes de Poitiers à partir de 1063 pour former le Duché d’Aquitaine. On ne trouve pas de *fors* dans les comtés de Comminges et de Foix, sous la mouvance du Comté de Toulouse, d’origine carolingienne. Il faut se déplacer à l’extrémité de la chaîne, en Cerdagne et en Roussillon, sous souveraineté aragonaise, pour les redécouvrir, sous la forme des *Usatges catalans* primitifs précédant la généralisation des *Fueros* d’Aragon en 1247. Selon les lieux, les *fors* ou *fueros* ont pu être interprétés comme des chartes de franchises, de plus en plus répandues – dans le Sud-Ouest aquitain – au XIIIe siècle à mesure que les souverainetés, anglaise et française, rivalisaient pour étendre leur influence et « mordre » sur celle des princes locaux.

On sait que ces franchises accompagnaient toujours la création des nombreuses bastides, justement comparées à des villes nouvelles, dans lesquelles il s’agissait d’attirer de nouveaux habitants désormais placés sous contrôle direct de la Couronne. Dans ce cas, comme dans celui des premiers *fueros* ibériques (tel celui de Jaca, remontant à 1077 qui a essaimé dans de multiples localités de Navarre et du Pays basque) il s’agit bien de privilèges locaux octroyés par le souverain avec une intention politique précise, pour compenser des facteurs de faiblesse, ou pour obtenir des gains de puissance. Pourtant, côté espagnol, ils vont régulièrement s’enrichir de jurisprudences et de compléments, de coutumes rédigées ou de réactions aux initiatives du Prince, au point de constituer un droit local étoffé et omniprésent. Bien mieux, en Aragon, les *Cortes* institutionnaliseront la personne du *Justicia,* désigné en leur sein et chargé de défendre la prévalence des *fueros*. Ainsi, en Espagne, les *fueros* se sont édifiés sur des franchises initiales particulièrement brèves, mais consolidées et enrichies par l’Histoire, au point de devenir le matériau à la fois essentiel et problématique du droit constitutionnel espagnol, au moins pour la partie pyrénéenne.

En France, les franchises locales, traitées comme exceptions au droit commun et comme « privilèges », n’ont pas résisté au souffle égalitariste de la Révolution alors qu’elles étaient la matrice la plus enracinée et la plus authentique de la liberté politique. Ce n’est qu’après deux siècles d’administration jacobine que la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 a donné à la République le caractère d’un État décentralisé (désormais article 1 de la Constitution) en dotant les collectivités territoriales (et non plus les collectivités locales) de l’autonomie financière et de compétences propres. Voici donc un domaine où les Pyrénées existent encore, et expliquer ces différences d’évolution n’est pas une mince affaire, car elles sont de prime abord très paradoxales. Comment expliquer que, dans un cas, une initiative royale, manifeste dans les *fueros* de Jaca, ou encore de Sobrarbe, ancêtres de ceux de Navarre et d’Aragon, soit devenue le socle fondateur d’une autonomie locale, toujours prête à se défendre férocement ?

Et, à l’inverse, par quels détours, les fors de Bigorre et de Béarn, contemporains des précédents, qui encadrent les pouvoirs de leur souverain de la manière la plus précise et qui prennent l’apparence de constitutions prédémocratiques, quasi contractuelles, se sont-ils pulvérisés ? Au point de suivre le sort de deux départements ordinaires soumis dès le XVIIIe siècle, avant même leur création républicaine, à l’État le plus centralisé et le plus autoritaire d’Europe…

Ces évolutions divergentes prennent toutes naissance au tournant du XIe et XIIe siècle à partir d’une matrice comparable : la mise par écrit des « bonnes coutumes », avec l’assistance d’un Clergé en pleine consolidation à la suite de la réforme grégorienne et du mouvement vigoureux de la « Paix de Dieu », particulièrement marqué en Catalogne. C’est aussi à cette époque que l’Église soutient les premiers succès militaires des royaumes pyrénéens contre le *califat* de Cordoue : la première croisade ne fut pas entreprise pour libérer Jérusalem. Elle semble avoir été prêchée par le pape Alexandre VI pour reprendre Barbastro, non loin de Huesca, en Aragon. Son premier siège date de 1064, avec la participation de combattants aquitains et bourguignons. Le contexte géopolitique de la *Reconquista* naissante va structurer de manière différenciée le rapport politique des populations montagnardes avec leurs souverains respectifs, sans en altérer la structure initiale. Dès ce moment – et jusqu’au conflit albigeois – les royaumes de Navarre et d’Aragon sont en première ligne, mais ils vont s’appuyer sur des renforts en provenance de Béarn et de Bigorre, en bénéficiant de leur alliance. Gaston IV, vicomte de Béarn, est présent aux côtés d’Alphonse le Batailleur, roi d’Aragon, lors de la reprise de Saragosse en 1118, et il sera fait seigneur d’une partie de la ville. Les alliances matrimoniales sont permanentes entre le nord et le sud, y compris avec le comté de Toulouse, et les Princes du nord des Pyrénées rendent hommage au roi d’Aragon jusqu’en 1228.

Annexe :  
Note historique sur les *Fueros*

La nature exacte des *fueros* pyrénéens laisse les historiens sceptiques. Le terme recouvre aussi bien des chartes d’établissement, comprenant des privilèges destinés à attirer et à fixer localement de nouveaux habitants, des *carta donationis* permettant de répartir des propriétés délaissées ou conquises, alors que le la notion de *fuero* renvoie davantage à la prévalence des coutumes locales sur le droit régalien [[151]](#footnote-151). Cette incertitude originelle s’explique essentiellement par la dynamique des royaumes pyrénéens qui se créent et se développent contre un occupant clairement désigné, du moins à partir du XIe siècle. Pendant les siècles « obscurs », le pouvoir califal s’est exercé jusqu’au cœur des Pyrénées, en s’appuyant sur le relais local de la famille des *Banu Kasi,* incarnant à la fois la légitimité wisigothique et l’allégeance au califat de Cordoue. Le surgissement, au milieu du IXe siècle, d’Inigo Arista, fondateur du Royaume de Pampelune, se déroule dans une atmosphère troublée marquée par les multiples revirements de *Musa Ibn Musa,* à la fois héritier des *Banu Kasi* mais, aussi, oncle en ligne maternelle, beau-frère et beau-père du roi de Pampelune [[152]](#footnote-152). Au siècle suivant, en 924, Pampelune est saccagée et incendiée par Abd al-Rahmann III, ce qui favorise un rapprochement avec le royaume asturo-léonais en 937 et une réaction guerrière couronnée de succès.

« La célèbre bataille de Simancas, deux ans plus tard, consacre le succès de cette coalition de tous les royaumes du Nord-est hispanique, de la Galice à la Castille, montagnards basques inclus, contre les forces musulmanes de Cordoue et Saragosse [[153]](#footnote-153). »

Cette période trouble et indécise voit le surgissement d’une identité vasconne, sur les deux versants des Pyrénées qui se manifeste en particulier par les liens familiaux entre la dynastie des Sanche, ducs de Gascogne, au nord, et celle des premiers rois de Pampelune. Ils s’étendent dès le Xe siècle aux principautés issues de ces souches autochtones : Béarn, Bigorre, avec Navarre et Aragon, Comminges et Foix avec Aragon et Barcelone. Mais les alliances, en dépit de leur répétition, sont plus la conséquence que la cause d’un sentiment politique. Le mariage des princes ne suffirait pas – à lui seul – à faire partager au plus grand nombre la conscience d’une identité. C’est parce qu’il parlent à peu près la même langue, parce qu’ils se ressemblent suffisamment et parce qu’ils ont des intérêts communs que Gascons, Navarrais, Aragonais, et Catalans nouent des alliances y compris familiales.

L’identité vasconne s’est ainsi forgée, dès les temps obscurs, par la double pression exercée à la fois par les Maures et par les Francs, à peu près simultanément au nord et au sud :

« Des peuples fiers, guerriers, et indépendants tels que les Gascons ne pouvaient avoir que des capitaines de leur nation et nullement des maîtres étrangers. Aussi la persistance qu’ils mettaient à élire eux-mêmes leurs Ducs, le soin qu’ils avaient de les choisir parmi ceux de leur race et la haine qu’ils portaient à tout ce qui ressentait le joug Frank, toutes ces causes prouvent que la Novempopulanie se maintint dans un état d’à peu près entière indépendance [[154]](#footnote-154) »

L’unité politique de cette Vasconie en fermentation se produit au tournant du millénaire, avant d’être suivie d’un morcellement définitif.

Au Sud, Sanche le Grand, roi de Navarre entre 1000 et 1035 rassemble sous son autorité la Castille, le Leon, toute la partie centrale des Pyrénées (Sobrarbe et Ribagorza). Il fonde la vicomté de Labourd (Bayonne), entretient des liens étroits avec Sanche – Guillaume, dernier duc de Gascogne mort sans postérité dont il revendique la succession.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– I –**

**HISTOIRE**

*L’évolution des droits  
de l’Homme depuis 1968.*

*Face au Tocqueville  
de L’Ancien Régime et la Révolution*[[155]](#footnote-155)

Dominique d’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

Résumé :

*La finalité Démocratie, malgré ses faiblesses, a pour objectif le respect des droits de l’homme. Pourtant, Alexis de Tocqueville a bien mis en garde contre d’éventuels abus de ce projet dont les sociétés européennes, depuis 1968, sont malheureusement coutumières. Plus d’un siècle après, Tocqueville ne pouvait imaginer toutes les évolutions. Mais il a peint un tableau prophétique de nombreux maux qu’il craignait voir se réaliser et s’emballent aujourd’hui.*

Alexis de Tocqueville (1805-1859), redécouvert par Raymond Aron, est devenu la référence obligée de tous les intellectuels tenant de la démocratie moderne et modérée, elle-même, modèle indépassable et désormais non concurrencé de l’organisation politique des pays occidentaux. Tous puisent, surtout dans *La Démocratie en Amérique*, les principes et les justifications d’un régime vieux de deux siècles, congénitalement fragile, puisque menacé par le despotisme lorsque ses objectifs d’égalité semblent accomplis.

« Le fait particulier, dominant, qui singularise les siècles démocratiques, c’est l’égalité des conditions ; la principale passion qui agite les hommes dans ces temps-là, c’est l’amour de cette égalité [[156]](#footnote-156). »

Voilà le principe fondateur, à l’œuvre depuis le XIe siècle dans la société française, dont les origines chrétiennes – l’égalité devant Dieu – transcendent pour Tocqueville les inégalités naturelles. La Révolution française se révèle comme le seul moyen, malheureusement brutal, de mettre un terme au décalage insupportable entre des institutions entretenant la fiction d’une féodalité aristocratique, et une société devenue, en cette fin du XVIIIe siècle, plus prospère, plus ouverte, et plus… raisonnante. C’est à cette démonstration que s’attache *L’Ancien Régime et la Révolution*, ouvrage longuement mûri, paru en 1856, inachevé après dix ans de recherche et destiné à une élite intellectuelle toujours divisée, après l’échec de la Révolution de 1848, sur la forme – monarchique ou républicaine – du régime nécessaire à la France. Mais en faisant du souci d’égalité le principe directeur des constructions démocratiques, Tocqueville ne se contente pas d’expliquer la cause de la Révolution française. Il l’oppose au souci de la liberté, et trouve dans cette alliance contradictoire, le moteur des convulsions politiques qui ne cesseront d’agiter la France tout au long du XIXe siècle.

« À plusieurs reprises, depuis que la Révolution a commencé jusqu’à nos jours, on voit la passion de la liberté s’éteindre, puis renaître, puis s’éteindre encore, et puis encore renaître. […] Pendant ce même temps, la passion pour l’égalité occupe toujours le fond des cœurs dont elle s’est emparée la première […] prête à tout sacrifier à ceux qui lui permettent de se satisfaire, et à fournir au gouvernement qui veut la favoriser et la flatter les habitudes, les idées, les lois dont le despotisme a besoin pour régner [[157]](#footnote-157). »

La boîte de Pandore est ainsi ouverte : la France sera condamnée à une oscillation permanente entre régimes autoritaires et régimes libéraux, dont le *Présidentialisme atténué* de la Ve République est finalement une synthèse moderne, mais toujours inachevée. Mais le *despotisme* qu’annonce Tocqueville n’est pas qu’institutionnel. À côté des *lois*, produits des institutions, il mentionne les *habitudes* et les *idées*. Désormais, et avant Durkheim, Tocqueville relie la forme du pouvoir aux ressorts les plus profonds de la société. Cette intuition en fait l’inventeur d’une nouvelle science politique qui manquerait son but en s’attachant aux seules formes constitutionnelles, en oubliant les ressorts forgés par l’histoire, les circonstances locales, les idéologies, les modes de consommation, les préjugés, les mentalités religieuses… qui contribuent tous à la « production » du pouvoir. C’est en appliquant cette nouvelle grille d’analyse que Tocqueville est précurseur, et souvent prophète, surtout dans l’annonce d’une société d’individus isolés, préoccupés de leur seul bien-être, poursuivant une égalité mesquine à l’égard de leurs semblables, qu’ils préfèrent à la liberté et qui leur fait accepter de nouvelles oppressions.

L’ère démocratique ouverte par les Révolutions américaine et française est ainsi prisonnière de cette dialectique sans fin qui éclaire les évolutions récentes des sociétés occidentales. La course à l’égalité doit trouver sa traduction dans l’énonciation et la mise en exercice de droits individuels, tandis que les moyens pour y parvenir sont délégués à une puissance collective : la nation souveraine en 1789, puis l’État-providence en 1945, demain une « gouvernance » régionale, voire mondiale… Mais le triomphe de la servitude n’est en rien inéluctable : pour Tocqueville, on peut y échapper en réveillant les libertés locales, en favorisant les corps intermédiaires, les associations, mais aussi le sentiment religieux, qui demeure l’antidote le plus puissant contre toutes les oppressions. Tocqueville est ainsi un démocrate inquiet, mais non dénué d’espérance, et d’espérance chrétienne : sa pensée paradoxale est un reflet, par sa méthode du moins, des paradoxes permanents qui structurent la pensée évangélique. Ceci rend difficile l’établissement d’un état des lieux qui permettrait de vérifier, ou d’infirmer, à un moment donné, l’état véritable des tendances contradictoires qu’il a décelées, dès l’origine, dans les démocraties modernes. Leur état contemporain vérifie-t-il les prévisions, ou annonce-t-il une rupture ?

En revanche, la pensée paradoxale, en s’appuyant sur les contrastes et les oppositions, qui ouvrent la porte aux approfondissements, s’enrichit et se nourrit en permanence de la comparaison (c’est le principe de la parabole). Penser les droits de l’Homme depuis 1968 sous l’éclairage de Tocqueville, c’est s’inviter à mettre en perspective des destins aussi différents que celui de la France et de l’Espagne dans leur « conquête » réciproque de la démocratie. C’est aussi mettre en évidence des rythmes parallèles, dont les temps et les formes diffèrent, entre les forces motrices de la démocratie que Tocqueville a distinguées lors de leur genèse, mais qui aboutissent, en France et en Espagne, à des résultats voisins.

1. Des « Droits de l’Homme »  
à « l’individu-roi » :  
une évolution prévisible

Il suffit d’énoncer les deux premiers articles de la *Déclaration des Droits de l’Homme* du 26 août 1789 pour y trouver tout entier la loi fondamentale des régimes démocratiques : « *Les Hommes naissent libres et égaux en droits* » (article 1), ce qui contient en germe l’instabilité prophétisée par Tocqueville, l’objectif d’égalité rendant nécessaire pour le faire respecter un pouvoir collectif qui n’évitera que difficilement une oppression destructrice des libertés. Mais l’article 2, beaucoup moins cité, assigne aux organisations politiques nouvelles un projet précis qui n’est autre que l’épanouissement de ce que nous appelons aujourd’hui : l’individu.

« Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l’Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l’oppression. » (article 2).

On notera que ce catalogue, bref, mais promis à des développements ininterrompus, semble répondre aux objections tocquevilliennes, puisque *la résistance à l’oppression et la liberté* s’affichent comme les objectifs mêmes de l’association politique, les instances suprêmes qui fonderont – ou pas – la légitimité des gouvernements futurs émanant de toute association politique, c’est-à-dire de toute collectivité exerçant un pouvoir quelconque sur l’individu, qu’elle ait pour nom Nation, État-Nation, État tout court… La *Déclaration* de 1789 relègue au rang d’instruments dérivés le bien commun de Saint Thomas d’Aquin, ou l’*intérêt général* de Rousseau, justifications essentielles de la puissance souveraine. Aux visions holistes issues de Rome et reprises par les théoriciens de l’absolutisme qui donnent la primauté au « tout collectif », la *Déclaration* de 1789 oppose la partie au tout, renverse la perspective, en fixant au collectif la seule fonction de promouvoir l’individuel. Le pouvoir politique n’a, désormais, qu’une seule finalité : la conservation des droits de l’Homme.

C’est pourtant dans ce chaudron, condensé en deux articles, qu’ont cru puiser les horreurs révolutionnaires de la Terreur, et avec quelques développements conceptuels, les goulags soviétiques. Le paradoxe révolutionnaire est d’avoir tout au long du XXe siècle nourri la croissance des États et les dérives totalitaires, tout en se réclamant de principes visant à garantir l’intégrité et l’autonomie de l’Homme. Les urgences immédiates suffiraient à expliquer, comme autant de causes efficientes, la mise entre parenthèses des droits de l’Homme, qui demeurent la cause lointaine. Les « états d’urgence » – à commencer par les conflits violents – se sont toujours traduits par la restriction des libertés publiques, tandis que les crises économiques les transforment peu ou prou en abstractions lointaines. Que signifie la liberté pour celui qui n’a pas les moyens de l’exercer ? Et qu’en est-il de la sûreté vue d’un abri, sous des bombardements ?

Une certaine aisance, et une certaine puissance sont les conditions préalables à l’exercice concret des droits de l’Homme, ce qui en fait un trait caractéristique des sociétés occidentales, tout en les disqualifiant pour des cultures qui reposent sur d’autres fondements.

Mais, après 60 ans de paix européenne, les démocraties occidentales n’ont plus d’excuses pour remettre à plus tard l’accomplissement du pacte des droits de l’Homme. Sous cet éclairage, la « révolution de 1968 » apparaît comme un rappel à l’ordre anticipé des intentions de 1789, au moyen, comme souvent en France, de désordres significatifs. Son expression libertaire (« *il est interdit d’interdire* »), sa contestation radicale de tout ordre établi et de l’autorité par laquelle il s’impose (« *l’imagination au pouvoir* »), la libération qu’elle préconise contre tout engagement collectif (« *Faites l’amour, pas la guerre* ») surprennent une République gaullienne dédiée à la grandeur de la France et à la reconstruction de la puissance d’État. 1968, dont l’impact institutionnel fut insignifiant, est l’expression d’un « état social » après tout cohérent avec les objectifs de 1789, promise à un succès durable, et finalement en accord plus profond qu’il n’y paraît avec le libéralisme économique. L’après soixante-huit est marqué en France, bien plus que par des avancées sociales compromises par des taux de croissance anémiques, par l’accent mis sur le développement des droits individuels : droit à l’objection de conscience, droits à la contraception et à la différenciation sexuelle, droits à la non-discrimination, droits au revenu minimum, débat sur le droit à la vie comme à la mort, droit opposable au logement. Il semble bien que les temps d’après soixante-huit soient ceux de la montée en puissance de l’individu roi, jusqu’au point d’épuiser les ressources collectives de la *Res Publica* que tout rend débitrice, non seulement du respect des droits individuels et de leur traduction dans la Loi, mais encore de leur garantie économique. L’État Providence des reconstructions post-guerrières est à la fois contesté en tant qu’autorité tutélaire de plus en plus insupportable, et valorisé comme dispensateur des « droits réels », que seule la puissance collective est en mesure de répartir. Cette contradiction est au cœur du malaise actuel de la gauche française, inséparable de l’État « dispensateur » et socialiste en même temps qu’appuyée par les seuls suffrages issus de l’archétype de la « génération 68 », les bobos (bourgeois bohèmes), hyperindividualistes, citadins, vivant le plus souvent de la rente médiocre d’un fonctionnariat pléthorique, consommateurs avisés (bio, de préférence), souvent adeptes de la recomposition familiale, et toujours prompts à dénoncer « l’injustice sociale ». En se plaçant à l’avant-garde de la promotion et de la défense des droits de l’Homme, elle ne s’est pas rendu compte qu’elle épuisait l’essentiel de son fonds de commerce, qui demeure l’action collective, au profit de l’extension de l’autonomie individuelle dont la « chose commune » est le dernier des soucis, sinon par politesse culturelle. En étant fidèle à l’esprit de 1789, qui est celui d’une révolution libérale, elle provoquait le désaveu implicite de celui des combats prolétariens de 1917, qui est tout leur contraire, et qui, de plus, souffre désormais d’une disqualification historique. Le désarroi d’un sociologue (de gauche) tel qu’Alain Touraine est si profond qu’il s’alarme aujourd’hui de la perte de substance de toutes les constructions collectives et de leurs combats associés, véritable âme de la gauche, au profit du seul individu, isolé, égoïste, replié sur lui-même, et ne cherchant plus à établir avec ses semblables des relations citoyennes, capables de projet politique. Comment l’atteindre, dans sa souveraine autonomie, et lui faire accepter la prévalence d’un idéal social sans doute plus généreux, mais porteur de la remise en question inévitable de ses avantages matériels ?

Ce diagnostic est posé d’avance par Tocqueville :

« Les hommes n’y étant plus rattachés les uns aux autres par aucun lien de castes, de classes, de corporations, de familles, n’y sont que trop enclins à ne se préoccuper que de leurs intérêt particuliers, toujours trop portés à n’envisager qu’eux-mêmes et se retirer dans un individualisme étroit où toute vertu publique est étouffée. Le despotisme, loin de lutter contre cette tendance, la rend irrésistible, car il retire toute passion commune, tout besoin mutuel, toute nécessité de s’entendre, toute occasion d’agir ensemble ; il les mure, pour ainsi dire dans la vie privée [[158]](#footnote-158). »

Assisterait-on donc à un épuisement du politique par réalisation de l’objectif inscrit dans la *Déclaration des Droits* de 1789, transformé véritablement en fin ultime de la démocratie : l’épanouissement individuel ? Ou doit-on craindre derrière cette impasse apparente l’apparition d’une oppression douce, déjà envisagée par Tocqueville, et qui plus est insaisissable ?

Ces temps nouveaux, pressentis par Tocqueville, sont en effet difficiles à décrypter. La valeur d’égalité (et des droits de l’Homme, qui en sont la traduction formelle) donne le champ libre au despotisme [[159]](#footnote-159) que seul l’amour de la liberté peut remettre en cause, quitte à faire apparaître de nouvelles inégalités contre lesquelles de nouveaux asservissements seront préférés. Et ainsi de suite, la boucle étant bouclée, et les démocraties se trouvant soumises à cette oscillation sans fin se traduisant par des « convulsions » ininterrompues. Voilà le moteur interne des démocraties modernes, autrement plus pertinent pour rendre compte de leurs développements historiques que l’appareil mouvant de leurs appareils institutionnels.

Mais que devient un moteur sans carburant pour l’alimenter ? Si l’équilibre final des démocraties combine à la fois un standard de vie commun au plus grand nombre et un despotisme dont il s’accommode, le sens de l’Histoire lui-même s’affadit :

« [En effet], la liberté seule, au contraire, peut combattre efficacement, dans ces sortes de sociétés, les vices qui leur sont naturels et les retenir sur la pente où elles glissent. Il n’y a qu’elle en effet qui puisse retirer les citoyens de l’isolement dans lequel l’indépendance même de leur condition les fait vivre, pour se contraindre à se rapprocher les uns des autres, qui les réchauffe et les réunisse chaque jour par la nécessité de s’entendre, de se persuader et de se complaire mutuellement dans la pratique d’affaires communes […] seule elle substitue de temps à autre à l’amour du bien-être des passions plus énergiques et plus hautes, fournit à l’ambition des objets plus grands que l’acquisition des richesses, et crée la lumière qui permet de voir et de juger les vices et les vertus des hommes » [[160]](#footnote-160).

Comment alors combler cette carence, et dénouer cette association perverse entre la tendance à l’égalité, et celle non moins agissante, au despotisme ?

2. L’antithèse élitiste :  
condition de la liberté  
ou condition de la société ?

La conviction de Tocqueville, noble de naissance, et peut-être aussi sa nostalgie, c’est que l’aristocratie est le véritable antidote à tous les despotismes :

« Ce qui contribuait le plus à assurer l’indépendance des particuliers dans les siècles aristocratiques, c’est que le souverain ne se chargeait pas, seul, de gouverner et d’administrer les citoyens ; il était obligé de laisser en partie ce soin aux membres de l’aristocratie ; de telle sorte que le pouvoir social, étant toujours divisé, ne pesait jamais tout entier et de la même manière sur chaque homme. »

Ou encore :

« Les pays aristocratiques sont remplis de particuliers riches et influents, qui ne savent se suffire à eux-mêmes, et qu’on n’opprime pas aisément ni en secret ; et ceux-là maintiennent le pouvoir dans des habitudes de modération et de retenue [[161]](#footnote-161). »

Convaincu que la fin des aristocraties est inéluctable, Tocqueville propose alors d’en reconstruire artificiellement les avantages au moyen de l’association, capable, selon lui de transformer les simples citoyens en « *personnes aristocratiques* ».

« Je crois fermement qu’on ne saurait fonder de nouveau, dans le monde, une aristocratie ; mais je pense que les simples citoyens, en s’associant, peuvent y constituer des êtres très opulents, très influents et très forts, en un mot des personnes aristocratiques. […] Une association politique, industrielle, commerciale ou même scientifique ou littéraire, est un citoyen éclairé et puissant qu’on ne saurait plier à volonté ni opprimer dans l’ombre, et qui, en défendant ses droits particuliers contre les exigences du pouvoir, sauve les libertés communes [[162]](#footnote-162). »

Cette vision, marquée par l’extrême centralisation française, issue directement de l’absolutisme de l’Ancien Régime, repose sur une sensibilité exacerbée au despotisme que les soubresauts politiques du début du XIXe siècle rendent bien compréhensible. Mais elle pose des interrogations, à la fois théoriques et pratiques, qu’un détour par l’Espagne intellectuelle du début du XXe siècle permet de nourrir, sans doute utilement.

La première question est celle posée par la condamnation définitive de l’aristocratie : pour Tocqueville, l’avènement des démocraties se fait contre une aristocratie française que le pouvoir royal n’a cessé d’asservir, d’opposer à une bourgeoisie conquérante et bientôt capable de la remplacer dans ses fonctions administratives et économiques, de sorte qu’au XVIIIe siècle, la noblesse se crispe sur des avantages symboliques et d’autant plus insupportables qu’ils ne correspondent plus à la réalité sociale, qui a échappé depuis des lustres au système féodal. La « réaction nobiliaire », qui précède de peu la Révolution, est pour lui l’expression caractéristique d’une classe sociale qui s’est peu à peu transformée en caste, et dont les privilèges surannés exacerbent les tensions sociales et les ardeurs révolutionnaires. L’abolition des privilèges, le 4 août 1789, n’a même pas besoin d’être arrachée à une noblesse vacillante. Elle est « consentie » par ses représentants, comme pour faire place nette dans un grenier encombré de vieux objets. Les droits de la noblesse sont abolis, pour faire place, quinze jours plus tard à ceux de l’Homme et du Citoyen, comme par symétrie, comme par mimétisme. Les droits de l’Homme remplacent ceux de la noblesse : s’agit-il d’un élargissement de la reconnaissance sociale au plus grand nombre, par souci d’égalité ou d’une rupture annonçant des âges véritablement nouveaux ? Le débat n’est pas clos et la réapparition de lignées quasi aristocratiques aux États-Unis, telles que les Kennedy ou les Bush, oblige à nuancer l’incompatibilité radicale entre démocratie et aristocratie, telle que la concevait Tocqueville. La même remarque vaut également pour les sociétés européennes qui, contrairement aux voeux de Robespierre, n’ont pas éradiqué l’esprit aristocratique : elles ont reconstitué des élites administratives, économiques, médiatiques, sportives, multipliant le registre des différences tout en s’en défendant, mais avec la complicité du plus grand nombre. Qui ne rêve, aujourd’hui comme toujours, de se distinguer de son voisin par des statuts privilégiés, des appartenances prestigieuses, et toutes autres sortes de vanités ? Ces hiérarchies multiples ne suffisent sans doute pas à remplacer une aristocratie, mais elles s’avèrent indispensables à l’hégémonie de l’individu qui passe par la satisfaction de son *ego* et la « reconnaissance sociale » qu’il persiste à revendiquer.

Par un cheminement totalement opposé à celui de Tocqueville, un penseur également visionnaire, tel José Ortega y Gasset, dans *L’Espagne invertébrée*, prend une position radicalement inverse :

« En somme : là où il n’y a pas une minorité qui agit sur une masse collective et une masse qui sait accepter l’influence d’une minorité, il n’y a pas de société, ou on est très près qu’il n’y en est pas [[163]](#footnote-163). »

Ou encore :

« Il est complètement oiseux de se demander si une société doit ou ne doit pas être constituée avec l’intervention d’une aristocratie. La question est résolue depuis le premier jour de l’histoire humaine : une société sans aristocratie, sans minorité regroupée, n’est pas une société [[164]](#footnote-164). »

Jugement sans appel qui conforte les analyses du penseur de la complexité espagnole, qui détecte dans la faiblesse de la féodalité, à travers l’Espagne du Moyen-Âge, la cause essentielle de son impuissance à se constituer en nation véritable. Dans ces conditions, le débat sur la démocratie et les droits de l’Homme est tranché d’avance : si la démocratie l’emporte sur l’aristocratie, il n’y plus de société, autre manière d’annoncer la situation contemporaine où les individus isolés, titulaires de droits, souverains et maîtres d’eux-mêmes, ne « font plus société », mais restent intégrés à une organisation sociale tatillonne et précise. Les divergences entre ces deux analyses, aussi différentes, pourraient bien trouver un point d’accord au travers de l’idée nationale, qui demeure un cadre de pensée commune aux deux auteurs.

3. La synthèse nationale :  
remède ou menace ?

Tocqueville, comme Ortega y Gasset, raisonnent tous deux à l’âge des nations : pour le premier, c’est à la nation qu’incombe de porter la démocratie, de la promouvoir, d’en corriger les excès ; pour le second, c’est le déficit de nation qui empêche l’Espagne et les Espagnols de connaître les progrès des autres peuples européens. Pourtant, par des chemins différents, France et Espagne sont toutes deux rentrées désormais dans l’âge des droits de l’Homme et de l’individu souverain, qui tendent à dissoudre la société, ainsi que la nation qui était jusqu’à présent son medium dominant. On n’est pas loin d’une opposition dialectique entre « droits de l’Homme » et sentiment national, les premiers apparaissant souvent comme le rempart contre les excès du second. C’est ce qu’explicite Miguel de Unamuno de manière paradoxale :

« Je sais que dans ma terre basque natale, par exemple, et de même en Catalogne, en Galice, en Andalousie, ou en quelque autre région espagnole, est nécessaire le Pouvoir public de la nation espagnole – appelons-le, si on veut, État espagnol – pour protéger la liberté du citoyen espagnol, qu’il soit ou non natif de la région où il habite et où il est établi, contre les intrusions de l’esprit particulariste, du “ petit État ” auquel aspire la région [[165]](#footnote-165). »

Ainsi, pour Unamuno, les droits de l’Homme s’interposent face à l’emprise des « nations » : le recours au pouvoir central apparaît comme leur garantie au profit du citoyen. L’âge des nations peut se poursuivre (comme dans l’Espagne contemporaine), c’est finalement la « liberté du citoyen » qui sera l’arbitre des rivalités nationales, contre les convulsions séparatistes et les luttes de pouvoir. La Constitution espagnole de 1978, en créant un équilibre fragile, mais évolutif entre pouvoir central et pouvoir régional, semble faire confiance à cette tendance lourde. Mais l’opposition dialectique que nous avons mentionnée ne sert pas qu’à illustrer l’assertion du grand philosophe, elle peut servir à réconcilier les explications aussi contrastées qui opposent Tocqueville et Ortega y Gasset, explications qu’il faut bien réunir puisqu’elles aboutissent dans les deux cas à un État démocratique.

Il est en effet singulier de constater que l’objectif démocratique finit par l’emporter, en France et en Espagne, par des voies aussi différentes. En dépassant l’étape nationale, en France ; en s’y appesantissant, en Espagne.

L’association, en France, des droits de l’Homme, de la démocratie, de la souveraineté nationale, puis leur mise en mouvement par l’histoire révolutionnaire, faisait dire à Clemenceau :

« La Révolution française est un bloc. »

En dépit des nuances apportées par les historiens contemporains, la Révolution française est un tout, qui ne peut se comprendre si on en détache les éléments. Et ce « tout » s’affirme et se dévoile dans une opposition frontale et violente contre les institutions de l’Ancien Régime. Les droits de l’Homme n’échappent pas à cette genèse dialectique : ils sont une revendication contre les privilèges issus de la féodalité qu’il s’agit de dissoudre en les étendant au plus grand nombre ; de même qu’il convient de donner la figure la plus générale et la plus commune au nouveau titulaire de ces droits. Le « personnage », création sociale par excellence, qui en est issu, c’est l’Homme, notion universelle s’il en est, auquel peut s’identifier tout un chacun, au risque que ce référent demeure une abstraction incertaine et indéfinie. Les autres constructions révolutionnaires – la nation, le peuple, l’intérêt général – n’échappent pas à cette épuration conceptuelle qui s’éloigne de l’homme concret, « situé », qui est renvoyé à des définitions catégorielles et momentanées. Tant que ces concepts apparaissent comme des projets de remplacement d’une situation dont ils révèlent la nature insupportable, ils conservent leur force de ralliement : c’est en cela qu’ils nourrissent la force et la brutalité des idéologies révolutionnaires. Il s’agit alors de combler la distance entre les concepts et la réalité, d’accoucher du « monde nouveau », le plus souvent dans la douleur. La dialectique opposant la nation souveraine à la monarchie de droit divin, la démocratie à l’aristocratie, les droits de l’Homme pour tous aux privilèges et distinctions de la société d’ordres, ou, plus tard la conscience prolétarienne contre l’exploitation capitaliste, fournit les clefs de la puissance d’attraction et d’efficacité de l’idéal révolutionnaire. Mais un autre point commun rassemble les notions issues de la rupture révolutionnaire, c’est leur caractère non établi, virtuel, inatteignable dans l’absolu, qui les entretient dans un statut de projet permanent, toujours à construire. C’est le cas de la démocratie politique oscillant en France entre l’autoritarisme (qui la met entre parenthèses) et le parlementarisme (qui la livre à l’impuissance), mais c’est aussi le cas du fait national qu’Ortega y Gasset caractérise avec cette formule brillante :

« Las naciones se forman y viven de tener un programa para mañana [[166]](#footnote-166). » (« Les nations se forment et vivent en ayant un programme pour demain »).

Et la même loi peut s’appliquer aussi aux droits de l’Homme : c’est quand un régime est autoritaire, quand les libertés publiques sont suspendues, que les droits de l’Homme reprennent toute leur importance, parce qu’ils sont vivifiés par ce moteur dialectique. Est-ce que la transition démocratique espagnole faisant suite à la disparition du régime franquiste n’a pas répondu à ce schéma ? Ceci signifie aussi que, si les concepts de la Révolution française forment un tout indissociable, dont la réunion a fourni le mélange explosif capable de la rupture historique de 1789, rien n’empêche à certaines parts de son héritage de « vivre leur vie », pour ainsi dire séparément, chaque abstraction rencontrant à des degrés divers la diversité des peuples et de leurs situations historiques. C’est ainsi que le concept national, tout en connaissant des degrés d’accomplissement aussi différents en France et en Espagne, a pu donner naissance à des démocraties somme toute comparables par leur égale soumission au respect des droits de l’Homme.

Si la dialectique, mais aussi la permanence du projet, sont les deux conditions structurelles de la vivacité démocratique, que se passe-t-il quand ces conditions viennent à manquer ?

Quand les « obscurantismes » sont enfin vaincus, quand il n’existe plus d’ennemis aux frontières ou à l’intérieur, quand des classes moyennes majoritaires permettent de penser que la démocratie sociale est atteinte, le moteur de la dialectique tend à s’épuiser. Et comment se donner « un programme pour demain », quand les promesses de la Démocratie sont globalement atteintes ? Pourtant les évènements de 1968 en France sont le fait « d’enfants gâtés », de « fils de riches » (les étudiants), et ils sont récusés par la majorité d’une population qui vient d’accéder aux standards confortables de la société de consommation. Par là même, les droits de l’Homme depuis 68 sont portés par des « minorités agissantes », par des fabricants d’opinions ; ils ne correspondent pas à une aspiration profonde du peuple, ils sont instillés plus que proclamés, ils convertissent le sentiment général en passant par la petite porte. Comme le remarque Pierre Manent, cette élite idéologique est formée par les « *amis immodérés de la démocratie* », tandis que Philippe Bénéton pose une utile question :

« L’homme démocratique n’est-il pas davantage le produit de cette dynamique que son auteur [[167]](#footnote-167) ? »

Cela signifierait que nous sommes rentrés dans une nouvelle ère, cette fois non prévue par Tocqueville, et marquée par l’instrumentalisation des droits de l’Homme, qui auraient ainsi perdu leur statut d’idéal social au profit de celui, moins reluisant, de fonds de commerce politique ?

Il faut, en effet, pour comprendre cette révolte singulière, admettre que les droits de l’Homme entretiennent avec le pouvoir des relations particulièrement ambiguës, puisqu’ils contiennent en germe la soumission du pouvoir collectif à l’individu désormais souverain, tout en rendant nécessaire un pouvoir fort et incontesté, pour faire respecter les droits individuels. Là encore, Miguel de Unanumo fournit une réponse sans appel :

« Est-ce que celui qui place au-dessus de tout l’ordre civil ce que l’on appelle les droits individuels, ceux de la Révolution française, est-ce que le libéral, le pur libéral, s’oppose pour cela à l’État ? […] Je dis que l’individu cherche la garantie de ses droits individuels dans l’État le plus étendu possible, y compris dans les Pouvoirs internationaux [[168]](#footnote-168). »

Comment ne pas trouver dans cette affirmation un voisinage avec la pensée de Tocqueville, et une illustration du « paradoxe démocratique » ? Ainsi, la croissance du pouvoir, et le despotisme tellement redouté par Tocqueville se nourrissent du progrès des droits individuels… jusqu’au moment où les libertés, portées par une élite (désormais introuvable), retrouvent leur force revendicative.

Ce schéma cyclique n’est cependant pas une fatalité, et « l’espoir démocratique », restera, selon Tocqueville, un « horizon indépassable », sous réserve d’en entretenir la substance. Il faudra opposer au despotisme les remparts que constituent des contre-pouvoirs robustes, selon les préconisations de Montesquieu : associations, collectivités décentralisées, corporations professionnelles. La démocratie s’entretient et se confirme dans un rapport spécifique entre l’individu et le groupe : si le citoyen s’efface devant l’individu, et si l’individu est transformé en miettes (le client, le consommateur, le contribuable, l’électeur, le géniteur, etc.), comment éviter une pulvérisation de l’appartenance collective ?

Telle est, en effet, la question nouvelle à laquelle Tocqueville n’apporte pas de réponse, tout en pressentant la dilution de la démocratie post-moderne :

« Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde ; je vois une foule innombrable d’hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d’eux, retiré à l’écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l’espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d’eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n’existe qu’en lui-même et pour lui seul, et, s’il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu’il n’a plus de patrie.

Au-dessus de ceux-là s’élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d’assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux [[169]](#footnote-169). »

Ce tableau effrayant, décrit il y a presque deux siècles, est d’une vérité saisissante : les sociétés occidentales ne rentrent-elles pas dans ce tableau qui met en évidence un homme seul, sans espace public pour se mouvoir, et où la démocratie s’étiole faute d’objet ? Le triomphe de l’autonomie : individuelle, séparée du social, va jusqu’à faire disparaître l’exigence démocratique. Et tous les domaines sont atteints : on ne s’étonne plus d’appliquer des normes environnementales sans légitimité démocratique, on ne se révolte plus lorsque le pouvoir déserte les organisations élues [[170]](#footnote-170) – ou les contourne – au profit d’un cercle étroit de dirigeants, et l’incarnation de l’intérêt commun à travers l’institution ne fonctionne plus. Pourtant, cette nouvelle exclusion du « tout », qui entraîne avec elle le soupçon généralisé à l’égard de toute autorité instituée, ce recentrage sur « l’autonomie individuelle », débouchent sur le relativisme, le nihilisme, et l’étroitesse des relations sociales. Ces tendances consacrent, d’une certaine manière, l’accomplissement des promesses des droits de l’Homme, à la fois regrettés et défendus quand ils sont menacés, et décevants quand ils sont réalisés. Comme si les origines chrétiennes des droits de l’Homme s’étaient dissipées au fur et à mesure de leur épanouissement, qui doit plus à leurs combats séculiers, qu’à la fidélité à leur source spirituelle. Cette ambivalence explique peut-être le changement spectaculaire du jugement de l’Église à leur égard : Pie VII, et à sa suite tous les papes du XIXe siècle, ont combattu sans relâche l’idéologie des droits de l’Homme, perçus comme une opposition aux « Droits de Dieu ». À l’inverse, le pape Jean Paul II, plus sensible à leur efficacité contre les pouvoirs totalitaires, les a réhabilités, au nom de *la dignité de l’Homme*, fondée sur son statut de créature à l’image de Dieu.

Mais cette dislocation inattendue entre les valeurs sociales et politiques et leurs simples données historiques ne touchent pas que les droits de l’Homme. Tous les espaces publics européens « ont du mal » avec leur histoire depuis qu’ils ont abandonné la lecture judéo-chrétienne du passé à laquelle l’Alliance et la Providence fournissaient une cohérence de fond, nonobstant les passions interprétatives qu’elles pouvaient déchaîner. La laïcité rendant inacceptable cette vision, l’idéologie « droits-de-l’hommiste » n’a d’autre choix que de tuer deux fois la religion chrétienne : en s’affirmant, d’abord, contre elle, et en déniant toute racine chrétienne à sa propre réalité (de même qu’à l’Europe, en général). La seconde mort n’est-elle pas celle de la mémoire ?

On peut s’insurger contre de telles contre-vérités, qui n’en sont pas moins de véritables *péchés contre l’esprit*. Mais la vérité n’a jamais été le propre des pouvoirs : s’ils s’acharnent avec une telle mauvaise foi à couper les idéologies en vigueur de tout lien avec leur creuset chrétien, c’est pour mieux les isoler de leurs ferments de *contre-pouvoir*. Car la religion chrétienne est surtout dangereuse parce qu’elle inocule l’esprit de liberté, comme le saisit, là, encore avec clairvoyance, Alexis de Tocqueville :

« Quand la religion est détruite chez un peuple, le doute s’empare des portions les plus hautes de l’intelligence, et paralyse à moitié toutes les autres. […] Un tel état ne peut que perturber les âmes : il détruit les ressorts de la volonté et prépare les citoyens à la servitude. Il en résulte alors que non seulement les citoyens se laissent arracher la liberté, mais qu’ils la livrent simplement [[171]](#footnote-171). »

Il faudrait donc convaincre nos contemporains qu’il existe une véritable cohérence entre le christianisme, les droits de l’Homme, et la… démocratie : *refaire le chemin inverse des deux siècles qui nous séparent de la : Révolution française*…

Cette synthèse, possible avec le recul des temps modernes, mettrait en évidence la valeur sociale et politique de la religion chrétienne, qu’il serait bon de faire savourer aux tenants de l’opposition irréductible entre État et religion. Pour Tocqueville, témoin d’une France déchristianisée, la religion est l’alliée profonde de la démocratie. L’exemple américain lui prouve qu’elle n’est pas liberticide, et comme le remarque Jean Patrice Lacam :

« Contre l’anarchie, “la religion empêche le peuple de tout concevoir et de tout oser”. Contre la tyrannie d’un homme ou d’une majorité, elle impose des limites au souverain et évite aux gouvernés de se jeter dans les bras d’un tyran, étant déjà dans les bras de Dieu. Contre le despotisme mou de 1’État-providence, elle combat le matérialisme et l’individualisme parce qu’elle élève l’âme et prêche le souci des autres [[172]](#footnote-172). »

Ce beau programme reste toujours à méditer, et la « laïcité positive » qui agite l’opinion française à l’occasion du voyage du Pape Benoît XVI est peut-être l’amorce d’une réhabilitation de la religion, après de longs malentendus… La démocratie, comme nous venons de le montrer, aurait tout à y gagner.

Éléments de bibliographie

– Philippe Bénéton, *Introduction à la politique moderne*, Paris, Hachette, col. « Pluriel », 1987, p. 244.

– Jean Patrice Lacam, (Université Bordeaux 4), « Tocqueville, pédagogue de la démocratie libérale », *Écoflash*, n° 107 (avril 1996).

– F. H. Llano Alonso, A. Castro-Saenz (eds.), *Meditaciones sobre Ortega y Gasset*, Madrid, Tebar, 2005.

– Agapito Maestre, « Christianismo y democracia », *Debate actual*, n°5 (noviembre 2007), p. 30-36.

– Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Julliard, 1982.

– Jose Ortega y Gasset, *Espana invertebrada. Bosquejo de algunos pensamientos historicos*, Espasa*,* Coleccion « Austral », Madrid, 2000 ; *La rebellion de las masas*, Espasa-Calpe, Madrid, 2005.

– I. Sãnchez Camara, *La teoria de la minoria selecta en elpensamiento de Ortega y Gasset*, Madrid, « Technos », 1986.

– Alexandre de Tocqueville, [*De la Démocratie en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem2), Paris, Garnier-Flammation, Paris, 1981, t. 2, p. 120 ; [*L’Ancien Régime et la Révolution*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.anc), Paris, Garnier-Flammation, 1988, p. 298.

– Miguel de Unamuno, *El porvenir de Espana y de los Espanoles. Individuo y Estado*, Madrid, Espasa, Collection « Austral », 1973, p. 205.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– I –**

**HISTOIRE**

*Comment peut-on être « Noble » ?  
Discours, réalités sociales  
et préjugés en République*[[173]](#footnote-173)

Dominique D’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les minorités sont le handicap permanent des démocraties. Elles revendiquent, pour exister, les libertés fondamentales, mais sont dénoncées comme « factions » dès que, pour les mettre en pratique, elles prétendent exercer une influence quelconque sur le pouvoir politique. Les « deux cents familles » de 1936, les bouilleurs de cru de la IVe République font partie d’un long cortège qui sert d’épouvantail commode aux différentes forces politiques qui se succèdent au gouvernement de la France.

Pour les socialistes de 1981, il s’agira de déloger les « gens du Château » : l’approche du Bicentenaire de la Révolution française en 1989 a facilité le retour d’une phraséologie nobiliaire dont on peut se demander, vu de l’étranger, si elle correspond à une réalité.

On pourrait admettre, depuis la nuit du 4 août 1789, que la société française n’a plus à craindre le privilège de la naissance : après avoir perdu, lors de la réunion des États généraux, la possibilité d’une représentation distincte, la noblesse perd définitivement celle d’exercer, en tant que telle, la moindre parcelle d’autorité publique. Dès cet instant, et en dépit des « restaurations » du XIXe siècle, l’ancienne classe dirigeante est mise à l’écart des institutions nouvelles. Ce statut de « retraitée de l’Histoire » n’empêchera pas pour autant la noblesse de chercher à reprendre du service, surtout après le mouvement de ralliement prôné par l’Église, de revivifier sa fortune par des alliances bourgeoises, mais plus encore, de léguer à la société nouvelle l’essentiel de ses valeurs. La Révolution, radicalement incompatible avec le préjugé nobiliaire, a transformé l’ancien « noble » en « vénérable », lui conférant ainsi une fonction testamentaire qui caractérise ce groupe social, à la fois exclu et entretenu par sa famille, qui s’agace de ses impotences, mais lui conserve ses sourires, comme l’on ferait à une vieille tante à héritage.

La vieille dame, pour que la figuration fonctionne, doit s’incarner en permanence tandis que ses forces déclinent : l’Association d’Entraide de la Noblesse française évalue à 3000 le nombre de familles authentiquement nobles, c’est-à-dire capables de prouver leur filiation par voie masculine et légitime jusqu’à un ancêtre anobli de manière incontestable ou reconnu officiellement comme noble.

Ce chiffre est à rapprocher de celui de 80 000 sur lequel s’accordent les historiens dans le dénombrement des familles nobles à la fin de l’Ancien Régime [[174]](#footnote-174). Pierre Goubert qui évalue le taux de diminution des effectifs entre un tiers et un quart par siècle sous l’Ancien Régime [[175]](#footnote-175) voit ses estimations sensiblement dépassées depuis la Révolution. Eugénisme rendu inévitable par les méfaits patrimoniaux du Code civil ? Effets de l’émigration ou de la guillotine ? Les études manquent pour déterminer les causes de ce déclin démographique qui semble se stabiliser, mais fait néanmoins du noble une espèce en voie de disparition.

La fortune était l’éclatante beauté de la noblesse, à la force de son âge, même si elle était irrégulière, inégalement répartie entre celle, insolente, des grands seigneurs parisiens, et celle, besogneuse des hobereaux de province. Là encore le temps a fait son œuvre : l’Annuaire de l’Anf permet de dégager des tendances concernant l’appartenance socioprofessionnelle de ses membres. Prédominance des exploitants agricoles et forestiers, l’État républicain est servi essentiellement à travers la fonction militaire (Armée de Terre et Marine), la Banque et les Assurances reçoivent la préférence de ceux qui optent pour le salariat privé [[176]](#footnote-176). Une « aisance décente » permet généralement à la noblesse de ne pas sombrer dans le ridicule, mais seuls quelques « beaux restes » de la prodigieuse fortune d’antan sont parvenus jusqu’à aujourd’hui, par le moyen d’alliances roturières, et, bien souvent israélites, dans le groupe restreint de la haute société parisienne et, plus épisodiquement, provinciale. La distinction par la richesse, pas plus qu’une présence significative dans les fonctions dirigeantes, ne suffisent donc à caractériser la noblesse.

Faute d’en avoir la consistance, la noblesse conserverait-elle le reflet d’un corps social dominant à travers un style de vie qui lui serait propre ? L’illusion a pu être entretenue jusqu’à la Première Guerre mondiale, fracture manifeste dont rend assez bien compte le célèbre roman de Jean d’Ormesson, *Au Plaisir de Dieu* [[177]](#footnote-177), transformé… en émission télévisée à succès. La hausse des salaires des domestiques (à cause des assurances sociales [[178]](#footnote-178)), le coût d’entretien d’un patrimoine historique, la stagnation des fermages frappent de plein fouet l’organisation familiale aristocratique qui était inséparable de ses gens de maison, de ses vacances peuplées de cousins et cousines, de ses emplois du temps consacrés à de délicieuses paresses. Mais décrire ces luxes nous entraînerait imperceptiblement dans l’univers de François Mauriac en tous points comparable, mais en tous points bourgeois. Non, le style de vie n’offre guère plus d’utilité pour trouver au « sang bleu » une fascination quelconque…

Dans la croisière du même nom, rangée parmi ses mythologies, Roland Barthes constate que ce qui amuse le plus les foules, dans la saga des têtes couronnées, c’est de les voir se prêter à des activités banales : le roi Paul de Grèce se rasant tout seul, la reine Frédérique s’habillant en robe imprimée, objet reproductible et appropriable, ne serait-ce que par l’idéologie publicitaire. S’amuser de ces prosaïsmes, « *c’est reconnaître que ce statut ne leur est pas plus naturel que l’angélisme au commun des mortels, c’est constater que le roi est encore de droit divin*. »

Le propre d’un préjugé est de se suffire à lui-même, de faire l’économie de toute justification, de se démontrer par sa propre existence : la noblesse est un préjugé par excellence dans la mesure où elle se contente d’Être, laissant au vulgaire le soin de Faire. C’est pour cela que la noblesse est le cauchemar des sociologues, puisqu’elle est à la fois introuvable comme catégorie sociale significative, et entretenue comme élite dans la conscience des Français.

Doit-on se contenter, avec Paul Valéry, de faire de la noblesse une « *propriété mystique de la liqueur séminale* » ou rentrer dans les multiples distinctions qui inspirent sa définition historique ?

N’en attendons pas une idée plus claire : la noblesse chevaleresque et la noblesse d’extraction [[179]](#footnote-179) regardent de loin les anoblis plus récents, par charges ou par fonctions, qui ont un rictus amusé à l’égard des nobles inachevés [[180]](#footnote-180), se préférant eux-mêmes aux nobles d’Empire ou à ceux du Saint-Siège. L’hétérogénéité est flagrante, et, comme dans toute hiérarchie extrême, des cotations subtiles permettent d’éviter les humiliations du seul critère historique : un nom récent sera « sauvé » par des alliances remarquables d’ancienneté ; une noblesse ancienne, mais obscure, est préférable quand elle a fourni un personnage conservé par l’histoire. Ancienneté, alliances, et illustrations, avec leurs combinaisons multiples, sont en fait les trois piliers de la hiérarchie infranobiliaire. Reste la fortune : elle sert surtout à distinguer des états préparatoires, des transfigurations familiales ou individuelles : la fortune immédiate ou seulement viagère fait de la roture une injure à la bienséance [[181]](#footnote-181), la fortune qui s’inscrit dans la durée en fait déjà une « aristocratie », mais tant pis pour elle si la Révolution l’empêchera à jamais de s’achever en noblesse. Enfin, à titre individuel et féminin, la fortune, à condition qu’elle soit conséquente, est la compensation de la mésalliance : la nuit de noces peut alors transfigurer la bourgeoise en comtesse même si, à cet exercice périlleux, les talents demeurent inégaux, le « vieil être » transparaissant souvent sous le nouveau.

Mais abrégeons ici la lecture de ce bréviaire du préjugé nobiliaire en constatant que les choses iraient beaucoup mieux si la Révolution n’avait pas radicalement détruit le système de valeurs de la noblesse, l’obligeant à des crispations qu’elle ignorait tant qu’elle était un corps renouvelé en permanence. Les neuf dixièmes des nobles d’aujourd’hui descendent de personnes anoblies aux XVIIe et XVIIIe siècles, ce qui fournit la preuve d’une mobilité à laquelle mit fin la Révolution. En interdisant toute consécration durable aux talents, aux fortunes enracinées, aux grands serviteurs de l’État, elle a favorisé une torture sociale que le préjugé nobiliaire continue d’infliger à la société française. Robespierre avait sans doute compris ce maléfice, sachant très bien que tant que les vieux principes resteraient incarnés, la République (idéale) ne pourrait réellement s’instaurer. La logique du Régicide part de cette évidence, qui pousse la vertu à s’accomplir en terreur. Elle n’a pu aboutir au génocide de la noblesse : « La Terreur » est rapidement devenue aveugle, voyant des « ci-devant » partout. En persécutant l’aristocrate dans le négociant, le prêtre réfractaire, ou le déserteur, elle a manqué de discernement et n’a éliminé qu’une petite fraction de la noblesse [[182]](#footnote-182).

Bonald était-il prophète quand il écrivait que « *tout est miraculeusement mauvais dans la Révolution* » [[183]](#footnote-183) ?

En s’incarnant toujours, la noblesse peut prendre sa revanche sur les héritiers de 89 tout en restant frustrée de son éviction. Ce drame social, qui s’alimente en permanence, n’est pas seulement un débat d’historien ou de poète, mais une réalité bien contemporaine qui rentre, parmi d’autres, dans la définition de la société française.

Le préjugé nobiliaire apparaît bien comme le *châtiment* de la Révolution, et les discours qu’il suscite en sont les instruments de torture.

I. Le préjugé nobiliaire,  
châtiment de « la Révolution »

Le sens commun a ses façons qui ignorent les ruses de l’Histoire. On dit par exemple aujourd’hui d’un député qu’il dispose d’un « fief » électoral ; s’il rentre dans l’intimité d’un grand leader, il deviendra un « baron », et l’apogée de sa carrière sera d’incarner un « monarque républicain ». Cette dernière combinaison tout à fait contradictoire est pourtant intégrée à notre Droit constitutionnel depuis qu’un célèbre professeur (le Bordelais Maurice Duverger) en a fait usage. Elle doit distraire, n’en doutons pas, les habitants du cimetière de Picpus, considéré à juste titre comme le plus aristocratique de France.

Mais leur rire peut se poursuivre en cascades : la démocratie française fait d’un pilote de chasse un « Chevalier du Ciel », propose à ses chômeurs de se transformer en « Chevaliers d’industrie », et dénombre, au moment des élections, ses nombreuses « féodalités » partisanes. Comble d’ironie, un des présidents de son Assemblée nationale (Jacques Chaban-Delmas) se vit, un moment, affublé de l’appellation de « Duc d’Aquitaine ».

Toutes ces « formules », qui auraient suffi en 1793 à se faire convoquer par le tribunal révolutionnaire, et expédier à l’échafaud, ont envahi sans vergogne le vocabulaire littéraire et médiatique, sans la moindre résistance. *Le Canard Enchaîné*, censeur patenté de notre *intelligentsia*, entretient depuis des lustres une chronique intitulée : « Propos de Cour » qui se complaît à représenter hebdomadairement nos présidents sous des perruques poudrées. La transmission successorale du préjugé nobiliaire est une réussite flagrante et mérite qu’on s’attarde sur la manière dont ont pu être purgés les droits d’un héritage si intolérable *a priori*.

Pour être juste, et c’est ce qui complique le phénomène, on se trouve en présence d’une succession, qui est le fait d’une classe sociale déchue, et d’une donation-partage, qui est celui d’un groupe nobiliaire toujours vivant.

Cette « transmutation » singulière des valeurs concerne plus particulièrement la bourgeoisie. Un jeu de cache-cache permanent, une surenchère réciproque créent une dynamique constante qu’il s’agit d’illustrer. La contagion touche aussi l’ensemble de la société française dont on sait qu’elle reconstitue des « castes » par cette invention si caractéristique qu’on appelle méritocratie et qui la remet peut-être dans une situation prérévolutionnaire.

Enfin, une culture hantée par l’« holocauste » s’alimente en permanence de commémorations, de rites expiatoires, voire de repentance, qui donnent des respectabilités nouvelles aux chimères que « l’Esprit des Lumières » prétendait conjurer.

Tout a commencé au XIXe siècle par un travail assez remarquable de culpabilisation du capitalisme en provenance de la noblesse d’Ancien Régime. Lamennais, Montalembert plus tard Albert de Mun, et La Tour-du-Pin vont être à l’origine de la doctrine sociale de l’Église et soulever perfidement la « question sociale » sous le nez de la bourgeoisie louis-philipparde. Avant Marx, ils sauront lui donner une mauvaise conscience durable, en glissant le péché sous le profit, et en exhibant l’ouvrier misérable, et condamné à l’immoralité, à la porte capitonnée des premières dynasties financières. La bourgeoisie, au sortir de siècles d’humiliation, n’aura guère d’autre choix, en guise de purification, que d’aller puiser en abondance les attributs de la noblesse : prolifération de châteaux néo-gothiques dont la France est couverte, multiplication des particules « rajoutées » qui peuplent le *Bottin mondain*, et, phénomène plus récent, le travail studieux d’une multitude de cercles généalogistes impatients de découvrir la « friandise » [[184]](#footnote-184) parmi des collections de patronymes vulgaires.

La République se rend complice du phénomène puisque paradoxalement, elle refuse de reconnaître la noblesse tout en admettant le titre nobiliaire et le changement de nom. Un service de la Chancellerie s’occupe d’enregistrer les titres réguliers qui moyennant cette formalité, et le paiement d’un droit peu élevé, pourront figurer sur les actes de l’État civil ; des pages entières du *Journal officiel* font état de « changements de nom » où la particule est bien souvent prise au passage. La loi du 23 décembre 1985, qui permet d’ajouter à son patronyme « *le nom de celui des parents qui n’a pas transmis le sien* » va permettre, n’en doutons pas, de renouveler le genre. L’épouse, qui peut déjà porter le nom de son mari, pourra panacher avec le nom de jeune fille de sa mère ou de la mère de son mari, qui lui-même pourra s’adjoindre celui de sa femme, de sa mère, et par réciprocité, celui de sa belle-mère. On dirait que la société française veut se doter d’un moyen de diffusion des noms à belle apparence pour compenser leur taux de disparition : et c’est un État socialiste qui se prête à une telle coquetterie !

La noblesse authentique, qui s’efforce toujours de conserver le dernier mot, pourra trouver sa consolation dans les propos du père de Michel de Saint Pierre : « *le titre comme la particule n’a d’importance qu’aux yeux de ceux qui ne sont pas nobles* ». Pour préserver son identité, quand il n’y aura plus que des Dupont de La Rochefoucauld, il lui restera la ressource de remettre en vigueur les nombreux sobriquets qu’elle pourrait extirper du Moyen-Âge : Taillefer, Barberousse, Chanteclerc ou Cœur de Lion. Mais nous n’en sommes pas encore là, et le préjugé nobiliaire parvient toujours à s’entretenir au moyen d’un code implicite qui lui permet, sans mot dire, de reconnaître les siens en dépit de la contagion des attributs.

Celle-ci est en fait significative d’une reprise en compte des valeurs nobiliaires. Le processus d’imitation formelle de la bourgeoisie s’accompagne de l’assimilation frénétique et généralement réussie des styles de vie, des comportements, des affinités culturelles de la noblesse, elle-même obligée de se tenir à distance pour que le jeu continue.

Non content de culpabiliser le capitalisme, le discours nobiliaire de dérision a conduit la bourgeoisie à se doter d’une morale plus forte que celle que lui donnait sa fonction économique : « *vivre des revenus de ses revenus* ». La « morale bourgeoise » du tournant du siècle constituée d’ascétisme, de simplicité, de purita­nisme, de religiosité n’est qu’une « reprise » de l’idéal de la noblesse provinciale du XVIIe siècle. « *Certes*, écrit l’historien Guy Chaussinand-Nogaret, *la dette du siècle bourgeois à l’égard de l’aristocratie est considérable et se manifeste jusque dans ses rejets* » [[185]](#footnote-185). Le moralisme du XIXe siècle (qui doit plus que l’on ne croit à la « bienséance » mise à la mode par les « précieuses » de l’Hôtel de Rambouillet) s’est construit par réaction à la liberté (on disait alors la licence) du siècle des Lumières.

Au même moment, Toulouse Lautrec, grand gentilhomme, traînait une vie de débauche dans les salons parisiens les plus infréquentables et s’offrait le luxe de peindre ses mauvaises compagnies ; Charles de Foucauld, qui n’avait pas encore fait sa conversion, subornait les jeunes filles de la société ; et Bony de Castellane donnait le ton de ces déchaînements scandaleux, mais nobiliaires, en disant à propos de sa femme roturière : « *Elle est belle, vue de dot !* »

Il suffira, parallèlement, que la bourgeoisie s’adonne aux délices de « la Belle Époque » et du dandysme pour que la noblesse s’incarne dans le casoar et les gants blancs de la Grande Guerre, puis s’encanaille dans « les Années folles » d’après 1918…

Cette course sans fin ne s’arrêtera pas. Elle est peut-être l’un des secrets du bon goût (supposé) de la noblesse : supplantée de toutes parts, poursuivie par des faux-semblants, elle ne prend même plus la peine de dénoncer les confusions. Elle se brûlerait les ailes à surenchérir dans une figuration où elle risquerait de se commettre avec des « rois de la mode », des « princes de la finance » ou autres seigneurs talentueux, mais faussaires. Montherlant ne nous dit-il pas que « la noblesse est le zéro dans les calculs. À lui seul, il ne vaut rien, mais joint à un nombre, il en multiplie la valeur » [[186]](#footnote-186) ?

Alors, il suffirait aux rescapés de la distinction de sélectionner dans le catalogue abondant de leur passé des valeurs placées en contrepoint de la culture dominante. Il est vrai que les valeurs nobiliaires cultivées aujourd’hui s’appellent discrétion, simplicité, famille, religion (de préférence traditionnelle). Dans tout autre milieu, elles seraient taxées de « rétro », puisque la bourgeoisie, et les masses à sa suite « s’éclatent » depuis une vingtaine d’années. Quant à l’inévitable retour des « bonnes mœurs », que certains croient discerner (surtout dans les pages du *Figaro Magazine*), il provient plus sûrement des bons quartiers du 7e arrondissement de Paris que des églises paroissiales. Le jeu de la surenchère noblesse-bourgeoisie s’accélère sans doute, mais continue d’offrir une dynamique permanente au mouvement nietzschéen de reconstruction et d’élimination de la morale.

L’une des contradictions du préjugé nobiliaire est justement dans cette aisance à se projeter dans des valeurs opposées et, à un moment donné, de ne pas les vivre de manière réellement homogène. La noblesse d’aujourd’hui, qui honnit la franc-maçonnerie, qui exalte les vertus familiales, a vu ses représentants faciliter l’installation des premières Loges au XVIIIe siècle et inventer le libertinage, épisode avant-gardiste de la libération sexuelle. Elle vous répondra, dans sa pudeur outrée, que ces déformations sont le fait des Grands et d’une Cour corrompue qui l’ont précipité dans la chute de 89. Et la même noblesse, qui déteste sincèrement « le Juif », a admis sans broncher que ses Ducs et ses Princes s’« encanaillent » d’alliances aussi contre nature qui ont nom Rotschild, Fould… Mais le propre du « grand seigneur » n’est-ce pas d’être totalement détaché, y compris de l’empire des valeurs nobiliaires qui sont l’expression, comme dans tout groupe social, du gros des troupes. L’étroit sommet de la hiérarchie a le privilège constant d’enjamber les principes, de se tenir à distance : on lui demande seulement de tenir son rang, ce qui a longtemps voulu dire des dépenses considérables de train de vie…

Ces tensions qui traversent le préjugé lui-même, sont, comme nous venons de le voir, à la source de capillarités bien plus vastes qui donnent à cette interrogation de Fernand Braudel un relief surprenant :

« La haute, la très haute société, serait-elle maîtresse ou non, de toutes les manifestations du pouvoir [[187]](#footnote-187) ? »

Peu importe que les grands de la noblesse actuelle y soient, ou non, physiquement présents : la procuration y produit ses effets, la France a réinventé la société du privilège.

Rivarol avait prévenu :

« Il faut que la noblesse soit pour les bourgeois une espèce d’idée innée, ou du moins, le premier et le plus puissant des préjugés » [ou encore :] « Voilà en un mot ce qu’est la noblesse : c’est un nom gravé par la main du temps dans la mémoire des hommes [[188]](#footnote-188). »

Le citoyen français recueille donc le fait nobiliaire dans son berceau, peut-être malgré lui, mais en même temps que la Sécurité sociale et l’Aide au Chômage. La Démocratie, bonne mère, va lui permettre de s’en préoccuper pendant la plupart de ses années de jeunesse. À défaut de nom, elle lui fera miroiter un diplôme – si possible de grande école – qui sera comme un parfum de noblesse. Si l’obstacle est vaincu, il « intégrera » une caste de type nobiliaire qui lui permettra de profiter d’avantages multiples, matériels, relationnels, politiques enfin, puisqu’il aura même l’impression d’exercer une autorité. Ainsi, il suffit en France de montrer une compétence pendant quelques jours pour qu’un Ordre continue de vous en gratifier toute la vie durant. La structure de notre État et de la plupart de nos institutions reproduit ce fantasme à titre viager, alors que la noblesse l’élargit au lignage. Et de même qu’il suffit à un ancêtre d’obtenir des Lettres du Roi pour anoblir toute une descendance, la réussite à un concours garantira une carrière et des responsabilités définitives.

Mais combien de médiocrités non comptées pour un moment de talent ; combien de nobles obscurs pour un grand ancêtre…

La « méritocratie », valeur sûre de la France contemporaine, est sans doute la manifestation la plus éclatante du legs nobiliaire. Ne déboucherait-elle pas sur une crise ressemblant singulièrement à celle de 89, si le reste de la France, nouveau Tiers État des sans statut, exsangue de l’entretien de ses nouvelles castes, demandait une fois de plus l’abolition des privilèges.

Devant cette situation, n’est-il pas légitime de s’écrier :

« Comment est-ce possible ? »

Comment les héritiers et les propagateurs des Droits de l’Homme n’ont-ils pas dénoncé l’imposture et exorcisé le châtiment plutôt que de s’y complaire ?

L’Europe occidentale croit si peu en ses valeurs révolutionnaires ! Le principe de l’Égalité a été pourfendu à la fois par Marx et par les Sciences humaines qui ont transformé en chimère l’idéal de 89 alors qu’il se présentait comme le fruit de la raison.

La raison, elle-même, celle des Lumières, est mise à mal par les courants de pensée les plus actuels. Les nouveaux philosophes, un Bernard-Henry Levy en tête, n’en font-ils pas la porte ouverte à toutes les barbaries !

On dirait que l’esprit aristocratique de la dérision est parvenu à « contaminer » le monde intellectuel qui, à sa différence, ne dispose que rarement d’un « noyau dur » sur lequel on ne transige pas, comme l’autel aujourd’hui, et le trône autrefois. Seule l’idéologie entretenue par les maîtres de l’École Publique reste encore attachée aux grands principes, mais elle est de plus en plus combattue par les parents d’élèves.

Pourtant, il n’était pas particulièrement agréable, voilà quelque temps, de poser, sur les bancs de l’École Communale, un État civil trop encombré. Il arrivait fréquemment que des insinuations perfides puissent retourner les petits camarades. Ils s’excitaient parfois contre le nom à particule, au moment des récréations : le maître ne voyait rien…

Le procédé était lâche, s’agissant d’enfants ; mais il fabriquait des petits martyrs qui ont pu trouver refuge dans l’inconscient collectif des Français.

L’explication de l’impossibilité qu’ils ont de chasser les hantises nobiliaires est déjà là : c’est qu’elles sont devenues intouchables.

Car la meilleure façon, en France, d’obtenir tranquillité d’esprit et respect, c’est de faire figure de martyr. Des événements comme la crise universitaire de 1986 l’ont montré. Ayez d’abord un minimum d’influence, de préférence dans les milieux médiatiques [[189]](#footnote-189), fabriquez à partir d’une violence quelconque un martyr qui puisse vous incarner ; et la cause que vous défendez deviendra sacrée, tous les pouvoirs reculeront, les raisons du débat seront oubliées, une épopée res­pectable va commencer.

En s’incarnant comme victime des violences révolutionnaires, en n’ayant pas trop de mal à entretenir le souvenir des guillotinés, la noblesse d’Ancien Régime, aidée un temps par le Clergé, a suscité et entretenu des rites culturels d’expiation dans lesquels la bourgeoisie s’est bien sûr précipitée. Elle s’est agenouillée aux messes commémoratives de la mort de Louis XVI, a souscrit à des monuments expiatoires comme ceux de Lyon et de Montmartre. Ce dernier, même s’il fut suscité par la révolution communarde, reste chargé des réminiscences de 89, et a l’avantage particulier d’associer le prolétariat sans qu’on lui demande son avis. Grâce aux progrès de l’Histoire, c’est l’ensemble du peuple français qui s’est aperçu qu’il avait été touché, et dans sa totalité, par la Terreur. Tant pis pour lui d’être arrivé trop tard, la place était déjà prise par la noblesse, et les martyrs ne sont pas partageux de leur identité.

Ce genre de péripétie a créé des émules. Et le discours juif contemporain en fait partie, même si son amplitude est plus forte, et internationalisée, puisqu’elle est à la mesure de l’énormité du génocide nazi. Mêmes rappels épisodiques, mêmes insistances à entretenir la mauvaise conscience. En son temps, la visite du Président d’Israël à Auschwitz a littéralement obligé le Président et le peuple allemands à battre une fois de plus leur coulpe. Le passage de Jean Paul II, presque au même moment, est resté plutôt discret : n’y avait-il pas concurrence entre deux Martyrs, pour un même siège [[190]](#footnote-190) ?

Le fameux procès Barbie qui s’est déroulé à Lyon entre le 11 mai et le 3 juillet 1987, s’est bien trouvé sous l’emprise d’un activisme culturel de même nature : n’a-t-il pas formé avant tout un rite d’expiation, une commémoration chargée de démons que l’avocat Vergés (déjà « diabolique » en lui-même pour la grande presse) a conduit avec adresse dans leur ballet satanique.

« Le Juif », à la suite du « Noble », en attendit une *respectabilité* définitive ; et de ce point de vue, leurs deux figures ont poursuivi une vieille histoire faite de complicités et d’hostilités réciproques. De cadavres à exhiber des placards…

Les complicités proviennent de ressemblances évidentes : mêmes origines sacralisées, mêmes postures de persécutions. Mais surtout : même sentiment irréductible que les malheurs du monde proviennent de son obstination à ne pas leur réserver la conduite des êtres et des choses. Voilà le ferment de leur concurrence et celui de leur détestation.

« Le Noble » va détester dans « le Juif » apatride, un rapport à l’argent, des excellences multiples qui le prennent au dépourvu ; et « le Juif « s’insurge contre « le Noble », à travers ses enracinements, à travers les préférences que le peuple – prétendument et génériquement toujours raciste par essence – persiste à lui accorder, à travers ses « légèretés » qui sont pour lui autant d’injustices incompréhensibles.

L’histoire de l’Occident devra-t-elle s’occuper encore longtemps de leur malentendu qui n’est pas prêt de s’éteindre ?

La nature humaine ne se sépare pas de ses souffrances ; elle n’a pas d’autre choix que de les supporter, ou de les transfigurer. Les « nations » font-elles de même ? Si un châtiment est généralement irrésistible – et nous avons vu qu’il l’était – les instruments de torture peuvent être ressentis de diverses manières.

Regardez se dérouler médiatiquement le « phénomène Stéphanie » : un solide raisonnement de *marketing* a conjugué tous les ingrédients du vulgaire et les a associés à une figure princière. Records de vente pulvérisés… Le vulgaire est transfiguré par le préjugé nobiliaire, et, inversement, le préjugé nobiliaire se scandalise de ce mélange qui n’est pas réellement à son goût. Stéphanie de Monaco est une torture pour son groupe d’appartenance, et apparemment, un délice pour les loubards de banlieue. Les uns supportent, les autres « flashent » [[191]](#footnote-191). Les discours que provoque le préjugé nobiliaire sont bien les instruments du supplice.

II. Les discours, instruments du supplice

Le préjugé nobiliaire suscite deux types de discours. Un discours sur lui-même, et un discours de diffusion qui contribue essentiellement à le perpétuer. Dans les deux cas, la Révolution a provoqué un changement de ton. Celui de l’autorité n’est plus admissible ; il reste celui de la torture, qui est la revanche des convictions, quand elles ne s’imposent plus d’office ; ce « coup de pouce » administré aux évidences refusées et la « question » nécessaire des Inquisiteurs…

Ceux-ci préféraient un silence glacé à de longs prologues et cachaient leurs visages sous des capuchons noirs.

La noblesse est fort avare de paroles sur son compte. Elle réussit même à faire de son propre silence une image de marque. Pour elle, seul le faux noble parle de lui ; l’authentique ne dit rien. Dans une interview récente, Jean Dominique de La Rochefoucauld définit la noblesse en tant que « communauté taisible » [[192]](#footnote-192).

« Taisible, cela désigne un phénomène tellement évident que personne n’en parle. Au fond, l’essence même de la noblesse est “taisible”. Elle n’existe que si elle est reconnue par tous ».

Les références strictement discursives sont donc rares, et le préjugé nobiliaire, quand il s’intéresse à lui-même, préfère d’autres modes d’expression plus efficaces et surtout moins dangereux. Il laisse à l’autre, c’est-à-dire au bourgeois, selon Jules Renard, le soin de faire des phrases.

Lorsqu’il y est contraint, il se contente de manier l’ironie (de même qu’il ne connaît guère que le pamphlet pour parler d’autre chose [[193]](#footnote-193)) ? C’est la réplique du duc d’Orléans à ses familiers :

« On nous fait, à nous autres princes, la réputation d’être des imbéciles. Surtout ne démentez pas, il ne manquerait plus qu’on nous croie intelligents… »

Symétriquement, c’est Chateaubriand qui préconise à l’homme d’esprit de savoir manifester « *qu’il peut avoir les talents d’un sot* ». Michel de Saint Pierre, pour sa part, voit dans la légèreté le propre du discours aristocratique :

« […] Ils badinent avec la mort, avec l’amour, avec tout. C’est important la désinvolture. Un aristocrate est d’abord celui qui parle avec légèreté de sujets graves. »

Tel ce dialogue de Talleyrand avec un carrossier impatient de recevoir le prix de ses fournitures :

« Mais, Monseigneur, quand me paierez-vous ? »

Et Talleyrand de répondre :

« Ah ! Comme vous êtes indiscret ! »

L’ironie nobiliaire, qui est un discours défensif, n’est jamais aussi cinglante que lorsqu’elle a démasqué ce qui est une imposture à ses yeux, en particulier les « faux nobles » prétentieux. L’un d’entre eux se présentant à une dame bien née et lançant :

« Un de mes ancêtres fut tué à Austerlitz ».

Se vit répondre :

« Ah bon ! Sur quel quai ? ».

Voilà ce qu’est la torture.

Elle s’exprime avec le même esprit de revanche en matière politique. Le pouvoir royal épris d’absolutisme avait dû résister aux sarcasmes de la Fronde; l’État républicain ne restera pas à l’abri des offensives pamphlétaires.

La réponse à la question « *La notion de noblesse ne vous semble-t-elle pas incompatible avec la démocratie ?* », posée en 1967 par un hebdomadaire à un aristocrate autrichien [[194]](#footnote-194), ne révélera pas de grandes surprises :

« Quand même la noblesse ne se trouve plus aujourd’hui au premier plan de la vie publique, sa fonction reste toujours de former de vraies personnalités, condition essentielle d’une démocratie authentique. »

En somme, une « super Grande École », qui forme dès le berceau et où l’on serait admis par hasard… pour le plus grand bien d’une démocratie qui ne veut rien entendre de la naissance. Discours politique, mais là encore discours de torture, qui ne se dément pas depuis Chateaubriand, Bonald, Maistre, et… Tocqueville. Les républicains l’ont mis volontiers de leur côté parce qu’ils décèlent en lui un amoureux de la démocratie. C’est vrai, mais d’une démocratie en grande partie idéale qu’il s’efforce de mettre à « portée de main » de l’intelligence.

Les autres condamnent une sorte d’impuissance fatale de la démocratie à atteindre ses objectifs, ce qui justifie leur dérision. La « noblesse des vanités » dont Chateaubriand s’inquiète reste une noblesse ; elle incarne seulement les valeurs dominantes de la société nouvelle.

Que la noblesse manie, en politique, le discours de dérision signifie qu’elle déteste moins la démocratie (idéal qui la séduit au moins pour le Royaume des Cieux), que ses faux-semblants dans lesquels transparaît l’imposture, chose qu’elle ne supporte pas. On pourra donc lui reprocher son manque de « réalisme démocratique », ou de compassion pour ses semblables, mais non les engagements souvent extrémistes qui la caractérisent et qui peuvent devenir, pour elle, une exigence radicale.

« Mon âme est à Dieu, mon épée est au roi, mais mon honneur est à moi, car le roi ne peut rien dessus, disait Biaise de Montluc. »

Les causes choisies sont souvent perdues : l’Algérie et l’Oas en 1960, le Vichysme, et ce détachement de la noblesse française parmi les zouaves pontificaux, défendant les intérêts du Saint-Siège contre Garibaldi, soutenu par la nation italienne… !

La noblesse ne parle pas d’elle, et ne parle aux autres qu’en les « torturant », même si ce n’est pas toujours aussi méchant que dans les exemples qui précèdent.

Elle doit ce talent à de vieilles traditions de souffrances à usage interne dont l’expression la plus achevée fut l’Étiquette du XVIIIe siècle.

On sait que la vie de Cour – avec ses coteries – continue d’inspirer la vie politique française ; que des étiquettes, désormais spécialisées, fournissent au monde des affaires, de la culture, du service public, des codes de bonne conduite qui excluent trop souvent l’innovation, généralement considérée comme une impolitesse. Mais l’origine profonde de ces pratiques se révèle dans le mode de transmission de ses valeurs sur lequel la noblesse s’est concentrée, faute d’autres possibilités.

On croit encore qu’elle se contente d’inculquer des légendes. Il y a longtemps que la noblesse sait bien que tous les nourrissons se ressemblent et que le « sang bleu » n’a guère que l’avantage d’un mythe, celui d’entretenir un mystère et de conserver du prestige. Elle l’a d’ailleurs soigneusement fait tomber dans les oubliettes depuis que « l’holocauste » l’a frappé du pire des mauvais goûts.

« La transmission des valeurs » nous renvoie plus sûrement à un mode d’éducation qui s’inspire, à des fins sociales, de la « discipline » dont les ecclésiastiques faisaient usage à des fins spirituelles.

L’un des mobiles les plus actifs de l’éducation nobiliaire a toujours été celui de la « considération », longtemps indissociable de la « qualité ». En traitant de la « qualité », Pascal a pu en faire :

« Cette terrible chose qui donne à un enfant qui vient de naître une considération que n’obtiendraient pas cinquante ans de travaux et de vertus. »

Au XVIIe siècle, la considération est déduite de la qualité ; la Révolution a inversé la proposition : la qualité ne peut aujourd’hui se construire qu’à partir de la considération, obligeant le noble à résister en permanence à la tentation du « fils à papa » qui peut bien souvent l’accabler, mais qu’il exorcise en l’assimilant au bourgeois. L’essentiel de la formation de la Compagnie de Jésus, longtemps auxiliaire de la noblesse, est dans ce stratagème consistant à « déconsidérer » l’élève fautif, ce qui le torture, et l’oblige à se « reconsidérer », c’est-à-dire à reconstruire un univers personnel dont il va s’émerveiller (se sidérer) lui-même. Simple transposition des Exercices spirituels à la réalité sociale qui vaut aux Jésuites l’accusation d’hypocrisie. Peu comprennent que la consistance de l’Être ne s’accorde pas toujours à ses manifestations.

Ce système de « sylviculture pédagogique », qui s’intéresse plus à l’arbre qu’à la récolte, est une contemplation de la naissance (le semis) et l’entretien d’une croissance (engrais et élagage). La spiritualité chrétienne contemple Dieu incarné ; le préjugé nobiliaire transpose en contemplant sa mission.

Tout cela ne donne pas toujours de bons fruits (sinon de sainteté, mais elle intéresse peu de monde). Avec, parfois, des révélations inouïes, comme celle de ce Pdg d’une des plus importantes entreprises de distribution par correspondance déclarant devant les téléspectateurs [[195]](#footnote-195) en mars 1987 :

« Le fait d’avoir été appelé Monsieur le Comte pendant toute mon enfance a développé en moi le sens d’une certaine autorité. »

La construction et l’entretien d’une personnalité symbolique sont la forme qu’ont utilisée toutes les sociétés pour organiser leurs solidarités. Lévi-Strauss aurait-il été chercher dans l’exotisme ce qu’il avait sous son nez parce que la France républicaine ne pouvait qu’en détester l’odeur ?

Si la considération est l’une des clefs du dispositif de transmission nobiliaire, il lui faut pour s’épanouir des lieux de recueillement. Les partis politiques ont bien compris qu’il fallait des « grandes messes » pour entretenir la flamme des militants. La noblesse a les siennes : rallyes, réunions de famille, *Jockey Club*, ou grandes messes pures et simples quand il en existe encore. Mais Lourdes reste de loin l’endroit qui remplit le mieux cette fonction, quand l’Ordre de Malte ou le Pèlerinage national [[196]](#footnote-196) parviennent à sublimer la noblesse en charité, permettant à des centaines de malades d’échapper quelques jours aux banalités d’hôpitaux sans chaleur.

Seule l’homélie permet de traiter des valeurs fondamentales, et encore... on s’y endort souvent. Les valeurs déclarées de la noblesse sont moins riches que ses valeurs ressenties. Le catalogue officiel qui peut en être présenté par l’Anf rend compte de ce fondamentalisme, sans relief excessif :

« Le sens de l’humain, celui de l’honneur, du service, le désintéressement, le goût d’une certaine forme d’aventure, l’attachement instinctif à la liberté, la recherche de l’élégance et du style, valeurs constituant un apanage individuel, mais qui sont aussi la justification de tout un groupe social qui est nécessaire à l’harmonie d’une nation, grâce à un corps, enfin, digne de ce nom. »

On est plus proche du catéchisme judéo-chrétien, avec, sur la fin, quelques accents vichyssois, que des vanités trop souvent entretenues par la presse à grand tirage.

À force de manier la torture et de distiller des souffrances sans en avoir l’air, l’essence nobiliaire contemporaine est peut-être bien le savoir mourir, puisque le savoir-vivre n’est plus son apanage. La véritable élégance de la noblesse serait alors de concilier son code d’honneur à une logique de disparition, parvenant ainsi à transformer en « geste » l’inefficacité que lui imposent les temps nouveaux.

Dans la perspective de l’honneur, l’échec n’a d’ailleurs pas la première importance, comme la mort qui est son double. La valeur actuelle la plus complète du préjugé nobiliaire est dans le détachement qu’il manifeste pour vivre des circonstances qu’il ne maîtrise plus. L’excellence de la noblesse, c’est de permettre à un humble chef de station de métro, aux origines illustres et aux traditions vivantes, de rester digne et non ridicule ; ou à un grand seigneur chargé d’honneurs de conserver une profonde modestie ; ou à des talents nombreux d’accepter les routines et les obscurités de la vie de garnison, pour le cas « où il faudrait être là ».

La bourgeoisie est capable de tout cela, mais elle préfère vivre pleinement une utilité sociale immédiate ; le préjugé nobiliaire sait beaucoup mieux se « projeter » ; il sait que la société ne lui donne plus des fonctions, mais seulement des panoplies (qui se jettent), qui font que l’instant le déguise, que seuls la mémoire ou l’avenir peuvent lui donner de réelles jubilations.

Une manière de renoncer aux panoplies, c’est de chercher l’aventure. L’actualité récente nous a donné plusieurs conquérants de l’inutile qui ont pour nom Philippe de Dieuleveult, Arnaud de Rosnay, Jacques de Roux. Ils ne sont pas les seuls et l’aventure n’est pas un monopole nobiliaire. Mais la présence à leurs côtés de Kersauzon, de d’Aboville, le « *rameur de l’Atlantique* », augmente la statistique. Les trois premiers sont morts, ou plutôt, ont disparu. L’épanouissement du capital nobiliaire, c’est la disparition : « Leur adoption par la modeste famille de la nature les rend légendaires. […]Disparaître est l’expression de la noblesse », écrit à leur sujet Yan de Kerorguen [[197]](#footnote-197).

Valeurs du Mystère ou valeurs tronquées depuis la Révolution ? Discours de fin de règne ou discours immortel ?

Ce n’est pas le discours sur le préjugé nobiliaire qui va nous éclairer davantage : relisez ce qui précède, vous n’aurez guère de certitudes ; cherchez le noble dans la littérature, dans les médias, dans toutes les transfigurations que la société lui inflige, et vous n’en aurez pas davantage. Vous comprendrez vite que les Français, lassés des tortures du noble, ont préféré tirer des ressources de leur imaginaire la dose de morphine nécessaire pour le supporter.

Les écrivains ont aujourd’hui du mal à bien identifier la noblesse et le personnage aristocratique est passé de mode. La Varende se posait déjà la question à la fin de sa vie :

« Avoir écrit tant de livres sur l’aristocratie, aurais-je réalisé un cimetière désaffecté ou un parc national, visité encore ? Voici de grands honnêtes gens pris entre un passé qui les éblouit souvent et un présent qui les déçoit toujours. Sont-ils utiles ou négligeables ? Seulement décoratifs ou vraiment efficients [[198]](#footnote-198) ? »

Peu importe qu’il ait pratiquement disparu du panorama de la littérature depuis une trentaine d’années, période du succès des Aristocrates, de Michel de Saint Pierre, qui a traité le sujet avec talent. Le préjugé nobiliaire était déjà dans notre panthéon culturel depuis que les romans naturalistes l’avaient associé à toutes leurs peintures de la société française. Tout lycéen qui lit Balzac, Chateaubriand, Proust, et bien d’autres, le rencontrera presque à chaque page.

Et s’il ne s’informe pas, il ne s’apercevra pas que Gérard Labrunie se cache sous Gérard de Nerval, et que le comte de Lautréamont masque un non moins sympathique Isidore Ducasse. La séduction nobiliaire, surtout à la fin du XIXe siècle, a touché les milieux littéraires, et continue à faire des ravages en la personne de Jean-Hedern Hallier, écrivain-muscadin, qui se présente comme le « *Dernier des Aristos* ».

Philippe Sollers voit dans « *À la Recherche du temps perdu* » l’assassinat définitif de l’aristocratie :

« La question de la noblesse, commencée avec la Révolution française s’achève avec Proust : cette période est un tunnel où la disparition de l’aristocratie prend cette forme en littérature. À partir de Proust, la question n’a plus de sens [[199]](#footnote-199). »

L’aristocrate est peut être tabou dans la littérature contemporaine : ce qui vaut peut-être mieux pour lui, puisqu’on nous répète souvent que les Français lisent de moins en moins et qu’ils écrivent toujours autant. Mais cela ne l’empêche pas de se diffuser très largement à toutes les couches de la société.

La noblesse conserve pignon sur rue entre les pages de ce que les intellectuels qualifient avec sarcasme de « presse du cœur », ou encore d’une « certaine presse », à la fois parce qu’elle a un gros tirage et un vaste public. Voyons ce qu’en dit un journaliste [[200]](#footnote-200) :

« La presse magazine accueille très volontiers en son sein les petits malheurs et les grands scandales des reliquats de la noblesse française ou grimaldienne. Paris-Match en tête qui fait ses choux gras de la saga du Rocher [de Monaco]… qui augmente ses ventes à mesure que la Principauté perd de sa grandeur, suivi d’assez loin par Jours de France, Le Figaro Magazine… »

Un modèle de presse à succès a été *Point de vue, Images du Monde*… connu comme « le journal des concierges et des marquises ».

Tirage hebdomadaire : 450 000 exemplaires sans la moindre publicité et une augmentation des ventes de près de douze pour cent par an. Raisons du succès : les sujets « Monaco », « Diana », « Angleterre », « impératrice d’Iran », « comtesse de Paris »… sont des filons inépuisables, observe Arnaud Chaffanjon, un des piliers de la maison. L’intégration européenne, qui fait son chemin avec tant d’atermoiements chez les hommes politiques, règne en valeur sûre entre les pages de *Point de vue*. Les dix familles royales subsistantes de la vieille Europe, les six monarchies en place aujourd’hui, alimentent en permanence une actualité où Juan Carlos, Béatrix des Pays-Bas, Margrethe de Danemark se disputent momentanément l’emprise sur le lecteur. *Hola*, en Espagne, le *Soir Illustré*, en Belgique, plusieurs magazines en Angleterre, créent un marché de plusieurs millions de lecteurs hebdomadaires. L’Europe se construit à la fois sur l’émouvante poignée de main de Diana aux victimes du sida et sur les manifestations d’agriculteurs à Bruxelles. Il est vrai que l’Union européenne contient des… monarchies en tant que régimes pérennes.

Les ministres de la Communauté s’épuisent en nuits blanches à gérer le maléfice de ces aristocrates qui ont créé le syndicalisme agricole au début du XXe siècle, tandis que la seule conscience européenne effective s’alimente, selon l’humeur, aux gravités touchantes de Baudouin et Fabiola, au profil bourbonien du Roi d’Espagne, et aux uniformes chamarrés d’Henri de Montpezat, devenu prince consort.

Le vaste public de cette presse, confondu dans les électorats, mérite peut-être une autopsie. La rédactrice en chef de *Dynastie*, dernier venu parmi les titres français, en trace le profil :

« À 83 pour cent ce lecteur est une femme ! Elle a entre 35 et 49 ans, s’occupe de son foyer à 25 pour cent ou travaille comme employée (25 pour cent également) [[201]](#footnote-201)… »

On apprend également que « la qualité d’impression », et « sa contrepartie au niveau du prix » excluent en partie les plus de 65 ans (4 % seulement), les classes défavorisées (1,3 %), les actifs trop occupés (moins de 5 %). Mais, le chiffre qui doit retenir l’attention est celui de la tranche d’âge 15/34 ans qui concerne 32 % des lecteurs.

Public jeune : il semble que les jeunes préfèrent les potins aux longues lectures.

Public féminin : les femmes, c’est bien connu, ont souvent la migraine ; le préjugé nobiliaire est un peu leur aspirine, comme le dit Françoise d’Eaubonne :

« Il y a bien longtemps que la religion n’est plus l’opium du peuple. La survivance de l’admiration portée au sangre azul en reste l’aspirine [[202]](#footnote-202). »

Ce discours par procuration permet au préjugé nobiliaire de maintenir son prestige par *l’émotion*, alors qu’il s’est imposé, pendant des siècles, par *l’autorité*. Les citoyens « libres et égaux en droit » ont peut-être gagné au change, mais les bases rationnelles de leur édifice restent fragiles. Que dire encore des *shows* télévisuels ultérieurs, façon trio des « *Inconnus* », friands en 1991 d’un comique inversé : là, chantent sur musique « hip-hop » parodiant le rap, un « *Charles Henri du Pré* » affublé de « *Valéry, Patrick, Stanislas duc de Montmorency* », roulant « *en Ferrari* », dévorant journellement saumon et caviar, avec comme seuls « *débouchés* » « *les boîtes privées, Sciences Po, l’Ena et Hec* »… Surgit ainsi des bas-fonds audiovisuels populistes démagogues, deux ans à peine après le Bicentaire de la Révolution dite française, l’image « *bouleversifiante* » des « ghettos » confinés des banlieues « chics » de Paris (« *Auteuil, Neuilly, Passy*», « *rap Bcbg* »), pleines de « nobles » ainsi recomposés…

La transfiguration crée des confusions de toutes sortes. *L’Évangile* nous apprend que les apôtres avaient non seulement peur (l’émotion), mais qu’ils se remémoraient Élie, Moïse et tous les prophètes.

Une transfiguration recrée des mémoires tâtonnantes, comme celles qui ont pu servir d’encadrement aux préjugés sur la noblesse.

Tyrannie, excellence, corruption ? Le serf interpelle le chevalier des cathédrales qui a aussi engendré le Marquis de Sade. Et la noblesse d’aujourd’hui sera peut-être bourgeoise, c’est-à-dire productive, quand la France entière ne vivra plus que des variations monétaires… ce qui est déjà là.

La reconstruction d’une mémoire est l’embarras permanent des sociétés lorsqu’elles ont voulu rompre les amarres qui pouvaient les retenir aux rives de leur passé. Sur le plan individuel, ce sortilège est de toutes les époques, et le snobisme, cette fabrication artificielle de la mémoire grandiose, est aussi un moteur permanent pour combler ces distances avec les origines. L’Asie, qui est souvent notre contrepoint, a trouvé un moyen d’éviter le snobisme : les dynasties mandchoues, quand elles voulaient distinguer quelqu’un, anoblissaient carrément toute son ascendance sans se préoccuper d’autre chose. Mais doit-on vraiment s’étonner, en revanche, de l’incapacité chinoise à assumer l’idée révolutionnaire, qui reste un produit occidental… comme une grande marque d’automobiles l’a si bien fait ressentir à travers une publicité désormais classique.

Le châtiment est une vengeance, et la réponse à une autre violence. Mais pourquoi des minorités plus authentiquement massacrées – et nous en comptons tellement – ne parviennent-elles pas à laisser autant de traces ?

Le préjugé nobiliaire ne se laisse pas déloger si facilement parce qu’il garde le premier rôle pour impressionner les foules. Le clergé les exhorte, le Pouvoir les lasse après les avoir enchaînées, mais la noblesse, par ces jeux subtils du discours, les impressionne.

Impressionner, ce n’est pas se déplacer en fanfare et trompette ou se faire baiser les mains : cela, c’est ce qui prépare l’impression, comme dans ces mises en scène où l’on rejoue dix fois le même tableau pour en tirer une bonne séquence, pour en extraire un signe.

Impressionner, c’est délivrer un signe. Le préjugé nobiliaire, à l’origine de son histoire, n’est pas grand-chose d’autre qu’un nom associé à une figure irrationnelle, faite d’animaux pleins de mystères et d’effroi. Ces aigles à deux têtes, ces lions, petits ou grands, en posture agressive, ces étoiles ou ces simples couleurs organisées en géométrie abstraite…

Largement armoriés, revêtus d’armures surchargées (la première « torture », pour ceux qui les portaient), précédés de bannières, formulant des devises, les premiers Chevaliers distribuaient des signes diaboliques, mais partaient en Terre sainte.

L’Irrationnel en France est inséparable du Signe. Nous sommes toujours à la recherche de la Religion révélée, tandis que nous la vivons inévitablement mal en tant que Religion signifiée, c’est-à-dire dilatée en discours, en références, en figurations. La vocation d’une noblesse véritable est de veiller à ce que l’idéal – qui n’est pas seulement dans les églises – fasse toujours son chemin dans un paysage d’hostilité, de compromissions, ou d’éternelle indifférence.

Nos deux Révolutions la rendent alors accessible au plus grand nombre. Les projets qu’elles nous proposent et qui cimentent les démocraties sont des principes de noblesse.

Il est toujours temps qu’elles s’en aperçoivent…

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– I –**

**HISTOIRE**

*Le complexe social bordelais*

Dominique D’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

« Bordeaux es-tu là » ?

La véritable question sociale qui agite les sphères bordelaises n’est pas celle que l’on attendrait concernant l’écart de niveau de vie entre les vignerons salariés et les propriétaires de « Châteaux », par exemple. L’évidence d’un prolétariat agricole dans cette région ne suffit pas à créer une tension sociale tenace, tout au plus des clivages politiques, qui se sont atténués. Et comme dans les Landes toutes proches, c’est le salariat agricole (ou gemmeur) qui a favorisé l’implantation des partis de gauche sous la IIIe République tout autant que l’activisme de la droite, parfois extrême. Mais le déclin des industries, comme celui du poids électoral des ruraux ont dilué, ainsi que partout en France, la force des oppositions sociopolitiques. Sous la Ve République, elles sont devenues des étiquettes fonctionnelles rendant possibles les dialogues et les compromis, ce qui n’exclut pas les violences verbales. La vie politique bordelaise en est devenue presque « protocolaire », avec ses bienséances, ses chasses gardées, ses clientèles entretenues. C’est l’impression que laissent à la fois le « chabanisme » (expression désignant la tenue de la ville par son Maire Jacques Chaban Delmas) à ses heures de gloire, tout autant que le socialisme dans sa version « madrellienne» (de Philippe Madrelle, longtemps leader du Conseil Général). Finalement, au niveau municipal et départemental, une certaine « féodalité » s’est reconstruite au travers d’allégeances personnelles, de trahisons, de trêves, de règlements de comptes, qui renseignent plus sur un usage social, que sur une violence sociale.

C’est que la vraie question sociale, « à Bordeaux » (pour faire court), transcende les clivages conflictuels hérités de l’analyse marxiste ; elle contamine l’ensemble des milieux, depuis la marchande claironnante du Marché des « Capucins » jusqu’au propriétaire de grand cru ; elle se transmet de génération en génération ; seul le brassage – non pas social, mais géographique – est susceptible de la remettre en cause. De quoi s’agit-il ?

Le Bordelais, d’origine ou d’imprégnation, est doté d’une sorte de « surmoi social » qui le pousse à envier la catégorie sociale supérieure – ou admise comme telle – tout en légitimant la sienne. Cet « ego » sociologique, qui partout ailleurs aboutit soit à la remise en question de l’ordre établi, soit à la résignation à une condition sociale subie et imposée, provoque ici la consolidation du paysage social. Le Bordelais est ainsi pris dans cette puissante dialectique d’attraction-répulsion qui le pousse à se projeter vers des identités plus prestigieuses que les siennes qu’il ne cessera d’envier ou de copier.

D’abord l’attraction : le négociant se dote d’attaches terriennes, l’avocat se flatte de recevoir les magistrats aux fonctions importantes, le boutiquier de disposer des articles « chics » qui n’existent pas chez le voisin. Cette spirale, qui prend des formes variées et subtiles, telles que l’achat chez les antiquaires de « portraits de famille » pour accroître la respectabilité de ses intérieurs, atteint son zénith dans l’attraction parisienne.

Quand le jeu bordelais devient lassant, quand le mimétisme risque d’être inatteignable (qu’il soit trop coûteux, ou tout simplement ridicule), c’est Paris, à elle seule, qui concentre toutes les attirances. Son prestige s’impose à tous, sa lumière est suffisante pour conférer à ceux qui en prennent le chemin une sorte d’orthodoxie sociale. À Bordeaux, il est de bon ton de « monter à Paris », mais aussi à Londres, et, pendant longtemps pour une certaine classe, de plus en plus à Singapour ou à Sidney, mondialisation oblige. Seul, en France, l’« ailleurs » parisien bénéficie de ce statut, de même qu’à l’échelle régionale, le Bassin et le Pays basque, avec leurs propres hiérarchies. Mais Paris offre l’avantage incomparable de procurer des satisfactions quasiment morales au surmoi social ainsi qu’une revanche facile aux inévitables frustrations bordelaises, facilitée par la distance géographique et le maelström qui la caractérisent. De plus, comme par symétrie, l’origine bordelaise, à condition de bien la manier, est un signe de sinon de ralliement, du moins de distinction à Paris. Et comme celle-ci est difficile à rencontrer au milieu des foules anonymes, les Bordelais à Paris continuent de se voir et entretiennent ainsi sans le savoir, mais pour leur plus grand plaisir, le syndrome qui les anime autant que de durables amitiés.

Si Paris absorbe ainsi, et de manière commode, les contorsions locales, c’est qu’elle est le point d’aboutissement – réel ou figuré – de l’aspiration sociale. C’est son destin de ville de lumière, et pour Bordeaux, la fatalité d’un vieux mimétisme qui parle au travers de son ordonnancement et de la couleur de ses pierres. Pourtant, la nostalgie des bords de Garonne ne manque pas de rattraper peu ou prou les Bordelais émigrés, la répulsion de Paris finissant par l’emporter sur les flatteries initiales, même si ces deux sentiments peuvent cohabiter, à condition d’afficher l’un tout en refoulant l’autre, ce qui est typiquement bordelais.

La dynamique d’attraction sociale s’accompagne de répulsions concomitantes, qui sont la face obligatoire et pour ainsi dire explicative du premier principe. Le désir mimétique à la bordelaise devrait logiquement s’accompagner d’une insatisfaction de son propre état social, d’une conscience de ses faiblesses ou de ses insuffisances, puisqu’on est attiré par un au-delà social. Mais cette humilité-là ne fonctionne guère, elle est transférée sur des identités sociales jugées péjoratives, de manière tout aussi artificielle que celles qui sont réputées attractives. Cette fonction utile, qui évite les affres de la remise en question, peut se traduire, chez le Bordelais maladroit ou inconscient, par un vieux fond de condescendance qui provoque – en retour – une détestation somme toute méritée chez ceux qui en sont destinataires. Et ils sont nombreux, car le fait de ne pas être Bordelais constitue – en soi – une insuffisance, voire un vice rédhibitoire, qui n’offre qu’une rédemption possible : celle de devenir bordelais !

Grâce à de tels exutoires, l’« *ego* social » parvient facilement à se fabriquer un espace de satisfaction, de contentement, et pourquoi pas de félicité aux yeux du monde. Être bordelais c’est d’abord être officiellement satisfait : satisfait et même fier de sa ville, satisfait de son mode de vie et de ses loisirs, tout comme de sa condition – fût-elle détestable. Se plaindre, revendiquer, s’émouvoir et gémir, exprimer haut et fort ses sentiments, c’est bon pour les gens du midi – les Toulousains entre autres, « cathares » rejetés par catharsis ! –, qui expriment ainsi leur vulgarité congénitale. Seule la remise en question du statu quo sociopolitique local provoque des mobilisations farouches, comme celle de l’Ormée au XVIIe siècle. Encore aujourd’hui, l’ouvrier de Blanquefort ou le vigneron du Médoc craignent davantage le déclassement, soit ne plus être ouvrier ou ne plus être vigneron, qu’une inégalité de condition qu’il s’agirait de combattre. Le maintien et la protection du statut, fût-il modeste, sont toujours préférés au bouleversement social.

C’est ici que la marmite bordelaise prouve son efficacité : on ne peut détruire ce que l’on envie parce qu’alors on prendrait le risque de détruire son identité statutaire, son surmoi social. La violence mimétique tant attendue par René Girard ne se produit pas – ou si peu. Elle se transforme ici en une formidable force de conservation d’un ordre social qui se perpétue presque par anomalie. Si cette réalité constitue un « bastion bordelais », c’est qu’elle a été assez puissante pour ne jamais connaître les vicissitudes d’une forteresse ordinaire : son rapport fatal avec l’extérieur.

Ici, l’extérieur est devenu facteur de régulation plus que menace : il en est ainsi, comme nous l’avons vu, de « l’aspiration parisienne », mais il en est de même des affinités anglo-saxonnes, voire antillaises, qui sont autant de distinctions, mimétiques ou péjoratives. Mais distinctions quand même, et donc vecteurs d’énergies renouvelées pour le complexe social bordelais. Certes, la gloire portuaire de Bordeaux est derrière elle, mais la culture demeure : l’exotisme, à condition qu’il reste à sa place, y est toujours familier. C’est l’esprit du grand large qui sauve et entretient le vieil édifice, c’est l’ouverture au monde qui gomme ses moisissures.

Mais une forteresse peut être aussi minée de l’intérieur. L’équilibre décrit entre le surmoi social et la satisfaction de l’*ego* est en soi alimenté en permanence, d’autant qu’il intègre un « extérieur » aux fonctions régulatrices. Le danger d’un système qui s’appuie sur le mimétisme social est de sécréter des impostures et de rendre l’authentique impossible ou invraisemblable.

La voie des sincérités y est étroite, comme le montre avec évidence l’histoire même récente de Bordeaux, révélée magistralement par Michel Bergès à propos de « l’affaire Duverger » [[203]](#footnote-203).

À suivre…

[Texte inachevé…]

Tel va « le mythe de Bordeaux », survolant parfois le culte des « trois M » (« Montaigne, Montesquieu, Mauriac »), qui accompagne toujours l’image de celle qui fut d’abord une Cité romaine de loisirs, lors de la grande période d’Ausone, sur les bords de fleuve Garonne qui, avant de se jeter dans la mer, fait une sérieuse et étrange boucle à l’endroit précis où fut érigée son port, entre Rome et la lointaine Angleterre.

Avant de devenir au XVIIIe siècle une riche ouverture sur l’Atlantique, entichée des idées anglaises. Port aussi négrier à ses heures, fort de négociants conviés à financer, contre l’accord de franchises chartées, une partie de la flotte du Roi de France. Mais cela, après les incartades de « la République de l’Ormée », qui maintint entre 1652 et 1653 en pleine monarchie, un véritable régime politique marchand et populaire à la fois, proche des cromwelliens anglais, qui réclamait « la paix et le concordat de Jésus-Christ » de surcroît… (brutalement réduit par Mazarin et le pouvoir central). Avant un soutien relatif aux « Girondins », sous la première Révolution française…

D’une partie de ce Bordeaux-là, témoigne encore ce qui reste des ruines romaines du Palais Gallien notamment (comme l’a bien montré l’historien Camille Jullian [[204]](#footnote-204)).

Sans oublier les Quais, qui accueillaient jadis nombre de bateaux venus de tous les coins du Monde, partant au loin ou en revenant, lançant leur trompe dans la brume lors de leur départ ou de leur entrée, comme pour donner aux habitants, avec les mouettes qui les accompagnaient, l’illusion du large…

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

– II –

FORÊT CULTIVÉE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DURAble

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMEN DURABLE**

*Un retournement de l’histoire :  
la forêt dévastée,  
humiliée par l’État* [[205]](#footnote-205)

Dominique D’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

Forêt des hommes, forêt construite, forêt cultivée, forêt protégée contre les incendies grâce à la prévention… La forêt de Gascogne en deviendrait presque technique, une sorte d’*instrumentum*, issue à la fois des laboratoires agronomiques et des convulsions de l’histoire. C’est bien ce tableau que nous avons tracé, en allant chercher loin ses matériaux d’origine, dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, et en y glissant progressivement des ingénieurs, des préfets, et des bergers transformés en gemmeurs, puis des syndicats et des administrations qui enserrent la forêt en tant qu’objet naturel dans des textes innombrables, et la placent sous le contrôle d’organismes pléthoriques, techniques, économiques, fiscaux et juridiques… Ces ingrédients sont ceux de toute forêt de plantation, qui renvoie à des gestes prométhéens, où l’arbre est conquérant, comme l’homme qui l’établit, où la forêt est comme un bouquet tendu par sa main sur des territoires désaffectés. Selon cette configuration, l’opposé de la plantation forestière, c’est le défrichement, opération également humaine, généralement étalée dans le temps, et plus ou moins maîtrisable par des moyens de droit.

Mais lorsque le défrichement est immédiat, massif, sauvage, il s’appelle tempête, tornade, ouragan… Peu importe. En moins d’une heure, le souffle mauvais et d’une intense violence arrache, casse, tord, blesse et tue parfois. Les cieux noirs libèrent, entre les éclairs tournoyants, une gifle de liquide qui traverse les toitures. Le claquement de la foudre, le grondement du vent, le craquement des branches et des troncs qui défaillent ajoutent leurs voix lugubres à ces visions effrayantes. La seule miséricorde de cette nature en colère, c’est de boucler son œuvre de destruction en peu de temps… comme une mort subite. Chez les forestiers qui arpentent, quand tout est redevenu calme, les parcelles ravagées, c’est la consternation, la tristesse du deuil, parfois l’angoisse de la ruine. Nous sommes en 1999, le 28 décembre : la fin du monde et l’angoisse millénariste ne sont plus tout à fait des fantasmes… 91 millions de m3 de troncs et de branches jonchent le sol aquitain, 40 000 personnes sont sans électricité, les dégâts s’élèvent à deux ou trois milliards de francs selon les premières estimations. « Tempête du siècle », du « jamais vu », « une violence inouïe », chaque tempête destructrice est incongrue, anormale, exceptionnelle, comme. En 1976, en 1990, en juillet 2003 sur le littoral nord des Landes. Sans compter les tempêtes dont on ne parle pas, déchues dans ce cas au rang modeste de coup de vent sans importance, au moins tous les trois mois. Cette fois, les Landes risquent de partager avec le Finistère, les préférences d’Éole et pourraient bien se transformer en landes bretonnes.

Face à des événements aussi irrésistibles, les propos théologiques ont depuis longtemps déserté les conférences de presse, y compris ceux à la Voltaire mettant en cause la Providence, lors du séisme de Lisbonne. C’est la nature, au sens le plus large, qui l’a remplacée, mais, cette fois, affublée d’une qualification à la fois savante et expressive : le dérèglement climatique. Ce bouc-émissaire aussi incertain pour la communauté scientifique que porteur pour l’idéologie [[206]](#footnote-206), n’en demeure pas moins mystérieux.

La tempête, sans être divine, porte les attributs, réels ou supposés, de la Transcendance ; elle est cette force incontrôlable, irrésistible, souveraine et gratuite qui vient d’en haut. En outre, elle se manifeste par une rupture immédiate, un avant et un après, et faute d’encourager un culte, elle se prête parfaitement, comme tout passage, à un rite social d’accompagnement, de réparation puis d’oubli. Ce sont les coulisses de la catastrophe qui occupent les énergies et les esprits, bien plus que l’événement lui-même, qui n’est guère qu’un très mauvais souvenir, quand on est encore là pour en parler. Sous cet angle d’observation la répétition des tempêtes sur le massif boisé de Gascogne, si elle n’a guère fait évoluer la science des climats, a au moins permis aux acteurs de la forêt de perfectionner un rituel, un protocole d’adaptation, en termes vulgaires : une gestion de crise qui se déroule selon une chronologie subtile.

La première phase est celle de l’accompagnement. C’est le temps de l’émotion, des mots de réconfort et des poignées de main apitoyées. On pleure la forêt saccagée :

« Tout est remis en cause… C’est un authentique désastre, sans précédent… C’est une catastrophe qui nous laisse sans voix [[207]](#footnote-207). »

Propos de deuil qui pourraient concerner un être cher et qui provoquent mécaniquement des condoléances attristées et l’intervention avantageuse du politique. Les ministres se déplacent en hélicoptère, viennent faire l’état des lieux, serrent les mains : tant qu’elle dérange seulement les emplois du temps, la compassion qu’inspirent les catastrophes et, mieux encore, les catastrophés, est du meilleur effet médiatique, et la partition est relativement aisée à jouer. On se trouve ici dans la phase des discours attendus : souffrance partagée, solidarité nationale à mettre en œuvre, les meilleurs sentiments s’expriment avec profusion. Après deux ou trois jours (il faut bien laisser planer un soupçon de doute, ce qui optimise l’effet d’annonce), le gouvernement « lâche » les premiers chiffres. Une ligne de tant de millions est immédiatement débloquée, sans attendre le bilan définitif ; le décret « d’état de catastrophe naturelle » est en préparation et il permettra l’indemnisation de toutes les victimes et de tous les dégâts ; les fonds à affectation spéciale, oubliés dans les tiroirs, sont appelés à la rescousse… bref, un effort sans précédent permettra de transformer le cataclysme en simple mauvais souvenir. Nous sommes toujours dans la phase émotionnelle, celle qui fait suite à l’événement, en gros, la semaine qui suit l’accident. Celle-ci est décisive, non pour les victimes de la crise, mais pour les autorités qui jouent la montre : voyage éclair d’un ministre, interviews, premiers bilans.

Médiatiquement, et donc politiquement, ce sont ces quelques jours qui font la crise, puisqu’après, elle n’existe plus, ou elle est remplacée par une autre. On aura bien compris que le fameux effet d’annonce est indissociable d’un rythme médiatique qui commande son amplitude. Une crise bien gérée est celle qui montre au plus grand nombre l’autorité politique réactive par rapport à la catastrophe, c’est-à-dire compatissante et généreuse. Vision cynique, ou simple observation d’un protocole qui semble tellement bien réglé qu’on pourrait presque en faire un manuel pratique à l’usage de ministres néophytes ? Conduite à tenir en cas de catastrophes naturelles, gros accidents et autres calamités à impact médiatique et financier.

La tempête, comme on s’en doute, n’est pas la seule à figurer dans ces occasions de déplacement improvisé des ministres en province. Il faut y ajouter les incendies (comme toujours dans le Sud-Est), les inondations et glissements de terrain, les gros accidents de train ou d’avion, et, depuis peu, les canicules. Que ce soit la forêt, un village inondé par la crue d’un torrent, une usine qui explose en centre-ville, comme pour les explorations de Nicolas Hulot, c’est la séquence « émotion » qui vaut surtout d’être mise en exergue et interprétée par le personnel politique. Après on soigne ses plaies, et surtout, on fait les comptes. Commence alors le temps de l’attente.

*Le Figaro* du 10 juillet 2000, soit six mois après la tempête, pouvait titrer : « *Les forêts du Sud-Ouest oubliées par l’État* » et tracer un tableau désolant du moral des sylviculteurs, et… de l’état des forêts. Certes, des mesures d’urgence avaient permis de rétablir l’électricité dans les chaumières et de déblayer les voies d’accès principales. Début janvier, l’armée de terre était même venue en renfort des pompiers et des « hommes au service des hommes » dont on savait qu’ils avaient, comme toujours avec l’Edf, fait un travail remarquable. C’est après que les choses devinrent plus difficiles. Très vite, le dégagement des parcelles sinistrées et l’exploitation des chablis ont révélé l’ampleur du désastre financier : le mètre cube selon les départements se vendait entre cinq et quinze fois moins cher… quand il trouvait preneur. Voilà pour la perte sèche. Mais comme un malheur n’arrive jamais seul, les autorités administratives ont fait de la remise en état et du reboisement un slogan impératif. « On nous propose 4000 francs par hectare pour nettoyer nos forêts. Mais l’on sait que cela nous coûtera le double compte tenu du reboisement obligatoire qu’il y a à faire derrière [[208]](#footnote-208) », déclara même assez excédé un particulier.

Les désolations n’ont pas le même goût selon les tables où on se les voit servir. Pour l’opinion générale, ce sont trois ou quatre séquences au journal de 20 heures ; pour le corps administratif, ce sont des désordres, fussent-ils naturels, qu’il s’agit de faire disparaître le plus tôt possible ; pour les détenteurs de forêts sinistrées, ce sont des ruines, plus ou moins accentuées, et la colère d’assister, comme souvent en pareil cas, à des curées à grande échelle qui ne laissent pas que des perdants. Ainsi, le dispositif public mis en place consista essentiellement à subventionner les exploitants forestiers par une prime au transport des chablis, ou à aider les coopératives et les industriels à organiser des aires de stockage… en attendant des jours meilleurs qui, près de quatre ans après, ne sont pas arrivés. On a donc délibérément choisi de stimuler la demande de bois, sans lui imposer de prix, ce qui n’a pas permis de « vidanger » toutes les forêts dévastées, en particulier en Médoc, tout en créant un exceptionnel effet d’aubaine pour les acteurs de la transformation, papetiers en premier lieu. Tout s’est passé comme s’il s’agissait d’oublier le plus vite possible un mauvais moment, en mobilisant l’essentiel des moyens pour évacuer les bois abattus, avec une efficacité certaine : en six mois près de cinq millions de m3 sur les huit millions à terre, ont été absorbés ou stockés, ce qui, en soi, est une belle performance !

La consolation était mince pour les propriétaires ruinés qui manifestèrent leur colère à partir de l’été 2000 et durant toute l’année 2002, confrontés aux désillusions de l’après-tempête. Les quinze mille francs d’aide à l’hectare promis par le ministre de l’Agriculture Jean Glavany, ou plutôt « lâchés » sur le moment, comme au Téléthon, s’étaient transformés, tout compte fait, en 4000 f. C’est qu’après la gestion émotive de la crise, qui impose des promesses apaisantes, arrive le temps des arbitrages administratifs et des additions budgétaires : en la matière tout devient très vite insupportable, parce que, par définition, rien n’était prévu. La machine bureaucratique ne supporte pas l’exception, y compris la catastrophe exceptionnelle. Celle-ci dérègle les rouages délicats des budgets planifiés et des charges de service, elle est aussi une catastrophe administrative, ce que les victimes devraient aussi comprendre, à la fin !

L’après-tempête (ou l’après-cataclysme), pour cette raison, doit être une phase silencieuse et réservée à un traitement exclusivement politique. Tout converge en effet – au sommet – pour que la catastrophe soit oubliée le plus vite possible : d’abord l’ordre du jour médiatique a changé, ensuite, la catastrophe est malheureusement toujours coûteuse, enfin, plus le temps passe, plus on peut escompter que l’éloignement dans les souvenirs s’accompagnera de l’effacement de bien des factures. Le pouvoir politique s’appuie, comme souvent, sur les trésors de patience et de courage que provoque l’adversité chez tous les peuples, et le peuple de France en particulier. Très cyniquement, il va en jouer, en retardant les paiements promis, en compliquant les procédures, en révisant les montants annoncés. Réduire la facture finale, telle est l’obsession des décideurs publics lorsqu’ils rentrent dans une détestable logique d’indemnisation, inévitablement colossale quand on ne veut oublier personne et quand les assureurs refusent d’assumer la totalité du fardeau. C’est bien ce qui se passe pour les tempêtes forestières, contre lesquelles les forêts sont non assurées et non assurables, et où l’État, assureur en dernier recours, endosse volontiers le rôle de l’expert de compagnie, tatillon et pingre par principe. N’étant pas en position contractuelle, l’État digère à sa manière les promesses intempestives des ministres toujours généreux devant les caméras. De même que les rédacteurs des très petites lignes qui s’ajoutent au contrat d’assurance, et que personne ne lit, savent les interpréter quand la charge d’indemnisation devient trop lourde, de même, les chefs de bureau déploient leurs talents économes pour enlever tout contenu réel aux « promesses », tout en maintenant l’illusion, le plus longtemps possible, que tout sera accompli comme prévu.

C’est comme cela qu’en France, pour une tempête en forêt, comme pour tant d’autres domaines, on fabrique en permanence des promesses non tenues, et, symétriquement, on surenchérit et on exagère ses besoins, puisque, presque par convention, on réclame dix, pour obtenir peut-être… un !

Ces phénomènes, après la tempête de 1999, ne pouvaient que se déployer avec une particulière intensité. Dès le 15 janvier 2000, sur la base d’évaluations encore incomplètes, le montant des dommages, au niveau national, s’élevait déjà à 35-40 milliards de francs [[209]](#footnote-209). À cette date le Groupama-Gan avait enregistré 400 000 déclarations et d’autres groupes mutualistes (Maif, Macif, Maaf, Matmut) en étaient à 850 000 dossiers pour un montant de 6 milliards. Au début de la saison d’été 2000, les propriétaires forestiers sinistrés et non assurés ne pouvaient que s’en remettre à la « solidarité nationale » et ils en attendaient toujours les résultats. Ils formulaient des propositions pour trouver, à l’avenir, des solutions de prévoyance (plan d’épargne forêt, fonds de calamité forestière), qui furent toutes repoussées. L’heure de la manifestation sonna bientôt et le secrétaire général du syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest en battit le rappel :

« Rien de tel pour se faire comprendre que de barrer la route nationale 10 un 30 juillet. On tire nos dernières cartouches. Quelques troncs suffiront pour leur prouver combien le Médoc ne ressemblera plus jamais à ce qu’ils ont connu [[210]](#footnote-210). »

La manifestation eut lieu et fut télévisée ; trois mois plus tard, après mobilisation du ban et de l’arrière-ban forestiers, les sylviculteurs concernés obtinrent un régime d’indemnisation forfaitaire, finalement bien accueilli par la profession… plus d’un an après la tempête.

On s’attendrait à ce que l’après-tempête, après avoir connu le calme, la turbulence et le dénouement, connaisse une phase strictement administrative, sans doute lente, mais « sûre » et régulière. Et bien là encore, ce serait faire preuve de naïveté ! Quatre ans après, les dossiers de la Gironde ne sont pas tous traités, tandis que ceux des Landes l’ont été avec diligence. Vérité à Sore (Landes), erreur à Saint-Symphorien (Gironde), cette fois c’est la bonne volonté des services qui fait la différence… Jusqu’à la prochaine tornade, comme celle du 15 juillet 2003, qui réduisit à néant tous les arbres compris dans un couloir traversant le Nord du littoral landais, provoquant quatre morts et la destruction de plusieurs campings. Les gestionnaires de ces territoires sinistrés vont connaître exactement les mêmes phases caractéristiques de la « gestion de crise » : honneur des médias, visite éclair d’un ministre, promesses de solidarité, annonce de déblocage immédiat de sommes « conséquentes »… puis le silence radio. Trop peu nombreux pour réellement « compter », c’est-à-dire exister aux yeux des dirigeants, ils tentent de conserver espoir en se disant que le sinistre étant très localisé et circonscrit à environ 10 000 hectares, chiffre insignifiant par rapport à celui de 1999, il rendrait plus facile une indemnisation, plus supportable parce que moins massive. Cette analyse qui pouvait avoir quelque pertinence quand les budgets étaient alimentés risque bien de s’avérer superfétatoire quand les finances deviennent rares. La trentaine de propriétaires concernés, y compris les communes, fourniront un bien modeste cortège pour arracher des subsides !

Ils pourront toujours verser au tribunal de l’opinion le fait qu’une indemnisation de la part de l’État n’est qu’un juste retour des choses, puisque celui-ci encaisse annuellement un impôt forfaitaire tenant compte du revenu final de la vente des bois. À condition que le bois parvienne à maturité et échappe aux coups de vent qui le cassent en deux, et au pourrissement accéléré. L’indemnisation, dans ces conditions, n’est guère que le remboursement d’un trop-perçu. Mais tout cela est bien trop technique !

Ainsi va la « gestion durable », si chère à Bruxelles et aux idéologues écologistes de toutes tendances, au sujet d’un objet qui dépend, malgré eux, des caprices du ciel…

La « forêt des Landes », fabriquée par l’État, apparaît en définitive humiliée par lui lorsque la nature reprend ses droits… Serait-ce là un « signe » de « la fin des territoires », négligé par le rationalisme contemporain au-delà des multiples contradictions de la machinerie étatique, de ses a*rtefacts* et des identités brouillées qui l’accompagnent ? En parlant des « caprices du ciel » justement, faut-il entendre par là que la forêt constitue en fait un objet qui ne peut qu’échapper, en définitive, au monde administratif qui prétend, depuis les « Lumières », s’en rendre « maître et possesseur » à travers des dispositifs et des procédures de pouvoir innombrables déployés en plus de deux cents ans d’existence ?

C’est en tout cas la leçon que tira, lui, bien avant « le réchauffement » de la planète, Nicolas Machiavel, dans ses *Histoires florentines*. Cela, après le passage du terrible ouragan qui avait dévasté la Toscane en 1456, laissant « *stupides* » les hommes du temps face à ce « *tourbillon poussé par des puissances d’en haut, qu’elles fussent naturelles ou surnaturelles*» (« *causes que je dis du ciel* »), en les plaçant devant la scène de « *l’antique chaos* » [[211]](#footnote-211) …

Maintenant, remplacez 1999, ou encore 2003, par 2009, le Médoc par les Landes, décembre par janvier : le déroulement de la procédure est identique. La catastrophe naturelle est traitée comme un accident : une blessure, désolante, bien sûr, mais dont on finit toujours par se remettre. La forêt sera déblayée, les tronçonneuses feront disparaître les cadavres encombrants, qu’ils prennent le nom de chablis ou de volis, termes thanatologiques pour signifier l’arbre déraciné ou simplement sectionné. Il est vrai que tous les intérêts se coalisent pour refaire cette forêt, pour la reconstruire, pour « oublier » l’accident : les industriels ont besoin de bois pour l’avenir de leurs amortissements, les propriétaires n’ont guère que la « replantation » pour justifier auprès de la technocratie l’octroi de subsides publics, et les populations locales, y compris immigrées, ne sont pas prêtes, en plus de la crise, à faire le deuil définitif de leurs paysages forestiers. L’instinct vital, et les conditionnements qu’il provoque est l’allié le plus sûr pour reconstruire l’ordre forestier à l’identique, pour le rendre intact, un peu comme une chirurgie esthétique qui remettrait en place ce qui ne l’était plus.

Cette rationalité « accidentelle », sous inspiration volontariste et sous signe d’espérance, ne peut finalement qu’alimenter le seul discours consensuel : celui de la reconstruction. Elle contrecarre et disqualifie une autre inspiration dont le radicalisme est aussi celui de la remise en question : l’ère de la forêt s’achève parce que le nouveau climat ne convient plus aux arbres. Lorsqu’à trois reprises en dix ans, leur destruction s’est répétée avec une telle obstination, la question mérite d’être posée, et elle débouche sur une autre rationalité, qui, autant que la première, est aussi encombrée d’ambiguïtés.

La première concerne l’espérance raisonnable que le phénomène catastrophique se reproduise dans les cinquante prochaines années, ce qui est *grosso modo* la durée nécessaire pour conduire un peuplement de pins maritimes à sa pleine maturité. La répétition, sur une période de 10 ans, de trois évènements climatiques comparables, crée un réflexe empirique de conviction que la catastrophe se reproduira sur cette plage temporelle. Pourtant l’utilisation de méthodes scientifiques de probabilités n’aboutit pas à des résultats aussi nets. D’abord, parce que la collection des évènements « tempête » est trop réduite pour qu’on puisse déterminer avec certitude des lois d’occurrence, ensuite, parce que les effets dévastateurs sont eux-mêmes éminemment variables, en fonction de la topographie, de l’humidité des sols, de la plus ou moins forte exposition des arbres à la violence des vents. On attendrait la confirmation d’une intuition aiguisée par la répétition d’un événement marquant ; on débouche seulement sur une incertitude flagrante : je ne sais sûrement qu’une chose, c’est que je ne sais rien.

On voit par là que l’inclination à la fatalité de la destruction, susceptible de remettre en cause le maintien de l’ordre forestier, ne résiste pas à l’analyse statistique. Il reste donc à gérer l’incertitude et à tenter de la domestiquer avec nos faibles outils.

Cette rationalité « ultime », capable de prendre le risque à bras le corps, est pourtant familière aux analyses de choix économique (et la forêt, tant qu’elle est sur un sol privé en système capitaliste demeure un choix économique). C’est d’ailleurs l’exposition au risque qui sert de fondement aux économies occidentales, puisqu’elle est la justification du profit, qui en est le moteur le plus convaincant. Mais à quel risque est confronté le vrai choix économique de tout investisseur ? Celui de perdre, mais aussi celui de gagner. Est-ce que la forêt « après tempête » se prête à ce jeu ? Le risque de perdre, et de tout perdre, même s’il n’est pas probabilisable, est établi par simple « retour d’expérience ». En contrepartie, le risque de gagner n’est en rien corrélé à l’aggravation du risque de tout perdre. Il faudrait pour cela que la valorisation du bois sur le marché reflète symétriquement l’apparition de cette nouvelle incertitude, s’ajoutant à celle de la durée, des incendies, et des autres évènements capables de grever l’investissement forestier. Paradoxalement, jusqu’à présent, c’est justement la sécurité du placement en forêts qui apparaissait comme la contrepartie de sa faible valorisation. Or rien n’annonce, dans le nouveau scénario, une amélioration de la rentabilité forestière qui serait le pendant de l’apparition désormais insistante du risque de destruction des peuplements sous l’effet des tempêtes.

Le choix de l’investissement forestier manque donc désormais des rares rationalités économiques dont il disposait jusqu’à présent, l’affectivité venant compenser, déjà en période « normale », ce handicap. Le capital du sentiment et de la fidélité au terroir ou aux aïeux pourra-t-il suffire à légitimer des investissements de reboisement dont le sens économique n’existe plus ?

Si la tempête n’est plus un accident, il est indispensable, pour l’avenir des Landes, d’en repenser radicalement le mode d’utilisation du sol. C’est un chantier douloureux, incertain, mais indispensable.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMEN DURABLE**

*Le projet agroforestier  
d’un exploitant :  
de la théorie à la pratique*

Dominique d’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

Gérant d’un *Groupement forestier familial* situé dans le nord des Landes, j’ai subi et vécu, en dix ans, trois « évènements climatiques exceptionnels » qui ont frappé, à des degrés divers, les parcelles forestières dont j’ai la charge. Plus que la disparition physique de nos vieux arbres, et la réduction à néant de leur valeur marchande, ce sont les effets économiques à long terme des tempêtes qui sont une catastrophe pour le gestionnaire forestier. Ainsi, en décembre 2008, soit neuf ans après le premier épisode désastreux, le prix des bois sur pied, toutes catégories confondues, n’avait toujours pas retrouvé le niveau d’avant la tempête de 1999.

La crise économique n’a sans doute pas arrangé les choses, mais avant la crise, mis à part une courte embellie en 2006-2007, les écarts n’ont jamais été rattrapés. Homme du long terme, le « forestier » sait qu’il peut toujours espérer une remontée des cours. Lorsque cela fait trente ans que cela dure et que les compteurs sont remis à zéro chaque fois qu’une tempête sévit, sa patience légendaire peut s’émousser. Se pose alors la question, non encore résolue, de l’alternative à ce qu’on a toujours fait depuis 150 ans : une forêt cultivée de pins maritimes que les tempêtes répétées ont transformée en un luxe coûteux pour le propriétaire du sol.

Si on exclut la transformation radicale du forestier en agriculteur, et celle des Landes en un immense champ céréalier, si on déploie une approche raisonnable du rendement économique, et si on veut conserver à son terroir une identité forestière, l’approche agroforestière mérite plus qu’un détour, au moins une expérience.

C’est celle que j’ai mise en marche depuis l’automne 2008, et que la tempête récente ne fait qu’encourager.

– Rester forestier et obtenir un résultat économique  
au moins équivalent à celui d’une forêt   
sans l’effet des tempêtes

Tel est l’objectif suivi à travers l’expérience, qui est d’abord guidé par des indicateurs économiques et par un raisonnement qui ne l’est pas moins. Sachant qu’aujourd’hui, et sans tempête, le rendement d’un hectare de pins maritimes au bout de 50 ans est d’environ 5000 euros, il faut un résultat annuel de 100 euros /ha pour obtenir un faire-valoir équivalent. Mais si le résultat est annuel, et si, en plus, il est indifférent à la tempête, l’objectif d’un résultat annuel de 100 euros/ha est de toute façon préférable. Comment y parvenir tout en restant forestier ?

La définition d’une forêt n’existe pas sur le plan juridique. On peut se référer cependant aux critères retenus par l’*Inventaire forestier national* : 10 % de l’espace couvert par des essences supérieures à 5 mètres à maturité, sur un espace minimum de 500 m2… ce qui laisse pas mal de marge. Je resterai donc forestier en plantant à faible densité (entre 400 et 600 tiges/ha au lieu de 2500 dans le cas d’une sylviculture traditionnelle), mais je ménagerai d’emblée des espaces intercalaires pour y organiser des bandes cultivables.

J’en profiterai pour expérimenter en même temps des essences diversifiées (alternance de pins, de robiniers, de chêne-liège, voire d’eucalyptus). Le paysage futur sera bien celui d’une forêt (la densité finale d’un peuplement de pin maritime est de 200 arbres à l’hectare, et personne ne nie que c’est une forêt).

Enfin, retenant les leçons de la tempête, et les besoins en ensoleillement de mes futures cultures, je disposerai mes lignes d’arbres dans le sens est-ouest, de manière à limiter l’impact des vents violents, ainsi que l’ombre future.

Envisageant une exploitation directe, à l’entreprise ou en collaboration avec le tissu agricole existant, et s’agissant d’un essai, mon orientation agricole demeure modeste, et, sans doute, écologique : choix de cultures d’hiver, ce qui évite de recourir à l’irrigation, choix de l’assolement triennal, ce qui évite l’épuisement des sols et la surcharge en engrais, renonciation *a priori* à tout système d’agriculture administrée et primable, puisqu’il n’y aura pas de création de surface agricole utile. En contrepartie, le choix des cultures sera directement déterminé par l’opportunité économique.

– Le Terrain d’expérience

Disposant d’une coupe rase ancienne, qui ne s’est pas reboisée naturellement, mais dont les souches sont décomposées, j’ai aujourd’hui l’obligation forestière d’effectuer un reboisement. L’expérience s’intègre donc parfaitement dans la programmation du plan de gestion de notre groupement forestier. C’est seulement la forme du reboisement qui va changer, puisqu’elle va rompre avec les méthodes traditionnelles, tant par le choix des densités que par celui des essences.



Périmètre et état de la parcelle test



Aménagement de la parcelle après plantation des lignes forestières (figurées en vert), et laissant une bande cultivable de dix mètres entre les lignes, elles-mêmes larges de 2,50 m. On remarquera l’orientation est-ouest donnée aux lignes.

Les travaux préparatoires vont commencer par un débroussaillage complet et croisé de la parcelle, suivi d’un labour sur les lignes forestières. Les bandes cultivables seront chaulées, puis travaillées au disque pour une mise en culture à l’automne prochain.

Si l’expérience est concluante, je ne procéderai pas à une conversion brutale de mes peuplements de pin maritime, mais j’étendrai ce mode d’exploitation aux coupes rases programmées par le plan de gestion forestier, ou rendues nécessaires par des tempêtes éventuelles.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMEN DURABLE**

*Un ancien « Grand Corps » de l’État :  
les Ingénieurs du Génie rural  
et des Eaux et Forêts (Igref)*

*Réseau organisé, ou administration  
d’avant-garde ?*

Dominique d’Antin de Vaillac

– Introduction

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le corps du *Génie rural et des Eaux et Forêts*, fort d’environ 1200 membres, est issu de la fusion, en 1965, de l’*École des Eaux et Forêts*, installée depuis 1824 à Nancy, et de celle du *Génie rural* datant de 1919.

La première, elle-même héritière de la conservation des forêts, fortement structurée depuis Colbert (et illustrée par Jean de la Fontaine), fut créée pour fournir aux forêts publiques l’encadrement technique et administratif de haut niveau rendu nécessaire par la promulgation du Code forestier en 1827. Elle a permis la constitution d’un corps qui a largement contribué, non seulement à la restauration du patrimoine forestier public, très menacé au XIXe siècle, mais aussi à l’extension des surfaces boisées en France depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce sont en effet les outils réglementaires ainsi que les méthodes de gestion expérimentées avec succès dans les forêts publiques qui ont été généralisées aux forêts privées. Ils ont favorisé à la fois le développement de la forêt privée française et des tensions durables entre les deux pôles, compte tenu des différences entre les approches, publique et privée, des choses de la nature.

L’*École du Génie rural*, pour sa part, en fournissant l’armature technique du ministère de l’Agriculture, a formé les cadres qui pendant la plus grande partie du XXe siècle ont participé à l’une des évolutions les plus fondamentales de la société française : celle de la mutation de son agriculture et de l’émergence d’une industrie agroalimentaire de niveau mondial.

La fusion de 1965 fut vécue par les ingénieurs des Eaux et Forêts comme un traumatisme, dans la mesure où elle signifiait pour eux la disparition d’une administration spécifiquement forestière – l’une des plus anciennes de France – et forte de traditions et d’une culture qui avaient fait la preuve de leur efficacité. Dès 1960, dans une étude devenue célèbre : « La France a-t-elle une politique forestière ? », l’Union des Syndicats d’Ingénieurs des Eaux et Forêts réclamait au contraire pour l’administration forestière davantage de moyens et d’autonomie, notamment par la création d’un budget annexe. Ceci aurait permis à la fois le maintien des activités régaliennes et la souplesse financière indispensable à la gestion du domaine privé de l’État au profit d’un renforcement de l’Administration des Eaux et Forêts. C’est à un résultat diamétralement opposé qu’aboutit la réforme de 1964 :

– La gestion des forêts de l’État fut séparée de l’administration des Eaux et Forêts par la création d’un établissement public spécialisé, l’Office national des Forêts (Onf).

– Les fonctions régaliennes et strictement administratives furent dorénavant partagées entre le corps des Eaux et Forêts et celui du Génie rural. Les forestiers furent fondus dans un corps d’ingénieurs polyvalents qui n’auront plus à s’occuper de la seule forêt. En dépit d’une résistance provisoire par le maintien au sein du ministère de l’Agriculture d’un organigramme spécifiquement forestier, la forêt est aujourd’hui systématiquement rattachée aux « fonctions agricoles », que ce soit dans les services déconcentrés (« Directions régionales » et « départementales » de l’Agriculture et de la Forêt) ou à l’administration centrale (« Direction de l’espace rural et de la forêt »).

Ainsi, la « modernisation » de la politique forestière française, promue en 1964, s’est faite en même temps que la disparition de son administration ! De manière exceptionnelle – et il faut l’admettre – expérimentale, le démantèlement touchait à la fois l’administration elle-même, et le « grand corps » qui lui était associé :

« Tout se passe comme si “la modernisation” de la forêt française, objectif proclamé des forestiers, nécessitait la limitation du pouvoir de ces mêmes forestiers, et comme si le maintien d’une administration et d’un corps unique rendait problématique le succès de l’entreprise [[212]](#footnote-212). »

Les évolutions ultérieures allaient montrer que le « grand corps » est une structure lourde et particulièrement résistante de l’État français, vérifiant en cela les analyses de la science administrative française [[213]](#footnote-213). Ainsi, vingt ans après la réforme, on pouvait discerner au travers de l’Office national des Forêts tous les caractères d’une administration de substitution, sorte de revanche pour le corps forestier désormais privé par les textes de fonctions régaliennes autonomes [[214]](#footnote-214), mais reconstituant dans l’Office une hiérarchie et des privilèges dépendant de lui. Ce phénomène rejoint l’observation de la juge Éva Joly :

« La logique des organisations est vieille comme la bureaucratie : c’est justement lorsqu’elles ont perdu leur légitimité que les administrations cherchent à s’étendre pour justifier leur existence. »

Avec quinze ans de recul supplémentaire, l’examen du corps du Génie rural et des Eaux et Forêts permet de découvrir de nouvelles réalités. L’« être nouveau » issu de la fusion de 1965, ne pouvant plus s’appuyer sur une administration spécifique, n’en demeure pas moins un grand corps technique qui a su en conserver toutes les caractéristiques originelles (malthusianisme du recrutement, prestige, rang, etc…), alors qu’il ne s’identifiait plus à une matière administrée sous son autorité directe. Cette posture, relativement inédite dans l’administration française, a donné lieu à des phénomènes d’un genre nouveau qui laissent subsister le corps en dépit de la suppression de l’administration qui l’a vu naître, et en l’absence d’administration spécifique destinée à le recueillir. Ce que montre cette évolution, c’est que même dépouillé de son écorce administrative, le noyau dur – le *duramen* – de « l’arbre-corps » poursuit sa propre vie, quitte à bouleverser les règles de la science naturelle. C’est en faisant appel aux ressources de la science administrative que nous tenterons, pour notre part, de rendre compte de cette métamorphose originale en lui appliquant trois grilles d’explication : culturelle, stratégique, et sociologique.

Si la forêt publique, mais aussi privée, par ricochet, est orpheline d’un corps forestier et d’une administration dédiée, cela ne signifie pas pour autant qu’elle ait été délaissée dans les préoccupations de l’État, bien au contraire. De 1964 jusqu’à aujourd’hui, on assista en effet à un activisme soutenu en matière de législation forestière : loi de 1966 sur les incendies de forêt, loi de 1985, loi de 1991, loi de 2001, ce qui est inattendu en la matière [[215]](#footnote-215). Parallèlement, la montée en puissance de la forêt privée a été accompagnée par la création d’institutions nouvelles telles que les Centres régionaux de la propriété forestière ou les plans simples de gestion. Paradoxalement, c’est au moment où son administration spécifique disparaissait, que la forêt devînt une réalité de plus en plus débattue dans la société, par le biais du développement des sensibilités écologistes et des organisations qu’elles suscitaient, avec pour corollaire une réponse, plus ou moins appropriée, du pouvoir politique.

Cette évolution, qui s’éloigne d’une vision strictement patrimoniale de la forêt, s’est faite initialement en dehors des forestiers eux-mêmes, qu’ils soient publics ou privés. Le corps forestier, toutes origines confondues, a d’abord réagi par la méfiance à cette nouvelle ingérence d’associations ou de mouvements politiques, extérieurs à la forêt, habituellement citadins, jugés irresponsables par les fonctionnaires et illégitimes par les propriétaires. Mais ces résistances, et leur fléchissement ultérieur, surtout chez les forestiers publics, peuvent être interprétés comme une phase préméditée dès la réforme de 1964, et éclairant la disparition du corps des Eaux et Forêts. En le supprimant, le pouvoir politique faisait disparaître les serviteurs d’une représentation traditionnelle de la forêt, centrée sur la conservation, sur le bois, sur la protection d’un ordre forestier immuable. La véritable modernisation tentée par les réformateurs de 1964 était, une fois de plus, culturelle :

« Il ne s’agit plus seulement de mener une politique forestière plus dynamique, mais fondée dans ses objectifs sur une représentation traditionnelle des espaces forestiers, mais bien de faire accéder la forêt à un autre statut, de lui conférer un autre rôle, une dimension sociétale, pour dire vite [[216]](#footnote-216). »

Fonctions récréatives, biologiques, paysagères, entraînant l’accueil du public, fonctions de complément pour les espaces agricoles, et de là, fonctions d’aménagement du territoire, fonctions biochimiques en tant que « puits à carbone », et ainsi de suite. La forêt d’après 1964 n’est plus l’affaire des seuls forestiers : elle prend ses distances par rapport à toute vision patrimoniale de la forêt. On retrouve ici l’influence précise d’Edgar Pisani, apôtre du remembrement et dénonciateur de l’attachement des Français à la propriété, qu’il a toujours jugé – à tort ou à raison – exagéré. En sortant du seul spectre patrimonial, la forêt pouvait devenir un enjeu social, et par là même, politique.

Corollairement, débarrassée du corps forestier qui l’enfermait dans le carcan d’une gestion patrimoniale, elle pourrait désormais être soumise aux questionnements multiples d’une société avide de nature sans que son administration lui serve de rempart. Cette interprétation ne manque pas de pertinence. Datant de 1981, elle s’avère en partie prophétique. Les fonctions sociales de la forêt seront en effet affirmées par le Législateur dès 1985, puis développées par la loi du 9 juillet 2001, en même temps que le rôle prééminent de l’État pour les mettre en œuvre. Les forêts publiques donneront l’exemple et les agents de l’Onf se transformeront en guide pour promeneurs, particulièrement en Île de France tout en s’initiant aux nouveautés d’une gestion forestière à fin récréative, coûteuse, mais exigée par le public.

Insensiblement, c’est en fiat aux propriétaires privés que revint en conséquence l’héritage de l’ancienne Administration des Eaux et Forêts, consistant à défendre une forêt-patrimoine, contre ses ennemis naturels (incendies, tempêtes, prélèvements fiscaux, pillage économique), mais aussi contre les nouvelles idées de la forêt. Au clivage traditionnel forêt publique-forêt privée, devenu obsolète, s’est ainsi substitué, au fil des années 90, le débat, non encore clôt, entre « forêt patrimoine » et « forêt socialisée ». Entre-temps, le nouveau corps du Génie rural et des Eaux et Forêts développait une stratégie de reconstruction, sans doute inachevée, car il ne s’identifie plus à une administration précise, ni même à un ministère, préférant se définir par des fonctions intellectuelles et un rang prééminent, dans le secteur très large des sciences de la vie.

La forêt s’est ainsi retrouvée parmi les bagages des anciens forestiers, devenus Igref, qui conservent les caractéristiques d’un grand corps technique, mais dont les stratégies furent bouleversées par la suppression de leur administration traditionnelle. Ils se sont déployés alors sur un mode transversal, à la manière d’un *réseau*, entre plusieurs administrations, entre le public et le privé, le national et l’international. Inévitablement, la vision publique de la forêt, inspirée par le corps, a été modifiée en même temps que sa propre culture, qui manie avec aisance les contraires (comme l’agriculture et l’écologie), fuit la spécialisation, mais conserve un sens politique aigu. Ceci explique partiellement que la forêt, dans la suite des lois récentes qui la concernent, se soit retrouvée « multiple », « transversale », concernée par des préoccupations sociologiques, périphériques (l’Aménagement du Territoire), écologiques, comme il va de soi. Tous ces attributs nouveaux [[217]](#footnote-217), qui chargent les branches et déconcertent les forestiers, ne seraient-ils pas la projection, quasi mercatorienne, de cette culture entretenue par le corps lui-même, à un moment de sa propre vie, qui est marquée par le débat permanent et une crise de définition ?

Car, à la grille culturelle, doit s’ajouter celle qui se cache derrière et qui en éclaire le dynamisme : il s’agit de la grille stratégique. La culture – publique – qui vient rendre de plus en plus complexe une réalité forestière dont l’approche traditionnelle n’avait pas épuisé le contenu, en particulier sur le plan économique, est le produit d’un personnel dirigeant qui entend maintenir ses positions et en conquérir de nouvelles. De ce point de vue, la forêt constitue une ressource pour une stratégie interne à l’administration de l’État et qui concerne surtout le corps des Igref : en élargissant le concept de forêt à des domaines périphériques, on justifie inévitablement une participation (ou un droit de regard) sur ces matières. C’est ce qu’énonce parfaitement le premier article de la loi du 9 juillet 2001 :

« La politique forestière participe à l’élaboration et à la mise en oeuvre d’autres politiques en matière notamment de développement rural, de défense et de promotion de l’emploi, de lutte contre l’effet de serre, de préservation de la diversité biologique, de protection des sols et des eaux et de prévention des risques naturels. Elle prend en considération les modifications et phénomènes climatiques. »

Tout cela fait beaucoup de choses pour un seul homme, pourrait-on dire. Mais qu’on se rassure, toutes ces matières sont, de près ou de loin, contrôlées par le réseau des Igref, que ce soit au ministère de l’Agriculture ou à celui de l’Environnement et de l’Aménagement du Territoire. La transversalité dont on affuble désormais la forêt coïncide très exactement avec le redéploiement du corps. Elle redonne cohérence et légitimité à ses nouveaux positionnements, qui sont eux-mêmes transadministratifs. Mais ceci conduit à relativiser la complexité des nouvelles problématiques touchant à la forêt qui sont plus utiles que réelles [[218]](#footnote-218). La « complexité post-moderne » qu’on rencontre à chaque coin de rue ne pourrait-elle pas se révéler comme un nouveau masque du pouvoir ?

Cette hypothèse rejoindrait celle, exposée plus haut, d’une préméditation de la révolution culturelle envisagée pour la forêt. Après le démantèlement de l’administration des Eaux et Forêts, qui la confirme, la reconstruction opérée au travers du corps du Génie rural et des Eaux et Forêts, apparaît comme son prolongement logique. Dans ces conditions, la forêt, mais aussi, plus récemment, l’eau et le territoire sont devenus des objets revendiqués par le corps comme matières où s’exerce son hégémonie au stade le plus noble, et le plus déterminant : celui de la conception et de la direction. Ainsi, c’est la stratégie même du corps qui permet de comprendre le surinvestissement conceptuel qui frappe aujourd’hui la forêt [[219]](#footnote-219), et qui n’en demandait pas tant. La forêt est non seulement le socle sur lequel s’appuie la légitimité traditionnelle des Igref, mais encore une matrice, aux ressources nouvelles, qui permet d’atteindre des domaines périphériques (Aménagement du territoire, espace rural, équilibres économiques et écologiques, etc)…

La lecture des *Cahiers du Conseil général du Génie rural et des Eaux et Forêts*, qui ont servi de source essentielle à notre travail, nous livre des articles d’introspection tout à fait révélateurs : le corps s’observe, s’auto-analyse, dévoile ses ambitions et sa stratégie, et met en place des moyens de gestion interne à l’usage exclusif de ses membres. Il s’assume en tant que corps dirigeant, en tant qu’organisation définie essentiellement par l’origine sélectionnée de ses membres. Sous cet aspect, le corps des Igref s’apparente de plus en plus à un club, fermé comme il est d’usage, faisant assurer son fonctionnement par ses « anciens » [[220]](#footnote-220), et veillant au confort de ses membres. Les thèmes et la qualité des articles reproduits dans les « *Cahiers* », ne serait-ce que par leurs titres, confirment cette analyse. Sur les trois dernières années, on peut en effet relever :

– Un « État annuel du corps interministériel des ingénieurs du génie rural et des eaux et forêts » (pour 1998 et 1999)

– Le corps du Gref et l’Environnement [[221]](#footnote-221) ;

– Former les ingénieurs de l’état à l’Engref [[222]](#footnote-222) ;

– Les Igref dans le secteur international, constats et perspectives [[223]](#footnote-223) (…)

Pourquoi donc cacher cette institutionnalisation de type « identitaire » dans une ambiance qui la favorise et lui donne statut légal dans presque tous les domaines [[224]](#footnote-224) ?

Elle est d’autant plus nécessaire que la définition du corps du Gref est elle-même en construction. Selon M. Christian Galliard de Lavernée, directeur général de l’Administration au ministère de l’Agriculture, s’appuyant lui-même sur les réflexions du Cggref en janvier 1998 :

« L’identité du corps est définie en s’appuyant sur l’aménagement du territoire, la protection des milieux vivants et la protection des ressources naturelles et renouvelables dans une perspective de développement durable au service de l’homme. Cette définition s’appuie sur trois pôles : l’économie, l’action territoriale, l’environnement [[225]](#footnote-225). »

Si l’on pressent, à la lecture de cet énoncé, les cibles actuelles du corps (Bercy, Aménagement du Territoire, Environnement), on n’est pas pour autant dans la clarté d’une véritable définition : le corps se cherche et son territoire n’est pas encore stabilisé. Il s’est transformé en réseau tout en revendiquant des positions institutionnelles. La réforme de 1964 a ouvert un espace d’aventure, de remise en question, et inévitablement, de créativité qui permet à un groupe d’un millier de personnes de sauvegarder l’essentiel : sa sélection initiale, la considération réservée à ses membres, et une carrière attractive. En revanche, la place officielle du corps dans les rouages de l’État a perdu en cohérence et en lisibilité : ni sa vocation précise ni la définition de ses compétences n’apparaissent clairement. Le corps s’affirme en tant que réseau, en même temps qu’il s’estompe dans ses positions hiérarchiques. Une administration d’un nouveau genre est-elle en train de naître ? Ou un grand corps technique refuse-t-il de mourir ?

Les réponses fournies ici seront incomplètes, tant la question reste inédite, et, en même temps, inachevée. Inédite, parce que dans l’histoire de l’État, la suppression d’une administration est – en soi – exceptionnelle ou impossible à réaliser [[226]](#footnote-226), alors que c’est bien ce qui a été tenté depuis 1964 pour les Eaux et Forêts à partir du processus de fusion du grand corps d’encadrement et de la suppression pure et simple d’une administration *ad hoc*. Les deux conséquences qui apparaîtront dans nos développements touchent d’une part à la matière anciennement « administrée », et plus précisément, la forêt, dont nous verrons que la vision publique est profondément influencée par l’évolution de son ancien corps d’encadrement ; et d’autre part, le corps lui-même qui se transforme en simple « réseau d’État », aux frontières encore incertaines, et dont la loi d’évolution n’apparaît pas clairement. Il faut donc faire appel à la métaphore pour rendre compte de cette situation, et après la grille culturelle, puis la grille stratégique, appliquer à cette réalité une grille sociologique – ou plus exactement – sociohistorique.

Privé depuis 1964 de *son* administration, le corps forestier, désormais fusionné, n’a pas renoncé pour autant, en termes d’ambitions, aux positions supérieures justifiées par son excellence et un passé prestigieux. Il a, en quelque sorte, légué au nouveau corps des Igref son patrimoine aristocratique, alors qu’il perdait en même temps, les lieux d’exercice de sa souveraineté. Il fait ainsi penser à un « seigneur sans terre », condamné à l’errance interministérielle, qui l’oblige à « vendre » son excellence auprès de princes – publics ou privés – capables de l’utiliser, à la manière des *condottieri* ou des cadets de Gascogne. Ayant perdu l’enveloppe des ses attributs strictement administratifs, il n’a eu d’autre choix que de se constituer et de s’assumer en tant que réseau, en s’efforçant de sauver son âme, c’est-à-dire des fonctions nobles (dites de conception) et des carrières qui les entretiennent (l’enseignement, la recherche, et le conseil du Prince). Si le sociologue Pierre Bourdieu n’hésite pas à qualifier les grands corps de « *noblesse d’État* », il ne faut pas s’étonner d’y découvrir une de ses variétés historiques qui n’est autre que *la chevalerie*, si bien explicitée par Georges Duby [[227]](#footnote-227), et qui s’applique parfaitement au corps des Igref !

Sorte de « chevaliers » des « sciences de la vie », les Igref ont, en effet investi des citadelles périphériques telles que l’environnement, et depuis peu, l’aménagement du territoire. Ils ont également pour « cible » les collectivités locales et l’international, tandis qu’ils établissent leurs quartiers dans les agences de bassin. Et ils portent toujours la forêt sur leur blason. Si cette hypothèse est réaliste, derrière la chevalerie, issue du démantèlement de la « féodalité » forestière, doit se profiler l’Ordre qui est son instrument d’organisation. Et il semble, en effet, que la métaphore ait décidément la vie dure, puisqu’elle nous livre, au travers du Conseil général du Gref une institution ordinale par excellence. Composé d’ingénieurs généraux, et débouché principal pour les Igref qui sont restés fidèles à la fonction publique, le Conseil général du Gref présente l’originalité d’être non seulement un organe au service des membres (ce qui le ne différencie pas d’un « club »), mais encore de disposer d’attributions institutionnelles tout à fait significatives. Il est en effet doté de missions d’inspection sur le ministère de l’Agriculture, et sur celui de l’Environnement et de l’Aménagement du Territoire, tandis que d’autres sections élaborent pour les ministres respectifs, des rapports qui serviront de base aux doctrines et aux actions administratives. C’est la même institution qui contrôle l’action du ministère, qui suggère des politiques, et qui gère son propre réseau, composé de ses propres membres concernant son exécution. Il est difficile de trouver dans les organigrammes administratifs une concentration de pouvoirs aussi bien « agencés ». On doit admettre qu’elle ressemble étrangement à celle que l’on rencontre au sein du ministère de l’Équipement et du Logement, avec le Conseil général des Ponts et Chaussées dont les missions sont analogues, mais qui continue de profiter d’une administration clairement identifiée.

Ce qui caractérise l’évolution récente du corps du Gref, c’est donc son auto-organisation, de plus en plus dissociée d’une mission précise qui trouverait son sens dans les hiérarchies administratives traditionnelles. Désormais inassimilables à l’encadrement d’une matière strictement délimitée, les Igref ont réagi aux menaces de la dépossession administrative par une stratégie d’infiltration périphérique. Aux territoires, autrefois clairement balisés (tels que la forêt), se sont substitués des « bastions » dont l’implantation permet d’entretenir le corps, de le protéger des intrus, et de nourrir sa vocation d’excellence. Cette aventure (ou cette errance) stratégique s’accompagne d’une crise d’identité qui rend indispensable une *organisation en réseau* qui s’assume parfaitement. Le réseau devient ainsi le mode de réponse (ou de riposte) le mieux adapté à la remise en question institutionnelle, situation, somme toute banale, dans la société française d’aujourd’hui.

I. Quand l’élite de la Forêt résiste  
aux changements institutionnels

Comme l’a remarqué après son enquête sociologique Jean Claude Thoenig [[228]](#footnote-228) à propos de l’Inspection des Finances, le prestige d’un corps est proportionnel à la rareté de ses membres. Le corps du Génie rural et des Eaux et Forêts n’échappe pas à la règle et tend même à l’accentuer.

Après de promotions comprises entre 30 et 38 élèves entre 1982 et 1988, le corps accueille, via le concours externe, de manière irrégulière, depuis 1988, entre 25 et 30 élèves. Compte tenu de la faiblesse statistique de l’échantillon, cette pénurie relative n’est pas sans poser des problèmes de gestion :

« L’examen des flux d’entrée depuis 1982 fait apparaître une tendance à la baisse et des coups d’accordéon qui présentent des inconvénients certains pour la gestion du corps [[229]](#footnote-229). »

Il faut cependant rajouter à ces chiffres entre six et huit places offertes au concours interne, réservées aux ingénieurs des travaux forestiers, complété lui-même par un examen professionnel et l’inscription sur une liste d’aptitude, qui ne concerne pas plus de trois personnes par an. Les Ingénieurs généraux, qui au sein du Cggref, s’intéressent à l’avenir et au rayonnement du corps déplorent, d’une façon générale, ce malthusianisme préjudiciable à la présence d’Igref, jugé insuffisant notamment dans l’international et les collectivités locales et ils cherchent des solutions permettant de conforter les effectifs, éventuellement par recrutement de contractuels « de haut niveau » [[230]](#footnote-230).

Cela étant, la voie est étroite – en France – pour concilier l’attraction liée au prestige (et le prestige c’est la sélection originelle avec l’étroitesse du nombre) et la satisfaction des besoins qui supposent l’augmentation des « élus ». De toute évidence, ce n’est pas cette dernière solution qui a prévalu dans les années récentes.

I.1. La stabilité du numerus clausus

Si le flux des intégrations connaît des fluctuations [[231]](#footnote-231), la répartition interne en fonction des provenances semble répondre à une grille très stable :

Provenance institutionnelle des élèves

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *Années* | *École polytechnique* | *Institut national agronomique (Agro)* | *Concours interne + examen professionnel (Itef)* | *Total* |
| 1992 | 9 | 13 | 11 | 33 |
| 1993 | 9 | 13 | 11 | 33 |
| 1994 | 7 | 10 | 3 | 25 |
| 1995 | 8 | 11 | 9 | 28 |
| 1997 | 10 | 14 | 4 | 36 |
| *Total* | 43 | 61 | 38 | 155 |
| *Pourcentage* | 27% |  |  |  |

Minoritaire, mais substantielle, la présence d’anciens élèves de Polytechnique (« X ») se maintient dans des proportions stables (entre un quart et un tiers de chaque promotion). La présence majoritaire des « Agro », déjà sensible au concours externe, est renforcée indirectement par l’apport des ingénieurs des travaux qui trouvent, au moyen de l’intégration dans le corps, un moyen d’assimilation « par le haut ». Le corps des Igref, transcendant par sa position hiérarchique, le label « Agro », il permet, généralement sur le tard [[232]](#footnote-232), une revanche exceptionnelle consentie à un petit nombre. On voit ainsi apparaître une « structure de prestige », commune à tous les grands corps de l’État en France, qui s’appuie, non seulement sur la sélection initiale (« Agro » ou « X) », mais sur sa capitalisation ultérieure au travers du corps.

On remarquera ainsi que le « prestige », notion immatérielle s’il en est, s’entretient à partir d’équations particulièrement rigides, qui tiennent à ses deux piliers : l’écrémage et la quasi-inaccessibilité. Le corps des Igref se doit de recruter les meilleurs des « Agro », mais en même temps de très bons « X », sinon il se dévaloriserait par rapport par rapport aux corps concurrents, tels ceux des Ponts et Chaussées et des Mines. Mais il faut, en même temps, que l’identité agronomique – devenue plus généralement celle des sciences de la vie – reste prédominante pour que le corps marque ultérieurement ses territoires thématiques. L’alchimie du prestige à la française se développe à partir de l’excellence de l’origine, et de la division fonctionnelle de son déploiement, *vieilles traces, sans doute, du binôme abhorré constitué par la noblesse et la féodalité*. Ainsi, la fluctuation des flux d’entrée dans le corps s’accompagne d’une stabilité remarquable de la grille du recrutement, condition immuable de l’excellence structurelle. L’adaptation des effectifs aux besoins de l’action administrative apparaît singulièrement comme secondaire, un simple problème de gestion, dont nous verrons qu’il fait l’objet d’un traitement spécifique.

Si, comme nous le pensons, la structure d’excellence initiale est ainsi le principe sacré de la survie hégémonique du corps, c’est au niveau des apprentissages sélectifs que se joue à la fois la sélection, mais aussi l’attractivité du corps. Le seul moment de l’intégration dans le corps s’apparente à la consécration, elle est comme un faire-part de naissance qui marque l’entrée dans le monde. C’est ce qui la prépare qui importe plus que ce qui la suit. Comment s’organise le couple attraction-sélection initiale, condition même de l’existence du corps ?

« Actuellement le corps est recherché, tête de promotion à l’Ina-Pg, premier quart à l’“X”, à l’Ens [École normale supérieure], certainement parce que l’image des ingénieurs de la vie est très positive au cœur des préoccupations de notre temps [[233]](#footnote-233). »

Pour rendre compte de ce succès, il convient d’identifier le public initial qu’il concerne. Intervenant au terme d’un processus qui s’apparente à celui de la distillation fractionnée [[234]](#footnote-234), l’intégration des étudiants dans le corps du Gref s’appuie, en effet sur des sélections préalables confiées au premier chef à l’Institut national agronomique de Paris-Grignon (ou « Agro ») qui en détient le quasi-monopole.

I.2. Un vivier en évolution :  
L’école des « ingénieurs de la vie »

C’est ainsi que se présente, de préférence au terme traditionnel « d’ingénieurs agronomes », le très connu Institut national agronomique (Ina), qui figure toujours parmi les dix meilleures grandes écoles de France [[235]](#footnote-235), mais à la huitième place, selon un classement du *Nouvel Économiste* réalisé en janvier 2000. Interrogé à ce propos par l’Agence Éducation Formation, Monsieur Philippe Guérin, directeur de l’Ina et en même temps, président de la Conférence des Grandes Écoles, commentait ce résultat de manière nuancée :

« En l’état, ce classement peut aussi être déroutant pour les lecteurs, notamment les étudiants et leurs familles, car les critères ne sont pas toujours clairs: ainsi, on ne sait pas comment ont été choisies les entreprises dont les directeurs des ressources humaines jugent les écoles. On ne sait pas non plus à quoi correspond la note sur 10 attribuée à chaque école. De plus, ce classement laisse une très grande place à la notoriété des établissements [[236]](#footnote-236). […]

« Cela prouve que nous restons dans le peloton de tête et que nous sommes perçus comme une école d’ingénieurs généraliste. En revanche, le fait que nous ne figurions pas dans les dix premières écoles dans le dans les classements réalisés par les Drh des entreprises du secteur de l’industrie et dans celui des entreprises de moins de 500 salariés, prouve que nous avons encore du travail à faire [[237]](#footnote-237). »

Ces réactions, qui reflètent les fluctuations de l’attirance auprès des jeunes en même temps que la concurrence des grandes écoles entre elles, n’enlèvent rien à l’édifice, considérablement enrichi depuis quelques années, constitué par l’Ina et ses satellites. La finalité de cet appareil, dont nous examinerons ultérieurement les contours, est ainsi présentée par son directeur :

« L’Institut national agronomique Paris-Grignon – plus connu, en particulier par les jeunes, sous le nom d’“Agro” – a comme caractéristique originale d’offrir une formation d’ingénieur généraliste à dominante biologique. C’est ce qui lui vaut d’être appelé aussi l’École des ingénieurs de la vie. Les jeunes qui s’y destinent – en majorité des filles, ce qui distingue aussi l’“Agro” des autres grandes écoles scientifiques – ont au départ une réelle vocation pour le monde du vivant en général et ils acquièrent, en trois années d’études d’ingénieur (et pour certains en poursuivant jusqu’au doctorat), la formation scientifique qui leur permettra de contribuer, tout au long de leurs parcours professionnels, à :

– mieux nourrir les hommes et contribuer à préserver leur santé ;

– aménager et gérer avec sagesse nos espaces de vie ;

– innover sur tous les fronts des biotechnologies ;

– comprendre et piloter la complexité de nos systèmes biologiques, économiques et sociaux. »

L’« Agro » se présente ainsi comme l’école généraliste des sciences du vivant dont elle constitue le haut de la pyramide auquel on accède par concours, après deux années de classes préparatoires accessibles aux titulaires du baccalauréat scientifique, option sciences de la vie. Mais c’est également à l’« Agro que revient le privilège d’organiser le concours commun des écoles supérieures d’agronomie (Ensa), en se réservant les mieux classés. Ce concours commun permet en effet une ventilation des candidats entre huit écoles supérieures agronomiques dont la réputation et la notoriété sont bien établies [[238]](#footnote-238).

En tant que public cible pour le recrutement ultérieur des membres du corps du Gref, il n’est pas inutile de s’attarder sur les évolutions récentes qui le caractérisent.

L’Agro présente d’abord la caractéristique, qui la distingue des autres grandes écoles scientifiques, d’être composée majoritairement de filles [[239]](#footnote-239). Le corps du Gref a accompagné cette évolution en s’ouvrant également à la féminisation à l’instar des autres grands corps de l’État, même si les garçons sont pour le moment majoritaires[[240]](#footnote-240), mais d’une courte tête.

Mais l’élément le plus important, au stade de l’« Agro », c’est la concurrence des débouchés, entre le privé et le public. Selon une enquête réalisée en 1999 par le Service d’information sur les carrières et l’emploi de l’Ina-Pg, le débouché majoritaire des anciens élèves de l’« Agro » était l’industrie (38 %), suivie par les sociétés de conseil (14 %), le secteur public (12 %), et les sociétés informatiques (9 %). Au total, 72 % exerçaient leur activité dans le secteur des entreprises privées (agroalimentaire, pharmacie, agrofournitures, distribution, sociétés de services, banques et assurances…), 27 % dans les secteurs public et parapublic et privé non concurrentiels (enseignement, recherche, coopération internationale, administrations…). Ce panorama, qui laisse l’administration publique en lisière, et qui montre la diversité d’emplois des Agro [[241]](#footnote-241), s’accompagne d’un niveau attractif des premières rémunérations accordées par le secteur privé, en augmentation par rapport aux années précédentes : 192 000 f. annuels en 1999, contre 189 000 f. en 1998. La fonction publique, avec des traitements de départ globalement inférieurs de moitié à ces montants, reste loin derrière, ce qui oblige à s’interroger sur les raisons qui autorisent les meilleurs Agro à rejoindre le corps du Gref, en dehors des fascinations de la gloire et de la vertueuse abnégation qui doit animer les serviteurs de l’État.

I.3. Le Service public administratif n’est plus attirant,  
mais le grand corps le demeure :  
l’exemple de la forêt publique

Contrairement au modèle ancien, qui assimilait l’intégration au grand corps et une carrière dans des structures hiérarchiques et administratives, la nouvelle stratification, peut-être pour rester attirante, s’en est au contraire éloignée. Suivant une tendance déjà observée dès 1974, « les grands corps désormais ne constituent pas l’élite administrative, mais l’élite tout court. Ils sont présents là où est le pouvoir, dans et hors de l’appareil d’État » [[242]](#footnote-242). Ceci ne signifie pas pour autant un abandon ou une désertion de l’appareil administratif, mais plutôt une sélection plus précise dans les organigrammes des postes que les membres du grand corps se réservent, ce qui permet, par la même occasion, de discerner les niveaux stratégiques de l’encadrement, ceux qui permettent aux membres du Grand Corps d’entretenir leur pouvoir sur la structure administrative elle-même sans s’y investir de manière trop coûteuse.

Ainsi, au sein de l’appareil forestier public, qui n’est plus le secteur d’emploi prépondérant des Igref, ceux-ci, au nombre de 186, étaient répartis de la manière suivante :

– 156 au sein de l’Onf (soit 84 %) ;

– 13 à l’Ifn (Inventaire forestier national) ;

– 13 dans les Crpf (Centres régionaux de la Propriété forestière) [[243]](#footnote-243).

Ces effectifs sont manifestement très restreints et la concentration d’Igref au sein de l’Onf ne doit pas faire illusion. Rapportée à l’effectif total de l’Office, la proportion d’Igref est de l’ordre de 1,5 %…, ce qui est dérisoire sauf à admettre que seuls les postes d’encadrement très supérieurs continuent de les intéresser. On notera que leur présence, même faible, à l’Inventaire forestier national et dans les Centres régionaux de la Propriété forestière a un impact stratégique, puisqu’à partir de ces deux instances, c’est l’ensemble de la ressource forestière française, tant publique que privée, qui est observée et infiltrée. Cette présence stratégique – dans des proportions aussi limitées – pourrait faire illusion sur le contrôle effectif exercé par le Grand Corps. C’est ici que le réseau intervient en assurant l’amplification du phénomène de pouvoir indirect, puisque, si les Igref se font rares, les anciens élèves de l’Engref les remplacent en tant que corps d’encadrement administratif spécialisé sur la forêt et le bois. Ces derniers, issus du concours commun Agro-Ensa ont perdu leur école, tout en gagnant un titre, convoité entre tous, qui fait apparaître l’Engref, alors qu’il ne s’agit pas d’Igref. En effet, depuis 1990, l’École des ingénieurs des travaux et études forestiers (Enitef), dite « École des Barres », a été dissoute après 108 ans d’existence. Lors de notre pointage de 1986 [[244]](#footnote-244), celle-ci fournissait les deux tiers des effectifs de fonctionnaires affectés soit auprès du ministère de l’Agriculture (Administration centrale et déconcentrée), soit auprès de l’Office national des Forêts.

À cette époque, l’administration forestière, bien que mal identifiée au niveau central en l’absence d’un département ministériel *ad hoc*, s’appuyait sur une hiérarchie d’encadrement faisant apparaître les Igref, pour les postes les plus prestigieux, et les Itef, pour la plupart des autres. Cette armature, mise en place depuis la fin du XIXe siècle, permettait à la forêt publique de s’exprimer au travers d’un corps forestier capable d’entretenir le prestige par l’élitisme de son recrutement, et l’existence corollaire d’un corps opérationnel « de terrain » placé au niveau hiérarchique immédiatement inférieur. Cette structuration n’était pas propre à l’administration forestière, et il était possible de la rencontrer aussi bien dans des administrations civiles, telle celle de l’Équipement [[245]](#footnote-245), que militaires, faisant toutes coexister un recrutement « par le haut », et une intégration parallèle, soit sous la forme d’un concours plus accessible ou de promotions internes au demeurant limitées. Ce modèle induisait inévitablement des tensions et des frustrations puisqu’il maintenait une inégalité – au moins symbolique – entre des personnels dont les mérites tendaient à devenir comparables, tandis que les avantages en termes de carrière restaient marqués par le recrutement initial.

Tous ces systèmes se sont donc maintenus, soit au prix de passerelles risquant de remettre en cause l’identité du corps lui-même, soit par l’instauration de sélections en cours de carrière qui transcendent les différences du recrutement originel. Le meilleur exemple en est fourni par l’École supérieure de Guerre (rebaptisé aujourd’hui « Centre supérieur interarmées de Défense »), qui est le passage obligé nécessaire (mais non suffisant) pour l’accès des officiers supérieurs au corps des officiers généraux. On observe ainsi dans toutes les branches de l’administration, des techniques d’assimilation et d’intégration dans le corps prédominant qui viennent tempérer la rigueur de carrières déterminées une fois pour toutes à 25 ans, tout en ne supprimant pas les privilèges (ou les handicaps) liés au recrutement initial. Chaque corps organise ainsi ses propres hiérarchies, soit en les multipliant pour les rendre individuellement moins pesantes, soit en les dissimulant, en gommant les différences statutaires, et en offrant des carrières globalement comparables, quelles que soient les différences originelles. Celles-ci perdurent néanmoins au travers des postes de direction, des possibilités de détachement, et dans des différenciations hiérarchiques de plus en plus subtiles à mesure que l’hégémonie du grand corps tend à être dissimulée. La disparition de l’École des Barres apparaît de ce point de vue comme une rupture importante dans l’ordonnancement traditionnel de l’administration forestière, puisqu’elle en bouleverse la structure d’encadrement dyarchique, qui associait un grand corps (celui des Igref) et un corps subordonné (celui des Itef), tous deux dédiés à l’objet forestier. Le corps forestier public, tout en perdant en lisibilité, est cependant conservé, puisqu’il est désormais alimenté, par une filière de formation qui se déroule au sein de l’Engref elle-même, ce qui peut contribuer à son attractivité puisqu’il est rehaussé du prestige de l’école elle-même. En revanche, pour le corps des Igref, la forêt n’est plus la voie dominante d’accomplissement des carrières. La crise du corps forestier public qui se dessinait dès 1964 lors de la création de l’Onf, aurait-elle ainsi trouvé sa solution au travers des réformes récentes ? Celles-ci se traduisent à la fois par le maintien d’un personnel dédié à la forêt sous label Engref, tandis que les Igref eux-mêmes s’en détachent sensiblement.

La suppression du corps des Itef pourrait traduire la perte d’importance de la forêt en tant qu’objet d’administration publique. Rien ne vaut une école dédiée pour donner une identité solide à un corps d’encadrement : c’est l’école qui sélectionne les vocations initiales, qui délimite un territoire scientifique, se transformant plus tard en compétence administrative, qui crée des promotions soudées et homogènes, ainsi qu’une visibilité à l’égard des tiers. En perdant son école spécialisée, la forêt perdrait donc sa spécificité parmi les grandes branches du savoir agronomique. La réponse à cette interrogation n’est pas si simple, car la suppression de l’école des Barres ne s’est pas traduite par la disparition de la formation forestière qui y était préalablement enseignée. Celle-ci, désormais baptisée « Fif » (formation des ingénieurs forestiers), est une option offerte dès la première année aux élèves admis au concours commun Agro-Ensa, dans la limite d’environ 34 places, et dispensée sur trois ans à Nancy par l’École nationale du Génie rural et des Eaux et Forêts elle-même. La moitié des élèves peuvent choisir d’être fonctionnaires et perçoivent immédiatement un traitement sous réserve d’un engagement de servir l’État pendant huit ans. Les effectifs sont complétés par un nombre minime (2 à 4) de fonctionnaires sélectionnés par concours interne réservé aux techniciens du ministère de l’Agriculture ou de l’Office national des Forêts. Ils sont rejoints en deuxième année par 8 étudiants, titulaires d’une maîtrise scientifique ou d’un diplôme d’ingénieur civil admis sur dossier. Les plus motivés peuvent poursuivre en préparant un des multiples Dea dispensés au sein de l’Institut national agronomique ou de ses satellites.

Si l’identité forestière est ainsi moins marquée que par l’existence d’une école spécifique, elle demeure maintenue par le maintien d’une formation spécialisée et confiée à l’Engref, école prestigieuse entre toutes. Par rapport à l’ancienne situation, on notera un affaiblissement sensible des anciennes distinctions, puisque, qu’ils soient Igref ou Itef, les ingénieurs forestiers au service de l’État sont tous d’anciens élèves de l’Engref, ce qui donne plus de prestige à la foresterie en tant que telle…

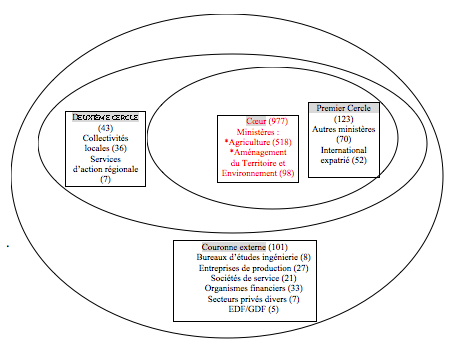
Vue du côté de l’Institut national agronomique (Ina), et par suite de celui des Igref, la forêt est entraînée dans la famille – ô combien vaste – du vivant dont elle n’est plus qu’une ramification. C’est ici sans doute que se place le glissement le plus révélateur de la perception de la forêt au niveau si fondamental des sélections de départ du personnel administratif. Traditionnellement, l’attraction du corps forestier public était assise sur les prestiges liés à son ancienneté historique et à l’homogénéité et la sécurité de ses carrières ; dorénavant, l’option forestière n’est qu’une des voies offertes aux candidats du concours commun Agro-Ensa (ce qu’elle était déjà avec l’École nationale des Eaux et Forêts) tout en les faisant bénéficier du label d’anciens élèves de l’Engref, ce qui est plus flatteur qu’auparavant, avec le risque d’une confusion inévitable. La qualité d’anciens élèves de l’Engref est en effet partagée par ceux qui ont suivi la filière de formation forestière, dont nous venons de parler, et le petit nombre de ceux qui, après deux années d’Agro, y sont admis en vue d’une intégration ultérieure dans le corps des Igref, selon des principes de sélection qui ont su parfaitement conserver les règles de l’élitisme le plus strict. L’encadrement supérieur de la forêt publique (Onf comprise) est ainsi réduit à des promotions qui ne dépassent pas une vingtaine de personnes par an, ce qui signifie une « dévalorisation » de nombreux postes tenus autrefois par des Itef, voire des Igref. Le label « Agro » s’accompagne donc d’un redéploiement limité de ses titulaires au sein de l’administration strictement forestière, ce qui ne remet pas en question la notion même d’un véritable corps forestier public, même si il est réduit à sa plus simple expression, concernant un nombre de plus en plus réduit d’Igref et une trentaine d’anciens élèves de l’Engref issus de la filière de formation forestière. Dans le premier cas, la multiplication des détachements et la gestion personnalisée des carrières, alternant recherche, passage dans les administrations, séjours à l’étranger, renforce le caractère de plus en plus obsolète de parcours exclusivement forestiers, administratifs et gestionnaires, tels qu’on pouvait les observer il y a quelques années. Ainsi, parmi les anciens Igref, on comptait, en 1978, près de 20 % de l’effectif total du corps (190/1033) en poste au sein de l’Onf. En 1997, cette proportion est diminuée de moitié et tombe à moins de 10 % (119/1206) [[246]](#footnote-246). De même, si en 1978, 50 % (512/1033) des membres du corps étaient répartis dans les services déconcentrés (Directions départementales et régionales de l’Agriculture et de la Forêt), ils n’étaient plus que 15 % (206/1206) en 1997. Une nuance cependant : la présence s’est maintenue aussi bien au sein des Directions régionales (au contraire des directions départementales), ainsi que de l’Administration centrale du ministère de l’Agriculture. Ces évolutions sensibles sont la marque incontestable d’un redéploiement de la part du corps du Gref qui laisse à la forêt publique, et à ses carrières, une place qui est moins importante que par le passé, tout en laissant aux ingénieurs forestiers formés à l’Engref le soin d’occuper les postes délaissés.

Paradoxalement, c’est au même moment, que les acteurs privés de la forêt s’efforcent de la constituer en objet spécifique et élaborent à son propos des outils d’analyse qui la mettent en exergue. Par un curieux balancement, c’est désormais la forêt privée, conquérante sur le plan territorial, qui revendique un corpus de remplacement. Assiste-t-on pour autant à une reprise de l’héritage du corps forestier public, désormais délité, par la corporation privée ? Certes, la distinction public-privé, parce que nous sommes en France, continue à délimiter des conceptions et des mentalités différentes ; elle demeure un facteur de regroupement et de dynamique antagoniste, finalement utile aux deux mouvances. Pourtant, la corporation privée a inévitablement recueilli une part significative de l’héritage de la forêt publique : son patrimonialisme, ses outils de gestion, tels que *l’aménagement forestier*, et jusqu’à l’intérêt général qu’elle est amenée à revendiquer devant la classe politique et l’opinion. Une différence, au premier abord irréductible, continue pourtant de séparer les approches, c’est la dimension économique de la forêt : la rentabilité réelle et comparative l’emporte chez le propriétaire forestier (avec des adoucissements) quand la rentabilité sociale, au contenu de plus en plus élargi, devient le thème en développement dans la mouvance publique. Le corps forestier public a ainsi progressivement pris ses distances vis-à-vis de son propre modèle qu’il a en grande partie transmis à la forêt privée, tout en répugnant à s’épanouir dans la seule gestion quotidienne des forêts publiques, imposée par la création de l’Onf.

Le grand corps s’est déplacé vers des sphères où la forêt ne constitue plus l’horizon principal, mais le corps forestier public s’est malgré tout maintenu et la mutation des Itef en « anciens élèves de l’Engref » fait oublier le désengagement relatif des Igref sous l’ambiguïté des termes. Il faut en effet avoir un sens particulier des nuances pour pouvoir faire la distinction entre un ingénieur du génie rural et des eaux et forêts, et un ancien élève de l’École nationale du Génie rural et des Eaux et Forêts. Ces distinctions sibyllines sont à usage interne, elles ne prennent de sens qu’à l’intérieur du corps forestier public ; elles servent de code – pratiquement ésotérique – à une hiérarchie subtile, mais malgré tout intacte, qui est dissimulée au public. Comme si l’élite du Grand Corps dissimulait avec pudeur les différences de sélection originelles en évitant d’en offrir le spectacle et d’en entretenir les éventuelles vexations. Par la même opération, le corps des Igref a pu prendre ses distances vis-à-vis de la seule intendance des forêts publiques, tout en laissant au corps forestier public toutes les apparences de son ancien prestige.

II. Le redéploiement :  
le réseau remplace la hiérarchie

Si la forêt demeure donc un horizon de carrière, nous avons pu mesurer qu’il n’était plus prédominant, et que des objets nouveaux peuplent désormais l’univers des Igref. Dans une présentation particulièrement explicite, Monsieur Jean Montané [[247]](#footnote-247) propose une répartition des Igref par niveaux successifs dont nous reprendrons la terminologie. Pour l’année 1996, quatre niveaux d’affectation sont distingués de manière concentrique :



Nb : À titre indicatif, les chiffres du schéma ci-dessus correspondent au nombre d’Igref recensé sur un effectif total de 1262 en 1996.

Fort d’un effectif de 977 personnes, le « cœur », essentiellement ministériel, regroupe plus des trois quarts des Igref qui sont répartis entre le ministère de l’Agriculture et celui de l’Aménagement du Territoire et de l’Environnement où leur présence (dans la branche environnement ) est historique depuis la création du ministère, en 1971.

II.1. Des cibles renouvelées et des positions sélectives :  
l’exemple du ministère de l’Environnement

La forte présence des Igref au sein du ministère de l’Environnement ne s’est donc pas démentie, car elle confirme la promesse faite par son premier titulaire :

« L’Agriculture qui avait craint de voir les forêts passer à l’Environnement [après le drame qu’avait été la suppression des Eaux et Forêts] estimait avoir évité le pire. […] Nombre de leurs collègues étaient désormais intégrés à mes commandos. Des possibilités de carrière s’offraient à eux dans des postes intéressants. » [[248]](#footnote-248).

De fait, la présence des Igref au ministère de l’Environnement a été multipliée par deux entre 1977 et 1997, au fur et à mesure de son développement, l’effectif total passant de 1800 à plus de 2700 agents. Ils fournissent la moitié des cadres A + du ministère de l’Aménagement du Territoire et de l’Environnement, tout en tenant une position délicate puisque le personnel en provenance du ministère de l’Équipement et du Logement est trois fois supérieur (1200) à celui issu du ministère de l’Agriculture (400).

Volonté politique ou hasard des restructurations administratives ( ?), les Igref se retrouvent ainsi en situation de concurrence (dans un ministère de l’Environnement fusionné), alors qu’ils disposaient auparavant d’une citadelle où ils disposaient d’une influence majoritaire. Et, circonstance aggravante (ou dynamisante), ils coexistent dans un même ministère avec les ingénieurs des Ponts et Chaussées, grand corps concurrent par excellence, avec lequel, dans l’histoire, celui des forêts a noué de solides traditions de rivalités. Dans ces conditions, il est particulièrement intéressant d’observer comment s’organise la stratégie des Igref pour maintenir leurs positions dans ce nouveau… « environnement » concurrentiel. Un état des lieux nous est déjà fourni dans une analyse menée dans les Cahiers du Conseil général du Gref, intitulée : « *Les Igref au Ministère de l’Aménagement du territoire et de l’Environnement. Pour un meilleur service* ». Monsieur Philippe Huet, Ingénieur général du Gref, après une enquête effectuée auprès des personnels Igref en poste, observe la montée en puissance du ministère :

« Bref le Petit Poucet des années 70 chausse des bottes de quelques lieues. De “pionnier” des années 70 avec une forte culture de “militant minoritaire”, il devient “régalien” ou partenaire à part entière ».

La légitimité historique des Igref permet de distinguer leur rôle spécifique qui est défini comme :

– fondateur dans le domaine de la protection de la nature (Parcs naturels, Paysages, Office national de la Chasse ;

– cofondateur dans le domaine de l’eau (Agences de bassin, Sema, etc.), tout en restant à la marge dans le domaine des risques (eau, neige, forêts).

La stratégie recommandée par l’auteur de l’article consiste à consolider ces blocs de compétence, à en accompagner l’expansion prévisible, et à occuper les postes clés correspondants. Il suggère pour cela de mobiliser les ressources du Cemagref (Centre d’Enseignement du Machinisme agricole et forestier) en appui à la formation complémentaire des Igref, d’étoffer les effectifs du corps par augmentation des jeunes promotions (+ 5 par an), intégration par concours professionnel d’ingénieurs agricoles, voire de contractuels de haut niveau. Ces moyens sont, selon lui, nécessaires au terme d’une analyse des forces et des faiblesses du corps dont la position enviable, au sein du ministère, est inévitablement « attaquée ». Ainsi, le bastion historique de la « protection de la nature » est menacé par les contractuels universitaires et « une absence d’Igref dans les Directions régionales de l’Environnement (Diren) sur ces thèmes ». Le secteur de « l’Aménagement du Territoire », revendiqué comme ancienne spécialité au travers de la gestion de l’espace rural, est aux prises avec la concurrence directe des Directions départementales de l’Équipement, au détriment des Directions départementales de l’Agriculture et de la Forêt. Le domaine de l’eau, qui fait actuellement l’objet d’un fort réinvestissement de la part du corps, s’accompagne du problème des pollutions d’origine agricole qu’il convient d’assumer. Les « risques », qu’ils soient naturels ou sanitaires, représentent des enjeux nouveaux (« créneaux neufs »), mais exigent une mise à niveau (Économie, droit, mais aussi spécialisation en santé animale et végétale) ainsi qu’une protection juridique particulière des agents, y compris en matière pénale. Enfin les Igref sont confrontés à une difficulté stratégique de taille, qu’ils ne manquent pas de relever : c’est le ministère de l’Équipement et du Logement qui a « une position dominante » dans la gestion du personnel.

Mais au total, le ministère de l’Environnement et de l’Aménagement du Territoire constitue un lieu d’affectation privilégié pour les Igref qui s’y déclarent très majoritairement « heureux de leur métier ». Le réseau constitué dans les instances environnementales est en effet à la fois diversifié et déconcentré, puisque, sur 97 Igref en poste au 31/12/1998, on en comptait :

– 23 en administration centrale ;

– 35 dans les Directions régionales de l’Environnement ;

– 35 dans les Établissements publics sous tutelle (Agences de l’eau, Conseil supérieur de la Pêche, Office national de la Chasse, Parcs naturels nationaux, etc.) ;

– 3 dans les Parcs naturels régionaux ;

– 1, dans une autre structure.

On constatera également que, placé dans une situation de concurrence relativement inédite avec du personnel issu du ministère de l’Équipement et du Logement, le corps du Gref a réagi de manière très logiquement défensive en renforçant ses positions sur le pôle « environnement », tout en sélectionnant les thèmes stratégiquement utiles pour les consolider dans l’avenir, tels que celui de l’Eau ou des risques naturels et sanitaires (avec plus de prudence pour ces derniers). Par ailleurs, une attention particulière est accordée à la qualité du réseau par la sélection des postes qu’il est utile de réserver au corps, et qui sont dissociés de la hiérarchie apparente : ce sont les postes « têtes de réseau » qui sont à privilégier, c’est la condition de l’exercice du pouvoir effectif. Mais, en même temps, il faut veiller à l’adéquation entre le niveau A+ (dont se prévalent les Igref) et les emplois tenus. Il s’agit ici d’éviter toute dévalorisation par amalgame avec le simple niveau A ; le maintien du rang est à ce prix.

II.2. La gestion des carrières :  
service public ou service des membres ?

Pour parvenir à ce bel équilibre (qui concerne pareillement les autres lieux d’affectation des Igref, tels l’Onf, le Cemagref, les Directions départementales de l’Agriculture et de la Forêt) il faut que les carrières soient ajustées de manière à alimenter les différents postes. On obtient alors des parcours professionnels par « séjours successifs » dans les différentes orbites publiques, qui constituent autant de réseaux contrôlés par le corps. L’auteur du même article [[249]](#footnote-249) peut ainsi suggérer un profil de carrière « idéal » dont il précise tout de suite que le déroulement est lié à « *une certaine “fermeté” dans l’orientation des agents*». Quel est le modèle proposé ? Il nous est ainsi présenté :

« La gestion des carrières pourrait prévoir […] enfin et surtout la définition des parcours professionnels par niveaux, par exemple dans l’ordre : services déconcentrés (26/30 ans), puis Cemagref ou Agence Onf (30/36 ans), puis chef de service Diren (36/40 ans), puis Diren ou Ddaf (40/45 ans). La poursuite du parcours après 45/50 ans reste certes plus aléatoire, mais cela permettrait au gestionnaire du Gref de proposer au ministère de l’Aménagement du Territoire et de l’Environnement des agents solides et motivés, en choisissant, comme cela a été dit, les “meilleurs”. »

Si ce modèle est idéal, il n’en demeure pas moins difficile à utiliser pour caractériser le corps du Gref à l’intérieur de catégories administratives précises. Le parcours permet en effet d’alterner des fonctions strictement administratives, des emplois de recherche ou d’enseignement (Cemagref), une visite plus ou moins prolongée auprès d’un établissement public (l’Onf), et un va-et-vient entre deux ministères d’emploi, celui de l’agriculture et celui de l’environnement [[250]](#footnote-250). Si le corps conserve son identité au travers de ses critères de sélection initiale, il la perd pendant la plus grande partie de la carrière qu’il offre à ses membres : la diversité des métiers l’emporte sur l’homogénéité du parcours, comme on peut l’observer, par exemple, dans la carrière militaire. Mais la logique du modèle reprend tous ses droits, et son attraction, quand s’approche l’âge de la retraite. Sous réserve d’avoir atteint le grade d’ingénieur général, les membres du corps ont en effet la quasi-certitude d’être affectés au très prestigieux Conseil général du Génie rural et des Eaux et Forêts (Cggref), qui rassemble 103 ingénieurs généraux sur 118… soit plus de 90 % de leur effectif. Cette institution « pivôt » cumule, en effet, des attributions institutionnelles capitales et une fonction nouvelle de gestion du corps lui-même.

III. Le réseau assumé :  
autogestion et contrôle

Le Conseil général du Génie rural et des Eaux et Forêts (Cggref) est traditionnellement le corps d’inspection du ministère de l’Agriculture et de la Pêche, dont les missions se sont considérablement élargies. Elle est chargée, en effet, de :

– l’inspection des Diren (qui dépendent du ministère de l’Environnement) ;

– l’inspection des Dde (qui dépendent du ministère de l’Équipement et du Logement), dans le domaine de la prévention des risques naturels ;

– l’inspection des Délégations régionales du Conseil supérieur de la Pêche.

À cela s’ajoute l’évaluation des politiques des Parcs nationaux, celle de la mise en œuvre de la politique forestière nationale par les Directions régionales et départementales de l’Agriculture et de la Forêt. Mais la liste des interventions est loin d’être limitative. En effet, selon ses prérogatives officielles, le Conseil général du Gref est chargé de plusieurs fonctions :

« Il assure également des missions de plus en plus nombreuses pour le compte du ministère de l’Aménagement du Territoire et de l’Environnement, souvent en collaboration avec le Conseil général des Ponts et Chaussées ainsi qu’avec le Conseil général des Mines. Il exerce une activité internationale importante pour le compte du ministère de l’Économie, des Finances et de l’Industrie et du ministère des Affaires étrangères. Le Conseil général intervient également de façon plus ponctuelle pour d’autres départements ministériels ou d’autres organismes qui en relèvent, notamment dans les secteurs du tourisme, des Dom-Tom, de l’énergie, etc.

Le Conseil général participe activement à la préparation de la politique des contrats territoriaux d’exploitation et de la future loi d’orientation et de modernisation forestière [[251]](#footnote-251). »

Variées, complexes, évolutives, le moins que l’on puisse constater c’est que les missions du Conseil général du Gref ne sont en aucun cas clairement délimitées : elles dépassent largement la compétence du seul ministère de l’Agriculture et de la Pêche et donnent ainsi au corps une vocation interministérielle qui n’apparaît pas à la stricte lecture des organigrammes. La même incertitude concerne les fonctions effectivement exercées : s’agit-il de l’organe d’Inspection du ministère de l’Agriculture et de la Pêche ? On peut alors s’étonner d’une mission d’inspection limitée au Conseil supérieur de la Pêche (*quid* pour les autres services ?), tandis qu’elle semble générale pour les Diren alors que celles-ci dépendent d’un autre ministère. La même remarque vaut également pour l’inspection des Dde, dans le seul domaine de la prévention des risques naturels, qui prend l’allure d’un droit de regard dans la « maison d’en face ».

À côté de l’« Inspection », sont mentionnées des missions d’évaluation des politiques publiques, dans le domaine des Parcs naturels nationaux et de la politique forestière. La liste est d’ailleurs non exhaustive, et le Conseil général du Gref, au travers de près de cinquante rapports annuels, sur les sujets les plus variés, peut se considérer à juste titre comme le « conseiller du Prince », au sens large, et non plus du seul ministre de l’Agriculture et de la Pêche.

Échappant de plus en plus à une classification administrative précise qui aurait également l’inconvénient de délimiter de manière par trop rigide ses compétences, le collège des ingénieurs généraux du Gref ne se dissimule pas réellement en tant qu’instance de direction et de régulation du réseau constitué par les membres du corps. Il est vrai que l’une des évolutions possibles pour tout réseau est de se transformer petit à petit en institution. L’informel devient formel, le réseau se structure officiellement, et c’est certainement ce que l’on peut observer aujourd’hui, au travers des évolutions récentes.

Véritable réseau de réseaux, le corps du Gref ne cherche même plus à dissimuler l’exercice d’une influence, et donc, d’un pouvoir, qu’il vit surtout à rationaliser en déplaçant ses espaces de lecture.

L’ambition interministérielle, de plus en plus affirmée, ne s’appuie plus seulement sur l’hégémonie des Igref au sein des deux ministères d’emploi privilégié, celui de l’Agriculture et de la Pêche, et celui de l’Environnement. Des liaisons spécialisées sont établies avec le ministère de l’Équipement, celui des Finances, ainsi que celui des Affaires étrangères. Les collectivités locales et l’international sont aujourd’hui la cible nouvelle du réseau qui juge sa présence dans ces secteurs insuffisante. Les Igref ne veulent donc plus être définis par un ministère de rattachement (l’Agriculture ou l’Environnement) dont les bornes trop étroites enfermeraient leur compétence. Il faut ajouter – mais il s’agit d’une interprétation – que leur présence simultanée dans deux ministères souvent en contradiction à propos de la gestion de crises récentes (pollutions des sols agricoles, vache folle, etc…) a pu créer des situations inconfortables, même si les ministres respectifs étaient en première ligne face à l’opinion, ou des administrateurs, d’un rang moins élevé, aux prises avec les réalités de terrain…

S’il ne veut plus être défini par la spécialité administrative, le corps du Gref consent à l’être par des fonctions intellectuelles assurées : élaboration de nouveaux concepts et de nouvelles doctrines d’action publique, conception des politiques publiques accordées et contrôle de leur mise en œuvre. Sur ce point, trente ans après les dénonciations de Michel Crozier, les choses semblent s’être consolidées puisque ne sont même plus dissimulés les transferts d’attribution entre la classe politique et l’élite administrative. En revendiquant comme allant de soi les fonctions intellectuelles normalement dévolues aux représentants élus, le corps technique semble légitimer la technocratie, au moment même où les citoyens croient de moins en moins dans la démocratie représentative. En transcendant les appartenances strictement administratives, en sélectionnant des positions plus stratégiques que hiérarchiques, et en établissant des alliances avec ses concurrents éventuels (tel le corps des Ponts et Chaussées), le corps du Gref met au grand jour l’institutionnalisation de son réseau. La meilleure illustration en est offerte par la prise en charge officielle de la gestion des carrières par le… Conseil général du Gref lui-même, au travers des travaux de sa partie organisationnelle consacrée à l’administration générale :

« Au cours de ses réunions mensuelles, la 1ère section s’est plus particulièrement penchée en ce domaine sur la cotation des postes accessibles aux Igref, sur l’avancement dans le corps du Gref, sur la nomination des Ddaf et Draf avec la prise en compte des nouvelles orientations ministérielles tendant à limiter à cinq ans la durée d’occupation de ces emplois, sur les ingénieurs spécialistes, l’intégration des contractuels de haut niveau dans le corps du Gref, etc. À ces activités on peut ajouter la préparation habituelle des tableaux d’avancement intégrant la prise en compte des problèmes liés aux orientations précédentes concernant la durée d’occupation des postes de directeur régional et départemental de l’agriculture et de la forêt [[252]](#footnote-252). »

Ce texte reflète bien l’autonomie dont dispose le corps, qui a finalement coupé toute allégeance formelle vis-à-vis des ministères d’emploi, en réussissant à s’autoadministrer, en distribuant à ses membres les postes qu’il juge utile de leur conserver, et en se réservant la conduite de leur destin professionnel. Le « rétablissement » ainsi opéré révèle, bien entendu, toutes les critiques, déjà anciennes, concernant la haute fonction publique : élitisme, manipulation du politique, perte de contact avec la réalité…

Cependant tous ceux qui, il y a trente ans, établissaient ce constat, déploraient en même temps l’indifférence de l’opinion des citoyens face à la dérive technocratique de l’État. Ce « déficit démocratique » explique certainement que les corps techniques (Gref, mais aussi Ponts et Chaussées) puissent aujourd’hui s’afficher au grand jour, s’assumer « en tant que tels », ce qui les fait gagner incontestablement en transparence… sinon en légitimité. Il faut également admettre que les critiques de la science administrative se réclamaient des grands principes : altération de la démocratie, confiscation des pouvoirs, violation de l’égalité. La nouvelle ère des grands corps, dans un contexte de dégradation généralisée des institutions, n’est plus celle de la dissimulation. Ils ont à la fois intégré certaines critiques touchant tant à leurs formations initiales (d’où l’insistance actuelle sur la formation permanente), qu’à leur prépondérance hégémonique sur l’appareil d’État (d’où leur présence, minoritaire, mais sélective, dans les postes dirigeants). La nouvelle configuration, contrairement à l’ancienne, n’est plus enfermée dans les cadres rigides du service public. Elle y a gagné en souplesse d’adaptation, en qualité de gestion des ressources humaines, mais au prix d’une incertitude sur l’identité des membres eux-mêmes. Cette « perte de sens », qui n’est pas l’apanage de l’aristocratie verte, fait ressembler son réseau à une sorte d’« électron libre », qui oscille entre l’administration de la nature, la recherche de « haut niveau », les organisations internationales ou les firmes privées.

Et le service public, dans ces conditions, n’est plus la vocation principale des intéressés. Puisqu’il ne semble plus en mesure de répondre aux aspirations des « meilleurs », il est devenu un « passage obligé » que l’on s’efforcera de rendre le plus supportable possible en réservant aux membres des fonctions de conception ou de direction ainsi qu’une classification hiérarchique personnalisée, baptisée A+, pour bien faire la distinction avec la vieille « catégorie A ». Tout ceci nous éloigne davantage d’une possible définition de ce grand corps qui finalement y répugne lui-même. Les Igref sont dotés d’une excellence plus vaste qu’en seule matière agronomique ; s’admettent « hauts fonctionnaires », mais ne s’identifient pas à une administration précise ; sont gourmands d’attributions régaliennes, mais consentent aux détachements à « la campagne ». La seule cohérence de ces imprécisions et de cette crise d’identité, c’est bien de s’accorder à la stratégie du réseau lui-même, qui procède par « têtes de pont », par positionnements successifs, plus que par invasion réelle. Ce sont donc le prestige (l’excellence immanente), la polyvalence, la capacité d’adaptation qui sont mis en exergue pour « placer » les Igref dans les matières cibles, telles que les collectivités locales ou l’international, qui ne sont pas exclusivement dédiées à la nature. Qu’apporterait une définition plus précise, sinon des limitations peu opportunes ?

L’ambition organisée peut s’appuyer sur une spécialité, une compétence d’attribution, pour prétendre à un monopole, à un fief, comme dans le schéma déjà ancien de l’administration des Eaux et Forêts ; mais *il s’agit d’une configuration féodale, patrimoniale, quasiment terrienne*. *La chevalerie verte* qui en est issue, à l’instar de *la chevalerie traditionnelle*, ne se définit plus par le lieu (elle est errante), ni par une mission fixée *a priori* (elle est « sans peur et sans reproche », qualité essentielle plus qu’existentielle), mais bien par des « combats », des « joutes », pour conserver la « conception » des choses, et le pouvoir qui lui est associé. Et comme l’honneur commande de n’affronter que des pairs, ce sont les ordres rivaux qui vont fixer les limites de l’expansion, en même temps que les enjeux de « conquête ». Dédiés au « rural », au « naturel », par extension à la « vie », les Igref se sont toujours heurtés aux ingénieurs des Ponts et Chaussées, campant sur les « travaux », les « infrastructures », et plus généralement sur « l’urbain ». Durant tout le XIXe siècle, leur affrontement fut tenace à propos de la fixation des dunes de Gascogne, cette entreprise offrant l’occasion idéale : la fixation rendait compétente l’administration des Ponts et Chaussée au travers des travaux nécessaires, tandis que les dunes (et la forêt qui devait en être issue) intéressaient celle des Eaux et Forêts. Sans s’attarder sur les conséquences néfastes de ces « tournois » sur les administrés, il faut convenir que les occasions d’escarmouches se multiplient depuis que le « rural » et « l’urbain » ont des contours de moins en moins stables. Et comme font tous les adversaires, épuisés par des conflits incessants, les deux Ordres sont rentrés actuellement en phase diplomatique : les deux Conseils généraux communiquent, échangent leurs informations, et négocient sans doute…

Les recompositions qui découleront de la dynamique de corps que nous venons d’entrevoir sont pour le moment incertaines. Déboucheront-elles sur des coalitions regroupant, par exemple, les grands corps techniques face aux grands corps issus de l’Ena ? Assistera-t-on à une nouvelle répartition des « territoires » scellée par quelque pacte informel ?

Quelques soient les combinaisons, et elles sont multiples, il est moins utile de conjecturer que de s’alarmer du diagnostic qui s’impose quand on vient d’entrouvrir le voile.

En effet, le « réseau d’État » se substitue à l’administration de l’État et à son code. Il s’agit d’une situation inédite, même si l’administration française a toujours été traversée par des réseaux idéologiques ostensibles ou occultes [[253]](#footnote-253). Ceux-ci étaient soit provisoires, soit inavoués. Un réseau d’origine sociologique, tel un grand corps, qui s’appuie sur les institutions de la République pour développer une stratégie au profit de ses membres et qui réussit à la rendre officielle, voilà la nouveauté surprenante… pour le bien ou pour le pire.

*Le bien*, ce serait incontestablement le réalisme de ce nouveau mode de gestion des affaires d’État. L’excellence revendiquée par le corps transcende inévitablement le contexte institutionnel adapté à un État puissant enfermé dans ses frontières, mais qui ne résume plus le pouvoir qu’elle est censée exercer. Le service public est donc devenu une occasion de pouvoir, parmi d’autres, qui sont toutes aussi fascinantes. Celle des biotechnologies et des firmes qui les mettent en œuvre, celle des organisations internationales et des nouvelles influences qu’elles développent, et ainsi de suite. Si, en bonne technocratie, le pouvoir et l’excellence doivent aller de pair, on assiste simplement à une adaptation de l’organisation corporatiste à la crise de l’État. L’État n’est plus le seul maître, ce qui permet au grand corps de devenir son propre maître.

*Le pire*, en dehors de la dégradation des principes républicains [[254]](#footnote-254), ce serait que les matières d’État (législation et réglementation) demeurent conçues par le grand corps qui les utiliserait inévitablement en fonction de ses stratégies internes. La forêt, mais aussi l’environnement, l’aménagement du territoire, bientôt l’eau, sont accrochés aux charrettes de sa colonne agissante, pour laquelle elles sont des munitions, des ressources stratégiques. Et stratégiquement, plus une ressource est mise en valeur, plus elle est insaisissable, plus elle est tentaculaire, plus elle prend de valeur. Le réel devient donc beaucoup plus complexe quand il est issu des spéculations technocratiques, et cela d’autant plus quand la technocratie est livrée à elle-même.

\*  
\* \*

Ainsi la complexité contemporaine n’est pas forcément une évidence « incontournable ». Elle se décrypte, comme toute notion collective, et il est probable qu’elle soit recouverte, pour une part non négligeable, d’un « rideau de fumée ». La complexité, dans ces conditions, ne serait qu’un nouveau masque du pouvoir. Une analyse actualisée des grands corps nous suggérera certainement d’approfondir cette voie d’analyse et de réflexion comparative, entre les époques et les différents États… Mais à chaque étape, et à chaque objet, suffit sa peine…

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMEN DURABLE**

*L’enjeu de la fabrication  
de normes environnementales  
au niveau international*

Dominique d’Antin de Vaillac

« Les païens ne persécutaient pas les chrétiens

comme rebelles à l’empereur et à ses dieux,

mais comme religieusement anormaux »

Paul Veyne « *Quand notre monde est devenu chrétien (312-394) »*,

Paris, Albin Michel, col, « Bibliothèque des Idées, 2007.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Toute normalité porterait-elle en germe l’exclusion violente de son contraire, l’isolement ou la destruction de l’*anormal*, qu’il s’appelle désormais *pollueur, défricheur de forêts, utilisateur d’Ogm...*?

L’*écologiquement anormal* est-il déjà persécuté, ce qui, sans être livré aux lions [[255]](#footnote-255), indiquerait l’apparition d’un nouvel *ordre écologique*?

Quelle que soit sa figure, l*’anormal* est déviant par rapport à un ordre établi qu’il perturbe inévitablement, sauf à être corrigé, rééduqué, soigné, converti, ou tout simplement soumis. L’addition des normes finit toujours par constituer un édifice, plus ou moins cohérent ou stable, qui finira en conformité souveraine, en ordre entretenu par la puissance. Quel est le moyen de la puissance capable de maintenir, d’imposer, ou de restaurer un ordre quelconque ?

On pense tout de suite à la coercition, au recours à la force et, s’il le faut (mais il le faut souvent), à la violence. Pourtant, sauf excitation intempestive de la part de ses militants, l’écologie en marche est par principe non violente, non autoritaire, consensuelle, et démocratique.

La deuxième caractéristique d’un ordre, c’est qu’il est exclusif et univoque ; tout ordre est habituellement un ordre jaloux. Ainsi les États-nations n’aiment-ils guère les doubles nationalités. L’allégeance, comme la puissance, ne se divisent pas, tant en doctrine qu’en droit. Pourtant, le slogan du développement durable n’est rien d’autre que la tentative (parfois laborieuse) de rassembler deux allégeances que tout semblait opposer : celle qui privilégiait le progrès économique, celle qui s’y opposait au nom de l’exigence écologique. Ce pari dialectique est en lui-même totalement inédit s’agissant d’un ordre en construction, même si on est obligé d’évoquer les inventeurs de la méthode, Hegel et Marx, en dépit de leur récent discrédit.

Enfin, tout ordre reconnu comme tel est un ordre qui s’est imposé, quels que soient les moyens, pourrait-on dire. Il doit être à un moment ou un autre un ordre vainqueur, ce qui suppose un ordre déchu ou disqualifié, avec les résistances que cela suppose. Est-ce le cas aujourd’hui de l’ordre écologique ?

Sa prétention à une gouvernance mondiale demeure encore lointaine, en dépit de l’abondance des conventions internationales en matière environnementale [[256]](#footnote-256) ; l’ordre concurrent, à abattre, n’existe plus depuis que le « développement durable » met tout le monde d’accord ; enfin quelle consistance concrète pour des enjeux qui ne pourront se vérifier qu’à l’échelle du siècle, comme en matière de réchauffement climatique ?

Alors, pourquoi cet activisme international autour de thèmes tels que la déforestation, la gestion de l’eau, ou le changement climatique ? Qu’est-ce qui pousse à cette mobilisation sans précédent tous les acteurs repérés de la scène : États, Ong, entreprises ? Quelle est cette puissance qui se cache derrière un ordre nouveau qui n’en possède même pas les caractères, mais qui malgré tout crée de nouvelles normalités, qui façonne des comportements conformes à ses souhaits, et diffuse les contraintes environnementales à une vitesse sans précédent ?

Cet ordre « qui ne s’avoue pas comme tel » a conservé au moins une caractéristique – et non la moindre – significative de la puissance : celui de la contrainte sociale, gagnée au terme d’un processus de normalisation qui est sa marque de fabrique.

Les normes techniques, et les normes environnementales en particulier, ont toutes une apparence : leur réponse à une urgence vitale et planétaire qui s’impose à tout un chacun, État, entreprises, ou particuliers regroupés dans cet ensemble aux contours flous mais revêtu de tous les prestiges, qualifié de *société civile*. Mais elles ont aussi une réalité : celle d’un processus d’élaboration longuement négocié dans l’opacité des arcanes diplomatiques, de compromis ou de déclarations d’intention qui nourrissent la littérature des forums internationaux qui leur sont consacrés, de méthodes de récupération ou de détournement par les puissances, économiques et étatiques. Comme le résume très justement le député Bernard Carayon dans un rapport de 2006 :

« Au sein des organismes qui les élaborent, le choix des normes (sujet et contenu) constitue donc un enjeu d’influence et de puissance. Les membres des organisations de normalisation cherchent à imposer leur vision du monde et à conforter leur propre stratégie de conquête et de protection des marchés [[257]](#footnote-257). »

La norme réussit le tour de force de s’imposer, et par-là de transformer la réalité, en faisant l’économie de toute sanction juridique, en court-circuitant la peur du gendarme et l’horreur des prétoires placés en épouvantail derrière l’infraction… C’est que la norme ne puise sa force de persuasion qu’auprès de deux alliés devenus plus convaincants que la police judiciaire ou les brochettes de magistrats : ces nouveaux maîtres sont le marché et l’opinion, qui se renforcent l’un et l’autre dès que la communication publicitaire les prend pour cible. Se faire connaître, se faire préférer du plus grand nombre, devenir un label d’abord, puis un standard, sorte de consécration glorieuse qui scelle les plus belles réussites, comme celle de *Microsoft* aujourd’hui, d’*Ibm* il y a vingt ans. La norme qui réussit et devient standard est devenue l’arme véritable des hégémonies modernes.

Ainsi, la norme environnementale, être nouveau dans la nombreuse famille des obligations collectives, conjugue autour d’elle la plupart des faux-semblants qui entourent ces instruments modernes de coercition : elle invoque l’objectivité quand la communauté scientifique reste souvent divisée tant sur les diagnostics que sur les remèdes ; elle vise le long terme, mais ne mobilise une opinion versatile que par l’urgence ; enfin, elle se réclame des intérêts supérieurs de la planète pour proclamer par *consensus* international des règles d’application universelle, alors qu’elles sont issues d’une expertise essentiellement occidentale et anglo-saxonne…

Ces formes d’excellence politique ne font que confirmer la pertinence du projet écologique, formulée en ces termes :

« L’environnement, tel que nous le vivons, le concevons, le revendiquons est d’abord une construction sociale [[258]](#footnote-258). »

Une construction post-moderne, dont la structure s’édifie par l’assemblage des normes, selon une architecture expérimentale qui tient surtout compte des échecs du passé sans pour autant disposer d’un dessin d’ensemble, d’un ordonnancement autre que tactique. La conquête environnementaliste présente la particularité de faire oublier ses contradictions au moyen d’une *praxis* redoutablement efficace quand il s’agit de gagner les esprits à ses causes. C’est par ses réseaux omniprésents, ses méthodes d’action souvent innovantes, et par le champ mondial de ses objets que l’écologie politique a tour à tour indisposé puis séduit les « vieux » acteurs de la scène internationale, États, organisations internationales ou acteurs privés de la mondialisation économique qui ont rallié, bon gré mal gré, la cause du développement durable. Sur le fond bien sûr, puisque « la maison brûle », mais surtout pour tirer parti de l’influence sociale qui se déployait magistralement sous leurs yeux au moyen des « petites mains » innombrables constituées par le millier d’Ong environnementalistes, complétées par leurs experts, leurs mass-medias, déployés sur les mêmes thèmes, au même moment, et à l’échelle du monde entier !

Si l’influence durable de l’écologie se mesure par l’abondance et la généralisation des normes environnementales, c’est bien entendu l’étape de leur fabrication qui est devenue le moment stratégique. L’impuissance coïnciderait, à ce niveau, avec l’indifférence des acteurs décisifs du champ international : laissons-les s’agiter en proposant des normes, il sera toujours temps de reprendre la main un peu plus tard…

Mais ce n’est plus ce qui se passe. En l’espace de vingt ans, la cause environnementaliste a attiré dans son orbite des acteurs aussi inattendus que l’industrie chimique ou papetière, elle remplit le calendrier des organisations internationales, elle ponctue les déclarations des leaders mondiaux. Et pourtant ses normes peuvent être dérangeantes, coûteuses, ou encore incertaines. Quel est donc le secret de ce succès paradoxal ? Pourquoi les puissances établies concourent-elles presque avec frénésie à diffuser et à imposer les thèmes écologiques ?

Il faut aujourd’hui admettre qu’au-delà des contestations et des contraintes qui transparaissent dans leur contenu, les normes environnementales ont pu être transformées en opportunités au service de nombreuses situations acquises ou chancelantes. Toutes les puissances établies y trouvent leur compte et jouent leur partition autour de ces thèmes. Ainsi, en redéfinissant le rapport entre l’homme et le milieu naturel, dans le sens de la protection et de la préservation des ressources, la cause écologique fige les situations acquises en rendant immorale l’émergence de nouvelles puissances économiques (et de nouveaux concurrents) qui sont bien obligées de passer par la phase de la croissance et de l’exploitation de leur environnement naturel (*enjeu économique*). De même le multilatéralisme international s’est précipité dans cette brèche en tentant d’associer gestion de l’environnement et gouvernance mondiale (*enjeu international*). Ainsi, les normes environnementales sont malgré elles détournées de leur but premier pour contribuer au maintien d’un statu quo marqué par une hégémonie occidentale et anglo-saxonne (*enjeu géopolitique*).

I. L’enjeu économique

L’ordre écologique, en dépit de tâtonnements regrettables [[259]](#footnote-259), a gagné les esprits, et parfois les cœurs, en évitant les affrontements directs et en contournant les États. Il s’est formé depuis une vingtaine d’années en s’appuyant sur un édifice normatif sans précédent qui envahit progressivement toutes les relations que l’homme, depuis le néolithique, avait pu tisser avec le milieu naturel dans le sens de sa domestication, désormais contestable. Il tend en effet à censurer et à rendre anormal un usage « incontrôlé » des ressources naturelles, qui n’intégrerait pas le souci de leur préservation ou de leur renouvellement.

Il couvre désormais la gestion durable des forêts, l’agriculture biologique, et, depuis peu de temps, il a étendu son emprise au *commerce équitable* [[260]](#footnote-260). Mais sa méthode de fabrication est homogène : ce sont des Ong, plus tard, relayées par les États, qui édictent les normes; leur respect, toujours volontaire et contractuel, permet l’attribution d’un label contrôlé par un organisme certificateur et payant ; la conformité de l’adhérent est vérifiée périodiquement. Enfin, le consommateur final encouragera le succès de la démarche en donnant sa préférence au produit qui a respecté la norme environnementale. Dans tous les cas, il s’agit de faire appel au marché, de préférence à la réglementation, pour étendre les bonnes pratiques écologiques. On fait donc confiance à ses ressources pour qu’il intègre, moyennant les ajustements décrits à l’instant, la qualité environnementale des produits, alors qu’il est spontanément sensible à leur prix ; au mieux à leur qualité-prix. La préférence du consommateur est censée remplacer la traditionnelle sanction administrative ou juridictionnelle, monopole des États, au profit de celle du marché, dont l’autorité s’impose spontanément à l’heure d’une mondialisation essentiellement économique. Cette méthode, qui joue le jeu du marché libéral, se donne pourtant des apparences perturbatrices : la meute des Ong écologistes s’emploie à disqualifier les entreprises qui ne disposent pas du label « vert ». Se souvient-on encore qu’il y a trois ans à peine, Greenpeace n’hésitait pas à bloquer dans le port de Sète des navires chargés de bois tropicaux non certifiés ? Cette nouvelle police s’avère autrement plus efficace que l’antique réglementation, et des géants de la distribution comme Carrefour, Leroy-Merlin, ou Castorama ne s’y sont pas trompés en étant les premiers candidats à la certification écologique de leurs produits. Une autre preuve de son succès est dans la multiplication des publicités environnementales, qui fleurissent les magazines, en provenance des groupes industriels du secteur de l’énergie (pétroliers) ou de la chimie (groupes pharmaceutiques), tous candidats au rachat écologique. Cette adhésion des groupes les plus puissants et les plus mondialisés à la vulgate du développement durable ne doit pas faire complètement illusion, en dépit de leur sincérité apparente. Ils ont intégré, avec un remarquable sens de l’adaptation, ces nouvelles conditions du marché qui se remplit de consommateurs sensibilisés en Occident aux questions environnementales. Ils ont également fait preuve de leurs qualités stratégiques en anticipant, sans doute depuis longue date, ces évolutions en sachant transformer la contrainte écologique en opportunité économique.

I.1 La contrainte environnementale  
transformée en avantage économique

L’adaptation au marché fait partie de l’exigence élémentaire de toute entreprise économique. Si la préférence des consommateurs s’oriente vers des produits écologiquement corrects, l’intérêt des producteurs – voire la condition de leur prospérité – est de répondre à cette demande. Il s’agit d’un simple problème technique qui conduit à des corrections : se centrer sur les labels ou parfois se contenter d’un simple habillage, réel ou publicitaire. C’est ce qu’exprime l’expression répandue « se peindre en vert ». Mais nous sommes ici dans le court terme, et un court terme parfois volatile : combien de meubles de jardin en teck se sont vendus sur le seul critère du prix, alors qu’un label de « gestion forestière durable » aurait dû emporter la préférence des acheteurs ! L’orientation écologique du marché a globalement réussi, mais elle doit être entretenue au prix de campagnes d’opinion toujours à recommencer.

Ceci n’empêche pas le moyen terme de devenir de plus en plus prometteur. Pour les apôtres du développement durable, l’investissement écologique s’annonce désormais profitable au point de constituer « l’environnement » en secteur économique à part entière, riche de créations d’emploi potentielles. Dans le domaine des économies d’énergie, ces prévisions s’avèrent exactes et on peut observer la croissance spectaculaire des filiales spécialisées de grands groupes, telle qu’*Edf* énergies nouvelles, ou *Veolia* et *Suez*, sur des créneaux comparables. L’ère de l’attractivité aurait-elle succédé à celle de la contrainte ? Il est trop tôt pour l’affirmer, d’autant que le précédent du premier choc pétrolier laisse perplexe. Après avoir favorisé en 1974 le démarrage d’un secteur alternatif (chauffe-eau solaire en particulier), le triplement du cours des produits pétroliers a été suivi de tassements qui ont compromis son succès. Il est vrai que le risque ne concerne principalement que les « nouveaux entrepreneurs », ceux qui se lancent dans des activités nouvelles ; ceux qui sont installés, et qui conduisent des outils et des activités de dimension mondiale, ne peuvent plus s’offrir ce luxe. Ils savent que leurs « monstres » multinationaux ont des exigences et des vulnérabilités qui ne souffrent pas l’approximation. La transformation de la contrainte écologique en opportunité économique y prend une tout autre dimension, qui est d’ordre stratégique et qui s’apprécie sur le long terme. Dans cette perspective, la préoccupation environnementale peut se révéler un allié économique aux ressources insoupçonnées du grand public.

Ainsi, en matière forestière, il est aujourd’hui patent que les groupes papetiers scandinaves ont entretenu avec les Ong écologistes une complicité objective permettant d’atténuer la concurrence en provenance d’outils de production situés sur le même segment [[261]](#footnote-261). La gestion forestière durable, accompagnée de la certification forestière, s’est traduite par une augmentation des coûts de production (au mieux), ou une disqualification (au pire) pour tous ceux qui n’atteignaient pas les standards « écologiquement exemplaires » en usage sous ces latitudes nordiques. Les normes environnementales ont servi d’habile cordon protecteur pour assurer pendant quinze ans la prospérité des filières bois suédoises et finlandaises. Il est vrai que leurs outils avaient fait l’objet auparavant (1988-1990) d’investissements massifs pour les moderniser et augmenter leurs capacités de production, à l’instar de ce qui se pratiquait au même moment chez les « majors » du secteur, aux États-Unis [[262]](#footnote-262). On ne s’étonnera pas, dans ces conditions, de ce que le Sommet de la Terre (Rio-1992) ait été précédé en 1990 d’une réunion du G7, tenue à Houston sous la présidence de M. Bush (père), au cours de laquelle le développement durable fut fermement inscrit sur l’agenda international.

Les « cibles » industrielles, polluantes et dévoreuses de matières premières, telles qu’elles sont stigmatisées par l’activisme écologique, ne sont donc que des cibles apparentes, de même que les accents volontiers chevaleresques (« sauvons la planète ») en provenance des Ong ne devraient séduire que les naïfs.

I.2 La fabrication des normes environnementales  
comme fonds de commerce

Ce nouveau mode de contrainte a été baptisé à juste titre par les auteurs anglo-saxons du terme de *soft power* [[263]](#footnote-263). Il ne remplace pas l’ordre juridique ancien, mis en œuvre par les États, mais il est en train, en matière environnementale, de faire la preuve de sa remarquable capacité à diffuser à l’échelle mondiale, et dans un temps très bref, une nouvelle conformité sociale respectueuse des impératifs écologiques. Tout en étant issus, au temps du *Club de Rome* et de la *croissance zéro*[[264]](#footnote-264), d’un mouvement de contestation de l’ordre étatique ou interétatique, les protagonistes de l’engagement écologique ont depuis la fin des années quatre-vingt-dix renoncé à l’opposition frontale avec les institutions établies [[265]](#footnote-265). Les Ong environnementalistes ont pénétré avec succès aussi bien les instances onusiennes et européennes, Banque Mondiale comprise, que les appareils administratifs de nombreux États développés, dont la France, qui leur reconnaît un rôle procédural significatif [[266]](#footnote-266). Ce ralliement des pouvoirs institutionnels aux thèmes et objectifs écologiques diffusés à l’origine par des groupuscules privés, qui se sont vus reconnaître compétence et légitimité en matière environnementale, et qui sont aujourd’hui associés étroitement aux politiques publiques [[267]](#footnote-267), ne manque pas de susciter l’étonnement des observateurs de la chose publique [[268]](#footnote-268). Car de deux choses, l’une : soit l’environnement est une préoccupation centrale et partagée de nos sociétés, et il doit être pris en charge conformément aux règles de fonctionnement institutionnel des sociétés démocratiques, soit il demeure objet de polémiques ou d’incertitudes, et il doit rester un débat non clos animé par les Ong concernées au sein de la société civile à l’instar d’autres associations qui participent à la formation de l’opinion dans toute société démocratique. L’hybridation actuelle de la gestion publique des questions environnementales oscille entre la sous-traitance [[269]](#footnote-269) et la délégation de responsabilité surprenante qui consiste à abandonner à des organes privés le pouvoir – sacré entre tous – d’élaboration et de mise en place des normes. Si la norme n’est plus *l’expression de la volonté* *générale*, se pose indiscutablement celui de sa légitimité… mais aussi de son coût. Ce dernier point est laissé dans l’ombre dans les pays latins qui consentent volontiers à ce que les associations soient purement philanthropiques, et vivent du dévouement et de l’abnégation de leurs bénévoles.

Il en va tout autrement en ambiance anglo-saxonne :

« Les ressources financières (de toute origine) donnent au minimum les moyens de faire pression sur les autorités publiques. […] Elles [Ong] disposent de moyens financiers plus importants que ceux de bien des gouvernements du Sud s’appuyant sur la mobilisation de princes consorts européens, d’hommes d’affaires américains et de hauts fonctionnaires internationaux [[270]](#footnote-270). »

Mais ce constat date de 2002 et, depuis, le « commerce » de la normalisation environnementale n’a fait que s’amplifier [[271]](#footnote-271). Sur le millier d’ Ong écologistes qui sont aujourd’hui recensées, le panel s’étend du groupuscule vivant des cotisations de ses adhérents (quand elles sont versées), à la multinationale associative qui a depuis longtemps rendue pérennes les recettes liées à la facturation de ses prestations de service. Ainsi, en matière forestière, la certification de la « gestion forestière durable » constitue un enjeu considérable, à raison d’un dollar par hectare certifié, ce qui à l’échelle de la planète représente des sommes considérables. On a donc vu logiquement se développer un jeu concurrentiel acharné entre les Ong anglo-saxonnes (principalement *Wwf* et ses filiales) initiatrices du label *Fsc* (*Forestry stewardship Council*) et… la vingtaine d’autres labels qui ont ensuite proliféré, soit pour échapper à l’emprise nord-américaine, soit pour contourner ses exigences.

Une fois le marché installé, les mêmes Ong n’ont plus souhaité que la déforestation soit soumise à une réglementation internationale autoritaire, pour des raisons dont on peut débattre, à condition de ne pas oublier celle qui est derrière toutes les autres. En redonnant la main aux organisations interétatiques, le marché de la certification (volontaire et privé) risquait de disparaître !

Heureusement pour les affaires, le champ de la normalisation environnementale ne cesse de se renouveler : après les forêts, il y eu l’eau, puis le réchauffement climatique. À l’enrichissement thématique, s’ajoute l’approfondissement du concept de développement durable : après la préservation des ressources, *l’investissement socialement responsable* apparaît comme un segment riche de possibilités. Décidément, la *société civile* [[272]](#footnote-272) est une bonne fée, et les « institutionnels » en charge de la représenter, « incapables de faire face à leurs responsabilités » [[273]](#footnote-273), ont eu la bonne idée de confier aux Ong la cogestion de ces dossiers, ce qui oblige à les rémunérer pour leur expertise, et à les introduire par la grande porte dans les cénacles de la gouvernance mondiale.

II. L’enjeu international

Depuis la Conférence de Stockholm (1972), initiatrice du Programme des Nations Unies pour l’Environnement (Pnue), l’activisme écologique a pénétré en force dans les instances internationales. Mais les choses n’ont pas été immédiates. Les années soixante-dix furent marquées par une contestation radicale et systémique (« *Halte à la croissance !* ») peu propice à une reconnaissance auprès des institutions onusiennes et d’une opinion internationale encore marquée par le dogme du décollage économique. Puis est arrivé, fin 1987, le fameux « rapport Bruntland » et avec lui, la première formulation du concept de « développement durable ». Après quinze ans de gestation, un compromis historique semblait atteint, entre les gestionnaires de l’économie mondialisée, et le courant écologiste.

La nouvelle *normalité* qui devait (et doit toujours) en résulter cherche à éviter l’opposition avec « l’ancienne », orientée surtout vers le progrès matériel : le concept de développement durable est issu de cette tentative et son destin s’est avéré aussi fabuleux qu’inattendu. Sa signification problématique, soumise à explicitation scientifique permanente, vise à réconcilier la *normalité* du progrès  « à l’ancienne » (le développement) avec celle de l’écologie contemporaine, qui préserve les ressources et les écosystèmes (la durabilité). Cette fabrication conceptuelle à contenu incertain, mais à prétention consensuelle est devenue la référence obligée du remarquable activisme international qui a fait suite à son apparition, marqué principalement par le Sommet de la Terre (Rio, 1992), la Conférence de Kyoto sur le réchauffement climatique (1997), et le Sommet de Johannesburg (2002). Peu de concepts –ou de slogans– ont pris en un temps aussi bref une dimension universelle, avec le renfort de trois conférences mondiales, de tout l’appareil de gouvernance internationale (Onu et Organes rattachés), et d’une propagande sans relâche de la part du puissant réseau des Ong écologistes, principalement anglo-saxonnes. Le développement durable et les normes qui s’en réclament n’enrichissent sans doute qu’un concept encore flou, mais ils entraînent dans leur cortège une conformité « universelle », avec un ordre du jour mondial qui envahit toutes les institutions, et un « futur commun »  censé transcender toutes les oppositions  et fournir un horizon indépassable au destin de l’Humanité.

II.1 La sous-traitance généralisée  
des questions environnementales aux Ong compétentes

Une fois réalisée cette mise au point sémantique, les années quatre-vingt-dix furent marquées par la reconnaissance des Ong (principalement humanitaires et environnementales) et leur émergence dans la vie institutionnelle internationale. Ainsi, selon Steve Charnovitz, juriste chez Wilmer, Cutler, et Pickering (Washington, *Dc*) :

« Pendant les années 90, la participation des Ong dans la gouvernance mondiale a progressé sous l'effet de la mondialisation économique et d'une reconnaissance de l'interdépendance écologique… Les changements dans les appareils d'État ont été favorables à un accroissement du rôle des Ong. Quand les gouvernements réduisent leurs effectifs et privatisent, ils peuvent considérer que les Ong les remplacent. Lorsqu'on fait confiance à des démarches volontaires – comme des codes de conduite ou la délivrance de labels –, de tels programmes sont souvent gérés par des Ong. On peut donner comme exemples récents les certifications du Conseil pour une bonne gestion des forêts (Forestry Stewardship Council) et celle de Rugmark contre le travail des enfants [[274]](#footnote-274). »

Aujourd’hui, et depuis cette période, les Ong écologistes sont devenues ce que l’on appelle dans la doctrine française de droit public de véritables « collaborateurs du service public ». Et ceci ne leur donne pas seulement des subsides publics, mais un véritable pouvoir d’influence mondiale. L’agenda et l’animation des multiples organes de l’Onu dédiés de près ou de loin à l’environnement sont confiés aux Ong ; le Fmi et surtout, la Banque mondiale, leur livrent également l’expertise systématique de toute demande de fonds concernant l’exploitation des ressources naturelles, tandis que la plupart des grandes conventions internationales issues du « Sommet de la Terre »[[275]](#footnote-275) furent élaborées sous leur influence et avec leur participation. Cet activisme intense, même s’il n’atteint pas toujours les objectifs qu’il s’est fixés[[276]](#footnote-276), engendre pourtant des effets normatifs qui sont venus enrichir le concept de *développement durable*, méta-norme par excellence, qui souffrait (et souffre encore) de trop d’imprécision. On doit aujourd’hui au travail des Ong l’émergence et la diffusion de concepts complémentaires qui servent de cadre aux taches de normalisation concrète. C’est parmi eux qu’on rencontre le *principe de précaution* promis lui aussi à un grand avenir. Il se formule ainsi : « L’absence de certitudes scientifiques ne peut seule justifier de retarder des actions destinées à éviter des dommages envers l’environnement potentiellement importants ou irréversibles ». On peut lui donner de multiples applications [[277]](#footnote-277), tant que le corps social supporte son coût,ou son orientation philosophique, car le respecter totalement conduit sans peine à l’eugénisme, au désengagement scientifique, et selon Claude Allègre, à la fin du progrès et de l’esprit des Lumières [[278]](#footnote-278). Les principes normatifs ainsi déclinés au sein des instances internationales ont toutes chances d’être relayés presque simultanément au sein des États, pour la raison –cette fois très juridique– de la suprématie des normes internationales approuvées, inscrite dans toutes les Constitutions démocratiques. Mais aussi grâce au pouvoir médiatique des Ong, sans compter la surenchère de certains États eux-mêmes.

II.2 La norme environnementale :  
contrainte ou opportunité pour l’État-Nation.  
La réaction de la France

La France est longtemps restée frileuse ou spectatrice face à l’émergence des thèmes environnementaux. Certes, elle se dota dès le début des années soixante-dix d’un ministère de l’Environnement, longtemps considéré comme minimal, puisque doté du plus petit budget (moins que la Culture !) et sans personnel propre, ce qui au sein de l’administration est signe de vassalité. Quant à l’obligation d’appliquer les normes internationales, elle fut remplie avec circonspection. Ainsi la mise en place du réseau *Natura 2000* a traîné en longueur et la France fut à plusieurs reprises menacée de sanctions par la Commission européenne [[279]](#footnote-279). Paradoxalement, c’est sur le plan interne, et dans le droit de l’urbanisme que la préoccupation environnementale s’est le plus nettement manifestée. La généralisation des enquêtes publiques, la participation des organisations écologistes à l’élaboration des documents d’urbanisme, la fameuse loi littorale (1986), mais aussi bien la jurisprudence du Conseil d’État qui a reconnu aux Ong de droit d’ester en justice, ont donné droit de cité aux associations écologistes. La raison profonde est-elle soufflée d’outre-Atlantique ?

« Il faut toutefois bien voir la dynamique qu'il y a derrière cet intérêt : une des raisons pour lesquelles la question de l'environnement tient tant de place est que des Ong entreprenantes ont réussi à persuader des gouvernements influents de s'en saisir [[280]](#footnote-280). »

La persuasion, en France, n’est pas venue des partis politiques écologistes, dont les maigres scores électoraux, amplifiés par une maladie de la division, ont curieusement accompagné l’installation institutionnelle des écologistes de terrain, qui ont pénétré le paysage administratif. On peut invoquer la pression médiatique : les visites printanières et agitées d’Alain Dugrain Dubourg aux chasseurs de tourterelles du littoral médocain sont passées dans le folklore télévisuel [[281]](#footnote-281), sinon dans son anthologie ; plus sérieux et peut-être plus profond, l’impact de Nicolas Hulot et de ses « séquences émotion » a certainement contribué au développement d’une sensibilité écologique chez les Français, mais sa reconnaissance politique est toute récente. Au sein de la France profonde, celle de la ruralité et des territoires, l’activisme écologique demeure fort mal porté. Ce qui n’exclut pas un lien profond avec la nature et le respect de tous les patrimoines.

Alors pourquoi, en l’espace de quelques années, le développement durable s’est-il mis à figurer pratiquement dans tous les textes de loi, au point de faire son entrée dans la Constitution ? Pourquoi, du sommet de l’État, cette insistance nouvelle et pressante, pour relancer toutes les négociations internationales consacrées aux thèmes environnementaux, et sur le plan interne, pour organiser un « Grenelle de l’Environnement », expression lourde de sens pour ceux qui se souviennent de mai 68 ?

Le palmarès français en matière de protection de l’environnement ne mérite pourtant aucun excès d’indignité, et l’opinion ne semble pas placer ce thème parmi ses motifs de mécontentement immédiats, même si elle lui accorde une préoccupation légitime.

Peut-être, mais peut-être seulement, une autre « raison d’État » expliquerait cet engouement aussi soudain que puissant. Selon cette hypothèse, la norme environnementale offrirait une opportunité unique pour la France de relancer le multilatéralisme mis à mal par la crise de l’Onu et l’attentisme américain, à condition de prendre une position de leader, prenant à contre-pied l’hégémonie anglo-saxonne en matière environnementale. Celle-ci, en dépit des succès manifestes que nous venons de décrire en matière conceptuelle et normative, a creusé le lit d’initiatives concurrentes, car elle n’a pu se développer qu’au travers des organisations internationales dont le multilatéralisme est la raison d’être. La *gouvernance internationale* dont se réclament logiquement les acteurs de l’Environnement est tout le contraire d’une domination étatiquement marquée. Le double jeu américain consistant à initier le mouvement écologique international, tout en visant la protection globale à long terme de ses intérêts économiques, trouve ici ses limites, dont la non-ratification du protocole de Kyoto n’est qu’une des illustrations. Une brèche s’est donc ouverte qui pourrait profiter à une France soucieuse d’espace libre sur le plan international. Mais la brèche est étroite, et l’arrière-fond géopolitique qui mine l’idéologie du développement durable est toujours présent.

III. L’enjeu géopolitique

Le Sommet de la Terre (Rio 1992) puis celui de Johannesburg (2002) ont eu une importance immédiate largement médiatisée et relayée mondialement, ne serait-ce que par l’abondance des participants. Mais ni l’un ni l’autre n’a abouti à une véritable norme universelle sur le plan environnemental. Derrière ces « grand-messes » écologiques, en dépit de la présence massive d’ Ong et d’experts principalement issus de l’Occident développé, la planète pauvre, et majoritaire par le nombre des États [[282]](#footnote-282), continuait de rester réticente aux contraintes du développement durable. Des promesses de bonne conduite environnementale, des « protocoles non obligatoires, mais faisant autorité [[283]](#footnote-283) », oui ! Des règles effectives et sanctionnées par une quelconque autorité internationale, jamais de la vie !

De nombreux pays pauvres, notamment africains, n’ont d’autres ressources que naturelles, telles que les forêts, et on vient leur expliquer qu’il faudrait les réduire pour faire du « développement durable ». Pour des mentalités préoccupées de survie, et souvent de survie immédiate, qu’est ce que peut signifier « l’intérêt des générations futures » ? On est ici en plein décalage culturel, et le savoir-faire anglo-saxon n’est pas à l’aise dans ce genre de rencontre. L’offensive écologique, qui les prend souvent pour cible [[284]](#footnote-284), n’a pas manqué d’indisposer les pays du sud qui ont réagi en dénonçant l’injustice du procédé : ces pays riches qui donnent des leçons ont tous, à un moment de leur développement, exploité à outrance leurs sols, leurs forêts, pollué leurs rivières, bétonné leurs littoraux, etc. Luxe supplémentaire pour les pays riches, le développement durable ne peut donc s’envisager ailleurs que moyennant compensation financière. Réponse de pauvre sans doute, mais réponse logique qui dépasse – cette fois – les moyens, tant des Ong que des organisations internationales.

Les pays émergents, pour leur part, Brésil et Inde en première ligne, ont saisi avec acuité la « mystification » qui se cache derrière le concept de développement durable consistant à empêcher ou retarder leur entrée dans le club des pays développés par la mise en place de barrières écologiques, s’ajoutant ou se substituant aux barrières tarifaires contre lesquelles ils luttent pied à pied dans les enceintes de l’Omc. Pourtant la pression internationale est tellement forte, utilisant l’arme des « aides sous condition » (Banque mondiale), ou celle des campagnes de dénonciation (Greenpeace et l’Amazonie), que même ces « géants » de l’économie émergente doivent composer et montrer au moins sur les principes un minimum de bonne volonté. La Chine, qui n’est pas un modèle en la matière, exprime également ses bonnes intentions tout en faisant face aux nécessités urgentes de sa croissance spectaculaire : accéder partout dans le monde aux matières premières qui lui manquent, le reste étant affaire de diplomatie.

En fait, la norme environnementale ne s’est répandue avec succès que dans les pays qui pouvaient se le permettre, et qui souvent la respectaient implicitement, comme dans l’Europe industrialisée ou l’Amérique du Nord. Elle n’a pas suffi à endiguer les difficultés du dialogue nord-sud, et elle a contribué à en compliquer les données, voire à durcir les positions réciproques, tout en œuvrant fondamentalement pour l’intérêt de la planète, c’est-à-dire l’intérêt de tous, y compris ceux qui ne veulent (ou ne peuvent) se plier à ses exigences. Il est pourtant évident, dans l’état actuel des connaissances, que les ressources naturelles subsistantes sont insuffisantes pour assurer aux milliards d’êtres humains présents sur la Terre le niveau de consommation partagé par les Occidentaux, même pauvres. Il faut donc se résigner à un monde inégal et le développement durable, tant qu’il sera perçu comme un moyen de domination des « nantis », s’apparentera à une machination injuste. Mais son pari constructiviste, et la posture de recherche permanente à laquelle il convie ses adeptes, peuvent aussi déboucher sur des pratiques de développement plus économes en ressources, moins orientées vers la croissance effrénée, mieux réparties, et finalement accessibles à ceux qui en sont encore éloignés. Plusieurs conditions manquent malheureusement pour que le développement durable emporte la conviction universelle.

Comme tout système normatif, il ne vise principalement que les dommages sociaux et humains à l’encontre du milieu naturel. Il n’est pour le moment d’aucune utilité face au phénomène, en cours d’amplification, des catastrophes naturelles. Lorsque l’objet même du développement durable disparaît sous ses pieds, pour cause d’incendies (Grèce, Portugal, Espagne), de tsunami, ou de tremblements de terre (Pérou), le savoir écologique n’offre aucune solution. Les caprices de la nature s’incriminent en vain. On constate que leurs effets écologiques sont désastreux, mais les efforts consacrés par la communauté internationale pour les prévenir, pour secourir leurs victimes, et amoindrir leurs conséquences, sont sans rapport avec l’énergie considérable consacrée à la seule gestion des ressources naturelles. Une gouvernance de la *sécurité environnementale*, dont l’idée affleure en même temps que les réflexions sur le dérèglement climatique, peut-elle être intégrée au « développement durable » ? Ou doit-elle faire l’objet d’un traitement séparé, avec des expertises et des Ong (humanitaires cette fois) qui lui seraient particulièrement dédiées ?

L’effort de conviction environnementale doit porter en priorité sur les économies dites émergentes, qui sont entraînées dans la spirale de la croissance, et sont soumises à des pressions et des déterminismes qui laissent au dernier plan le souci de l’environnement. Comme le souligne vigoureusement Hubert Védrine dans son récent rapport au Président de la République :

« Ce n’est pas parce que les occidentaux ont pollué massivement depuis les débuts de la révolution industrielle (CO 2, rejets chimiques, et plus récemment avec les pesticides) que les émergents peuvent en faire autant pendant aussi longtemps au risque de mettre en péril la vie dans la biosphère, y compris la leur ! Ils ne sont pas sur une autre planète [[285]](#footnote-285). »

Le propos est catégorique, mais sera-t-il écouté ? Ou faut-il admettre, par simple constat historique, que le développement durable n’est « vivable » économiquement que dans deux situations : quand les pays disposent d’une nature encore vierge qu’ils n’ont pas encore exploitée, ou quand, ayant dépassé le stade industriel, ils ressentent le besoin de la remettre en état… ?

Le décollage économique, tant qu’un modèle de croissance douce ne se sera pas imposé, risque de signifier longtemps encore la mise entre parenthèses du développement durable, et les cris d’alarme écologiques resteront vains. Bien pire, la simultanéité des émergences industrielles, s’accompagnant de taux de croissance à deux chiffres, crée non seulement des détériorations locales de l’environnement, mais encore une menace écologique globale par la seule élévation des émissions de CO 2 dans l’atmosphère. Est-il pour autant légitime de refuser aux peuples qui aspirent au bien-être les ressources naturelles nécessaires à l’élévation de leur niveau de vie ?

Conclusion

En dépit du perfectionnement et de l’accumulation des normes environnementales, force est de constater qu’elles n’atteignent pas leur but lorsque les conditions économiques permettent aux peuples et à leurs gouvernements d’escompter un progrès matériel rapide. L’attraction du modèle occidental est souvent mise en accusation, avec la naïveté de croire que son « exemplarité écologique » servira aussi de référence obligée sous tous les hémisphères. La Chine, la première, a clairement montré qu’on pouvait se contenter de puiser dans les expériences occidentales, les outils les plus efficaces pour développer le progrès et la puissance économique, en acceptant des supplices environnementaux finalement plus supportables que la triste famine. La manière dont elle exploite aujourd’hui les matières premières africaines n’est certainement pas celle inspirée par les règles sophistiquées du développement durable. Qui prendrait le risque de s’opposer à l’approvisionnement de ses manufactures ? Cet appétit de ressources naturelles a pourtant tout lieu de devenir boulimique et peut-être bien explosif. En juin 2007, le bureau de presse de l’agence fédérale allemande des métiers de la forêt (*Bdf* [[286]](#footnote-286)) déclarait :

« Des Chinois achètent des forêts entières en Allemagne – La grande demande de bois rend l’achat économique – Le géant économique souriant s’assure en secret, calmement et doucement la matière première de bois convoitée. Car malgré le fait que les Chinois doivent également s’en tenir aux lois forestières des pays exportateurs, le Bdf met en garde les autorités allemandes à propos de cette amplification du commerce de bois avec la Chine qui cherche par tous les moyens à préserver son approvisionnement en bois, ce qui entraînera que des quantités de bois considérables seront extraites des forêts allemandes [[287]](#footnote-287). »

Pourquoi pas en France ou en Finlande ? Et qu’adviendra-t-il lorsque l’Inde et d’autres pays asiatiques auront les mêmes besoins ? La protection des normes environnementales risque alors de sauter en éclats, la sécurité économique, antique cause de tous les conflits, devenant le problème central de la société internationale. Comme le remarque très justement un chercheur québécois, c’est à propos des matières premières que la *soft law* environnementale et la *hard law* du droit des conflits font leur jonction…attendue :

« Si l’environnement peut devenir source de conflits, c’est dans la mesure où ses changements favorisent l’émergence d’un sentiment d’insécurité, concept subjectif et manipulable, lié aux questions d’identité et de nationalisme et qui peuvent être utilisées comme instruments de politique étrangère ou interne [[288]](#footnote-288). »

Espérons qu’il ne s’agisse que d’une prophétie conjurable…

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMEN DURABLE**

*La Forêt, un objet de Relations  
internationales ?*

Dominique d’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

Quoi de plus local qu’une forêt ? Les arbres peuvent-ils se concevoir autrement qu’enracinés dans un sol à la composition précise, sous un climat propice, accompagnés par une histoire toujours déterminante puisqu’ils prennent leur temps ? Oui, la forêt est toujours de quelque part : elle est typée par les essences qu’elle renferme, les populations qui la conservent, les voisinages qui la délimitent. Elle est indissociable d’un territoire et, en conséquence, elle n’échappe pas à une intégration nationale et étatique. On n’a d’ailleurs jamais eu l’idée de faire échapper les forêts à la souveraineté des États en leur donnant un statut international, comme ce fut le cas pour l’Antarctique, ou en les dotant d’un véritable droit international comme cela est le cas en matière maritime. Les forêts appartiennent toutes à quelqu’un, entité publique ou privée, individu, collectivité, ou communauté ; elles se déploient toutes entre des frontières, au même titre que tout autre espace affecté, champs, villages et villes, friches ou déserts.

Si la forêt est inévitablement reliée au sol qui l’enracine, il n’en est pas de même de sa principale production : le bois. Cette matière première est depuis longtemps un objet de relations internationales à part entière. Le bois d’œuvre, à lui seul, participe à hauteur d’une valeur de 114 milliards de dollars aux échanges mondiaux de marchandises et la part des produits manufacturés ne cesse de croître [[289]](#footnote-289). Contribuant largement au flux des transports maritimes internationaux, le bois et ses dérivés nourrissent aussi de manière substantielle l’activité des principaux ports de la planète. Autour de la transformation du bois, deux secteurs industriels se sont développés : l’un, atomisé, regroupe une multitude d’entreprises de taille variable (sciage, meuble, panneaux, palettes) ; l’autre, concentré, concerne des multinationales de niveau mondial, c’est celui du papier [[290]](#footnote-290). Depuis une trentaine d’années, l’industrie du bois-papier, par regroupements successifs, a atteint des niveaux de concentration qui ont permis aux industriels survivants de figurer en bonne place parmi les premiers groupes multinationaux à implantation et à stratégie mondiale. Ceci transforme les forêts en enjeu économique de premier plan, en tant que réservoir de bois, puisque la disponibilité massive de bois – au niveau mondial – est la condition essentielle du fonctionnement d’outils de transformation de plus en plus concentrés et productifs.

Si les forêts au sens large sont devenues un objet écologique à géométrie variable, les arbres dont elles sont faites obéissent à des intérêts économiques à la fois identifiables et puissants. C’est également cette internationalisation du bois qui explique que la France présente le paradoxe de demeurer importatrice nette de bois, alors qu’elle dispose depuis quelques années d’une autosuffisance et qu’elle enregistre un accroissement net de son volume de bois sur pied. D’une autre manière, on a peine à croire que Jefferson Smurfit, fondateur d’un empire papetier de niveau mondial ait démarré sa carrière dans le pays le plus déboisé d’Europe : l’Irlande. Cependant, le découplage entre le bois et la forêt est une réalité ancienne, quasi sémantique, dont les juristes rendent compte en faisant du « bois sur pied » (c’est-à-dire des arbres regroupés en forêt) un bien « immeuble » par nature, tandis qu’il est qualifié de bien « meuble » dès qu’il est abattu puis tronçonné. Cette métamorphose explique que les forêts n’avaient jusqu’à présent de rapport à l’international qu’à travers le bois et les autres ressources transportables et mobilières tirées de la forêt, comme le liège ou les produits issus de la distillation de la gemme [[291]](#footnote-291). Pour autant, les forêts d’Europe occidentale, gérées de longue date de manière à ce qu’elles se renouvellent, jouissent d’une relative autonomie vis-à-vis des flux internationaux qui peuvent concerner certains de leurs produits. Leur horizon de gestion se compte en années ou en dizaine d’années, alors qu’il n’est que de quelques mois, voire de quelques semaines, pour les produits qui en sont issus, en particulier le bois. Cela suffit à créer une élasticité relative qui permet aux forêts d’être spontanément un facteur de régulation face aux turbulences du marché international : des réserves non exploitées peuvent être mobilisées ou, au contraire, retenues, selon le niveau des prix et peuvent, à leur tour, influencer ce dernier.

La stratégie forestière ne répond pas aux mêmes règles que celle de ses produits, mais il existe une tension inévitable entre la « faim de bois » et les capacités de production des forêts [[292]](#footnote-292). La bonne gestion des forêts consiste à veiller à ce qu’elles ne soient pas victimes de ces déséquilibres et que leur renouvellement soit assuré. Les forêts européennes ont aujourd’hui gagné la partie et occupent en moyenne 30 % de l’espace terrestre, correspondant à leur position d’avant les grands défrichements médiévaux. Ainsi, il y a longtemps qu’on a trouvé le moyen d’approvisionner le flux croissant du marché international des bois par une gestion adaptée des massifs forestiers qui présentent, dans ce cas, la caractéristique unique de reconstituer le stock de bois par l’effet de la nature et du temps. Les seules hypothèses [[293]](#footnote-293) où cette liaison n’existe plus, c’est lorsque le sol est affecté à un usage autre que la forêt, ce qui devient inéluctable quand les densités de peuplement dépassent des seuils qui rendent l’affectation des sols majoritairement urbaine ou agricole. Pourtant, globalement et en dépit de l’augmentation de la population mondiale, la part des forêts sur les terres émergées n’est passée que de 27,15 à 25,8 % entre 1980 et 1995 [[294]](#footnote-294), chiffre marquant une légère régression et sans doute réversible. Personne n’est aujourd’hui en mesure de dire quelle est la proportion souhaitable de sol de la planète qui doit être affectée à la forêt, ce qui permettrait alors d’en faire un véritable « objet de relations internationales », compte tenu des vrais problèmes de répartition et de gouvernance que cet objectif d’intérêt universel ne manquerait pas de provoquer. Pour l’heure, les forêts s’accommodent de réglementations publiques, très logiquement nationales, qui suffisent à assurer leur conservation et leur renouvellement, du moins dans les pays qui peuvent se le permettre. Pour les autres, situés le plus souvent sous les tropiques, la conservation des forêts demeure malheureusement un objectif encore difficile à atteindre... Le développement forestier se présente alors comme un thème de coopération internationale, mais ceci ne peut suffire à constituer la forêt en véritable objet de relations internationales. L’interrogation subsiste donc.

Dans le même temps, elle disparaît presque totalement à la seule lecture de l’agenda des organisations internationales. Depuis une quinzaine d’années, l’attention pour les forêts est devenue mondiale : alors qu’elles sont par essence territoriales et locales, les forêts se trouvent au cœur des réflexions environnementales sur la gestion durable ; elles sont analysées, inventoriées au regard de fonctions dont la mise en évidence s’accompagne de dimensions universelles. Il en est ainsi de la biodiversité, qu’elles hébergent à 80 %, du stockage du carbone censé faire contrepoids à l’effet de serre, de la préservation des espèces et des zones humides, voire de la distraction aérée des citadins et des paysages dont elles les agrémentent. Ces caractérisations sont apparues au travers de forums internationaux spécialement consacrés aux forêts à partir des années quatre-vingt, soutenus par une opinion internationale alarmée des dangers écologiques majeurs constitués alors par la déforestation accélérée des forêts tropicales ou la survenance de pluies acides dévastatrices dans les forêts germaniques. Les forêts sont devenues un enjeu écologique majeur pour la « société internationale », au même titre que la couche d’ozone ou le réchauffement climatique. À ce titre, elles furent présentes dans les ordres du jour des grandes conférences environnementales et mondiales telles que Rio (1992), Kyoto (1998) et Johannesburg (2002).

Ces événements, tout en n’aboutissant qu’à des déclarations sur les forêts et non à un véritable droit international forestier, ont influencé radicalement la perception et les pratiques forestières, au nord comme au sud, au point d’entraîner des modifications sensibles dans les législations nationales. En étant évoquée, même indirectement, par les premiers grands traités environnementaux, la forêt est rentrée à part entière dans le débat international, alors qu’elle ne concernait jusqu’alors que le département forestier de la Fao, qui se bornait à centraliser et rediffuser l’information mondiale sur le sujet. Dès le début des années quatre-vingt-dix, l’Onu s’est dotée de commissions spécialisées [[295]](#footnote-295) sur les forêts, à la suite de la Conférence des Nations Unies sur l’environnement et le développement, organisatrice du Sommet de Rio. Des organisations spécialisées telles que la Cnuced, l’Onudi et la Banque mondiale ont désormais des commissions forestières. L’Union européenne n’a pas échappé à cet engouement et le Parlement européen a publié au milieu de la décennie une étude exhaustive, L’Europe, et la forêt, tout en élaborant une politique d’aide à la défense contre les incendies de forêt et un dispositif de surveillance de la santé des forêts.

C’est parce qu’elles ont ainsi été inscrites sur les ordres du jour des principales organisations internationales que les forêts sont devenues objet de relations internationales, alors que ce n’est pas leur vocation première. Leur définition territoriale, qui oblige à les considérer sous un prisme étatique et géopolitique, a dû se concilier avec l’intérêt universel et infranational dégagé par des fonctions environnementales revisitées. Celles-ci « *sont traitées de façon dispersée dans un grand nombre d’instruments internationaux distincts. Quelques fonctions retiennent plus d’attention que d’autres et il n’existe pas de régime juridique intégré qui appréhende les forêts de manière globale, en prenant en considération toute la gamme de biens et services qu’elles procurent*» [[296]](#footnote-296), mais cet activisme quelque peu désordonné et confus a favorisé des regroupements régionaux, inspirés d’universalisme et d’inter-étatisme à la fois. Les Ong de protection de la nature, associées en permanence à l’action des organes onusiens, ont favorisé à la fin des années quatre-vingt l’émergence de la notion de « développement durable » et de sa version sylvestre, la « gestion forestière durable ». Ce concept a pris de la consistance en puisant une grande partie de ses définitions dans les grandes conventions environnementales signées à la suite du Sommet de la Terre de 1992 et en faisant appel à des méthodes de régulation extérieures au droit international, comme la certification. Et, par une bien curieuse alchimie, dont nous tenterons de dévoiler le processus, une norme de gestion forestière durable, de source à la fois internationale et gouvernementale, est en train de s’imposer aux forêts, en l’absence de toute convention internationale sur ce thème.

Malgré les ambiguïtés du concept [[297]](#footnote-297) au regard des valeurs démocratiques, le résultat le plus clair de cette métamorphose est le déplacement du national à l’international de l’ordre public forestier et, par suite, de la conception même de l’objet forestier et de son mode de gestion. Si cette évolution se précisait, ce qui n’est pas encore certain, les forêts fourniraient l’un des premiers exemples de mise en place d’un ordre écologique d’initiative internationale qui suffit, cette fois, à en faire un objet de relations internationales à part entière. Elles servent en effet d’objet d’expérimentation pour l’instauration d’un nouveau pouvoir qui a réussi à contourner les écueils du droit des traités, tout en mettant en place des régulations juridiques d’une efficacité redoutable, telles que la certification. Elles sont le lieu de mise en place d’une gestion durable désormais déclinée, ressassée par sphères successives, du mondial au local, et mobilisant des cohortes d’experts et de scientifiques de tous pays, tant le concept est susceptible d’interprétations, de mises au point et d’approfondissements sans fin. Les forêts sont ainsi devenues l’objet privilégié de mise en œuvre de cette *soft law* dont les contours incertains froissent les juristes [[298]](#footnote-298), mais qui finit par s’immiscer dans les législations nationales, avec la bienveillance des administrations forestières publiques.

Cet ordre écologique international est cependant inachevé ; il est largement expérimental et inédit ; il n’a pas encore atteint la force et la cohérence qui lui permettrait de devenir un ordre de remplacement. La fonction écologique des forêts transforme ces dernières en objet d’intérêt mondial, tandis que l’ordre en vigueur reste celui de l’économie internationale du bois et des rivalités interétatiques ou interrégionales à son propos. Comme l’écume qui dissimule la houle, la focalisation sur les valeurs environnementales des forêts – ce que l’on appelle leur multifonctionnalité – fait oublier l’essentiel : c’est un rapport économique entre détenteurs et utilisateurs d’une matière première – le bois issu des forêts –, qui conditionne le véritable renouvellement des espaces forestiers et non un impératif moral écologique aussi global que la sauvegarde de la planète. Même si les « forestiers » peuvent parfaitement partager cet objectif, ils sont en premier lieu des producteurs qui, en faisant l’effort de maintenir l’état boisé de leur parcelle, acceptent de rentrer dans une logique d’épargne forcée et de recouvrement très différé. C’est le rapport économique qui est ici déterminant et un résultat financier « symbolique » lié au morcellement accentué des forêts en Europe occidentale ne change pas la nature de ce rapport [[299]](#footnote-299). L’ordre écologique en train de se construire est donc un ordre de superposition, en dépit de ses prétentions à la remise en question de l’ordre économique mondial du bois.

C’est cet effet de superposition, un effet « mille-feuilles » en quelque sorte, qui rend complexe l’internationalisation de l’objet forestier : les forêts sont d’abord des richesses économiques et géostratégiques, en particulier parce qu’elles produisent l’« or blanc » qu’est le papier, matière première support de l’information mondiale. Cependant, elles demeurent situées à l’intérieur de frontières étatiques, tandis que leur valorisation internationale récente est essentiellement écologique ! Cette caractéristique aurait pu créer des pôles ordonnés rassemblant de manière cohérente, d’une part, l’interétatique, le local, l’économique, le « réalisme » et, d’autre part, le infranational, le global, l’écologique, l’« idéalisme ».

Cette configuration, qui semblait se dessiner dans les années quatre-vingt et qui reste sous-jacente, a fait place à un phénomène d’hybridation du premier pôle. On a vu, à partir de 1995, des géants de la distribution, tels *Ikea* ou *Carrefour*, revendiquer haut et fort la certification écologique de leurs produits. Des administrations publiques rompues au productivisme forestier n’ont pas hésité à «se peindre en vert», à déployer une stratégie d’«image» et à introduire dans les législations nationales les concepts préconisés par le Protocole de Rio, tels que la gestion durable et la multifonctionnalité des forêts [[300]](#footnote-300)…, alors que rien ne les y obligeait. L’écologie politique y a trouvé son compte puisque ses recommandations furent globalement suivies ; mais, parallèlement, son fonds de commerce revendicatif à propos des forêts était vidé de sa substance. L’unanimité règne aujourd’hui autour de la gestion durable forestière – au moins en Occident, où elle est déjà mise en œuvre – et les forêts ne sont plus le thème écologique principal. Elles sont supplantées en cela par ceux de l’eau et du réchauffement climatique. Le pôle « réaliste » aurait-il assuré sa victoire, en se faisant le champion d’une gestion durable d’autant plus accessible qu’elle est déjà généralisée dans la plupart des pays forestiers riches ?

Énoncer cette hypothèse, c’est déjà se rallier à une vision « réaliste » de la percée des préoccupations environnementales sur la scène internationale, dont l’effectivité serait réglée au final par le jeu des puissances. Que vaut, en effet le Protocole de Kyoto sans la ratification des États-Unis ? Et pourquoi pas une gestion durable forestière, imposée par les pays du G 7, puis du G 8, qui possèdent à eux seuls plus de 40 % de la surface boisée mondiale [[301]](#footnote-301) et prodiguent l’essentiel de l’aide bilatérale en la matière ? Dans ce cas, la globalisation des forêts n’est rien d’autre qu’une initiative stratégique des pays occidentaux destinée à imposer au reste du monde un « aménagement des forêts » qu’ils maîtrisent de longue date et qu’ils prétendraient ériger en modèle universel. Avec, pour conséquence bénéfique, l’écoulement prioritaire de leurs produits, parce qu’issus de forêts « correctement gérées ». Cette configuration est particulièrement nette en 1992, lors de la Conférence de Rio, mais elle a échoué.

1. L’échec d’une réglementation  
internationale des forêts

Deux ans avant cette assemblée fondatrice et spectaculaire [[302]](#footnote-302), la réunion du G 7 tenue à Houston faisait de la protection des forêts un enjeu prioritaire, et le Président George Bush, appuyé par l’Allemagne et les Ong, avait insisté pour « entamer aussi vite que possible des négociations pour une convention ou un accord mondial sur les forêts » [[303]](#footnote-303). Toujours dès décembre 1990, les ministres de l’Agriculture européens réunis à Strasbourg approuvaient des objectifs communs tels que la protection, la gestion durable et la conservation des forêts et décidaient le lancement d’une coopération scientifique et technique. Toutefois, en dépit de ces préparatifs – on ne peut plus consensuels – de la part des pays occidentaux, la tentative de ces derniers d’imposer lors de la conférence de Rio un modèle mondial d’aménagement des forêts (rebaptisé « gestion durable ») se heurta à la farouche résistance des pays en développement : ceux-ci s’inquiétaient d’un « multilatéralisme » forestier à la conquête de souverainetés étatiques et territoriales déjà mises à mal par le concept plus général de développement durable, perçu comme une distraction intellectuelle pour des pays nantis et bien éloigné d’urgences aussi évidentes que celles de la famine et de l’extrême pauvreté. Cependant, là où l’exaspération touchait à son comble, c’est lorsque les pays occidentaux, qui avaient pour la plupart anéanti leurs forêts au fil des siècles pour nourrir leurs populations, prétendaient donne des leçons aux pays « neufs » en leur imposant une police forestière se traduisant par le contrôle écologique des ressources financières qu’ils pourraient en tirer… Aussi, après d’âpres discussions, le seul texte d’intérêt forestier issu des débats de Rio fut-il une « *Déclaration de principes, non juridiquement contraignante, mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l’exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts* » : il est difficile de produire une formulation aussi confuse et contradictoire !

L’énoncé des principes commence par une réaffirmation vigoureuse de la souveraineté des États sur leurs forêts : « *Les États ont le droit souverain et inaliénable d’utiliser, de gérer et d’exploiter leurs forêts conformément à leurs besoins* » [[304]](#footnote-304). Il est également fait obligation aux États, mais seulement au conditionnel, de respecter les populations locales ; cette obligation apparaît davantage comme sociale qu’« écologique » [[305]](#footnote-305) : « les politiques forestières devraient reconnaître et protéger comme il convient l’identité, la culture et les droits des populations autochtones » [[306]](#footnote-306). Le terme même de gestion durable n’est jamais employé dans cette déclaration, même si ses synonymes y font une entrée discrète : il est fait allusion à la nécessité « d’instaurer un climat économique international favorable à une exploitation écologiquement viable et rationnelle des forêts dans tous les pays » [[307]](#footnote-307), tandis que « des ressources financières particulières devraient être fournies aux pays en développement dotés d’un important couvert forestier qui établissent des programmes de conservation » [[308]](#footnote-308). Ce dernier principe éclaire à lui seul l’état d’esprit ayant animé les discussions préalables : l’aménagement et l’exploitation rationnelle des forêts étant des opérations coûteuses correspondant à l’ordre régnant chez les pays riches, il est logique que ceux-ci contribuent financièrement à sa généralisation, en particulier chez ceux qui n’en ont pas les moyens. L’approbation du volet forestier de l’agenda 21, consistant à proscrire toute déforestation d’ici l’an 2000, l’appel aux fonctions sociales, économiques, écologiques, voire culturelles de la forêt – n’entraînant aucune obligation juridique – reçurent les approbations nécessaires. La forêt, selon les textes de Rio, échappait à toute internationalisation et semblait rester définitivement dans l’orbite des souverainetés nationales et des règles interétatiques. Pour la majorité des pays composant l’Assemblée générale de la Cnued, la gestion durable des forêts n’a rien d’un idéal universel : elle est un concept occidental marchandable. Son apparence consensuelle est le « bien de la planète et des générations futures », sa réalité est une confrontation (de plus) entre le Nord et le Sud.

Les dix années qui suivront verront pourtant les institutions internationales se livrer à un activisme sans précédent au sujet des forêts. Il faudrait plusieurs pages (qui nous manquent ici) pour énumérer les seuls intitulés des multiples comités, conférences, accords bilatéraux et régionaux, sans compter les instances de coordination inévitables consacrées aux forêts et à leur gestion durable. Si la conférence de Rio n’avait pas réussi à constituer les forêts comme objet de droit international, la profusion bureaucratique internationale pourrait-elle entretenir un dynamisme propre à faire de la gestion durable forestière une réalité autre que purement virtuelle ? C’est cette tentative, partiellement réussie, qui constitue les forêts comme objet de relations internationales, alors qu’après une déclaration approuvée à Rio par la planète entière elles semblaient condamnées à ne plus l’être.

2. Les ressources tirées  
d’instruments périphériques

La forêt, à défaut d’un engagement international qui l’aurait explicitement concernée, s’est construite sur l’incidence des nombreux instruments juridiques qui ont précédé ou ont suivi le Sommet de la Terre. La plus ancienne est la Convention de Ramsar sur les zones humides d’importance internationale [[309]](#footnote-309) (1971), suivie par la Convention de l’Unesco sur le patrimoine mondial (1972) [[310]](#footnote-310) et enfin par la Convention sur le Commerce InTernational des ESpèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction (Cites), appelée aussi Convention de Washington, signée en 1973 et entrée en vigueur le 1er juillet 1975 [[311]](#footnote-311). Ce premier train de mesures juridiquement contraignantes correspond au premier âge de la réflexion écologique, préoccupé surtout par les urgences immédiates. La méthode a le mérite de la simplicité : il s’agit d’identifier des espèces ou des biotopes menacés de disparition et de veiller à leur survie, au besoin par des mesures de protection stricte.

La deuxième série d’instruments, issue directement du Sommet de la Terre, se présente comme une déclinaison des réflexions suscitées par la notion de développement durable, en fonction des menaces planétaires écologiques identifiées, mais aussi du débat entre pays riches et pays pauvres toujours sous-jacent. Cela les rend plus ambitieuses et plus complexes. La Convention sur la diversité biologique, adoptée en marge de la Conférence de Rio en juin 1992 [[312]](#footnote-312), concerne au premier chef les forêts puisque celles-ci sont censées héberger 80 % de la diversité biologique mondiale, mais son but précis est d’éviter le pillage des ressources génétiques et d’en assurer la juste rémunération par les pays utilisateurs. Elle servira cependant de base juridique lointaine pour inspirer la directive européenne « *Natura 2000* » qui, sujet de polémiques sans fin, est destinée à préserver les habitats des espèces naturelles. La Convention sur les changements climatiques, ouverte dès 1990 lors de la 45e session de l’Onu et entrée en vigueur le 21 mars 1994 [[313]](#footnote-313), est destinée à réduire l’émission de gaz à effet de serre. Elle a débouché en 1998 sur le Protocole de Kyoto, resté célèbre par le refus des États-Unis de s’engager dans les mesures de restriction énergétique qu’il préconise à échéance programmée. La forêt est là encore concernée, dans la mesure où les arbres constituent des puits de carbone et contribuent à sa fixation à partir de l’atmosphère [[314]](#footnote-314). Cette nouvelle fonctionnalité forestière se prête à de nombreux scénarios économiques, non encore aboutis, dont les plus significatifs consisteraient à créer un marché de droits à polluer dont la forêt pourrait être en partie bénéficiaire en raison de sa contribution à la fixation du carbone. La Convention sur la désertification, adoptée en 1994, vise au développement durable en combattant la désertification et en atténuant les effets de la sécheresse : programme louable et pour lequel, à long terme, les forêts ont un rôle à jouer puisqu’elles fixent le sol, combattent leur érosion, tout en conservant les ressources hydriques. Cependant, en l’absence de moyens financiers, cet accord fait largement figure de coquille vide, de simple déclaration d’intention.

Ces trois conventions ont le mérite de donner au « développement durable » des thèmes d’application immédiate correspondant à des menaces d’intérêt planétaire – ou jugées comme telles –, mises en exergue auprès de l’opinion par les Ong de protection de la nature et validées par une vaste constellation d’experts naturalistes auxquels on donne la qualification synthétique de « communauté scientifique ». La forêt, sans être l’objet principal de ces différents instruments juridiques, apparaît systématiquement comme espace privilégié de leur application. Elle est donc devenue l’objet « incident » de la plupart des accords ayant trait à l’environnement, tandis qu’elle était refusée comme objet « central » par la même communauté internationale. Tout l’art et la difficulté de la comitologie internationale consisteront à rassembler ces incidences pour relégitimer une « gestion durable forestière », refusée à Rio, mais reconstituable à partir de la dizaine de conventions antérieures ou postérieures. Faute d’une approche juridique globale de la forêt, on s’est contenté de compléter la notion, décidément trop synonyme de l’aménagement des forestiers traditionnels, avec les incidences forestières directement issues de conventions environnementales. La multifonctionnalité des forêts, qui est devenue aujourd’hui le critère majeur de sa gestion durable, n’est guère que le catalogue, presque mot pour mot, de ces incidences, directement déduites du droit environnemental international : c’est ainsi que les forêts gérées durablement doivent contribuer à assurer la diversité biologique, à fixer le carbone, à éviter l’érosion des sols, à créer des richesses économiques (c’est ce qui reste de Rio *stricto sensu*). Il suffirait qu’un ensoleillement excessif apparaisse comme une menace écologique planétaire, pour qu’une convention internationale, en obligeant les États à « faire de l’ombre », crée bien évidemment une incidence sur les forêts, outre sur l’industrie des parasols ! Une nouvelle fonction, inventoriée, disséquée par des hordes de scientifiques, se rajouterait bien sûr au catalogue.

Cette lecture invite à détecter une méthode de fabrication d’un ordre forestier mondial à partir d’ingrédients légitimés par ceux-là mêmes qui n’en veulent pas. Ce procédé dialectique est peut-être naïf, car il repose sur la foi mathématique qu’une totalité – fût-elle politico-juridique – n’est guère que la somme de ses composants, ce qui est démenti, depuis Durkheim, par l’ensemble des sciences sociales. Il consiste ainsi à croire que l’addition des fonctions de la forêt ayant reçu une reconnaissance internationale conduit à transformer la forêt, en elle-même, en objet de reconnaissance et d’engagements internationaux. Le pari est incertain, mais il n’est pas dénué d’efficacité.

3. La construction d’une norme universelle :  
la gestion durable des forêts

La déclinaison forestière du développement durable forestier est énoncée par la déclaration sur les forêts, approuvée à Rio (principes forestiers, art. 2b) : « *les ressources forestières et les terrains boisés devraient être gérés sur une base durable afin de répondre aux besoins sociaux, économiques, écologiques, culturels et spirituels des générations actuelles et futures. Ces besoins concernent les produits et les services que peut fournir la forêt* ». Suit une longue énumération, qui comprend en particulier des « produits médicinaux » [[315]](#footnote-315), « le rôle de puits et de réservoir de carbone » [[316]](#footnote-316), mais qui n’est pas limitative.

La relance de la gestion durable forestière s’est faite très vite après les déceptions du Sommet de la Terre, en 1993. Lors de leur deuxième réunion pour la protection des forêts en Europe, tenue à Helsinki, les ministres de l’Agriculture représentant trente-sept pays d’Europe et associant les Ong de protection de la nature ont élaboré leur propre définition de la gestion durable forestière. Celle-ci donne un contenu plus précis aux principes de Rio : « la gestion durable signifie la gérance et l’utilisation des forêts et des terrains boisés, d’une manière et à une intensité telle qu’elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes, au niveau local, national, et mondial, et qu’elles ne causent pas de préjudices à d’autres écosystèmes ». On remarquera qu’a été ici abandonné le terme de développement, jugé trop productiviste [[317]](#footnote-317), au profit de celui de gestion, correspondant à un terme déjà usité parmi le public forestier des pays européens.

4. L’emboîtement international  
de la « multifonctionnalité » des forêts

Le contenu de cette gestion durable ne diffère pas, dans sa première partie, des règles de bonne gestion forestière en usage dans les pays occidentaux et dont le terme traditionnel est l’aménagement forestier. Cependant, on lui ajoute un segment novateur : « la capacité à satisfaire […] les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes ». Et, comme pour bien souligner leur universalité, il est précisé : au « niveau local, national et mondial ». La formulation est stratégique : ce n’est pas le modèle européen qui prévaut, mais le modèle enrichi par la satisfaction durable de fonctions pertinentes. La diversité biologique est déjà citée et elle a gagné sa pertinence deux ans auparavant en étant reconnue par la communauté internationale [[318]](#footnote-318) ; les autres fonctions demeurent imprécises tant qu’elles n’ont pas fait l’objet d’une reconnaissance, mais le tiroir est ouvert et il suffira d’y glisser, au gré de l’actualité environnementale internationale, de nouveaux dossiers [[319]](#footnote-319).

L’avantage est triple. Tout d’abord, la gestion durable forestière peut dorénavant se construire comme norme progressivement universelle par simple enrichissement de critères déjà approuvés par les nations, de préférence sous forme d’instruments juridiquement contraignants. De plus, l’effectivité des critères approuvés par convention internationale est assurée au moyen de la gestion forestière durable qui y fait explicitement référence ; la notion, ainsi complétée, assure automatiquement l’application sur le terrain des engagements internationaux sur les espaces forestiers, même si la forêt n’est pas leur objet principal : la gestion forestière durable devient ainsi normative, même si elle ne se réfère qu’à des traités périphériques. Enfin, les acquis liés à l’expérience historique des pays forestiers ne sont pas remis en cause : les fonctions mises en exergue ne font que s’ajouter à des méthodes qui assurent déjà la gestion durable des forêts et qui ont fait leurs preuves. Cependant, le modèle traditionnel, jugé trop productiviste par les mouvements écologistes ou trop occidentaux par les pays en développement, est explicitement métissé par l’appel aux fonctions « pertinentes ».

Dotée d’une telle matrice, la conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe (Mcpf) s’est réunie tous les quatre ans, à Lisbonne (1998), puis à Vienne (2003) et prévoit son prochain rendez-vous à Varsovie (2007). Son rôle est de définir des critères de gestion forestière durable et de mettre en place des indicateurs permettant d’en rendre compte. Il s’agit donc de donner un contenu concret à une gestion forestière durable « revisitée » par l’énumération des fonctions (baptisées critères), que nous avons caractérisées plus haut. Cet appareil évolutif, que l’on qualifie aussi, entre forestiers, de « Processus d’Helsinki » ou encore « Processus paneuropéen », s’appuie sur un réseau complexe d’organes et de programmes de recherche pilotés depuis la Finlande par *l’European Forest Institute*.

Cependant, ce regroupement européen n’est pas unique et comme pour rendre les choses plus complexes, dès septembre 1993, c’est la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Csce) qui a relancé l’idée d’un aménagement durable des forêts tempérées et boréales, s’appuyant sur des critères et des indicateurs. Le Canada, soutenu par de nombreux autres pays sur tous les continents, a pris l’initiative de les fédérer [[320]](#footnote-320) pour élaborer des indicateurs valables pour les forêts non tropicales. Baptisé « Processus de Montréal », cet ensemble regroupe 90 % des forêts tempérées et boréales de la planète, 60 % de toutes les forêts du globe, 35 % de la population mondiale, 45 % du commerce mondial du bois et des produits en bois. Cette démarche de caractère mondial (alors que celle d’Helsinki est régionale) s’inscrit plus étroitement dans l’esprit de la Conférence de Rio, qui refusait une gestion durable à caractère juridique, en indiquant que les critères et indicateurs ne sont pas contraignants [[321]](#footnote-321), mais seulement informatifs, à l’usage des décideurs, des propriétaires, et de la communauté internationale, comme cela vient d’être rappelé dans le premier rapport du Processus de Montréal (2003).

La méthode employée est globale. Elle ajoute un critère non utilisé pour les pays membres du processus paneuropéen : le cadre juridique, institutionnel et économique pour la conservation et l’aménagement durable des forêts, seul moyen d’évaluer et de comparer les politiques publiques forestières [[322]](#footnote-322). La forêt est aussi envisagée de manière plus ouverte et plus modeste : elle est appréhendée comme un milieu plus que comme un strict regroupement d’arbres, ce qui permet d’intégrer l’agroforesterie ou les loisirs dans le champ d’analyse ; et l’utilisation des critères et indicateurs vise seulement à enrichir la connaissance scientifique de ce milieu de manière à en évaluer l’état périodique. Le paradoxe est qu’en procédant ainsi le Processus de Montréal est plus conforme à l’ordonnancement juridique de Rio que celui d’Helsinki, aux prétentions plus normatives, parce que directement relié aux instruments contraignants. S’agit-il, pour les Européens, d’une exception culturelle, de la nostalgie d’une forêt administrée, de la défense d’un modèle forestier ?

Rien n’interdit aussi de penser que les forêts sont un terrain d’application des grandes considérations géostratégiques et qu’elles offrent une occasion de souder des intérêts européens trop souvent dispersés sur les grandes questions mondiales [[323]](#footnote-323). Leur gestion durable, en dépit d’une méthodologie commune faisant appel aux critères et indicateurs, se construit au travers de regroupements politiques en concurrence pour faire triompher une vision destinée à s’imposer progressivement comme norme universelle. La tâche est d’autant plus compliquée que cette démarche ne s’appuie pas sur un ordonnancement juridique clair, en dépit des tentatives d’emboîtement conduites particulière­ ment en Europe [[324]](#footnote-324). Comment donner un contenu autre que virtuel à une gestion durable forestière officiellement non contraignante ?

5. L’appel aux nouvelles régulations

Cette « mission impossible » s’est traduite par l’utilisation de nouvelles méthodes de régulation juridique : il en est ainsi de la certification des forêts et du contrat de branche que constitue l’accord international sur les bois tropicaux.

La certification des forêts consiste à instituer un label de gestion durable destiné à servir de passeport pour l’écoulement des produits sur le marché. Comme tout procédé de normalisation, elle substitue à la réglementation une initiative unilatérale de toute la chaîne de production en vue de satisfaire à une exigence qualitative des différents acheteurs, jusqu’au consommateur final. La contrainte économique remplace alors la contrainte réglementaire, sans doute plus efficacement. La condition essentielle pour que le procédé fonctionne est que le marché accorde au label une qualité substantielle et discriminatoire : le produit non labellisé devient alors hors norme et est exclu de tout débouché. Tout le travail préparatoire des Ong de protection de la nature a été de rallier à cette exigence une grande partie de l’opinion en même temps que certains géants de la grande distribution [[325]](#footnote-325). Il faut également qu’une autorité extérieure aux acteurs économiques contrôle le respect des normes et attribue le label : c’est ainsi que les mêmes Ong ont élaboré un label de gestion durable forestière, connu sous le nom de *Fsc* (*Forest Stewardship Council*), tandis que dans le cadre du processus paneuropéen, un label européen, le Pefc (*Pan European Forest Certification*) voyait le jour. Pour compléter le tableau, il faut ajouter le système Iso, géré par l’Organisation internationale de normalisation, qui a mis au point, dans la série 14 000, un Système de gestion de l’environnement (Sge). La méthode fonctionne et chaque certificateur peut se targuer de millions d’hectares certifiés ou en voie de l’être, ce qui est bon pour sa notoriété et la conquête de nouveaux clients. On mesure l’intensité des rivalités entre organismes certificateurs au regard du marché considérable que constitue la certification de millions d’hectares, à raison de 0,3 à 18 par hectare et par an pour les seules forêts tropicales.

Celles-ci sont cependant régies par un accord de branche, rassemblant pays producteurs et pays consommateurs et connus sous l’appellation d’Organisation internationale des bois tropicaux (Oibt). Créée depuis 1986, à la suite de l’Accord international sur les bois tropicaux datant de 1983 et révisé en 1994, l’Oibt est installée à Yokohama, au Japon, chez le principal importateur mondial de bois tropicaux et en même temps son principal contributeur financier, ce qui pourrait apparaître comme un vice originel aux yeux d’écologistes fervents. Pourtant, l’Oibt a intégré dès 1990 les objectifs de la gestion durable, a repris à son compte la méthode des critères et indicateurs et se trouve en voie d’imposer à ses membres un code de bonnes conduites pour éviter l’abattage et le commerce illicite. Ce qui offrirait un moyen de faire de la certification sans passer sous le contrôle des Ong…

Les formes d’une gestion durable effective sont ainsi diversifiées et pourquoi pas concurrentielles. Il existerait donc plusieurs voies pour y parvenir. Le risque est de la transformer en une idéologie servie par de nombreux gardiens qui lui trouveront des avantages insoupçonnés : une vocation à l’universalité, la préservation de modèles régionaux, mais aussi un fonds de commerce plein d’avenir, tant pour les Ong de protection de la nature que pour les appareils bureaucratiques de recherche. Pour l’heure, la gestion durable forestière constitue surtout une occasion fantastique d’enrichir les connaissances au sujet des forêts, au milieu d’un gaspillage d’énergie considérable entretenu par le fouillis institutionnel, les doubles emplois, les redondances. On peut se demander, pour conclure, quels sont les effets de ces synergies sur la forêt elle-même.

Cet activisme sans précédent donne aux forêts une importance inédite, longtemps ignorée par le grand public et révélée par les milieux scientifiques naturalistes. Elle aboutit à valoriser les forêts, mais de manière extrapatrimoniale et extraéconomique, tandis que l’unité de la gestion forestière est remise en cause.

6. Une valorisation écologique  
aux contreparties économiques incertaines

L’inventaire écologique des bienfaits des forêts revient à énumérer leur contribution à la production de biens communs tels la fixation des sols, la fixation du carbone, le maintien et le développement de la faune sauvage ou la préservation des zones humides. Autant de valeurs environnementales de première importance…, mais qui peinent à rentrer dans le champ de l’économie de marché. Celle-ci ne sait encore ni donner un prix, ni organiser des transactions qui toucheraient à ces « nouvelles » fonctions environnementales. On a beau les baptiser « externalités positives » ou encore « aménités », on ne sait pas encore si c’est à l’État [[326]](#footnote-326) ou au marché d’en rémunérer les avantages pour la société [[327]](#footnote-327).

Le vieux schéma selon lequel une forêt maintenue grâce à ses ressources économiques propres offrait gratuitement le reste à la société, par surcroît, est en train de basculer progressivement : la multifonctionnalité des forêts, prescrite, au lieu d’être simplement constatée[[328]](#footnote-328), fait inévitablement rentrer les forêts dans un jeu de marchandages qui ne la concernait pas auparavant. Ainsi, le maintien de la biodiversité – fonction aujourd’hui consacrée internationalement – peut s’avérer une opération coûteuse pour le gestionnaire d’une forêt, de même que l’ouverture au public ou encore la préservation d’un paysage. Face aux raffinements, appelés à se développer, de la gestion durable forestière [[329]](#footnote-329), le détenteur d’une forêt, qu’elle soit occidentale ou tropicale, est pour le moment démuni et ne trouve pas encore un payeur derrière des prescripteurs de plus en plus nombreux. En revanche, il ne doit ses recettes, d’ailleurs indispensables au renouvellement de la forêt [[330]](#footnote-330), qu’aux seules fonctions productives de la forêt, avec le bois en tout premier lieu, qui est de longue date une matière première indispensable au développement humain. La coexistence entre fonction productive et fonctions environnementales est ainsi source de tension entre propriétaires et écologistes. Plus qu’une incompatibilité des points de vue, qui est loin d’être indépassable, l’objet forestier, presque victime de sa célébrité internationale, a créé de multiples convoitises en termes de compétence et d’influence. Il est vrai qu’un fossé [[331]](#footnote-331) a longtemps séparé les deux groupes, de même que dans le monde agricole, pour des raisons voisines : l’apparition d’un pouvoir extérieur, citadin, savant, cosmopolite remettant en cause le lien entre le propriétaire et sa terre, qui est souvent un lien d’amour jaloux. La gestion durable forestière, en devenant une auberge internationale, a accueilli de nombreux convives placés à des tables séparées.

7. Les complications  
d’une gestion éclatée

La gestion en « père de famille » a le mérite de la simplicité et c’est pour cela qu’elle est une gestion responsable. Cependant, le traitement mondial des forêts l’embrouille passablement : en transformant la gestion forestière en mot d’ordre universel, il lui a fait subir tout à la fois les effets de mode, les contradictions, les impuissances, les rivalités et les incohérences issus du milieu qui l’a forgé. Thème de confluence de l’économie désormais mondialisée, des angoisses planétaires, mais aussi de souverainetés étatiques éventuellement regroupées, la forêt est devenue un objet complexe. Et son internationalisation – à travers des mécanismes qui ont leur propre complexité [[332]](#footnote-332) – ne fait qu’ajouter au brouillage de cette forêt désormais redéfinie par les instances mondiales. Une forêt universelle et abstraite, faite d’images et de symboles sur le papier est en train de se construire autour des règles de la gestion durable, de la préservation des espèces, de la sanctuarisation des forêts primaires. Toutefois, elle n’est guère que l’assemblage hétéroclite et improbable de territoires forestiers – et des populations qui y résident – traversés par des réalités, certes locales, mais tout aussi déterminantes : la surexploitation, la faim de terres agricoles dans le Sud, la dévalorisation du prix du bois dans le Nord, les calamités naturelles pour tous. L’objet forestier international se construit à partir des fonctions multiples que l’écologie confère aux forêts ; l’objet forestier local demeure une ressource, un handicap ou une espérance pour ceux qui le détiennent. Et la réalité forestière des commissions internationales ne rejoint que difficilement celle des cultures locales…

On se trouve donc en présence de la construction progressive d’un « virtuel forestier » d’origine internationale et à prétention mondiale, pur produit de la *soft law* et inspiré principalement par les Ong anglo-saxonnes et la communauté scientifique « naturaliste ». Il pénètre avec une hypertrophie évidente l’ordonnancement des forêts « tranquilles », surtout occidentales, tandis qu’il demeure aux portes de celles du Sud, qui sont, elles, un véritable danger. Cet enrichissement conceptuel se traduit par l’affirmation d’une valeur écologique qui vient compléter, dépasser et parfois contredire une valeur économique plus traditionnelle.

L’internationalisation de l’objet forestier est désormais la rencontre de nouvelles définitions, qui parfois se bousculent. Celle des forêts définies par des histoires nationales et des ordres publics forestiers longtemps préoccupés, dans les meilleurs des cas, par la conservation et l’exploitation des ressources forestières à des fins essentiellement économiques : il s’agit de la forêt des détenteurs, que ce soit ceux du sol, du bois ou des outils de transformation qui lui sont liés. Premiers partenaires de la gestion des forêts, parce que propriétaires du sol sur laquelle les arbres poussent, ils ont été longtemps les grands oubliés de l’aventure de la gestion durable « *sans considération spécifique pour les hommes eux-mêmes, leurs rapports aux forêts et leurs relations entre eux*» [[333]](#footnote-333). Ce n’est qu’au tournant des années 2000 que fut mis en exergue le terme de « *gestion participative*», nouveau pléonasme signifiant que les habitants des forêts devaient être reconnus comme acteurs incontournables d’une gestion forestière durable. La Fao en a depuis fait un thème remarquablement développé dans ses rapports successifs [[334]](#footnote-334). Il était probablement temps de reconnaître que « l’attachement constitue sans doute le critère de gestion durable le plus certain et le plus universel, hélas oublié par tous les processus consacrés à cette problématique » [[335]](#footnote-335). Sur ce point, un immense retard reste à rattraper : tant dans le Processus d’Helsinki que dans celui de Montréal, le critère socio-économique de la gestion durable forestière n’apparaît qu’en sixième position et des statistiques précises du secteur forestier manquent toujours !

L’autre définition s’appuie sur les fonctions environnementales et écologiques des forêts, dont le caractère, réputé universel, justifie une prise en charge par la communauté internationale, à laquelle s’emboîtent les administrations nationales : il s’agit ici de la forêt des prescripteurs qui s’expriment par le canal des forums internationaux et des institutions financières internationales et sont relayés localement par les Ong mais aussi les États, du moins quand la prescription ne dérange pas outre mesure les acteurs qui composent les filières d’exploitation des forêts. L’apparition de nouveaux concepts (comme la gestion durable) dans les forums internationaux équivaut à la mise en place de nouveaux débouchés pour les administrations publiques nationales, tandis que la partie gênante, le contrôle de leur application, est sous-traitée aux Ong par le biais de la certification. Il est difficile d’expliquer autrement pourquoi les administrations forestières centrales européennes se sont littéralement précipitées sur le thème de la gestion durable, alors que, comme nous l’avons vu, aucun texte international contraignant ne les y obligeait. Est-ce qu’avant même d’être définie et mise en place, la gestion durable forestière serait apparue comme une opportunité politico-administrative [[336]](#footnote-336) ? La réponse est encore dans le secret des archives, mais la piste est ouverte.

Nous laissons pour la fin l’arbitre, finalement invoqué, mais toujours invisible, des débats sur la gestion durable forestière. Il s’agit de l’utilisateur des forêts. En fait, il est l’instance suprême de tout développement durable, car ce qui fonde et justifie la durabilité au niveau international, c’est l’intérêt des « générations futures ». Comme, par définition, on ne peut pas les interroger, il demeure nécessaire de les « faire parler » et on ouvre ainsi la voie à une incrémentation permanente des fonctions que l’on assigne à la gestion durable. Les vérités éternelles de la science, au fur et à mesure de leur découverte, serviront de voix aux absents dont on n’imagine pas qu’ils échappent à ses diktats. On peut donc s’attendre à une gestion forestière durable de plus en plus sophistiquée, aux responsabilités éclatées, ce qui n’est guère un gage d’efficacité. Cela donnera le temps à la communauté internationale de se mettre enfin d’accord sur une définition de la forêt, dont les frontières sont encore flottantes : on ne sait toujours pas pourquoi la Fao a longtemps retenu comme critère existentiel de la forêt 10 % de canopées [[337]](#footnote-337) en pays tropical, et 20 % en pays tempéré, pourquoi ces pourcentages passent à 70 ou 40 % [[338]](#footnote-338) pour le projet *Tress* (*Tropical Ecosystem Environment Observations by Satellite*) et reviennent à 40 ou 10 % pour le Programme des Nations Unies pour l’Environnement [[339]](#footnote-339).

Ces débats ont leur importance, mais sont-ils pour autant déterminants ? Ils laissent le plus souvent hors du spectre d’analyse le besoin impérieux pour les groupes papetiers multinationaux d’approvisionnements en croissance prévisible. Sont masquées leurs stratégies pour les diversifier et les négociations avec les États ou les régions pour implanter des outils de transformation et les emplois qui leur sont associés. Des relations économiques et financières capitales se nouent entre pays forestiers, anciens et nouveaux, et des acheteurs mondiaux concentrés. L’or blanc du papier n’a pas encore son « Opep » et ceux qui «tirent» l’économie forestière en offrant aux forêts plus de 40 % de leurs débouchés n’ont pas à craindre sa mise en place, car la concurrence est rude et imprévisible entre pays producteurs. Une tempête en France, puis une autre en Slovaquie, un Portugal en feu entre-temps, sont autant de facteurs de modération du prix de base du bois, tandis que la communauté internationale s’emploie à en rendre la quantité disponible toujours plus abondante. On comprend alors pourquoi les principaux utilisateurs du bois sont finalement les grands silencieux d’un débat international qui les favorise. L’envahissement du champ international par le thème de l’écologie forestière se traduit en avantage stratégique pour les puissances multinationales privées : l’utilisateur de bois cède volontiers sa parole à l’utilisateur des forêts, inconnu, mais bavard, dont les Ong de protection de la nature sont devenues les porte-parole attitrés. Une étude plus approfondie pourrait montrer les liens entre les leaders de l’écologie et les multinationales du bois, en termes organisationnels et financiers dans une logique où se rejoignent l’idéologie et les intérêts économiques. Sous cet angle, des connivences anglo-saxonnes ne manqueraient pas d’apparaître clairement au travers de regroupements interétatiques tels que le Processus de Montréal. D’autres alliances, cette fois scandinaves ou germaniques, sont aussi en œuvre dans celui d’Helsinki, sur fond de juridisme et de contrôle bureaucratique. Le papier, support de toute information écrite et vecteur de pouvoir, ne saurait être totalement étranger à ces agencements.

Enfin, la gestion durable forestière, derrière les multiples interrogations qui précèdent, emporte une certitude fondamentale : elle favorise la production et le renouvellement du bois « matière première ». Face aux impératifs écologiques, son prix n’est qu’une préoccupation secondaire. Ainsi, la sphère internationale garantit l’abondance de la ressource, tandis que le jeu du marché, décentralisé, bilatéral [[340]](#footnote-340) et faiblement concurrentiel [[341]](#footnote-341) en fixe le prix. C’est avec ces cartes, on ne peut plus favorables, que se prépare l’exploitation des immenses ressources de Sibérie, d’Asie du Sud-Est, d’Afrique, d’Amérique du Sud, selon une stratégie mondiale d’approvisionnement mondial au meilleur prix, qui risque de peser durablement sur celui des arbres européens. Étant jugés trop chers, ceux-ci n’ont plus qu’à contribuer aux multifonctionnalités dont on s’est empressé de charger leurs branches.

Serait-ce là une consolation ?

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMEN DURABLE**

*Hégémonie industrielle  
et développement durable.  
Les complicités scandinaves*

Dominique d’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

C’est du nord de la Baltique, Norvège, Suède et Finlande, que sont issus les produits ligneux qui approvisionnent les ports européens sous forme de sciages, de papier ou encore de meubles : sous l’enseigne d’*Ikea*, ils offrent pour les logements ce que *Macdonald* tente d’assurer pour l’estomac, avec un égal succès populaire. C’est aussi à Stockholm que, dès 1972, s’est tenue la première conférence internationale sur l’environnement et c’est une ancienne Première ministre norvégienne, Mme Brundtland, qui formula en 1988 le concept de « *développement durable* » (un oxymore ?), au destin mondial. Quant à la « *responsabilité sociale* » qui, depuis la Conférence de Johannesburg, le parachève, c’est une notion familière aux bénéficiaires du « modèle suédois » et de la négociation syndicale permanente… Ces affinités culturelles entre les grandes Ong écologistes, majoritairement anglo-saxonnes, la *soft law* issue de leur activisme et de leur pénétration dans les organisations internationales et la gouvernance mondiale qui doit en résulter sont aujourd’hui bien repérées [[342]](#footnote-342). Elles sont assimilées à une influence anglo-saxonne, au risque de focaliser l’analyse sur le rapport de rivalité Europe-États-Unis.

Sous le terme « anglo-saxon », nous éprouvons en effet le souffle d’outre-Atlantique, qui est surtout « anglo », au point de négliger le vent du nord, qui est plutôt « Saxon », alors que les visions du monde que transportent les « Anglos » et les « Saxons » puisent aux mêmes sources des mythes germaniques de la guerre totale, du protestantisme et des fonctions rédemptrices de l’argent [[343]](#footnote-343). L’écologie normative, moralisante et universaliste est issue du même berceau et s’inscrit dans cette longue histoire. Il en résulte une structuration trop simplement binaire et géostratégique, qui a été renforcée en matière de gestion forestière durable par la réaction des États européens à la suite du Sommet de la Terre de 1992, consistant à créer un mode européen et unifié de mise en pratique, connu sous le terme de Processus d’Helsinki, en contrepoint du Processus de Montréal, sous houlette nord-américaine.

Les mêmes Ong d’inspiration scandinave, renforcées cette fois par leurs gouvernements, ont ainsi pu piloter la gestion forestière durable, diriger la communauté scientifique, veiller à l’application de leurs concepts dans les législations nationales, en perdant toutefois le monopole de la certification forestière puisqu’un standard européen, le Pefc [[344]](#footnote-344), a pu s’imposer face au Fsc [[345]](#footnote-345), largement dominant outre-Atlantique. Si la cause environnementale sort renforcée de ces constructions récentes, malgré des différenciations artificielles de part et d’autre de l’Atlantique, il est frappant de constater que les appareils industriels de transformation du bois, qu’ils soient suédois ou finlandais, ont bénéficié dans la même période d’une insolente prospérité. L’appareil industriel scandinave a enregistré depuis 1990 des niveaux de production en constante augmentation [[346]](#footnote-346), avec 70% des produits exportés, des usines récentes et hautement compétitives, des groupes industriels tels que Stora Enco ou Ukm (Finlande), parmi les *leaders* mondiaux…

Comment le gestion forestière durable peut-elle s’accommoder ainsi de l’intensité industrielle ? Par quel nouveau « miracle », suédois, mais aussi finlandais, promoteurs de l’écologie mondialisée, parviennent-ils à consolider une hégémonie industrielle qui a pour conséquence nécessaire l’anémie économique des massifs forestiers « voisins et amis », dont la France, qui continue d’importer leurs sciages et leurs pâtes à papier, alors que sa forêt est surabondante et exploitée à 50 % de sa capacité ? On ne pourra pas invoquer – cette fois – l’écart des niveaux de coût de main-d’œuvre, comme pour le textile chinois – les revenus par habitant en Suède et en Finlande sont supérieurs aux nôtres – ni une matière première moins chère – le producteur d’arbres scandinaves perçoit 50 % de mieux que son homologue français !

Notre essai d’explication, qui fut longtemps une présomption, réside dans les complicités scandinaves entre écologie et capitalisme industriel. Toute complicité, même sentimentale, se traduit par des connivences, généralement inattendues, entre des tempéraments, des idées, voire des appareils, dont les relations réciproques présupposeraient l’antagonisme plutôt que l’harmonie. Il est ainsi du braconnier et du garde-chasse, capables de faire ripaille d’un lièvre capturé sur un territoire voisin. Les complicités scandinaves, parce qu’elles mettent en jeu des approches intellectuelles, en apparence aussi irréductibles que l’écologie et le capitalisme industriel, font appel à des ressources stratégiques réciproques qu’il est nécessaire de débusquer, puisque, pour exister en tant que telle, la complicité doit demeurer un phénomène caché. Et pour compliquer les choses, la complicité est multiforme, elle est instantanée ou durable, elle est réversible, sujette à sautes d’humeur et se constate généralement quand il est trop tard… quand elle est prise sur le fait ; elle se révèle alors brutalement, tant par ses mobiles que par l’infraction, qui s’éclairent réciproquement. Il convient donc d’examiner tout d’abord, selon une méthode quasi judiciaire, d’où peuvent provenir les enjeux communs de réalités aussi différentes que la gestion durable forestière et un impérialisme industriel (les mobiles), avant d’en dévoiler les faits de complicité eux-mêmes (la constatation du délit).

1. La solidarité active,  
entre gestion durable forestière  
et hégémonie industrielle scandinave

Un même berceau géographique et culturel, commun à la fois aux Ong écologistes nordiques et aux multinationales du bois, fournit un indice de familiarité qui demeure latent, mais les ressources stratégiques de ce cousinage naturel méritent d’être mises en évidence.

Les Scandinaves ont depuis des lustres su tirer parti de ressources forestières qui couvrent 70 % d’un territoire, qui, en dehors de cela, se prête mal à une mise en valeur agricole. Cette forêt omniprésente est même surabondante, puisque les utilisations concurrentes du sol sont peu nombreuses, compte tenu d’une densité moyenne de population inférieure à 20 habitants au km, pour la Norvège, la Suède et la Finlande. Les industries du bois (sciage et papier essentiellement) contribuent pour plus de 5 % aux Pnb respectifs de la Finlande et de la Suède, même si, pour ce dernier pays, leur poids est en diminution, tout en dégageant des excédents commerciaux tels… qu’ils couvrent les importations de pétrole et de produits alimentaires !

L’affectation des forêts à la création de richesses est suspendue à leur gestion durable, qui est la condition même de la perpétuation du système industriel. Ainsi, la contrainte industrielle constituée par la primauté écologique n’existe pas pour ceux qui l’ont déjà maîtrisée.

Baignés par une nature forestière dont ils tirent des ressources économiques substantielles, Suédois et Finlandais furent les mieux placés pour mettre en valeur les avantages multiples de la forêt, conçue comme une ressource renouvelable et multifonctionnelle. Mieux, en utilisant le cénacle des organisations internationales, au sein desquelles ils ont toujours participé activement, ils ont donné une audience universelle à leur sensibilité forestière forgée par des conditions particulières.

Le souci écologique de la gestion durable des forêts se concilie pour eux avec une exploitation intensive de leurs ressources, avec une vocation exportatrice nécessaire pour compenser l’absence de potentiel agricole et énergétique. Pour arriver à ce résultat, les forestiers scandinaves ont veillé jalousement au renouvellement de leurs ressources, en organisant le reboisement systématique des parcelles, en assurant une sylviculture intensive et en créant une communauté d’intérêts entre producteurs et transformateurs. Cette conciliation historiquement éprouvée entre la fibre écologique et l’exploitation industrielle se décline dans la définition complexe de « gestion forestière durable », élaborée sous leur influence lors la deuxième conférence ministérielle pour la protection des forêts, à Helsinki, en 1992.

Faire partager au monde ses découvertes ainsi qu’un mode harmonieux de gestion des ressources naturelles n’est pas critiquable. Vouloir à tout prix diffuser un modèle localisé, en ayant recours aux formes modernisées de contrainte que sont la certification et le « *name and shame* », révèle une volonté « apostolique » dont la mystique écologique peut sembler toutefois insuffisante pour en expliquer l’ardeur. Il convient donc d’interroger les ressources stratégiques de l’établissement d’une norme écologique forestière pour des acteurs qui hébergent les multinationales du bois et du papier parmi les plus puissantes de la planète. Or, ces avantages sont doubles et cumulatifs.

2. L’avantage stratégique du modèle  
d’organisation de référence

La conciliation scandinave d’une forêt omniprésente et d’un appareil de transformation industrielle puissant et conquérant s’inscrit dans une tradition ancienne : la forêt nordique, parce qu’elle a longtemps constitué la seule richesse de ces pays, a suscité une culture de mise en valeur largement partagée par les populations qui sont directement concernées et intéressées par les profits qu’ils peuvent en tirer. Le modèle suédois permet l’intégration des propriétaires à toute la chaîne de transformation industrielle sous la forme de coopératives géantes capables, telle *Sôdra*, de regrouper 35 000 propriétaires qui sont à la fois fournisseurs de matière première et actionnaires des outils de mise en valeur (scieries et usines de pâte à papier). La gestion durable forestière est une vitrine écologique, mais elle est surtout un moyen de maintenir durablement la rentabilité du patrimoine forestier en même temps que l’approvisionnement des outils de transformation, ce qui est légitime. Le perfectionnement du système l’a rendu excédentaire : lorsque 70 % des produits issus de la forêt sont exportés, la vulnérabilité devient externe, surtout quand il s’agit de produits de base (sciages et pâtes à papier) soumis à une concurrence mondiale intense et continuellement renouvelée. C’est ici que l’exportation du modèle vient à la rescousse de l’exportation des produits, en rendant « durable » la sous-exploitation des forêts potentiellement concurrentes, particulièrement lorsqu’elles seraient en mesure d’approvisionner des marchés cibles.

C’est ainsi que la norme écologique issue du Sommet de Rio a été immédiatement déviée de son objectif initial – l’arrêt de la déforestation sauvage des forêts tropicales – pour viser avec précipitation les forêts européennes qui coïncident avec les marchés traditionnels d’exportation des produits scandinaves. Dès le début des années 1990, la Finlande, mais aussi la France, sans doute pour des raisons de plus haute politique, ont placé les forêts européennes sous la norme de la « gestion forestière durable », qui s’est traduite, dans un premier temps, par la remise en question des modes de gestion en vigueur depuis le XIXe siècle et connus sous le terme d’« aménagement forestier ». Non que cette pratique n’assure pas le renouvellement des forêts – c’est au contraire son premier but –, mais son caractère « productiviste » suffisait à la disqualifier aux yeux des Ong anglo-saxonnes et, bien entendu, scandinaves, qui ont tout tenté pour la mettre en accusation. Les forêts gérées en vue de leur utilisation industrielle se sont vues alors accusées de tous les maux : elles étaient monotones, n’assuraient pas de fonctions sociales (?), étaient peu propices à la biodiversité, épuisaient les sols, étaient vulnérables aux tempêtes… Elles n’étaient des forêts que faute de mieux, c’est-à-dire des forêts qui, pour être à la norme, devaient être paysagères, biodiverses, assurant les « externalités multifonctionnelles » mises en évidence par les critères et indicateurs de gestion durable, ce qui les rendait par la même occasion en grande partie « inexploitables » à des fins industrielles. En faisant appel aux ressources qu’elles maîtrisent le mieux – le travail médiatique de l’opinion citadine –, les Ong écologistes ont milité sans relâche pour imposer au travers de la certification des forêts européennes coûteuses à exploiter et aptes à produire du bois de moins en moins concurrentiel, ce qui retardait d’autant la viabilité économique d’outils de transformation capables de remettre en question l’hégémonie scandinave.

Néanmoins, la faiblesse d’une tactique qui s’appuie sur l’opinion réside dans la versatilité de l’opinion elle-même. À la fin des années 1990, l’agenda écologique s’est trouvé rempli de nouvelles préoccupations comme le réchauffement climatique ou la raréfaction des ressources en eau, qui n’ont pu laisser à la forêt l’espace prioritaire qui lui était consenti auparavant.

Soit qu’ils l’aient pressenti dès 1992, soit qu’ils aient voulu dès cette époque s’assurer du contrôle politique de la « norme écologique », les *lobbies* scandinaves ont complété de bonne heure le dispositif en s’appuyant sur le réseau des États européens.

3. La consolidation institutionnelle  
du « protectionnisme écologique »

C’est d’abord le phénomène des pluies acides, apparu à la fin des années 1980, qui a provoqué, en 1990, la tenue à Strasbourg, à la demande de l’Allemagne, de la première conférence européenne des ministres de l’Agriculture au sujet des forêts. Problème localisé et réponse précise : un Observatoire de la santé des forêts est créé, tandis que le gouvernement allemand impose à son industrie chimique des normes antipollution plus draconiennes. La contamination est stoppée et les forêts germaniques continueront d’inspirer les futurs Wagner !

La conférence tenue à Helsinki, en Finlande en 1992, se donne d’autres ambitions : une définition de la gestion forestière durable y est élaborée de manière à devenir le réceptacle des instruments juridiques qui sont apparus en marge et à la suite du Sommet de Rio, à commencer par la Convention sur la biodiversité (1992), puis celles sur la désertification et sur le réchauffement climatique. Le chaînage juridique est ainsi effectué. La Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe se dote d’un bureau permanent et de rendez-vous périodiques, tous les quatre ans, dans l’une des capitales européennes, afin de veiller à la généralisation de la gestion forestière durable, en particulier par son intégration dans les législations nationales. C’est la Finlande, au travers de l’*European Forest Institute* (*Efi*), qui oriente les recherches scientifiques nécessaires pour donner un contenu précis au nouveau modèle de forêt écologiquement acceptable et, très accessoirement, industriellement exploitable. Et pour mieux s’assurer de cette orientation avantageuse, une place minimale est laissée à la recherche socio-économique, tandis que toute critique institutionnelle est rendue impossible, puisque l’analyse des politiques publiques forestières ne constitue plus un critère de la gestion durable [[347]](#footnote-347). L’association de toutes les administrations forestières d’Europe à la stratégie scandinave de protection écologique des forêts méritait bien cette politesse consistant à exclure du champ scientifique tout instrument permettant la remise en question éventuelle de leurs actions…

L’entrée en scène des administrations européennes permettait, surtout dans les pays d’ancien droit romain – dont la France – de relayer à long terme l’action des Ong, sujettes à essoufflement, par celle de la réglementation «par le haut», seule garante de l’imposition du modèle. La conférence ministérielle permettait de son côté de régler au sein d’une instance d’initiés les problèmes d’ajustement national des recommandations issues de la communauté scientifique – essentiellement scandinave – et éventuellement d’amortir le choc de dérives constatées par les Ong, toujours à l’affût des dénonciations des « mauvaises pratiques ». La mort économique n’étant généralement pas brutale, il était ainsi possible de soigner les blessures infligées par les meutes écologistes au moyen du « dispensaire » assuré par le processus interministériel. Dans le même temps, s’instillait avec insistance l’idée que les valeurs essentielles des forêts européennes étaient sociales et environnementales et, secondairement, économiques, conviction que les forestiers eux-mêmes finirent par partager à force de constater l’érosion du prix de leurs bois et la fermeture des usines de transformation. Parallèlement, tous les ports de l’arc atlantique européen se sont remplis – jusqu’à la surcharge – de stocks de sciages importés de Suède et Finlande, laissant les autres massifs forestiers européens en panne d’investissements compétitifs dans leur filière de transformation [[348]](#footnote-348). Le retard actuellement pris écarte pour longtemps l’apparition sur le continent de challengers en mesure de contrer la puissance industrielle suédoise ou finlandaise sur les marchés solvables et relativement proches de l’Europe occidentale. La forêt écologique est un modèle à construire, qui laisse en lisière, ailleurs qu’au nord de l’Europe, la forêt économique. La coïncidence mérite d’être constatée, même si elle demeure diffuse et d’autant plus pernicieuse. Pourtant, ce n’est pas sur le front de la concurrence par les outils de production, mais sur celui des produits eux-mêmes que s’affiche le plus volontiers le protectionnisme écologique.

4. La disqualification écologique  
de produits concurrents stimule la demande  
de produits écologiquement certifiés

L’enjeu véritable du Sommet de Rio était de mettre fin à la déforestation accélérée des forêts tropicales. Faute d’une réglementation contraignante, refusée par les pays du Sud, le développement durable forestier, au niveau mondial, a dû passer par les détours compliqués de la certification et du « financement conditionnel » relayé par les principales institutions financières internationales, Fmi et Banque mondiale pour l’essentiel. Pourtant la déforestation tropicale sauvage n’a pas cessé, la Fao constatant seulement la baisse relative de son intensité, ce qui constitue un infime progrès. Ce thème est néanmoins central dans les publications des Ong, qui n’ont jamais relâché leur pression, tant auprès de l’opinion que des militants eux-mêmes. Jusqu’en 2002, il s’agissait surtout d’associer les grandes chaînes de distribution au respect de la certification : c’est ainsi que *Wwf* a obtenu de *Carrefour*, de *Leroy-Merlin* et de *Castorama,* l’engagement de ne diffuser que des produits sous label *Fsc*, tandis que *Greenpeace* n’hésitait pas à bloquer dans le port de Sète des navires chargés de bois tropicaux non certifiés.

Depuis 2002, tirant les conséquences de la multiplication et de la concurrence des labels, les mêmes Ong ont dû admettre l’émergence, dans les instances internationales, du concept de « bois illégal », c’est-à-dire de bois exploités en infraction avec les législations nationales. Cette définition plus large tient compte de la diffusion quasi universelle, auprès des États producteurs, de normes de gestion durable des forêts – sous la pression des bailleurs de fonds –, tandis que les États acheteurs sont dissuadés de favoriser le marché du bois clandestin. En dehors des actions énoncées plus haut, il convient de signaler les reproches de *Greenpeace* adressés au gouvernement français pour ne pas exclure des marchés publics les bois tropicaux d’origine douteuse : ces condamnations visent en priorité les pays importateurs de bois, seuls susceptibles de favoriser l’écoulement des bois tropicaux exploités illégalement, mais elles ont aussi pour conséquence d’élargir indirectement le marché disponible pour les produits ayant montré « patte verte », c’est-à-dire issus de forêts gérées durablement, dont les bois nordiques font partie. Qu’on se mette à la place d’un importateur de bois, il tombe sous le sens qu’il s’efforcera d’éviter les risques de disqualification, voire de mévente, liés à une origine dénoncée comme douteuse d’une famille de produits. L’Omc, longtemps hésitante, admet cependant que des produits puissent être soumis à des normes environnementales, ce qui entraîne par ricochet d’inévitables restrictions au commerce mondial, alors qu’elles demeurent condamnées en principe.

La voie fut ainsi ouverte à l’exportation grandissante des bois nordiques, mais aussi germaniques et bientôt balkaniques [[349]](#footnote-349), à destination des marchés solvables d’Europe occidentale, dénués de ressources forestières suffisantes (Grande-Bretagne, Italie, Espagne) tout autant que d’un appareil de transformation compétitif et domestique (France). Le bilan, quinze ans après le Sommet de Rio, est particulièrement mince en ce qui concerne l’objectif de préservation des ressources forestières tropicales; il est des plus brillants si on se penche sur les chiffres [[350]](#footnote-350) reflétant l’essor industriel de l’appareil de transformation des bois installé dans les pays d’où provient la création des normes environnementales. Simple coïncidence et coïncidence heureuse, pourrait-on observer, puisque le profit industriel récompense les pays forestiers faisant montre de bonnes pratiques environnementales, ce qui est un encouragement pour les bons élèves. C’est oublier qu’en économie internationale l’avance, la distance ou encore le gap anglo-saxon sont source d’avantages compétitifs inappréciables, justement parce qu’ils rendent plus difficile l’émergence de nouveaux concurrents. Et l’édiction de normes environnementales contribue incontestablement à retarder ce moment, pour les raisons que nous avons décrites, sans pour autant pénaliser leurs auteurs, puisque le modèle qu’ils proposent est tout simplement le leur, tandis que leur intérêt est masqué par une cause juste, universelle et soutenue par les opinions.

Il existe un autre indice surprenant : c’est la concomitance entre la réalisation, en Scandinavie, d’investissements de production massifs et la mise en place de normes de protection écologique : ainsi, la plupart des outils de transformation du bois en Suède et en Finlande ont fait l’objet d’une modernisation conséquente au début des années 1990. À titre de comparaison, la plus importante scierie du sud de la Suède (*Sôdra*) a développé une capacité de production deux fois supérieure à celle créée par le groupe Gascogne à la fin de la même décennie, dans le massif du Sud-Ouest français (Saint-Symphorien) et présentée comme la plus importante d’Europe « occidentale » ; en outre, la scierie suédoise est plus compétitive, car elle emploie un effectif légèrement moins élevé, fonctionne à plein régime et exporte 70 % de sa production, alors que, dans le même temps, la scierie française n’a «tourné» qu’à 50 % de ses capacités pendant plusieurs exercices, en accumulant les pertes et en contribuant à la vulnérabilité financière de son propriétaire [[351]](#footnote-351), menacé à plusieurs reprises par des prises de contrôle extérieures.

Rien n’indique, à ce stade, que ces écarts de performance soient le résultat d’une quelconque machination « écologico-industrielle ». Ils s’expliquent par des facteurs connus et admis par le jeu concurrentiel : qualité des outils, des approvisionnements, organisation des marchés, conjoncture locale ou internationale. En matière industrielle, que le meilleur gagne ! C’est la loi du capitalisme et la norme écologique ne saurait être incriminée.

Pourtant, tout forestier – comme autrefois tout sidérurgiste – sait bien qu’une industrie de transformation est étroitement dépendante de ses facilités d’accès à sa matière première, dont le gisement s’appelle ici la forêt. Une forêt peut – plus ou moins – être reliée à l’industrie qui exploite ses arbres, de même que la performance de l’outil de transformation du bois permettra de rémunérer – plus ou moins – le détenteur des arbres qui est en même temps celui de la forêt. De ce point de vue, la norme écologique peut aussi s’interpréter comme un souci scandinave de « justice concurrentielle » consistant à placer la matière première « forêt-bois » sur un pied d’égalité, quelle que soit son origine géographique, puisque la concurrence est mondiale. Il serait vain, en effet, de se doter d’une industrie compétitive, mais gourmande en capitaux, donc lourde et risquée, sans s’assurer auparavant que la gestion des forêts ne puisse la déstabiliser par un accès à l’arbre à un prix trop destructeur [[352]](#footnote-352). La difficulté ne réside pas dans une telle revendication, que les règles de la «concurrence parfaite» n’interdisent pas a priori tout en la rendant utopique. En effet, la différenciation locale des forêts les rend naturellement inégalitaires, à cause des différences de climats et de sols qui entraînent la différenciation des essences et de leur accroissement naturel [[353]](#footnote-353).

La complicité invoquée provient ainsi du « détour » écologique orchestré par des groupes sociaux dont les intérêts semblent étrangers, mais qui, en réalité, sont partenaires d’une même économie, sous les mêmes cieux et au milieu d’une forêt omniprésente. Dans ces conditions, la norme écologique s’apparente à un « écran de fumée » : il masque les véritables enjeux… tout en risquant d’asphyxier ceux qui se dissimulent sous ses volutes.

5. La complicité dévoilée :  
l’alliance entre groupes industriels  
pour l’exploitation des bois russes

Le « modèle scandinave » d’exploitation écologique des forêts connaît depuis quelques années une difficulté prévisible. En dépit de surfaces boisées considérables, les bois suédois ou finlandais ne suffisent plus à approvisionner une industrie toujours plus dévoreuse de grumes au fur et à mesure que sa production se développe à l’exportation. Pour faire face à ce succès, il est nécessaire d’importer des quantités croissantes de bois brut, si possible à un prix égal ou inférieur à celui des bois autochtones. La Suède et la Finlande ont vu ainsi leurs importations de bois brut passer de 5-8 millions à 12-16 millions de m sur les cinq dernières années, ces chiffres étant en corrélation avec l’essor des exportations pendant la même période. Ces deux pays, pourtant forestiers, sont donc obligés, pour ravitailler leur industrie conquérante, de trouver dans les meilleures conditions une matière première extérieure, s’ils veulent préserver la gestion durable de leurs propres forêts. Ils ont tous deux la chance d’être les voisins immédiats du plus gros réservoir mondial de bois : la Russie.

Avec 851 millions d’hectares, la forêt russe couvre une surface équivalente à 24 fois la France, deux fois plus qu’au Canada, trois fois plus qu’aux États-Unis ; elle compte 200 millions d’hectares de plus que la forêt brésilienne, qui intègre pourtant l’essentiel de l’Amazonie. Ce géant forestier, pendant la période soviétique, jouait un rôle majeur dans la fixation de cours des sciages européens, puisque la « liste russe », cotée à Londres, servait d’étalon pour les transactions. La désorganisation économique qui suivit la dissolution de l’Empire soviétique entraîna l’effacement provisoire de cet acteur majeur : la production des scieries a été divisée par six, tandis que les exportations de bois brut ne diminuaient que de 20 % en 1992 au pire de la crise, tant leur utilité en apport de devises s’avérait cruciale. Depuis 1998, la production de produits transformés et la valeur ajoutée correspondante ont progressé sans atteindre les niveaux de l’époque soviétique et sont liées à des investissements occidentaux orientés principalement vers l’export [[354]](#footnote-354). L’économie forestière russe reste aujourd’hui dominée parce que, dans le même temps, les puissants voisins scandinaves ont su profiter de cette panne industrielle.

Ainsi les importations finlandaises, stables jusque dans les années 1990, ont été multipliées par trois jusqu’à aujourd’hui, tandis qu’une centaine de compagnies finlandaises s’établissaient en Russie pour se livrer à l’exploitation forestière, ainsi présentée :

« Les bas prix et le système basé sur une corruption bien connue ont attiré certaines compagnies cherchant des opportunités de faire rapidement des bénéfices. En effet, l’industrie forestière russe est perçue comme l’une des plus corrompues au monde [[355]](#footnote-355). »

Les industries scandinaves du bois n’ont guère eu d’autre choix que celui entre l’approvisionnement écologiquement incorrect et le renoncement à une croissance profitable. La première solution s’est tout naturellement imposée, tout en gardant l’apparence de la virginité aux « yeux du monde » : les sciages en provenance des usines suédoises ou finlandaises qui inondent les ports d’Europe occidentale sont en effet tous certifiés, puisqu’issus de firmes labellisées; et comme les essences qui prospèrent de part et d’autre de l’ancien Rideau de fer sont rigoureusement identiques (pin sylvestre, épicéa, bouleau), il est impossible de dénoncer la nationalité du bois transformé. Cette situation gênante s’est accompagnée de la protestation de certaines Ong gardiennes de l’ordre écologique mondial, plus particulièrement boréal. Greenpeace et *Wwf*, en dépit de chiffres variables, estiment au minimum à 20 % les importations « illégales » de bois russe, tandis que la Finlande figure de loin, avec 5,1 millions de m 3, à la première place européenne des pays importateurs de bois «illégal», devant la Suède (2,6 millions de m 3) et la Grande-Bretagne (2,3 millions de m 3) [[356]](#footnote-356). Les gouvernements finlandais et russe eux-mêmes admettaient en 2004 que 2 millions de m 3 échappaient aux statistiques douanières, soit environ 20 % des importations, tout simplement parce que la douane russe ne disposait pas de bascules précises !

La gêne finlandaise, mais aussi suédoise et britannique ne fut pas suffisante – on s’en doute – pour mettre fin au système et imposer à leurs industries de transformation des ruptures d’approvisionnement. Au même moment, la gouvernance mondiale des forêts, inspirée par les Ong, mais aussi par les entreprises, intégrées dans le processus grâce au *Global Compact* [[357]](#footnote-357), connaissait une évolution doctrinale surprenante.

6. Des forêts « gérées durablement »  
au « bois illégal » : une opportune  
inversion des priorités

Révélant un parallélisme des formes auquel rien ne l’oblige, le G 8, qui en 1990, avait fait inscrire la protection des forêts à l’ordre du jour de la Conférence de Rio, a, en 1998, pris l’initiative d’un Programme d’action pour les forêts, qui déboucha en 2002 sur des recommandations pour lutter contre le commerce international du bois illégalement exploité. Pendant les mêmes années, la Banque mondiale élaborait un processus baptisé *Fleg* (*Forest Law Enforcement and Governance*), donnant lieu à plusieurs conférences interministérielles en 2001, 2003 et 2005 [[358]](#footnote-358). Afin de suivre les progrès en la matière a été créé en septembre 2006 le Dialogue du G 8 sur le bois illégal, regroupant des représentants des États membres du G 8, des pays producteurs, des représentants de l’industrie du bois, sans oublier des Ong. Son but, clairement économique, révèle l’urgence d’assainir un marché dont le caractère anarchique est un fléau pour les opérateurs. À cette occasion, Robert Hunink, dirigeant de *Dhl-tt Group*, l’une des plus importantes firmes mondiales de sciage, faisait part de son émoi :

« Les responsables d’outils de sciage sont très conscients du rôle qu’ils peuvent jouer dans l’abaissement de la pauvreté, le développement social, la création d’emplois, le transfert de technologie et la gestion durable des forêts. Tout cela n’est possible, cependant, que si les entreprises sont également économiquement durables, ce qui suppose nécessairement un niveau d’exploitation forestière équivalent, légal et correctement géré. De leur côté, les acteurs responsables se battent pour rester compétitifs, mais c’est une perte de temps devant des fournisseurs dont on ne sait s’ils vont – ou non – poursuivre leur activité. C’est pourquoi ce dialogue est si important et je l’encourage à se concentrer d’urgence sur ces problèmes – autrement, il pourrait être trop tard pour beaucoup d’entreprises [[359]](#footnote-359). »

De son côté, la Commission européenne publiait en 2003 un Plan d’action communautaire relatif à l’application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux, baptisé « *Flegt* » : il s’agit de favoriser des accords bilatéraux [[360]](#footnote-360) entre États producteurs et États importateurs afin de s’assurer de la « légalité » des bois exploités, passant par la mise en place de licences d’exportation afin de faciliter le contrôle. Le 20 décembre 2005, un règlement du Conseil a harmonisé ces dispositions pour tous les États membres de l’Ue, sans pour autant lever les incertitudes qui planent toujours sur le dispositif. Ce dernier est en effet basé sur le volontariat d’États, producteurs et importateurs, qui rappelle la configuration en usage au sein de l’Organisation internationale des bois tropicaux, mais en perdant la contrainte relative liée à son multilatéralisme; il ne s’applique provisoirement qu’aux sciages et aux bois bruts, alors que les pays en développement se sont dotés depuis quelques années d’industries de transformation qui leur permettent de conserver sur place emplois et valeur ajoutée; enfin, il ne règle pas le cas du commerce entre pays tiers (Chine par exemple), qui peuvent « recycler » du bois illégal et le réexporter sous forme de produits transformés. Seulement trois États producteurs (le Ghana, la Malaisie, et l’Indonésie) étaient officiellement volontaires en 2003 et plusieurs dialogues bilatéraux sont en cours depuis 2006 [[361]](#footnote-361).

Les Ong se sont élevées contre l’insuffisance de ce plan d’action, le jugeant inadapté et pas assez contraignant. En 2005, plus de 180 Ong, ainsi que 70 entreprises « progressistes », avec l’appui du Parlement européen, ont demandé à la Commission de mettre en place une véritable législation en la matière [[362]](#footnote-362). Il est vrai que le recentrage sur les réglementations nationales, au travers de la notion de « bois illégal », constitue un aveu de l’impuissance de la seule norme écologique multilatérale pour venir à bout des déforestations incontrôlées. Cependant, le « durcissement » proclamé, en utilisant un processus non contraignant, masque de graves insuffisances et, peut-être pire, des effets pervers. Ainsi, le « bois illégal » est-il celui qui est exploité en contravention avec les réglementations en vigueur, inévitablement nationales, ou avec les normes écologiques inspirées par les instances internationales, par définition non contraignantes ? L’emploi du terme « bois illégal » renvoie inévitablement à la première définition et on peut très bien imaginer du bois « légal », c’est-à-dire conforme à une législation forestière donnée et en même temps non conforme à la norme écologique de gestion durable. Les Ong ne s’y sont pas trompées et prennent soin d’employer la formulation de « bois légal et durable ».

Au-delà de ces difficultés sémantiques, on peut espérer un emboîtement : norme de développement durable – conformité de la législation forestière –, coïncidence entre bois illégal et bois « non durable », ce qui correspond au schéma de la Banque mondiale, laquelle conditionne ses prêts à une mise à niveau des législations forestières dans le sens de la gestion durable. Quand ce schéma s’applique trop systématiquement, il entraîne une prolifération de bois hors la loi, compte tenu des difficultés d’adaptation des pays concernés [[363]](#footnote-363). On est donc en présence d’un dispositif qui, une fois de plus, crée des restrictions – officiellement légitimes – contre les importations de bois tropicaux, tout en laissant du jeu dans les rouages. En créant une nouvelle définition, confuse, de « bois illégal », qui se juxtapose à celle de « bois durable », il vise à associer les États à la police de leurs échanges, ce qui, selon les cas, peut largement s’éloigner du respect de la norme écologique.

Il faut malheureusement ajouter que, en confiant aux États producteurs et à leurs administrations le soin de délivrer des licences d’exportation, le système *Fleg* ouvre tout grand la porte aux facilités de la corruption.

On ne sera donc pas étonné que des États forts, à tradition bureaucratique, soient partisans d’un système contrôlé avec lequel ils se sentent à l’aise. Ainsi, dès la 4e session du Forum des Nations unies sur les forêts, tenu en 2003, la Russie s’est déclarée d’emblée favorable au processus *Fleg* qu’elle s’est engagée à suivre pour l’Asie et l’Europe. Elle a même accueilli à Saint-Pétersbourg, en novembre 2005, une conférence réunissant les parties intéressées, aboutissant à une déclaration d’intention signée par 44 États. Le dialogue s’est également établi avec la Finlande au moyen de rencontres régulières entre les responsables des administrations forestières ; pour le moment, il n’existe pas encore d’accord de partenariat volontaire, soumis à contrôle européen, entre ces deux pays et les importations de bois brut n’ont pas fléchi : en 2005, elles se pratiquaient encore au prix de 35 dollars le bois rendu usine [[364]](#footnote-364), Finlande ou Suède, ce qui pour un producteur forestier de France ou d’Espagne est particulièrement bon marché et notoirement insuffisant pour rémunérer décemment les facteurs de production d’une « forêt durable ».

Cette situation, au demeurant avantageuse pour les acteurs économiques scandinaves n’est pas sans provoquer une certaine gêne chez les initiateurs et les propagandistes du développement durable des forêts. Toutefois, on peut avoir honte et continuer, tout en jurant qu’on ne recommencera plus. La manière dont se règle aujourd’hui l’exploitation des bois russes par les firmes finlandaises s’apparente à cette posture, qui est également typique de la complicité.

7. Du bois russe « légal » dans l’immédiat  
et « durable »… un peu plus tard !

La propriété privée des forêts n’existe pas en Russie : les forêts appartiennent toutes aux collectivités publiques – locales, régionales ou centrales –, sous la tutelle du ministère des Ressources naturelles et de l’Agence forestière fédérale. Un Code forestier, contenant plus de 130 articles, a été promulgué en 1997 et révisé en septembre 2006 : les forêts et les bois russes sont donc objets de « légalité » et il existe une tradition forestière russe fort ancienne, mais elle est exclusivement bureaucratique.

Ainsi, la gestion des forêts est un monopole public, d’ailleurs compliqué par la structure fédérale de l’État, mais elle ne comprend pas l’exploitation forestière, laquelle se fait obligatoirement sous forme de concessions à des sociétés privées, selon un cahier des charges qui ne fait apparaître des obligations d’aménagement forestier que dans la durée. Dans ces conditions, la plupart des exploitants privés choisissent les durées de concession les plus courtes possible – deux à trois ans au maximum –, afin de s’exonérer de toute contrainte sylvicole : coupe… et puis s’en va ! Le tarif n’est pas unifié et se fait par négociation avec les autorités locales, ce qui est la porte ouverte à bien des trafics. Ce système, ouvert aux étrangers, permet donc légalement de disposer de bois bruts à bon compte et on comprend que les voisins immédiats viennent se servir en priorité.

La réforme toute récente du Code forestier réglemente davantage la gestion des collectivités publiques, les obligeant à respecter les règles d’une sylviculture productive, ce qui a provoqué immédiatement la critique des Ong. Cette forêt désormais « gérée », même si elle n’est pas forcément « gérée durablement », produira inévitablement un bois plus cher. Cependant, l’écart est tel avec l’Europe de l’Ouest que le bois russe va probablement conserver un certain temps encore sa compétitivité écrasante. On comprend aussi pourquoi le gouvernement russe s’est empressé d’adhérer au processus *Fleg* pour lutter contre le bois illégal, alors que 100 % des forêts sont sous contrôle public : il est probable qu’il jugeait que trop de bois était tout simplement pillé en échappant aux circuits officiels. Le concept de « bois légal » présente donc l’avantage de rallier à sa cause les États suffisamment structurés pour appliquer une légalité forestière et l’argument attractif mis en avant par le G 8 demeure le gain potentiel de recettes fiscales qui est immédiatement à portée de main [[365]](#footnote-365).

Dans ces conditions, le développement durable demeure un horizon lointain, vers lequel les cheminements sont à vérifier dans la pratique. Quelle sera la part d’argent public que le gouvernement russe consacrera à l’investissement en forêt pour assurer le renouvellement ? Ce critère va devenir crucial pour vérifier que la gestion durable est en bonne voie à l’heure où la forêt boréale commence à être exploitée « par les deux bouts ». À l’ouest, par les Scandinaves, mais à l’est par la Chine, dont les importations, à partir de la Sibérie, se sont élevées dès 2005 à 12 millions de m 3 sans doute et qui ne vont pas diminuer !

La remise en ordre « légaliste » est malgré tout un progrès, dans la mesure où elle vise à mettre fin à l’anarchie qui pouvait prévaloir auparavant, mais elle marque également un retrait par rapport aux objectifs de développement durable servis au moyen de la certification et des grands processus intergouvernementaux (tels que Montréal et Helsinki). Loin de s’appesantir sur cet échec relatif, les Ong concernées ont, au contraire, profité de cette pause pour procéder à un redéploiement stratégique.

8. Le ralliement des grands groupes industriels  
à la certification préconisée  
par les Ong écologistes

On assiste depuis quelques années, sur terre russe, au lancement de pro­ grammes de développement durable forestier qui associent étroitement des Ong telles que *Wwf* ou *Greenpeace* et une firme aussi importante que *Stora Enso*. Celle-là, au travers d’une de ses filiales, *Stf-Strugy*, a initié depuis l’an 2000 un programme exemplaire baptisé « *Pskov model forest* », situé à Strugi Krasnye, entre Saint-Pétersbourg et Pskov, et dont les objectifs sont de : « fournir une durabilité économique de la forêt et des communautés locales » ; « impliquer les communautés locales dans la gestion forestière » ; « maintenir les fonctions écologiques de la forêt en incluant la biodiversité » [[366]](#footnote-366). Centré surtout sur la sensibilisation environnementale des populations, ce programme associe aujourd’hui *Wwf* Allemagne, *Wwf* Russie, ainsi que *Swedish international Development coopération Agenc*y (*Sida*). D’autres programmes de ce type sont en cours ou en projet; ils s’accompagnent tous d’une certification Fsc, ce qui est le signe d’un changement d’attitude récent des grands groupes industriels finlandais.

Les Ong citées, initiatrices, mais aussi gestionnaires rémunérés du label *Fsc*, avaient pendant toutes les années 1990 des rapports tendus avec les acteurs économiques et le gouvernement finlandais, qui avait encouragé une certification concurrente, dans un cadre européen, connue sous le sigle « Pefc ». Bien pires, ces derniers avaient admis que la certification de la gestion durable des forêts pouvait se faire selon un modèle national, brèche qui avait séduit 17 nations, mais qui laissait en lisière les Ong écologistes, privées à la fois de leur fonds de commerce et de tout rôle important dans le processus de certification des forêts : leur système, localisé et attaché à chaque propriétaire, les fait participer de très près au contrôle des forêts et leur ouvre ainsi un champ de prestations permanent (expertises en particulier).

Plus « opérationnelles » que « protestataires » et par là même typiquement anglo-saxonnes, *Greenpeace* et *Wwf* engagèrent la guerre des labels, en disqualifiant la certification européenne et, sur le terrain finlandais, en exerçant des pressions propres à rallier au label *Fsc* le maximum d’intervenants. D’une vigilance écologique pointilleuse, les Ong locales dénonçaient non seulement la gestion des forêts laponnes, mais, fait plus grave, l’exploitation « illégale » en Carélie (Fédération de Russie), principal grenier à bois pour les grandes firmes industrielles. Elles mirent au point des systèmes de traçabilité des bois faisant appel à la norme environnementale Iso 14001, toujours à l’écart des Ong écologistes, ce qui ne pouvait guère les satisfaire. La rupture d’approvisionnement étant un risque coûteux, les firmes préférèrent, selon un sage pragmatisme, abandonner le Pefc et rallier le *Fsc*, ce qui, somme toute, vaut beaucoup moins qu’une messe. Les campagnes d’opinion se sont calmées et la Russie a pu rester un gisement inépuisable –  pour les industriels –, tout en devenant un enjeu écologique – pour les Ong –, mais, cette fois main dans la main. Les premiers peuvent se targuer de donner des exemples d’exploitation écologiquement corrects, tandis que les secondes enregistrent des certifications Ffc en hausse spectaculaire, couvrant 10 millions d’hectares au 1er août 2006 – ce qui en réalité ne représente guère qu’un peu plus de 1 % de la totalité des forêts russes. Au milieu de ces déploiements d’alliances d’un nouveau genre, le gouvernement russe a opté pour une certification nationale, lui permettant d’obtenir une reconnaissance par le Pefc, mais le processus est lent et non abouti à ce jour.

Les changements évoqués révèlent à point nommé l’adaptation du système hégémonique à la contrainte écologique. Tant que l’approvisionnement était assuré par les forêts domestiques, les firmes ont opté pour un mode de certification nationale, qui les préservait de l’ingérence d’Ong parfois maximalistes et liées, au moins internationalement, à des intérêts extra­ européens. Cependant, l’élargissement nécessaire des approvisionnements, de manière massive, au gisement russe a totalement changé la donne : les Ong écologistes leur sont apparues beaucoup moins gênantes dans cette nouvelle configuration. Au souci de tranquillité, valable pour l’espace national, a succédé, en terre étrangère, mais surtout ouverte à la concurrence, celui de la préservation de la ressource en matière première, d’un point de vue écologique bien sûr, mais d’abord économique. Et pour se protéger d’une concurrence qui a tout lieu de s’annoncer comme « sauvage », la caution des Ong les plus radicales présente un double avantage : elles sont moins enclines à disqualifier leurs nouveaux partenaires et, surtout, elles développent des normes écologiques qui restreignent l’accès au « butin » pour les nouveaux arrivants. Au syndrome du « pré carré » succède celui de la « curée », figure sans doute exagérée, mais qui suffit pour donner la mesure – tout animale – d’un changement de comportement aussi inattendu. Les Ong, quant à elles, ont préféré s’appuyer sur des entreprises industrielles – fussent-elles multinationales – que sur un gouvernement russe certainement rugueux à leur égard puisqu’il n’a pas hésité à menacer certaines d’entre elles d’expulsion lorsque leurs critiques étaient jugées exagérées par le Kremlin ; pour elles, l’enjeu – colossal – est de gagner à la certification Fsc les 99 % de forêts russes qui leur restent à « conquérir ». Ainsi, tant les firmes que les Ong y trouvent leur compte, ce qui est aussi un critère de la complicité ou – mieux – son couronnement.

Le risque d’une méthode judiciaire, qui, en France, est inséparable du procédé inquisitorial, c’est de voir le mal là où il n’est pas et de soumettre l’analyse politique à la grille du manichéisme, source redondante des fanatismes, des aveuglements et des violences. Et la première des violences, dans ce cas, c’est la mise en accusation, suite logique et aboutissement de la méthode. Faudrait-il donc accuser ces Suédois distingués et ces courageux Finlandais d’avoir hissé leurs industries du bois au premier rang mondial, de gérer leurs forêts au cordeau et de pratiquer avec succès le dialogue social ? À moins de nourrir contre leurs ancêtres vikings un ressentiment encore plus durable que le développement qu’ils préconisent, la « chute » accusatoire n’aurait aucun sens. Si le procureur, défenseur de l’ordre public tant libéral qu’écologique, n’a rien à rajouter, le non-lieu s’impose. Restent les victimes… : elles ne sont guère qu’économiques et sociales et l’érosion des revenus des propriétaires forestiers français provoquée par la pression des bois scandinaves ne fera pas pleurer dans les chaumières. Il s’agit en outre d’une histoire ancienne : Bordeaux était au XVIIIe siècle le premier port importateur de bois nordiques de France et la forêt landaise a vu le jour… un siècle plus tard !

Évidemment, on peut regretter la fermeture des usines à bois françaises, condamnées par absence de marge, le gaspillage inouï, en termes de richesses et d’emplois, consistant dans une forêt exploitée à 50 % de sa capacité, ce qui n’est guère que la conséquence du premier phénomène, et la colonisation de notre bois par des firmes étrangères, ce qui en est l’aboutissement. On ne peut pas, sur une même gamme de produits, être à la fois importateurs et producteurs : il faut donc choisir de nourrir l’hégémonie industrielle des autres ou d’être à la hauteur d’une hégémonie concurrente, d’une contre-hégémonie. Alors, démasquer les impostures qui entretiennent un système de domination hypocrite n’est guère que l’expression d’un « *patriotisme de la dernière chance* ». Il s’est focalisé sur une complicité avantageuse, qui n’est que la variété nocive de toute stratégie d’alliance, où chacun utilise pour son compte les qualités ou les opportunités du partenaire. Volatilité, furtivité, reconversions sont des traits permanents de la complicité comme de l’hypocrisie et elles sont derrière notre analyse, rendant plus difficile la poursuite des complices eux-mêmes.

Reste un autre choix : comme souvent en matière de protection des biens, il est plus aisé, pour mettre fin au dommage, de mettre à l’abri l’objet convoité que de surprendre les contrevenants. L’arme la plus efficace contre la complicité est de supprimer sa raison d’être et les évolutions récentes peuvent faciliter cette contre-offensive. Certes, l’espoir de mises en valeur industrielles de nos forêts demeure lointain [[367]](#footnote-367), mais le panorama qui oriente les acteurs économiques du bois et des forêts pourrait être remis en question. Les nouvelles utilisations du bois, mises en évidence par la crise des énergies fossiles et les menaces de l’effet de serre, annoncent une redistribution des cartes qui ne manque pas d’inquiéter les appareils industriels de la filière. Tout sera bientôt à repenser, si le bois trouve des valorisations équivalentes à ce qu’on lui offre dans les parcs des scieries ou des papeteries, en prenant tout simplement le chemin des chaudières et des cheminées les plus proches. La France pourrait alors reprendre l’initiative, la présence sur son territoire d’une richesse forestière intacte devenant sa chance, alors qu’elle n’est aujourd’hui que le témoin de sa désindustrialisation.

Il convient donc de se demander si les complicités mises ici en évidence concernent seulement une zone géographique et un secteur économique précis : s’agit-il d’un épiphénomène qui proviendrait du caractère ambivalent de la forêt, à la fois gisement de matière première et ressource écologique ? ou bien faut-il s’attendre à en découvrir ailleurs et peut-être bien à chaque coin de rue ? Si la complexité est devenue le qualificatif le moins discuté du monde globalisé, il est probable que le mode complice devienne la réaction inévitable aux situations contradictoires que la complexité multiplie. Comment, en effet, l’individu, l’entreprise, leurs associations, mais aussi les États peuvent-ils gérer des appartenances et des contraintes qui se superposent et se dilatent en permanence ? La multiplication des connexions, des réseaux et des dissymétries à laquelle on assiste simultanément n’est sans doute pas étrangère à cette nécessité. Les affinités opèrent une première sélection, que la convoitise transforme en complicité utile lorsque la contradiction devient insurmontable. Convoitise des marchés contredite par l’obstacle écologique, convoitises nationales confrontées aux gouvernances régionales ou mondiales, mais aussi convoitises de l’*hégémon*, qui les synthétise toutes en mettant fin au débat.

Il serait donc utile, pour la paix du monde et sa justice, d’inclure dans la famille des critères et indicateurs du développement durable celui de son détournement hégémonique et, d’abord, de son exploitation politique. Cependant, n’est-ce pas là trop demander ?

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Deuxième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

– III –

SÉCURITÉ GLOBALE

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– III –**

**SÉCURITÉ GLOGALE**

*Espaces maritimes et Sécurité globale.  
Orientations de recherche*

Dominique d’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les espaces maritimes entretiennent avec la sécurité une histoire trimillénaire qui en font la porte d’entrée privilégiée d’une *cindynique des milieux naturels* qui reste à construire, non seulement à partir de notions abstraites et théorisées, comme le risque ou le danger, mais à partir de la rencontre hasardeuse entre les hommes et un milieu auquel ils ne sont pas adaptés, provoquant l’*immensi oceanis tremor* [[368]](#footnote-368)pour ce qui est du milieu marin. Cette démarche, résolument aristotélicienne, est également pédagogique. C’est en observant dans l’histoire le long cheminement de l’aventure maritime, qui est passé par le développement de l’art, puis de la science de la navigation, que l’on prend conscience du formidable potentiel créatif de cette rencontre faite de dangers longtemps irrépressibles, puis de mieux en mieux contenus, sans jamais être totalement maîtrisés. Si la sécurité du déplacement sur les flots a été un accélérateur du génie humain [[369]](#footnote-369), elle fixe également les limites actuelles de l’usage du milieu marin, ce que nous appellerons ses fonctions sociales. Et c’est ici qu’il devient un objet de science politique à part entière [[370]](#footnote-370).

Or, l’usage social des espaces maritimes se résume, jusqu’à aujourd’hui, à deux fonctions principales : la communication et l’exploitation des ressources.

1. La mise en communication  
d’espaces terrestres  
et de sociétés humaines soumises  
à l’obstacle du franchissement maritime

Milieu dont l’hospitalité n’est guère durable, les mers et océans sont avant tout des zones de transit, tant la nécessité de retrouver une « terre ferme » est vitale, à plus ou moins longue échéance. « *La grande plaine liquide est traversée de chemins* » [[371]](#footnote-371) : la formule est d’une remarquable concision et elle rend compte de l’inévitable application à l’espace maritime de repères terrestres. Sur les flots, l’homme doit nécessairement « faire route », « tenir un cap » – réellement, comme dans la navigation à vue de l’Antiquité, ou virtuellement sur la graduation d’un compas – mais il est toujours en déplacement. La plupart des dangers nautiques – collision, avaries, échouages – ne sont qu’une variété de la même famille cindynique que l’on peut traduire par le néologisme de « dangers véhiculaires ». Ils sont caractérisés par le milieu de fréquentation, mais plus encore par l’utilisation de tout vecteur de déplacement, dont la taxinomie mériterait d’être tentée. Ils nous renvoient une fois de plus au premier usage, durement conquis, mais pertinent, de l’espace maritime : une voie de passage.

On en déduit immédiatement les conséquences politiques, stratégiques, et militaires. La voie de passage en permettant l’échange des marchandises et des hommes est en permanence un enjeu de sécurité pour les sociétés politiques : c’est le contrôle de la route de l’étain en provenance de *Britannia* qui est la vraie raison de la conquête des Gaules, de même que dans le monde féodal la surveillance d’un gué est à la fois occasion de ressources (péages) et de sécurité. Aujourd’hui, les routes du pétrole et des matières premières, mais aussi celles de l’immigration et des trafics en tous genres, traversent toutes l’espace maritime, prépondérant sur le plan mondial puisqu’il couvre 70 % de la surface du globe et que les navires qui le sillonnent transportent 85 % des marchandises produites. C’est la voie maritime qui est à l’origine de la puissance britannique dont l’apogée impérial du XIXe siècle est précédé par une politique constante et avisée d’établissements de comptoirs outre-mer, de bases de ravitaillement, et d’une marine de guerre assez puissante pour la sécuriser et l’interdire aux intrus. L’enjeu essentiel de toute stratégie navale, comme l’a théorisé Sir Julian Corbett, officier de marine britannique, c’est de garder la maîtrise de la route maritime. Réflexion d’insulaire, mais ô combien vérifiée par la bataille de l’Atlantique, dont l’issue, favorable aux alliés, fut déterminante dans la victoire finale de 1945. Tout le génie militaire en matière navale consiste à concevoir des navires et des systèmes d’armes permettant de lever l’obstacle au libre passage, ce qui signifie la destruction du navire de guerre qui s’y oppose (par une puissance de feu supérieure), ou encore son intimidation (par la menace), ou encore son esquive, par la vitesse ou la dissimulation.

Ainsi, toutes les combinaisons de tonnage, de puissance, de mobilité, et aujourd’hui de furtivité, se conjuguent pour constituer des flottes de combat, à la fois dissuasives et opérationnelles, mais qui concentrent davantage de capacités de destruction. Toujours affaire de compromis, les programmes navals alimentent des controverses permanentes et passionnées : celle opposant les partisans du torpilleur et ceux du cuirassé à la fin du XIXe siècle, celles de la propulsion nucléaire ou classique du « deuxième » porte-avions, ou du nombre idoine de sous-marins nucléaires lanceurs d’engins (Snle). Ces polémiques, surtout françaises, sont le signe des incertitudes d’une nation à la fois ancrée sur le continent et ouverte sur trois façades maritimes. Et l’approche continentale de la mer en modifie aussi la vision stratégique : plus qu’une voie de passage, la mer devient le prolongement de l’espace terrestre ; elle se transforme en zone de souveraineté territoriale qui s’élargit selon les nécessités des relations internationales. L’outil tactique qui accompagne cette vision est celui du débarquement ou de l’opération amphibie, qui ne sont que le prolongement de l’offensive terrestre. On est ici loin du concept de bataille navale, ce n’est plus la voie de passage qui importe, c’est le combat sur terre qui devient décisif. Vision terrienne qui a démontré ses limites voilà deux siècles, quand Trafalgar, défaite navale, a signé le démantèlement du camp de Boulogne et l’échec de la tentative de débarquement en Grande-Bretagne. Pourtant, cette vision territoriale de l’espace maritime repose sur des fondements réels dans la mesure où la mer dispose de ressources propres à la consommation humaine.

2. Les espaces maritimes sont également  
des gisements de ressources

Les mers et océans ont longtemps prodigué la ressource alimentaire du poisson qui continue de constituer pour certains peuples l’essentiel de leur alimentation. Longtemps jugée illimitée, la *ressource halieutique*, aujourd’hui contingentée par des accords internationaux, est un enjeu souvent conflictuel, soit à l’échelle régionale (conflits intra-européens), soit à l’échelle mondiale (entre nations asiatiques et européennes particulièrement). Les problèmes de la pêche débouchent sur ceux de la sécurité alimentaire, de la police des zones réglementées, et de la gouvernance mondiale de la ressource. Il mérite des recherches spécifiques, car ils confrontent des notions de puissance, de sauvegarde écologique, de concertation internationale, notions rencontrées à propos d’autres ressources naturelles confrontées au problème de la déperdition progressive et de leur juste répartition. Il faut noter également que l’inventaire des ressources océaniques n’est pas achevé. On est en présence de ressources potentielles, de réserves pour le futur, qui ont été l’objet d’âpres négociations pendant les dix années qui ont précédé la signature des accords de Montego Bay sur le droit de la mer.

Une vision complète des ressources issues de la mer devrait intégrer la *notion de littoral*, car c’est l’interpénétration des milieux marins et terrestres qui provoque depuis quelques années le dynamisme économique et démographique des espaces côtiers. À l’échelle de la planète, 80 % des populations résident à moins de 200 km de la mer, ce qui crée des enjeux et des vulnérabilités supplémentaires. Après que leur importance ait été révélée par des historiens de la mer [[372]](#footnote-372), les littoraux – en tant que tels – sont devenus des lieux multifonctionnels où s’élabore depuis peu de temps la domestication des ressources maritimes (fermes marines, industries balnéaires, nautisme) tout en connaissant des taux d’urbanisation accrus. Ils sont, plus que tout autre espace, concernés par les problématiques de sécurité environnementale et de conflits d’usage.

Ainsi les deux approches anthropologiques de l’espace océanique, celle de l’échange s’appuyant sur la voie maritime, et celle de l’exploitation des ressources qui ne peut faire l’économie de la délimitation « possessive », et du zonage, coexistent dans le droit international maritime. La première est consacrée par le principe de liberté totale de circulation sur la haute mer, la deuxième par celui de souveraineté exclusive des États riverains sur les espaces marins adjacents à leurs territoires nationaux. Ce compromis lentement négocié tout au long des travaux de la conférence internationale sur le droit de la mer s’efforce d’aboutir à une synthèse pacifique des deux approches, nourrie par des siècles de conflits guerriers, de règles coutumières, d’ambitions nationales plus ou moins maîtrisées [[373]](#footnote-373). Issu du concert onusien, il est adapté à un monde multilatéral et veille à l’équilibre des intérêts, particulièrement entre le nord et sud. En cela, il s’oppose radicalement à toute vision de contrôle hégémonique des océans, y compris pour la bonne cause, ce qui contrarie la vision nord-américaine influencée par sa posture de gendarme du monde.

Les États-Unis n’ont d’ailleurs pas ratifié la convention de Montego Bay offerte à leur signature depuis 1982. Tardivement, mais avec une efficacité redoublée, ils ont en effet complété les approches traditionnelles (et largement européennes) de l’espace maritime par celles qui les couronnent toutes quand on a les moyens de la puissance. L’espace maritime se transforme dans ce cas en *ressource stratégique*, c’est à dire en support mondial d’un contrôle politique et militaire. Et cette vision, préparée au début du XXe siècle par Alfred T. Mahan, théoricien du *sea power*, est mise en pratique depuis 1945. L’*Us Navy* entretient aujourd’hui dans chaque mer du globe et en permanence une flotte complète incluant un groupe aéronaval avec porte-avions nucléaire, capable à la fois de détruire tout ennemi potentiel présent sur la zone et d’atteindre des objectifs terrestres sur toutes les parties du monde avec un préavis maximum de 24 heures. Aucune puissance n’est en mesure d’assurer une telle présence en alignant un tel dispositif. Et la Russie soviétique dont la qualité des sous-marins pouvait créer un risque de démantèlement a aujourd’hui abandonné la partie. Cet *imperium oceanis* coexiste avec le droit international maritime – ou le transcende-t-il ?

Les espaces maritimes ne seraient ainsi que le théâtre privilégié du déploiement de toute puissance à vocation mondiale, car ils sont les seuls à offrir – librement et sans contrainte [[374]](#footnote-374) – l’allonge planétaire. La stratégie navale elle-même est prise de cours devant cette situation inédite, sinon à renouer avec les stratégies « du faible au fort », tradition française en la matière, qui explique les succès occasionnels des « corsaires », mais qui n’a jamais autorisé de victoire décisive.

L’approche française de la sécurité maritime, sur laquelle sera centré le cours de spécialité, est confrontée à de nouvelles perceptions qui n’ont que partiellement renouvelé son contenu. Le socle militaire, lié à l’héritage d’une marine de combat et hauturière, constitue le prisme essentiel d’analyse et de réponse opérationnelle à des risques nouveaux et aussi variés que le narcotrafic, l’immigration clandestine, les pollutions accidentelles. La Marine nationale y a répondu par le concept récent de sauvegarde maritime, qui demeure approximatif[[375]](#footnote-375), mais qui est parlant et qui a l’avantage tactique de conforter dans le giron de ce corps, sous l’autorité de préfets maritimes aux attributions renforcées, des interventions diverses qui représentent aujourd’hui 25 % de son activité. La voie française de réponse à ces risques est celle de l’intervention opérationnelle de police, que ce soit au large des côtes ou dans les zones immenses de pêche exclusive liées à la possession d’îlots perdus dans l’Antarctique. Mais l’outil demeure militaire et il doit compter avec le maintien d’une force océanique stratégique, autonome, qui consomme 25 % de son budget, tandis que les éléments conventionnels interviennent de plus en plus dans le cadre d’opérations intégrées (Otan en priorité).

Il faut ajouter un futur européen, qui a déjà pris consistance en matière de pollutions accidentelles par la création en 2002 de l’agence européenne de sécurité maritime, implantée à Lisbonne et qui doit se prolonger, de manière imminente, par la parution d’un livre vert européen, sur la politique maritime de l’Union. Tous ces aspects seront étudiés dans le cadre du cours dans l’optique de la sécurité globale et approfondis au moyen du programme de conférences d’intervenants extérieurs qualifiés.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– III –**

**SÉCURITÉ GLOGALE**

*L’information navale en Méditerranée.  
Une coopération à établir pour  
une sécurité mutuelle renforcée*

Dominique d’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Résumé*

*Connaître de manière permanente et en temps réel les flux qui traversent un espace maritime, c’est disposer d’une information essentielle pour établir une prévention globale adaptée aux « nouveaux risques » qui concernent particulièrement la Méditerranée. Comment y parvenir ?*

« L’Union de la Méditerranée » et ses coopérations potentielles est de nouveau rentrée dans le giron des institutions européennes comme l’a clairement déclaré le Président Sarkozy à la chancelière allemande en mars 2008. Au sein de l’Union européenne, elle demeure une orientation, certes délibérée, puissante, et, semble-t-il, partagée, mais qu’il s’agit de remplir par des « pratiques concrètes » pour lui donner une consistance autre que virtuelle selon les termes mêmes de Mme Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne aux relations extérieures [[376]](#footnote-376). L’exercice peut paraître difficile si on se penche sur le bilan décevant du processus de Barcelone en dépit des raisons d’espérer que ce présent colloque ne manque pas de susciter. Comment, en effet, reconstruire sur les décombres d’une action commune dont les objectifs énoncés en 1995 demeurent aussi lointains.

Loin de se réduire, les écarts nord-sud en Méditerranée se sont, en effet, accrus : « On prévoit un décrochage des revenus de 17 % pour le Maghreb, de 20 % pour le Machrek sans Israël, entre 1990 et 2010 » [[377]](#footnote-377). Par ailleurs, les engagements européens pour accélérer les processus d’intégration nord-sud ont été inférieurs aux montants annoncés et ont représenté 5 euros par habitant, contre 20 pour les futurs entrants dans l’Union européenne. Enfin, le pourcentage d’investissements directs des entreprises (Ide) est demeuré inchangé depuis 1995 en restant fixé à 6 %. Les « recettes » issues de l’expérience européenne de convergence des économies qui furent le moteur de la construction de la Cee, puis de l’Ue, ne fonctionneraient-elles plus lorsqu’elles s’appliquent autour de la Méditerranée ? On peut sans doute débattre des causes, conjoncturelles ou structurelles, qui peuvent expliquer cette déception. On peut également être tenté, pour la Méditerranée, d’inverser l’ordre chronologique des facteurs d’intégration : si pour l’Europe continentale, l’intégration économique préalable a été facteur de paix et de sécurité, est-ce que s’agissant de l’Europe méditerranéenne, la pacification ne deviendrait pas une condition préalable, pour rendre possible par la suite les dynamiques heureuses de l’intégration économique, en facilitant notamment le déplacement vers la rive sud d’ investissements productifs encore frileux ?

Posée en ces termes, l’hypothèse prend sans doute un caractère trop systématique : l’affrontement au danger, historiquement, n’a jamais paralysé l’ardeur des marchands, et les flux intra-méditerranéens se sont intensifiés sans encombre, comme sur toutes les mers du globe, depuis une quinzaine d’années. Ils atteignent une progression régulière de 20 % tous les cinq ans, due surtout au trafic entre pays euro-méditerranéens [[378]](#footnote-378). La Méditerranée est néanmoins l’objet d’une « focalisation sécuritaire » qui répond à la fois à des considérations objectives – car elle est une zone à risques, et à « nouveaux risques » – et à la convoitise politique de puissances multiples –car elle est devenue un socle stratégique rendant nécessaire la maîtrise des menaces qui pourraient s’y déployer. Ce binôme anxiogène crée aujourd’hui un paysage confus marqué à la fois par la superposition des cadres institutionnels, leur spécialisation et leur chevauchement, tandis que les forces navales présentes sur le bassin sont invitées par l’Otan à jouer un rôle de police militaire, et par les États-Unis, à construire un « grand Moyen-Orient » en dépit de la réticence des pays riverains. Ainsi, les objectifs de coopération en matière de défense et de sécurité, explicites dans les accords de Barcelone en 1995, ont été – sur le plan militaire – « aspirés » par le Dialogue méditerranéen que l’Otan a initié dès 1994, tandis que d’autres, plus « civils » et diversifiés tentaient de l’être par une Union européenne soucieuse de se doter d’une politique maritime commune [[379]](#footnote-379). La Méditerranée, sur le plan de la sécurité, est ainsi devenue malgré elle prétexte à des constructions stratégiques de portée mondiale inspirées par les États-Unis, ou institutionnelle à l’usage des nations occidentales membres de l’Union européenne. On peut comprendre que cette coopération-là, même si elle peut concerner certains pays riverains arabes et musulmans, ne les engage pas véritablement, car ces débats ne sont pas les leurs.

Mais ces agencements compliqués risquent également de se traduire – et c’est le plus grave – par une sécurisation incomplète de l’espace méditerranéen. On n’arrive toujours pas, alors que l’information est la clé de toute politique de prévention, à disposer en permanence et en temps réel d’une vision complète des flux maritimes qui traversent la mer Méditerranée. Même en réduisant l’espace couvert à la Méditerranée occidentale (de Malte à Gibraltar) ; même en se limitant aux navires de plus de 300 tonneaux (ce qui exclut les bateaux de plaisance et de pêche côtière).

Les motifs de mise en place d’un dispositif de surveillance globale qui devrait être partagé par tous les pays riverains, et par là même, qui deviendrait un exemple concret de coopération, sont pourtant surabondants. Alors qu’elle ne représente qu’un millième des espaces liquides de la planète, la Méditerranée concentre à elle – seul un tiers du trafic pétrolier mondial et le quart du trafic général, elle est fréquentée journellement par 2000 navires (hors bateaux de pêche et de plaisance), dont 300 franchissent chaque jour le détroit de Gibraltar ; 100, le canal de Suez ; 50, le détroit du Bosphore donnant accès à la mer Noire. Étant bordé de 26 États côtiers, dont plusieurs sont en hostilité réciproque, son littoral est également un des plus urbanisés du monde, tandis qu’elle est l’espace de transit inévitable de trafics illicites (de personnes ou de marchandises, à commencer par la drogue), de cargaisons dangereuses, ou d’espèces en voie de disparition, comme le thon rouge.

À cela s’ajoute un climat capricieux et difficilement prévisible, hors de court préavis, qui peut rendre la navigation dangereuse, particulièrement en eaux resserrées, telles que les Bouches de Bonifacio, entre la Corse et la Sardaigne, ou le détroit de Syracuse, entre l’Italie et la Sicile. La Méditerranée accumule donc, et de manière cruciale, des risques de circulation maritime spécifiques, une vulnérabilité écologique liée à l’intensification de sa fréquentation tout autant qu’à l’urbanisation de ses contours, et des menaces criminelles, puisqu’elle est aussi la zone charnière entre l’Europe et l’Afrique, tout autant que le lieu de passage des approvisionnements stratégiques. Peu d’endroits sur la planète mériteraient donc autant que la Méditerranée une surveillance permanente, globale, et complète, permettant aux États riverains d’être alertés en temps et en heure, et de prendre des mesures adaptées, au besoin en faisant appel aux multiples réseaux de coopération qui sont déjà en place, afin que la menace, quelle que soit sa nature, puisse être maîtrisée avant de produire ses ravages. Alors qu’une information préalable est la condition de toute prévention, surtout quand les risques se diversifient et se superposent, celle-ci n’est pas en place. Ce constat axiomatique, qui a fait ses preuves dans toutes les familles de risques, ne fait l’objet – s’agissant de la Méditerranée – que d’applications partielles ou limitées à des espaces restreints, alors que nous disposons aujourd’hui – à profusion – de moyens techniques qui permettraient d’en bénéficier, et de manière peu onéreuse, en tirant parti des réseaux existants. Cette situation est d’autant plus surprenante que, dans le même temps, l’espace aérien est doté de moyens de contrôle et de riposte quasi immédiate, qui permettent d’appliquer de manière stricte le principe de précaution en faisant décoller des avions de chasse dès qu’un intrus ne répond pas aux demandes d’identification. Alors que les délais de réaction sont à l’échelle de la minute, compte tenu de la vitesse des vecteurs, la défense aérienne parvient à intercepter le « suspect » avant même que son survol puisse devenir dangereux ! Effet « 11 septembre » ou transposition réaliste du film de Spielberg « *Minority Report* », dans lequel l’agresseur est anéanti avant le passage à l’acte, puisqu’on peut voir dans ses pensées… ?

Cette prévention perfectionnée et – semble-t-il– efficace n’existerait pas sans le suivi permanent et en temps réel de tous les flux qui traversent le ciel ni sans leur identification précise. Alors pourquoi ne s’applique-t-elle pas à la mer qui en aurait le plus besoin ?

Si la réponse n’est ni dans les moyens ni dans la prise de conscience, qui est largement partagée, si la coopération pour réaliser cette « veille globale » est à la portée de tous les pays qui souhaiteraient s’en doter, pourquoi, après bientôt quinze ans d’exhortations, la « sécurité commune » est-elle toujours à construire ?

Pour répondre à cette question et esquisser des solutions, il convient en premier lieu de dresser un état des lieux –même sommaire– des réseaux d’information en matière maritime. Nous verrons que le panorama est essentiellement encombré de systèmes d’information étroitement dédiés à des fins précises tout en restant cloisonnés.

À partir des expériences foisonnantes, mais incomplètes, nous tenterons de montrer que la mise en place d’une surveillance globale est à la portée tant technique que financière des États concernés, mais qu’elle suppose une coopération consacrée jusqu’à présent à d’autres fins.

Enfin, puisque la coopération est à la fois une nécessité et un obstacle à la mise en place de ce réseau, nous nous interrogerons pragmatiquement – en guise de conclusion – sur le cadre le mieux adapté pour le mettre en place dans des délais raisonnables.

1. Le développement d’une information  
spécialisée et verticale

L’information sur le trafic maritime est devenue tellement foisonnante qu’elle prend aujourd’hui plusieurs significations selon les finalités qui lui sont assignées, comme si chaque utilisateur voulait la marquer de son label. Chaque besoin donne lieu en effet à la mise en place de procédés de recueil d’information sélectifs, utilisant des technologies parfois dédiées, généralement exclusives, et rarement partagées. Un inventaire et une tentative de classification s’imposent pour rendre compte d’une tendance que rien, jusqu’ici, n’a contrecarrée. Nous distinguerons deux grandes familles qui se complètent, mais ne se chevauchent pas : l’information à but de sécurité maritime, et l’information à but de sûreté.

1.1 L’information à but de sécurité maritime :  
une déclinaison institutionnelle et cloisonnée

Depuis le naufrage du *Titanic*, la sécurité des transports maritimes a pris une importance universelle, ravivée par la survenance de marées noires successives dans la seconde moitié du XXe siècle. L’Organisation maritime internationale, organisation spécialisée de l’Onu, assure au niveau mondial la préparation et le suivi des conventions internationales destinées à prévenir les catastrophes maritimes. Elle est à l’origine de l’*Ais* (*Automatic Identification System*), rendu obligatoire depuis juillet 2007 par la convention de sauvegarde la vie en mer (Solas) pour tous les navires d’une jauge supérieure à 300 tonneaux. Reprenant la technique du transpondeur déjà connu en aéronautique, ce système permet de situer et d’identifier les navires jusqu’à une distance d’environ 50 km (portée des ondes Vhf) en transmettant des informations essentielles pour éviter les collisions ou faciliter un sauvetage. Il s’agit de l’identifiant télégraphique du navire, de sa route, de sa vitesse, de sa position, de sa situation de navigation. Ces éléments sont complétés toutes les six minutes par d’autres précisions : numéro d’appel par téléphone satellitaire, nom du navire, type de bâtiment et cargaison, dimensions, destination, heure probable d’arrivée (*Eta*), nombre de personnes à bord, plus des précisions techniques concernant l’équipement de radionavigation ou de télécommunication du navire. Ces données constituent donc bien un véritable « *état signalétique* » permettant de renseigner tout point d’observation situé à une portée de 50 km. Ceci en fait un instrument très bien adapté à la surveillance côtière ou au contrôle du trafic en eaux resserrées (détroits). Mais il est aveugle au-delà de 50 kms, et – en outre – il peut être neutralisé ou leurré par des mains malveillantes à bord du navire. Il est conçu pour un strict objectif de sécurité, et c’est en effet près des côtes, à l’approche des ports ou à l’intérieur des couloirs de transit que la navigation est la plus dangereuse. Il ne peut à lui seul renseigner sur les flux en temps réels qui s’établissent sur un espace maritime. Dans la même famille, mais au niveau régional, l’Europe, encore marquée par les catastrophes de l’*Erika* et du *Prestige*, s’est dotée d’un Réseau européen d’échanges de données sur le transport maritime (Safeseanet). Il consiste essentiellement en une communication réciproque d’informations sur les navires à risque qui fréquentent les eaux européennes et est géré par des autorités habilitées. L’objectif du réseau est de mettre en place des moyens d’urgence en cas d’incidents ou de pollutions en mer, de détecter à l’avance les navires à risque, d’améliorer l’efficacité de la logistique portuaire, et de fournir des statistiques sur le trafic par zone maritime [[380]](#footnote-380). Par ailleurs, les accords de Schengen ayant donné à l’Ue compétence en matière d’immigration, ce qui a donné lieu au dispositif *Frontex* d’échange de données, la dimension maritime de l’immigration est appelée à prendre de l’importance. *Frontex* a déjà coordonné en mars 2007 au large des côtes sénégalaises l’interception d’un navire sous pavillon nord-coréen par deux navires de guerre, espagnol et italien [[381]](#footnote-381), tandis qu’un système européen de surveillance des frontières terrestres et maritimes, déjà baptisé « Eurosur », est à l’étude.

Si on s’intéresse à l’échelon national, la liste s’allonge :

– En France deux dispositifs d’information côtière coexistent : l’un, Spationav, est géré par la Marine nationale grâce au réseau des sémaphores et est réservé aux administrations concernées (Affaires maritimes, Gendarmerie, Douanes, etc.), l’autre, Trafic 2000, initié par les Affaires maritimes depuis 2003 et conçu comme l’interface national de *Safeseanet*. Pour des raisons ignorées, il n’y a pas de connexions en réseau entre les deux systèmes.

– En Italie : c’est le choix d’un système d’information ouvert (*Internet* librement accessible), mais, fonctionnant en coopération avec différents partenaires, qui a été initié par la Marine italienne. Tout un chacun peut connaître, à tout moment, comme dans une gare, les mouvements d’entrées et de sorties dans les ports italiens, avec les données de base concernant les navires (Vrmtc : *Virtual Regional Maritime Traffic Center*). Depuis fin 2006 a été signé à Venise entre 15 marines riveraines un accord prévoyant un échange d’information maritime non classifiée, via *Internet*, pour la Méditerranée – mer Noire et ses approches.

1.2 L’information dans le but de la sûreté :  
un haut niveau de vigilance,  
mais limité dans le temps ou dans l’espace

Si les dispositifs qui viennent d’être décrits plus haut visent à maîtriser les risques liés à l’environnement marin stricto sensu, ils n’ont pas pour vocation première à faire face à des menaces d’origine humaine. La prise en compte de l’agression [[382]](#footnote-382), quelle que soit sa forme, change radicalement le statut de l’information appropriée qui devient protégée et, surtout, qui doit faire corps avec les moyens opérationnels destinés à réduire la menace. Ce couplage « alerte-riposte » est une des conditions de base de l’efficacité opérationnelle et il est régulièrement mis en œuvre par les marines militaires. L’« information maritime » devient alors une « information navale », ce qui lui donne une signification essentiellement militaire, avec les atouts, mais aussi les limitations de ce changement de statut.

En effet, l’information navale, coïncidant avec des objectifs militaires, suit essentiellement des menaces du même ordre. Elle s’intéresse à un ennemi militaire, qui prend la forme de forces navales, qu’il s’agira d’identifier pour mieux prévenir ou neutraliser les réactions. Où sont les escadres, de quoi sont-elles composées, quelles sont leurs intentions ? Le marin de guerre fait profession d’évaluer en permanence des menaces potentielles, mais homologues. Sa vocation première est de combattre [[383]](#footnote-383) un outil naval opposé. Cette hypothèse a marqué le quotidien des marines occidentales en Méditerranée lorsque l’*Eskadra* soviétique en avait fait son bassin de récréation, mais cette configuration a aujourd’hui disparu, même si d’autres dangers du même ordre ne sont jamais à exclure. La nouveauté essentielle, c’est que les « nouvelles menaces » qui peuvent surgir en Méditerranée (comme sur d’autres mers) se déploient en dehors des appareils militaires et des marines de guerre. La violence des trafics d’êtres humains, du terrorisme, des mafias de tout ordre, voire celle des pirates, s’infiltre sur mer malgré le maillage des États et de leurs marines, en mettant à profit les faiblesses du droit international ainsi que l’immensité des espaces maritimes. La violence en mer a débordé le champ strict de la sphère militaire dont l’objet même est paradoxalement devenu étroit, tout en concentrant des moyens de puissance en progrès constant. Si cette évolution conforte le rôle des marines de guerre en tant qu’outil de riposte, elle remet en question une information préventive dont la focalisation était jusqu’à présent de nature strictement militaire. On est ainsi passé, au moins dans la Marine nationale, du renseignement militaire, forme spécialisée d’information, au renseignement d’intérêt maritime, à objet plus vaste, et enfin à la « surveillance maritime », concept désormais englobant dont l’exploitation doit permettre une frappe, au moins préventive, au pire répressive. Toute la difficulté est d’interpréter ces données de plus en plus nombreuses, recouvrant des risques variés, de manière à organiser, en temps et en heure, une intervention adaptée. C’est à cet exercice délicat que renvoie le concept de « situation reconnue », qui s’apparente au diagnostic du médecin généraliste, et qui, comme lui, peut demander l’intervention du « spécialiste ». Faire le tri entre la situation normale –ou bien portante – et le ou les symptômes – demande un travail spécifique de services spécialisés, un travail d’ « intelligence », au sens anglo-saxon. Mais pour pouvoir l’effectuer avec quelques chances de succès, il faut d’abord disposer d’une connaissance élémentaire du sujet. Et, en matière maritime, le dénominateur commun qui commande l’apparition des risques ce sont les flux qui se déploient sur mer. Si, comme aujourd’hui, les risques se diversifient, ils n’en demeurent pas moins soumis à cette règle universelle propre aux espaces liquides : disposer d’un vecteur, et aller d’un point à un autre. Une sécurité globale en matière maritime commence donc par la connaissance – en temps réel – des flux qui traversent un espace donné. La Méditerranée, pourrait de ce point de vue, devenir le lieu d’application prioritaire de ces principes ainsi qu’un objet concret de coopération entre pays riverains.

2. Mettre en place une information globale  
sur les flux maritimes

Les marines occidentales disposent incontestablement d’une expérience considérable en matière de détection des menaces maritime, autant dans le cadre de l’Alliance atlantique, que de manière autonome.

L’Otan est dépositaire de l’expérience acquise au cours de la Seconde Guerre mondiale, notamment dans l’accompagnement des convois, qui ont joué un rôle déterminant dans l’issue du conflit, et dont on reparle aujourd’hui pour conjurer la piraterie. Les nations participantes, dont la France, entretiennent un savoir-faire dédié à la protection de la navigation commerciale à travers le réseau du *Ncags* (*Naval Cooperation And Guidance for Shipping*) animé principalement par des officiers de réserve des marines de l’Otan, et mieux connu, en France, sous le terme de « contrôle naval volontaire ». Ces concepts et ces procédures qui ont fait leurs preuves lors des deux guerres du Golfe, mais aussi lors de la toute récente affaire du « Ponant », sont bien adaptés à des situations de crise internationale, en s’appuyant sur l’accord préalable et la collaboration des armateurs. Ceux ayant personnellement participé à plusieurs exercices ont pu mesurer la validité d’une prévention fondée sur l’information systématique – et en temps réel – de tous les mouvements de navire sur un théâtre maritime tel que la Méditerranée occidentale. Lorsque le contrôle naval est activé, tous les bâtiments d’une jauge supérieure à 300 tonneaux présents dans la zone sont identifiés, leurs mouvements sont signalés, et les incidents qui les concernent peuvent faire l’objet d’une intervention immédiate. C’est ici qu’on vérifie que l’information préalable sur les flux est la condition première de toute protection, protection des navires marchands, bien entendu, mais aussi des côtes et des ports. La difficulté, c’est que ces procédures, en Méditerranée, sont momentanées et qu’elles supposent, compte tenu de leur caractère spécifique et lourd à mettre en oeuvre, des menaces avérées et une inquiétude manifeste des flottes marchandes provoquant une demande de mise sous protection par les marines militaires. Ces conditions préalables peuvent sembler anodines lorsqu’une tension est manifeste et qu’un ennemi se profile, car le souci de la sauvegarde des personnes et des biens l’emporte sur toute autre considération. Elles sont, en revanche, incapacitantes lorsqu’on est en présence de violences sporadiques et inattendues, ce qui est le propre des nouvelles menaces. Faudrait-il alors instaurer un contrôle naval permanent pour faire face à ces situations ? Sans doute, pour les adeptes inconditionnels du principe de précaution, mais les gens de mer n’y sont pas sensibles de la même manière que ceux qui restent à terre. La contrainte sécuritaire, déjà envahissante en matière de risques maritimes *stricto sensu*, sature les capitaines de navires marchands qui doivent assimiler des normes qui s’accumulent, et respecter en permanence des *chek-lists* routinières et parfois redondantes. Ils ne sont pas les mieux disposés, pas plus que leurs armateurs, pour se surcharger de nouvelles procédures, militaires de surcroît, au nom de la survenance de risques sans doute potentiels, mais non avérés. Il s’ajoute à cette réticence compréhensible le principe de liberté de la haute mer, inscrit dans la loi internationale, et incompatible avec toute « mise sous contrôle », fût-elle d’une organisation compatriote, hormis l’hypothèse d’un péril plus ou moins imminent. Ainsi, les dispositifs mis en place par l’Otan sont-ils marqués par un présupposé conflictuel hérité des conflagrations vécues au XXe siècle : celles-ci furent globales par leur impact, mais « classiques » par la nature des protagonistes, exclusivement des États-Nations. Cette limitation se traduit par une réactivité des dispositifs d’information et de protection limitée aux hypothèses de tensions internationales, dont les conflits asymétriques sont, par nature, dissociés, puisqu’ils échappent à une lecture interétatique. Les méthodes et les concepts qui se sont développés au sein de l’Alliance sont cependant largement transposables pour mettre en place une information en temps réel portant sur les flux maritimes déployés en Méditerranée, car à la différence de ceux en usage au niveau européen ou national, ils sont les seuls à couvrir de vastes échelles. Il conviendrait, pour cela, d’utiliser en priorité l’expérience acquise en matière de contrôle naval, mais en rendant l’information permanente, ouverte (elle l’est déjà largement), exhaustive, et … coopérative d’une autre manière.

2.1 En quête d’une information complète et ouverte

La quête de la sécurité globale – qui ne fait que commencer – confère une importance inédite aux méthodes de prévention généralisées, qui selon les domaines d’application, prennent la forme « d’études d’impact », de « pré positionnement des forces » (en particulier, pour les incendies de forêt), de « modèles de gestion de crise », qui consistent, en évitant le pire, à appliquer la prévention de manière ultime. Appliquée à un système de flux maritimes, qui, en soi, ne constituent pas un danger, mais qui sont des lieux de passage obligé des « nouveaux risques », la première démarche de sauvegarde – la plus élémentaire – consiste dans l’identification des navires qui en constituent les mobiles permanents. C’est à cette connaissance primordiale que renvoie le terme de *white picture* largement usité au sein des marines alliées et que l’on peut restituer par « source » ou « état initial ». Parvenir à pointer les navires présents dans une zone maritime, c’est appliquer à cet ensemble les règles de constitution d’une base de données, méthodologie empruntée à l’informatique, et capable, moyennant une adaptation élémentaire, d’intégrer des mouvements lents et programmés tels que ceux des navires. L’architecture logicielle permettant de suivre en temps réel des flux maritimes est disponible, à faible coût, et il est facile de l’automatiser. Alors pourquoi n’est-elle pas en place ?

Le principe d’une information ouverte sur les flux maritimes, sous la forme d’une base de données actualisée en permanence, dont on pressent l’utilité manifeste face aux « nouveaux risques », bouleverse les réflexes en usage chez les praticiens de la sécurité. Qu’on en juge :

– Seule l’information exploitable en vue de renforcer une mission de sécurité précise (collision, pollutions, sauvetage…. etc.) est considérée comme pertinente, ce qui sélectionne d’office le type et l’étendue de l’information selon des finalités précises. Les données sont donc filtrées selon des préoccupations précises, ce qui focalise la surveillance sur des champs spécifiques, la rendant aveugle sur tous les autres. Cette posture est adaptée à des situations de dangers avérés, qui se sont distingués par leur répétition et par leur prise en charge adaptée ; elle risque de manquer ses buts lorsqu’il s’agit de dangers potentiels, ceux, justement que vise une prévention globale. L’ennemi potentiel, pour sa part, saura exploiter à son profit cette spécialisation des capteurs : soit en les rendant aveugles (contre-mesures), soit en tenant compte de leurs propres restrictions. Et c’est ici l’exemple bien connu de l’avion volant à basse altitude, hors du champ de détection des radars !

– Issu de l’expérience militaire et du souci légitime de la confidentialité, le principe de la diffusion d’information restreinte à « ceux qui ont à en connaître » trouve la plupart de ses justifications dans des situations opérationnelles ou tactiques. Le secret est partie prenante du « renseignement » : il crée l’avantage, parfois décisif, sur l’adversaire et explique, souvent après coup, la tournure victorieuse ou catastrophique d’un combat. Dans une optique de prévention globale, son avantage est beaucoup moins catégorique. C’est parfois, à l’inverse, la publicité du moyen d’information qui va provoquer l’effet recherché : que l’on songe aux radars autoroutiers hors de service devant lesquels ralentissent les voitures, ou aux panneaux « souriez, vous êtes filmés » qui « protègent » les caissières de grandes surfaces…

Comme le principe précédent de « spécialisation », celui de la rétention de l’information est aussi porteur d’effets pervers : il cloisonne les intervenants, alourdit les coûts par redondance, crée un pouvoir illusoire qui nourrit la vanité des bureaucraties, au point de provoquer la « guerre des polices ». Faut-il pour autant casser les systèmes de surveillance spécialisés et thématiques ?

Ce serait se priver de savoir-faire et d’expériences accumulées irremplaçables, capables de gérer et d’enrichir des « couches d’information », décisives quand il s’agit de prévenir ou de maîtriser des risques prédéfinis. Il en est ainsi des services spécialisés, civils ou militaires, consacrés aux thématiques sécuritaires, qu’il s’agisse de pollutions marines, de lutte antidrogue, de contre-espionnage, de contre-terrorisme, etc.

En fait ce sont ces services « experts » qui doivent être les premiers utilisateurs d’une base de données permanente permettant de positionner à tout instant un navire potentiellement dangereux, une embarcation suspecte, une cargaison non déclarée. C’est à eux qu’il appartient, compte tenu d’une information – cette fois confidentielle – d’alerter les forces opérationnelles aux fins d’approfondissement de cette information dédiée, et – éventuellement – d’intervention répressive. La connaissance permanente des flux a donc une utilité pratique universelle, tant d’un point de vue préventif qu’aux fins d’une intervention efficace et rapide. Si elle est la base préalable à des « enrichissements » successifs, spécialisés, et plus ou moins confidentiels, elle doit répondre à des protocoles de mise en place pratiquement inverses de ceux qui président à la gestion de l’information spécialisée :

– L’échelle pertinente, le champ opératoire, de l’information sur les flux maritimes est par définition transnational, car son but est de couvrir un bassin maritime. Appliqué au bassin de la Méditerranée occidentale, entre Malte et Gibraltar, il s’agit de saisir dans le « sas » de surveillance tous les mobiles présents dans la zone, au-delà d’un tonnage significatif, mais de manière exhaustive et permanente.

– L’information à acquérir est neutre et ouverte, et elle correspond aux identifications fournies par l’Ais (caractéristiques du navire, destination, origine, position, indicatif). C’est la connaissance du flux, et de ses composants, qui importe en premier lieu, pour pouvoir réagir à temps et en profondeur, le cas échéant, après complément d’une « couche d’information » dispensée par les services spécialisés. Mais l’image du trafic est publique, et l’information sur les mouvements doit l’être de même : c’est la condition de la réactivité efficace d’une multitude d’acteurs concernés. Ceux-ci doivent être organisés en un réseau simplifié, mais permanent et « coopératif », parce que transnational, véritable service public de la veille maritime.

– La taille des vecteurs à suivre demeure un problème d’avenir : la limitation à 300 tonneaux permet de suivre les flottes de pêche, mais exclut les bateaux de plaisance et les « petites embarcations » qui offrent aujourd’hui des moyens de contourner la surveillance et qui sont devenus des vecteurs de trafics illicites. Faudra-t-il imaginer des « plans de navigation », équivalents des « plans de vol » en vigueur pour l’aviation de tourisme, ou l’action de forces dédiées, comme en Italie ou en Espagne, est-elle suffisante pour contenir ces flux ?

Quelles que soient les solutions retenues, des coopérations transnationales s’imposent.

2.2. Une coopération concrète à mettre en œuvre

La coopération, contrairement au système du contrôle naval, ne concerne pas les navires eux-mêmes, qui sont l’objet d’une surveillance passive. Elle peut bien entendu devenir active de la part des navires en cas de danger imminent ou potentiel, à l’initiative des navires eux-mêmes ; mais leur mouvement doit être considéré comme « public », il fait partie du paysage quotidien des espaces maritimes, y compris en haute mer, et sa seule observation ne remet pas en cause la liberté de circulation.

Il n’en n’est pas de même de la coopération qui – elle – doit être renforcée entre les autorités portuaires des différents pays riverains de la zone maritime. Cette coopération doit intervenir à plusieurs niveaux.

2.2.1. Au niveau de la tenue de la base  
permanente des données

Une base de données couvrant la Méditerranée occidentale ne peut prétendre à l’exhaustivité sans que les mouvements d’entrées et de sorties soient soigneusement enregistrés et retransmis au gestionnaire de la base, qui ne peut fonctionner sans une collaboration active des autorités portuaires des six pays concernés. La qualité de toute base de données dépend de la rigueur et de la vérification préalable des informations injectées, sans zone d’ombre, sans approximation. Il convient donc de constituer un réseau d’informateurs qualifiés sur tous les points d’atterrissage ou de mouillage des navires, partant du principe globalement juste que tout navire quitte la terre pour la retrouver à un moment donné. Cette architecture « en réseau », directement issue du contrôle naval, constitue déjà – en soi – une coopération concrète nord-sud consacrée à la Méditerranée : l’intervention humaine qu’elle nécessite peut sembler obsolète à l’heure où la technologie permettrait de s’en dispenser et où l’offre de systèmes d’information automatisés et autonomes ne manquera pas d’être surabondante. Nous pensons, au contraire, si la coopération euro-méditerranéenne doit prendre quelque consistance, qu’elle devra plus à des liaisons humaines permanentes qu’à des progrès technologiques qui par nature les rendent inutiles. Si l’enjeu sécuritaire d’une information en temps réel sur les flux maritimes est partagé par les riverains, la création, l’entretien, et la mise à disposition réciproque de cette information deviennent les moyens naturels d’une participation volontaire et loyale au réseau, qui est mutualisé, et qui devient un objet concret de coopération. Ajoutons que cette option fait l’économie de systèmes de veille sophistiqués, inévitablement onéreux et forcément exclusifs, ce qui ne va guère dans le sens de la parité recherchée dans toute coopération soucieuse d’éviter la dérive de la « domination ». Par son caractère quotidien, et par l’origine diversifiée de ses acteurs, elle permettrait également de sensibiliser et de perfectionner les membres du réseau à la vigilance sur les « *dangers qui viennent de la mer* ». À terme, on peut imaginer la constitution d’une Conférence de la mer Méditerranée s’inspirant de la *Baltic sea-conference*, qui depuis 1991, a fait la preuve de son efficacité et qui a elle-même inspiré une *Adriatic sea-conference*, en cours de construction à l’initiative de l’Italie et de la Slovénie.

2.2.2. Au niveau de la maîtrise de risques  
ou de menaces thématiques

Conçue comme une information permanente sur le trafic, facilement accessible, et tenue à jour en continu par un réseau spécialisé, la « photographie » des flux ne renseigne pas en tant que telle sur l’occurrence des dangers de tous ordres qui transitent sur le segment maritime méditerranéen. Elle conserve le caractère et l’intérêt d’un « prépositionnement » cognitif, systématique et anticipé, permettant de se rapprocher des vecteurs en connaissant d’office leur mouvement plutôt que de les découvrir, au dernier moment, quand ils apparaissent à l’horizon. Elle n’est qu’un instrument permettant de conforter une posture de précaution, adaptée à la configuration des nouveaux risques transitant sur mer et caractérisés par leur hétérogénéité et leur caractère sporadique. Mais cet instrument ne trouve sa pleine raison d’être que s’il est mis au service de savoirs spécialisés, maîtrisant leurs propres bases de données, et dont l’expertise (en amont ) permettra, grâce à l’apport de couches d’information supplémentaires, de caractériser un risque, voire d’en mesurer les chances d’occurrence. Ils ont tout à gagner d’une coopération avec les services homologues du sud de la Méditerranée compte tenu de la genèse territorialement située de nombreux facteurs de risque (drogue, trafics d’êtres humains). Comme le fait remarquer avec à-propos Francis Faye [[384]](#footnote-384) :

« Il faut substituer aux frontières topographiques et physiques des États (ligne de base droite, trait de côte), des frontières virtuelles, le plus à l’amont possible en fonction de la nature des flux. Ainsi c’est à la frontière virtuelle qu’il faut aller, soit chercher l’information amont, soit agir en prévention. »

Comment agir dans ce sens « par-dessus » les autorités naturelles de territoires qui hébergent éventuellement les foyers d’une criminalité « transportée » ? Voilà également un champ de coopération dont les succès seront sans doute inégaux, mais qui permettront d’approfondir, sur le terrain et face à l’événement, la détermination sécuritaire des partenaires concernés, en même temps qu’elle enrichira les savoir-faire de retours d’expériences partagées.

Il reste, cependant, à simplifier la chaîne des circuits d’information spécialisée de manière à la rendre immédiatement opérationnelle : le déploiement de ces réseaux d’expertise est tel aujourd’hui (voir *infra*) que la difficulté consiste surtout à identifier les circuits de décision et à les rapprocher des moyens opérationnels capables d’intervenir. Les plus qualifiés sont – d’évidence – les marines militaires ou les *Coast Guard* organisés par certains États méditerranéens, quelle que soit l’administration de rattachement (Grèce, Espagne, Italie). Seuls ces bras armés et en même temps hauturiers (s’agissant des marines militaires) ont la réactivité et disposent des moyens suffisants pour intervenir efficacement comme le prouve, en France, le développement des actions de sauvegarde maritime qui représentent aujourd’hui 25 % du total de l’activité de la Marine nationale. Un temps envisagée, la création d’une *Coast Guard* européenne ne semble plus à l’ordre du jour des instances européennes : elle ne figure pas parmi les propositions du *Livre vert* sur l’Europe maritime, peut-être parce que les coopérations bi- ou multilatérales entre forces maritimes, éprouvées depuis longue date, fonctionnent en permanence. Reste que la multiplication et l’enchevêtrement des agences spécialisées, y compris au niveau européen, créent une distance institutionnelle entre les réseaux d’alerte, et les moyens de riposte. Ce handicap a été particulièrement souligné par la France dans sa réponse à la consultation sur le *Livre vert*, transmise en juillet 2007 :

« Une coordination des moyens qui concourent à la collecte et à la fiabilité de l’information maritime doit être progressivement recherchée.

En créant une pluralité d’agences spécialisées, l’Union européenne a pris acte de l’impossibilité de confier des missions aussi diverses à une structure unique. Il reste que des acteurs nationaux ainsi que les initiatives sectorielles communautaires visent à répondre à des risques et des menaces communes dans un espace d’intérêt maritime commun. Pour fédérer les énergies qui concourent à l’action de l’Union européenne en mer, dont le partage de l’information constitue l’étape indispensable, une gouvernance nouvelle s’impose [[385]](#footnote-385). »

En dépit de sa formulation diplomatique, cette appréciation atteste clairement de la nécessité de progrès nécessaires pour rendre la coopération plus fluide entre les pays de l’Union européenne eux-mêmes. Comment organiser une diffusion de l’information et une répartition des compétences entre le niveau européen et le niveau national qui n’entrave pas l’efficacité des moyens d’action face au danger ? C’est tout l’enjeu actuel de la construction d’une Europe de la mer, qui devra aussi être attractive pour les États riverains, y compris, ceux du sud, en répondant à leurs préoccupations de sécurité.

La difficulté de ce chantier ainsi que ses lenteurs présentent, en outre, le risque de détourner les États du Maghreb de la voie européenne pour prévenir et maîtriser les risques liés à l’espace maritime méditerranéen. Puisque la sécurité n’attend pas, et que le Maghreb est sensibilisé au moins autant que l’Europe occidentale au risque terroriste, l’Algérie, à la suite de la Tunisie et du Maroc, a clairement manifesté son intérêt pour l’Otan qu’elle a jugé comme étant la seule organisation capable d’assurer une police méditerranéenne.

2.3. Quel espace pour une coopération sécuritaire européenne ?  
L’attraction du dispositif naval de l’Otan  
et la force des réalités régionales

La lutte contre le terrorisme, objectif emblématique des États-Unis, a logiquement été partagée non seulement par les nations occidentales (jusqu’à un certain point), mais aussi par les pays musulmans qui ont pu en devenir les victimes : Algérie, Maroc, Turquie… en attendant que d’autres pays – cibles rejoignent le cortège. C’est également sur ce thème que l’Otan a mobilisé les forces navales occidentales (+ la Turquie) pour déployer leurs escadres au travers d’une opération majeure consacrée à la lutte contre le terrorisme en Méditerranée et baptisée *Active behaviour*. Initiée dès octobre 2001, *Active behaviour* se traduit concrètement par le déploiement en permanence d’un groupe de navires qui patrouillent sur l’ensemble de la Méditerranée. Cette police militaire navale, à laquelle participe activement la VIe Flotte américaine, a permis jusqu’ici de contrôler plus de 81 000 navires, d’en escorter un demi-millier, et d’en arraisonner une centaine. Elle a par ailleurs contribué à des opérations de sauvetage de la vie en mer, ainsi qu’à la sécurisation des approches maritimes grecques pendant les Jeux olympiques de 2004.

Les nations participantes sont les membres de l’Alliance (mais la France n’est pas présente, alors qu’elle fait partie de l’autre dispositif, *Enduring Freeedom*, coalition sous l’égide des États-Unis engagée en Afghanistan). Des nations associées ou intéressées peuvent se joindre à la flotte : c’est le cas de la Russie, mais aussi de l’Ukraine, tandis qu’un *Dialogue méditerranéen* a permis de proposer un partenariat, plus ou moins étroit entre les 27 nations membres de l’Alliance, et l’ensemble des pays riverains de la Méditerranée. S’ajoutant au Partenariat pour la Paix, à l’Initiative de Coopération d’Istanbul (2004) s’adressant au « Moyen-Orient élargi », ce déploiement tous azimuts correspond à l’orientation politique radicale fixée par Washington et relayée par le secrétaire général de l’Otan : la défense « *contre les menaces planétaires : le terrorisme, la dissémination des armes de destruction massive et les États faillis*» [[386]](#footnote-386). Elle se traduit par une « effervescence partenariale » [[387]](#footnote-387) qui s’éloigne de toute cohérence strictement géographique : c’est ainsi que la Suède, mais aussi la Géorgie et la Croatie ont rallié le dispositif, tandis qu’on assiste depuis 2006 au voisinage quelque peu surprenant d’Israël, de la Jordanie, de l’Algérie, et du Maroc, candidats à un partenariat resserré. Ceci est conforme à l’apparent dépassement de la géopolitique formulé là-encore par le secrétaire général de l’Otan :

« … Face à l’insécurité à l’échelle planétaire, la position d’un pays sur la carte est un facteur qui importe de moins en moins. Ce qui compte, c’est la position mentale, la volonté du pays en question de s’engager aux côtés des autres, pour faire la différence. Telle est la logique des partenariats mondiaux de l’Otan [[388]](#footnote-388). »

Les initiatives de l’Otan en Méditerranée dépassent ainsi largement, les perspectives régionales, nourries par des affinités historiques ou culturelles telles qu’on peut les concevoir en France, en Europe, mais aussi dans le Maghreb, au travers d’une coopération nord-sud. Celle-ci reste éloignée des enjeux transatlantiques et mondiaux, qui font de la Méditerranée, bien plus un socle stratégique pour organiser « un monde plus sûr », qu’une communauté de civilisation à approfondir. Les opinions publiques du Maghreb ne s’y trompent pas et ont pu accueillir avec réticence les initiatives de leurs dirigeants [[389]](#footnote-389). Ceux-ci justifient ces ralliements par la « reconnaissance internationale » qui valorise leur pays, et, par ricochet, leurs gouvernements, tout en offrant une solution organisée à la lutte contre le terrorisme à laquelle ils sont sensibilisés. Ainsi le ministre des affaires étrangères algérien, M. Bedjaoui, pouvait déclarer en 2006 que le dialogue méditerranéen « *est d’autant plus essentiel qu’il vient opportunément combler un vide en matière de coopération politico-militaire au sein du processus de Barcelone* » [[390]](#footnote-390), après avoir accueilli, entre 2004 et 2006, plus d’une dizaine d’escales de bâtiments de l’Alliance. Pour le Maroc comme pour la Tunisie, membres du Dialogue depuis sa création en 1994 [[391]](#footnote-391), l’heure est venue de l’approfondissement. Lors de la réunion de l’Otan à Rabat en 2005, il fut décidé la création d’un « centre d’information et de documentation » ouvert aux partenaires intéressés par la sécurité régionale. La Tunisie, pour sa part, a reçu le 18 juin 2007 le secrétaire général délégué de l’Otan, l’ambassadeur Alessandro Minuto Rizzo qui pouvait déclarer :

« En resserrant les liens entre les deux rives de la Méditerranée, l’Alliance veut instaurer la confiance et la compréhension mutuelle unir davantage de pays dans la lutte pour relever les défis de sécurité communs – et augmenter ainsi nos chances de réussite. L’Otan est très reconnaissante à la Tunisie pour son engagement actif [[392]](#footnote-392). »

Bien qu’elles soient « à la carte » et qu’elles prennent la forme de relations bilatérales plus ou moins étroites, la coopération des pays du sud dans le cadre du Dialogue mené par l’Otan n’en demeure donc pas moins attractive, à cause du point le plus sensible : la lutte contre le terrorisme. L’Alliance serait-elle en train de remplir progressivement « l’espace sécuritaire » tout en le mettant au service de stratégies planétaires qui voudraient dissiper des réalités régionales pourtant communément vécues ?

Que peuvent signifier dans ces conditions les formules de coopération régionale telles que l’Union méditerranéenne, la relance du processus de Barcelone, les processus informels, qui s’assignent tous un objectif également sécuritaire, puisqu’ils visent la « paix et la stabilité » de l’espace commun, la Méditerranée ?

Devant cette surenchère occidentale, les pays musulmans du Sud méditerranéen se gardent bien de la moindre réticence. Le thème du rapprochement entre les deux rives fait constamment l’objet d’approbations chaleureuses, sinon enthousiastes, comme l’ont démontré les visites d’États du Président français dans les trois pays du Maghreb. Passé l’effet d’opportunité, comment répartir, autrement que diplomatiquement, des compétences qui affichent les mêmes ambitions, alors que les cadres politiques de coopération se superposent ?

Ainsi, la sécurité globale risque de souffrir de cette dynamique qui doit plus aux jeux de rôle et d’influence internationale qu’au souci de l’efficacité protectrice qui, en dernier ressort, demeure intransférable. Face au danger immédiat et imprévu, le principe de subsidiarité trouve sa confirmation éclatante : c’est la cible, individu ou États, qui est en situation d’acteur légitime, et non, en premier ressort, tel ou tel réseau d’alliance. On peut donc espérer qu’une clarification des compétences fera suite aux initiatives de coopération multiples dont la Méditerranée est devenue l’objet. Le souci de sécurité et de protection efficace des biens et des personnes a une portée plus humble, mais non moins élevée, que l’intérêt d’États, qui demeure un appétit de puissance, qu’elle soit régionale ou mondiale. Il faut donc que les deux coïncident sans que des intérêts contradictoires pénalisent l’un et l’autre. Une approche « sincère » de la sécurité globale en Méditerranée, qui passe par le préalable d’une information mutualisée, n’évite pas la question centrale des conditions les plus favorables à sa réussite. Bien qu’elle ne recouvre pas toutes les dimensions de la sécurité, la surveillance maritime globale en est une condition, inévitablement expérimentale, car la situation est nouvelle, en même temps qu’exigeante en matière de coopération, car la nouvelle vigilance se doit d’être constante. Ceci suppose la définition d’un « espace de coopération » qui ne soit pas traversé par des arrière-pensées exogènes, qui représente un enjeu motivant pour les partenaires, et dont l’ambiance puisse être préservée des grandes tensions internationales. Ceci nous conduit à privilégier géographiquement la Méditerranée occidentale, et elle a servi d’exemple -jusqu’à présent- à nos développements. D’autres intuitions coïncident avec cette définition : il s’agit du Dialogue 5 + 5, réunissant de manière informelle depuis 2004, cinq pays de l’Union européenne (Espagne, France, Italie, Portugal, Malte) et cinq pays de la rive sud appartenant à l’Union du Maghreb arabe (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie). Se traduisant par des rencontres périodiques entre ministres des Relations extérieures, de l’Intérieur, et de la Défense, ses résultats sont encourageants et des exercices communs se sont déroulés dès 2006. Ne pourrait-il pas, dans ces conditions, offrir une plate-forme de coopération pour la surveillance maritime globale ? Le renforcement des liens entre ces dix partenaires, en construisant un projet concret, permettrait de faire émerger une « Euro-Méditerranée occidentale » dédiée à une sécurité d’abord régionale, sans doute incomplète, mais innovante, et destinée à tisser des liens avec les appareils institutionnels ou militaires, que ce soit la Pesd européenne, ou l’Otan. Ces deux orbites de rattachement pourraient bénéficier ainsi des progrès réalisés par les acteurs véritablement concernés par la sécurité de leurs approches maritimes. La coopération renforcée, réaffirmée par le Traité de Lisbonne, permet la liaison avec l’Union européenne, tandis que le « partage du fardeau » cher aux dirigeants d’outre-Atlantique pourrait y trouver une heureuse illustration.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– III –**

**SÉCURITÉ GLOGALE**

*Droit et Cyberespace*

Dominique d’Antin de Vaillac

[Retour à la table des matières](#tdm)

En moins d’une vingtaine d’années, l’espace numérique est devenu omniprésent au point de constituer le passage obligé de la plupart des communications sociales. La généralisation d’*Internet*, en permettant l’accès instantané à la quasi-totalité du savoir humain, en abolissant les handicaps de la distance dans les communications individuelles (au moins par l’image et par le son), a été perçue tout d’abord comme un démultiplicateur inégalé des libertés d’expression et d’information, inscrites depuis le XVIIIe siècle dans les objectifs fondamentaux des démocraties occidentales. Après l’enthousiasme permis par la découverte de cette « nouvelle frontière », dont les potentiels s’élargissent chaque jour, sont rapidement apparus les effets pervers des abus, eux-mêmes démultipliés, liés aux mauvais usages de ces libertés.

Cette problématique n’est pas nouvelle et touche de près ou de loin toutes les libertés publiques dont le caractère primordial ne doit pas faire illusion. Les libertés individuelles ne peuvent être absolues, car s’exerçant simultanément, elles s’arrêtent, selon un vieil adage, là où commencent celles d’autrui. Et c’est bien le droit, et derrière lui l’État, qui fixe la mesure entre ma liberté et celle de mon voisin. Les libertés s’exercent dans le respect de la loi, du droit, tandis que le droit doit assurer l’exercice de ces libertés. Les « nouvelles » libertés numériques n’échappent pas à cette tension qui ressort clairement des premières dispositions juridiques émanant de l’Europe et qui doivent servir de référence aux dispositions prises par les États membres. Il est ainsi rappelé dans le texte du préambule de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité « *la nécessité de garantir un équilibre adéquat entre les intérêts de l’action répressive et le respect des droits de l’Homme fondamentaux, tels que* […] *le droit à ne pas être inquiété pour ses opinions, le droit à la liberté d’expression, y compris la liberté de rechercher, d’obtenir, de communiquer des informations et des idées de toute nature, sans considération de frontière, ainsi que le droit au respect de la vie privée* » [[393]](#footnote-393). Le développement de l’espace numérique et de ses applications, parce qu’il confronte inévitablement une ou plusieurs libertés et les contraintes sociales qui s’imposent à leur exercice, est aussi inéluctablement facteur d’activisme juridique. L’« équilibre adéquat » que mentionne la convention ne peut qu’être instable s’il échappe à la régulation juridique.

Or, s’agissant du numérique, le domaine d’application du travail normatif est essentiellement pénal et répressif, ce qui est justement la preuve de sa régulation insuffisante C’est à propos de la « cybercriminalité » que s’est construit de manière réactive et précoce un arsenal de textes dont l’initiative fut d’abord européenne, dès le début des années 2000, et qui a provoqué à sa suite une adaptation des droits nationaux des membres de l’Union européenne. La multiplication des infractions numériques a provoqué, en retour, celle des dispositions pénales qui leur sont expressément dédiées, comme dans le Code pénal français, où près de 400 articles, nouveaux ou complétés, ont vu le jour à cette occasion. Ceci aboutit à un dispositif d’incrimination largement suffisant et sous-utilisé, de l’aveu même des magistrats qui ont pu enquêter sur la matière [[394]](#footnote-394).

Vecteur d’expansion de libertés qu’il débride, le numérique a connu corrélativement la prolifération de méfaits qui en troublent l’exercice. Cette correspondance n’est pas nouvelle, elle s’est déjà produite, par exemple, lorsque le moteur à explosion a démultiplié les déplacements et donné lieu à la création d’un Code de la route, peuplé d’infractions spécifiques. Mais l’analogie entre les circulations terrestres, et les circulations numériques – du seul point de vue pénal – renvoie à des comparaisons plus larges qui peuvent faciliter son approche sécuritaire. Ce référent utile n’est autre que la notion d’espace qui correspond à des réalités déjà connues, telles que les espaces naturels dont les morphologies se caractérisent à la fois par une définition physique, et une fonction sociale. De ce point de vue, il existe bien un espace numérique dont le socle physique – les ondes électromagnétiques et leurs applications – demeure invisible tout en étant la cause directe de nos ordinateurs et de nos smartphones. Maintenant, tentons une comparaison, qui n’est saugrenue qu’en apparence [[395]](#footnote-395) : celle entre l’espace numérique et l’espace maritime, que rien ne semble rapprocher. Pourtant, ils sont tous deux, par définition sociale, des voies de communication, et c’est parce qu’ils sont des voies d’échanges humains, qu’ils provoquent des convoitises et des détournements, et qu’ils rendent nécessaires des protections. Comme sur l’océan, on a besoin d’un « navigateur » pour pénétrer dans le « cyberespace », terme issu du grec [[396]](#footnote-396).

Le pirate informatique entretient aussi avec le pirate maritime des affinités plus qu’évidentes. Le premier détourne des informations, le second des marchandises ou des êtres humains qu’il transforme en otages. Il faudrait, pour être complet, rajouter à ce sinistre tableau le bandit de grand chemin familier des communications terrestres et dont la prolifération provoqua, dans les temps anciens, la création de la maréchaussée puis de la gendarmerie. Qu’elle soit terrestre, maritime, ou numérique, c’est la communication qui est « criminogène » et tout espace n’intéresse l’homme que dans la mesure où il est franchi, où il devient voie de communication et d’échanges. La nouveauté fascinante de l’espace numérique, c’est qu’à la différence des précédents, son utilisation et son franchissement ne présentent pas de dangers particuliers. Le fameux « *bug* » de l’an 2000 ne s’est pas produit, et le risque que font peser les ondes électromagnétiques sur la santé demeure limité.

Pendant ce temps, les navires continuent d’affronter des tempêtes, des naufrages se produisent, des collisions sont évitées, des avions disparaissent des écrans de contrôle… tandis que le monde du numérique est épargné de ces désastres. Il est marqué presque exclusivement par la malfaisance des hommes, et n’est que peu concerné par celle des « éléments ». Plus que celui de « cybersécurité », il conviendrait ainsi d’employer le terme de « cybersûreté », ce qui délimite le champ d’analyse sans pour autant le rendre moins complexe, puisque les dangers de sûreté [[397]](#footnote-397) qui sont des faits de l’homme sont évolutifs et enrichis en permanence, parce que livrés aux seules bornes de l’imagination. Pour la première fois dans l’Histoire, une circulation s’émancipe des contraintes matérielles qui jusqu’à présent accompagnaient tout transport, tout déplacement.

Le monde virtuel issu d’*Internet* réalise cette stupéfiante réalité consistant à déplacer dans l’instant, écrits, paroles, et images sur toute la surface du globe, ce qui constitue un prodigieux développement de nos vieilles libertés de circulation et d’expression, déjà affirmées par les révolutionnaires de 1789. Le support numérique leur a donné une telle extension que son outil principal – *Internet* – a pu être confondu dès ses débuts avec une nouvelle liberté, directement appropriable par les individus, et ouvrant des horizons infinis. Cette euphorie « révolutionnaire » n’est pas dénuée de fondement, puisque quotidiennement des milliers d’applications numériques nouvelles apparaissent de par le monde, et que plus de trois milliards de personnes sont aujourd’hui connectées à *Internet*. L’espace numérique a ainsi été assimilé – faussement – à celui d’une totale liberté, sorte de nouvelle « haute mer », dont la fréquentation serait insusceptible de toute restriction. La « libération numérique » a longtemps signifié pour l’internaute un droit illimité non seulement à la connexion au *web*, mais aussi à l’accès, l’exploitation, puis la manipulation de tous ses contenus. C’était oublier que le « numérique » n’est que le support de flux d’informations qui sont toujours d’origine humaine, et, de ce fait même, soumis aux règles juridiques qui accompagnent toutes les œuvres de l’homme. C’est ainsi que le caractère public, universel, et dématérialisé d’*Internet* est venu troubler « l’ordre ancien » d’un droit qui pouvait à juste titre se soucier de l’autonomie de la personne en protégeant son espace privé et ses créations intellectuelles et artistiques, avec un ancrage territorial et localisé. *Internet* semblait briser ces catégories en « publiant » d’office tout ce qui était introduit sur la toile sans se préoccuper de ce que les juristes qualifient de « droits de la personnalité », et en tout premier lieu ceux liés à la propriété intellectuelle, littéraire ou artistique. Cette jungle initiale a finalement été « rattrapée » par le droit, sans difficulté majeure, sinon un temps d’adaptation des tribunaux qui peut paraître colossal à l’échelle du temps numérique… Aujourd’hui, les œuvres littéraires et artistiques bénéficient sur la toile des mêmes protections que sur les autres supports, sans que le régime juridique d’ensemble de cette matière ait nécessité une adaptation particulière. La jurisprudence française s’enrichit en permanence de contentieux qui sont nés sur la toile, alors qu’il s’épanouissaient auparavant sur le papier ou sur les médias. Il n’y a pas eu de changement du droit applicable, même si l’application de ce droit (mais aussi celle du droit pénal) pose des problèmes nouveaux et particulièrement ardus.

Si le numérique s’apparente, en effet, à un espace nouveau de déploiement de certaines libertés; s’il repose le problème, déjà connu, de leur régulation, il met en échec le droit pour des raisons pratiques que nos édifices juridiques sont particulièrement mal préparés à affronter. Ces deux raisons majeures tiennent au caractère à la fois dématérialisé et instantané de l’espace numérique, qui remet en question l’effectivité même de tout système juridique tel que nous le connaissons, et lui pose des problèmes de fond radicalement nouveaux.

1. L’obstacle de l’espace virtuel

Même s’il est peuplé d’une infinité de signes, lui-même issu de la recomposition d’impulsions électriques (les *bits*), le cyberespace demeure invisible. Pour la première fois, une circulation s’exerce entre les individus sans que la voie de passage présente une consistance matérielle. Certes, les « *chemins qui traversent l’immense plaine liquide*» [[398]](#footnote-398) semblent aussi éphémères que le sillage d’un navire, et la traînée d’un réacteur dans le ciel n’est pas plus consistante. Mais qu’ils soient aussi impalpables que l’éther, ou indéfinis que les océans, ces espaces ont toujours nécessité, pour être franchis, un vecteur matériel, un véhicule, et la distance a toujours fourni la mesure de leur performance. La « matérialité » d’une distance s’est toujours confondue avec le temps nécessaire pour son franchissement, que ce soit en nombre de pas ou en années-lumière, ce qui a signifié des défis, des tâtonnements, des efforts, et des accidents. Aller d’un point à un autre, ou d’un port à un autre (transport), ou, comme aujourd’hui, d’une planète à une comète, présente chaque fois des difficultés et des dangers spécifiques. C’est d’ailleurs face à ces risques que s’est forgé un droit spécial, celui de l’assurance en particulier, mais aussi ceux des transports (terrestre, maritime, et aérien), dérivés de celui de la responsabilité.

Or la révolution numérique, en permettant le transport immédiat de l’information, rompt l’obstacle immémorial de la distance et semble rendre inutile tout vecteur de sa circulation. Cette dernière impression d’une « circulation sans véhicule » est toutefois trompeuse : les ondes radio électriques sont bien une réalité physique, elles mettent en œuvre une énergie, elles sont émises et elles sont interceptées par des circuits électroniques, carrossés au départ comme à l’arrivée. Les câbles, les serveurs, les antennes, les points de fourniture d’électricité […], sont bien des objets concrets, le plus souvent arrimés sur un sol et formant une infrastructure à part entière dont la mise en sécurité est essentielle. Pourtant, cette matérialité, elle même en constante évolution, passant d’objets statiques à des supports mobiles, semble s’effacer devant le prodigieux essor des flux qu’elle contribue à générer qui, eux sont immatériels. Une fois livrées à la « toile » les informations, qui sont toutes des faits de l’Homme, pénètrent un cyberespace, à la fois extraterritorial et instantané, qu’aucun droit ne peut atteindre, et qu’aucun droit ne doit pouvoir totalement atteindre, au risque de détruire le cyberespace lui même.

Commençons par l’inaptitude du droit à pénétrer le cyberespace. Elle ne se déduit pas de la nature de son contenu : tout ce qui est un fait de l’homme est en soi susceptible d’être rattrapé par le droit et la justice, qu’il soit ou non placé dans le cyberespace. Ce n’est pas le mode de transmission qui rend une information mensongère ou diffamatoire, qui transforme en plagiat des lignes d’écriture (numérique), ou qui trompe le consommateur en offrant des contrefaçons à son pouvoir d’achat. Le cyberespace n’est ici que le cadre nouveau de difficultés aussi vieilles que la justice. Il en est ainsi de la poursuite des infractions, que le cyberespace complique considérablement, mais qu’il ne rend pas impossible. De même, le principe de responsabilité s’applique pleinement au cyberespace « ayant cette propriété unique parmi les autres milieux d’être entièrement anthropogène (*manmade* disent les Anglo-Saxons) » [[399]](#footnote-399). Il existe donc toujours un doigt derrière un « clic », et un cerveau au-dessus de ce doigt, dirigeant un individu présumé autonome et responsable, même s’il est aux ordres d’une organisation privée ou publique. Le monde virtuel n’abolit en rien le travail de définition et d’imputation des faits juridiques, ce qui est la première condition d’application du droit. Il en a résulté depuis quinze ans une accumulation assez considérable de textes, autant aux États-Unis qu’en Europe, visant à faire rentrer le cyberespace dans l’orbite du droit, essentiellement sous l’angle répressif. Force est de constater que, mise à part la pédophilie, cette répression n’a pu produire d’effets protecteurs ni la construction d’un véritable « ordre public » numérique. C’est ainsi, tout récemment, qu’on a pu prendre conscience des ravages provoqués par les sites djihadistes capables de transformer de jeunes Français en tortionnaires… L’incitation au terrorisme est pourtant pourchassée depuis longue date, quelle que soit la forme – numérique ou non – qu’elle puisse prendre. En dépit de tous les textes, dont les bureaucraties occidentales sont friandes, le cyberespace a permis et favorisé la transformation d’adolescents ordinaires en criminels de l’humanité. Cet échec cuisant du droit est la démonstration la plus tragique qu’il reste dans l’antichambre du cyberespace. Antichambre encombrée de textes, mais aussi d’organisations dédiées à leur application, à la répression de la délinquance numérique, à la recherche du renseignement la concernant. Ce ne sont ni les spécialistes, ni les moyens, ni les coopérations qui font aujourd’hui défaut, alors pourquoi l’antichambre fait trop souvent figure de prison, tant le droit manque de prise réelle sur le cyberespace ?

L’antinomie la plus fondamentale entre l’espace virtuel et l’espace juridique touche à *l’effectivité du droit*. Cette caractéristique essentielle signifie qu’aucune règle de droit ne peut s’appliquer sans une sanction quelconque. En droit écrit d’Europe méridionale, la sanction est délivrée par la puissance publique (et par les tribunaux) ; en droit anglo-saxon, elle est plus subtilement déléguée au marché, par la généralisation des normes, qui servent de lieu de rencontre (ou d’exclusion) entre producteurs et consommateurs. Mais la « civilité » numérique, dont le code a pu inspirer la mise en place et la généralisation du *web*, ne résiste guère à la prolifération des « *bad boys* » et autres *hackers*, pas plus que les poursuites judiciaires ne parviennent à les atteindre. L’effectivité du droit – et donc sa réalité ultime – sont ainsi réduites à néant par l’impunité quasi automatique qu’offre toute entrée dans le cyberespace. Ainsi, sur environ 70 000 faits numériques d’escroquerie ou d’abus de confiance (infractions aux moyens de paiement) recensés en France en 2012, seules 310 condamnations furent prononcées par les tribunaux [[400]](#footnote-400) ! Et l’impunité ruine le caractère dissuasif des sanctions réelles qui ne manquent pas d’accompagner tout catalogue de dispositions juridiques. L’énonciation de règles et d’interdits applicables au cyberespace, qui ne sont habituellement que la redondance de ceux qui régissent le monde réel, est sans doute un préalable nécessaire, au nom du droit lui-même et du principe de légalité. Mais en le rendant ineffectif, le cyberespace rend le droit : virtuel, ce qui lui offre sa contradiction suprême. Un droit virtuel n’est plus du droit. Ce pouvait être un « chiffon de papier » dans le monde réel, c’est devenu un « avertissement » dans le virtuel, tels ceux qui accompagnent les logiciels du commerce, où on clique « oui » et « suivant » pour s’épargner la peine de les lire ! L’espace juridique et le cyberespace ne peuvent-ils donc pas s’interpénétrer sans s’anéantir ?

2. Temps juridique et temps numérique

La première contradiction structurelle provient de rapports au temps totalement différenciés entre les deux espaces. Jusqu’à présent, le droit s’est perfectionné en même temps que sa grammaire indispensable qui n’est autre que la procédure. Si on s’en tient au seul droit pénal, on constate que ses évolutions les plus récentes concernent la procédure, ce qui est compréhensible, car elle est une protection des droits de l’Homme. Et qu’est-ce qui rythme la procédure sinon des délais, en permanence pesés, revus, souvent surajoutés. Délais de garde à vue, avec ou sans avocat, qui diffèrent selon l’infraction présumée ; délais de l’Instruction, ponctuée elle-même de délais de recours devant la Chambre d’instruction ; délais d’Appel, délais de Cassation… Le juridique – mais encore plus le Judiciaire – se confondent avec des étapes temporelles et s’expriment dans la durée.

Tout au contraire, les navigateurs du cyberespace jonglent avec l’instantanéité. Quand la nanoseconde devient l’échelle du temps de l’infraction et de sa diffusion, tous nos appareils juridiques sont désarçonnés, car toute constatation d’infraction demande des procédures, et donc du temps. Quant aux poursuites, qui supposent l’identification des auteurs, elles se heurtent aux brouillages et aux déroutages, précautions maîtrisées par les praticiens – même sommaires – de la cybercriminalité. Ces défis ne découragent pas les limiers informatiques, policiers ou gendarmes, qui coopèrent toujours davantage, mais vous avouent qu’ils sont désarmés lorsque vous cherchez à porter plainte quand votre messagerie est piratée [[401]](#footnote-401). Une plate forme nationale (Pharos) permet cependant aux victimes de se signaler ce qui est un premier pas pour organiser une « urgence » de la détection, et si possible, de la répression préconisée par les auteurs du « *Rapport sur la cybercriminalité*», déjà cité, favorables à l’instauration d’un numéro « 17 » de la cyberurgence. Les « pompiers du numérique » auront sans nul doute une utilité pour limiter l’étendue des dommages et améliorer la prévention. Ils risquent vite d’être surchargés de travail tant que la dissuasion pénale ne pourra produire d’effets faute d’identification des délinquants. Nos droits demeurent donc largement inadaptés à un milieu où les « sujets de droit » sont volatils, mouvants, et opaques, et dont les actes délictueux sont instantanés pour y gagner l’impunité [[402]](#footnote-402).

3. Hésitations et inadaptation du droit réel

La sanction, qui, par définition, est un plat qui se mange froid, tente cependant d’exploiter les « traces numériques » afin de recouvrer sa crédibilité. Or les seuls gardiens de la mémoire du cyberespace sont les fournisseurs d’accès à *Internet* (Fai), et les hébergeurs de contenu, qui sont aussi garants d’un accès libre et gratuit sur la toile. Le régime mis en place par la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l’économie numérique crée une obligation de conservation des données de nature à permettre l’identification de quiconque a contribué à la création du contenu ou de l’un des contenus des services dont elles sont prestataires (article 6-II). Un décret d’application datant seulement du 25 février 2011 précise que le délai de conservation est limité à un an, mais il vient d’être remis en cause en 2014 par la Cour de Justice de l’Union européenne qui a amendé la directive de 2002 sur la protection de la vie privée et les communications électroniques dont la loi française de 2004 est une transposition [[403]](#footnote-403). La situation est toujours confuse. En outre, seule l’autorité judiciaire peut requérir la communication de ces données, ce qui crée là encore une contrainte de temps judiciaire, même si la procédure du référé, censée être la plus rapide, est applicable. Ces embarras, qui entravent radicalement l’application du droit en rendant problématiques l’identification et la poursuite des délinquants, ne proviennent pas, cette fois, du cyberespace, mais du monde bien réel des contradictions juridiques elles-mêmes. Celle – évidente ici – qui oppose le droit des libertés individuelles, et celui de l’ordre public, mais qui se manifeste aussi dans le régime de responsabilité des mêmes fournisseurs d’accès et hébergeurs. Ces derniers ne sont tenus de supprimer des contenus illicites qu’après notification expresse extérieure, ce qui constitue une exception plutôt singulière au principe républicain qui fait que nul n’est censé ignorer la loi. Mais là encore, il y a conflit entre la liberté d’accès à *Internet*, qui suppose la passivité et la neutralité de ceux qui en maîtrisent la porte d’entrée et les contenus, et un ordre public visant à en réprimer les abus. Le parlement français a pu voter en novembre 2014 une loi prévoyant la répression du « *fait de consulter habituellement (des sites) provoquant directement à la commission d’actes de terrorisme ou en en faisant l’apologie*», avec obligation de bloquer les sites sur notification du ministre de l’Intérieur. Le président de la République française et le ministre de l’Intérieur en sont réduits à rendre visite à la firme *Google* et à d’autres géants du numérique (*Twitter*, *Facebook*…), en Californie, quand, après l’attaque contre le siège de « *Charlie Hebdo* », les services ont constaté leur impuissance pour réprimer, mais plus encore, prévenir les actions terroristes faute d’une collaboration active de ces opérateurs incontournables. À la mi-mars 2015, soit plus de deux mois après l’attentat, on apprenait que cinq sites de propagande djihadiste étaient enfin bloqués sur demande du ministère de l’Intérieur, ce qui laisse supposer à la fois la résistance des fournisseurs d’accès, mais aussi des négociations…

Les deux nécessités contradictoires qui doivent être conciliées à propos de toute liberté (absence d’entraves et protection) rencontrent ici une incompatibilité qui n’est pas encore surmontée, et qui met en échec les techniques juridiques en tant que telles. À cela s’ajoutent les difficultés plus classiques de la construction d’un droit « extranational », être radicalement nouveau, qui seul serait adapté à un cyberespace ignorant non seulement les frontières, mais aussi les langues et les mentalités. À s’en tenir plus simplement à la laborieuse édification du droit international, on mesure l’ampleur de la tâche…

À l’inverse, le monde juridique réel bénéficie incontestablement de sa communication avec le cyberespace : il y puise des outils facilitant la poursuite des délinquants (géolocalisation, écoutes téléphoniques), la connaissance du droit (bases juridiques), et depuis peu la rédaction des actes, des jugements, et la transmission des mémoires entre avocats. Le numérique a considérablement facilité le travail de tous les « gens de plume » et des tabellions dont la figure est définitivement historique. De manière toute paradoxale, le cyberespace apporte ainsi un perfectionnement au monde juridique, tout en restant rétif à l’application des règles qui en sont issues.

Ces premières réflexions aboutissent à aborder avec humilité la thématique du « droit du cyberespace ».

Il n’existe pas, comme nous l’avons vu, un véritable ordre public numérique et un ordonnancement juridique de ses pratiques. On peut seulement constater de manière isolée des « avancées » ou des « points d’ancrage », tel que le droit à l’oubli consacré par la décision de la Cour de Justice des Communautés européennes du 13 mai 2014. Il s’agit d’un régime complexe, à destination des principaux moteurs de recherche (*Google* particulièrement) tentant de concilier le « *droit à l’information* » et le respect d’une confidentialité nécessaire à la protection de la vie privée. Mais il s’agit d’un droit encore balbutiant, soumis à l’interprétation des moteurs de recherche eux-mêmes et qui doit être complété par un règlement européen précisant les données personnelles susceptibles de protection. En attendant, près de 30 000 formulaires de demande d’effacement ont été adressés à *Google* (rien que pour la France) [[404]](#footnote-404) ce qui est une indication de la réactivité des internautes lorsque leur *ego* est concerné et surtout mis à vif !

Ces « îlots de droit », laborieux à mettre en place, sont eux-mêmes sujets à submersion, tant le cyberespace a la capacité de se dilater et à se renouveler en permanence d’applications qui « hybrident » tous les domaines de l’existence réelle. Il en est ainsi de la robotique et de la domotique qui sont les plus récentes cibles du *Web* et qui seront, n’en doutons pas, celles de la cybercriminalité. Sa prolifération est en soi le signe de l’échec (temporaire ?) du droit, ce qui signifie en même temps que le cyberespace échappe à sa souveraineté. Or tout ce qui échappe à la souveraineté du droit se nourrit de la confrontation des puissances, politiques, économiques, culturelles, que la vocation de tout droit est justement de tempérer et de réguler pour mettre fin « à l’état de violence ». Tant que cette situation n’est pas atteinte, c’est en tant qu’espace stratégique qu’il convient d’analyser le cyberespace, seul moyen de le resituer à sa juste place, celle d’un outil qui prolonge et démultiplie de manière insoupçonnée les facultés humaines et les puissances inassouvies.

Tant que le cyberespace sera stratégique, il sera l’objet de concurrences entre puissances établies – ou émergentes –, ce qui retardera d’autant sa soumission au droit tout en en faisant un véritable objet de science politique et de relations internationales. Tout arsenal juridique est en effet suspendu à des réalités de pouvoir, et donc à des hégémonies diverses qui doivent être stabilisées ou, pour le moins, identifiées. L’analogie avec les océans reprend ici toute sa force : la construction du droit de la mer a piétiné pendant vingt ans (1960-1980) en opposant les principes de liberté et de souveraineté. La liberté, quoi qu’on fasse, et même sans être « marxiste » [[405]](#footnote-405), favorise d’abord ceux qui sont en mesure de l’exercer, ce qui peut consolider leur puissance et leur richesse. Le principe dégagé par Lacordaire [[406]](#footnote-406) selon lequel « *pour les pauvres, c’est la liberté qui opprime et c’est la loi qui affranchit* » doit pouvoir s’appliquer au cyberespace, comme il avait été perçu par les pays du tiers-monde à propos de la haute mer. Il est vrai que la profusion d’informations offerte par la liberté d’accès aux réseaux alimente la puissance du renseignement pour ceux qui sont capables de capter et d’exploiter les informations pertinentes, ce qui fait du cyberespace une affaire d’État. C’est sous cet angle que peut aussi [[407]](#footnote-407) se comprendre la mise en place par la Chine de barrières numériques qui agacent tant les États-Unis. Mais cette situation qui retarde la mise en place d’un « ordre numérique » est dommageable à plus d’un titre. Outre qu’elle favorise les malfaisances de toutes sortes et de toutes origines, elle empêche aussi le développement des techniques assurantielles qui pourtant font du cyberespace le lieu privilégié de leur intervention. L’assurance, lorsqu’elle couvre des risques humains, a besoin de s’appuyer sur un droit établi qui permet d’atteindre l’auteur d’un dommage. Elle ne fonctionne pas sans une imputabilité finale, sans un recouvrement ultime, qui n’est rendu possible que par l’existence d’un régime juridique de la responsabilité, qui maîtrise l’identification des auteurs de faits dommageables et leur implication. Toutes choses qui ne sont pas encore mises en place, mais susceptibles de créativités en marche.

Ces constatations pessimistes, mais, pensons-nous, objectives sont un aiguillon pour une recherche active qui relève le défi d’une avancée du droit dans le cyberespace, condition de son apaisement, voire de son humanisation. Mais elles doivent aussi orienter tout enseignement du droit en la matière : il ne peut s’agir que d’un droit en formation, qui se heurte à des obstacles spécifiques, et qui semble condamné à une course permanente. Mais tant qu’un espace est stratégique, tant que les rapports de force ne sont pas plus ou moins stabilisés, il est vain d’escompter la prévalence du droit sur les atouts de la seule puissance. Certes, l’équilibre demeure de toute manière instable, comme l’illustrent à l’excès les vicissitudes du droit international, mais lorsque la transcendance de certains principes est enfin partagée, le droit peut au moins étendre son empire, ne serait-ce que par capillarité, par pacification progressive, puisque la fonction du droit est justement d’endiguer le désordre et la violence qui le caractérise. Envisager une « *Pax romana*» numérique suppose préalablement de caractériser un ordre soumis à une souveraineté quelconque : s’agissant de l’espace numérique, cette page est presque blanche et particulièrement complexe à remplir. Reste de plus à se demander si la révolution numérique, qui se nourrit de « *l’activité violente du savoir imposé par la* technè » [[408]](#footnote-408) est compatible avec la soumission à un ordre qui ne serait pas technique ?

4. La structuration de l’espace numérique multiplie  
les enjeux stratégiques et le rend instable

L’enjeu de toute stratégie, en dépit de la diversité de ses objectifs précis, des avantages explicites ou cachés qu’elle vise à obtenir, tourne toujours autour d’une soumission de l’adversaire, du rétablissement d’une souveraineté et d’une autonomie auparavant entravée, d’une sorte de dernier mot qui appartient à celui qui sort vainqueur de la confrontation… même si celle-ci ne se produit pas. « *L’art de la guerre, c’est de soumettre l’ennemi sans combat* » [[409]](#footnote-409). Sun Tzu définit ainsi la perfection stratégique, mais le but reste le même : c’est bien la soumission de l’ennemi, qu’elle prenne la forme de l’empire, de l’hégémonie, ou du monopole économique… L’une des nouveautés de l’espace numérique – et des cyberguerres qu’il sécrète – c’est qu’il superpose plusieurs zones de confrontation, multipliant par là les enjeux stratégiques :

« Pour mieux comprendre, on évoque parfois sa structure en couches superposées, qui permet de décomposer le cyberespace comme un millefeuille dont les différentes couches pourraient interagir entre elles. Selon les auteurs, on les décompose en 3, 4,5, voire 7 couches. Et à tous les étages de cette structure, on trouve des rivalités de pouvoir entre des acteurs sur des questions souvent très techniques [[410]](#footnote-410). »

De quelles structures s’agit-il ?

4.1. Les équipements matériels

La première strate est constituée par l’ensemble des infrastructures matérielles nécessaires au fonctionnement du cyberespace : serveurs, câbles sous-marins et terrestres, relais radio, mais aussi satellites de télécommunication. Toutes ces installations sont soumises à un régime juridique précis lié à leur territorialité (souveraineté des États), ou à des traités internationaux pour ce qui concerne les satellites (droit de l’espace extra-atmosphérique) ou les communications sous-marines (droit international de la mer). Leur ancrage dans un espace physique, qui semblerait les faire échapper aux problématiques spécifiques de l’espace numérique, constitue au contraire le fondement essentiel des enjeux de puissance qui se déploient dans la cyberguerre. Le positionnement géographique des serveurs, la nationalité des fournisseurs d’accès ou des moteurs de recherche, ont validé une approche géopolitique « conventionnelle ». Les révélations de l’affaire Snowden, ont démontré que la souveraineté sur les infrastructures s’étendait aux contenus mêmes du cyberespace. Les « générateurs » du cyberespace étant tous dans le monde réel, de plus en plus consommateurs d’énergie et utilisateurs de réseaux dont la redondance n’est pas infinie, la « vraie » cyberguerre peut fort bien – très classiquement – viser la destruction physique de tout ou partie de ce substrat ou des communications qu’il génère. La guerre électronique, dont on parle moins, vient d’être conceptualisée par Aymeric Bonnemaison et Stéphane Dossé [[411]](#footnote-411). Ces auteurs, issus du monde militaire, rappellent fort justement que la guerre électronique remonte à la Guerre de Secession américaine, marquée par l’utilisation du télégraphe et suscitant la création d’unités spécialisées dans la destruction des câbles et des stations autant que dans l’écoute et dans le décodage.

La Seconde Guerre mondiale et la Guerre froide furent marquées par des tentatives permanentes de brouillage des ondes, de perçage des codes (cf. la machine *Enigma* [[412]](#footnote-412)) et de combats furtifs entre sous-marins russes et américains visant à détruire les câbles sous-marins ou à intercepter les communications qu’ils véhiculaient. L’infrastructure électronique, puisqu’elle conditionne aujourd’hui l’essentiel des échanges dans tous les domaines de l’existence, revêt une importance vitale. La perturbation ou l’annulation de liaisons electros magnétiques constituent des menaces cruciales auxquelles la sphère militaire américaine est particulièrement sensibilisée puisque bon nombre d’équipements sont installés sur son territoire ou sur celui de leurs alliés, tels que ceux du réseau « *Échelon* » [[413]](#footnote-413).

Cette préoccupation apparaît au travers du concept de *cyber electronic welfare* (*Cew*), qui ne sépare pas la guerre électronique de la « cyberguerre », que l’on croit trop souvent réservée aux contenus de l’information transportés par les infrastructures matérielles, dont les vulnérabilités sont « classiques », exposées aux attaques asymétriques (sabotage terroriste), et géolocalisables. Ce champ d’analyse est – on s’en doute – couvert par le secret le plus étanche et par les protections les plus rigides. Cette couche matérielle, composée de tout ce qui génère le cyberespace, est en train de prendre une importance militaire de premier plan lorsque les armes nouvelles (drones en particulier) ne sont pas utilisables sans accès à cet espace conçu à l’origine pour être directement accessible « *dans un esprit d’ouverture et de circulation maximale de l’information, sans aucune sécurité intégrée*. *L’un des pères fondateurs de l’*Internet*, Louis Pouzin, estime même que pour sécuriser l’Internet il faudrait le reconstruire de fond en comble*[[414]](#footnote-414). »

L’enjeu stratégique que représentent les « générateurs » du cyberespace mériterait à lui seul une analyse de l’état des lieux. L’antériorité américaine en la matière, ainsi que le positionnement sur territoire *Us* de tous les serveurs de rang mondial, explique le déploiement par Vladimir Poutine de nouvelles infrastructures ainsi qu’un discours favorable à la souveraineté numérique des États. « *Selon lui, un* Internet *sans sécurité ne peut que servir les intérêts de l’hégémonie militaire et industrielle américaine* » [[415]](#footnote-415). La guerre froide numérique, à laquelle la Chine participe désormais, a bien commencé. Mais elle se déploie de manière plus évidente au deuxième niveau du cyberespace, qui est celui de l’infrastructure, non plus matérielle, mais logique.

4.2. Les structures logiques

Les milliards d’informations qui transitent par le cyberespace, quels que soient leurs émetteurs et récepteurs, sont décomposés en bits dont on pouvait saisir la sonorité hachée et monotone quand on cherchait à se connecter à un serveur, voilà seulement une dizaine d’années… C’est à partir de ce chaos qui remplit l’éther que les signaux sont structurés, qu’ils retrouvent nos adresses *mail*, qu’ils deviennent des signes intelligibles quand ils sont transformés dans notre langue. Cette couche technique, qui comprend le protocole *Internet* (*Tcp/Ip*), l’adressage, les noms de domaine, sont supervisés par le Secrétariat au Commerce des États-Unis par le biais de l’*Icann* [[416]](#footnote-416). Cette souveraineté « logique » permet l’interconnexion de toutes les informations et leur obtention directe par l’internaute ainsi que l’accès aux réseaux sociaux, détenus par des « majors », encore américains. Le seul moyen d’échapper à cette emprise indirecte est de se doter de son propre protocole, démarche entreprise par la Chine, qui est dotée d’un « *Internet* séparé » représentant déjà un marché de 300 millions d’utilisateurs, en progression constante, et qui suscite une créativité logicielle « *made in China* » à usage culturel, à la fois restreint par l’emploi des idéogrammes, mais au potentiel commercial considérable. Ceci a également doté la Chine d’une force d’espionnage abondante qui mobilise les *hackers*, les étudiants chinois à l’étranger, le personnel des firmes chinoises servant d’écran à l’Armée populaire… La perte pour l’économie américaine (vols de brevets, soustraction d’informations, contrefaçons) est estimée à 300 milliards de dollars et à 1,2 millions d’emplois par an [[417]](#footnote-417). Les récentes discussions sur la cybersécurité entre le président Obama (septembre 2015) et son homologue chinois n’ont pourtant pas proscrit les renseignements réciproques, en contrepartie d’un accès des firmes américaines à l’*Internet* chinois… La sectorisation d’*Internet* n’en freine pas le marché : elle en complique seulement l’accès !

Cette tendance à la « multilatéralisation » d’*Internet* crée pourtant des émules, tels que le Brésil, suivi par l’Argentine, et plus généralement par les « pays du sud ». Contrairement aux États-Unis, réticents à confier à toute instance onusienne la gouvernance du net, la présidente du Brésil, Dilma Roussef [[418]](#footnote-418) plaide, au contraire, pour sa gouvernance multilatérale. Organisatrice en avril 2014 à Sao Paulo d’un « *Net Mundial*» avec la participation de 80 pays, elle remet en cause le monopole de l’*Icann*. Conscient du danger, le président Obama a annoncé pour la fin 2015 la mise en place d’une gouvernance plus « ouverte » de l’*Icann*, sans céder pour autant sur son implantation aux États unis et sur la tutelle du département d’État. Ceci révèle la ferme réticence du Gouvernement américain à abandonner à des instances multilatérales la gouvernance du net, réseau mondial par excellence, ce qui supposerait l’acceptation d’un droit international du cyberespace. Or jusqu’à présent « *la politique des États-Unis repose sur leur conviction tactique qu’ils ont plus à gagner dans une cyberinsécurité internationale que dans une cybersécurité sous forme de réglementation* » [[419]](#footnote-419). C’est ainsi qu’en septembre 2008, lors de 63ème session de l’Assemblée générale des Nations unies, une résolution visant à appliquer au cyberespace les principes du désarmement conformes à la doctrine de l’Onu fut approuvée par les 180 voix des membres présents, sans aucune abstention, mais avec l’unique opposition des États-Unis. La scène internationale devait donc admettre le principe d’un cyberespace sans frontière ni souveraineté, mais issu d’une technologie américaine, maintenu par elle, et garantissant une liberté quasi absolue de la circulation de l’information. Cette posture, contestée depuis longue date par la Russie, suppose, pour être acceptable, l’abstention de toute utilisation de cette supériorité à des fins politiques. En 2013, l’affaire Snowden, en démontrant le contraire, a mis à mal le crédit de confiance dont pouvaient jusque là bénéficier les autorités américaines.

Désormais, le cyberespace est rattrapé par les enjeux de souveraineté interétatiques puisqu’il a été détourné de sa neutralité initiale – ou initialement supposée. Aux insécurités domestiques (piratages, exploitations des données…) se rajoutent désormais les insécurités d’État, porte d’entrée manifeste autant que légitime, pour justifier l’appétit des puissances publiques à contrôler le *web*. En donnant ainsi prétexte aux États de remettre en cause les acquis de fait de la supériorité technique des firmes américaines, les pratiques de renseignement démasquées par Edward Snowden placent le gouvernement des États-Unis dans une situation nettement inconfortable. Les facilités offertes par l’espionnage numérique – au nom de la sécurité extérieure – doivent-elles remettre en cause l’avantage économique incalculable offert par la captation d’un marché numérique mondial qui grossit tous les jours ?

C’est le sens des réactions du capitalisme numérique :

« En mai 2014, le président-directeur général de l’équipementier informatique Cisco a par exemple écrit au président Obama pour l’avertir du fait que le scandale de la Nsa [[420]](#footnote-420) minait “la confiance dans notre industrie et dans la capacité des sociétés technologiques à vendre leurs produits dans le monde” (Financial Times, 19 mai 2014) [[421]](#footnote-421). »

Pourtant, une fois passé le temps des réactions verbales, l’usage des services d’*Internet* sous label *Us* semble s’être maintenu, en dépit de perturbations atteignant les marchés des sociétés américaines spécialisées dans la sécurité, ce qui est la moindre des choses [[422]](#footnote-422) ! Les révélations sur leur collusion avec la *Nsa* et *Prism* [[423]](#footnote-423), non seulement fait rentrer le cyberespace dans l’orbite des souverainetés étatiques, mais encore, comme l’écrit Olivier Kempf :

« En fait Prism “révèle” (dévoile) la fin de la vieille grammaire stratégique d’antan, celle des alliances établies. Le monde est désormais déstructuré et le cyberespace renforce cette déstructuration. Voici qui nous mène logiquement à des postures stratégiques ou l’intérêt souverain revient au premier plan. Alors que nous sortons définitivement du monde westphalien, voici resurgir la souveraineté : quel paradoxe [[424]](#footnote-424) ! »

C’est ainsi qu’Edward Snowden a ouvert grand la porte du cyberespace à la concurrence des souverainetés étatiques alors que l’internaute ordinaire s’en croyait épargné… Ce théâtre nouveau, chaotique, dont les principaux acteurs répugnent à se soumettre à un ordre quelconque, ne peut être qu’un lieu d’expansion du désordre par excellence, la cyberguerre, désormais publique et omniprésente. En février 2015, le président américain Obama pouvait ainsi déclarer, non sans un certain cynisme :

« Internet est à nous, nos entreprises l’ont créé, étendu et perfectionné de telle façon que la concurrence ne peut pas suivre. Et souvent, ce que l’on présente comme des positions nobles sur ces problèmes n’a pour but que le développement d’intérêts commerciaux. »

Cette fin de non-recevoir opposée aux tentatives européennes de mieux contrôler l’utilisation des données personnelles confirme l’analyse de deux parlementaires français qui dès 2011 pouvaient constater :

« L’Icann ne pose guère de problème en elle-même. Elle n’est pas volontairement un vecteur d’influence en matière internationale, car les normes qu’elle définit sont avant tout déterminées par l’état de la technologie et sont largement acceptées par les professionnels. S’assurer le contrôle physique des ordinateurs centraux représente en revanche un réel enjeu. Il est symptomatique que les États-Unis soient très fermement attachés à la localisation d’Icann et des ordinateurs précités sur le sol californien. Le fichier mondial des abonnés et des sites Internet se trouve ainsi sur leur territoire, avec de larges possibilités d’accès, soit par voie de justice, soit de manière plus discrète (l’Icann communiquant difficilement sur ce point). Dans le combat que pays et entreprises mènent dans le cadre de l’intelligence économique, qui se définit par le triptyque veille, protection des informations et influence, le fait pour un pays de disposer de telles possibilités constitue un avantage sérieux [[425]](#footnote-425). »

Il faut donc admettre, depuis Snowden, que l’universalisme des valeurs affirmées et pratiquées par les géants de l’*Internet* (primat de l’individu, liberté de circulation, libre expression…) est conciliable, dans la mentalité nord-américaine, avec un patriotisme de coopération avec les organismes publics, pour le bien des États-Unis. Cette symbiose naturelle entre entités privées et appareils d’État est particulièrement difficile à admettre dans les pays de tradition étatiste, comme le nôtre, dont les relations entre sphère privée et puissance publique ne sont pas totalement apaisées… Elle contribue cependant à réunir tant le soft que le smart power dans une catégorie qui pourrait être qualifiée de false power, le « pouvoir faux », celui qui en donnant les apparences de la liberté fabrique les liens de l’hégémonie. Celle-ci est appelée à prendre une consistance renforcée, au moins sur le plan économique, avec le traitement généralisé des données numériques collectées par les géants de l’*Internet* [[426]](#footnote-426), nouveau gisement dont l’exploitation, qui n’est qu’à ses débuts, annonce de multiples bouleversements.

4.3. Les contenus

Comment se présente ce « nouveau pétrole » du XXIe siècle auquel on donne la qualification de *big data* ? Le matériau n’est autre que la masse colossale des données et des traces numériques provoquées par l’usage d’*Internet*, au moyen des ordinateurs, des tablettes, des smartphones, et demain de tous les objets connectés. Ces données sont d’abord stockées, mais elles doivent être soumises à un traitement spécifique pour être rendues visibles. L’objectif d’un système d’information est de permettre aux données « *de devenir intelligibles et fiables »* et de« *transformer les données brutes, hétérogènes et difficilement lisibles* […] *en une information visible et compréhensible* [[427]](#footnote-427). » Ceci suppose que les données soient homogènes, massives, pour délivrer de l’information pertinente en fonction des usages auxquels elles sont destinées, ce qui laisse entrevoir déjà le débouché économique de la méthode résumée par le terme de « *Data Meaning* ».

Les premiers bouleversements touchent déjà le secteur commercial : l’irruption de plates-formes telles que *Booking.com* ou *Uber* à la suite d’*Amazon* est en train de bouleverser les *business models* jusqu’à présent en vigueur dans les économies développées. Non seulement elles captent une clientèle numérique, en croissance permanente, mais elles transforment les acteurs traditionnels (hôteliers, chauffeurs de taxi, libraires) soit en sous-traitants (hôtellerie) auxquels sont soustraits 20 % environ du chiffre d’affaires, soit en concurrents faciles à éliminer (chauffeurs de taxi) ! L’information pertinente, achetée aux exploitants de big data, leur permet déjà d’anticiper le choix des destinations, le degré de confort recherché, les gammes de prix, les habitudes de circulation urbaine, etc., et de se rappeler au souvenir de l’internaute, à temps (ou à contretemps). Autant de modes de fidélisation qui deviendront de plus en plus efficaces avec la multiplication des traces numériques permettant de personnaliser de manière stupéfiante les offres « à portée de clic ». L’ubérisation de l’économie est ainsi en marche au grand dam des acteurs installés, mais aussi des États soucieux de conserver leurs recettes fiscales : *Airbnb*, site permettant aux particuliers de louer leur logement, refuse de fournir au fisc la liste et surtout les recettes de ses abonnés, ce qui ne les incite pas à les rajouter sur leur déclaration de revenus ! Mais *Airbnb* échappe à la loi française, et en veillant jalousement à la confidentialité, il s’attire de nouveaux clients… La vampirisation de l’économie par *Internet* consiste ainsi à laisser une apparence de concurrence dans le secteur des nouvelles techniques d’information et de communication (Ntic) tandis que la prolifération des sites et des connexions alimente en permanence des bases de données à localisation et à exploitation nord-américaines, qui elles-mêmes servent de moteur à la captation des clientèles, moyennant rémunération…

On se trouve donc en présence d’une véritable boule de neige numérique qui donne un sens plus précis à la notion d’« économie mondialisée ». Car après les voyages, les logements, les transports, de nouveaux secteurs s’apprêtent à exploiter les capacités prédictives à puiser dans le *big data*. On pense tout de suite à celui des assurances qui pourront fixer leurs tarifs en fonction de profils de risque remarquablement personnalisés et déduits d’analyses statistiques d’une précision inconnue jusqu’à présent. Cette étape nouvelle qui réduit à néant les principes de mutualisme et de solidarité s’inscrit pourtant dans l’idéal cybernétique. Comme le remarque très justement Vincent Tréguier :

« La représentation cybernétique du monde est celle d’un objet informationnel clos et prédictible. Le langage binaire, unité de base de la cybernétique, permet, sur une base probabiliste, de réduire l’incertitude liée à la transmission d’un message [[428]](#footnote-428). »

Dans un monde clos, ses virtualités (au sens de « en puissance ») deviendraient limitées. En connaissant l’ensemble des informations qui le composent ainsi que les interactions entre ces informations, il serait possible de connaître l’avenir. Comme nous l’avions vu plus haut, il existe deux limites techniques à cela : la difficulté à enregistrer puis à traiter ces informations. Ce problème est alors résolu par la numérisation du monde et la puissance de calcul de l’outil informatique. Cette vision idéologie du monde se retrouve de plus en plus présente dans les discours. Elle s’ancre non seulement dans les milieux professionnels proches des Nbic [[429]](#footnote-429), mais se diffuse aussi chez le « grand public ».

Cette transformation progressive du monde réel en monde numérique, en monde de données, c’est-à-dire en *bits*, est bien autre chose que l’expansion d’un « monde virtuel » ! Elle est en train de changer radicalement notre rapport à la réalité qui ne nous atteint désormais que par ce *média* universel qu’est devenu *Internet*, nous faisant ainsi rentrer dans l’âge de la multitude, selon la formule de deux jeunes auteurs immergés avec enthousiasme dans ce nouvel univers [[430]](#footnote-430).

Mais elle est aussi inscrite dans les prévisions de Norbert Wiener (1894-1964), considéré comme le père fondateur de la cybernétique, pour qui seule la traduction mathématique du monde est capable de purger les décisions politiques des idéologies et de la subjectivité, à l’origine, selon lui, des horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Son ambition était, en effet, « *d’assurer le contrôle rationnel des décisions politiques et de mettre fin au secret et à l’exclusion sociale* » [[431]](#footnote-431).

Animé ainsi par « l’idéologie de la non-idéologie » [[432]](#footnote-432), Wiener aurait pu saluer dans l’avènement du Big Data une avancée essentielle vers la gouvernance qu’il espérait :

« [En effet, il] voulait la confier à la technique, perçue comme objective et rationnelle ». Les principes de modélisations du big data et d’analyse prédictive correspondent aux structures chères à la cybernétique. Ainsi, il semblerait que les applications du big data (tous domaines confondus) sont les techniques contemporaines les plus proches de la pensée cybernétique et systémique. D’une part leur vision idéologique, fondée sur le principe de non-idéologie, de captation du réel, et de gouvernance par la technique est similaire. D’autre part, d’un point de vue technique, le big data s’assimile à un dispositif cybernétique. En effet, ces systèmes d’information sont automatisés, capables, en fonction d’un but donné, d’établir un modèle de manière autonome, et d’agir en fonction [[433]](#footnote-433). »

Sous couleur d’un « nouvel humanisme », l’idéologie cybernétique remet en cause notre anthropologie :

« Le paradigme cybernétique de plus en plus prégnant entre en conflit avec le paradigme humaniste. Ici s’opposent deux visions différentes, deux représentations de l’homme et du monde, deux idéologies. Wiener décrivait son modèle comme un nouvel humanisme. Pourtant, la théorie cybernétique semble vouloir lutter contre les fondements mêmes des principes humanistes. Ainsi, en se voulant objective (et antisubjective), non idéologique et non symbolique, apolitique, la cybernétique se trouve dans une posture d’opposition avec l’humanisme. Les particularités de ce mouvement du symbolique seraient assimilées à une entropie qu’il faut combattre. En effet, si le monde est objectivable, captable à travers des données, interprétable par des algorithmes sophistiqués, la subjectivité humaine apparaît comme une faiblesse [[434]](#footnote-434). »

La prolifération des algorithmes atteint aujourd’hui tous les domaines du monde réel et, tout en accroissant nos possibilités individuelles, nous place sous l’empire froid et efficace de la quantification universelle qui s’enrichit de ses propres modèles, de structures que la programmation rend autonomes, d’êtres nouveaux, avatars ou cyborgs, qui n’appartenaient jusqu’ici qu’à l’imagination. Certes, cette révolution n’a pas encore atteint notre être profond, à condition de le laisser inatteignable ! Pourtant la convergence des Nbic [[435]](#footnote-435) tend à réduire l’être humain à un simple « contenu informationnel » [[436]](#footnote-436) soumis à l’ambivalence provoquée à la fois par l’accroissement des possibilités humaines, et la multiplication, plus que corrélative, des puissances de contrôle. Ce « Techno-Pouvoir », qui se nourrit paradoxalement des possibilités individuelles offertes par l’information numérique, doit nous alerter « *relativement à la puissance octroyée aux technologies cognitives qui administrent d’elles-mêmes des secteurs de plus en plus nombreux et variés de nos existences, entraînant une forme croissante de dessaisissement, de surcroît amplifié par l’absence de conscience à l’égard des processus qui les déterminent* [[437]](#footnote-437) ».

Nouveau totalitarisme en action, il fabrique des individus isolés (alors que ceux-ci communiquent en permanence !). Il consacre le triomphe de la rationalité, en expulsant toute sensibilité, et nous condamne à l’addiction des écrans sans n’avoir encore rencontré son contre-pouvoir. Comme le déplore le Pape François dans l’encyclique *Laudate si* :

« Le paradigme technocratique est devenu tellement dominant qu’il est très difficile de faire abstraction de ses ressources et il est encore plus difficile de les utiliser sans être dominé par leur logique [[438]](#footnote-438). »

Ou encore, comme le remarque Romano Guardini :

« De fait la technique a un penchant pour chercher à tout englober dans sa logique de fer et l’homme qui possède la technique sait que, en dernière analyse, ce qui est en jeu dans la technique ce n’est ni l’utilité, ni le bien-être, mais la domination : une domination au sens le plus extrême de ce terme [[439]](#footnote-439). »

Malheureusement, comme le constatait l’historien bordelais du Droit Jacques Ellul :

« Le système technicien n’est pas capable de s’autocorriger [[440]](#footnote-440). »

Et nos systèmes politiques démocratiques sont bien en peine de le contrecarrer. Comment alors appliquer la division des pouvoirs, chère à Montesquieu, à « l’être » numérique, qu’il ne pouvait imaginer, et qui bouscule des catégories politiques vieilles de 2500 ans ?

Si on s’en tient aux confrontations entre « pouvoir numérique » et « pouvoir politique », la faiblesse du second est patente : en dehors de quelques « îlots de droit », du consentement des fournisseurs d’accès à livrer certaines informations facilitant la lutte contre le terrorisme, la puissance des acteurs nord-américains est intacte et de plus en plus mondiale. Bien pire, en injectant les données publiques sur la toile sous forme d’*open data*, à la suite des promesses du président Obama en 2008, les gouvernements occidentaux ont amplifié leur allégeance à la pieuvre économique de la marchandisation des données, tout en espérant en faire profiter leurs acteurs nationaux. C’est le sens de la loi présentée au Parlement par Axelle Lemaire en janvier 2016, qui officialise l’*open data* à la française sans créer de réelles contraintes pour les fournisseurs d’accès, tandis que la loi sur le renseignement de juin 2015 organise la captation directe des échanges numériques des suspects de terrorisme indépendamment de toute collaboration active avec les « géants » du *net* (boîtes noires).

\*  
\* \*

Ainsi, les catégories politiques traditionnelles (États, souveraineté, démocratie…) donnent toutes l’apparence de graviter autour de la puissance numérique, comme des insectes, à la fois extérieurs et prisonniers de la toile d’araignée. Ce qui n’empêche pas des confrontations, des cyberguerres, des piratages, des guerres psychologiques faites d’informations et de contre-informations, autant de conflits qui communient au même vecteur du code numérique capable d’absorber les réalités sociales et politiques, y compris la guerre. La vieille sémantique résiste, mais les souverainetés sont ou seront mises en échec comme l’algorithme est venu à bout de Kasparov, et, en janvier 2016, du champion du monde du jeu de *Go*. L’empire numérique n’a pas encore rencontré un adversaire à sa taille. Sa domination englobante maintient, en effet, l’apparence et la vitalité des « rivalités de puissance ordinaires » qui se déploient sur les nouveaux outils du *net* tout en espérant y gagner un reste de souveraineté, à la manière des derniers empereurs romains qui transformaient les barbares germains en consuls…

Contrairement aux prévisions de Kant, ce n’est plus l’État qui est le maître des raisons communes ; la rationalité numérique, cet assemblage de logiques mathématiques cumulatives à l’infini, s’est instaurée en puissance autonome dont les États ne sont que les opérateurs. Et, cependant, « l’être humain échappe à la raison physico-mathématique comme de l’eau s’échappe d’un panier ». Les contre-pouvoirs, encore inorganisés, seront peut-être à rechercher dans ce reste d’humanité que la tyrannie rationnelle se donnait justement pour but d’expulser : les croyances, le sentiment, la subjectivité, l’intuition et pourquoi pas le Mystère ?

Seule une totalité inatteignable par les équations est en mesure d’en limiter la domination.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Écrits de Dominique d’Antin de Vaillac

**– III –**

**SÉCURITÉ GLOGALE**

*Les crises  
et le pouvoir politique*

Dominique d’Antin de Vaillac

« *La guerre est une affaire trop sérieuse  
pour la confier aux militaires.* »

[Retour à la table des matières](#tdm)

Ce jugement lapidaire de Clemenceau – qui savait de quoi il parlait – n’est pas seulement un trait d’ironie. Il se prête en effet à plusieurs lectures. La première est hiérarchique et ordonnée : c’est celle qui donne au pouvoir civil le dernier mot, l’ordre suprême au chef politique, pour le bien ou pour le pire comme devaient le méditer les généraux d’Hitler, qui rétif à leurs conseils, a provoqué plusieurs désastres de l’armée allemande [[441]](#footnote-441). Cet ordonnancement, hérité du monde romain (qui l’avait érigé en maxime : « *arma cedat toga* ») n’a pas empêché les coups d’État, les pronunciamientos, et autres dictatures militaires dont le monde contemporain n’est toujours pas exempt. C’est que la prise de pouvoir par les armes est une sorte de renversement de l’ordre politique, qui fait que l’irruption des militaires au gouvernement est comme une « crise dans la crise ». On confie aux militaires l’usage de la violence contre autrui, on la lui dénie quand elle peut se retourner contre soi, surtout en ambiance démocratique.

La culture occidentale frappe les militaires qui s’aventurent en politique d’une illégitimité viscérale les obligeant rapidement à recourir aux urnes pour laver cette tare originelle. Les plébiscites napoléoniens, plus récemment les lois d’avènement de la Ve République, ont nourri des oppositions durables, entretenant un cortège d’imprécations ouvert avec *brio* et férocité par Chateaubriand et Victor-Hugo à propos des deux Napoléon. Le militaire (technicien et praticien de la violence sécuritaire) est frappé de suspicion dès lors qu’il se confond avec le gouvernant auquel est aussi confiée la sécurité des peuples. Pour justifier cette aporie, il est coutume d’invoquer le viol des principes démocratiques. Il est vrai que le « césarisme » et la « dictature » en sont depuis Aristote les contre-exemples. En démocratie, le succès des armes rend ainsi presque illégitime la fonction politique pour ceux qui prétendraient y trouver une récompense, y compris lorsque l’onction du suffrage fait disparaître le spectre de la tyrannie. C’est finalement ce péché originel que ne cesse de reprocher Pierre Viansson-Ponté au général de Gaulle, à longueur de colonnes du Monde, entre 1958 et 1969. La coexistence, la conciliation problématique, l’emporterait-elle sur l’intégration hiérarchique du pouvoir militaire dans le pouvoir civil, comme on devrait s’y attendre ? L’incompatibilité apparente entre démocratie et pouvoir personnel trouve pourtant dans la Constitution de la Ve République un compromis finalement stable alors qu’elle est indissociable de la période critique qui l’a vu naître. Plus qu’un régime fabriqué par et pour un homme providentiel précis, la Ve République s’est adaptée aussi à des périodes plus paisibles puisqu’elle dure depuis plus de cinquante ans, qu’elle a surmonté l’épreuve des cohabitations, et qu’elle s’est prêtée à plusieurs réformes constitutionnelles.

Mais c’est en France que le terme « d’homme providentiel », chargé d’ambiguïté et de contestations tout autant que d’espérance, associe le plus étroitement crises collectives et solution politique. Car c’est bien l’incapacité des démocraties (ou des dirigeants qui les incarnent) à résoudre la crise qui ouvre l’intermède obligé des « pouvoirs personnels » qui accompagnent inévitablement l’avènement des « hommes providentiels ». L’irruption du maréchal Pétain en 1940, du général de Gaulle en 1958, mais aussi celle d’Hitler en 1933, sont provoquées par des crises non résolues : militaire pour la France de juin 1940, coloniale pour celle de 1958, économique et hyperinflationniste pour l’Allemagne de Weimar. Paradoxalement, la crise politique majeure que constitue ainsi l’échec du régime (ceux de la IIIe, de la IVe République ou celui de la République de Weimar) est le passage obligé pour tenter de régler un problème collectif selon une méthode que l’histoire assène avec insistance. Elle consiste à conférer des pouvoirs exceptionnels à une personnalité placée en posture de « sauveur » (idéologie « sotérianiste ») [[442]](#footnote-442), au mépris des règles ordinaires de dévolution et de contrôle des pouvoirs constitués. Comme si une règle non écrite faisait abandonner aux peuples les principes élémentaires de leur organisation politique lorsque leur survie collective est en danger. « La patrie en danger » fut ainsi la porte ouverte à la fois aux tyrannies des conventionnels et à la Terreur jusqu’à ce qu’un jeune général récupère à son profit une nouvelle mission de « salut public »…

Car le recours aux « hommes providentiels », avec la confiscation des pouvoirs qu’il entraîne, n’est pas un gage d’efficacité absolue pour résoudre la crise qui a pu le justifier. Le maréchal Pétain n’a rien pu changer à l’occupation allemande, même s’il prétendait la rendre plus « supportable », et le général de Gaulle a accepté l’indépendance de l’Algérie alors qu’il avait été appelé pour l’éviter. Le recours à l’homme providentiel pourrait bien se définir aussi comme un mouvement d’humeur des opinions face à l’incapacité des dirigeants en place à « gérer » une crise qui s’approfondit et qui peut paraître sans issue. La concentration des pouvoirs « exceptionnels » et « personnels » qui l’accompagne n’offre qu’en apparence un atout fonctionnel pour faire face aux périls. Elle permet d’éviter les désordres, tout autant que de faire accepter des sacrifices. Mais en comparaison avec les enjeux qui ont provoqué son avènement, l’homme providentiel à la française ne résout rien. Il console, il rassure, et il imprime son tempérament aux institutions qu’il modifie et qui lui survivent. La crise elle-même continue de mener sa vie.

Il n’en est pas de même avec la posture d’un Winston Churchill, qui accède au pouvoir dans des conditions démocratiques ordinaires, alors qu’il est le contraire d’un héros, puisque discrédité par la défaite de l’expédition anglaise aux Dardanelles en 1916 dont il fut le partisan acharné. Pourtant sa ténacité, son courage moral, et sa détermination face à Hitler en ont fait « après coup » l’homme providentiel qui a conduit victorieusement la bataille d’Angleterre. Ici c’est la crise qui façonne et révèle l’homme d’exception. Il y a révélation, ce qui vaut mieux qu’une reconduction, comme celle qui voyait dans le vainqueur de Verdun, celui qui pourrait nous relever de la débâcle de 1940. Ces considérations historiques tendent à illustrer le fait – oh combien constaté – de trajectoires sensiblement divergentes entre la logique des systèmes politiques et celles des médecines de crise, au point que le pouvoir semble se nourrir des crises, tout en se montrant en général incapable de les résoudre.

I. Pouvoir politique et crise :  
des trajectoires qui ne se rencontrent pas toujours

La guerre offre bien sûr le meilleur exemple historique de ces discordances de fond. Comme elle est ainsi longtemps restée politique par nature, puisqu’elle concernait au premier chef le destin collectif des nations, l’apostrophe de Clemenceau mérite toutes les indulgences… d’autant que Clausewitz donne une autre raison à cette prise de distance. Il distingue [[443]](#footnote-443) en effet la guerre contrôlée dont le but ultime est la paix, et la guerre totale qui se traduit par la destruction de l’ennemi. La première appartient à un objectif politique, car la paix est un gage de conservation du pouvoir ; la seconde récapitule la visée militaire qui est d’obtenir la victoire, et une victoire qui n’est pas totale conserve toujours un goût d’incertitude et de frustration. La distance entre politique et militaire trouve ici une justification qui ne saute pas aux yeux, mais qui est pourtant profonde, et qui peut servir de matrice aux problèmes de sécurité « élargie ».

Mais à l’époque des États nations, la crise majeure n’est autre que la guerre. Mais la formule frappe malgré tout par le dysfonctionnement qu’elle révèle implicitement : si les militaires doivent être dépossédés de ce qui fait leur métier, soit c’est parce qu’ils sont incompétents, soit c’est parce qu’ils ne sont pas concernés par les choses vraiment sérieuses. La guerre, donc la crise par excellence, échappe en partie à l’État fonctionnel, à celui dont on attend des réponses d’efficacité grâce au déploiement de moyens humains et matériels dont il a été longtemps le seul à disposer, et dont les militaires sont généralement le mieux dotés. Alors pourquoi cette irruption du politique, persistante dans la guerre [[444]](#footnote-444), mais aussi dans ce qui lui succède aujourd’hui : la guerre sans ennemi, et ses métaphores permanentes : les crises aux multiples thèmes qui inondent la société contemporaine, écologiques, technologiques, terroristes, sanitaires, ou encore (mais pour combien de temps!) [[445]](#footnote-445), naturelles ?

Les réponses classiques ont recours, pour légitimer la suprématie de l’autorité politique en cas de crise, à son origine sacrale, quasi religieuse : au « *Tout pouvoir vient de Dieu* » selon l’interprétation chrétienne s’oppose sans doute l’assimilation pure et simple du souverain et de la divinité, des mondes égyptien et romain. Différence dans la préséance, mais voisinage évident : le Souverain a quelque chose à voir avec Dieu. Or, de toute antiquité, la guerre ou la crise, en tant que perturbation de l’ordre normal des choses, fait l’objet d’un traitement religieux dont le souverain est le premier grand-prêtre. C’est le sens du sacrifice, et de la victime expiatoire, du bouc émissaire, dont la fonction est d’évacuer la violence issue du chaos… mais sans offrir d’autres remèdes qu’une violence compensatrice et symbolique comme l’explique si bien René Girard, dans *La violence et le sacré* [[446]](#footnote-446).

La sécularisation entreprise par la Renaissance provoque la distanciation entre les deux ordres, mais confirme la prééminence du Souverain dès que la violence atteint le groupe social. Ceci est bien rendu par l’inscription gravée sur les canons de Louis XIV : « *ultima ratio regis* ». La dernière raison du roi, celle qui s’impose quand toutes les autres n’ont pas suffi, et qui, dans sa forme démocratisée, devient le « domaine réservé », succédané plus acceptable que la « raison d’État », et finalement peu critiqué. La prise en charge de la crise par l’autorité politique, selon des degrés qui peuvent varier, est une exigence implicite du corps social, même si fonctionnellement elle n’est pas la mieux placée pour y répondre directement, à la différence des acteurs de terrain. Vestige du « sacré », ou utilité réelle ?

I.1. Les impuissances politiques

La réponse apportée par l’analyse sociologique [[447]](#footnote-447) réintroduit une rationalité globale justifiant l’intervention du politique en cas de crise. Il s’agit de rétablir au plus vite la normalité du fonctionnement de la vie sociale dans un contexte d’incertitude aggravée. La vraie crise – au sens politique – ce n’est pas l’évènement calamiteux par lui-même, mais le bouleversement de l’ordre établi qu’il est capable d’engendrer. Ce qui a de l’importance d’un point de vue politique, c’est ce qui fait suite à l’évènement déclencheur de la crise, quand il s’agit de choisir entre plusieurs urgences, de trancher entre des avis multiples et parfois contradictoires, de procéder à une succession de décisions qui peuvent être radicales, telles que des déplacements de population, ou des interdictions de circulation. La calamité signe l’impuissance radicale du politique à la prévenir ou à la conjurer, puisqu’elle s’est produite. La puissance temporelle qui se confond avec l’essence du pouvoir politique est ainsi suspendue par le dérèglement, qu’il soit naturel ou encore social : c’est le « vide du pouvoir » de la fin du mois de mai 1968 quand on ne sait plus où se trouve le général de Gaulle, ou encore l’envol du Président Bush dans un endroit secret dans les heures qui ont suivi l’attentat du 11 septembre 2001.

La catastrophe qu’elle soit brève ou porteuse de dangers successifs convoque d’abord le politique par sa négation la plus radicale. Le pouvoir est nu devant la surprise de l’évènement puisque son essence « programmatrice » est mise à mal ; il est littéralement réduit à néant, il est ontologiquement et réellement absent, puisque sa fonction est de maîtriser la réalité, et que la circonstance catastrophique est l’évidente preuve que la réalité lui échappe. Cette contradiction sans issue est momentanée et exceptionnelle, car elle est porteuse du pire des dangers collectifs : le chaos de l’anarchie, situation assez théorique et historiquement peu vérifiée. Sous ce vocable, sont souvent confondues les guerres civiles, la désorganisation des pouvoirs publics, la ruine de l’économie, qui ne signifient pas pour autant la disparition du pouvoir politique, mais paradoxalement sa dissémination et la concurrence violente de ceux qui prétendent l’exercer. Le vrai vide du pouvoir ne peut être que bref, car il est son moment ultime, le temps de constater à la fois sa négation, et l’impossibilité de sa disparition. La crise politique peut alors se déployer, mais avec un ordonnancement spécifique. C’est le moment des formules aux accents gaulliens : « *C’est moi ou le chaos* ». C’est ainsi que le pouvoir personnel, même honni par principe, demeure préférable au désordre.

Ou bien faut-il le comparer à cette pause nécessaire aux grands sportifs avant l’épreuve décisive ? La phase suivante, le traitement de la crise est, en effet, l’antithèse de la situation précédente. Par une sorte de symétrie, la phase de gestion de crise est une récupération de l’essence du politique, quand celle de sa survenance signe sa disparition. Si gérer efficacement une crise, c’est effectivement rétablir un ordre troublé, maîtriser des dangers en cascade, décider opportunément de mesures exceptionnelles, le pouvoir politique est cette fois convoqué et attendu en tant que tel. La réalité d’après crise met de nouveau le pouvoir à nu, non pour dévoiler sa vanité, mais pour mettre en valeur la restauration de sa garde-robe. Les « vêtements » de l’après-crise sont bien plus indispensables pour rhabiller l’existence politique en soi et la réinstaller dans ses codes habituels. L’après-crise va ainsi donner un relief particulier à la décision d’urgence, à la pertinence des moyens employés, à l’effort de solidarité déployé, y compris en termes financiers. La gestion de crise restaure avant tout le pouvoir régalien, ce qui est bien le noyau dur du pouvoir politique.

Globalement, la gestion de crise est donc bien un moteur du politique, alors que la crise elle-même est son anéantissement. Les choses seraient plus simples si ces phases caractéristiques alternaient sans nuance, le nouveau moment du politique, achevant l’après-crise, devenant glorieux en cas de succès, ou critique en cas de défaillance. Or, toutes les analyses contemporaines s’accordent pour relever la complexité des situations de gestion de crise : le phénomène des risques en cascade prolonge l’incertitude et empêche le rétablissement rapide de la normalité ; les organigrammes raffinés n’évitent pas les conflits de compétence, ou, pire, l’indécision prolongée ; de nouvelles marges de manœuvre s’offrent aux acteurs institutionnels, ce qui double la crise proprement dite de crises secondaires, organisationnelles, budgétaires, économiques… le schéma de l’après-crise est fait d’une multitude de « poupées russes » emboîtées les unes aux autres, et dont la couleur n’est pas toujours connue d’avance. L’après-crise correspond à une « récupération » de la puissance politique, mais elle n’est pas linéaire, elle s’accompagne de moments et de moteurs qui s’enchaînent rapidement, liés à des incertitudes successives, inévitables dès qu’une reconstruction est à l’œuvre. La gestion de crise donne ainsi à l’expression politique un relief particulier, parce que l’urgence commande et que les formes protocolaires, qui, en temps normal, imposent leur rythme lent à l’exercice du pouvoir politique s’abolissent face aux pressions de l’évènement. Quand l’urgence fait loi, quand l’efficacité immédiate se confond avec la sauvegarde des existences, le pouvoir politique n’a plus besoin de justifications idéologiques ; sa légitimité va de soi pourvu qu’il sauve. Quand pour tout programme, à la veille de la bataille d’Angleterre, Churchill promet au peuple britannique des « *sueurs et des larmes*», mais aussi la victoire, il épure la démocratie de toute démagogie…

À l’inverse, quand un gouvernement autoritaire décrète l’état d’urgence par crainte de manifestations d’opposants, il invoque l’ordre public, et en arrière-fond, la sécurité des biens et des personnes. Mais, ce faisant, il dévoile sa propre vulnérabilité ; le motif sécuritaire se charge d’ambiguïté. Est-ce la sécurité générale ou celle des gouvernants en place qui est menacée ? Le motif invoqué cache difficilement le motif réel ; la sécurité est instrumentalisée, elle devient objet idéologique, elle est la justification des entraves à la liberté et des régimes d’exception. Mais ces vastes manipulations manquent d’objet depuis que la guerre est devenue une hypothèse lointaine. Il reste les coups d’éclat opérés par les forces spéciales, d’invention récente (1974 pour le Gign), petits groupes de militaires d’élite hyper entraînés, qui s’exposent avec courage et détermination face aux actions terroristes et aux prises d’otages. Animé d’une morale exigeante et humaniste ayant pour objectif d’épargner les vies, leur mode opératoire a fait la preuve de sa redoutable efficacité. L’assaut réussi d’un *Airbus* immobilisé à Marignane et la libération de tous les otages sains et sauf en 1994 fit l’objet d’une médiatisation exceptionnelle, l’évènement étant filmé en direct. Le lendemain, tous les membres du commando étaient reçus en héros à l’Élysée, et leurs visages, sur tous les écrans de télévision. Ce moment de grâce pour le pouvoir politique était obtenu au mépris d’une règle capitale en matière de lutte antiterroriste : ne jamais dévoiler l’identité des combattants pour éviter de graves menaces, non seulement sur eux, mais aussi sur leurs familles. Le même Gign, à ses débuts, avait frôlé la dissolution en 1981, après que son chef, le lieutenant Prouteau, ait été convoqué en grand uniforme sur un plateau de télévision, pour rendre compte de la libération d’enfants pris en otage à Djibouti, à la demande de l’ancien président, en pleine campagne électorale…

Ces simples observations suffiraient à faire soupçonner, sinon une indifférence, du moins une distance de la sphère politique à l’égard des « crises ordinaires », celles qui peuvent toucher – même gravement – un nombre significatif de citoyens, tant qu’elles n’évoluent pas en crise politique. Ce phénomène qui ne manque pas d’interroger les chercheurs en science politique a été approfondi avec brio par Michel Dobry dans son ouvrage devenu classique, *Sociologie des crises politiques* [[448]](#footnote-448). Il y montre que les crises politiques sont des phénomènes autonomes, dotés de caractéristiques propres et marqués par une « conjoncture fluide », qui les rend intrinsèquement différentes des « états routiniers », et impropres aux explications historiques ou causales. La redistribution des cartes, l’apparition de nouveaux acteurs avides de pouvoir, le décloisonnement provisoire de la société sont autant de marqueurs présents dans toutes les crises politiques. Et le lien avec des crises préparatoires (ou provocatrices) n’est pas systématique. La crise politique n’est pas à coup sûr le parachèvement d’une crise économique, comme le prouve à l’excès mai 68, même si celle-ci en ouvre les chemins, en particulier ceux des guerres et des révolutions.

Ainsi, les exemples de l’homme providentiel, comme celui de la guerre, comme encore de la morphologie des crises, révèlent un décalage quelque peu inattendu entre le fondement même du pouvoir (l’exigence de sécurité) et son comportement face aux crises. Ils montrent que les déterminismes politiques (ceux qui créent des contraintes spécifiques à l’exercice du pouvoir politique) et les rationalités cindyniques (celles qui doivent conduire à éviter le danger et à mettre fin à toute crise) ne coïncident pas systématiquement. Nous avons observé que la crise sécuritaire laisse parfois au second plan « l’État fonctionnel », par exemple celui des militaires ; que la primauté du politique ne trouvait pas sa justification dans son efficacité face à la crise, mais plutôt dans la vision magique, ou religieuse, mais toujours mythique du Chef suprême ; que l’homme politique est attendu dans une fonction de « consolation générale » qui doit compléter les secours aux blessés, confiés aux « petites mains » ; que la crise, à la fois moment et moteur du politique, pouvait devenir aussi un objet manipulable, en quelque sorte, le carburant du politique.

Cela signifie que la crise convoque l’État, et son appareil politique, sur un tout autre registre que celui de la pure efficacité. L’attente politique est aiguillonnée par l’un des rares leviers qui échappent aux rationalités modernes, celui de l’émotion, émotion qui est, en effet, indissociable de toute crise. Une des clefs de cette discordance apparente, c’est que l’émotion s’adresse à « l’État symbolique » tout autant – sinon plus – qu’à « l’État efficient », et que l’art du politique est de transformer la charge symbolique de la crise en fardeau utile. Et le seul fardeau utile, en politique, est celui qui permet la conservation du pouvoir. Le slogan de la « revanche », après le désastre de Sedan, a fourni à la IIIe République naissante un ciment populaire autrement plus entraînant que la mise en pratique du régime parlementaire, ce qui prouve que l’instrumentalisation de toute crise politique débouche sur des refondations symboliques, indispensables pour « faire société », mais surtout pour « faire État ». Vue sous cet angle, l’accumulation des crises, même si elle « fait tomber les puissants de leur trône », enrichit le pouvoir collectif, justifie des interventions, et nourrit des idéologies de justification. Alors connivence ou hostilité ?

*L’Art de gouverner* peut ainsi consister à s’accommoder de la crise, à lui laisser vivre sa vie. C’est en tous cas une des leçons tirées à propos de la crise de mai 1968 par Édouard Balladur, qui était alors conseiller à Matignon pendant les évènements, et pouvait déclarer en 1994 :

« Parfois, il suffit de laisser les choses aller à leur paroxysme pour qu’ensuite elles se replacent dans leur cadre normal [[449]](#footnote-449). »

Et Bruno Frappat, qui rapportait cette déclaration à l’hebdomadaire *Le Point*, pouvait commenter :

« En langage moins contourné, la sagesse populaire appellerait cela faire le dos rond en attendant que ça se passe. »

Même si ce mode de gestion de crise n’est pas systématique, il trahit explicitement la différence d’appréciation selon le niveau de décision où on est placé. Le sommet politique n’apprécie donc pas la crise de la même manière que l’échelon opérationnel, en dépit d’une cohérence apparente et officielle dont les distorsions auraient un effet désastreux pour l’opinion. Le préfet de police, Maurice Grimaud, aux prises avec les barricades étudiantes, ne pouvait – ni ne devait – camper à ces altitudes.

Une autre application, cette fois plus institutionnelle, illustre parfaitement cette relation ambiguë, c’est *la fonction judiciaire*. La justice, qui est une forme finale de gestion de crise, est écartelée entre les impératifs de l’émotion (qui correspond à la dimension collective de la justice) et les exigences du respect de l’individu, de son passé, de son futur, de sa réhabilitation…). Faire justice, c’est arbitrer entre ces dimensions contradictoires, pour clôturer une crise, plus que pour la traiter en fonction de l’avenir. Les campagnes d’opinion (d’émotion) qui font suite aux tragédies meurtrières commises par des récidivistes font partager aux magistrats une part des responsabilités, au travers d’un laxisme présupposé, ou, au moins, d’un coupable désintérêt quant à la dangerosité de leurs « clients ». Certes, il appartient aux juges de prendre les mesures nécessaires pour protéger la société, et c’est le sens le plus légitime de l’incarcération. Mais s’agit-il de la fonction principale – essentielle – du juge ? La mission de la justice est-elle de prévenir les crimes et les délits ? N’est-elle pas plutôt de tenter d’en réparer les conséquences ? Le jugement pénal tente de solder des comptes entre la société, les victimes, et le délinquant; il est moins à son aise pour favoriser un avenir plus paisible : la prévention, qui pourrait y conduire, n’est pas son affaire ; bien au contraire, le système carcéral, qui est aujourd’hui reconnu comme criminogène, est alimenté par la sanction pénale. La justice tente d’offrir des réparations imparfaites à la fois à « l’émotion » et aux dommages réels. Elle ne parvient que très rarement à l’un et à l’autre. Confrontée à l’irréparable, sa fonction est compensatoire et combien imparfaite : elle est seulement le substitut à la vengeance privée et elle casse l’engrenage de la violence. C’est d’abord cela « faire justice »…

Cette ambiguïté fondamentale du pouvoir politique face à la crise, qui touche l’exécutif et le judiciaire, atteint aussi, bien que de manière moins nette, le pouvoir législatif. Si la Constitution de la Ve République a corrigé les excès du régime parlementaire antérieur, en tant que générateur de crises politiques permanentes, elle a aussi transformé le Parlement en pourvoyeur infatigable de textes, la plupart d’initiative gouvernementale, comme autant de réponses à la crise (ou aux crises). Cette confiance inébranlable dans la loi comme solution à tous les problèmes rassemble en France les principaux acteurs qui sont confrontés à la crise. D’abord l’opinion : « Qu’attend-on pour légiférer ? », puis les gouvernements que l’opinion « attend » aux mesures prises, c’est-à-dire les lois et les décrets produits ; enfin les élus eux-mêmes qui justifient leur mandat par l’ardeur du travail parlementaire qui s’apprécie – croit-on –, à l’abondance des textes votés. Le travail législatif est ainsi devenu, presque par convention, un rite de sortie de crise. Il est vrai que le texte nouveau restaure, même de manière illusoire, l’impression que les choses ne se reproduiront plus de la même façon défectueuse, et l’émotion se transfigure ainsi en espérance. Jusqu’à la prochaine crise, à la nouvelle émotion, et au nouveau renfort de textes tranquillisants destiné à remédier aux carences supposées des précédents. Ce procédé itératif est porté en France à une telle accumulation qu’il finit par user les institutions politiques et provoque des crises de dysfonctionnement que le terme « d’insécurité juridique » cherche à résumer. Ainsi, lorsque par l’effet de la précipitation, la production de normes devient la seule réponse aux crises, non seulement la crise n’est pas traitée, mais il faut aussi combattre ces effets d’encombrement.

Puisque tous les pouvoirs sont « contaminés » par cette impuissance relative face aux crises, plusieurs questions méritent d’être posées, en particulier sur le plan théorique : la première  – et la plus fondamentale – concerne le pacte social qui relie les citoyens et l’État.

I.2. Les implications politiques

La justification même du pouvoir d’État – qui se confond avec la souveraineté – réside depuis la Renaissance dans la nécessité de confier le monopole de la violence à une autorité distincte afin qu’elle assure la paix civile. Les penseurs de l’État moderne – Hobbes dans *Le Leviathan* tout particulièrement – justifient le pouvoir d’État par le monopole de la violence qui lui est confié afin de mettre fin à la violence caractéristique de l’état de nature. À sa suite, Max Weber, par une formulation complète, définit l’État comme l’institution dépositaire exclusive de la violence légitime. Fruit de périodes troublées telles que la Renaissance, au sortir du Moyen-Âge caractérisé par la dispersion de la violence privée, ces théories de la souveraineté demeurent la base du contrat social des républiques modernes. Sont-elles en phase avec les nouveaux besoins liés à la sécurité globale ? Sans doute tout dommage subi est le fait d’une violence, ne serait-ce que celle qui est faite à un ordre quelconque, qui serait paisible par nature. Mais la violence qui a inspiré les penseurs du XVIe siècle, c’est essentiellement la violence directe manifestée par autrui, seul ou en groupe, en bande ou en nation. C’est la vieille violence de Caïn contre Abel, ou des guerres de tranchées de 14-18. Est-ce celle de Tchernobyl, des canicules inattendues, ou des tsunamis ? Si la violence que l’on peut craindre d’autrui est contenue par l’État, c’est que le contrat social s’intéresse à la sûreté, concept fondateur s’il en est, repris par la Déclaration de 1789 [[450]](#footnote-450). Mais la sécurité est plus large que la sûreté. Et notre organisation politique est surtout orientée vers la sûreté. Il aura fallu plus de 40 ans pour que le concept de sécurité complète celui de défense dans nos textes réglementaires, alors qu’il était déjà en germe dans l’ordonnance de 1959, sous le terme de « défense globale ». C’est dans le *Livre blanc sur la Défense* paru en 2008 qu’est officialisé le terme de « sécurité globale » après avoir circulé dans de rares instances universitaires [[451]](#footnote-451). Ces balbutiements, ces hésitations sémantiques montrent, à elles seules, que nos institutions sont mal à l’aise face aux nouvelles exigences du corps social qui demande à l’État de les protéger désormais contre tous les dangers, que les militaires qualifient par culture et approximation « d’ennemis invisibles ». Comme le remarque Pierre Rosanvallon :

« Le premier droit de l’individu reconnu comme sujet central du politique, c’est ainsi le droit à la vie. Il échange sa soumission, ou sa participation selon les diverses formes de ce contrat social, contre cette garantie fondamentale : être protégé dans son intégrité physique contre toutes les menaces [[452]](#footnote-452)… »

Cette sûreté élargie à toutes les menaces, plus seulement humaines, oblige à reconsidérer le pacte politique fondateur hanté principalement par l’agressivité violente d’autrui, désormais dépassé par la demande sociale.

Une manière d’éloigner cette limite serait peut-être de remplacer violence par puissance, car la puissance entretient avec la sécurité des liens beaucoup plus évidents. En premier lieu, elle englobe la sûreté : au soir du 18 juin 1940, le général de Gaulle pouvait gager (l’histoire lui donnera raison) qu’une puissance matérielle supérieure à celle des Allemands permettrait d’en venir à bout. C’est désormais la « *balance of power* » qui garantit la paix internationale, l’équilibre des Puissances, et non l’équilibre des violences.

Ce concept large nous éloigne en même temps du pacte social fondateur : le citoyen aliène une partie de sa liberté, en particulier celle de faire usage de la violence, au profit de l’État souverain ; la puissance ne fait pas partie du contrat, c’est pourtant elle qui sera invoquée pour combattre les dangers au sens large parce qu’elle est la plus qualifiée pour y parvenir. Comme le définit très justement Thierry de Montbrial [[453]](#footnote-453), la puissance tout autant que le pouvoir, « *c’est la capacité pour une organisation de mobiliser des ressources dans un sens déterminé* » [[454]](#footnote-454). La nouveauté de cette appréciation par rapport à l’approche classique, en particulier, celle de Montesquieu, c’est que le pouvoir et la puissance ne se définissent plus par leurs fonctions, voire leurs finalités. C’est la matière qui les nourrit qui va déterminer leur nature, d’où un pouvoir et une puissance économique, militaire, financière, culturelle… selon des fractionnements de plus en plus détaillés nécessitant, pour les coordonner, une autorité qui n’est pas inventée. Selon Montbrial, en effet, « *cette question de la coordination des pouvoirs, qui touche à la fois au fonctionnement interne des États et aux différents modes de la coopération internationale, donc à la gouvernance mondiale à tous les niveaux, est l’une des plus importantes qui nous soit posée au XXIe siècle* ».

On remarquera d’emblée que le « *pouvoir cindynique* » ne fait pas encore partie du catalogue. Pourtant les mêmes « ressources cindyniques » sont faciles à identifier : elles sont informationnelles, matérielles et humaines (capacités d’intervention), mais encore structurelles (résilience). L’ensemble doit s’ajuster aux vulnérabilités (ou pauvretés) qui sont la porte d’entrée des insécurités selon une symétrie qu’il faudrait mettre en évidence, puisqu’une corrélation s’établit entre niveau de ressources et degré de vulnérabilité pour vaincre le danger. Comme le remarquent Francis Chateauraynaud et Didier Torny :

« Avec le lanceur d’alerte inséré dans le tissu social ordinaire d’un côté et, de l’autre, l’État porteur de normes – élaborées de plus en plus au niveau international –, on voit se dessiner la possibilité d’une tension maximale puisque se croisent une manifestation d’impuissance (celle des personnes ordinaires) et l’expression d’une puissance d’action (celle de la puissance publique) [[455]](#footnote-455). »

Ainsi, c’est bien la puissance, et derrière elle une mobilisation des ressources, qui apparaissent en creux lorsque le concept de vulnérabilité est mis à nu, car la faiblesse est l’autre mot de la vulnérabilité, et la puissance en est l’antidote. Ces deux concepts sont en relation permanente si on se préoccupe de la sécurité globale, et celui de ressource vient les compléter utilement. En revanche, il n’est pas certain que la concentration de la puissance en un échelon unique – qui serait celui de l’État – soit la meilleure garantie de l’efficacité contre tous les dangers. Ceux-ci peuvent réclamer une répartition et une adaptation de la puissance, y compris au niveau individuel. Le problème est alors la pauvreté, l’absence de ressources qui ne permet pas la sécurité ; les pauvres sont les premiers atteints par la crise que celle-ci soit environnementale, industrielle, sanitaire ou alimentaire. Et ces pauvretés localisées, dispersées, lorsqu’elles recourent à la violence, deviennent des dangers de sûreté, qui ne sont contrés que par des moyens d’échelle équivalente.

C’est ainsi que l’on constate que la meilleure protection contre la piraterie – qui est pourtant un danger de sûreté – résulte davantage de l’embarquement à bord des navires de milices privées que de la patrouille de bâtiments de guerre. Le développement récent de l’intelligence économique conduit aux mêmes résultats : c’est d’abord au niveau de chaque entreprise que la protection de l’information contre les piratages informatiques doit s’organiser et que des cellules de veille doivent se mettre en place. L’État est le réceptacle final et indirect des nouveaux dangers, il conserve le monopole de la violence, mais il n’est plus en première ligne pour leur opposer – dans tous les cas – la meilleure puissance. Cette constatation est ancienne pour certains fléaux, tels que l’incendie dont l’alerte et la maîtrise sont confiées depuis le Moyen-Âge aux pouvoirs locaux. Le principe de subsidiarité s’applique donc aux questions de sécurité, soit que l’on s’intéresse à l’aléa lui-même, soit que l’on se préoccupe des résiliences, qui ne sont autres que des puissances résiduelles, suffisantes pour retrouver un état d’équilibre.

C’est donc bien la morphologie des dangers, mais aussi celle des résiliences, qui doivent présider au choix des méthodes de protection, et non plus le contrat social d’abandon de « souveraineté ». Mais il n’est pas sûr que ces changements de perspective assurent à eux seuls un bouleversement de notre organisation politique, d’autant que les agressions violentes ne sont toujours pas éradiquées (terrorisme).

On constate par là que la sphère politique est véritablement attendue en matière de sûreté, son obligation essentielle étant de protéger les citoyens contre les agressions humaines, même indirectes. Ce système conduit à rechercher systématiquement derrière tous les dangers, une imputabilité, une responsabilité, voire une faute. Il est inscrit dans la profondeur des consciences citoyennes, à la manière d’un héritage. Comme le montre Christine Noiville [[456]](#footnote-456) :

« Pendant longtemps le risque acceptable était le risque indemnisable. Puis le risque acceptable était celui qui était imputable, c’est-à-dire celui qui avait un responsable. Mais la scène du risque est telle aujourd’hui… que nombre de risques sont inévaluables, donc non indemnisables [[457]](#footnote-457) ».

L’engagement de l’État – et donc l’engagement politique – est dépassé par cet élargissement. Il est aujourd’hui en décalage avec les nouveaux risques (dont beaucoup sont impersonnels) et dont la responsabilité est largement partagée par le corps social.

II. La prise en charge politique des crises

Les « victimes » de la surconsommation, de l’énergie bon marché, de l’épuisement des ressources… sont largement consentantes. Cette situation inédite, où les auteurs de la catastrophe sont en même temps les victimes, est déroutante pour l’appareil institutionnel qui s’est forgé contre des agressions et contre des ennemis. Et comme on va le constater, il est de plus en plus en porte à faux pour faire face aux évènements catastrophiques.

Les suites de la tempête *Xynthia* révèlent que l’État a dépensé 500 millions d’euros pour racheter des maisons dont il n’aurait pas dû délivrer le permis de construire, alors que ce budget était largement suffisant pour remettre les digues en état et éviter d’autres catastrophes, chose qui n’a pas été faite [[458]](#footnote-458). Dans ce cas, l’État a préféré se couvrir contre le risque de contentieux ultérieurs, plutôt que de faire face à un danger ancien et maîtrisable et dont on connaît les remèdes. La gestion de crise est décalée, la puissance financière nécessaire pour remettre à niveau la protection d’un territoire vulnérable est utilisée pour protéger une structure administrative contre les aléas de condamnations judiciaires… La protection technocratique l’emporte ici sur le danger lui-même; l’effort de prévention est détourné de son but.

La gestion des tempêtes dans les Landes aboutit à un résultat comparable, avec des protagonistes différents. Ravagée à 50 % en 2009, après avoir subi en 1999, et en 2003, des tempêtes d’une « rare » violence, la forêt landaise n’a pour horizon que de se reconstruire à l’identique, quitte à subir les mêmes dommages. La seule nouveauté est que l’État a annoncé d’emblée qu’il ne versera dorénavant aucune indemnisation. Les budgets sont donc protégés… pour l’avenir. Les finances publiques seront épargnées si le vent souffle de nouveau. Pour le reste, on s’en remet aux « acteurs locaux » qui poursuivent avec acharnement la reconstitution d’une forêt unidimensionnelle, dense, et d’une vulnérabilité désormais démontrée. À croire qu’un « consensus dirigé » et des intérêts puissants s’accommodent de fournir périodiquement à l’haleine de l’ouragan des victimes renouvelées, quand bien même elles ne seront plus indemnisées en cas de malheur ! Mais comme il est désormais admis que les propriétaires forestiers landais sont surtout de grands sentimentaux, que leurs parcelles sont trop morcelées pour devenir rentables, qu’ils en ont vu d’autres (tempêtes), mais ne se sont jamais découragés, on imagine de rétablir une forêt « à l’identique », à l’exception de tout intérêt économique pour ses propriétaires. Car comment dégager le moindre profit, quand des arbres sont périodiquement mis à bas, qu’il faut dépenser pour reboiser, et subir des cours ridicules tant que les stocks de la précédente tempête ne seront pas écoulés ?

Ainsi, les catastrophes récentes qui ont affecté la forêt de Gascogne ne sont pas parvenues, malgré leur ampleur, à susciter la moindre remise en cause du modèle d’affectation des sols comme gisement d’exploitation pour une industrie papetière encore puissante, la forêt cultivée. Ici, la fatalité climatique se heurte à la fatalité conservatrice, contrecarrant toute stratégie sérieuse de prévention ou d’évitement. Le « retour à l’état initial », à la normalité « d’avant », réunit tous les corporatismes, comme si le risque du changement était pire que celui des catastrophes. Mais ce réflexe révèle aussi une racine, parfois oubliée, du conservatisme lorsqu’on ne lui donne qu’une consonance politique. Le changement est en lui-même une catastrophe puisqu’il rompt une stabilité que l’on peut juger satisfaisante, en tous cas plus acceptable que la fuite vers un inconnu non maîtrisable. On redoute ainsi une sorte de « double peine », qui obligerait, non seulement à subir le cataclysme (qui ne dure qu’un moment), mais encore la crise d’adaptation à un nouveau cadre, dont on ignore le contenu et les échéances. La crise, dans ces cas-là, n’est plus une « opportunité », elle est une incitation vive à retrouver les charmes d’antan.

Mais à côté de l’embarras causé par les catastrophes climatiques, la litanie des dysfonctionnements se déroule aussi à propos des risques sanitaires (vache folle, sang contaminé, pandémie grippale, médiator) mettant à mal les réponses institutionnelles. Comme le soulignent William Dab et Danielle Salomon :

« Désormais, le souci de santé est si grand, l’avancement des connaissances et de la médecine laisse entrevoir tellement de possibilités d’amélioration […] qu’il existe une attente sociale forte pour des dispositifs efficients pour maîtriser les risques sanitaires. Tout défaut dans ces dispositifs crée une indignation d’autant plus forte que ces atteintes sont dues à des facteurs d’environnement non détectables et non contrôlables au niveau des individus [[459]](#footnote-459). »

Oui, l’environnement est une bouilloire qui laisse échapper des vapeurs anxiogènes, en même temps qu’il est le lieu de la prolifération incessante des risques. Mais n’est-ce pas aussi un truisme de qualifier d’environnementales – ou tout aussi bien d’extérieures – la plupart des menaces qui le sont par nature ?

II.1. La maîtrise des dangers politiques

On retrouve ainsi cette loi non écrite qui s’impose spontanément aux organisations touchées par un évènement qui atteint leur fonctionnement : retrouver leur normalité antérieure. Cette tendance forte qui vise avant tout à restaurer l’ancien usus peut s’avérer trompeuse, car elle n’incite pas à traiter les causes mêmes de la crise qui se résument toutes à des vulnérabilités particulières. L’effet de rupture, de remise en question, puis de remise à niveau permettant de faire face à une agression donnée est vite estompé. Qu’on se souvienne des discours du président Chirac sur la « fracture sociale » en 1995, ou du candidat Sarkozy sur la « rupture » en 2007, quelque peu contredits par les politiques consécutives. En réalité, seul l’endettement permet depuis 1975 d’entretenir un État Providence en cours de décomposition, sur lequel se crispent les corporations qui en sont bénéficiaires, sans que le corps social approuve les politiques menées, comme le prouve la versatilité des électeurs. Le dilemme tragique du pouvoir politique qui se dessine de plus en plus nettement, c’est de résoudre les crises, au risque quasi certain d’être désavoué ; ou d’éloigner l’échéance de leur dénouement, en espérant la conservation du pouvoir. L’accroissement de la dette, qui favorise cette dernière posture, est en soi une démonstration de cette incapacité radicale à concilier les déterminismes de l’action politique et ceux d’une politique économique adaptée aux défis du temps.

Depuis 2010, en France, l’insécurité économique est devenue patente, les politiques menées consistent surtout à répartir le fardeau de la dette, selon des dosages aussi subtils que symboliques, sans qu’un traitement de la crise soit véritablement mis en œuvre. Les nécessités du corps politique, de ses clientèles et de ses échéances s’imposent effectivement, malgré le discours dominant, contre celles du corps social confronté au chômage et à la baisse du pouvoir d’achat. L’incertitude qui en résulte, les désaffections de plus en plus manifestes à l’égard de la classe politique, enfin le malaise confirmé par les sondages observant la baisse du moral des Français, autant de signes qui indiquent que le contrat social est peu ou prou mis à mal par la confrontation entre l’ordre politique et la réalité économique. Mais ces décalages flagrants n’ont pas suffi – jusqu’à présent – à construire une véritable crise politique. Bien au contraire, les institutions de la Ve République se sont consolidées et redéployées par la décentralisation ; le système politique, même de plus en plus isolé de ses fondements (désaffection généralisée) conserve l’apparence formelle d’un fonctionnement régulier, même s’il ne parvient plus à masquer son inefficacité et ses impasses. Le système interactif théorisé par Easton [[460]](#footnote-460) se décompose de lui-même : l’autonomie réelle du système politique est mise à mal par la mondialisation, et ses réponses (« *outputs* ») aux demandes (« *inputs* ») n’ont qu’un impact limité sur la réalité économique [[461]](#footnote-461). Mais la forme demeure, et la légitimité de l’appareil longtemps entretenue par le pouvoir médiatique puis mise à mal par celui des réseaux sociaux, ne peut plus compter sur des idéologies désormais disqualifiées. D’où la répétition des annonces, des apparences du « politiquement correct », et de l’appel aux émotions ciblées… pour retarder le moment de la déception généralisée des attentes sociales, qui est toujours annonciatrice des bouleversements politiques, pour de bon cette fois.

Ainsi, depuis trente ans en France, l’appareil de gouvernement est bien attendu sur l’enjeu de la sécurité économique, alors qu’il s’y fracasse avec persistance. Il déploie son art — qui est aussi la condition de sa survie – à éviter que la déception ne soit généralisée en répartissant au sein de l’électorat des satisfactions momentanées et partielles, généralement déçues, relayées par des promesses incessantes. L’espérance remplace le succès, et l’alternance démocratique sert de remède périodique à ces maux. Le système politique semble avoir digéré avec adresse ce qui pourrait le menacer réellement, une désaffection profonde qui en saperait les fondements. Au point que ses incapacités réelles finissent par entretenir cette fiction qui est devenue rituelle, comme les « marronniers » qui occupent les journaux (rentrées scolaires, départs en vacance… etc). Ce pianotage permanent qui combine les promesses non tenues, la bienveillance manifestée à l’égard des clientèles électorales – pourvu qu’elles soient majoritaires – ainsi qu’une assurance sociale à crédit donne toutes les apparences d’un report d’échéances dont le terme reste inconnu. Ces conditions suffisent-elles pour provoquer une véritable crise politique ? Non, puisqu’elle ne se produit pas. Oui, car les prémices de « l’insatisfaction généralisée » sont bien en place, mais la démocratie a la capacité d’en répartir les motifs, d’en sectoriser le sentiment, d’en doser le degré. Il y a longtemps que les « projets pour demain » manquent à l’appel, alors qu’ils sont une condition essentielle de toute démocratie comme le remarquait déjà dans les années 1920 Jose Ortega y Gasset dans *L’Espagne désinvertébrée* :

« Las naciones se forman y viven de tener un programa para mañana [Les nations se forment et vivent en ayant un programme pour demain] [[462]](#footnote-462). »

Sans cette transcendance de l’avenir, la démocratie s’étiole, et les divisions la traversent (d’où l’importance des promesses). Il ne lui resterait aujourd’hui que le seul ciment de la « crainte du pire », largement alimenté par une crise décidément trop lente à surmonter. La démocratie des combats, des révoltes, et des enthousiasmes, a fait place à celle des émotions et des craintes immédiates qui permettent pour le moment de surmonter – sans les faire oublier – les sentiments d’insatisfaction, dont l’intensité et la généralisation, peuvent devenir fatales pour tout gouvernement. De ce point de vue, les crises ordinaires – c’est-à-dire non politiques [[463]](#footnote-463) – ne sont pas dénuées d’utilité pour diluer la montée des sentiments d’insatisfaction, et retarder en conséquence les crises politiques. Elles focalisent sur un évènement précis – qui peut être tragique – tout l’appareil médiatique ; elles mobilisent une compassion « rassembleuse » autour d’une fraction de la population frappée par le désastre ; et si cela est nécessaire, elles feront émerger un ou plusieurs boucs émissaires qui ne seront pas réellement dangereux tant que le gouvernement parviendra à s’en dissocier. En poussant le machiavélisme dans ses retranchements, il n’est pas totalement faux d’en déduire que toute crise peut devenir l’alliée du pouvoir politique. C’est en tout cas sur cette complicité que les pouvoirs les plus monstrueux du XXe siècle ont construit leurs totalitarismes : le national-socialisme en rendant les Juifs coupables de la grande crise ; Mao Tse Toung en accablant les intellectuels de la responsabilité des famines issues du « Grand Bond en avant » ; et Staline faisant de même, mais cette fois en décapitant son armée et l’appareil du Parti à la fin des années trente.

Les crises ne sont donc dangereuses pour le pouvoir politique que dans deux configurations bien précises.

– Lorsque la normalité, brisée par la crise, laisse le pouvoir dans le vide, inopérant et impuissant à la rétablir, et suscitant une concurrence immédiate pour le remplir, hors des conditions normales de sa dévolution. Les exemples historiques abondent, que ce soit le 9 Thermidor, les journées de juillet 1830, l’avènement de la Ve République ou – *a contrario* – la reprise en main le 30 mai 1968, la chute de l’État soviétique, et d’une façon générale tous les changements politiques issus d’une crise quelconque.

– Lorsque cette première phase n’a pas abouti à une crise politique, il existe un risque d’imputation de la crise antérieure ou latente, au pouvoir en place. C’est ici le danger, plus étalé dans le temps, du « règlement de compte » qui oblige dialectiquement le pouvoir politique à ne jamais se trouver en position d’accusé (ce qui lui ferait perdre sa légitimité) et le conduit fortement à désigner une catégorie sociale ou politique en ses lieux et place. La démocratie intègre ce phénomène constant par le jeu de l’alternance, qui est un mode pacifié d’expiation pour ceux qui n’ont pu conserver la confiance de la majorité du corps électoral – formule élégante pour masquer ce qui n’est le plus souvent que la vindicte de l’opinion.

Mais la sanction des urnes ne lui offre qu’une compensation passagère, qui n’a rien à voir avec le règlement des crises *stricto sensu* ; c’est sa versatilité, sa capacité d’oubli, alimentée médiatiquement par la succession des informations, qui seront les meilleures alliées des pouvoirs en place. La politique, pour ceux que cela concerne, consiste donc à gérer une crise permanente, apaisée par le jeu des institutions, des alliances, et des émotions, avec pour seul enjeu véritable le maintien – ou non – au pouvoir. Il ne faut donc jamais oublier ce déterminisme essentiel si on veut tenter d’expliquer la fréquente désinvolture dont on accable – après coup – les responsables politiques lorsqu’un danger tout court a été mal anticipé, mal géré, mal cicatrisé. C’est la répercussion politique du danger qui commande le degré d’engagement des appareils de pouvoir. Ponce Pilate se préoccupe d’une seule chose lorsque le Christ lui est présenté à l’occasion de la crise qui agite Jérusalem : es-tu le Roi des Juifs ?

Cette question est exclusivement politique. Et une royauté qui n’est pas de ce monde le rassure et le désengage. Son « devoir d’État » est bien alors de se « laver les mains », d’assumer une injustice criante qui a déjà provoqué les cauchemars de son épouse. L’*Imperium* n’est concerné que par ce qui peut le remettre en question en tant que tel, alors qu’il est le recours supposé ou imposé pour régler toute crise, puisqu’il est la puissance mondaine par essence. Les bases de la contradiction sont ainsi posées, et elles le sont durablement. Ce qui n’a pas empêché la civilisation de forger quelques accommodements…

L’historien Michel Winock, après avoir analysé huit crises politiques majeures entre 1871 et 1968, se garde bien d’en tirer des conclusions définitives :

« La crise politique est un évènement par définition imprévisible, qui est provoqué par la conjonction à un moment donné de plusieurs chaînes causales. La part de l’accident nous interdit toute théorie prédictive ; l’historien s’en tient à une classification descriptive et empirique [[464]](#footnote-464). »

Ceci ne l’empêche pas de tenter des comparaisons, d’élaborer des classifications, de tracer des typologies. À la suite d’Abraham A. Moles, Michel Winock retient cinq critères d’analyse des crises politiques : l’origine (accidentelle ou structurelle ?), le sens (dominante sociale, religieuse, économique…), l’amplitude (durée, implication collective, dramatisation), le dénouement (répression totale, recours aux élections, recours à l’homme providentiel), et enfin, la portée de la crise (changement de gouvernement, changement de régime, modifications législatives). Parmi ces modalités, rares sont celles qui sont mortelles – toujours d’un point de vue politique –, la plupart étant des crises d’adaptation.

Sur les huit épisodes différenciés par Michel Winock, seuls ceux de mai 1940 et de mai 1958 manifestent des crises graves, puisqu’ils débouchent sur un renversement du régime. Dans ces conditions, alors que la France est longtemps restée en état de « *guerre civile permanente* », son système politique peut paraître comme un des plus aptes, en Europe, à absorber des secousses répétées. D’ailleurs, la communication politique entretient avec insistance une phraséologie de crise qui appelle la réforme tout en la repoussant dans le futur : après les « ruptures » des présidents Chirac et Sarkozy, le « changement » annoncé par le président Hollande a logiquement généré des « chocs » en cascade. Choc de compétitivité, choc de confiance, choc de simplification… nous sommes toujours dans un langage de crise. Comme le remarque très justement un spécialiste de la communication :

« Parce que la France a effectivement besoin de se transformer en profondeur, les dirigeants politiques français doivent renouer avec cette temporalité. La communication politique doit reprendre la main, pour l’histoire, au lieu de gérer l’instant, pour l’image, et redevenir ainsi un moyen de refuser la fin du courage politique [[465]](#footnote-465). »

Paradoxalement, l’inaptitude aux réformes de ses gouvernements, que ses voisins du continent lui reprochent avec constance, s’est doublée, d’un talent assez remarquable pour maîtriser les crises, provoquées, il est vrai, par l’absence de réformes.

Ces articulations relativement stables permettent au pouvoir politique de « faire face » aux crises sans provoquer leur remise en cause. Mais cette adresse extrême, poussée à son comble par la combinaison d’intérêts contradictoires et d’institutions barricadées contre les perturbations, débouche sur des configurations inhabituelles. L’autonomie du système politique peut-elle résister au phénomène nouveau de la crise qui dure et qui s’enrichit de sa propre durée ? Selon les analystes, la crise remonte au premier choc pétrolier (1974), ou à la triste affaire des *subprimes* (2008). Mais cinq ou quarante ans sont des durées qui épuisent le concept même de crise… qui devrait, pour correspondre à sa définition, demeurer un « moment ». Or nos crises, de « moment » sont devenues « périodes », qui elles-mêmes se sont transformées en une sorte de cycle monstrueux, puisqu’il ne connaît plus de limite temporelle. Ce dérèglement du temps de la crise est-il une ruse du système politique, pour conserver les distances nécessaires à sa survie, ou une nouvelle confusion sémantique qui nous ferait étirer les crises sur des durées qui ne sont pas les leurs ?

On peut en effet se demander si la fonction émotionnelle de la crise, en particulier les frayeurs et l’angoisse qu’elle provoque, n’est pas absorbée, digérée, instrumentalisée, par un système politique contraint de s’en remettre à des émotions successives, faute de proposer aux citoyens une rationalité convaincante, c’est-à-dire exempte de contradictions. Une idéologie de la crise, comme une « idéologie de la catastrophe », ont plus de signification, pour le pouvoir politique, en tant que vecteurs d’émotions, que comme évènements fâcheux en tant que tels. Jusqu’à un certain point, bien sûr, celui qui impliquerait le pouvoir politique de manière dangereuse et difficilement contrôlable. C’est ce que traduit très bien la notion de « crise systémique », celle qui justement oblige l’État à intervenir, contre son gré, car la menace est telle qu’une déstabilisation grave est à redouter. Le sauvetage européen des banques en 2008 correspond bien à ce scénario. Rien n’oblige, en revanche, à précipiter une sortie de crise… tant que la crise est gérable, tant que les institutions tiennent, tant que l’amortisseur social produit ses effets. La démocratie peut connaître une phase émotive, ce que tout pouvoir démocratique sait aujourd’hui parfaitement maîtriser, l’émotion étant devenue sa matière première, en dialogue permanent avec des réalités qu’elle recouvre comme une écume. Il suffit de tenir jusqu’aux prochaines échéances électorales et, pour cela, entretenir la patience nourrie par l’espoir, d’autant plus tenace que la crise est profonde. La pensée politique de la crise est ainsi définitivement biaisée ; il importe davantage au pouvoir politique de « gérer la crise » que de la faire disparaître, ce qui nous éloigne de toute approche « victimaire ». Le sujet essentiel de la crise – les pertes et les souffrances qu’elle inflige, et qu’il faudrait éviter – n’a de valeur que strictement émotionnelle. Le souverain compatit, mais il ne règle rien. Sauf lorsque sa propre souveraineté est elle-même en danger. C’est ce qui ressort des objectifs confiés à l’appareil de Défense chargé de préserver les « *fonctions vitales de la Nation* » en même temps que de protéger les populations [[466]](#footnote-466). Et les deux ne vont pas toujours de pair, comme l’illustre dramatiquement, en juin 1940, le débat entre les partisans de la capitulation, pour protéger les populations civiles, et ceux de la poursuite de la guerre, pour sauver les intérêts de la Nation.

L’implication du pouvoir politique dépend donc de la dangerosité politique de l’évènement à traiter, autant et sinon plus que son effet direct sur les victimes. Cynisme mis à part, ceci signifie que tout évènement malheureux doit d’abord obtenir « droit de cité » pour espérer un quelconque traitement collectif ; il faudrait que la raison sociale, politique ou économique soit en mesure d’appréhender la souffrance des consciences individuelles. Mais elle n’est pas outillée pour cela. Lorsque les sciences humaines, alimentées par la plupart des philosophes, sociologues ou simples essayistes, s’épuisent dans l’analyse du monde contemporain, en butant sur sa complexité, son incertitude, et son imprévisibilité, elles dessinent en même temps leurs limites et leur enjeu. Faire sortir l’individu du « peuple », ou des « masses », ou de la « multitude », déshabiller l’homme « abstrait » pour aborder l’homme « concret », c’est pour une grande part renoncer aux constructions et aux apports des sciences humaines elles-mêmes, remettre en question leur clarification de la réalité, ou s’engager sur les pentes obscures de l’irrationnel sentimental ou des particularismes inatteignables. Pourtant l’émergence de l’individu est patente dans l’époque post-moderne, le réel est redevenu individuel – il n’a jamais cessé de l’être – mais son rapport au social s’est inversé. Le social « englobant », servait de référence quasi ontologique dans le monde médiéval et moderne qui voyait les individus naître et mourir avant tout « comme » serfs, nobles, ou bourgeois. C’est toujours ce schéma, ce déterminisme inexpugnable, qui inspira Rousseau, Marx, et la plupart des « Philosophes », non sans le remettre en cause. Mais aujourd’hui, c’est l’individu qui tente de déterminer son espace social, de le rendre complice de ses intérêts, de l’instrumentaliser de manière conjoncturelle, selon des combinaisons hasardeuses et uniques qui lui ôtent toute transcendance. Le monde intellectuel a pris en compte cette évolution : l’opposition entre le structuralisme (Bourdieu, Touraine) et l’individualisme méthodologique (Boudon, Dupuy) n’est pas tranchée. Mettre l’individu au centre de la pensée sociologique n’est pas une chose aisée. Les situations de crise, de catastrophe, d’accident, le font pourtant émerger avec insistance sans qu’il soit réellement « saisi » par l’analyse alors qu’il est le premier témoin – impuissant et le plus souvent ignoré – de phénomènes tragiques qui ne sont pas de son fait. On se heurte ici à la limite atteinte par les études statistiques qui sont trop « globales » et ne peuvent prendre en compte l’individu. Au point de mettre « l’humain » entre parenthèses dans leurs études ordinaires, quitte à le faire réapparaître quand il ne se reconnaît plus dans les séries et les histogrammes. Les imprévoyances, les retards à réagir aux signaux faibles, la volatilité des mesures d’urgence sont surtout imputables à la sphère publique et collective. L’individu, qui est devenu le sujet central des sociétés d’aujourd’hui et l’objet de toutes leurs attentions, se révèle pourtant comme un grand délaissé quand le malheur survient.

Mise à part l’intervention immédiate, le secours vital, qui est un apogée de rencontre harmonieuse entre le public et le privé, les phases antérieures et postérieures à la catastrophe rétablissent les frontières. Car tout danger qui atteint l’individu lui est extérieur, le mal est une puissance extérieure, environnementale par nature [[467]](#footnote-467). Qu’elle soit épidémique, sociale, économique… la puissance hostile, qu’elle vienne de loin ou s’étale à notre porte, vient toujours de l’extérieur. Les créances et les droits dont dispose l’individu sur la société sont alors inversés, le mal est envahissant, au point qu’en contaminant les individus eux-mêmes ils se transforment en danger pour leurs semblables. C’est le scénario de la « quarantaine », ancêtre lointain de l’exclusion contemporaine. Pour éviter la catastrophe sanitaire ou sociale, voire politique, on la cantonne à une catégorie de la population : la catastrophe, pour certains, évite la catastrophe pour le plus grand nombre. Voici la voie « sacrificielle » par excellence, qui reste concevable tant que la transcendance du tout sur la partie, du social sur l’individuel, ou encore de Dieu sur la créature, demeure en vigueur. Que signifient la rédemption christique, la mort au « champ d’honneur », l’attention aux anciens, si Dieu, la patrie, la famille sont exclus des catégories de la pensée ? Confirmation, venue du « passé » national :

« L’Européen contemporain ne peut se représenter lui-même en uniforme et en armes mourant dans des tranchées, agonisant au feu en rase campagne, au coin d’une rue, au nom de sa patrie. Ni au nom d’aucun autre idéal. Ce sentiment et ce sacrifice lui sont devenus étrangers [[468]](#footnote-468). »

En répudiant tout holisme, en libérant les consciences individuelles de toute autorité, jusqu’à tenter d’expulser les références identitaires [[469]](#footnote-469) – dernière autorité subsistante, et presque protectrice [[470]](#footnote-470), le nouveau « sens commun » emprunte des chemins périlleux et inédits qui ressemblent à un combat d’arrière-garde. Ne serait-elle pas celle d’un « social » revanchard contre « l’individuel », nouveau souverain, dont la consistance sera bien ténue lorsqu’il sera privé de l’armature de ses références…

Le titan *Chronos*, qui dévore ses propres enfants, n’est pas d’un grand secours pour éclaircir le débat, sinon peut-être pour nous indiquer que l’appréciation du temps conduit à de tragiques confusions. Le fameux changement climatique qui s’observe depuis trente ans, mais dont l’inertie est à l’échelle du siècle, est-il encore une crise ? Comment la titrisation des emprunts hypothécaires de ménages américains surendettés provoquant en cascade le déséquilibre des finances publiques européennes peut-elle déboucher sur une crise aussi longue et difficile à juguler ? À moins que nous changions de définition de la crise, comme le laisse supposer Patrick Lagadec :

« Nous restons dans l’idée que la crise est un moment de passage, qui ouvre, d’ailleurs, sur de nouvelles opportunités. Il nous faut comprendre que, dans un monde en mutation profonde, la crise devient un trait essentiel de la dynamique quotidienne, le mode de fonctionnement normal […] de notre contexte de vie [[471]](#footnote-471). »

Au terme de vingt entretiens avec d’éminents spécialistes, Thierry Portal confirme cette analyse :

« Les crises peuvent être considérées, non comme des phénomènes rares et négatifs, mais comme la trame de notre monde [[472]](#footnote-472). »

Dans ces conditions, à quoi peut ressembler une crise qui n’en finit plus, qui ne nous quitte plus, du matin jusqu’au soir, puisque notre quotidien en est inséparable ? Il n’est guère d’autre définition de cet état que la « crise existentielle », une sorte de « *sentiment tragique de la vie* » [[473]](#footnote-473) fait de la rencontre entre notre désir d’immortalité et le constat de notre précarité. Mais les sciences humaines s’arrêtent au bord de ce précipice où se débat l’humanité concrète animée par ses émotions, ses joies et ses tristesses, à mille lieues de l’homme abstrait issu des constructions rationnelles. Selon cette hypothèse, toute vie est crise, et toute vie est une succession de crises (surmontées), comme nous l’apprend déjà la biologie. La vie cellulaire, révélée dès le microscope, est un ballet incessant de mutations, de disparitions, d’hésitations, de morts et de renaissances : un vrai monde en crise. La fin de la crise, c’est quand tous ces mouvements s’interrompent, quand c’est la fin de la vie. Toute vie, donc tout mouvement est définitivement critique ; tout simplement parce que (sans jeu de mots), c’est la cinétique qui est cindynique. Tout mouvement est dangereux en soi ; seul l’inerte est à l’abri, seul il dispose de la paix… éternelle. Si, donc la vie est aussi banale que la crise, et réciproquement, cela ne dispense pas de la gérer. Gérer sa vie consiste donc à gérer une crise permanente. Que cela peut-il signifier ?

Si on s’en tient aux acquis de la sociologie, il s’agirait de retrouver un état antérieur à celui perturbé par la crise. Mais si la crise est permanente, rétablir un état antérieur fait inévitablement retomber dans la crise, sauf à réunir les conditions antérieures à la crise permanente. Ce qui consiste à retrouver « l’âge d’or », mais « l’âge d’or » est un mythe. Pourtant la « nostalgie qui nous tient » reste un indicateur de gestion de crise essentielle : vaincre une maladie c’est retrouver une santé antérieure, de même pour la joie que l’on regrette quand on devient triste, le bien-être quand on connaît le dénuement, l’amour, quand on est pris de haine ou simplement de tiédeur. Le mode opératoire reste toujours le même : retrouver une émotion, un état, ou une sensation dont on éprouve la perte, ce qui donne un sens à cette dynamique vitale, le sens essentiel de la conservation. Mais pour conserver, il faut déjà posséder ; il faut avoir goûté au fruit pour en désirer la pulpe. Le moteur de la conservation tourne à vide s’il ne peut s’appuyer sur l’expérience, la connaissance, et donc, la surprise préalable. Le film que l’on cherche à repasser est aussi peuplé d’autres crises successives, de peurs momentanées et de découvertes sublimes, d’adaptations réussies à des situations déroutantes, de nouveaux départs sur des chemins caillouteux, de frôlements fugitifs avec l’Infini. Et, cette fois, le moteur de cette cinétique c’est le développement et l’épanouissement de l’être, au prix de peurs surmontées, de curiosités entretenues, d’accueil de l’imprévu. Au prix, aussi, de déceptions, d’erreurs de cap, d’énergies gaspillées, de choix, donc de sacrifices, ce qui équivaut toujours à des pertes, qui, cette fois, ne sont plus à compenser, mais à risquer, ou à mettre en balance. Oui, la dynamique de la conservation et celle de l’épanouissement trouvent ici leur première divergence. La perte à compenser ressemble à un regret, celle à risquer, plutôt à un espoir. La première est la marque d’une crise de déclin, la deuxième d’une crise de croissance ; dans la première, vous saisissez la vieillesse ; dans la seconde, la jeunesse ; et pour simplifier les choses, il peut arriver que les deux routes se croisent, ou se mélangent, ou s’inversent… la complexité du monde objectif, tellement déplorée aujourd’hui, n’est que le pâle reflet des complexités subjectives, individuelles, uniques.

La position banale de tout un chacun est donc de choisir entre des pertes (la politique du pire), ou entre des gains, ce qu’a modélisé avec un certain succès la science économique [[474]](#footnote-474) en l’appliquant à la « crise de choix » du consommateur face au marché. Mais outre que le marché n’est pas tout, qu’il ne peut prétendre régir l’avenir de la planète en se substituant à la connaissance scientifique [[475]](#footnote-475), il n’est concerné par le choix du consommateur que parce que le dilemme qu’il met en évidence reste sous son empire. Ce genre de crise est instantané, et, surtout, directement quantifiable. C’est bien ce qui reste dans le porte-monnaie – des chiffres – qui va déterminer presque mécaniquement toute décision d’achat, ce qui permet d’élaborer des courbes « d’élasticité », d’adaptation de l’offre à la demande, et réciproquement, qui « s’imposent » à l’agent économique sans même qu’il s’en rende compte, ce qui a fait le succès des techniques publicitaires. Mais personne n’a modélisé les suites permanentes de ces crises de choix instantanées lorsqu’elles ne peuvent pas se résoudre : les frustrations, les déviances, et tous les malheurs qui peuvent être issus de la non-satisfaction des besoins matériels. Ce vaste éventail qui va de la gêne à la pauvreté, qui peut aussi atteindre la misère, n’est pas pleinement objectivable. Le « seuil de pauvreté » fixé à un niveau monétaire minimum, les indicateurs de développement humain (nourriture, santé, éducation) imposés petit à petit par l’Onu, sont malgré tout des tentatives de clarification salutaires. Tout en soulevant d’autres problèmes.

De même qu’il est surprenant « d’être catastrophé par décret », la catégorisation du pauvre ou du misérable n’a de sens que si elle permet de mettre en œuvre des dispositifs qui mettent fin à ces états. Si on est pauvre ou misérable par convention, il faut que la logique collective qui a ainsi permis de l’établir soit cohérente jusqu’au bout. Misère et pauvreté sont conventionnellement insupportables pour une « société avancée », au moins autant que le Landais agropastoral l’était au XIXe siècle puisqu’il « faisait tache sur la civilisation », à l’heure du « Progrès » des Lumières. La qualification conventionnelle et collective est bien sûr un artefact, un préjugé par excellence, à laquelle l’individu se range et se soumet, ou bien qui lui apparaît comme fausse et injuste. Dans le premier cas, un statut s’organise, pour répondre aux exigences de la pauvreté ou de la misère : les États modernes offrent des réponses, aides directes, assistance humanitaire, camps de réfugiés. Mais le statut, quel qu’il soit, statufie. D’ultime secours (ce qui est mieux que rien), le statut devient trop souvent une prison définitive. Si le pauvre échappe à la catégorie, préconçue pour lui comme une sorte de coquille, si le pauvre n’est plus pauvre administrativement, même sa pauvreté lui est ôtée : il n’est plus rien. Comme le constate Georg Simmel à propos des pauvres, dès le début du XXe siècle :

« C’est à partir du moment où ils sont assistés, peut-être même lorsque leur situation pourrait donner lieu à une assistance qu’ils deviennent partie d’un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne reste pas unifié par l’interaction avec ses membres, mais par l’attitude collective que la société adopte à son égard [[476]](#footnote-476). »

Les méthodes d’assistance, quel que soit le procédé, évitent le pire, mais consolident les situations. La pauvreté n’échappe pas à cette contradiction, que les pauvres eux-mêmes sont capables de ressentir puisque le geste d’assistance lui-même prodigué sans délicatesse se transforme, aux yeux du pauvre, en une blessure supplémentaire. Et le fait d’être soigneusement rangé dans la catégorie des pauvres, ajoute aux barrières de la pauvreté celles de l’emprisonnement administratif. Il faut donc être « officiellement » pauvre pour bénéficier de prestations destinées à vous empêcher de l’être, et qui disparaissent lorsqu’elles ont atteint leur but, au risque de vous rendre encore plus pauvre. C’est bien ce phénomène qu’a voulu empêcher Martin Hirsch en remplaçant en 2009 le Rmi par le Rsa, mais la progression du chômage a détruit toute efficacité au dispositif [[477]](#footnote-477). Il n’est donc guère simple de s’y retrouver, d’autant que l’État Providence, gêné aux entournures, a multiplié les complications bureaucratiques donnant accès au statut à la fois contesté et indispensable de l’assistance sociale.

Une crise qui dure – et qui dure trop longtemps – s’apparente au phénomène fâcheux de la régression, du déclinisme, voire de la rupture de civilisation, qui sont en soi des catastrophes irréparables puisqu’elles obligent les sociétés qui en sont victimes à tout réinventer, à tout reconstruire… à quel prix. Plus de mille ans furent nécessaires pour que l’Europe redécouvre le niveau d’opulence, de génie civil, et sans doute de confort, auquel était parvenu l’Empire romain, sans pouvoir le transmettre aux générations suivantes après sa chute politique. La remarque est identique concernant la brillante civilisation mycénienne qui s’évapore aux alentours du XIIe siècle *a. c.*, sans qu’on en détermine les causes précises. Son effondrement sera suivi par des « siècles obscurs » qui déboucheront petit à petit sur la Grèce archaïque et enfin sur le siècle de Pericles, huit cents ans plus tard, pour retrouver le même raffinement. La délicatesse des fresques mycéniennes « d’avant la chute », conservées aujourd’hui sur l’île de Santorin, suffit pour s’en convaincre. Cela n’explique pas, de même que pour l’Empire Romain, l’absence de transmission, la catastrophique rupture d’héritage, qui condamneront, au moins huit siècles durant, des générations d’hommes et de femmes à tout endurer, à tout réinventer, à tout reconstruire ce que leurs aïeux étaient parvenus à édifier… dans la rue d’à côté. Pourquoi de tels retours en arrière, pourquoi cette incapacité soudaine à conserver les acquis, et cette perte de mémoire, ce degré zéro de la résilience ? Rien ne l’explique de manière convaincante : les historiens parviennent à expliquer les chutes : les « barbares » pour l’Empire romain, les « peuples de la mer » pour les Mycéniens (?), mais les affrontements guerriers ne provoquent pas systématiquement la ruine et l’oubli définitifs des civilisations. Bien au contraire, ils peuvent les enrichir et les féconder, en provoquant des synthèses nouvelles comme le prouvent les métissages réussis dont l’histoire n’est pas avare. L’hypothèse du désastre écologique, telle que la soutient Jared Diamond [[478]](#footnote-478), est peut-être convaincante pour le Groenland des Vikings ou l’Île de Pâques, mais elle s’applique mal aux retours en arrière du monde occidental explicables beaucoup plus par une rupture inexpliquée dans la transmission des héritages que par la destruction de l’écosystème.

Constater avec Paul Valery que « les civilisations sont mortelles » [[479]](#footnote-479) n’implique pas la nécessité de réapprentissages aussi pénibles et durables pour les lignées qui en sont issues. Mais Valery pensait à Babylone ou à Ninive, dont la destruction ne signifia pas pour autant la disparition des civilisations qu’elles incarnaient ! Reconstruire sur des décombres, c’est déjà de l’après-crise, de la remise en ordre ; ne plus savoir reconstruire, balbutier et progresser pendant des siècles – le plus souvent dans la douleur – pour retrouver, au bout de tant de peines, un héritage dissipé, évanoui, dont on avait perdu traces et souvenir : voilà la catastrophe sociale la plus accomplie. À côté de ces séismes, les crises unidimensionnelles que nous subissons aujourd’hui sont de toute façon secondaires, même si elles demeurent perturbantes. Les crises économiques, sociales, voire écologiques, restent toujours des moments difficiles à cause des remises en question généralement douloureuses qu’elles provoquent pour être surmontées. Mais elles s’inscrivent toutes dans une trajectoire admise, absorbée par la civilisation en vigueur : le bien-être, l’égalité, le développement durable. Les crises éloignent ces objectifs, mais elles ne les rendent pas inatteignables ; ce sont de vraies crises d’adaptation, ou d’opportunité, des pauses en quelque sorte dans la course effrénée de l’athlète occidental dans sa course vers le progrès. Même si l’impasse du progrès semble flagrante, même si nous devons souffrir stagnations et régressions, nous évoluons toujours sur le « *trend* », tout en nous posant la question de sa pertinence et de son avenir. L’avenir ne serait-il qu’un passé immanent ?

Nous n’imaginons pas perdre tous les acquis des sciences et techniques, et devoir les réinventer laborieusement ; pourtant, le paysan du XIe siècle récupérait dans sa chaumière enfumée les pierres de l’ancienne villa gallo-romaine voisine qui était équipée six siècles plus tôt du chauffage central et de l’eau chaude, et qu’il faudra encore six siècles pour reconstituer, sinon à l’identique, mais à performances équivalentes. La chute de l’Empire romain est sans doute perçue comme une catastrophe par ses témoins immédiats, tel que Saint Augustin dont les sermons destinés à consoler ses congénères en 410 débouchent sur cette conclusion lapidaire : « *le temps sort du néant et est appelé à y retourner*», manière absolue de relativiser la fin des mondes et la fin des époques. La catastrophe collective n’est que la réplique de tout destin individuel : « *le monde est comme un homme, il est né, il grandit, il vieillit*»…

Par ces deux exemples il est montré que toute catastrophe reste un concept subjectif, tant dans sa perception que dans son interprétation. Les pestes assassines qui ravagèrent l’Europe au XIVe siècle ne furent pas considérées comme des catastrophes par l’Histoire officielle.

« Commençant en 1347-1348, la Peste noire tue en quatre ans environ le quart de la population mondiale, mais quasiment aucun texte ne la décrit au milieu du XIVe siècle [[480]](#footnote-480). »

La même remarque vaut également pour les multiples éruptions du Vésuve, y compris au XXe siècle (1906 et 1929) que la mémoire a presque oublié. Ainsi, pour correspondre à son étymologie, la catastrophe (la dernière strophe de la tragédie grecque avant la fin) ne peut être baptisée comme telle que par une vision globale de l’évènement catastrophique, apportée soit par le recul de l’historien, soit par une consistance sociale que les contemporains lui assignent, en quelque sorte statutairement. Ainsi, il faut nommer la catastrophe : tant qu’elle n’est pas nommée, ce n’est pas une catastrophe, comme ce fut le cas pour les inondations et crues torrentielles du XIXe siècle qui n’étaient pas perçues comme des catastrophes.

C’est bien ce qui se passe en France depuis la loi du 13 juillet 1982 sur l’indemnisation des catastrophes naturelles qui subordonne la mise en place de ce régime favorable aux victimes à la « *reconnaissance de l’état de catastrophe naturelle* », opération administrative préalable qui déclenche la participation conjointe de l’État et des Assurances dans la couverture financière des dommages. On est ainsi « catastrophé par décret », comme si l’onction étatique était nécessaire pour qualifier un évènement qui reste pour les victimes une souffrance hors-norme. Si le « décret de reconnaissance » ne les concerne pas, elles doivent se contenter de la catégorie moins valorisante de l’accident, malheureusement si banale, codifiée, et renvoyée, à l’instar des religions, dans la « sphère du privé ». Les définitions de la catastrophe, et par défaut, celle de l’accident, prennent aujourd’hui le détour artificiel d’une publication au *Journal officiel*, ce qui signifie qu’elles ne parviennent pas à revêtir un sens commun si une intervention extérieure n’y consent. Celle de l’État, pour le présent ; celle des historiens, pour le passé ; celle des prophètes, pour l’avenir. L’accident est ainsi une version « dégradée » de la catastrophe, en ce qu’il est moins massif, moins socialement pertinent et perçu comme une anomalie, voire une offense, qui contredit l’ordonnancement régulier et programmé des sociétés post-modernes. L’accident n’est qu’une insulte au bon déroulement des procédures (telle que la circulation), et on châtie autant – sinon davantage – ceux qui le rendent possible (ceux qui roulent trop vite), que les auteurs directs (les chauffards).

Cette socialisation du sens des mots, cette volonté acharnée de leur donner un contenu officiel et normé, s’apparente à coup sûr au politiquement correct ; mais elle trébuche sur le subjectivisme de la « catastrophe », et de son petit frère « l’accident ». Pour une jeune fille en fleur, une crise d’acné est véritablement une « catastrophe », car le monde de sa beauté s’effondre sous le verdict immédiat que lui inflige son miroir. Elle s’en tourmente sans cesse, hante les pharmacies, tente de retrouver son éclat en appliquant crèmes et onguents sur les rougeurs résistantes. L’urgence de retrouver au plus vite un visage intact absorbe ses pensées et ses énergies. Cette crise dermatologique, qui ne sera perçue plus tard que comme un banal accident, est pourtant vécue comme une catastrophe, et elle est une catastrophe… intime, personnelle, et cachée maintenant, des villages entiers sont transformés en décombres, des victimes inertes s’alignent de loin en loin, des ballets d’hélicoptères acheminent secouristes et aide alimentaire, une catastrophe s’exhibe aux yeux du monde entier. Elle est naturelle, humanitaire, guerrière… nuances accessoires pour désigner les mêmes détresses et les mêmes horreurs faites de disparitions d’êtres chers, de populations sans abri ou en manque de nourriture. Rien à voir avec l’exemple précédent, mais s’agit-il d’une différence de degré (incontestablement) ou de nature ? Cet exemple outrancier montre cependant que la tentative d’appliquer un sens commun – et donc partageable – à des phénomènes, par définition subjectifs et difficilement transposables, se heurte à des difficultés évidentes. La reconstruction du malheur ou de la souffrance par le verbe n’aboutit jamais à une véritable définition, toujours illusoire, mais à des nuances éclairant, toujours de loin, une réalité inatteignable, parce que sensitive et aussi variée que l’état des personnes qui y sont confrontées. On sait distinguer une catastrophe d’un accident ou d’une crise : on les définit de manière relative et imparfaite en référence à des notions voisines. Le célèbre mot attribué à Pasteur : « *Je ne te demande pas quelle est ta race ou ta religion, mais quelle est ta souffrance ?* », prend donc un tour paradoxal, mais aussi profondément humain. Ta race ou ta religion sont définies et permettent de t’identifier, de te comprendre en partie, voire de t’estimer ou de te mépriser ; la race ou la religion sont partageables et sont discutables – encore des mots ; la souffrance qui se dit ne peut se « partager », la seule réponse à son énonciation, c’est de la soulager. Ce phénomène court-circuite les mots. Mais son sens, sa nécessité, son urgence hurlent, et n’attendent pas systématiquement un logos comme réponse. Écoute, présence, reconstruction, attention, soins efficaces, sont des attitudes et des actes réclamés par la souffrance… et ce sont des gestes de « consolation », « d’adoucissement », qui n’ont d’autre fonction que de faciliter et d’entretenir des processus individuels de reconstruction. L’accumulation et la répétition des souffrances, l’apparition des chiffres, l’étendue des dommages, qui sont autant de critères distinctifs de la catastrophe continuent d’illustrer une réalité que l’on atteint par imagination et par effroi, et que l’on s’efforce toutefois « d’objectiver ».

Ce qu’on appelle l’objectivation n’est autre qu’une quantification assimilée à la vérité ou à la connaissance : on n’est alors plus dans le subjectif, mais on n’est pas davantage dans l’humanité. Seules les victimes ont une véritable connaissance, mais elle est impartageable. La vérité impose pourtant d’apprécier les trois concepts de crise, d’accident, ou de catastrophe à travers la seule dimension qui est intégralement signifiante, et cette dimension est avant tout individuelle. Si la crise peut seulement consister en une remise en question, l’accident ou la catastrophe ne sont saisis comme tels que parce qu’ils se traduisent par une perte, et d’un point de vue individuel, les pertes sont aussi nombreuses et variées que les circonstances et les personnes qui y sont confrontées. Le quantitatif n’offre ici que peu de ressources : perdre 100 euros sera toujours plus douloureux pour un Sdf que pour un millionnaire ; et encore… l’« avare » millionnaire en sera choqué et le vivra comme une catastrophe [[481]](#footnote-481), tandis que le Sdf détaché, – peut-être simplet – l’aura vite oublié. Ce qui reprend du sens au niveau individuel c’est le caractère temporaire ou définitif de la perte. Or ni « l’accident », ni la « catastrophe » ne prennent en compte cette différence fondamentale : un accident mortel se traduit par une perte définitive, sujette à compensation, mais en aucun cas à remplacement ; la destruction d’une habitation suite à une catastrophe naturelle crée une immense détresse, mais celle-ci est généralement temporaire : les toits se reconstruiront un jour ou l’autre. Lorsqu’elle est, ou qu’elle paraît définitive, comme à Pompéi, Santorin, ou plus proche de nous, comme au Venezuela, Haïti, la Nouvelle-Orléans après les inondations, c’est la résilience qui fait la différence. Pompéi avait été résiliente aux tremblements de terre de 62…, c’est même Néron qui aida le processus de résilience. Mais elle ne le fut plus à l’éruption du Vésuve : peut-on être résilient sous une couche de cendres de cinq mètres d’épaisseur ?

La *catastrophe* a pourtant plus de poids sociologique que l’*accident*. Il n’est donc pas simple de faire coïncider le sens commun, partageable, collectif, de la catastrophe, du désastre, voire de la crise, et la perception qu’en ont les principaux intéressés – les victimes. Cette frontière est rigide, comme celle qui sépare l’exprimable de l’indicible, comme cette faculté de désignation que conservent ceux qui restent des témoins de l’évènement, tandis que les acteurs – victimes ou sauveteurs – sont absorbés par de tout autres énergies. Celles de la survie, de la précaution, de la résignation… Ces concepts manquent leurs cibles si l’approche sociologique est leur seule méthode. À vouloir traduire un désastre sur des quantités, des collections, on ne crée pas une réalité sociale qui serait autre chose que la juxtaposition de situations individuelles, contrairement aux aspirations durkheimiennes. Mais on risque un désastre intellectuel, en ne rejoignant jamais la vérité des victimes. Alors, comment penser ces réalités dont l’ampleur et la fréquence ne manquent pas d’interpeller le monde de la recherche, tout en le déroutant faute d’outils d’analyse adaptés ?

La première tentative pourrait consister à délimiter l’espace commun du subjectif et de l’objectif. Quelle est la caractéristique, de ce point de vue- là, qui rassemble les trois notions de crise, d’accident, de catastrophe : c’est un choc d’effondrement, encore surmontable pour la crise, patent pour l’accident ou la catastrophe. Le fondement commun de ces malheurs, c’est d’abord une rupture, la fin d’un monde, la perte d’une relation (telle est la mort), la destruction d’un environnement matériel, la perturbation d’un ordre établi… Il n’y a donc que différence de degré entre ces différentes conjectures dont les effets passent par le filtre des perceptions personnelles. Et celles-ci sont aussi complexes et variées que les combinaisons qui mêlent tempérament, situation sociale, imagination, spiritualité.

La perte ou plutôt le choc de la perte, est le seul élément objectif qui puisse rendre compte de l’état de dérèglement traumatique qui caractérise l’état de catastrophe… et encore, il faut toutes les ressources de l’empathie pour en prendre la mesure, terme imparfait passant par les détours de la comparaison et de la transposition pour rejoindre très approximativement la détresse de la victime. Ce que notre culture traduit encore du beau terme de « compassion » : état d’abord sentimental, mais qui ne saurait s’accompagner de langueurs romantiques, car la détresse catastrophique a surtout besoin de réponses actives. Premiers secours, mises en précaution, anticipation de désastres successifs : l’organisation collective reprend ici tous ses droits pour exercer une ingérence salutaire ; catastrophe, mais aussi accident, reprennent dans cette phase postérieure, un tour carrément objectif. Mais nous sommes dans l’après, dans le soin, dans la reconstruction, dans la « gestion de crise » : le retour à l’ordre antérieur, évidence sociologique, est-il premier en face des mécanismes salutaires de la solidarité active ? Pour rétablir l’état antérieur, il faut d’abord en restaurer les acteurs : les populations sinistrées doivent être soignées, nourries, relogées ; ce sont toutes ces structures existentielles qu’il faut rétablir pour que la vie reprenne ses droits, pour qu’un avenir soit possible, selon l’expression consacrée. Ce sont donc bien des actes de solidarité humaine qui permettent la reconstruction de cette armature vitale, fait générateur de toute résilience. La perte catastrophique a un caractère statique (les dommages constatés), temporaire ou définitif, mais elle a aussi une capacité d’engendrer des dommages successifs comme si une chaîne maudite accumulait les maux sans que ce froid déterminisme puisse être infléchi. Qu’on qualifie cette dynamique « d’effet domino », de plongeon dans le malheur, ou de fatalité, cela signifie surtout que, sans une intervention extérieure la ou les victimes verront s’accumuler sur leurs têtes des pertes cumulées qui les rapprocheront inexorablement de l’issue fatale, de la perte absolue, celle de la vie. Gérer une crise, c’est à la fois remplacer des pertes immédiates, et casser l’enchaînement irrésistible de pertes ultérieures, ce qui demande un sens aigu des priorités autant que celui de l’anticipation. Combler des pertes, éviter qu’elles soient définitives, remettre sur pied, redonner confiance et projets : voilà des termes qui réintroduisent le collectif, le social, et par ces biais, le politique. La détresse peut rester solitaire, la survie ne peut s’offrir ce luxe : seule une organisation de la solidarité est en mesure de répondre à ce défi, situé à la rencontre des impuissances victimaires et des capacités encore intactes des « sains et saufs ». Ainsi, le fait catastrophique ne prend de signification que d’un point de vue personnel, subjectif, et individuel, quand l’après-catastrophe réintroduit – massivement – le collectif, le social, l’étatique. Peu de conjonctures ne créent une telle complémentarité entre la sphère individuelle et le pouvoir public comme celle qui se déploie dans ces actions de secours à personne. La solidarité s’y exprime à l’état brut puisqu’une puissance vient compenser une faiblesse, une richesse estomper une pauvreté, et un remplacement (ou une compensation) faire pièce à la perte.

Faire appel au concept de perte, pour rendre compte de l’état de catastrophe, et de solidarité, pour décrire les efforts de remise en état, permet peut-être de créer la liaison entre des appréciations subjectives et objectives, inhérentes à tout choc accidentel ou catastrophique. La perte est une notion plastique et multiforme, qualitative et quantitative, elle peut être imaginaire ou réelle, temporaire ou définitive. Elle est dans tous les cas douloureuse, mais la douleur n’est pas quantifiable. Elle est toujours objective : on perd quelqu’un ou quelque chose ; elle est toujours intime, puisque sa signification ultime ne vaut que pour celui qui l’éprouve. Mais ce concept a au moins le mérite de créer la jonction avec ses remèdes, qu’ils soient extérieurs ou intrinsèques. Le contraire de la perte, c’est la restitution, c’est elle qui assure l’exacte et préliminaire réparation, en cas de vol, par exemple. Elle seule permet de rétablir le lien affectif avec l’objet ou l’environnement. Mais lorsqu’ils sont détruits par la catastrophe, on n’a pas d’autre choix que d’utiliser le biais du remplacement, avec ses synonymes : reconstruction, remise en état, sauvegarde, rétablissement, récupération… C’est sur ce principe que sont organisées les expropriations d’utilité publique ou les remembrements, comme ceux issus de la « loi Pisani », dans les années soixante, en provoquant de profondes turbulences sociales. Certains liens, comme celui qui attache le paysan à la terre qu’il cultive, sont irremplaçables.

Si la perte crée une impuissance, elle appelle symétriquement une assistance, et c’est ici que le social reprend toute sa valeur : il n’est plus un système autonome, menant sa propre vie, il est une force orientée vers la conservation des biens et des personnes. Ne pourrait-on ajouter qu’il est aussi l’un des rares points de rencontre entre l’histoire individuelle et l’histoire collective, cet instant unique où l’intérêt individuel rejoint aussi concrètement l’organisation collective. Si cet instant s’étire, et se fige, l’individu n’échappe pas au piège de la catégorisation – comme en matière de pauvreté ; s’il est manqué, l’environnement social a manqué son but et le « malheur de l’homme seul » devient alors une réalité objective.

On a aura vu ainsi que la catastrophe (l’accident, la crise) sont des mots choisis pour leur consonance sociale, collective, objective, sans que la même grammaire puisse s’appliquer aux situations individuelles et subjectives. Ceci n’empêche pas de jeter des ponts entre les deux approches pour au moins esquisser une phénoménologie commune : la perte, mais aussi la surprise, sont ainsi présentes dans les deux situations, collective et individuelle, ce qui rapproche la pauvreté (état de manque, et donc perte à compenser) de la catastrophe. Mais il faut, pour y parvenir, effectuer un détour conceptuel, construire une sorte de « vérité distante ». Or la perte subie, surtout si elle est brutale (comme c’est le cas des catastrophes) chasse la raison, le traumatisme ne se pense pas ; il se ressent ; la souffrance envahit l’âme et bouleverse l’intellect au point de provoquer des réactions dangereuses, telles que les paniques, les délires, et autres actions incontrôlées.

Une nouvelle frontière sépare de nouveau le cœur et la raison : elle commence tout juste à se fissurer sans qu’une nouvelle méthode intellectuelle, plus satisfaisante, ait pu se faire sa place.

« On s’attendrait plutôt à ce que les changements catastrophiques dans l’environnement physique : les guerres, l’effondrement des systèmes de valeurs contraignants, les révolutions politiques, transforment aussi les modes de réactions adultes, y compris d’importants modes de raisonnement [[482]](#footnote-482). »

II.2. Le registre de l’émotion

L’émotion fait peur aux spécialistes des sciences sociales. Depuis Descartes et ses lointains successeurs, à commencer par Auguste Comte et Émile Durkheim, l’effort de scientificité qui les anime, s’efforce de se dégager de ce registre jugé inconciliable avec les impératifs de la froide raison. Ce regard conduit à considérer l’émotion, de même que les autres manifestations dites sentimentales, comme autant de faiblesses ou d’accidents qui empêchent de saisir une réalité, autrement mieux décrite par les constructions de l’esprit, et non du cœur, que sont les structures, les déterminismes, ou les lois tendancielles. Hannah Arendt a ainsi souligné l’importance de la compassion, tout en lui déniant le moindre impact politique, faute de discours, puisque la compassion, selon elle, est muette [[483]](#footnote-483). C’est au même éloignement qu’aboutit Myriam Revaut d’Allonnes dans *L’Homme compassionnel* [[484]](#footnote-484) qui plaide pour « *une mise à distance des affects pour que puisse s’effectuer le travail du rationnel*». Philippe Braud, dans *L’Émotion en politique* [[485]](#footnote-485) tente de lever ce « tabou sociologique » sans parvenir à l’intégrer dans un système explicatif. Pourtant l’émotion est omniprésente. Comme le remarque Pierre Servent :

« Le poids de l’instantané, de l’émotion, du compassionnel et du lacrymal pèse lourd dans l’analyse des sujets contemporains, au détriment d’une réflexion nourrie et distanciée [[486]](#footnote-486). »

L’envahissement du paysage intellectuel par la production médiatique explique bien entendu cette évolution, car l’image fait d’abord appel aux palettes de la sensation ; l’image choque, séduit, effraye, attire, en faisant l’économie de toute analyse méthodique. Elle vise (et elle obtient) une synthèse à la fois immédiate et superficielle, soumise à manipulation (à travers la préméditation des réflexes provoqués par l’image et par ses répétitions), mais aussi, volatile et paradoxalement tenace selon les scénarios de sa diffusion [[487]](#footnote-487), comme le montre l’efficacité démontrée des messages dits « subliminaux ». Si l’image mène le monde », faut-il en déduire que seule l’écume des réalités est abordable par la plupart d’entre nous, seuls les praticiens de la « réflexion » ayant accès à sa substance ? Cette vanité d’intellectuel n’est évidemment pas satisfaisante, et elle se heurte de plus à des obstacles théoriques. Si la réalité sociale est envahie par l’émotion, on ne peut plus en faire une variable parasite, qui serait à « surmonter » par un surcroît de raison et de mise à distance. Et s’agissant de l’analyse de phénomènes porteurs d’émotions par nature, tels que les crises ou les catastrophes, cette prise en compte devient désormais un impératif scientifique. Celui-ci est en train de gagner une nouvelle génération d’historiens, qui, à la suite de Jean Delumeau d’Alain Corbin, ont fait des émotions reliées à de grands évènements historiques un véritable objet d’observation [[488]](#footnote-488). Ils ont permis de constater que « les sentiments collectifs ne sont pas les ennemis de la rationalité, mais leur nécessaire complément » [[489]](#footnote-489).

Mais comment aller plus loin ? Comment éviter que les sciences humaines manquent leur but en se focalisant sur l’environnement de la crise (anticipation, gestion, remise en état) plutôt que sur les victimes elles-mêmes qui ne s’expriment qu’au travers d’une humanité blessée à laquelle il ne reste justement que le sentiment, ou le ressentiment ? Il nous manque les mots communs qui soient signifiants autant pour les victimes que pour leurs observateurs ; ainsi qu’une nouvelle grammaire du cœur et de la raison qui ne les mettent plus en opposition. C’est peut-être la réflexion sur les crises, parce qu’elle est déroutée par les nouvelles complexités, qui, d’elle-même, fera appel à ces portes d’entrée inédites.

Ainsi, au terme d’un livre d’entretiens consacré au facteur humain [[490]](#footnote-490), Bertrand Robert, spécialiste de l’analyse des crises et intervenant auprès des Grandes Écoles, n’hésite pas à faire appel au concept de *surprise* comme caractère essentiel de tout phénomène de crise. La surprise est bien une émotion :

« La surprise fait partie des six émotions dites “primaires” ou “universelles” (à côté de la joie, de la peur, de la tristesse, de la colère, et du dégoût) dont l’importance dans les mécanismes de la cognition fait aujourd’hui l’objet d’une réévaluation considérable, bien au-delà du dualisme classique raison/passion [[491]](#footnote-491). »

Elle est aussi la manifestation d’un savoir pris en défaut, mis en échec par l’imprévu, dont notre période contemporaine est si riche en dépit d’une accumulation d’informations et de savoir inégalés. L’imprévu signe l’échec de la raison programmatrice, en ouvrant la porte au règne de l’émotion, dont la clef est la surprise. Tout se passe donc comme si une vieille incompatibilité séparait radicalement le champ du savoir rationnel et celui du sentiment, celui-ci étant voué au refoulement, à la mise à distance, à la soumission à l’unique raison, seule capable de le « domestiquer ». Ceci est le résultat d’un apprentissage de la rationalité hérité du *Discours de la Méthode* et de l’âge d’or de la technique. Or cette vision ne rend pas compte de la vérité humaine, elle la fractionne à l’excès : la conscience humaine résulte d’un va-et-vient permanent entre des sensations (des émotions) et des réflexions. Les deux registres se complètent, s’enrichissent ou s’opposent mutuellement. Voilà la première des complexités, et elle est au cœur de chacun d’entre nous. Vouloir les opposer, conduit à fractionner une unité qui résulte justement de cette association, jugée perverse par la raison, mais au contraire juste et inévitable pour toute conscience de soi. Voilà pourquoi l’humanité « part en lambeaux », chaque fois que le scalpel de la raison prétend la catégoriser, la fractionner, la saisir par la partie faute de pouvoir comprendre le tout.

Et pourtant tout rapport de force, et, bien entendu, le rapport de force politique n’a jamais fait l’impasse sur le registre des émotions, bien au contraire, puisque son instrumentalisation est consubstantielle à toute entreprise de domination. Les idéologies politiques sont toutes des constructions rationnelles qui reposent sur un socle sentimental, émotif : sentiment d’injustice, sentiment d’oppression, sentiment d’appartenance… Que deviennent les « droits de l’Homme » si cette base vient à manquer ? Que devient un travailleur s’il n’est plus motivé ? Ou quand le « pays réel » n’a plus confiance dans le « pays légal » ?

Le paradoxe des émotions, c’est qu’elles sont ignorées par les sciences sociales lorsqu’elles cherchent à comprendre leur objet, mais parfaitement prises en compte lorsqu’elles se transforment en techniques de machinerie politique, ou encore de « *marketing* ». Tout pouvoir « joue avec les sentiments » pour obtenir une adhésion initiale (la promesse électorale), puis il construit son système de conservation sur des bases différentes, celles de la froide raison d’État, omnipotente et appelée selon Hegel [[492]](#footnote-492) à envahir toutes les raisons individuelles.

Comme le précise Yves Roucaute, philosophe catholique et politologue :

« Avec Hegel, l’État devient la Raison incarnée, résultat nécessaire de l’histoire où l’Esprit devient objectif [[493]](#footnote-493). »

Mais l’Humanité restant ce qu’elle est, tout pouvoir politique habile, surtout en démocratie, se doit de « contenir les émotions », avant qu’elles ne deviennent un danger, mais aussi renforcer celles qui seront nécessaires à ses entreprises, à commencer par celle de son renouvellement par l’élection. Le réel du pouvoir d’État est alors pleinement rationnel, et il fonctionne « par-dessus » les émotions, servi en cela par les sciences humaines – politique en particulier, qui disqualifient l’émotion dans l’intelligence des réalités sociales tout en la réintroduisant lorsqu’elles cherchent à rendre compte de toute dynamique politique ou à lui fournir des outils efficaces. Comme le souligne encore Yves Roucaute à propos du *Prince* de Machiavel :

« La politique deviendrait une science à condition d’étudier en termes mécaniques le jeu entre des volontés-forces dont le résultat serait le succès ou l’échec. Non pas une science politique, mais une physique sociale. […] Le vrai se réduit ainsi à l’utile sans même voir dans ce choix une valeur morale introduite au cœur du positivisme qui s’en croit à l’abri [[494]](#footnote-494). »

Le machiavélisme est bien, à son tour, une idéologie qui préconise une conservation du pouvoir, assise sur le travestissement des vertus. Le vrai courage du Prince n’est-il pas de pratiquer le mensonge plutôt que la sincérité, la cruauté plutôt que la mansuétude, l’avidité au lieu de la générosité ? Cette « morale politique », qui repose sur le contraire de toute morale, ne trouve sa justification que dans son efficacité immédiate : « *Il est de mon intention d’écrire quelque chose d’utile*», confiera Machiavel en avant-propos au *Prince*. Propos de technicien, d’opérationnel, d’une modernité inouïe, qui aboutira, après une longue suite de tyrans, à cette exclamation – très machiavélienne – de Mao Tse Toung :

« Qu’importe qu’un chat soit blanc ou noir, s’il attrape des souris ».

C’était à l’époque du « *grand bond en avant* »… et du massacre de 60 millions de chinois !

L’émotion, porte d’entrée à tout essor des sentiments, ne trouve donc pas sa place dans les grands systèmes explicatifs, tout en représentant un levier prodigieux pour tout, pouvoir qui sait l’utiliser. Ce cynisme, s’il évolue sans résistance, peut aboutir à des crimes et à des génocides. L’émotion instrumentalisée, de même que les sentiments trahis, débouchent sur des catastrophes. C’est ainsi qu’un pouvoir « livré à lui-même » génère des catastrophes, collectives et individuelles, qu’elles aient nom, conquêtes militaires, répression des opposants, terreurs de toutes sortes. C’est tout l’honneur de la grande science politique, celle d’Aristote, de Montesquieu, de Tocqueville, que d’avoir encadré le pouvoir politique pour en empêcher les excès catastrophiques, pour la paix du monde et le bien du plus grand nombre. Elle a fait œuvre morale en le catégorisant (Aristote), en lui imposant la séparation des pouvoirs (Montesquieu), en préconisant des contre-pouvoirs (Tocqueville). Mais pour dompter ce cheval fou, elle a dû le décrire, le caractériser, analyser ses forces et ses faiblesses, ce qui est une œuvre scientifique. Le consensus démocratique n’est guère qu’un point d’équilibre – fragile – entre les tendances antagonistes d’un pouvoir, dangereux par nature, et un certain nombre d’obstacles destinés à le domestiquer. Pour éviter la catastrophe, ce qui ne fut pas toujours le cas. N’oublions jamais que des régimes totalitaires, comme l’Allemagne nazie, sont issus d’élections parfaitement démocratiques.

Le registre de l’émotion est donc comme un orgue à deux claviers : lorsqu’il s’agit d’interpréter des faits politiques et sociaux, c’est celui qui produit une simple résonnance, un accompagnement, optimiste ou pessimiste, qui va modeler « l’humeur » d’une théorie. Celle-ci peut être « décliniste », voire « catastrophiste », ou bien « optimiste », ou « irénique » selon l’émotion provoquée par la représentation de l’avenir, soumise elle-même à bien des variables. Aucun système explicatif rationnel en science sociale ne prend les sentiments comme véritable objet d’étude (pour le moment), alors qu’il ne peut se départir de l’émotion qui « enveloppe » son discours, ne serait-ce que celle qui accompagne toute recherche. Mais il existe aussi le clavier de l’émotion en action, de la partition qu’elle peut jouer. Il faut bien constater, là encore que les harmonies émotionnelles ne sont prises en compte que par les romanciers ou les poètes. Sauf lorsque la main qui les joue leur fait rejoindre l’orchestre du pouvoir, pour le meilleur comme pour le pire !

II.3. La confrontation au danger tout court :  
les réponses graduées du pouvoir politique

La problématique posée par le choix de Ponce Pilate conserve sa vérité en dépit de la disqualification morale que le christianisme fait toujours peser sur elle. Ponce Pilate n’est-il qu’un lâche, ou est-il surtout un fonctionnaire diligent, ou encore un homme qui a eu le tort de ne pas penser, comme le reprochait Hannah Arendt au criminel nazi Eichmann [[495]](#footnote-495) ? La polémique n’est toujours pas achevée, et tous les pouvoirs politiques prennent garde de ne jamais y être confrontés même si les deux pôles de leur posture face au danger – indifférentisme ou engagement – finissent toujours par les mettre en cause. Car, comme chacun sait, le procurateur romain, dégagé de toute implication politique, va tout de même préférer l’injustice de la mise à mort d’un innocent au désordre de la clameur des foules juives [[496]](#footnote-496). Mais il s’implique, cette fois, en tant qu’autorité administrative ayant seule le droit de procéder à des exécutions capitales, renvoyant la résolution de la crise aux juifs eux-mêmes ce qui dégage sa responsabilité. Il dévoile ainsi la tendance de toute autorité publique face aux crises : rester désengagé aussi longtemps que possible, tant que le corps social n’exige pas son implication, tant que l’autorité n’est pas remise en question du fait de son abstention. Or les exigences du corps social sont une variable volatile soumise à de nombreux facteurs qu’il s’agit d’identifier et que l’approche historique peut, dans un premier temps, mettre en évidence.

Quand on découvre sous la plume de Jean Delumeau les réflexes sociaux des populations européennes confrontées aux grandes épidémies à l’âge classique, on constate que la Providence est l’Interlocuteur omniprésent, la Puissance de recours, la Force d’intervention ultime [[497]](#footnote-497). Le traitement des crises est religieux : les pèlerinages, qu’ils soient d’expiation ou de reconnaissance, traitent les crises individuelles ; les processions multiples conjurent les dangers collectifs. Heureuse époque pour le pouvoir politique qui reste le plus souvent étranger aux sollicitations que lui vaudraient aujourd’hui ces détresses. C’est que Dieu, en occupant, alors, l’espace de toutes les incertitudes détruites aujourd’hui par le progrès scientifique rendait un fier service au pouvoir politique. Il le laissait à l’abri de toute implication dans les malheurs du temps. On ne demandait au Souverain (que ce soit le Roi, le seigneur, ou la ville) que la seule protection contre l’ennemi. Celui-ci possédait la caractéristique d’être à la fois un vrai danger politique – ce qui impliquait les pouvoirs en place – en même temps qu’un fléau pour les populations (pillages, prébendes, viols…).

La notion de « sûreté », avant de devenir un droit de l’Homme, transfère implicitement au Pouvoir souverain cette exigence de protection contre les agressions d’autrui, au terme d’un processus long dont le lien féodal n’est que la phase embryonnaire. Toute la période du Moyen-Âge est traversée par la lutte des pouvoirs féodaux en vue d’une prééminence qui conduira à leur effacement et à l’absolutisme du monarque puis à celle de la nation. Le pouvoir politique est alors absorbé par sa propre reconstruction : elle prendra mille ans, entre l’effondrement de l’Empire romain et l’établissement d’État-Nations au sortir de la Renaissance. Mais le Roi, même absolu, n’est pas convoqué par ses sujets quand surviennent les catastrophes. En tant que personnage sacré, on lui attribue sans doute le pouvoir de « *soigner et guérir les écrouelles* », mince consolation au regard des calamités sanitaires qui rendent les destins précaires jusqu’aux découvertes de la médecine moderne. Dieu est encore le Maître de l’Histoire ; il sera bientôt remplacé par l’État Providence.

La « Providence sécularisée », telle que nous la connaissons aujourd’hui – mais pour combien de temps ? –, a conservé de son ancienne acception divine le caractère bienveillant, sécurisant, universel qui s’applique au vaste champ de la sécurité sociale et qui vise à réduire les vulnérabilités de l’existence. C’est cet État « *prévoyant et doux* » pronostiqué par Tocqueville [[498]](#footnote-498), mais aussi programmateur, justement parce que « *providentiel* », parce que « *pro-videre*», c’est « voir avant », et, ce faisant, c’est aussi réduire les incertitudes. Pourtant, les incertitudes demeurent ; pire, elles se généralisent et nous sommes rentrés dans l’ère de l’imprévu, de la multiplication des « cygnes noirs », de la « surprise stratégique » [[499]](#footnote-499). Impuissance de l’État (n’est pas Providence qui veut…), insuffisance des connaissances (elles n’ont jamais été si complètes et si immédiatement disponibles), que se passe-t-il ?

On touche ici au cœur du malentendu central de notre époque post-moderne qui a longtemps cru que les Puissances mondaines avaient la capacité de maîtriser l’avenir, en réduisant l’empire de l’inconnu, en annonçant les scénarios – bons ou mauvais – peu importe, pourvu qu’ils soient prévus, anticipés, pourquoi pas corrigés. Il est vrai, au moins en France, qu’un peuple qui détient le record mondial de consommation de tranquillisants a surtout besoin d’être rassuré, au point que le contrat social de cette nouvelle époque attend de l’État Providence, non seulement la sûreté qui va de soi, mais un antidote aux angoisses communément partagées, sous la forme du sentiment de sécurité, exigence nouvelle. Ce n’est donc pas le danger – en tant que tel – qui est ici en cause, mais c’est son imprévision, c’est l’incertitude, c’est l’angoisse dont son éventualité est porteuse. Or, même si les progrès de la connaissance sont incessants, la multiplication des risques l’est tout autant. Si la connaissance des risques est la voie obligée pour toute protection contre les dangers, elle débouche en même temps sur le seul savoir qui puisse prendre en compte des facteurs multiples et de plus en plus nombreux, qui est l’approche statistique. Or, la méthode statistique crée du probable, mais jamais du certain ; pire, elle approfondit l’incertitude à mesure qu’elle quantifie des éventualités, et elle les déshumanise. Paradoxalement, plus la connaissance s’enrichit d’informations (et c’est le cas actuellement), plus elle détecte des risques, plus elle en modélise les effets… et plus cette rationalité fine et démultipliée génère de l’incertitude, puis de l’angoisse.

Le comble, c’est que Descartes, l’initiateur de cette méthode, ne nous a pas appris à vivre avec l’incertitude : il la rejette et la remplace par un déterminisme quasi absolu. En escomptant connaître pour prévoir, éviter, protéger, on étend les ténèbres de l’incertitude et les paralysies anxiogènes. Comment, dans ces conditions, entretenir ou renouveler un État programmateur, et armé pour réagir quand les risques surviennent, alors que l’Incertitude est le maître-mot, et alors que cet État, depuis Hegel, est censé concentrer la Rationalité dans toute sa splendeur ? Comme le remarquent de nouveau William Dab et Danielle Salomon :

« Si l’organisation napoléonienne de l’État a permis à la France de traduire en richesses les progrès des sciences et des techniques, elle s’avère aujourd’hui inadaptée quand la question n’est plus d’opérationnaliser des certitudes, mais de gouverner l’incertitude [[500]](#footnote-500). »

Ce champ nouveau de la *sécurité globale* est donc aussi celui de la confrontation entre un système politique passé maître dans l’art de gérer sa propre crise, et un corps social qui ne compte même plus ses défaillances quand il s’agit de mettre en œuvre les solutions à ses propres maux. D’un côté, une technocratie parée des vertus de l’objectivité rationnelle, de l’autre une opinion qui semble livrée aux délices et aux faiblesses de la Carte du Tendre : le pays s’indigne, s’inquiète, s’angoisse, se calme, se crispe, se venge, espère… effeuillant tour à tour tous les pétales de l’affectivité.

La gestion d’une crise est réussie quand elle ne dégénère pas en angoisse, quand les acteurs sont sereins et calmes, quand le malheur est traité avec méthode et assurance. Ce protocole permet toujours au pouvoir politique de rester à distance, car l’État Providence n’est attendu que sur ce registre, celui de la compassion ou de l’espérance, auquel il répond par la promesse qui permet de jouer sur les deux claviers. Dans toute promesse, on doit en effet se lamenter sur la situation présente pour valoriser des « lendemains qui chantent ». La promesse est le remède à l’angoisse, elle est la porte de l’espérance ; mais elle ne traite pas le danger et offre ainsi au pouvoir politique une échappée constante. Promesses, consolations, est-ce de ce « traitement sentimental » que doit se contenter le corps social quand il est atteint par d’autres dangers que ceux de l’agression humaine ? La providence sécularisée, comme autrefois la Divine Providence, signeraient-elles des mêmes réponses son impuissance ou son infinie distance à l’égard du malheur des peuples ?

Si l’État prétend la remplacer, quelles sont les formes modernes de cette substitution (ou de cette imposture pour les croyants) ? Pour répondre à la question, il faut d’abord saisir les manifestations de toute Providence. Or celles-ci prennent deux formes principales.

– Une intervention extérieure, visible, radicale, inattendue, insurmontable : c’est le *fatum* des Anciens, remplacé par le *Deus ex machina*, voire le miracle dans la chrétienté. Cette puissance en majesté, qui renverse le cours naturel des choses, l’État peut s’en prévaloir dans ses dispositifs d’intervention d’urgence, dont il cultive largement la mise en scène. On a ainsi constaté, en matière d’incendies de forêt, que les moyens de lutte active, budgétivores et démonstratifs, étaient privilégiés au détriment de ceux de la prévention, discrète par nature, et faite de persévérance dans le temps. Le ballet des hélicoptères et des *Canadairs*, le scintillement des camions d’intervention, et les uniformes des soldats du feu font un spectacle de choix au *Journal télévisé* de 20 heures, et confortent une posture d’État providentiel attendue et applaudie par le public. Même si des travaux persévérants et plus « taisibles » de débroussaillage, d’entretien de chemins forestiers et de pare-feu sont les moyens les plus efficaces pour empêcher ou contenir ces sinistres. Le statut de Providence de substitution impose inévitablement des moyens à la hauteur, et n’est pas Providence qui veut… L’État est ainsi engagé dans une rhétorique piégeuse, qui l’oblige à privilégier le caractère providentiel de ses interventions. Or l’intervention d’urgence présente le meilleur rapport coût-efficacité, puisqu’elle concentre des forces pour une durée limitée et elle est de surcroît : événementielle, spectaculaire … providentielle !

Il n’en est pas de même pour des dangers dont la survenue est moins brutale, moins évidente, dont l’émergence prend du temps, dont le diagnostic est incertain, mais qui pullulent autant que les cas d’urgence. Qu’il s’agisse des ondes électromagnétiques, des prions et autres contaminations sanguines, des radiations nucléaires, des Ogm, ou de toute menace issue de l’environnement, la mobilisation des ressources étatiques répond à un tout autre protocole, auquel la figure providentielle est encore associée. Dans ces hypothèses, on constate que l’intervention se fait prier, que la réponse tarde à surgir, que l’appareil étatique réagit le plus souvent sous la contrainte de la société civile et des cercles médiatiques. Gulliver tarde à se réveiller, mais il s’abrite aussi sous sa moustiquaire, puisqu’une alerte non prévue devient facilement un dérangement suspect. Les États, par définition, anticipent et prévoient, ce qui est l’essence des gouvernements ; et les vigilances organisées s’offusquent des signaux qui clignotent hors de leurs tableaux. D’où l’héroïsme des lanceurs d’alertes pour se différencier des « prophètes de malheur », pour vaincre les persécutions de leurs hiérarchies, au point qu’une loi du 4 avril 2013 a dû les protéger contre ces discriminations fréquentes, du moins quand l’alerte porte sur des questions environnementales ou sanitaires.

Si, comme le remarquent Francis Chateauraynaud et Didier Torny, *le prophète* ne se distingue du *lanceur d’alerte*, que par l’absence d’argumentation pour le premier, et l’accumulation de preuves pour le second, il n’en demeure pas moins que tous les deux continuent d’entretenir des liens étroits avec l’intervention providentielle. Avec le risque, malgré tout, de la banaliser, de la rendre lancinante, pour une raison évidente et relativement nouvelle, qui n’est autre que la mise en valeur universelle de l’Environnement. Le danger émerge toujours de l’environnement, même si celui peut être dans un état paisible, non agressif, ou – au contraire – hostile. Un ciel dégagé sera toujours moins inquiétant que lorsqu’il est chargé de nuages. Ceci signifie que *scruter l’environnement, c’est en même temps révéler des risques*. Madame Voynet, fondatrice du « Parti des Verts », n’a pas tort de remarquer que la plupart des lanceurs d’alerte contemporains sont des écologistes, que ce soit à propos du nucléaire, du changement climatique, voire de la vache folle [[501]](#footnote-501).

Et ce n’est qu’avec insistance que ces « tireurs d’oreille » parviennent à faire rentrer dans la sphère publique leurs préoccupations, et avec plus de persévérance encore à obtenir en réponse des politiques publiques qui les prennent en compte. Il aura fallu presque vingt ans pour que le Grenelle de l’Environnement, déclinaison française d’une politique de développement durable, fasse suite à la Conférence de Rio qui en avait déclaré l’urgente nécessité. Cinq ans après les résultats peuvent paraître minces, les urgences environnementales s’entrechoquent avec celles qui s’imposent aux *Welfare States*. Les risques planent, les dangers s’accumulent, mais ayant pénétré dans le « public », ils génèrent un halo d’angoisse ou de dépit. L’écologie est donc anxiogène, non parce que les écologistes seraient neurasthéniques, mais parce que son regard polarisé donne consistance à des catastrophes à venir, ou déjà en cours, ce qui est bien pire, car, dans ce cas, il n’y a plus rien à faire. Tout environnement – autre que naturel – peut aussi révéler des dangers, puisque pour l’individu le danger vient de l’extérieur, « il le frappe au visage », comme la vague d’une tempête ou la main d’un cambrioleur. Introduire l’angle de la focale comme critère d’appréciation de la catastrophe donne le choix entre deux postures cognitives : celle de l’ingénuité, du déni, ou de l’aveuglement – qui crée une tranquillité provisoire ; ou celle de l’identification des menaces, des alertes, qui accumulent une anxiété délétère. L’incertitude navigue entre ces deux rives.

– La *divine Providence*, elle, se manifeste occasionnellement par une prise directe sur les événements, ce qui frappe les esprits, ce qui la rend spectaculaire. Mais la lecture des *Écritures* nous apprend que son mode constant, pour ne pas dire habituel, utilise la voix des prophètes. Or, dans la *Bible*, ceux-ci sont doublement providentiels : ils sont des envoyés de Dieu, ce qui en soi est providentiel, et ils sont annonciateurs de configurations, favorables ou sinistres, ainsi qu’énonciateurs des moyens pour les favoriser ou les éviter. Ce qui est également providentiel dans la mesure où cette annonce est déjà une prise sur l’avenir, une réduction d’incertitudes, voire un motif d’espérance. Seulement, de manière tout aussi constante, ces serviteurs de Dieu sont décriés, persécutés, mis à mort… quitte à être réhabilités et honorés après coup, quand on constate que leurs prédictions sont réalisées ! Cette contradiction atteint de manière atténuée les lanceurs d’alerte contemporains alors qu’ils se trouvent radicalement dans une posture providentielle puisque, sans eux, un danger ne serait pas identifié, une catastrophe évitée. Pourquoi cette providence-là est-elle réfutée ? Pourquoi tant d’obstacles se dressent pour l’empêcher d’atteindre son but qui est bénéfique, justement, parce qu’il est providentiel ?

Comme on vient de le pressentir, ce n’est pas la qualité de la puissance providentielle (Dieu ou la science) qui serait le critère d’acceptation ou de refus du message d’alerte. L’État providentiel a substitué au principe libéral de responsabilité celui de couverture des risques. Dès la loi de 1898 sur les accidents du travail, *l’État social* va s’organiser selon une méthode assurancielle qui couvrira bientôt l’ensemble des risques planant sur l’horizon existentiel des individus (maladie, vieillesse, chômage…) [[502]](#footnote-502). Les risques ne disparaissent pas, mais ils deviennent chiffrés, et donc indemnisables, se transformant en créances sur la société. Le lanceur d’alerte, en révélant de nouveaux risques, devient ainsi l’élément perturbateur de l’ordre social protecteur dont l’équilibre n’est jamais atteint. Il n’est pas occulté parce qu’il ne s’adresse pas à la bonne personne, mais bien parce que l’agencement bureaucratique de la protection sociale, déjà à la peine pour faire face aux risques « ordinaires », répugne à absorber des risques nouveaux, des risques imprévus. La crise de l’État Providence, c’est à la fois la difficulté d’indemniser les risques courants, et la réticence à prendre en charge ceux qui surgissent des nouvelles complexités du monde.

II.4. Le registre du temps

Si la surprise, la perte, puis la pauvreté sont des concepts qui tentent de créer la liaison entre le « subjectif » et « l’objectif » de tout désastre, il est probable que le temps soit à cette grammaire commune ce que le verbe est pour la grammaire ordinaire. Une charnière indispensable qui donne sens aux maux, comme elle le fait si bien pour les mots. Le « facteur temporel » est un peu comme la lumière de l’abat-jour qui éclaire la page du livre ; comme elle, il a un pouvoir d’occultation, ou de révélation, et il s’impose à l’être personnel aussi bien qu’à l’être collectif.

Si l’oubli est à bien des égards le remède suprême à tous les malheurs, c’est qu’à titre personnel, le temps qui passe parvient à enfouir dans les recoins de la mémoire les sensations douloureuses liées à toute situation catastrophique – à condition que le temps de la catastrophe soit révolu, et que ses dommages soient résolus. Certes, les retours en arrière, les visions rétrospectives, peuvent perturber le présent de la vie, et on sait que certains traumatismes, tels que le viol, peuvent créer des brisures définitives. Soit qu’elles ressurgissent quand on ne les attend plus, soit qu’elles détériorent définitivement l’équilibre de la conscience individuelle, ces souffrances qui durent se transforment en handicap. Au point que c’est le handicap lui-même qui prend une tournure catastrophique, alors qu’il lui manque son caractère brutal et momentané, propre à toute catastrophe. Il en poursuit et en ravive le souvenir en inscrivant ses traces indélébiles dans les corps ou dans les objets. Le paysage du malheur survit au malheur lui-même. Ce sont les « gueules cassées » des survivants des tranchées, les ruines intactes d’Oradour sur Glane, les visages figés et pourtant expressifs de Pompéi. L’habitude peut-elle être l’équivalent de l’oubli s’agissant des « catastrophes qui durent » et des handicaps qui sont leur cortège ? Chaque handicapé aura sans doute sa réponse, mais qui pourra la partager ? L’oubli et l’habitude ne sont donc pas les baumes absolus qui feraient disparaître les ravages du malheur, mais ils en sont certainement l’un des antidotes, la condition d’un retour à l’équilibre, inatteignable tant que le traumatisme est prégnant dans les esprits. Ceci pour la sphère individuelle.

Lorsqu’on s’intéresse aux organisations collectives, la fonction temporelle est beaucoup plus ambiguë. La perception du malheur d’autrui est un indicateur généralement trompeur, et les responsables de sécurité doivent craindre de se méprendre, car l’affectivité est ici plus troublante que pertinente. L’organisation collective et sa puissance n’ont de sens que s’ils dressent face aux adversités individuelles des barrières adéquates, sans d’ailleurs couvrir tout le spectre des pauvretés effectives. Et c’est ici que la méthode reprend tous ses droits, et que la capacité organisationnelle de la raison révèle ses mérites… mais laisse entrevoir ses faiblesses.

C’est ainsi qu’on reconnaît, particulièrement au génie français, une capacité de réaction face à l’évènement, une capacité de réponse aux urgences, comme l’illustre la mobilisation des « taxis de la Marne », ou l’excellence des « *French Doctors* ». Mais le malheur n’est pas qu’« un moment difficile à passer », il a bien souvent un caractère cumulatif qu’il convient d’enrayer, et des effets différés qu’il s’agit d’anticiper. En outre, « faire face » à l’évènement fâcheux, combattre son instantané maléfique, s’apparente à une tactique, à une concentration momentanée de moyens et à leur disposition habile, dont l’efficacité peut facilement être mise à mal. C’est alors le « sauve-qui-peut », la débâcle, l’échec de l’improvisation, « dépassée » par l’évènement. Cette posture ne trouve guère d’autre issue que dans l’héroïsme : la « Garde meurt, mais ne se rend pas », le capitaine Danjou et ses légionnaires résistent jusqu’au dernier quand l’armée mexicaine les assiège à Camerone. Il n’est plus certain que le héros soit compris dans le monde d’aujourd’hui, et nous n’avons plus d’autres choix que d’éviter son sacrifice. Ceci suppose d’investir nos énergies dans la préméditation des menaces, dans leur prévention, voire dans leur évitement, justement pour ne pas avoir à faire face à l’évènement fâcheux, ou, s’il se produit, à en minimiser les effets, à le vider de sa gravité. L’insistance récente mise sur la précaution, inscrite depuis 2004 dans la Constitution française, mais aussi sur l’anticipation, la vision prospective, est aussi le signe d’un déficit de la pensée stratégique que déplorait l’amiral Castex il y a soixante-dix ans [[503]](#footnote-503). C’est que le temps, particulièrement en France, est pour la pensée stratégique un allié qui fait des siennes !

Prenons d’abord le temps passé, la leçon de l’Histoire, celle des retours d’expérience : tous nos échecs militaires depuis 1870 sont directement imputables à des expériences historiques qui ont été figées et transformées en dogmes rigides, insusceptibles de remise en question, et aboutissant à une vision fausse de la réalité. C’est *le syndrome de la Ligne Maginot*, qui a fait oublier l’incroyable mobilité des *panzerdivisions* et d’avions susceptibles de passer au-dessus de « la ligne » avec des parachutistes mobiles embarqués, prêts à sauter dans les arrières de leur ennemi. Cet oubli de la réalité n’était pourtant pas le premier. Notre premier désastre militaire, celui de 1870, aurait pu être évité si le commandement français n’avait pas sous-estimé la puissance militaire prussienne. Insuffisance du renseignement ? Pas le moins du monde : notre attaché militaire à Berlin, le colonel Stöffel décrit dès 1868 une armée prussienne bien commandée, bien pourvue en hommes, grâce au service militaire obligatoire, mais aussi en matériel, puisque disposant du tout nouveau fusil à aiguille mis au point par l’ingénieur Dreyse. Toutes ces informations sont transmises à Paris dans de multiples rapports. Mais Stöffel n’est pas écouté, bien pire : il est discrédité par sa hiérarchie et par la Cour de l’Empereur !

De même, la guerre de 14-18 aurait épargné beaucoup de vies si l’entêtement offensif du général Joffre, s’effondrant devant des mitrailleuses allemandes meurtrières, avait laissé place en temps utile à une tactique défensive raisonnée. Il faudra attendre 1917, et ses mutineries, pour que le général Philippe Pétain, considéré auparavant comme iconoclaste, puisse la mettre en œuvre et remporter la victoire de Verdun. La même mésaventure pourrait aussi concerner le concept aujourd’hui sacro-saint de la dissuasion nucléaire, dogme fermé entre tous puisqu’il conditionne son succès à la seule force d’un raisonnement unique : un risque de représailles sans rapport avec l’enjeu de l’agression. *In fine*, notre sécurité collective, notre « assurance-vie » reposent sur un calcul unique, puissant et terrifiant, comme toute menace prise au sérieux. Que se passe-t-il s’il n’est pas suivi ? S’il n’est ni compris ni partagé ? Ou si de trop nombreux détenteurs d’armes nucléaires le manient en même temps ?

Tout au long de ces 140 ans d’histoire, les lanceurs d’alerte n’ont jamais manqué ; leurs analyses – avec le recul – se révèlent exactes et précises. Les services de renseignement, dont on souhaite aujourd’hui plus ou moins le renforcement, ne furent pas pris en défaut sur l’essentiel. Mais le renseignement ne suffit pas, s’il ne peut pas franchir les filtres destructeurs de la « pensée unique » ou de la « pensée arrêtée » des groupes dirigeants, qu’ils soient militaires ou politiques. L’histoire fabrique ainsi des dogmes qui peuvent paralyser notre capacité collective d’adaptation, et elle nourrit de la même manière l’accumulation des normes et des réglementations sécuritaires afin de circonscrire avec scrupule les dangers du passé et empêcher leur nouvelle survenance. On ne peut reprocher à l’État ce souci de prévisions qui visent à tout organiser pour que « cela ne recommence pas ». Et il est vrai que le déploiement de *check-lists* généralisées à tous les domaines permet une meilleure prévention des dangers… qui se sont déjà révélés, ceux qu’on a déjà subis ; ce qui élimine, il est vrai, une partie des risques, pour ces dangers-là. Malheureusement pour la paix du monde, cette méthode trouve rapidement ses limites, puisque de nouveaux risques apparaissent sans cesse, et que de nouveaux protocoles réglementaires sont nécessaires pour les maîtriser. Ainsi les risques prévus sont assumés, évités, minimisés : dans tous ces cas, ils sont identifiés, parce qu’ils se sont déjà produits. Le progrès ne fonctionne pas autrement.

La seule ressource pour faire face aux dangers inconnus serait de pouvoir gérer l’imprévisible, ce qui est une nouvelle recommandation de l’actuel *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale*… Ou un défi lancé à notre vieille sagesse occidentale et à ses intelligences !

Car qu’est-ce que « l’imprévisible » ?

Si « l’imprévisible » est assimilé à « l’inconnu », il est paradoxal qu’à une époque où tout est connu, et où ces connaissances n’ont jamais été mieux diffusées et disponibles, on ait encore à redouter les effets de la surprise ! Est-on en présence d’un dérèglement des connaissances ? Ou d’une tyrannie de la prévision ? Les deux phénomènes semblent se conjuguer : c’est lorsque la connaissance prétend absorber le futur qu’elle est mise en échec, soit par l’imprévision, soit par son dépassement. La remarque de Pierre-Georges Latécoère, fondateur de l’Aéropostale, prend ici toute sa valeur :

« J’ai fait tous les calculs. Ils confirment l’opinion des spécialistes : notre idée est irréalisable. Il ne me reste qu’une seule chose à faire : la réaliser [[504]](#footnote-504). »

Dans ces conditions, la prévision n’est plus considérée comme un réducteur d’incertitude, mais comme un défi à relever, une hypothèse comme une autre qui laisse l’avenir ouvert. *Le propos très juste, pragmatique et efficace de Latécoère pulvérise d’un coup tout principe de précaution*. C’est contre la détermination de l’avenir qu’il s’insurge, celle qui est menée par les spécialistes et leurs calculs, celle qui, justement, fabrique des certitudes. C’est ce glacis sécuritaire qui est bousculé, ouvrant la voie étroite de l’incertitude constructive, du risque qui l’accompagne, et du progrès qui peut en résulter. Voie de la foi contre celle des évidences, de la folie contre la sagesse, et de cette conviction puissante qui détruit les paradigmes, qui « renverse les montagnes », à commencer par celles des prédictions tenues pour solides, comme celles que garantissent les « calculs » des « spécialistes », des « experts »… ou l’enseignement des « grands prêtres ».

Mais, plus justement, « l’imprévisible » possède aussi des relents d’impuissance qui le rendent détestable par principe. Qu’est-ce que « l’imprévu », sinon un démenti flagrant à toutes les vanités programmatrices ? Quoi de plus humiliant que de constater que le programme, testé et retesté, est tout de même victime d’un virus, que le « *bug* » que tout rendait impossible s’est pourtant produit… comme le piratage d’un million de messageries gérées par un fournisseur d’accès à *Internet* (Fai) en mai 2014. Pourtant, la cybernétique nous apprend que plus on développe les précautions informatiques, plus on accroît les chances de piratage ! L’hyperprogrammation multiplie paradoxalement les risques de défaillance, alors qu’elle vise à maîtriser des séquences à la fois informationnelles et temporelles. Mais la « stabilité » de l’ordre numérique est de moins en moins acquise, comme si le « temps » refusait de s’y laisser enfermer. L’ordre numérique, pas plus que les autres, ne parvient à écrire totalement l’avenir. À vrai dire, tout ordre sécrète des oracles conservateurs, arcboutés sur la pertinence de leur modèle, alors que le futur reste une nouveauté, parfois radicale. Comme le remarque Ariel Colonomos :

« Le futur imaginé et préfabriqué est un passé recomposé : il est le prolongement d’une interprétation du passé, tandis que le présent rompt périodiquement avec cette linéarité [[505]](#footnote-505). »

Et ce déterminisme méthodologique se heurte à tous les inattendus, pour le meilleur, mais aussi pour le pire : la lutte contre les dangers se traduit par la compilation de normes issues d’expériences passées dont l’observance ne permet pas de se prémunir de nouveaux dangers, qui vont eux-mêmes susciter la mise en place de normes de protection complémentaires…

C’est ainsi que le transport maritime, confronté à des dangers multiples, est devenu, depuis la catastrophe du *Titanic*, matière à codification permanente et volumineuse dont l’assimilation occupe l’essentiel du temps de travail des capitaines au long cours ! Elle n’a pas empêché la survenance des marées noires, tout en réduisant le nombre des naufrages, qui sont heureusement de plus en plus rares, alors que le trafic maritime explose. Cela signifie que la cartographie et la prévention des dangers connus (parce que déjà subis) n’est pas totalement vaine, même si on n’est jamais à l’abri de nouveaux dangers. Le futur continue de répartir les cartes du danger selon des combinaisons – que nul ne maîtrise – qui laissent toujours une place à l’imprévu. Il est donc vain de prétendre tout anticiper puisque les anticipations sont le plus souvent démenties : des évènements aussi fondamentaux que la chute du mur de Berlin ou les attentats du 11 septembre 2001 ont échappé au discernement des experts. Tout comme en matière sanitaire, les risques d’une immense pandémie susceptible de gagner la planète entière (prévue par mains lanceurs d’alertes, dont divers Livres blancs sur la Défense nationale…).

Ceci n’empêche pas une demande croissante d’anticipations en provenance du monde économique (agences de notation), politique (*think-thank*), ou des individus eux-mêmes (« voyances » et « prophéties » ou « prospective futuriste » en tout genre). Le développement récent des « indicateurs » est certainement une voie pertinente pour décrire un futur possible, ce qui est toutefois différent d’un futur certain. On peut aussi utiliser les « indicateurs » de manière volontariste, pour préparer un futur « souhaitable ». C’est la méthode utilisée en matière de développement durable, mais elle se heurte alors aux surprises liées à l’imprévisibilité des catastrophes naturelles. Celles-ci détruisent l’objet même du développement durable et ses instruments d’accompagnement. Comment concevoir une gestion forestière durable quand la forêt est détruite par une tempête ?

Centré sur les relations Homme-Nature, le concept de *développement durable* devient muet lorsque la nature change de visage pour des raisons qui ne seraient plus entropiques. C’est pourquoi il se satisfait généralement des désordres à causalité humaine, y compris le climat, et méprise – ou ignore – ce qu’on doit encore appeler *les caprices de la Nature*, qu’ils surviennent par hasard ou par nécessité. La catastrophe naturelle ne peut donc être pensée par le développement durable, car elle en est bien l’antithèse, ou, pis encore, parce qu’elle en est le déni le plus radical et la contradiction indépassable. Lorsqu’en vingt minutes est mise à bas une forêt centenaire, préservée pour les générations futures, fleurie d’indicateurs économiques, sociaux, agronomiques et phytosanitaires, seul l’*Ecclésiaste* rend compte de la réalité. Vanité, tout est vanité, et, dans ces circonstances, le développement durable se réduit à une vanité de plus…

Entre ce passé que l’oubli ne parvient pas à occulter et ce futur, dont l’anticipation n’exclut pas l’imprévu, la pensée trouve rapidement ses limites, tandis que l’émotion reprend – une fois encore – tous ses droits. Ainsi, pour tirer les leçons du passé, et se préparer à l’avenir, il faut d’abord s’en affliger, ou s’en réjouir, ou encore vouloir le retrouver. Ce sont bien des dispositions émotionnelles qui orientent la pensée, qui sont les ressorts, les aiguillons, des développements intellectuels. Ainsi, quand le peuple français martelait après 1918 : « Plus jamais la guerre », il exprimait à la fois son dégoût et rendait possible des dispositifs de prévention des conflits mieux connus sous le terme « d’esprit de Genêve ». L’Onu et ses méthodes de prévention des conflits en sont les héritiers directs. Les sociétés modernes sont issues de cette alliance – parfois frelatée – entre des sentiments puissants qui servent de socle à des constructions politiques, et la fixation d’un projet d’avenir qui vise à les entretenir. C’est ce que l’on nomme une idéologie politique.

Mais l’appréhension du futur nous replace dans les mêmes impasses. Là encore, c’est l’émotion – la crainte ou l’espoir – qui vont servir de paysage aux pensées de l’avenir. L’optimisme, ou le pessimisme enveloppent malgré nous les constructions intellectuelles destinées à mieux nous confronter aux incertitudes de l’avenir. Toutes les utopies ont au moins cette fonction : faire rentrer l’imprévisible dans un cadre imaginé à l’avance qui le rende en quelque sorte familier, pour gommer l’effet de surprise, pour l’accueillir selon une grille d’interprétation préétablie. C’est ce qui rend les utopies utiles. Malheureusement le futur est le plus souvent rebelle aux figures qu’on lui assigne, il résiste aux programmations, il rentre par la porte où on ne l’attendait pas. Et c’est ce qui rend les utopies fausses, ou mensongères, lorsque la réalité qui advient n’est plus conforme à la réalité attendue. Il en résulte un conflit souvent durable entre les partisans de l’utopie, et les témoins de la réalité : la dénonciation du goulag par Soljenitsyne pulvérise l’utopie communiste, mais n’est admise par les intellectuels occidentaux que vingt ans après la parution du *Pavillon des cancéreux*.

Les certitudes projetées sont préférées aux réalités qui les remettent en question. La mise en évidence de cette contradiction, flagrante lors de la chute du mur de Berlin, en provoquant la ruine des idéologies, a aussi privé la pensée d’une de ses dernières béquilles pour affronter l’avenir. Plus rien n’est déjà écrit, ni les religions, ni les idéologies, ne sont en mesure de façonner une scène qui puisse préparer l’acceptation du futur. Il s’impose désormais sans préparation, sans terrain d’atterrissage, et la surprise devient ainsi omniprésente. Toute la difficulté actuelle consiste donc à préserver des capacités d’anticipation détachées des facilités offertes précédemment par les idéologies, même si elles faussaient l’appréhension du futur. Ce n’est donc pas un hasard si la pensée stratégique – qui n’est autre qu’une anticipation permettant de réagir à temps – devient l’objectif central de toutes les réflexions sécuritaires. Il n’est pas sûr pour autant qu’elle puisse totalement se débarrasser des déterminismes culturels et idéologiques qui ont toujours prévalu jusqu’à aujourd’hui, particulièrement dans le domaine des relations internationales. Il faut donc apprivoiser les surprises, à défaut de pouvoir les éviter. Ceci conduit à s’interroger sur les différentes manières de penser l’anticipation et de tenter de répondre à la question cruciale : existe-t-il une méthode permettant de se préparer aux surprises, et par là, de se préparer à y répondre de la meilleure manière ?

Cette question, qui est lancinante depuis les débuts de l’humanité, se posait pour les sociétés archaïques de manière moins ambitieuse qu’aujourd’hui. Les généraux grecs, mais aussi latins, de l’Antiquité ne se demandaient pas de quoi demain serait fait, mais en quoi une décision portant sur l’avenir allait leur être favorable ou défavorable, ce qui est plus précis et plus utilitaire, notamment quand il s’agit d’engager une bataille. Même si l’observation des viscères des animaux nous apparaît comme une technique d’anticipation peu convaincante, les anciens abordaient l’avenir avec un cadre mental relativement cohérent, puisque, pour eux, l’avenir était déjà écrit et que toute la difficulté était d’avoir accès à cette information. D’où l’appel aux devins, aux pythies, ou autres techniques qui peuvent nous sembler singulières, mais qui n’avaient d’autre but que de s’adresser aux « interprètes » les plus qualifiés (devins, mages, pythies). Les sentences qu’ils prononçaient sur l’avenir étaient rigides et définitives, comme ce qui reste d’inéluctable dans les termes de destin ou encore de fatalité, signe de la perception d’un avenir préétabli, non modifiable, ni configurable.

La conception moderne de l’avenir fait éclater cette facilité intellectuelle nous soufflent Éric Marquer et Daniel Irrerarity :

« La modernité est une conception du futur en tant que tel, c’est-à-dire configurable par l’homme, ouvert et indéterminé, un domaine de potentialités, un espace vide qui attend d’être colonisé par notre désir, dessiné et configuré [[506]](#footnote-506). »

Cet espace de liberté conféré au futur s’accompagne inévitablement de son incertitude, et celle-ci s’est accrue à cause de l’innovation et de l’accélération contemporaines. Ces auteurs ajoutent :

« Les structures sociales stables des sociétés antérieures pouvaient anticiper le futur sans craindre de trop se tromper en le considérant comme une continuation de la tradition. […] Une société de l’innovation est immanquablement une société de la déception, c’est-à-dire de la prévision manquée ou myope. Le futur apparaît comme plus incertain que jamais [[507]](#footnote-507). »

Mais admettre définitivement l’incertitude du futur équivaut à en accepter la parfaite ignorance. Et ceci entraîne deux conséquences immédiates.

– L’ignorance condamne à l’insécurité, puisqu’on sait – qu’au contraire –, seule la connaissance protège.

– Si l’ignorance étend son règne, elle laisse aussi la place à l’illusion, qui peut être une construction de l’esprit, mais une construction contraire à la réalité, une erreur, avec toutes les conséquences funestes que cela provoque (gaspillages, crises, inadaptation, etc.) ; mais l’illusion a un côté positif, elle mobilise l’action et l’initiative, elle fabrique malgré tout l’histoire. Il n’en est pas de même de la peur, qui est, cette fois, une émotion, et une émotion négative, puisque paralysante. Elle réduit ainsi à néant toute initiative à l’égard du futur qui n’est plus que le déroulement implacable du temps (comme le destin des antiques), mais, cette fois, dans sa version défavorable. L’incertitude se confond alors avec l’effroi.

C’est sans doute à propos du changement climatique que l’incertitude a fait son entrée dans le champ de l’analyse scientifique. On peut lire en effet, dans les travaux issus de l’appel à projets « impacts du changement climatique » les conclusions suivantes :

« Le traitement de l’incertitude est une des difficultés fondamentales liées à la mise en œuvre de stratégie d’adaptation ? […] Et la caractérisation exacte à l’échelle locale de ces impacts s’avère également très problématique, notamment car ils se situent au bout d’une “cascade d’incertitudes”, […], mais également parce que l’évaluation des vulnérabilités et des capacités d’adaptation des territoires et des sociétés face aux effets du changement climatique est difficile et encore balbutiante [[508]](#footnote-508). »

L’auteur en tire cependant une conclusion optimiste en considérant que l’incertitude peut devenir une ressource pour l’action, à condition de la prendre en compte et de la qualifier, ce qui est une tentative courageuse, mais certainement hasardeuse. Si on ne sait pas, on peut sans doute délimiter les domaines de l’incertitude, mais celle-ci demeure entière. « *Tout ce que je sais, c’est que je ne sais rien*» : cette constatation socratique reprend ici toute sa valeur, mais loin de brimer le savoir, elle est devenue le point de départ de la dynamique de toute recherche. Le vrai sage n’est pas celui qui croit tout savoir, mais celui dont le besoin de savoir va provoquer le progrès de la connaissance, pour combler son ignorance. L’incertitude, dans ces conditions, n’est plus la lacune humiliante sur laquelle s’épuisent les champs du savoir, elle est un aiguillon permanent qui mobilise les forces de l’esprit pour réduire l’empire de l’inconnu, alors qu’elles s’effondrent lorsqu’elles atteignent leur but. Le paradoxe de la connaissance, c’est qu’elle a besoin de l’inconnu pour s’entretenir, s’amplifier, tout en n’atteignant jamais son but. Le futur, et ses possibles, et ses incertitudes, on ne peut donc qu’échapper à la connaissance, tout en la stimulant. Nous vivons avec cette aporie, et c’est cette aporie qui nous fait progresser. L’incertitude est donc nécessaire au progrès tout en lui fixant sa limite. Il faut s’en faire une raison…

Faute de connaître le futur, à quelles dispositions doit-on faire fait appel pour que sa survenance soit la plus acceptable ? Nous partageons avec les animaux, *tels les oiseaux qui se cachent pour mourir*, un reste de dispositif sensoriel capable de nous avertir au moins confusément de l’imminence de certains dangers vitaux. C’est le calme avant la tempête, la fuite précédant les tremblements de terre, ou le sentiment de la fin prochaine. Pour que le futur survienne, encore faut-il être là pour l’accueillir. Notre équipement biologique comporte l’instinct de survie, et il ne s’agit pas – bien au contraire – d’en amoindrir les effets parfois déterminants. Nous lui devons les rescapés des camps de concentration nazis, de la Longue marche des compagnons de Mao, mais aussi des prisons du Viet-Minh, de tant d’autres scènes mortifères créées par l’homme contre… l’homme.

Cette résilience individuelle est d’autant plus surprenante qu’elle a résisté au déterminisme de masse des machines de mort qui leur était opposé, selon des distributions mystérieuses qui échappent aux probabilités. Dans ces univers d’extermination programmée, c’est la survie elle-même qui devint un évènement imprévisible, une incertitude gênante. Baignées dans l’horreur, ces vies qui ont pu subsister, envers et contre tout, nous enseignent que la seule manière d’aborder le futur est encore de le vivre et d’y croire. Cette évidence tautologique a pourtant des conséquences insoupçonnées, puisqu’elle conduit à rechercher dans la biologie – la science de la vie – les lois fondamentales qui permettent d’accueillir le futur, puisque — pour qu’il en soit ainsi – il faut d’abord être vivant !

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

Troisième partie

CONTRIBUTIONS  
D’HOMMAGE EN MIROIR

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Contributions d’hommages en miroir

– I –

HISTOIRE

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Contributions d’hommages en miroir

**– I –**

**HISTOIRE**

*Mots du pouvoir et pouvoir des mots.  
Le cas du latin. Pourquoi désigner Dieu  
comme étant « Le Seigneur » ?*

Marie-Josette Tancerel

*Membre associée au Grsg*

*(Groupe de Recherche sur la Sécurité et la Gouvernance)*

*Université Toulouse 1 Capitole – 2000-2007.*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Par-delà les analyses historiques, ethnologiques, sociologiques ou politologiques, l’approche linguistique d’une société et des systèmes de domination qui la structurent nous révèle un des premiers pouvoirs sociaux de l’homme : celui de nommer. Celui-ci a bien été institué, d’une manière ou d’une autre, dans toutes les sociétés, de leur base communautaire jusqu’à leur sommet [[509]](#footnote-509) .

À ce propos, le linguiste et philosophe « déconstructiviste » Jacques Derrida (1930-2004) rappelle justement ceci :

« Toute culture s’institue par l’imposition unilatérale de quelque “politique” de la langue. La maîtrise, on le sait, commence par le pouvoir de nommer, d’imposer et de légitimer les appellations [[510]](#footnote-510). »

Donc : thème immémorial, valable pour toutes les civilisations du monde, et aussi, débat de longue durée entre les générations intellectuelles, que partagent inévitablement tous les travaux historiographiques, anthropologiques, pré- et protohistoriques, tant en ce qui concerne la langue orale que la langue écrite, sur le plan de l’émergence des civilisations du monde entier [[511]](#footnote-511).

Or, chacune d’entre elles a orchestré sur ce plan des choix différents. Les corpus lexicaux et la syntaxe qui les articule ont donné lieu à un nombre important de scénarios rendant les comparaisons difficiles, d’une langue à l’autre.

Là, l’ouvrage de référence du polytechnicien-ingénieur encyclopédiste Michel Malherbe, écrit avec Serge Rosenberg, *Les Langues de l’humanité*, nous est d’un grand secours. En effet, il dresse un état des lieux du problème, à la fin du XXe siècle, et classe de façon spectrale, à la façon de Linné ou de Buffon, en « familles », les quelque trois mille langues encore parlées à ce jour, au-delà de toutes celles disparues tant appréciées des derniers « chasseurs de langues ». Cela dit, à l’instar de l’immense linguiste-historien, comparatiste par excellence, que fut Georges Dumézil [[512]](#footnote-512), qui, lui, parlait près de dix-sept langues vivantes ou mortes, cherchait à protéger celles en train de disparaître et parlées par une seule personne survivante de génocides culturels impulsés par la politique, à quelque endroit du monde. Sans parler, dans la brillante succession de Dumézil, du « phénomène » Claude Hagège, professeur au Collège de France, polyglotte parlant et comprenant plus de cinquante langues [[513]](#footnote-513) !

Langues unificatrices, langues dissidentes, langues bannies, langues mortes jalonnent ainsi notre histoire. Langues parlées, langues écrites, langues vernaculaires, langues en voie de disparition, langues officielles : nous pouvons pressentir que derrière les mots se cachent des pressions politiques, des enjeux économiques, des tentatives d’hégémonie culturelle, des soulèvements… et parfois même des poèmes immémoriaux qui traversent les siècles.

L’importance de la langue dépend, académiquement parlant, d’un sujet d’étude multiple : philologie, linguistique, grammaire, rhétorique, lexicologie, sémantique… Mais il est aussi politique.

Les remarques qui suivent ne prétendent pas empiéter sur les domaines de spécialités compétentes, de disciplines fermées sur elles-mêmes. À la croisée des sciences que la bureaucratie académique divise et disperse inutilement, nous nous proposons d’aborder un cas particulier : la façon dont la langue latine a évolué. En insistant, d’un point vu politologique comparatiste, sur la façon dont se sont instituées, configurationnellement parlant, de façon évolutive, les relations entre langue et pouvoir.

En effet, le latin, langue idoine émanant de la puissance de l’Empire romain puis de l’Église catholique, *ex post*, face aux idiomes des « indigènes » localisés déjà « travaillés » par des langues de pénétration ou de colonisations antérieures, via une colonisation élargie à tout le bassin méditerranéen et au-delà, considéré actuellement comme langue morte, dispose d’une place à part dans la culture occidentale. Comment expliquer ce phénomène, cette langue n’en finissant pas de mourir ?

C’est bien ce que prouvent les discussions et polémiques provoquées par la modification de la place du latin et des langues anciennes dans l’enseignement actuel. Ce sujet a été abordé notamment par la grande philologue et historienne de la Grèce antique, Jacqueline de Romilly (1913-2010). Celle-ci, qui a fondé une association « Sauver les lettres », sur le *net*, s’est battue pour défendre ce que l’on appelle « les humanités », c’est-à-dire la continuité de l’enseignement des langues culturelles fondamentales, dont le latin, en faveur des adolescents lycéens. Comment ne pas évoquer la richesse des ouvrages, notamment sur la démocratie athénienne, de celle qui fut aussi une grande traductrice internationale de l’œuvre de l’historien grec Thucydide (un des fondateurs des sciences humaines et sociales dans la Grèce du IVe siècle *a. c*). Fidèle dans son combat intellectuel, n’a-t-elle pas lancé cet appel fondamental, dans *Le Figaro* du 29 janvier 2004 :

« Pour m’en tenir aux deux options que sont le latin et le grec, il est clair que ces deux disciplines étaient, dès le principe, étroitement liées au français. Elles représentent le point de départ de notre langue et de notre culture ; ce sont nos racines. Ces deux langues étudiées assez tôt développent la compréhension de nos mots et de nos constructions ; or, l’on sait assez les difficultés que connaît aujourd’hui le français.

De plus, la crise des lettres en cache peut-être une autre. On oublie trop facilement, semble-t-il, que l’enseignement est aussi une formation de l’esprit, une formation du caractère, du jugement, de l’imagination – et une découverte des valeurs. Or, tout cela a commencé dans les civilisations antiques et s’y est exprimé de façon encore simple à travers des personnages qui nous touchent et sont porteurs d’un idéal humain. De plus cet idéal étant présenté sous une forme qui n’est pas purement nationale, peut faciliter les rapprochements entre des jeunes d’origines diverses. Bref, qui se trouvent à la base de nos catégories de pensée… »

En effet. Peut-on vraiment parler de « langue morte » quand, sans parler des mots latins « francisés », certaines expressions et certains mots sont utilisés tels quels de façon courante (maladroitement mis en caractères italiques par les éditeurs, comme si le latin était considéré comme une langue « étrangère » !) : « referendum », « ad hoc », « post mortem », « idem », *et caetera*… ? Cela alors que le latin (comme le grec ancien) est aussi depuis longtemps à la base d’une grande partie des terminologies scientifiques du monde entier, et fait toujours l’objet d’un grand nombre de publications universitaires ? Quand, en Belgique, à l’école *Schola Nova*, on le pratique encore comme langue vivante ? Quand on l’utilise parfois tagué sur les murs d’une ville (comme à Poitiers, le 10 octobre 2010 : « *Omnia sunt communia* ») ? Et quand certains auteurs, non sans arrière-pensées, proposent d’en faire la nouvelle langue commune d’une Europe entièrement fédérative unie à la Russie, à l’instar des siècles antérieurs ? Cette idée, provocatrice, émane de Gérard Dussouy, géopolitologue à l’Université de Bordeaux, qui écrit étrangement, dans son dernier ouvrage, *Contre l’Europe de Bruxelles. Fonder un État européen* :

« La question d’une langue commune, et non pas unique cela s’entend, enseignée et acquise parallèlement aux langues maternelles ou paternelles, ne peut pas être ignorée. Elle est même essentielle.

Son choix doit, à la fois, ménager tous les technocentrismes européens et protéger la diversité de la civilisation européenne de l’uniformisation mondiale. Ce qui ne serait pas du tout le cas avec le choix de la langue anglaise qui a néanmoins toutes les chances de s’imposer. Elle a commencé à le faire au sein des instances de l’Ue. Elle prédomine déjà par le biais du langage commercial et de l’hégémonie des médias anglo-américains.

Le latin, qui a toujours été la langue de l’universalité européenne, qui a véhiculé la pensée européenne jusqu’au XVIIe siècle, est en fait la seule alternative. Langue précise et concise, faite de réalisme et de solidité, le latin renvoie, bien entendu, au Romain, à son pragmatisme et à sa foi dans l’élan collectif. Ce dont les Européens auraient tant besoin dans un futur proche. Il est, de tous les langages, le mieux à même de rendre et de servir la souveraineté européenne [[514]](#footnote-514). »

Un problème surgit là cependant, même si la bande dessinée d’Astérix a montré la voie : l’auteur en question reconnaît lui-même que la maîtrise de la technologie a fait l’Europe [[515]](#footnote-515). Il faudrait alors adapter le latin ancien à la modernité technique (comment dirait-on en latin « avion », « fusée lunaire », « four à micro-ondes », « télévision », « briquet », « MP3 », *compact disc*… ?)… Ce qui n’est pas simple, reconnaissons-le.

Et il faut aussi se méfier d’un usage politico-symbolique à rebrousse-poil, projeté en « politique », d’un latin bizarrement ressuscité comme une momie égyptienne sortie de son trou…

En tout cas, ce parler et cet écrit extraordinaire restent assurément paradoxaux et uniques, à travers leur histoire conjointe. Nous sommes en effet en présence d’une des langues, disons, « indo-européennes » (pensons-là à Dumézil) de l’Italie. Celle-ci était originellement parlée dans le *Latium*, région centrale autour de Rome, alors principalement sous influence étrusque. Mais ce ne sont pas des considérations linguistiques qui ont fait qu’elle a prévalu sur l’ombrien, l’osque, le rhétique ou le vénète. Son ascension exceptionnelle est évidemment liée à l’histoire de Rome, monarchique, puis républicaine, puis impériale, cité au destin unique remarquablement située sur le Tibre à l’emplacement d’un gué (cf. l’expression célèbre et orgueilleuse : *Ab Urbe condita*, « depuis la Fondation de Rome »).

Portée par le pouvoir politique, mais aussi, travaillée par le droit qui en fit « son » mode d’expression écrit, puis relayée par le pouvoir religieux de la chrétienté, cette langue symbolisa ensuite la formation et la pratique d’une élite intellectuelle théologique, littéraire, mais aussi scientifique sur un large territoire, méditerranéen et extraméditerranéen. Ne fut-elle qu’un instrument imposé à tous par des lois écrites (cf. l’importance du droit « écrit », invention des Romains, par rapport au droit « coutumier » et oral), réservé à certains privilégiés ? Comment a-t-elle pu se maintenir pendant plus de deux millénaires sous des régimes politiques si différents ? Que peut-on retenir du statut de langue officielle qu’elle exerça sur les 5 millions de km² de l’empire romain du IIe siècle, mais qui se résument aujourd’hui au 0,44 km² de l’actuel État de la Cité du Vatican, dont elle est la référence officielle encore, conservant ainsi sa dimension universelle via le catholicisme autour de Saint-Pierre de Rome et du Pape ?

I. La langue « de Rome »

Rome n’est pas qu’un mythe, mais une construction historique progressive et collective, produite par empilements successifs, à travers les fameux « hasards » de l’histoire.

Les grandes migrations indo-européennes ont atteint l’Italie en deux vagues distinctes : la première, les Protos latins, se situe au IIe millénaire avant J.-C., la seconde arrive un peu plus tard. Rome est la ville légendaire dont le nom est la compression des deux jumeaux fondateurs de 753 *a. c.*, Romulus et Rémus. À cette date, le latin se trouve au contact du sabellique, dialecte osco-ombrien des Sabins, et de l’étrusque. La cohabitation des trois langues semble s’être poursuivie sans encombre pendant la domination étrusque comme le montre la présence de textes contemporains (le premier document latin qui subsiste de nos jours date du Ve siècle *a. c*. Il est apposé sur une fibule en or).

Parallèlement, les Grecs, par voie maritime, s’implantent dans le sud de l’Italie et en Sicile, ainsi que dans de nombreux ports. Rome, comme les autres grosses villes de l’époque, est une cité libre qui s’organise en confédérations de cités au gré d’alliances commerciales. Du VIIIe au Ve siècle av J.-C., la ville est dirigée par des rois étrusques qui vont implanter les bases religieuses et juridiques de la civilisation romaine. En 509 *a. c.*, le peuple romain chasse le dernier roi étrusque, Tarquin le Superbe. Dès lors, les Romains s’organisent en république et s’allient avec d’autres cités latines pour repousser les Sabins. L’invasion gauloise, de courte durée, aboutissant au sac de Rome par Brennus vers 370 *a. c.*, marquera de façon définitive la fin de l’hégémonie étrusque sur la région. Après le départ des Gaulois, Rome devient la ville la plus importante du Latium. Par des jeux d’alliances en tous genres, des colonisations ou des guerres, elle va progressivement contrôler la péninsule au IIIe siècle *a. c.*, avant de poursuivre son expansion maritime et continentale jusqu’au règne d’Hadrien (76-138 après *p. c.*).

Dans ce contexte, le latin est avant tout une langue de conquête au service d’un pouvoir qui s’étend et doit s’organiser : le droit et l’abstraction juridique de portée universelle y a une place plus importante que la littérature [[516]](#footnote-516), et ce, d’autant plus que, sur le plan culturel, les Romains restent très dépendants de l’apport grec. Ce ne sont point, au départ, en apparence, des théoriciens intellectuels, mais en tout cas, au moment de la crise que la ville et ses institutions vont connaître entre le IIe et le Ier siècle *a. c.*, ils se sont ressaisi, développant alors un sens aigu de la synthèse et de l’analyse empirique, passant en quelque sorte du « *logos* » grec au « *ratio* » romain, en valorisant la vulgarisation et la diffusion du savoir de façon livresque et encyclopédique. Ouverts sur le monde méditerranéen et « européen » du Nord (si l’on peut dire), en intégrant tous les citoyens italiens dans la citoyenneté, et peu à peu les peuples barbares conquis, les élites intellectuelles romaines vont connaître ce que Claudia Moatti a brillamment démontré dans « un livre d’histoire sur la pensée d’un siècle » : une véritable révolution intellectuelle constituant ainsi « La Raison romaine », à savoir un esprit de rationalité, de classification, d’intelligence de l’intelligence, portée par la langue latine, précisément, ouverte désormais sur le monde [[517]](#footnote-517). La classe dirigeante va se poser ainsi de nouvelles questions, élargir son univers intellectuel, s’interroger sur la « romanité », précisément. L’ouvrage de Claudia Moatti nous interroge ainsi sur ce siècle romain des « Lumières » :

« Comment penser lorsque les valeurs anciennes et les institutions vacillent ? Comment constituer un État, une mémoire à partir d’une multitude de peuples et de cultures ? Contre l’éclatement, le désordre et la crise, les Romains en appellent à la Raison, tout à la fois norme, principe de pensée, méthode d’organisation et de classification, ils découvrent la critique, la pluralité, l’abstraction, cherchent des catégories générales susceptibles de quadriller le réel et d’en appréhender la diversité. C’est dans cette création de formes, dans la construction d’un ordre logique et universel, recouvrant sans les détruire les singularités historiques, que s’impose la modernité de Rome ».

N’oublions pas non plus que l’aristocratie de Rome parle et lit le grec. Les auteurs romains sont naturellement influencés par cette société qui a inventé tous les genres littéraires : épopée, poésie, comédie, tragédie, récits historiques et géographiques, biographie, philosophie, travaux scientifiques…

Et la littérature n’est pas en reste. Elle est à l’image de la société romaine du temps, nous explique René Pichon :

« Les poètes ou historiens sont en même temps citoyens ; ils remplissent une fonction ; sans parler de Tite Live d’Horace, de Virgile, ces préoccupations nationales s’imposent aux plus indifférents, aux mondains comme Properce et Ovide ; bon gré mal gré, il faut qu’ils s’arrachent à leurs passions pour chanter la gloire de Rome. Esprit pratique, instinct conservateur, caractère impersonnel, ce sont surtout des qualités de gouvernement. C’est vers cette tâche que sont tournées toutes les forces de l’activité nationale et l’originalité de la littérature latine est qu’elle s’associe pour sa part à cette œuvre [[518]](#footnote-518). »

Cet historien de la littérature latine précise encore :

« Ici, c’est l’esprit romain, esprit de conquête et de gouvernement, envahi par l’idéal artistique des Grecs, puis par l’idéal religieux des chrétiens, modifié par eux et le modifiant à son tour, et aboutissant, après une longue suite d’actions et de réactions, à cette fusion intime d’où est sortie la civilisation moderne ».

Alors que la langue littéraire est en osmose totale avec le pouvoir en place, la latinisation des territoires conquis qui s’ensuivit, ne fut ni planifiée, ni forcée. En Italie, elle fut presque totale dès le Ier siècle *a. c.*, avec toutefois un maintien du grec dans certaines régions et auprès des lettrés, chez qui il jouissait d’un prestige culturel important. Dans le reste de l’Empire, les Romains, minoritaires, étaient très tolérants vis-à-vis des populations autochtones et l’imprégnation linguistique ne fut pas le résultat d’une contrainte politique, mais resta liée aux échanges naturels résultant de la nécessité de communiquer avec l’occupant et au prestige culturel dont Rome jouissait [[519]](#footnote-519). La romanisation se fit progressivement sur plusieurs siècles, car elle supposa, comme le précise Eugeen Roegiest, trois stades : « l’apprentissage de la langue étrangère, le bilinguisme et l’abandon de la langue maternelle ».

Selon Günter Reichenkron [[520]](#footnote-520), sept facteurs auraient permis cette romanisation indolore (si on la compare, ne serait-ce qu’à l’apprentissage du Français à l’école au début du XXe, où l’on punissait les enfants parlant « patois », c’est-à-dire leurs langues régionales, lors des récréations pendant l’École « républicaine »). Les plus significatifs sont l’enrôlement des peuples conquis, la soumission au droit civil romain et à l’administration romaine, l’expansion du réseau routier favorisant les échanges commerciaux, l’éducation et les écoles permettant de participer à la vie publique.

La place de l’écrit dans la civilisation romaine a sans doute aussi beaucoup joué en faveur du latin. Vers – 450 *a. c.* –, les tribuns de la plèbe obtiennent que la loi soit écrite, à la façon d’Athènes, pour plus d’équité : douze tables en bronze sont gravées à cet effet et servent dès lors de référence sur le *forum*. Les caractères latins sont des capitales inspirées des lettres grecques et reprenant quelques caractères étrusques. Leur graphisme simple, lisible accompagne le citoyen romain dans la vie quotidienne comme en témoigne le nombre de pierres gravées qui nous sont parvenues.

Les textes écrits s’étalent alors partout : sur les monuments, les arcs de triomphe, les stèles, « avec des inscriptions exaltant la victoire des légions. L’écriture lapidaire pour les Romains était un instrument de propagande rendant présente aux esprits la puissance de Rome et la soumission des vaincus », comme l’explique Ladislas Mandel [[521]](#footnote-521). Cette écriture était d’autant plus importante que les peuples conquis n’en avaient pas ou peu (César note dans ses *Commentaires sur la Guerre des Gaules* que les vers appris auprès des druides ne doivent pas être écrits). Ainsi le latin parlé et écrit se propagea dans une partie très conséquente de l’Europe et dans les pays bordant la Méditerranée.

Mais cette romanisation « douce », liée aux contingences économiques, au pouvoir administratif et à la carence scripturale des conquis, aurait-elle pu se pérenniser et survivre au déclin de l’Empire romain sans la chrétienté, qui utilisa intelligemment le latin comme moyen de communication universel ?

II. La langue du pouvoir spirituel  
de l’Église catholique de Rome

Le fait que la Judée ait été une province romaine au moment de la mort du Christ et que Pierre, apôtre de Jésus soit, selon la tradition, allé prêcher à Rome dont il aurait été le premier évêque, ont créé d’emblée un lien entre la chrétienté et l’Empire romain. La place du latin dans ce contexte allait s’élargir en plusieurs étapes, souvent en conjonction avec le pouvoir politique de la configuration concernée.

II.1. Le latin des premiers chrétiens d’Occident

Le message de la chrétienté après avoir quitté la Palestine fut tout d’abord formulé dans la *koinè* grecque, langue internationale des « exilés » de l’époque, particulièrement utilisée en Orient, mais aussi dans les ports de l’Occident avec quelques emprunts à la langue hébraïque, à savoir l’araméen. Les premiers convertis sont des hommes persécutés, certes, mais qui ont à cœur de transmettre leur message malgré les risques encourus. Ils ne se contentent pas de la transmission orale. Des textes chrétiens latins apparaissent au IIe siècle en Afrique du Nord, avec les Actes des martyrs de Scilli et la Passion des saintes Perpétue et Félicité. Sur le continent, ce sont les traductions initiales de la Bible et des textes chrétiens originairement écrits en grec comme l’épître de Saint Clément [[522]](#footnote-522).

Ces premiers textes, selon Christine Mohrmann, sont ceux d’un groupe de chrétiens dont le latin n’était pas classique (les premiers adeptes étaient des gens simples des villes). Il s’agit d’un latin « vulgaire », loin du latin littéraire, mais proche de celui du peuple. Il se voulait être de surcroît la plus fidèle traduction des textes grecs : on recherchait plus le sens que la forme. Ces textes en latin vulgaire, aux expressions pittoresques, étant la parole de Dieu, se sont vite figés pour devenir les tournures consacrées par l’usage ecclésiastique. Beaucoup de néologismes et de forgeries sont apparus pour rendre en latin les idées abstraites des textes grecs et le vocabulaire technique spécifique lié à la religion chrétienne, comme *apostolus*, *ecclesia* (lat. chrét. *ecclesia*, emprunté au grec *εκκλησια*, assemblée de citoyens), *evangelium*, *baptisma*… Des mots latins sont détournés de leur sens premier, comme par exemple *sacramentum*, qui est au départ le serment du légionnaire romain. De même des mots sont empruntés au grec comme *επισκu*, du latin chrétien *episcopus*, « surveillant, inspecteur, supérieur, chef, chef de communauté chrétienne, évêque », emprunté au grec *επισκοπος*, « gardien, surveillant, magistrat », avant de signifier « chef ecclésiastique, évêque ». L’écriture sur *codex* et non plus sur rouleaux comme c’était le cas de la *Torah* rend les textes plus accessibles.

II.2. Quand le latin devient la langue officielle  
de l’Église catholique et du regnum francorum

Alors que le grec restera la langue des chrétiens d’Orient, le latin s’imposera progressivement en Occident. C’est le pape Damase Ier, au IVe siècle, qui entérina le latin comme langue de l’Église d’Occident en demandant à saint Jérôme de faire une traduction officielle de la Bible appelée plus tard vulgate, et faisant suite aux « *ueteres latinae* » des premiers siècles. Les chrétiens des IVe et Ve siècles, plus instruits que leurs prédécesseurs, retourneront vers un latin plus classique et plus littéraire, comme c’est le cas de Saint Ambroise dans la création d’une poésie chrétienne ou de saint Augustin dans ses prédications.

La période des IVe et Ve siècles est d’ailleurs un moment clé pour la langue latine. En 312, Constantin, empereur d’Orient et d’Occident, se convertit, on le sait, au christianisme, ouvrant au moins provisoirement l’aire du christianisme en tant que religion d’État. En 406, notons que ce furent les invasions barbares, en 476, la chute de l’Empire romain, puis en 496, Clovis roi des Francs, qui se convertit au catholicisme. Cette époque troublée est capitale : d’un côté nous avons l’Empire romain, trop grand, difficile à gouverner et appuyé par les nouveaux chrétiens. De l’autre, le christianisme, lui aussi en proie aux premiers schismes, dont l’arianisme. À la fin du Ve siècle les jeux sont faits : l’Empire romain n’est plus, le christianisme a assis son pouvoir. Le latin va alors devenir, en fonction de ces circonstances politiques, la langue officielle du christianisme occidental, tandis que l’arianisme de langue grecque entre dans un inéluctable déclin.

Vecteur de l’institution impériale, le latin va devenir progressivement celui de l’institution ecclésiale. Du fait de la concomitance temporelle et spatiale, la transition s’opère insensiblement, favorisée par la conversion de Constantin. Les deux institutions ont de fait la même ambition expansionniste et l’Église naissante va largement profiter de la diffusion du latin dans le territoire de l’Empire pour étendre son emprise, suivant en cela l’Évangile de Marc 16, 15 : « *Allez dans toute la terre et prêchez l’Évangile à toutes les créatures* ».

La langue s’est adaptée, à la fois abâtardie face au latin classique, mais aussi enrichie d’un vocabulaire spécifique. En tout cas, elle va permettre une continuité administrative et juridique entre les institutions, au point que les mêmes termes sont parfois utilisés. Le « diocèse », désigne à la fois une circonscription administrative romaine et une circonscription ecclésiastique, de même que le titre de « vicaire », qui correspond à l’homme qui la gérait chez les Romains, se retrouve chez les chrétiens, *idem* pour le terme de « curie »…

Les « invasions barbares » du Ve siècle auraient pu mettre fin à cette continuité, car elles attaquaient à la fois l’empire et l’Église catholique, les rois goths étant, soit païens, soit convertis à l’arianisme. De plus, sur le plan linguistique, les dialectes des envahisseurs divergeaient radicalement du latin. La conversion, le baptême et le sacre de Clovis par Saint Rémi ont empêché ce scénario. Par ces actes, le roi des Francs s’est attiré les faveurs des Gallo-Romains et notamment de la classe sénatoriale. Le petit royaume franc, cantonné jusque-là au nord de la France, va sans difficulté pouvoir s’étendre au Sud, en Gaule. L’empereur d’Orient, Anastase, a entériné cette expansion franque en décernant à Clovis les insignes consulaires, signe du plus grand souverain d’Occident.

Jusque là, la monarchie mérovingienne était élective au sein de la famille du roi, et l’assemblée des guerriers pouvait déposer le roi pour désigner un remplaçant. Le baptême et la consécration du sacre par saint Rémi, enjolivé de la légende de la sainte ampoule, modifièrent la nature du pouvoir royal. Dès lors Clovis fut le premier roi de droit divin ; la monarchie devint héréditaire par descendance directe. Le latin reçut implicitement une double accréditation : celle de l’Église, mais aussi celle de la monarchie franque, car l’administration mérovingienne avait été confiée aux Gallo-Romains, au sein de *ministeria* sous la tutelle des comtes francs et l’espace territorial des anciens évêchés et des anciennes villes. L’administration traita désormais des affaires juridiques, financières, fiscales, en calquant son organisation sur celle des Romains. Et les anciennes *civitae* romaines furent dès lors divisées en un réseau de « pagi », le *pagus* étant lui-même subdivisé en « centaines », vicairies et bans. Les Francs empruntèrent aux Gallo-Romains les clercs, comme la langue officielle, le latin.

Aucun texte en langue franque ne laisse supposer une quelconque activité scripturale en dehors du latin, ce qui ne veut bien sûr pas dire que cette langue était le seul mode d’expression. Les textes en langues vulgaires des XIIe et XIIIe siècles laissent au contraire supposer l’existence de nombreux dialectes régionaux concomitants.

Quant à la production littéraire en langue latine, elle se réduit presque exclusivement à des textes religieux dans un premier temps. C’est l’époque des Pères de l’Église d’Occident, qui ont fixé définitivement le catholicisme face à « l’hérésie » discutée et supposée. Saint Hilaire, ouvrages contre l’arianisme, Saint Ambroise qui par ses tournures montre une fusion entre l’esprit romain et l’esprit chrétien, Saint-Jérôme avec la « vulgate », Saint Augustin avec *La Cité de Dieu*… Alors que la littérature latine de l’Empire exaltait la grandeur de Rome de façon un peu figée, le latin de la chrétienté se montra novateur par le style comme par la forme ou le contenu : la Bible et la foi en Dieu sont source de poésie (Commodien, poète entre le IIIe et le Ve siècle) et de recherches érudites (Saint Jérôme). Des historiens chrétiens apparaissent dans la période que les historiens appellent « l’antiquité tardive » [[523]](#footnote-523) : Boèce, Grégoire de Tours, tandis qu’avec Isidore de Séville, un siècle plus tard en Espagne, c’est la culture scientifique qui est revisitée. Son œuvre majeure, *Étymologies* (*Etymologiæ*) est constituée de vingt livres, il faut aussi mentionner le *De natura rerum*, traité d’astronomie, de météorologie et de géographie, dédié à Sisebut, roi des Wisigoths (612-621) et le *Liber numerorum* (théorie des nombres)…

III. Le lien entre latin et pouvoir est maintenu,  
malgré l’émergence des langues vernaculaires

III.1. L’apport et le renouveau carolingien

Avec *Carolus Magnus*, dit Charlemagne en français, le latin prend une importance encore inédite. Alors que les peuples européens s’expriment au quotidien dans des dialectes distincts, comme le prouvera en 842 le serment de Strasbourg, le latin est l’objet de directives impériales précises qui vont pérenniser l’emploi écrit de cette langue pour plusieurs siècles.

Les titres latins de Charlemagne sont éloquents : *rex Francorum et Langobardorum* ainsi que *patricius Romanorum* en 774, *imperator romanorum*, le 25 décembre 800 par le pape Léon III, « adoré » aussitôt par le pape selon le cérémonial aulique adopté au temps de Dioclétien de l’*adoratio purpurae* qui rendait divin tout ce qui touchait à l’empereur (maison, rescrits et même les impôts !). La réunion parfaite des pouvoirs politiques et religieux de l’empire carolingien se fait à travers le latin, langue unificatrice.

Cependant les choses sont plus complexes, car Charlemagne était de culture tudesque (germanique), mais parlait le latin, sans toutefois l’écrire. Il était partagé entre le désir de promouvoir la langue vulgaire comprise du peuple et conserver la beauté et la clarté de la langue latine. Selon Eginhard [[524]](#footnote-524), biographe de Charlemagne, le roi composait une grammaire et un recueil de poésies tudesques remplaçant les mois latins par ceux de cette langue. Néanmoins il donne clairement la priorité au latin dans le capitulaire de 789 *Admonatio generalis* qui constitue une sorte de constitution de l’époque. Dans le chapitre 72, les prêtres sont incités à fonder des écoles où les textes seront transcrits sans erreur et où les enfants pourront apprendre à lire. Par delà l’apprentissage des textes religieux, Charles vise à créer des clercs capables de rédiger des rapports et d’appliquer ses directives administratives, or le latin classique est le meilleur garant de ces messages dans un pays où coexistent plusieurs langues. En 794, dans la *litteris colendis* (*De la culture littéraire*), il demande à l’abbé de Fulda d’insister sur la culture littéraire. Il veut créer des écoles dans tous les monastères et évêchés du royaume. En 803, il invite les parents à envoyer les enfants à l’école.

Charlemagne est secondé dans sa démarche par Alcuin qui a enseigné à l’école palatale le *trivium* (grammaire, rhétorique, dialectique) et le *quadrivium* (arithmétique, musique, géométrie, astronomie) qui constitueront les fondements des deux niveaux d’étude de tout le « Moyen- Âge ». Alcuin a un rôle prépondérant sur les copistes des monastères à qui il fixe des règles strictes :

« Qu’ils cherchent des livres corrigés avec soin, que leur plume exercée suive bien la ligne. Qu’ils séparent les sens en marquant les membres des périodes et les incises. Qu’ils mettent les points à leur place [[525]](#footnote-525)… »

Il participe à la mise en place d’une réforme calligraphique majeure : la « caroline », minuscule plus aisée que les lettres latines. Cela dit, même si la typographie resta encore continue dans les modes d’écriture, ne distinguant point encore, avant d’ailleurs la grande révolution de l’imprimerie, les paragraphes, les points, les virgules. Cela sera le fait de la « Première Renaissance » du XIIe siècle, qui introduira « la transparence » dans les textes (*illuminatio*), comme elle le fera dans l’architecture des Églises devenues soudain « gothiques », symétriques dans leur configuration spatiale, ce que montre l’ouvrage d’Erwin Panofsky, *Architecture gothique et pensée scolastique* [[526]](#footnote-526).

III.2. La reconnaissance des langues vernaculaires

Les efforts de Charlemagne pour soutenir le latin ne freinent cependant pas l’évolution naturelle des langues vulgaires et lors du capitulaire de Tours en 813, les évêques assemblés, constatant que la majorité des fidèles ne comprend plus le latin, décident de traduire les homélies en langue « rustique ». Dès lors, des traductions de la Bible commencent à apparaître en « tudesque », parallèlement aux premiers textes littéraires en langues vernaculaires : le cantilène de sainte Eulalie en langue romane dès 881, et en tudesque le *Ludwigslied*, poème à la gloire de l’armée franque. En 842, les *Serments de Strasbourg*, rédigés par les petits-fils de Charlemagne : l’un en langue romane (*romana lingua*) et l’autre en langue germanique (*teudisca lingua*, langue francique rhénane), qui constituent les premiers actes politiques n’utilisant plus le latin.

Résumons-nous. À l’aube du second millénaire, cette langue de conquérants disparaît pourtant. Elle s’était infiltrée en fait dans tout l’Empire romain et l’avait profondément marqué. Proposant un cadre administratif et juridique écrit à des peuples qui n’en avaient point, elle ne se maintint que dans l’ensemble de la partie occidentale de l’ancien Empire et qu’en raison de l’arrivée du christianisme, qui l’utilisa comme langue véhiculaire missionnaire.

Sur le plan sémantique, on peut dire qu’une partie du latin administratif servit de substrat au latin ecclésiastique, le pouvoir du second se trouvant renforcé par la pérennité institutionnelle du premier. Les invasions barbares des Ve et VIe siècles accentuèrent l’écart entre le latin parlé et le latin écrit. Elles auraient précipité l’abandon du latin, si le pouvoir était resté païen.

Avec la conversion de Clovis au christianisme, on assiste à un renversement de la situation. En effet, le pouvoir politique s’appuie cette fois sur le pouvoir religieux pour créer un concept nouveau : le roi « de droit divin ». Le latin, qui s’est affirmé dans les textes des Pères de l’Église, a servi de ciment au pouvoir politico-religieux. Au IXe siècle, la formation de l’empire carolingien a marqué une nouvelle étape, Charlemagne prenant conscience des décalages linguistiques. Le langage populaire, mais aussi celui des clercs s’écarta de plus en plus du latin classique. Conscient de l’importance d’une langue véhiculaire commune pour faire exécuter ses directives par le biais des *missi dominici*, le nouvel « empereur romain » à l’ancienne, qui siégea pourtant à Aix-La-Chapelle (non plus à Rome, marque d’un basculement important de l’Occident), mit en place une politique scolaire élargie à tout son Empire, pour rétablir un « latin pur ». Cette tentative se révéla être un double échec, entériné sur le plan religieux en 813 par l’introduction des langues vernaculaires à l’Église, et sur le plan politique, par le serment de Strasbourg, premier acte officiel du pouvoir écrit en langue romane et en tudesque plutôt qu’en latin. La rupture avec l’oralité populaire allait marquer une nouvelle phase dans l’histoire de la langue.

IV. Du pouvoir religieux du latin  
à la lingua franca des intellectuels.

Et bientôt, l’on parle de « latin de cuisine », de « bas latin », ou de latin « pour la soldatesque »… Tandis que les langues émergentes commencent à se fixer par écrit et que les peuples d’Occident abandonnent jusqu’à ne plus le comprendre le latin, ce dernier restant néanmoins pendant plusieurs siècles un élément fondamental de domination politique et culturelle, au sens large du terme, prisé par les élites sociales. Cette séparation avec la langue parlée va induire différents clivages dans la société médiévale, qui auront des retentissements jusqu’à nos jours.

IV.1. La période « médiévale » :  
une présence implicite du latin aux côtés du pouvoir

Si à partir des serments de Strasbourg bon nombre de décisions se prennent et sont écrites en d’autres langues que le latin, celui-ci est resté un instrument indéniable du pouvoir. Sa présence et son influence sont imbriquées dans la sphère de plus en plus importante des langues vernaculaires, c’est-à-dire parlées par les « indigènes » d’un pays, contrairement aux langues véhiculaires.

Comme le montre Pascale Bourgain, linguiste et médiéviste, de l’École nationale des Chartes :

« Depuis 800 ou un peu plus tard d’après les pays, pour une majorité de la population en Occident , le latin, c’est bien la langue des autres, ceux qui ont le pouvoir, le savoir, la maîtrise des outils de communication qui servent dans des circonstances précises [[527]](#footnote-527). »

Cette membre de l’Académie des Inscriptions et Belles Lettres distingue de façon spectrale plusieurs niveaux de langue : le latin d’usage, le latin plus ou moins assimilé par répétition, le latin de ceux qui manient les textes juridiques et celui de ceux qui le considèrent comme une langue de créativité. Le latin n’est pas considéré au Moyen Âge comme une langue étrangère, ce qui est le cas du grec ou de l’hébreu. C’est une langue de l’art, mais pas de la nature qui interagit encore avec les langues vernaculaires.

Le latin devint donc un critère social de supériorité, impliquant presque toujours un rapport à l’écrit. Il fut l’apanage des gens d’Église, des puissants et des « travailleurs intellectuels » : les clercs, les notaires transcrivaient en latin les différends exprimés en langue vernaculaire par leurs clients instantanément… La classe dirigeante : haut clergé et puissants laïcs l’utilisaient dans les pourparlers diplomatiques (il resta longtemps la langue diplomatique par excellence) et les entrevues avec les responsables des autres pays. Certains le possédaient parfaitement comme l’abbé Suger de Saint Denis, d’autres ayant obtenu leur charge par privilège de naissance étaient peu à l’aise en latin comme le signale Géraud de Barri au XIIe siècle, mais leur secrétaire ou leur chancelier suppléaient à leur carence.

N’étant plus langue maternelle, le latin nécessita dès lors un apprentissage : les écoles monastiques et les écoles épiscopales remplirent cette fonction, la prise en charge des élèves devait être gratuite, mais bien souvent des contreparties étaient consenties quand l’enfant n’était pas confié par la famille pour devenir moine. On ne peut néanmoins pas parler de démocratisation du latin, on peut juste dire qu’il était accessible pour peu qu’on désirât entrer dans les ordres ou qu’on pût se payer un précepteur. Il n’y avait pas à proprement parler de ségrégation : l’ascenseur social était ouvert. Mais cela, dans les limites de la scolarisation des époques successives, notamment concernant les classes populaires, de même que dans l’apprentissage de la lecture, liée à la diffusion des livres, en tant que tel, très limité, en tant qu’objets rares de pouvoir, jusqu’au XVIe siècle, au moins.

Le latin « des pouvoirs » en place, n’était vraiment au cœur des enseignements comme langue de communication qu’à l’université, réservée à peu de monde. Les premières furent fondées fin XIe et début XIIe : université de Bologne en 1088, d’Oxford en 1167, de Cambridge en 1209 et de Paris en 1215. Elles furent suivies dans toute l’Europe d’une quarantaine d’autres jusqu’au XVIe siècle. Ces institutions d’un type nouveau, qui rompaient avec la tradition des monastères implantés souvent au plein cœur des campagnes, illustrent la montée du pouvoir des villes, des cathédrales autour des archevêques influents à Rome. Le Pape, aidé par leur vigilance, tenta de contrôler pendant des décennies le contenu des enseignements de ces « superstructures » intellectuelles, qui constituèrent rapidement des enjeux, tant pour les pouvoirs royaux (en France surtout), que pour les pouvoirs municipaux [[528]](#footnote-528).

Ces « universités », confréries associatives d’étudiants et d’enseignants, au départ, réunissaient souvent des élèves de différentes « nations » qui se regroupaient pour parler leur langue maternelle, mais, le latin était la langue dans laquelle étaient dispensés les cours et dans laquelle se réalisaient les exercices, les « *disputationes* », les fameuses soutenances de thèses devant les hiérarchies universitaires réunies, en grand uniforme en termes d’habillement. Le nom de « Quartier latin » à Paris trouve ici son origine, ceci étant dit, au passage.

Mais si l’accès au latin était ouvert, il n’en demeurait pas moins un outil actif du pouvoir religieux et politique assurant une cohésion verticale à travers les lieux et les siècles. Cette cohésion était sémantique, visible au quotidien et intégrée dans un réseau.

La cohésion sémantique est la moins visible, mais sûrement la plus profonde, car inconsciente. L’approche diachronique du latin et du passage du latin au français est particulièrement révélatrice. Comme nous l’avons évoqué à l’avènement du christianisme dans le monde romain, un certain vocabulaire était apparu, tantôt issu du grec, tantôt de l’hébreu tantôt des mots latins qui avaient changé de sens. Parmi ces derniers, le mot dominus doit retenir notre attention. Chez les Romains il désignait le maître. Le droit romain reconnaissait le titre de *dominus rei* à celui qui était investi de la propriété romaine sur une chose (le *dominium*). Le titre de *dominus* se donnait aussi dans l’usage comme une appellation honorifique. Le choix du mot *Dominus* pour désigner Dieu (*in nomine Domini*) par les premiers chrétiens concentre *de facto* sur ce mot la notion de possession temporelle, de droit et d’honneur. Ce choix qui pourrait sembler fortuit ne l’est pas, car on le retrouve huit siècles plus tard quand on passe du latin au français : *Dominus* est traduit par « Seigneur » en même temps que le seigneur devient le propriétaire de la seigneurie, ce mot devant lui-même être entendu avec les deux sens que souligne Georges Duby [[529]](#footnote-529) : la seigneurie foncière et la seigneurie banale. Le même processus se retrouve en anglais : Dominus est traduit par *Lord* (Bede 672-735). Comme en français, le mot lord [[530]](#footnote-530) a le sens religieux de Seigneur et le sens laïc de propriétaire d’un domaine. Le « *liege lord* » était la personne à qui un vassal devait allégeance, en d’autres termes le suzerain.

Après la conquête normande de 1066, le titre de « *Lord of the Manor* » était un titre féodal supposant une cour seigneuriale (manoriale court) qui avait droit de justice. La langue avait donc focalisé sur *lord* et bien que le mot ne soit pas latin les mêmes prérogatives que sur Dominus et seigneur. Toujours dans le même registre, en Allemand le mot *Herr* [[531]](#footnote-531) traduit le mot *Dominus* et la personne qui détient le pouvoir. D’un pays à l’autre, la langue sert ainsi pour le locuteur de vecteur inconscient au fil des siècles, de la cohésion entre pouvoir politique, pouvoir juridique et pouvoir religieux. On assiste à un recouvrement linguistique comparable et sûrement pas fortuit avec *universitas* qui deviendra « université » et qui a le même sens originel que « catholique » : *catholicus* (emprunté au grec *καθολικός* « général, universel »), comme si sur le plan sémantique le pouvoir religieux universel s’exprimait par un pouvoir intellectuel universel. Ce lien était d’ailleurs entériné dans les faits au Moyen-Âge où l’université de Paris avait obtenu son indépendance par une bulle papale de Grégoire IX qui stipulait clairement :

« Si quelqu’un ose y attenter (aux règlements) qu’il sache qu’il encourra l’indignation du Dieu Tout Puissant et des Bienheureux Pierre et Paul apôtres ».

Tout au cours du Moyen-Âge, le latin est le dépositaire des récits officiels des différents règnes comme de la croisade. Il est la langue des registres de la chancellerie royale concernant les fiefs, les enquêtes, les chartes, les communes [[532]](#footnote-532), mais il est aussi présent la vie quotidienne.

L’exemple de la monnaie est particulièrement intéressant à cet égard, car il cristallise en latin, souvent à lui seul pouvoir religieux et pouvoir politique.

On peut noter, en numismatique que l’écu d’or de Charles VII (1422-1461) comporte encore la mention FA / *Karolus dei Gra Francorum Rex*, avec l’écu de France… Autre témoignage de la présence du latin au quotidien, les phylactères des sculptures et peintures murales dans diverses églises.

Par delà sa fonction quotidienne au Moyen Âge, le latin est aussi l’outil des monastères qui malgré les distances et les moyens de déplacement de l’époque communiquaient entre eux de façon remarquable formant un véritable réseau à travers toute l’Europe, 500 rien qu’en Angleterre au XIIe siècle. Bénédictins, cisterciens, franciscains, grégoriens, dominicains disposaient d’ateliers d’écriture le scriptorium. Les manuscrits circulaient pour être recopiés. Les monastères abritaient aussi des savants comme Isidore de Séville en Espagne, le philosophe Roger Bacon en Angleterre, Bede le Vénérable théologien irlandais, Fra Mauro cartographe italien, ou Vincent de Beauvais qui écrivit le Speculum Maius, encyclopédie en trois parties : *Speculum Naturale*, *Speculum Doctrinale*, *Speculum Historiale*. Les découvertes circulaient en interne entre religieux, mais aussi par commandes. Des bibliothèques se constituaient et facilitaient les travaux. Une véritable communauté intellectuelle était au travail avec pour lingua franca le latin… mais sous l’autorité religieuse. Un pouvoir intellectuel sous surveillance comme le montreront quelques siècles plus tard la censure des travaux de Copernicus et les procès faits à Galileo Galilei.

IV.2. De la Renaissance aux Lumières

La période qui suit le Moyen Âge est pour le latin celle de l’entrée en disgrâce. Plusieurs facteurs entrent en jeu, à chaque fois sanctionnés par le pouvoir de façon irréversible, ils se situent sur les plans culturel, politique et religieux.

L’emprise culturelle du latin au Moyen-Âge est indissociable du pouvoir religieux, elle repose sur l’enseignement supérieur et sur le réseau monastique qui produit et diffuse le manuscrit, elle a l’aval du pouvoir politique qui lui-même consigne en latin l’historiographie de ses rois et la validité de ses monnaies. Mais, dès le XIe avec la *Chanson de Roland*, chanson de geste en anglo-normand attribuée à Turold, mais surtout à partir du XIIIe siècle cette suprématie est largement battue en brèche par l’émergence d’une littérature en langue vernaculaire. Littérature courtoise dont le *Roman de la Rose* [[533]](#footnote-533) est un témoin écrit reflétant toute une culture diffusée à l’oral par les trouvères et troubadours. Une littérature chevaleresque est aussi en pleine expansion à la même époque. Chrétien de Troyes est le meilleur représentant de ce mouvement avec *Erec et Enide*, *Lancelot ou le chevalier de la charrette*, ou encore *Perceval ou le conte du Graal*. Mais à la poésie courtoise et chevaleresque, il faut aussi ajouter un répertoire théâtral profane abondant avec les folies [[534]](#footnote-534) et les farces, [[535]](#footnote-535) mais aussi religieux avec les passions, les miracles [[536]](#footnote-536), les moralités.

Sur le plan du savoir, les croisades ont aussi révélé l’existence de la culture scientifique arabe. En mathématique comme en médecine, les avancées des musulmans (mais aussi des Juifs, grands traducteurs des langues orientales en latin – et vice-versa) ont incité les savants latins à s’ouvrir à la culture étrangère et en particulier à effectuer un retour sur les apports grecs. L’autre élément important, lié lui aussi aux croisades, est l’arrivée du papier en Occident, conjugué à l’invention de l’imprimerie par Gutenberg en 1440, il va révolutionner l’accès au savoir. Ces deux techniques deviennent opérationnelles dans toute l’Europe à partir de 1470 ; on comptait 200 ateliers rien qu’en Allemagne en 1500. Dès lors le livre n’est plus le monopole des monastères et de l’Église, il devient un objet fabriqué comme un autre ou presque par des laïcs. L’incidence pour le latin est grande, car le livre devient, si l’on peut dire avant la lettre, un objet de consommation soumis aux lois économiques de l’offre et de la demande. Or la demande en ce début de la Renaissance où les langues nationales se sont fixées n’est plus autant en faveur du latin. L’Église ne réagit pas contre ce monopole de fait qui lui échappe, car il permet aussi la diffusion à moindre coût dans toutes couches de la population des Écritures saintes et des missels.

À la pression économique va s’ajouter à la Renaissance une action conjuguée des milieux littéraires et des pouvoirs politiques pour favoriser les langues nationales au détriment du latin. En France, par l’ordonnance de Villers-Cotterêts du 25 août 1539, article 111 [[537]](#footnote-537), le roi François Ier impose le français comme langue de la justice et de l’administration, il consacrait ainsi le français au détriment du latin, mais aussi des langues oïl et langues d’oc et autres parlers en vigueur dans les provinces, jusqu’alors évoqués dans les ordonnances des rois Charles VII [[538]](#footnote-538), Charles VIII [[539]](#footnote-539) et Louis XII [[540]](#footnote-540).

Ce refus royal du latin dans le domaine administratif s’accompagne d’un rejet de cette langue par le milieu littéraire. Le mouvement de la *Pléiade* dirigée par Joachim du Bellay en 1545 s’intitule sans équivoque « *La Deffence, et Illustration de la Langue Francoyse* ». Pour Du Bellay, le latin comme le grec ne doivent pas remplacer la langue du pays, mais peuvent constituer des modèles intéressants pour enrichir notre vocabulaire. En d’autres termes le latin perd de façon officielle en quelques années une grande partie de son champ d’action.

Le pouvoir religieux va à son tour lui restreindre indirectement son emprise. L’Église qui était partie unifiée en terre sainte pour les croisades s’est progressivement enrichie, perdant l’idéal de charité et de pauvreté, elle est en butte à des critiques de plus en fortes qui aboutiront à des schismes. John Wyclif le premier en Angleterre en 1381 va s’appuyer sur la *Bible* pour étayer sa démonstration, il en fait une traduction en ancien anglais ; Jean Hus, à Prague défenseur de la culture slave, reprendra la thèse de Wyclif et finira sur le bûcher. Martin Luther, enfin, vers 1517, publie ses thèses, il s’appuie sur la *Bible* et les écritures, il est rejoint par Jean Calvin en 1530. Entre 1517 et 1520 plus de 300 000 exemplaires des écrits de Luther furent vendus. Ce grand schisme entre protestants et catholiques affectera toute l’Europe et aura une incidence directe sur le latin. Ce dernier perdra en grande partie son audience auprès des protestants. Le seul aspect positif de la Renaissance pour la religion chrétienne est la conquête des Amériques qui deviendra rapidement terre de missionnaires emportant dans leurs bagages le latin.

À la fin du XVIe siècle, le latin a perdu son emprise politique et son prestige littéraire face aux langues vernaculaires qui se sont progressivement fixées avec l’avènement de l’imprimerie. Le réseau intellectuel des monastères qui le pérennisait est en partie battu en brèches par la démocratisation du livre. Il reste encore cependant le vecteur international du savoir et outre-Atlantique des conversions… Les XVIIe et XVIIIe « Siècles des Lumières » constituent une période de rayonnement intellectuel de l’Europe. En France, c’est à la fois la fixation officielle de la langue avec la création de l’Académie française en 1635 par Richelieu sous Louis XIII et une incitation à la création artistique et à la recherche scientifique. La grandeur d’un peuple ne réside plus seulement dans ses conquêtes militaires ou dans sa défense d’une religion comme c’était le cas dans les siècles antérieurs, elle se situe maintenant dans les lettres et dans la connaissance scientifique. Porté par une volonté de prestige des cours européennes, on assiste à une montée en puissance du pouvoir intellectuel qui aboutira à la fois à la Révolution française et à la révolution industrielle. Les langues européennes sont alors plus nombreuses que de nos jours, l’unité nationale de l’Italie ni celle de l’Allemagne ne sont encore réalisées, or pour que les idées circulent, pour que les savants échangent, pour que les découvertes soient publiées, il faut un vecteur commun. Le latin est encore souvent choisi comme *lingua franca*. Kepler publie en latin ses découvertes astronomiques : *Mysterium Cosmographicum* en 1596, et lois dites de Kepler en 1609 dans Astronomia nova. L’anglais Francis Bacon publie son *Novum organum* en 1620, le néerlandais Huygens publie *Cosmotheoros*, *sive de terris coelestibus*, *earumque ornatu*, *conjecturae* à La Haye en 1698, Pascal en 1648 *Generatio conisectionum*, les recherches du mathématicien de Fermat paraissent en latin à Toulouse après sa mort [[541]](#footnote-541). L’importance de l’œuvre taxinomique en latin du naturaliste suédois Carl von Linné dans *Systema Naturæ* [[542]](#footnote-542) et dans *Species plantarum* traversera les siècles : sa nomenclature binominale [[543]](#footnote-543) pour les espèces animales et végétales est toujours employée. La correspondance entre tous les scientifiques de l’époque se fait souvent en latin [[544]](#footnote-544) à travers toute l’Europe. Des revues scientifiques en latin relaient les découvertes comme les *Acta eruditorum* à Leipzig en 1682. Tout le monde connaît le « *cogito ergo sum* » de Descartes dans le *Discours de la Méthode* écrit initialement en Français puis traduit en latin pour un public international et repris toujours en latin, en 1641 dans les *Méditations métaphysiques* [[545]](#footnote-545).

Mais le latin écrit là ses dernières lettres de noblesse, la langue nationale prend elle aussi sa part de l’édition scientifique : le *Journal de savants* est publié à Paris dès 1665, les *Philosophical Transactions* à Londres la même année.

IV.3. Une langue se meurt désavouée par le pouvoir

Du XIXe siècle à nos jours, le latin va progressivement perdre sa place dans l’éducation ainsi que dans les domaines religieux et scientifique. Jusqu’au XVIe-XVIIIe siècle en Europe, le latin eut encore une position de quasi-monopole [[546]](#footnote-546) dans l’éducation. Cette place se voit ensuite réduite à 40 % des horaires du secondaire jusqu’à la fin du XIXe siècle. L’introduction, en 1902, en France, d’une filière moderne sans latin ébranle cette domination, mais sans trop l’entamer, car moins prestigieuse. La véritable rupture a lieu lorsqu’Edgar Faure supprime le latin en sixième en 1968, puis le latin devient une simple option, sans plus de poids que les langues régionales comme le breton. Cette chronologie française se retrouve à l’échelle européenne avec quelques variantes locales, comme en Russie où les bolcheviks suppriment l’enseignement du latin en 1917.

Sur le plan religieux, la place du latin est là encore mise à mal. Le concile de Vatican II, de 1962 à 1965, sous l’égide de Jean XXIII va ouvrir une nouvelle ère. Tout se faisait en latin : la liturgie d’abord, mais aussi la théologie et le droit de l’Église. La langue du Concile lui-même était le latin. L’homélie, le sermon, les annonces étaient dans la langue du pays. Il en résultait un renforcement du caractère universel de l’Église, le chrétien qui voyageait retrouvait partout les mêmes grandes célébrations chantées. Le fait que très peu de gens comprenaient réellement les textes n’était pas ressenti comme une gêne, la présence sacrée du « mystère » en était plutôt renforcée. Les raisons du changement ont été théologales et pastorales, on s’appuya sur ce que dit Saint Paul :

« Je prierai avec mon esprit, mais je prierai aussi avec mon intelligence. Car si ton esprit seul est à l’œuvre quand tu prononces une bénédiction, comment celui qui fait partie des simples auditeurs pourra-t-il dire Amen à ton Action de grâce, puisqu’il ne sait pas ce que tu dis [[547]](#footnote-547) ? »

Par ailleurs, le pouvoir religieux était conscient de l’aspect politique d’une telle décision à une époque où la décolonisation était en marche. L’abandon du latin était stratégique, il confortait la place des églises des pays en voie de développement, ce qui était prémonitoire et tout à fait visionnaire si l’on pense que le pape actuel est argentin et que les Jmj de 2013 se sont tenues au Brésil. Le latin, langue du pouvoir religieux pendant des siècles, s’est identifié au catholicisme, son abandon a sans doute fragilisé l’Église comme l’ont prouvé l’émergence de courant comme celui de Mgr Lefèvre ou le succès des Évangéliques, démontrant *a contrario* ainsi le pouvoir d’une langue.

Paradoxalement, le monde laïc n’a pas rompu avec le latin. Au XIXe siècle, des œuvres littéraires et des poèmes ont continué d’être écrits de façon anecdotique en latin par, entre autres, Baudelaire [[548]](#footnote-548), Sainte Beuve et Musset. Les œuvres scientifiques s’espacent sans doute en raison d’un vocabulaire de plus en plus spécifique et technique. On notera cependant des parutions en langue latine dans plusieurs pays : *Vox Urbis de litteris et bonis artibus commentarius* en Italie entre 1898 et 1913, *Vox Latina* en Allemagne depuis 1965, *Vita latina* en France, *Melissa* en Belgique tandis qu’en 2009 est publié par *Generation Europe Foundation*, le *Diarium journal* de classe européenne totalement rédigé en latin et distribué dans l’Europe entière.

Seul le pouvoir politique et culturel de l’Europe pourrait redonner au latin une place, mais il est à craindre que sous la pression économique, l’initiative du Diarium reste sans lendemain comme l’a été celles de Jean Capelle qui en 1952 [[549]](#footnote-549). L’aventure extraordinaire du dialecte parlé dans le Latium au VIIIe *a. c.* portée par les pouvoirs politiques, religieux et intellectuel nous interpelle. Est-elle transposable de nos jours où les décisions sont aussi liées aux pouvoirs économique et médiatique.

Qu’en sera-t-il de l’hégémonie anglaise ? Que restera-t-il de la langue de Shakespeare ? Réponse dans mille ans !…

Les latinistes pourront se consoler en pensant que 40 % du vocabulaire anglais… est emprunté au latin [[550]](#footnote-550).

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Contributions d’hommages en miroir

– II –

FORÊT CULTIVÉE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Contributions d’hommages en miroir

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*Discourir sur la Forêt cultivée*

Jean-Louis Martres

*Professeur de Droit public*

*et de Science politique*

*à l’Université de Bordeaux*

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Jean Louis Martres (1936-2013), Professeur de Droit public et de Science politique à la Faculté de Droit de Bordeaux, enseignant à l’Iep de Bordeaux, puis à l’Ena, a fondé l’Institut européen de la Forêt cultivé (Iefc), en relation avec les sylviculteurs d’Espagne et du Portugal. Il a présidé le Syndicat des Sylviculteurs d’Aquitaine, dirigé la Maison de la Forêt d’Aquitaine, et les a représentés au sein du Conseil économique et social régional. Il a notamment publié en avril 1995 aux Presses de la Maison des Sciences de l’Homme d’Aquitaine :* Politiques forestières comparées : la politique forestière française (esquisse d’un modèle)

*Ci-dessous sont publiés en hommage à son ami et ancien étudiant Dominique d’Antin de Vaillac, propriétaire forestier comme lui (dont il fut son directeur initial de Thèse d’État de Science politique à la Faculté de Droit de Bordeaux), quelques discours qu’il avait sélectionnés sur la forêt cultivée, rendant compte à la fois des réflexions et des actions pratiques sur un sujet investi en commun dans la durée.*

**Troisième partie:**  
Contributions d’hommages en miroir

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*Introduction  
La Forêt cultivée  
comme enjeu international*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les États scandinaves, la Finlande, la Norvège et les pays baltes ont des intérêts communs qu’ils savent faire valoir. Prenons un exemple, parmi d’autres, significatif : la forêt. Ces États forestiers ont su élaborer une politique habile unissant toutes les forces publiques, privées, coopératives, pour mettre au point un modèle de gestion envié et performant.

Or si la liste des coupes disponibles déposée à Londres par le gouvernement russe chaque année n’est plus en mesure de fixer les prix du bois, les pays septentrionaux prétendent à la succession. Même s’ils refusent qu’il y ait une politique forestière commune au niveau européen, ils savent admirablement se servir des thèses écologistes pour réclamer un maximum de biodiversité au Sud, leur laissant ainsi le monopole des forêts cultivées. N’oublions pas, pour justifier ce propos, que la clôture des ressources en bois pour l’Union fut une des promesses scandinaves d’adhésion à celle-ci.

Ce que l’on appelle « le Sud » doit pouvoir répondre à ce défi. L’Aquitaine en tête, aux côtés de l’Espagne et du Portugal, avec toutes ses créations institutionnelles nécessaires à la défense et à la survie de la Forêt cultivée, des Institutions et des Hommes qui la servent, jour et nuit…

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*I. Discours devant l’Union  
des Sylviculteurs du sud de l’Europe*

*(USSE — 01/09/2001)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

La Science est Dieu, ou du moins elle y a longtemps prétendu, se parant de tous ses attributs : l’infaillibilité, l’universalité de ses dogmes, l’éternité de ses jugements. Elle détenait le Sens, dévoilant progressivement les secrets de la Nature, démontant la mystérieuse horloge du Temps, des Origines, du Futur.

À cette croyance absolutiste succéda, un jour, le moment de la révision à la baisse de ces objectifs. La mode était à la déconstruction et la Science fut sans doute la première atteinte par cette méthode. Remettant en doute son objectivité, soulignant ses erreurs, ses repentirs, ses changements de cap, surtout la critique fondamentale visa l’impossibilité de séparer le sujet de l’objet, les deux se construisant mutuellement par des interactions. La réalité devenait objectivement inaccessible.

C’était aussi un moyen pour les sciences sociales d’essayer de rehausser leur propre niveau en déboulonnant le socle de leurs rivales, jalousées, des sciences dures !

Si ces attaques lézardaient la statue, elles le faisaient avec le consentement des chercheurs eux-mêmes, qui connaissaient mieux que quiconque les chimères apprivoisées dans leurs laboratoires. La Science ne sortit pas blessée de cette épreuve critique, bien au contraire, dépossédée d’attributs métaphysiques, elle pouvait avec force revendiquer sa prudence, ses doutes, ses progrès. L’épistémologie finissait par renforcer sa légitimité unique.

Bien plus, les constructivistes avaient apporté l’idée que les voies de la Science étaient multiples et complémentaires. Se trouva ainsi réhabilitée la technique, celle qui ne cherchait plus d’hypothétiques lois dans la Nature, mais s’évertuait à construire des projets, donc des objets, ceux de l’intelligence artificielle, de l’ordinateur, de la cybernétique. Les pratiques des ingénieurs furent progressivement, mais difficilement acceptées dans le concert des sciences.

Sans doute, à ce point de développement, pouvez-vous penser comme Racine le faisait dire à ses *Plaideurs* :

« Quand je vois le soleil, quand je vois la lune ».

Pensez-vous sans doute qu’il serait judicieux d’atterrir et d’en revenir aux faits.

Or, ce développement nous conduit tout droit dans la forêt, et plus précisément à la relation entre les sylviculteurs et les savants. Il existe une hiérarchie dans la connaissance, qui place au sommet de la pyramide la science fondamentale, la plus pure, parce que totalement désintéressée. Elle occupe un peu la place reconnue au politique dans les sociétés démocratiques, qui voudraient reconnaître à l’État le monopole de l’intérêt général. Là encore, le mythe mérite d’être déconstruit, au profit d’une conception plus large de la connaissance.

Nous avons une conception plus écologiste – une fois n’est pas coutume – de ce problème. Nous ne contestons en rien la suprématie virginale de la Science pure, mais nous avons senti le besoin de la féconder.

C’est donc d’un point de vue parfaitement encyclopédique que nous avons essayé de construire les relations entre professionnels, ingénieurs et chercheurs, particulièrement soucieux d’oeuvrer à une action cohérente et si possible exemplaire.

Or nous avons trois types de connaissance qui peuvent viser le même but objet et peuvent construire une forêt au sud de l’Europe.

J’emploie à dessein le terme de construire, car il s’agit bien de créer un objet neuf, qui n’a jamais existé, un massif de 20 000 000 hectares au sud de l’Europe. Neuf, car pour le moment il s’agit d’un archipel que les frontières étatiques, la variété des espèces ont enfermé dans des îles. Or les modifications de la géopolitique européenne font apparaître un nouvel espace dont l’aménagement, la logique, les sutures dépendent de la volonté humaine.

Or il n’y a pas de forêt sans intelligence humaine : la forêt c’est l’homme. Partout, même dans les forêts réputées sauvages, que ce fussent les forêts tropicales ou nord-américaines, partout elles ont été fonctionnalisées, a fortiori dans les pays européens où la forêt fut de tout temps cultivée. Mais la notion mérite une explication : cela, pour nous, signifie que, chaque fois que l’homme intervient dans la nature afin d’obtenir un avantage ou une aménité, il devient cultivateur. Que ce soit pour le bois, les plantes pharmaceutiques, la chasse, les truffes ou autres, il modifie l’écosystème à son profit. La forêt fut une arme décisive pour les empires maritimes, le ressort même du développement des manufactures, le repaire des bandits comme le secours des fuyards ou des résistants, le pourvoyeur de nourriture et de chaleur. Malgré les apparences, trop souvent interprétée comme un for ou un décor, la forêt fut et demeure le corps et l’âme d’une civilisation. La peau des paysages en dissimule les fonctions réelles, et ne lui sont proposés que des soins cosmétiques.

Pour remettre les choses en place, pour lui rendre son rang et sa dignité de forêt cultivée, il faut un immense effort, car de nombreuses épissures restent encore à joindre. Pour réussir cette conjonction, il est nécessaire de réunir les trois groupes suivants.

Commençons par le plus modeste.

– 1) Tout d’abord, les *sylviculteurs*. Ils sont les plus humbles sur le plan de la connaissance, mais durant les siècles ils ont accumulé des pratiques, ils se sont transmis une mémoire du Temps et des arbres qui les a enchaînés affectueusement à eux. Parler de symbiose n’est pas trop fort, même si cela n’est pas aperçu dans des pays industrialisés où la relation à l’objet fabriqué est lointaine, abstraite même, enfermée dans la chaîne de production. Les observateurs internationaux n’ont vu cette réalité que pour les peuples indigènes de la forêt tropicale, les ont sacrés « *peuple de la forê*t » et ont proclamé solennellement leur volonté de les protéger. Ce qu’ils n’ont pas fait, évidemment, comme s’il y avait une relation antithétique entre le discours officiel et la pratique. Mais ils n’ont pas vu que le même phénomène existait dans les civilisations industrielles, phénomène inouï d’une certaine façon, car il demeure avec l’agriculture, le seul lieu des épousailles fécondes entre l’homme et la Nature.

La preuve en est apportée à qui douterait de cette persistance. Sachez qu’une des particularités les plus étranges de ce milieu reste bien d’ordre tribal ou clanique. J’entends par là que le bouche-à-oreille transmet d’un bout à l’autre des massifs les leçons du progrès et l’envahit comme une vague déferlante. Par ailleurs, les sylviculteurs se sont dotés en Aquitaine d’un système de représentation propre, qui donne expression à leur volonté collective : le syndicalisme dépasse ici son rôle traditionnel de groupe de pression pour devenir une chambre économique et sociale de représentation.

Or ces hommes et ces femmes ont des demandes précises, des inquiétudes, qui naissent tous les jours de leur confrontation avec une des plus délicates cultures, celle de l’arbre. Partout est oublié que cette culture dure des dizaines d’années, et qu’elle inclut, plus que toute autre, simplement soumise à un cycle annuel, la notion de risque permanent : le feu, les parasites, les tempêtes, le gel, les touristes et en prime quelques écologistes urbains, sans compter la folie réglementaire des lois et décrets qui tente d’habiller en gris le monde forestier. Ils ont besoin de s’adresser à ceux qui possèdent une autre connaissance.

– 2) En deuxième lieu, viennent en effet *les ingénieurs*, médecins généralistes, médecins de campagne, dépositaires du projet organisationnel, courroie de transmission en direction des chercheurs et dispensateurs de tous leurs savoirs. Ils organisent le développement, le coordonnent, lui fixent des buts et intègrent les demandes de la société dans ce milieu qui ne les connaît pas, qui garde jalousement ses secrets. Sas et relais, ils ont l’immense mérite de fabriquer tous les jours une technologie de plus en plus ajustée.

– 3) Enfin les *chercheurs, les savants, les universitaires*. Leurs laboratoires sont des lieux de culte où se déroulent les cérémonies étranges qui décryptent les secrets de la nature. Prêtres du savoir, dotés d’un langage particulier, difficile à saisir, ils ont le naturel orgueil de leur rôle. Ils ont surtout une revendication forte qu’il faut en tout temps respecter, leur autonomie, leur liberté dans la recherche : les universitaires n’aiment pas avoir de maîtres. Une vieille idéologie y traîne encore sa carcasse, qui refuse l’humiliation d’être asservie à des recherches concrètes. Sans doute – et cela est de mieux en mieux compris – la participation à un projet commun laisse à chacun sa pleine liberté et pleine autonomie dans son propre rôle. La liberté du savant n’est pas entravée par cette participation à une oeuvre commune. Il suffit de trouver les modalités qui coordonnent les efforts sans qu’aucun groupe ne déborde sur l’autre, afin simplement de trouver la synergie maximale.

Ce fut fait en *Europe du Sud* (France, Espagne, Portugal unis dans l’Usse) et apparemment à la pleine satisfaction de tous.

D’une part les sylviculteurs sont regroupés dans des instances de développement où ils posent des questions qui sont transmises par les ingénieurs élaborant les protocoles d’études, lancent les programmes, attendent de l’Iefc (réseau *Sud Europe des chercheurs*) des réponses qui repartent grâce au même circuit, et en peu de temps atteignent l’arbre le plus reculé, le plus marginal, je veux dire le sylviculteur qui est assis sur ses branches et attend le message.

Mais la connaissance est universelle et elle ne saurait s’enfermer dans des caissons étanches. De ce fait l’Usse fut immédiatement membre fondateur de l’*European forest Institute* (Efi), de telle sorte que les problèmes spécifiques du Sud sont réglés localement, mais ne sont jamais coupés de tous les problèmes communs à la forêt cultivée dans le monde.

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*II. Discours au Comité économique  
et social d’Aquitaine*

*(USSE — 07/11/2001)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il ne me reste plus qu’à nouer la gerbe et à présenter le tableau général des problèmes et des espoirs.

Ce qui pourrait se résumer de la façon suivante : sortir d’une impasse, celle de la tempête. Relever un défi, reconstruire le massif.

Comment en effet replanter ou semer quand le sol demeure encombré par des millions de mètres cubes de bois tombés ?

Mais, en ce moment de bilan, comment ne pas penser à remercier le Conseil régional de son intérêt, de son aide et de la célérité apportée à résoudre les problèmes ?

1) Sortir d’une impasse

La tempête n’est pas terminée et certaines zones que le Conseil interprofessionnel des Bois d’Aquitaine (Ciba) a délimitées géographiquement restent encore sous l’emprise de la catastrophe. Rien, il est vrai, n’est plus difficile à montrer médiatiquement et politiquement que les phénomènes lents, comme celui de la dégradation progressive d’une forêt abattue.

L’opinion se lasse des mêmes chansons, car elle croit connaître d’avance la fin de l’histoire. Elle s’impatiente quand Cendrillon ne trouve pas le prince charmant. Elle pense alors que cette malheureuse est une bien piètre séductrice.

À vrai dire cela n’est pas aussi simple.

L’État, après avoir repoussé la fin de l’aide au transport jusqu’au 31 décembre, s’interdit, semble-t-il, toute prolongation. Mais alors que deviennent les bois chablis, dont nous avons dit ne pouvoir les faire enlever avant au moins 18 mois ? Les acheteurs sont actuellement mobilisés et le bois part, d’autant plus vite qu’ils connaissent la date d’expiration de l’aide. Et après ? Rappelons pour mémoire que le prix est dérisoire et qu’aucun propriétaire n’a été indemnisé.

Sans doute existe-t-il une aide au nettoyage des parcelles, promise par l’État. Mais, nous pensons, que les procédures en cours, liées au Centre national pour l’aménagement des structures des exploitations agricoles (Cnasea) sont trop lourdes, et conduisent au blocage. Plus de 66 000 dossiers ont été déposés pour 65 000 hectares. Il est urgent de modifier les procédures, car de ce fait, alors que le chantier est immense, les entreprises au bord de l’oasis ne voient plus une goutte d’eau et certaines sont proches de la mort.

L’amertume et l’inquiétude, sans doute mauvaises conseillères, nous laissent penser que l’État habite trop Paris, et nous demandons instamment que ce problème administratif soit rapidement éliminé.

L’État, nous en sommes persuadés, tiendra tous ses engagements. Mais devrait-il pour cela s’aider lui-même, en renforçant ses propres ressources humaines, dépassées par la tâche. Tous ses efforts se traduiront à terme par un retour sur investissement, car les impôts sur les entreprises, bénéfices ou Tva, viendront compenser la mobilisation de trésorerie qu’il se sera imposée. Actuellement la difficulté de mettre en œuvre les financements fragilise toute la filière, une fois ce point acquis, nous pourrons penser alors à relever le défi !

2) Le défi

Reconstruire, soit.

Mais à ce niveau, nous devons faire savoir la nécessité d’investir beaucoup d’intelligence, de technique et d’argent, pour faire pousser les arbres. 120 000 hectares, ravagés à plus de 40 %, attendent. Est-ce simple ?

Que replanter ?

La Dordogne réagira de façon particulière en raison de l’abondance de ses feuillus, et plusieurs itinéraires seront choisis, apportant le développement d’une forêt cultivée mélangée et diverse. Le massif aquitain de résineux est placé sous la contrainte du pin maritime, espèce indigène et cultivée depuis des siècles, seule apte à occuper un terrain pauvre.

Quels sont les préalables ?

\* Financer.

Il faut rappeler que les sylviculteurs n’ont pas accès aux 12 milliards de francs de prêts de trésorerie, à taux bonifiés, du plan gouvernemental « chablis ». En Aquitaine, seule la Sodef, et grâce à ses partenaires, dont le Conseil Régional, en particulier, peut aider à résoudre de graves problèmes de trésorerie. Cet outil est reconnu et, à nouveau fortement sollicité. Son enveloppe annuelle de prêts bonifiés de 10 Mf va s’avérer bien trop faible. Il faut la doubler.

Dans notre démarche auprès de la Derf et du Trésor, nous devrons pouvoir compter sur l’appui du Conseil Régional. De même sa pérennité pourrait être remise en cause par les nouvelles dispositions financières de la loi forestière, qui pourtant ne pourra pas se substituer aux solutions apportées par la Sodef. Il faudra donc veiller au maintien de cet excellent outil régional.

– Mobiliser les sylviculteurs, développer la vulgarisation, le faire connaître à l’opinion.

\* Mobiliser.

Le Centre professionnel de formation des Adultes (Cpfa) et le Centre régional de la Propriété forestière (Crpf) sont à cet égard les deux outils fondamentaux. Au cours des années à venir, qui seront celles de la reconstitution de la forêt sinistrée et de la mise en oeuvre d’une sylviculture encore améliorée, leur action sera déterminante. Elle devra être très fermement soutenue.

Pour la formation, la Formation à la Gestion forestière (Fogefor) connaît un succès qui ne s’est jamais démenti. Plus de 500 propriétaires ont été formés à la gestion forestière. Après la tempête, face à de nouvelles interrogations des sylviculteurs sinistrés, face à de nouveaux choix techniques et enfin, pour répondre à la nécessité d’optimiser les méthodes de mise en marché, l’effort nous paraît devoir être renforcé, y compris pour le soutien aux groupements de productivité forestière (Gpf) qui agissent sur la formation terrain.

\* Faire connaître

La communication devra faire l’objet de campagnes répétées, ciblées et concertées entre les acteurs de la filière, l’État et les instances régionales. Il faudra, en particulier, faire savoir à un large public, comment les sylviculteurs, les coopératives et les industriels ont géré la crise et continueront à la gérer. La transparence sera totale.

\* Routes et infrastructures : la sécurité. La Défense des forêts contre les incendies (Dfci).

Suite à la tempête de décembre 1999, l’attaque de feux naissants sera difficile à combattre au sein de nombreuses parcelles du fait de la non-praticabilité du réseau de piste et de l’encombrement des parcelles. Les premières opérations ont permis l’ouverture de 6500 kms de pistes pour un montant de 15 millions de francs de travaux. Il est impératif de continuer, y compris pour le réseau hydrographique. Les besoins recensés auprès des communes et associations de Dfci, pour la seule Gironde, nécessitent 29 millions d’euros pour les années 2001 à 2003. Mais l’autofinancement exigé en cette période de crise ne pourra pas être réuni. Les actions prioritaires sont alors de poursuivre l’enlèvement des chablis et d’adapter à ces circonstances exceptionnelles la mobilisation des crédits alloués par l’État et les collectivités territoriales. Il faudrait aussi que les Associations syndicales autorisées (Asa) de Dfci puissent confier la maîtrise d’ouvrage et le gestion des travaux aux unions départementales de Dfci.

Enfin, le Système d’information géographique (Sig) de Dfci a démontré toute son efficacité à l’issue de la tempête comme outil de connaissance des infrastructures de l’Aquitaine. Il est en place dans quatre Services départementaux d’Incendie et de Secours (Sdis), quatre Directions départementales de l’Agriculture et de la Forêt (Ddaf), les unions de Dfci, la Direction régionale de l’Office national des Forêts (Dronf). Cette cohérence régionale doit être maintenue et renforcée en assurant la mise à jour et le fonctionnement du Sig. Le budget annuel est de 573.000 euros. Le Conseil Régional est sollicité pour 20 %. L’État, les Sdis, les sylviculteurs sont sollicités pour 80 %.

Là encore formation et communication à l’égard des principaux acteurs seront à entreprendre.

L’équilibre sylvo-cynégénétique

N’ajoutons pas une démotivation supplémentaire au sylviculteur sinistré. Or, soyons conscients que le plan de reconstitution prévoit sur les dix ans à venir, un doublement des surfaces actuellement reboisées.

Il s’agira donc de 30 000 hectares par an. Les dégâts de gibier qui sont déjà beaucoup trop lourds et non indemnisés sont alors susceptibles de doubler. Il faudra augmenter les plans de chasse et envisager des mesures complémentaires.

La politique institutionnelle : infrastructure et institution

\* Le Ciba : accords interprofessionnels et financiers associés.

Améliorer la structure foncière des propriétés forestières. C’est un élément déterminant pour la rentabilité des investissements forestiers, qui conditionne le niveau de l’activité sylvicole. La loi forestière a prévu des dispositifs. Ils sont insuffisants, mais il faut les mettre en oeuvre et les faire connaître par une campagne d’information. Le Syndicat des Sylviculteurs s’y engage. Mais, cette campagne de longue haleine devra être encouragée régionalement, pour stimuler achats de parcelles, échanges, cessions, acquisitions de parts de groupement forestier, regroupements, etc… Le volontariat des propriétaires est le moteur qu’il est nécessaire d’activer.

\* Accord interprofessionnel et financements associés.

Le Ciba a clairement opté pour une interprofession régionale. L’importance, la spécificité et l’homogénéité de son massif forestier à essence dominante justifient ce choix qui n’est pas exclusif d’une organisation nationale. Notre objectif est de prendre prioritairement en compte nos besoins régionaux, en matière de promotion du bois et de la filière, ainsi que le financement de la certification. En attendant la conclusion d’un accord interprofessionnel régional, et donc de la Contribution volontaire obligatoire (« Cvo »), des financements-relais devraient être sollicités.

3) L’espoir

Mais nos demandes ne sauraient se limiter à un catalogue corporatiste, aussi indispensable soit-il. Nous sommes persuadés que nous portons en même temps l’intérêt général qui nous amène à susciter la mobilisation et le concours de toutes les autorités élues et administratives, ainsi que l’effort de l’ensemble de la filière. L’avenir de l’emploi, celui de l’industrie, du tourisme, de l’aménagement de l’espace, le désir de réunir toutes les forêts du sud de l’Europe dans un grand ensemble susceptible de résister à la concurrence mondiale, sont en jeu, un échec pèserait lourd.

Il faut donc saisir cette occasion afin de montrer l’union de toutes les forces, grâce à la construction d’un signal d’espoir. Nous avons émis le souhait de faire connaître la forêt cultivée et toutes les forêts du monde à un public non formé, qui en ignore tout. Ce doit être un monument remarquable qui porte ce message, comme les Espagnols ont su le faire à Bilbao avec le musée Guggenheim, afin de témoigner de la capacité de l’art millénaire de la culture des arbres à s’unir avec la plus extrême modernité, afin de servir les hommes.

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*III. Ouverture du Colloque  
de l’UNESCO*

*(22 novembre 2001)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

Qu’y a-t-il de plus convenable que la gestion durable ?

N’est-ce pas le signe le plus tangible du raffinement d’une société, parvenue à maîtriser avec clairvoyance les chemins vers le progrès ? Ou s’agit-il d’un tardif hommage à la vertu d’une civilisation qui a mis tout son génie dans le produit jetable ?

Quitte à paraître incorrect, politiquement du moins, ce concept me paraît aussi ambigu que dangereux. Mon propos sera modeste, il se limitera à quelques coups d’épingle dans cette baudruche *New-Age* et donc à quelques remarques, portant uniquement sur l’application de ce concept à l’environnement.

– 1) La gestion durable est le fruit d’un compromis passé à Rio, lors du Sommet de la Terre, entre les préservationnistes, partisans d’un respect intégral de la nature et les interventionnistes, désireux de la mettre au service de l’homme. Sans doute la gestion reste possible, mais le qualificatif la rend conditionnelle. Et ceci, avec deux conséquences : qui, en effet, peut en juger ? Quelles menaces rendent cette clause nécessaire ? Ou, pour formuler la même question d’une autre façon, y aurait-il une gestion non durable en train de causer des dommages irréparables ?

\* Le seul juge imaginable doit, pour être crédible, prendre un recul temporel. Ainsi nous pouvons dire que les Wisigoths ont détruit la forêt landaise, que les Arabes de la Conquête ont effacé des mémoires la fertilité du croissant mésopotamien. Dans le cadre du temps présent, le paradoxe temporel joue et nous ne pouvons acquérir le regard éloigné qui donnerait des certitudes. Il faut choisir un autre étalon, celui de la Science s’impose immédiatement. Mais est-ce sûr, ce critère est-il certain ? D’abord les sciences exactes sont critiquées par les écologistes, à l’exception de la seule Science écologiste, bien entendu, car elles ne donneraient qu’un regard partiel et partial.

Hans Jonas dénonce les sciences de la Nature, les considérant comme incapables de délivrer une approche réaliste, car le parti pris de l’objectivité les rend irrecevables. En fait, seul le principe de précaution autorise une intervention. Il permet à des experts autoproclamés, parlant au nom des multinationales écologistes, d’arrêter toute expérimentation, caractéristique essentielle de l’humanisme prométhéen. Du même coup, la loi de l’État souverain, qui, éventuellement, autoriserait expressément un mode de gestion, sera mise en accusation devant le tribunal de ces « principautés virtuelles ».

\* De façon subliminale se trouve instillée la crainte d’actions néfastes de l’homme, présentées comme des certitudes. Qui, d’ailleurs, en doute actuellement ? La destruction de l’environnement fait partie des lieux communs aussi inattaquables que les vaches sacrées. Cela reste pourtant à démontrer, car ce jugement traduit principalement la crainte irraisonnée de citadins plus habitués au ciment qu’aux plantes, sinon en pots. De la lointaine nature, dont ils sont les visiteurs occasionnels, parviennent des messages alarmants, signalant ici, la régression du vespertilion à oreille échancrée, ou là, celle de la leucorine à gros thorax. Ils apprennent du même coup leur existence et leur mise en péril. Périodiquement, la télévision montre des pandas épuisés indifférents à leurs compagnes, ou s’inquiète du sort des baleines, mais oublie de préciser que les Chinois adorent les pousses de bambou dont se nourrissent les ours, et que les Japonais raffolent de la chair des baleines. De toute façon, Ulrich Beck n’a pas tout à fait tort d’affirmer :

« Ce dont les gens craignent la réalité est un fait réel ».

Le fantasme existe, donc la menace, même d’un risque imaginaire, doit être prise en compte. Mais cela ne va pas sans poser un problème majeur : l’homme est de plus en plus considéré comme un parasite de la nature, dont il serait temps d’entreprendre l’éradication. L’humanisme n’est plus à la mode !

– 2) Il faut également noter l’origine nord-américaine du concept, non par chauvinisme local, mais en raison des différences juridiques entre les systèmes anglo-saxons et ceux romanisés. En droit français, par exemple, nous savons, et le juge en a bien précisé le sens, ce que signifie la gestion du bon père de famille : il se reconnaît à sa capacité de transmettre à ses enfants un patrimoine équivalent ou supérieur à celui qu’il avait reçu. Le droit anglo-saxon désigne un but et laisse à chacun les moyens de l’atteindre. La durabilité, transposée à la hâte dans le droit positif français produit des résultats incertains. Car elle est issue de l’inquiétude des Américains envers la protection de la « *wilderness* » (la nature prétendue sauvage, bien que déjà humanisée par les Indiens au moment de la colonisation). Il n’existe rien de tel en Europe occidentale. Le résultat paradoxal aura été de rendre ce concept universel, alors que son sens précis dépend de conditions locales spécifiques. Faute de saisir cette nuance, nous pourrions croire que la cuisine de *MacDonalds* est un pur produit de la cuisine aquitaine.

L’essaimage du pollen idéologique perturbe dangereusement les espèces juridiques locales : ainsi le législateur français s’est empressé d’introduire ce concept dans le droit positif sans en mesurer les conséquences.

Mais pourriez-vous penser, il ne s’agit que d’un demi-mal, quand à la suite du rapport Brundtland et du processus d’Helsinki, le traité de Lisbonne a pris grand soin de préciser les critères et les indicateurs de la gestion durable. Bien plus, la qualité des pratiques devra être attestée par le recours à la certification.

Nous voilà rassurés : le pouvoir appartient aux savants et aux ingénieurs chargés de dresser l’état des lieux. Que font-ils actuellement ? Doctement, ils codifient les modes traditionnels de gestion et les publient ? Ce qui est bien, redondant certes, mais utile à la communication afin de rassurer l’opinion. Ils peuvent aussi se substituer aux praticiens ordinaires. G. Rossi, s’intéressant à l’intervention de la science occidentale dans les pays sous-développés, se trouve forcé de constater qu’elle fut très généralement synonyme de désastre. Faute d’avoir compris qu’une intelligence millénaire des paysans locaux avait su gérer la savane et la forêt, ils tentèrent d’imposer l’ordre géométrique et les monocultures des pays occidentaux. À ce moment commencèrent les catastrophes. Il décrit le cas cocasse du Fouta Djalon que les administrateurs coloniaux, les savants patentés, puis les responsables politiques locaux tentèrent de protéger contre les paysans primitifs. Des études viennent de démontrer que la fameuse érosion de la montagne datait d’une époque antérieure à l’apparition de l’espèce humaine ! Mais sommes-nous capables de renoncer à l’arrogance scientifique et de concevoir avec humilité que, dans certains cas, la tradition vaut aussi cher que la science, dans la hiérarchie des connaissances ?

Quant à la certification, procédure commerciale à laquelle le marché reste quasi indifférent, les multinationales écologistes, s’assurant de la complicité des centrales d’achat, se sont transformées en marchands de certificats. Pourquoi d’ailleurs, se priveraient-elles des bénéfices financiers que leur apporte gratuitement le souci des États de rester à la mode et la crédulité des opinions mal informées ? La rente est assurée, mais l’opération génératrice a-t-elle un rapport avec la protection de la nature ?

– 3) Ce procès n’est-il pas de l’ordre de la provocation ? Si ce concept est né, s’il s’est répandu à la vitesse du vent, il devait y avoir des raisons objectives. Ne savons-nous pas, depuis Hans Jonas, Ulrich Beck et bien d’autres, que la société industrielle technologique est en soi un « attentat contre la nature » ? Partout la pression démographique l’écrase, partout la déforestation bat son plein et prive l’homme à tout jamais de la biodiversité ainsi que du poumon vert qui assurent sa survie ?

Où est l’erreur ? Dans le singulier, car tous ces maux sont à mettre au pluriel. Oui, il y a des cas bien identifiés où l’homme détruit la nature. Mais les causes en sont parfaitement connues. Ici, les pouvoirs politiques, ou des guérillas au Viêt-nam, en Indochine, au Cambodge, extraient les espèces rares et financent ainsi leurs buts obscurs. Là, des multinationales ravagent les ressources concédées sans souci du lendemain, au Canada ou aux *Usa*. Là encore, en Amérique latine, l’État s’inspire des pratiques européennes pour donner des terres, conquises sur les forêts. Mais la raison du plus fort n’est-elle pas la meilleure, sans compter que cela n’empêche en rien de signer les grandes conventions internationales et d’élaborer des lois complexes, destinées, bien entendu, à rester lettre morte ? Le premier bénéfice de ces cathédrales réglementaires reviendra in fine dans les mains d’une administration lancée à la conquête de nouveaux territoires. Mieux encore, l’opération permettra de réaliser des bénéfices politiques substantiels chaque fois que l’État se posera en parangon des vertus écologistes afin de pouvoir critiquer les autres et ainsi acquérir un pouvoir sur eux. Les États scandinaves y excellent ! Devant de tels avantages, qui aura la puissance d’arrêter le *Léviathan* ? L’État ne peut se nuire à lui-même, et dans sa quête de puissance, il peut compter sur le soutien d’une opinion déjà séduite bien qu’encore ignorante.

La biodiversité n’est-elle pas menacée ? L’homme ne court-il pas à sa perte ? Les vieux slogans malthusiens ressortent de leurs placards, même si les études les plus fines démontrent que la biodiversité croît en même temps que l’augmentation de la population, même s’il est prouvé que l’homme crée tous les jours de la biodiversité. Le nombre considérable de variétés de tomates provient d’une seule souche américaine donnant des fruits minuscules et acides.

Ne doit-on pas s’inquiéter alors de l’effet de serre et du réchauffement de la planète ? Sans doute, mais depuis 1850, fin d’un petit âge glaciaire, la température monte, comme cela s’est d’ailleurs produit maintes fois dans l’histoire de la terre. L’homme s’y est adapté, comme il avait su le faire pour conquérir la terre et ceci en absence d’ozone. Pourquoi cela serait-il mauvais ?

La gestion durable résulte d’une frilosité fébrile, liée au garantisme des sociétés occidentales, avides, comme Dieu, de se reposer dans le Jardin d’Eden, après avoir créé le monde industriel, ses fumées, son ciment et ses usines. Est-ce que ceux qui ont encore faim souhaitent vraiment la fin de la société de consommation ? Il est vrai que quelques écologistes demandent de les laisser mourir afin de respecter les lois naturelles de la sélection des espèces !

En fait, les maux ne sont pas d’une nature physique, mais métaphysique. Les citoyens riches des sociétés industrielles et démocratiques rêvent de nature comme d’un lieu échappant à la corruption des hommes et surtout à leur pullulement inconfortable. Chaque fois que l’abondance s’installe, la société réinvente l’ascèse, le puritanisme, comme contrepoids à la richesse que l’immense majorité de la planète attend et espère encore. Les patriciens romains écoutaient la parabole chrétienne, leur promettant l’enfer s’ils persistaient dans le luxe et ils partaient s’installer dans une campagne présumée « pure et vertueuse ». Les jansénistes fuyaient au désert par mépris des fastes de la monarchie.

Toujours, les sociétés du plaisir savent s’inventer l’aiguillon du péché, qui ajoute la pointe de masochisme nécessaire à la stimulation de leurs sens épuisés. Le sadisme aussi est une forme de l’érotisme et nous aimons aussi punir les autres cultures. Alors vive la repentance et la flagellation, fruits des progrès techniques et du développement de l’Occident et essayons de gérer durablement, de peur de mourir, d’ennui.

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*IV. La forêt et la Ville*

*(forexpo, 06/2002)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

Force est de constater le pouvoir de la ville sur la campagne ou la nature selon les lieux de l’Histoire. En effet elle la « nomme », la caractérise, l’instrumentalise. Il nous paraît nécessaire d’inclure la forêt dans cette vision globale, car celle-ci se voit dotée des mêmes attributs, simplement ils sont extrémisés. Mais la ville (si tant est que cette désignation générique ait un sens autre que celui des urbains qui l’habitent) ne procède pas à cette opération par l’effet du seul hasard. Elle sait parfaitement utiliser sa domination afin d’en retirer des bénéfices. Mais ce faisant, elle n’échappe pas elle-même aux structures de la pensée occidentale.

1) Le pouvoir de nommer

Platon, à une époque où le productivisme agricole n’existait pas encore, souhaitait que chaque habitant de la République cultive un lopin de terre à l’extérieur des murs afin d’unifier les mentalités. Déjà, donc, les philosophes connaissaient cette différence d’esprit du *Rat des Villes* et du *Rat des Champs*. Le jugement n’a pas été toujours favorable sur les paysans, rustres par nature, sauvages par prédestination. Encore au XIXe siècle les seigneurs de l’administration n’avaient d’autre ambition que de tirer les paysans de leur glèbe et de leur faire connaître une culture qui ne tirait plus rien de la terre.

Mais Dieu, dans Sa bienveillance, savait récompenser les bons, puisque les seigneurs, repus de venaison, mouraient bien avant le serf, simplement nourri de racines. Il est vrai que les sagaces observateurs interprétaient ce signe du ciel comme la preuve du caractère satanique des paysans, tirant leur survie d’un pacte diabolique.

Il est tout aussi vrai que l’Islam cultivait la même image dépréciative des paysans, puisque le Prophète, homme des caravanes et des souks, interdisait aux croyants de laisser pénétrer une charrue dans leur demeure.

Quant aux mandarins chinois, ils estimaient, confucianisme oblige, les paysans à leur juste utilité nourricière, conformément à la classification impériale qui les plaçait immédiatement après les intellectuels et avant les artisans et les commerçants. Mais, en fait, ils éprouvaient à leur égard une indifférence parfaite tant qu’un individu ne se dégageait pas de cet humus.

Cette représentation n’est pas constante et Marie-Antoinette, dans la laiterie de Trianon, dégustait le lait de ses vaches dans des bols à la forme de ses seins, pendant que de joyeux bergers enrubannaient des moutons parfumés.

Déjà les jansénistes fuyaient les fastes de la Cour et se retiraient au désert, c’est-à-dire dans la forêt, ce qui ne les protégea guère des foudres de l’Église et de Louis XIV. La Fontaine, puis Rousseau, exaltèrent les vertus paysannes, quand les musiciens, en reprenaient les airs. Que de gais laboureurs, au XVIIIe siècle, que de tempêtes romantiques, jusqu’à *l’Angélus* de Millet, ce premier fabricant de posters, pour vanter la terre nourricière et le rude courage des paysans. Image qui ne doit rien au hasard puisqu’elle reflétait les discussions philosophiques sur l’état de nature, débat qui profitait à la campagne, puisque ses habitants, plus proches de la terre, étaient censés avoir gardé quelques lumineuses étincelles de la pureté originaire.

Il serait toutefois illusoire de croire que ces représentations pastorales touchaient vraiment les citadins, toujours fixés sur l’image répulsive d’hommes à la limite de la bestialité. Depuis le XIXe siècle, les hygiénistes enseignent aux Français qu’ils se lavent peu, que si les Français se lavent peu, les paysans, eux sont sales, ils vivent près de tas de fumier et pratiquent une odorante conjugalité avec vaches et chèvres. Ainsi le Landais, vivant dans des marais putrides, le sang vicié par le paludisme, était doté de pieds palmés, preuve scientifique qu’il était bien le chaînon manquant entre l’homme et l’animal.

Il ne s’agit pas d’un simple malentendu ou d’un fait d’ignorance, l’image est constante dans tous les pays occidentaux. Ainsi les Serbes islamisés occupaient les villes, cantonnant les Serbes orthodoxes dans les campagnes afin de les pressurer. Seuls les intellectuels censeurs de la Closerie des Lilas l’ignoraient et condamnaient donc les mauvais Serbes quand ceux-ci se mirent à couper les oreilles des bons musulmans, qui, rappelons-le, appartenaient à la même ethnie slave.

En fait tout cela consacre l’idée constante d’une séparation entre la ville et la campagne, car peu importe qu’il soit habillé de rose ou de noir, qu’il soit sorcier ou amant de Lady Chatterley, le paysan appartient à une catégorie particulière. Et c’est la ville qui toujours a nommé et énuméré les qualités des campagnards et les a dotés de leurs principaux attributs.

Le pire, sans doute, provient de ce que la campagne a fini par accepter le jugement et s’est enfui pour venir se coller aux lumières de la ville et vivre une existence lamentable dans les banlieues démesurées.

Mais, me rappellerez-vous sans doute, vous déviez du sujet, où est la forêt ? N’est-il pas utile de la distinguer des autres habitants des campagnes ? Non, car la forêt est vide, il n’existe pas de niche à part pour cette catégorie de ruraux. Madame de Sévigné ne voit que le bûcheron et un peuple de nymphes et d’hamadryades en fuite devant sa cognée, Wagner la peuple de dieux occupés à se détruire. La forêt est toujours à repeupler, puisque le sylviculteur est invisible. Il n’existe pas ! Quelquefois aperçoit-on les grands seigneurs, propriétaires des lieux, poursuivant le cerf avec leurs équipages. La chasse passe avec sa fanfare et le silence retombe jusqu’à ce que l’incendie réveille à nouveau l’intérêt. Il est difficile pour un tenant de la forêt cultivée, attaché à ses arbres, de se reconnaître dans ces images, sauf peut-être, pour les plus ambitieux, à s’identifier à ces dieux wagnériens, escortés par de puissantes Walkyries ! Le cas est rare.

Plus sérieusement, interrogeons-nous sur ce lien dissymétrique qui unit la ville et la campagne, après avoir constaté que celle-ci a toujours été privée de l’initiative inverse. Faisons-le, avec l’espoir qu’en dévoilant les ressorts du jugement, nous parviendrons peut-être à l’inverser.

2) Les logiques du jugement

Deux repères vont nous aider à identifier les ressorts du destin des forêts : d’une part l’opinion, d’autre part le pouvoir.

D’abord le plus important, la relation à l’opinion. Elle est conditionnée par le discours de certains leaders qui viennent renforcer la fonctionnalité souhaitée de la forêt par rapport à la ville.

Prenons la figure de José Bové, dont le rôle est extraordinairement ambigu, car, dans son désir de sauver la campagne, il contribue largement à la détruire en renforçant et justifiant les lieux communs à la mode. Au premier abord, le discours de José Bové peut paraître sympathique dans son rôle de chevalier blanc, défenseur des intérêts de la nature. Don Quichotte des moulins à vent productivistes, Spartacus des mal-nourris qui, à mains nues, s’attaque à *MacDonalds* et à la *World Company*, le Robin des Bois de Seattle qui défie les chefs d’État les plus puissants afin d’empêcher le mondialisme, et pour finir l’Errol Flynn du Larzac réussira vendre son roquefort aux Américains.

Ce côté Astérix ou David défiant Goliath ne saurait déplaire au chauvinisme français, en révolte contre la malbouffe, les manipulations génétiques, le mondialisme libéral, les vaches folles et la tremblante du mouton.

La Fnsea, médusée, regarde le *show* et attend que Rambo rejoigne au plus vite les geôles de l’oubli dont il n’aurait pas dû sortir.

Pourquoi s’intéresser à ce personnage cocasse, plus homme des médias que des champs, où il n’a pas le temps de s’attarder ?

Parce qu’il renforce l’image détestable des campagnes en laquelle la ville veut croire. Il n’aide pas à la comprendre, il ne contribue pas à la sauver, il l’enterre. Il suffit pour s’en persuader de découvrir dans ses ouvrages le paradis dont il rêve : le retour à de petites exploitations abandonnant les cultures d’exportation, qui font de la France une grande puissance agroalimentaire. Il vaudrait mieux songer à briser le pompage de la valeur du travail du cultivateur au profit du consommateur urbain, qui l’accable en retour pour son productivisme.

L’opinion des villes obéit à des déterminants propres à la culture occidentale. Celle-ci ne raisonne que sur un rythme binaire et devant chaque situation crée une antithèse, à chaque idée trouve son contraire. Sans saisir ce raisonnement, cette absence de nuances qui oublie les aurores et le crépuscule, la vision des forêts est incompréhensible tellement elle est absurde.

Regardons jouer cette mécanique :

\* La ville est surpeuplée, densifiée, la cohabitation difficile et même angoissante, d’où la nature se doit d’être vide et rassurante. La campagne s’appelle désormais l’espace rural, par homologie avec l’espace sidéral, parfaitement dépeuplé ! La surprise est grande quand un rurbain est réveillé par le chant du coq, par le bruit des tracteurs ou parce qu’un serpent traverse son jardin. Pis encore, il y a des habitants !

\* La ville est construite, pensée, rationalisée, la nature se doit d’être spontanée, autonome, les arbres pousser seuls afin, uniquement de composer le paysage. Désenchantement donc quand les arbres sont récoltés par des individus « âpres au gain ». Ignorance surtout quand se trouve révélé le travail investi par l’homme dans la forêt, qui en fait un monument aussi subtil et raffiné à l’instar de l’architecture des villes.

\* La ville est le lieu du travail, de l’usine, du commerce, de l’argent, la nature se doit d’être désintéressée, à l’écart de l’idée même de production, intolérable en soi. Car nous le savons bien « *les fleurs des champs ne travaillent ni ne filent* ». La présence d’industries dans la forêt qui, en fait, la font vivre devient alors une atteinte à ce refuge.

\* La ville est polluée, elle est de pierre ou de ciment, quelques arbres, un jardin public, rappellent l’existence d’un territoire à 80 % occupé par ce vide rural. Comment alors ne pas espérer trouver un jardin à l’extérieur afin d’en user socialement, de s’y promener, d’y retrouver l’innocence perdue et la santé perdue par les pollutions diverses ? La démocratie accentue le phénomène, car, autrefois le seigneur avait un parc, le bourgeois un jardin, maintenant le peuple désire une planète ornementale et sanctuarisée dans ses beautés naturelles. Le spectacle l’emporte sur toute autre considération.

Catastrophe quand le citadin apprend que les nappes phréatiques sont polluées, qu’il y a des intrants chimiques dans la culture. Eux pourtant saturés de médicaments et bons pour être retraités à La Hague trouvent cela inadmissible. Il est aisé de comprendre dès lors que les habitants des villes exigent du pouvoir qu’il rende la campagne conforme à leur imaginaire.

Il faut agir, et là apparaît l’autre danger qui va se servir de ces désirs urbains pour augmenter son pouvoir : l’administration.

3) La forêt, objet administratif

L’administration a pour fonction essentielle d’inscrire dans le sol la souveraineté de l’État et donc de quadriller la terre d’un ordre rationnel et militaire. Elle court donc derrière les plus infimes détails pour approfondir la toile qu’elle tisse maintenant depuis des siècles. C’est dans le cadre de ce filet qu’apparaît le sylviculteur, emprisonné dans des fonctions de préposé à la garde des forêts. L’intervention puissante des écologistes, en semant l’effroi sur la perte des forêts (tropicales d’ailleurs et non européennes) les aide dans leur ambition à resserrer encore les mailles. Il est possible dès maintenant de discerner un avenir peu souriant, car cette crainte a conduit à mettre en place un système de certification complexe destiné à rassurer les citoyens et éviter que les arbres ne deviennent aussi fous que les vaches. Sans doute redoutent-ils qu’ils ne marchent sur la ville pour l’étouffer comme dans la malédiction de *Macbeth*.

Elle doit être durable et fournir un bois identifié, seul écomatériau renouvelable soumis à de telles contraintes qu’il serait plus opportun d’exiger des pétroliers.

En même temps, ce qui n’aide ni à réduire la complexité ni les contradictions d’une législation aussi envahissante que les mauvaises herbes (75 systèmes de protection des sites qui se superposent dans la plus parfaite inutilité).

L’opinion désire en effet un retour à la virginité dont chacun sait pourtant qu’il est toujours le résultat d’artifices coquins. Car empêtrée dans son rêve de jardin planétaire, elle ne sait pas, ou feint d’oublier que la forêt est une entreprise, dépendante d’un marché mondial, aussi difficile à saisir que le marché pétrolier. Or certains rêvent « *d’oser la friche* », de « *retourner au désert* ». Déjà un tiers de la forêt française n’est pas productive et sert d’alibi à ceux qui voient dans la forêt cultivée le comble de l’horreur. Imaginons le résultat : fin de l’emploi industriel (500 000 en France), incendies multiples onéreux pour la collectivité, jungle à ronciers interdisant toute activité touristique autrement qu’armée de machettes. Bien sûr ce serait le paradis pour les vespertilions à oreille échancrée et les leucorines à gros thorax !

Pourtant ce n’est pas cela que réclament les urbains, ils désirent se promener, cueillir des champignons ou des myrtilles, faire des courses de « Vtt », des championnats de moto, des courses de quatre-quatre. Ils veulent une campagne « urbanisée », propre à être consommée.

Un espace nouveau est en train de naître, disparu depuis le « Moyen-Âge », celui du domaine des droits d’usage citadins qui va rétablir la distinction féodale entre domaines éminemment réservés aux urbains, domaine utile pour les serfs paysans. Et le conflit est rude, car il postule la vassalisation du gestionnaire, l’effritement du droit de propriété, tant est forte la volonté d’oublier les peuples de la forêt. Droit pourtant reconnu pour les indigènes des Tropiques et que nous devrions réclamer au nom de l’indépendance de l’ethnie forestière.

L’État a oublié qu’un des fondements de la démocratie était le contrat. Il serait désormais utile de songer à reconnaître l’existence du sylviculteur, d’encourager son désir de cultiver la forêt, créant des richesses pour tous. Contrat dont certaines clauses devraient prévoir la possibilité de cantonner clairement, comme ce fut fait en Nouvelle-Zélande, l’espace qui relève de la forêt cultivée et celle qui relevait du loisir. Les forêts publiques sont les mieux à même d’exercer cette fonction, quitte à sacrifier les forêts périurbaines, du littoral ou celles de la montagne, quand le bois est trop difficile à exploiter. Sinon le chevauchement des fonctions multiples s’exerçant sur la forêt, la dispute sur les usages, finiront pas démotiver ceux qui avaient placé leur orgueil et leur ambition dans l’élevage des arbres.

Conclusion : rétablir le lien

Peut-on en rester sur ce constat manichéen et ne pas chercher des liens plus profonds capables d’assurer la continuité ? Car je n’ai décrit jusque là que le jeu des représentations.

Ils existent, mais ils demeurent occultes. Ce n’est pas dans les parcs publics entourés de grilles qu’il faut les chercher, ce n’est pas non plus dans les idéologies déformantes et leurs jugements péremptoires.

Le premier cordon ombilical doit être cherché dans la science qui irrigue la culture de l’arbre et fait de la forêt cultivée un audacieux mélange de la tradition et de la modernité, le seul probablement aussi parfait.

Mais surtout reste enfoui dans les consciences urbaines le profond sentiment d’une nostalgie de la nature (racines fécondes et nourricières), soulignant l’artificialité de la ville. Celle-ci n’est qu’un habit neuf pour le paysan qui rêve toujours de la nudité première.

Le deuxième relève du cartésianisme français qui a construit les paysages selon une logique de production, variant avec les siècles, mais toujours rationnelle. Y aurait-il un crime en ce que les champs modernes ressemblent davantage à un Mondrian qu’à un Poussin ?

Nous voulons simplement dire que nature et culture ne sont pas dissociables. Simplement les tentatives faites pour couper le lien et le remplacer par une campagne imaginaire restent le profond danger qui menace les forêts au XXIe siècle.

Seul le pouvoir a le moyen de briser les schémas fabriqués uniquement pour séduire des électorats épars et désorientés, et donc, à terme, de rétablir le lien en faisant comprendre que la nature ne peut pas vivre sans la culture et en montrant que l’homme des champs reste toujours aussi utile pour la collectivité que celui des villes. Mais il faut faire vite, 80 % des Français vivent désormais dans les villes et les représentations l’emportent sur la réalité au fur et à mesure que se découvre la baisse de puissance électorale des habitants des champs.

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*V. Les faiblesses politique  
de la forêt cultivée*

*(Discours à Itoria, 09/11-2002)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

Une première anecdote illustre assez bien ce thème : très récemment, les bandes de guérilleros du Liberia ont procédé à l’abattage illégal d’arbres et les ont exportés en France, qui, elle-même les a vendus en Chine. Alertées par les écologistes, les Nations-Unies ont voté des sanctions. Deux États se sont abstenus : la France et la Chine. Faut-il rappeler qu’à cette époque les sylviculteurs, sinistrés par la tempête de 1999 et dans l’impossibilité d’exporter leurs bois, ont tout perdu !

Maintenant, examinons les événements qui se sont déroulés depuis les cinq dernières années. Deux faits retiennent l’attention : le premier concerne la certification, le second la gestion durable.

1) La certification

Incontestablement les sylviculteurs ont fait preuve d’une grande capacité de réaction en créant le Programme de reconnaissance des certifications forestières (Pefc), afin de contrer l’offensive anglo-saxonne, toujours extrêmement présente, du *Forest Stewardship Council* (Fsc). Et nous avons su ainsi répondre à la demande pressante de certains industriels.

Maintenant à la place de l’autosatisfaction, regardons d’un oeil critique le sens de cette opération. Car notre capacité de proposition doit toujours être accompagnée d’une parfaite liberté d’appréciation. C’est la véritable rôle d’une organisation professionnelle. Or d’où vient la certification aussi appelée par certains, « écocertification » ?

L’aventure commence au Sommet de Rio en 1992, où sous la pression des organisations non gouvernementales écologistes, inquiètes, à juste titre, du déboisement anarchique des forêts tropicales, fut exigée la preuve que le bois était issu d’une forêt gérée durablement. Le seul résultat clair fut que cette exigence retombât sur des forêts parfaitement gérées, en pleine progression en Europe occidentale.

Là est bien la preuve que les États européens ont capitulé en rase campagne devant les Ong, abandonnant un nouveau pan de leur souveraineté aux diktats des multinationales écologistes ! Car en clair, l’immense monument législatif et réglementaire construit pendant des siècles n’avait plus aucune valeur au regard de ces principautés virtuelles, sans assise territoriale et sans légitimité démocratique. Si les États ont cédé si facilement, que faut-il en déduire ? Faiblesse de leur part ou plutôt faiblesse de la forêt cultivée à l’intérieur de l’État, indifférent à cette contrainte venue d’ailleurs ?

Oui, mais me direz-vous, cela n’a rien d’extraordinaire, puisque depuis longtemps déjà l’agriculture s’est engagée dans une démarche qualité. Sans doute, mais elle l’a fait volontairement afin d’obtenir du marché un surprix conforme à l’effort consenti par le producteur. Qu’en est-il pour nous ? Le problème vient de ce que la consommation du bois ne dépend pas du goût, contrairement aux produits agricoles. Bien malin celui qui dira, en l’absence de certificat, si le bois a été bien traité depuis son enfance, ou s’il a été maltraité par une marâtre indigne. En revanche, même si les sylviculteurs ont réussi à abaisser les coûts par rapport au Fsc, demeurera toujours une contrainte financière supplémentaire ! Mais si le consommateur ne peut faire son jugement de façon éclairée, le marché tiendra-t-il compte de nos efforts ?

Rien n’est moins sûr, car si, à terme, la faim du bois est une certitude, en attendant il n’est pas impossible, en raison du déstockage des pays de l’Est de l’Europe, de se trouver face à une baisse drastique des prix, voire pire si la Russie remet de l’ordre dans ses affaires et exploite son immense potentiel. À moins bien sûr que ce scénario soit lui-même optimiste, car la concurrence de nouveaux matériaux pourrait reléguer le bois au rang de pièce de musée !

À qui devons-nous ces honneurs ou ces horreurs ? À la faiblesse des liens interprofessionnels, qui n’ont pas su résister à la pression des centrales d’achat sur les industriels, elle-même inspirée par les marchands de certificats. Tant que les industriels et les sylviculteurs ne feront pas front commun contre l’ingérence de groupes ignorants ou malintentionnés, nous serons obligés de céder.

Nous sommes donc coincés entre des États qui n’ont jamais renoncé à la propriété féodale des forêts (la propriété éminente) nous laissant la part rétrécie d’un domaine « utile » fortement réglementé et des industriels qui risquent de préférer les bonnes occasions au jour le jour plutôt qu’un accord à long terme avec les producteurs. En d’autres termes la mondialisation pour nous a un sens terrible : les multinationales écologistes et industrielles ont fait alliance sur notre dos. Le propos est cependant excessif, car en Finlande la bataille fait rage au quotidien afin de détruire le système Pefc. Mais sylviculteurs, industriels et État résistent.

Mais pour autant, ne soyons pas dupes, l’État prend souvent parti en faveur des consommateurs et des écologistes afin d’étendre sa propre emprise et multiplier les occasions de contraindre notre gestion. Car il est plus soucieux d’étendre son domaine bureaucratique que de créer une ressource pérenne.

Il n’est pas inutile de rappeler à ce propos que, lors du Congrès mondial d’Antalya, les sylviculteurs avaient, de façon unanime, repoussé la certification !

Sans doute peut-on espérer, que nous finirions par à expliquer à l’opinion qu’il n’y a des arbres que parce qu’il y a des hommes pour les cultiver !

2) La gestion durable

Pourquoi avoir une approche réticente vis-à-vis d’un concept qui reconnaît à l’homme la capacité de gérer la forêt ?

Si, bien sûr, cette demi-victoire nous satisfait, alors pourquoi se plaindre ? Demi-Victoire en effet, car le concept est le résultat d’une transaction entre deux doctrines écologistes, l’une favorable à la présence de l’homme, l’autre farouchement engagée dans la préservation intégrale. Lesquels estiment avoir consenti des concessions démesurées aux premiers, et sont actuellement repartis à l’assaut. Ils recommandent en effet que la gestion durable soit entourée de telles précautions qu’elles finissent par équivaloir à une non-gestion.

Allons plus loin dans la déconstruction.

Qui en effet peut apprécier les critères de la durabilité ? Pour le faire dans des conditions logiques et raisonnables, il faudrait un recul dans le temps, car l’expérimentation est particulièrement lente pour les arbres. Ce recul fait totalement défaut puisque les arbres mis sur le marché actuellement et certifiés n’ont pu faire, apparemment, l’objet d’une culture selon des critères modernes. À moins que, s’ils sont certifiés, c’est que les méthodes de culture que nous avons, nous ou nos ancêtres entrepris, étaient satisfaisantes ! La certification est donc redondante et ne prouve rien. Alors pourquoi nous mettre sous surveillance ? Simplement parce que le premier, et évidemment un écologiste, qui invoquera le principe de précaution, pourra s’opposer à toute expérimentation. L’exemple des Ogm en agriculture devrait nous faire réfléchir.

Il en ressort une première conclusion, à laquelle nous sommes mal préparés, à savoir la venue de tiers dans la gestion des forêts. Tiers dont il faut bien reconnaître qu’eux-mêmes ne présentent aucune garantie de compétence.

Cela devrait nous inciter à resserrer encore les liens qui nous unissent aux scientifiques, et c’est bien dans cet esprit que l’Usse a pris l’initiative de fédérer les chercheurs du sud de l’Europe au sein de l’Iefc.

3) Les usagers de la forêt

Une sorte de discours consensuel est en train de s’établir, du moins en France, qui nous nous pousserait à tenir compte de la demande sociétale désireuse de jouir de la forêt. Il faudrait les intégrer dans nos institutions et prendre en compte leurs avis.

Et nous sommes en passe de céder, crédules et finalement presque convertis de la légitimité de leur intrusion. Étrange réflexe de soumission, qui prouve sans doute à quel point finalement nous sommes sensibles aux lieux communs qui traversent le milieu.

Demandons donc aux industriels s’ils laisseraient leurs clients ou des tiers venir leur donner des conseils sur la gestion des usines. Idem pour les agriculteurs !

Nous devons considérer tous ces bons esprits comme des usagers que, par générosité, nous laissons se promener dans les bois. Sinon ils viendront ensuite dans les maisons pour en dénigrer ou modifier l’agencement ? Ils peuvent aussi nous trouver sympathiques et encourager notre préservation au titre de tribus de la forêt ! Dans un régime démocratique, rien ne les empêche d’acquérir des forêts et de les gérer à leur guise.

Il faut donc bien faire comprendre que par libéralisme nous les laissons jouir des « aménités » de la forêt, mais cela ne leur donne pas un droit à les gérer. Sinon nous connaîtrions à nouveau les mêmes querelles médiévales sur les droits d’usage et la dispute ne cessera de grandir, poussant progressivement le sylviculteur à renoncer à sa culture ! Sans doute ces critiques sont dures, mais bien réparties entre les États, les industriels et les usagers.

Serions-nous indemnes de toutes fautes ? Ce n’est pas le juste sens de ces propos. Car il est vrai que nous n’avons pas su communiquer et expliquer notre travail, pas plus que nous n’avons vraiment réussi à constituer une véritable profession unie et soudée, bien que l’existence de l’Usse soit l’embryon de la réponse. Mais c’est maintenant que doit être imaginée une stratégie forte.

Elle passe par une multiplication des initiatives requérant une mobilisation des énergies afin d’éviter que la forêt du Sud ne devienne le sanctuaire ensoleillé des touristes nordiques du troisième âge. L’urgence est là, mais nous ne sommes pas défaitistes. Plusieurs directions sont déjà bien engagées.

1 – L’Iefc seul, parce qu’il regroupe des scientifiques inattaquables, peut apprécier réellement le contenu des concepts de biodiversité et de gestion durable.

2 – Les Sciences sociales, que nous n’avons pas pu encore réunir parce qu’elles concernent des chercheurs isolés, nous donneront les clés de la lutte idéologique et la connaissance du marché et des flux des bois.

3 – Les juristes enfin doivent être sollicités afin d’établir une matrice comparative des systèmes politiques, fiscaux et réglementaires, régissant les forêts dans le sud de l’Europe. À partir de là nous serons capables de déterminer quel régime est le plus à même de développer la forêt cultivée. Et pour cela il faudra motiver les États et leur expliquer que la culture millénaire des arbres porte un progrès intelligent, un matériau noble et écologique, un moyen sans rival pour aménager l’espace.

C’est à cette tâche que je convie politiques et chercheurs, industriels et sylviculteurs.

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*VI. Discours de clôture  
du programme Eurosilvasur*

*(22/11/2002)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le mot clôture ne convient qu’à moitié au propos. Sans doute, célébrons-nous la fin du programme Eurosilvasur, mais ce n’est là qu’une brique dans la construction entreprise par l’Usse depuis 1989. Nous avons décidé alors d’unifier les forêts du sud de l’Europe à l’intérieur d’un grand massif de 20 000 000 d’hectares.

Pour cela nous devions faire émerger dans chaque massif, dans chaque région, dans chaque État, un interlocuteur parlant au nom des sylviculteurs et s’adressant aux pouvoirs publics, aux médias, aux autres groupes sociaux. Cela est désormais acquis. Partout dans ce périmètre géographique existent des représentants réels de la forêt cultivée.

Car ce thème a été et demeure le plus fédérateur, il commence à pénétrer dans les mentalités. Or c’est un travail majeur, car il exprime à lui seul à la fois le rôle de l’homme dans la forêt et les multiples usages qu’il peut en tirer : le bois bien sûr, mais pas exclusivement, les baies, les champignons, plantes aromatiques, médicinales, pignons, résine, etc. Dans le contexte actuel de la prédominance urbaine où courent maints fantasmes dus à l’oubli de la nature et au premier chef la mauvaise évaluation des périls qui pèsent sur la forêt. Elle est davantage menacée par le touriste ignorant que par la coupe des bois qui fait vivre l’homme et la forêt. Nous avions besoin d’en parler à la société, car jusque là nos travaux de culture nous suffisaient. Les films réalisés dans le programme portent tous le même message, venant de chaque massif ; il témoigne assez de l’amour qui nous attache à l’arbre et du travail qu’il exige.

Il fallait en outre et en deuxième lieu, tâche tout aussi ambitieuse, unifier la forêt du Sud sur le plan économique.

*Eurosilvasur* s’y est particulièrement attaché. Mais pour bien saisir la portée du projet, il faut en mesurer le défi et l’extrême ambition. Il est de plus en plus nécessaire d’atteindre notre objectif d’unité, car n’oublions pas que les grandes multinationales papetières continuent leur concentration mondiale. En Aquitaine, nous nous réveillerons peut-être un jour avec en face de nous un seul acheteur déjà présent dans toutes les autres parties du Massif-sud. Mais nous nous heurtons à une difficulté très générale dépendant de l’unification de l’Espace européen. L’abolition des frontières n’a pas fait disparaître les frontières culturelles, politiques et juridiques. Or dans notre cas particulier, les multiples législations et règlements sont à l’oeuvre accentuant l’entropie des normes.

Or les effets sur la forêt sont majeurs. Car d’une part le respect des normes n’est pas égal, pas plus que leurs effets sur la culture de l’arbre. Cette politique qui encourage directement les feuillus à croissance ultra rapide diminue l’intérêt en faveur des résineux dont la rotation est plus longue.

Or en proposant certaines techniques financières ou économiques utiles en Aquitaine et destinées à autonomiser l’entreprise sylvicole, nous rencontrons des systèmes où le taux élevé des subventions dissuade le sylviculteur de recourir à l’emprunt ou au financement direct. Cet obstacle était prévu et donc la réalisation du programme n’a guère généré de surprises. Il suffit pour le moment que le problème du financement soit posé. Chacun dans un libre débat tentera de se faire écouter par les autorités politiques.

Néanmoins il faut révéler une intention inscrite en filigrane dans le programme. Elle concerne la solution des problèmes posés par la coopération transfrontalière interrégionale. Celle-ci bute sur une difficulté apparemment insoluble : comment unifier un ensemble soumis aux tiraillements des réglementations diverses. Nous avions et avons toujours le désir de susciter des propositions dans chaque endroit du massif qui toutes visant le même but recourent à des moyens et ressources juridiques en usage dans leurs pays. Nous savons qu’il est vain de rechercher *a priori* des procédés identiques qui supposeraient une identité des lois et des règlements.

Ainsi pourrait s’exprimer l’originalité de chacun sans compromettre l’unité de tous. Nous pensons par ailleurs qu’il ne suffit pas de déplorer l’absence de textes européens idoines, il faut suivre l’esprit pragmatique de certaines directives fixant un but certain et laissant à chacun le choix du chemin pour y parvenir.

Cela doit nous inciter à dilater les règles contraignantes en créant des pratiques ou coutumes dont finalement le législateur reconnaîtra la pertinence en les transformant en lois. La voie de notre rapprochement passe aussi par des sentiers de montagne usés par les contrebandiers. Le rapprochement de plus en plus actif des sylviculteurs au sein de l’Usse permettra de découvrir ces voies de traverse.

Lutter dans ce but n’implique pas isolement dans une communauté close. Lorsque nous avons signé les accords de l’Usse en 1989 nous étions seuls, et les délégations espagnoles étaient accompagnées par un représentant du Conseil de Gouvernement autonome, d’un député européen, du directeur des forêts et à tout hasard des banquiers. Cela soulignait très clairement la tradition aquitaine de ne pas s’approcher du politique. La leçon a été comprise. Et aujourd’hui, nous sommes dans vos murs et les programmes européens n’auraient pu être acceptés par l’Union si les autorités politiques ne les avaient pas soutenus et accompagnés. Soyez-en remercié ainsi que tous les représentants officiels des régions portugaises et espagnoles. Je m’adresse tout particulièrement au Conserjero de Galice qui ne nous a pas quittés des yeux depuis 1989. Il sait toute la reconnaissance que nous lui devons. Je dois dire aussi et peut-être dans une réunion protocolaire comme celle-ci mes propos sont déplacés, mais que Mr Larrat me pardonne si je lui rends un hommage particulier, pour son autorité, sa fidélité et la sympathie qu’il a inspirée à tous.

Dans le même élan, je ne saurai négliger de souligner le long martyr de Madame Castre, résolue à vaincre et en proie à toutes les difficultés quotidiennes qui s’y opposaient. Je pense que votre caractère sortira renforcé d’une telle épreuve même si vous y avez perdu le goût de recommencer.

Mais précisément parce que nous sommes toujours en train de faire et d’imaginer, il reste à souligner un troisième degré de notre ambition sans lequel l’édifice resterait inachevé. Nous devons maintenant délocaliser la forêt, la sortir de son sol européen, (rassurez-vous, je ne vous demande pas d’arracher les arbres, ce qui causerait trop de peine aux écologistes, mais relèverait pourtant de notre droit le plus strict) afin de l’unir avec les forêts similaires du reste du monde, Afrique du Sud, Chili, Australie et d’autres à venir, comme a commencé à le faire le Président Turrado, afin de faire connaître dans les instances internationales nos problèmes et confronter nos expériences.

Être présent au niveau mondial est la condition nécessaire pour rester enracinés dans notre sol et faire valoir nos spécificités. Plus les peuples de la forêt sauront se faire connaître, plus peut-être lui seront reconnus des droits et des raisons d’exister.

C’est ce à quoi je vous convie.

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*VII. Exposé des motifs en faveur  
d’une association pour la Défense  
de la Forêt cultivée.*

*(15/12/2002)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

La modernité remarquable des forêts productives d’Amérique latine les conduit peu à peu à proposer ses sciages aux centrales d’achat européennes. Par ailleurs les États de l’Europe de l’Est sont progressivement amenés à déstocker à bas prix leurs ressources forestières. Nous considérons donc qu’il existe des menaces précises sur le sort des forêts cultivées françaises. Il importe, dans les meilleurs délais d’en prendre la mesure et de formuler une stratégie en retour.

Dans ce but il nous paraît utile de proposer à tous ceux qui désirent continuer à pratiquer une sylviculture productive à se regrouper dans un comité national de défense des arbres à croissance rapide.

Cette initiative prise par le Syndicat des sylviculteurs du sud-Ouest (Ssysso) s’inspire d’une démarche commune en agriculture, qui pratique à la fois le regroupement spatial au sein de la Fnsea et l’association syndicale par branches de culture. Il s’agit donc de s’engager dans le même processus de spécialisation au sein de l’entité syndicale nationale constituée par la Fénédétation nationale des syndicats de Propriétaires sylviculteurs (Fnsps).

La spécificité de nos actions se manifeste par le désir de faire valoir les particularités de la forêt cultivée et de mettre fin à la confusion qui existe actuellement.

Nous considérons en effet que les usages de la forêt sont conditionnés par sa capacité à produire, celle-ci dépendant à son tour du marché.

Deux séries d’actions découlent naturellement de cette orientation, l’une en direction de l’État et des usagers, l’autre afin de promouvoir le produit sur le plan économique.

1) En direction de l’État de ses usagers

Il est nécessaire de faire entendre à l’État la nécessité de renforcer la production forestière et pour cela de soutenir l’action des entreprises sylvicoles en les dotant d’une réglementation adéquate. Celle-ci suppose la prise en considération des risques pouvant survenir pendant la longue période permettant d’atteindre la maturité des arbres. Des dispositions particulières dans le domaine de l’assurance, du crédit et du financement, concernant directement le sylviculteur s’imposent.

À l’égard des usagers, une distinction doit être faite entre l’utilisation sociale d’un lieu de loisirs et les revendications plus précises des écologistes. Les premiers nécessitent une information donnée dès l’enseignement primaire afin de leur faire saisir toutes les précautions qui doivent être prises lors du contact avec une forêt vivante et cultivée.

Les seconds doivent comprendre, grâce à une campagne d’information, que la culture s’exerce en fonction d’arts et de traditions acquis par les sylviculteurs tout au long des siècles et grâce à leurs relations étroites avec le monde de la science et de la recherche. Il sera alors aisé de dialoguer avec eux et probablement d’entreprendre des actions communes afin de mieux faire connaître ce patrimoine national. En revanche nous devrons élaborer une doctrine forte permettant d’écarter les ingérences d’idéologues écologistes, ignorant les réalités de la forêt.

2) En direction du marché

L’urgence des défis dans un marché médiatisé pousse à s’interroger sur les meilleurs moyens de rester compétitifs. Cela suppose la mise au point d’un dispositif permettant de connaître en temps réel les flux et les prix. Des études de marché et les mercuriales ainsi que des normes communes d’évaluation de la ressource et de la mise en marché seront les premiers instruments à mettre au point.

Cela suppose également d’acquérir la capacité d’assurer la promotion des produits issus d’essences certifiées et labellisées suivant des signes officiels d’origine.

Afin d’assurer le succès de l’entreprise, il nous faudra considérer d’un œil nouveau les relations avec les industries transformatrices, tout autant dans le but de réguler le marché que de rechercher les meilleurs moyens de moderniser l’ensemble de la filière, comme ont déjà su le faire les pays émergents.

Par ailleurs l’assise démographique de l’agriculture décroît en même temps que s’affirme sa puissance économique. Les directives européennes poussent à constituer un interlocuteur unique de la ruralité. Nous trouvant dans une situation similaire, malgré la spécificité de la culture de l’arbre, il devient urgent de mettre au point des techniques de concertation afin de faire face ensemble à des dangers communs.

Cette action ne doit pas s’inscrire dans un cadre strictement national, mais au contraire s’ouvrir sur l’extérieur et plus particulièrement sur les forêts cultivées de l’hémisphère sud. Pour cette raison l’Usse a déjà conclu des accords avec le Chili, la Nouvelle-Zélande et l’Afrique du Sud afin d’harmoniser nos pratiques et échanger nos expériences, et de parvenir à assurer le succès commercial du matériau bois.

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*VIII. Le rôle de l’USSE*

*(Discours à l’Assemblée générale  
de l’USSE de 2003)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il est nécessaire de rappeler les raisons de la création de l’Usse dont le jumelage de convivialité ne faisait pas partie.

L’existence d’un espace commun européen en a été la cause déterminante afin de mettre au point un mécanisme de coopération interrégional transfrontalier. Tout aussi pressante était la prise en compte des traits spécifiques aux forêts du sud de l’Europe.

Leur extrême variété en fait une réserve unique en Europe de biodiversité. Leur fragilité ensuite souligne d’un trait le feu le risque incendie qui les menace toutes, car elles ont reçu en partage le dangereux cadeau du soleil. Enfin, culturellement, leurs régimes juridiques subissent l’empreinte de la tradition romaine, et leurs propriétaires partagent valeurs et modes de vie.

Pour autant, elles ne sont pas séparables du grand jeu forestier mondial et subissent comme les autres les avatars de la mondialisation. Pour acquérir un poids suffisant et aller au marché avec quelques chances, ces forêts doivent former un ensemble uni et intégré. Le paradoxe de la libération des échanges oblige à construire des entités régionales fortes dont la dimension dépasse celle des territoires nationaux. Or le massif aquitain est trop faible pour accéder seul au seuil minimum requis.

Cette prise de conscience n’est pas encore générale et finalement l’aménagement de l’espace européen ne fait pas l’objet d’une véritable prise en compte par les États-Nations Il suffit d’évoquer les lois françaises pour se persuader qu’elles n’ont nul souci du développement des législations des autres pays dans un domaine identique. Les États continuent à labourer leurs champs locaux, protégés par les haies frontalières de la souveraineté territoriale. Bien que la libre circulation des personnes et des biens soit un des piliers de l’œuvre communautaire, les systèmes de normes et les organisations administratives accélèrent le repliement sur leurs territoires d’origine.

La loi forestière de 2001 en porte témoignage. Elle est, au sens strict du terme, bornée, franco-française, ceci sans préjudice de son caractère essentiel, celui de relever d’une petite vertu. La critique est d’autant plus recevable que cette loi a été votée à l’unanimité. Or chacun sait que cela ne se produit que dans deux cas :

– le péril national,

– l’indifférence au problème.

Je vous laisse le choix de la motivation.

De ce fait, l’Usse constitue une structure plus moderne que les organisations étatiques. Son fonctionnement souple en réseau lui permet d’agir et de réagir rapidement afin de s’ajuster au plus près des circonstances.

Elle a le désir d’exprimer le particularisme des forêts, mais aussi celui des sylviculteurs que la tradition latine a façonné au cours des siècles. De la même façon l’Usse exprime une réalité sociale et culturelle dont la spécificité ne porte pas atteinte aux grands regroupements des représentants nationaux de la sylviculture, contrairement à leurs craintes. Même si le message a eu quelque difficulté à passer, tellement le jacobinisme croit en sa propre efficacité, des progrès ont été enregistrés et nous siégeons au Comité consultatif des Forêts auprès de la Commission. Répétons l’argument qui vient de la sociologie des organisations : plus un message identique en provenance d’organisations distinctes est répété, plus il a de chances d’être entendu. Et nous nous servons de cette théorie de la redondance en réseau afin de créer un environnement favorable à une prise de décision conforme à nos intérêts. Pour y parvenir, nous devons forger des outils nouveaux, car l’entité naissant à l’intérieur du périmètre géographique n’a aucun pouvoir régalien.

Heureusement il existe des sources de droit en voie d’oubli, la doctrine et la coutume dont nous avons décidé de nous resaisir. Nous avons choisi de proposer aux différents gouvernements des pratiques communes, destinées à devenir les bases d’une réglementation similaire en Europe du Sud. Cette solution résultant d’une utilisation originale de la coutume constitue un des choix tactiques essentiels de l’Usse. Quant à la doctrine, elle doit exprimer fortement, par des jugements de valeur, son accord ou désaccord sur les initiatives normatives en matière forestière. Nous ne nous en privons pas. Faut-il encore pour parfaire ce travail critique, trouver les mots qui tuent !

Reste à chercher dans le présent l’infime amorce du futur afin de choisir la stratégie la plus conforme à nos intérêts, tel sera l’objet de mon propos. Or le trouble des marchés, la crainte de la récession, mais aussi l’absence d’informations crédibles provoquent une inquiétude, dissimulant les lignes de force de l’évolution.

Malgré ces difficultés, nous devons déceler la configuration de l’avenir et en tirer les conséquences.

Sans doute avons-nous entendu parler de la mondialisation qui en réalité se résume aux échanges entre l’Asie, l’Europe et l’Amérique du Nord.

Comme les bois ne figurent pas dans l’annexe V du traité de Rome, comme il semble difficile de faire accepter une politique forestière commune dans le cadre des réformes actuelles, nous sommes sûrs d’une seule chose : nous ne bénéficierons d’aucune protection ! Et par conséquent le danger peut venir de partout et plus précisément de pays qui produisent sans effort et sans frais.

Or les pays de l’ancienne Union soviétique intégrés ou en passe de l’être à l’Union, détiennent des stocks de bois qu’ils sont prêts à jeter sur le marché. Par ailleurs les pays émergents du cône sud de l’Amérique commencent à fournir aux centrales d’achat des sciages à bas prix, la rentabilité des exploitations forestières fait débat.

En régime libéral la concurrence parfaite ne peut se réaliser qu’à la condition de s’effectuer entre pays dont les moyens de production sont similaires. Tel n’est pas le cas et nous pouvons rapidement nous trouver face à des situations de dumping, emportant d’un seul coup tout le système de production.

Afin de nous prémunir contre ces risques, voire tirer profit de la nouvelle donne, la valorisation de nos produits aura intérêt à se doubler d’une prospection en direction de certains pays débiteurs en bois. La Chine offre un bon exemple. En fait nous sommes confrontés à une configuration économique bizarre où le besoin mondial de bois grandit et où le déplacement de stocks marginaux suffit à désarticuler notre mode de production.

Pour réussir notre entreprise, deux directions s’ouvrent : présenter un discours commun au sein de l’Union, mener une politique active de l’offre dans le monde.

I. Travail doctrinal sur le discours commun  
des membres de l’Usse

1) Le concept

L’Usse depuis sa fondation a fait de la forêt cultivée le maître mot de sa doctrine. En effet, nous avons encore la faiblesse de croire que ce sont les concepts qui rendent visible la réalité et lui donne sa véritable consistance. Nous devons à la propagande de ce thème nos plus grands succès, depuis sa reconnaissance internationale par l’Union européenne, la Fao, les Nations unies ainsi que la reprise du concept par l’Omc et le Fmi.

Cette idée a pour premier avantage de séparer nettement les forêts cultivées des forêts primaires, principalement tropicales et de les doter chacune d’un statut différent : la Nouvelle-Zélande, le Chili, l’Argentine, le Brésil, l’Uruguay, etc. ont déjà montré la voie.

Car la lumière brusque et violente convient mal à des problèmes complexes, elle ne souligne que certains aspects, en laissant d’autres dans l’ombre. Ce phénomène touche particulièrement la forêt cultivée qui demeure ignorée, écrasée par le poids médiatique d’une forêt sauvage en voie de perdition. De ce fait, ceux qui ont fait de la forêt une source de revenus, et l’ont cultivée à cette fin, se voient conspués avant d’être connus. Ils sont pourtant porteurs d’un message humaniste dans la mesure où ils témoignent de la liaison entre l’homme et l’arbre, fructueuses épousailles, puisque progresse ainsi le déchiffrement des secrets de la nature. Or cet art fait de tradition et de technique moderne risque de se perdre, sacrifié sur l’autel du sauvetage de la forêt primaire, pour laquelle d’ailleurs rien n’est fait. La quasi-morte risque d’entraîner sa part vivante dans une chute fatale. Les pays d’Europe occidentale, suivis de nombreux pays émergents d’Amérique ou d’Asie, continuent d’avoir besoin de cette ressource afin d’améliorer leur sort.

La distinction paraît moins appropriée dans les États de l’Union européenne où il n’existe pratiquement plus de forêts primaires, sans que toutes relèvent de la forêt cultivée. Intervient ici un paramètre dont nous devons être des ardents défenseurs : la liberté de gestion du sylviculteur. C’est à lui que revient en dernier ressort le choix de la meilleure utilisation de son bien. Cette règle ne porte pas préjudice à l’attitude de l’État qui peut et doit encourager tel ou tel comportement.

En France, sur les 16 000 000 d’hectares de forêts, Monsieur Léonard a démontré que seuls 7 à 8 millions sont véritablement cultivés. Et à ma connaissance la même distinction est opératoire en ce qui concerne les « *montes* » espagnols. Entendons-nous bien, nous n’assimilons pas forêt cultivée et forêt de plantation à l’usage exclusif de la production de bois et de ses dérivés, le critère réel se trouve dans l’intervention de l’homme poursuivant un but économique : ce peut être pour la chasse, le ramassage des truffes ou des champignons, la cueillette des baies sauvages, des plantes pharmaceutiques, la récolte des pignons, du liège, ou de la résine, etc… Il importe donc dans le sud de l’Europe d’obtenir en faveur des producteurs de bois (ou de tout autre produit) un régime juridique spécifique encourageant leur travail, aussi utile à la production d’un écomatériau qu’indispensable à la sauvegarde de la biodiversité. J’insiste sur ce point, la biodiversité n’est pas le fruit spontané de la nature sauvage, mais dans nos régions, le résultat d’une culture millénaire. Au lieu de batailler contre les résineux, pourquoi les écologistes ne demandent-ils pas plutôt la biodiversité dans les champs de carottes, la suppression des rangs de vigne, et n’exigent-ils pas la liberté pour les légumes de mourir de leur belle mort ? Mais peut-être s’intéressent-ils davantage aux haricots blancs qu’aux haricots verts. Cela irait bien avec leur refus des espèces non indigènes ! Heureusement nous sommes dotés d’une Charte de l’Environnement adossée à la Constitution. Je n’ose espérer que cela signifie qu’elle lui tourne le dos !

2) Les forêts non gérées

Faut-il pour autant que nous nous désintéressions des propriétaires qui nous feraient confiance, bien que non désireux d’entreprendre une production. La forêt apporte suffisamment d’aménités et de services à la collectivité, pour que nous soyons leur interprète auprès des pouvoirs publics, ne serait-ce que pour prévenir les risques du feu, et autres fléaux. Notre insistance sur ce concept pourrait paraître secondaire à certains qui n’ont pas perçu l’ombre portée sur notre culture par la menace d’une disparition des forêts primaires.

3) Les conséquences

Cette reconnaissance d’un régime particulier pour les forêts de production doit faire l’objet d’une demande insistante auprès des États du sud de l’Europe. C’est le seul moyen pour contrarier des tendances lourdes dévastatrices pour la forêt : l’accroissement du morcellement, très sensible en Europe du Sud, qui va de pair avec l’attrait irrésistible des migrants ruraux vers les villes. La conséquence attendue de cet abandon humain sera de condamner de vastes étendues à la friche, au désert et au feu. Ce phénomène sera accentué par le gel de surfaces importantes au nom d’une protection mal comprise de la faune et dont la directive *Natura 2000* préfigure la tendance. La Commission ne prévoit-elle pas d’ajouter 1 500 000 hectares aux 610 000 déjà retenus !

4) Les remèdes

Dans ce but nous devons prendre conscience de l’état réel de nos forces, et de notre relation particulière avec l’agriculture et le monde rural qui dérive naturellement du caractère « cultivé » de la forêt. Or les deux sont en péril. Les politiques globales poussent la population à quitter les champs et les villes deviennent progressivement toutes puissantes dans l’avenir de l’aménagement du territoire. Il en naît une idéologie urbaine, dictée par des considérations rationalistes, faisant des projets pour cet espace en voie de vacance (du moins apparemment). Sans doute regrettera-t-on plus tard, beaucoup plus tard, d’avoir liquidé les pratiques traditionnelles, oublié les secrets, les arts de la gestion, toutes choses qui se conservent par une pratique régulière et non par une connaissance dans des livres savants et techniques.

Nous devons réclamer à la fois un statut particulier de producteurs et faire mouvement en vue d’une alliance resserrée avec l’agriculture. Sans doute pourra-t-on m’objecter que dans certains cas, comme la France, le fossé s’est agrandi et que des frottements surgissent du fait de la volonté des agriculteurs de prendre en charge les forêts au nom de sa représentation de la totalité du monde rural. Ces conflits de frontières doivent faire l’objet d’un règlement diplomatique rapide afin de présenter un front uni devant les périls extérieurs qui s’annoncent. Nous devons gérer ce rapprochement avec la même détermination que celui avec l’industrie transformatrice, la mieux à même de juger de la pertinence du concept de forêt cultivée. Il faut en effet l’aide de toute la filière pour que nos demandes soient entendues et que nous parvenions à une représentation réelle de cette catégorie de forêt, et qu’en son sein le Sud se mette à exister comme une véritable entité géopolitique. Nous ne perdons pas de vue que ce travail s’inscrit dans une perspective plus large, celle de l’apparition progressive d’une frontière culturelle entre le Nord et le sud de l’Europe. Nous n’oublions pas non plus que la civilisation est toujours venue du Sud !

II. Les actions de coopération de l’Usse

L’action extérieure de l’Usse est en effet le lieu principal de ses efforts. Il n’est pas facile d’en définir la nature, car celle-ci relève d’une pratique quotidienne, délicate à expliciter. Quelques exemples aideront à saisir ces objectifs, dont l’exécution dépendait du Président Turrado.

Un éclairage général fait apparaître le désir d’unification d’un massif de 20 000 000 d’hectares au sud de l’Europe afin de le doter des atouts nécessaires pour entrer dans la compétition internationale. Nous sommes conscients à la fois de la crise profonde que traverse la filière et de sa nécessaire restructuration, impliquant des économies d’échelles, des raccourcissements dans les délais de mise en marché, dans l’uniformisation des méthodes de cubage et dans une meilleure connaissance des espèces. Il est tout aussi nécessaire d’entraîner la transformation industrielle dans ce processus d’unification. Nous avons un exemple réussi à suivre, celui de la façon dont le pin radiata a imposé son nom sur le marché international et ceci à partir des seuls 200 000 hectares du Pays basque, résultat obtenu grâce à l’association avec tous les autres producteurs du monde, d’Amérique latine principalement. Pas un seul colloque scientifique ne peut se dérouler de façon crédible sans entendre la voix d’un spécialiste de cette variété de pin.

1) La présence internationale

De plus en plus les orientations des législations nationales proviennent du milieu international et européen. Il fallait donc préalablement à toute action être présent auprès des différentes instances afin de recueillir l’information et si possible influencer le cours des choses. Ceci s’imposant d’autant plus que les États du sud de l’Europe n’ont pas saisi le potentiel de l’enjeu forestier. Il était donc nécessaire de les informer. Le travail a été facilité auprès de l’Union européenne grâce aux programmes successifs de coopération, cofinancés par les autorités régionales.

Mais il nous fallait aller plus loin, en obtenant un statut qui permette une parole autorisée au niveau international. Dès le début nous souhaitions accéder à la qualité d’Ong, reconnue par les Nations unies. La procédure fut longue, les déplacements onéreux, les examens de crédibilité difficiles. Nous y sommes enfin parvenus et désormais nous siégerons dans les formations consacrées aux débats sur les forêts.

Je profite de cette occasion pour remercier tout particulièrement le Président Larrat, qui a suivi avec le maximum d’attention et de compétences le déroulement du programme Eurosilvasur, et d’une main ferme a maintenu la trajectoire, quelquefois perturbée par l’indiscipline des gens du Sud.

2) La défense contre les incendies

Notre premier souci, et l’actualité en démontre l’importance, fut de mettre au point un système commun de défense contre les incendies. Une partie de la bataille s’est déroulée entre le Parlement européen et la Commission, elle avait pour objet le maintien du règlement 2158 permettant le financement des travaux de prévention tant publics que privés. En Aquitaine, Messieurs Martin et Savary ont joint leurs efforts à ceux de leurs collègues du Sud pour défendre le maintien de ce texte essentiel.

La forêt est fragile et y brûlent aussi bien résineux que feuillus comme en témoigne le lourd bilan subi par le Portugal, avec 80 000 hectares de résineux, 80 000 hectares d’eucalyptus sur les 400 000 hectares réduits en fumée. Il y a dans le jeu de la prévention tout un travail lourd, délicat, invisible aux médias qui conduit, au travers d’une meilleure connaissance des espèces et de leur capacité de renouvellement, à préparer des plans de défense. Dans ce domaine l’Aquitaine a une certaine avance que nous devons à de cruelles expériences dont nous redoutons toujours le retour. Grâce aux plans de coopération financés par les Régions et l’Union européenne, nous cherchons à étendre nos techniques à l’ensemble des massifs du Sud.

Maintenant comment peut-on imaginer que le législateur se soit aussi peu soucié de la lutte contre les incendies, qui nous vaut, au moment où ils surviennent, force larmes de crocodile ? Mais n’ayez crainte, elles seront vite noyées avec le retour des inondations d’hiver. Faut-il compter pour rien la mort des pompiers, ou celle des personnes civiles ? Que faut-il de plus pour provoquer un sursaut de nos représentants ?

Sans doute, la Russie a manifesté sa solidarité, bel exemple d’entraide continentale, mais ne faudrait-il pas mettre en commun les ressources du Sud pour étendre les systèmes de prévention et s’inspirer de l’exemple canadien qui a su protéger des millions d’hectares avec un taux de réussite élevé. Or c’est à ce moment que l’Union européenne décide de la disparition du règlement 2158, son remplacement par d’autres dispositions ne présentant pas les mêmes caractères d’efficacité. La mobilisation de l’Usse reste constante sur ce sujet.

Le propos sans doute est sévère, mais comment ne pas être étonné que ce soient les mêmes hommes qui construisent l’Europe et qui gèrent les problèmes concrets avec la même largeur de vue, d’imagination prospective et d’anticipation qu’un gardien de prison. Nous avons l’impression de devenir progressivement des intermittents du spectacle forestier.

Une raison supplémentaire milite pour le rapprochement de plus en plus étroit entre les pays et régions d’Europe du Sud. L’élection de nos programmes de coopération par les autorités de Bruxelles a accéléré l’union, ce dont nous leur sommes reconnaissants. Nous ne les avons pas déçues puisqu’aussi bien Compostela Forêt que Eurosilvasur furent des succès. Actes de coopération transfrontalière interrégionale, ceux-ci ont contribué dans leur domaine à unifier l’espace européen. À titre d’exemple les connexions physiques établies entre sylviculteurs lors de ces actions ont été maintenues, la création de l’Iefc, instrument original de liaison entre les professionnels et les chercheurs, a permis de donner des buts pratiques aux laboratoires et d’éviter la redondance de leurs recherches, liées à l’enfermement de chaque équipe dans son système national. Les bénéfices que nous tirons de cette symbiose avec la recherche sont immenses ; parmi ceux-ci, la capacité de répondre de façon scientifique aux attaques de milieux mal informés, mais crédules dépend entièrement de leurs travaux. Leur autonomie est garante de leur objectivité, leurs liens avec les professionnels leur permettent de déboucher immédiatement sur un plan pratique. Également, la science apporte une meilleure connaissance des espèces et de leurs ennemis, la mise au point de traitements, ce qui assure progressivement la maîtrise de la culture. Dans tous ces efforts se sont rejoints chercheurs, ingénieurs et sylviculteurs. Un immense travail est en cours pour analyser la biodiversité et les critères de la gestion durable ; nous leur devons également l’expertise de nos pratiques, condition nécessaire pour accéder à la certification désormais passage obligé vers le marché.

3) La politique de l’offre

Les leçons du bon fonctionnement de la filière viennent des pays du nord où depuis très longtemps, les machines politique et économique se sont mises au service de la prospérité forestière. Normalement l’accord devrait être total entre le Nord et le Sud. Cette conclusion optimiste n’est pas de saison, car les problèmes ne sont pas les mêmes. Les États du Nord sont extrêmement réticents à l’idée d’une politique forestière commune, redoutant à bon droit les inconvénients de la Pac, mais surtout ils s’inquiètent de la croissance rapide de nos espèces multiples, craignant également que tous les fonds dégagés par l’Union n’aillent « se perdre » dans la défense contre l’incendie des pays du soleil. Nos efforts vont donc dans le sens de la prise en compte communautaire au moins des problèmes essentiels de la forêt sans réclamer une politique du type de celle de la politique agricole commune (la Pac).

Ce bref rappel a pour but de souligner qu’un des aspects les plus importants de la coopération concerne la mise en place d’une politique de l’offre. Comme le pin radiata a su se faire connaître, nous devons imposer le pin maritime, qui sur le seul site de l’alliance représente près de 4 000 000 d’hectares. Nous tenons pour preuve de l’efficacité de la démarche la façon dont les bois du Nord – sans autre signe distinctif – ont su établir leur monopole sur le marché de la construction, tout de suite après la guerre.

Des progrès se font, car les forestiers du Nord saisissent progressivement le danger des bois des pays concurrents et ils sont les mieux placés pour savoir quelles conséquences auraient pour le marché européen l’exploitation rationnelle de la forêt russe. Faute d’une protection communautaire et le marché étant mondial, la seule issue dépend – peut-être – des gains de compétitivité. Ils doivent provenir pour la plus grande part de l’amélioration génétique et de la rationalisation du circuit interprofessionnel. Le complément doit se trouver dans le concours de l’État qui finalement a intérêt à ne pas accroître sa dépendance de l’extérieur, alors qu’il a tous les moyens sur place de pourvoir à ses besoins. Pour autant devrait-il injecter de l’argent à fonds perdu dans une ressource qu’il pourrait se procurer à meilleur prix dans d’autres lieux ? Le calcul, s’il était fait, prouverait la rentabilité de ce choix, le bénéfice restant difficile à chiffrer en l’absence d’instruments fiables de calcul, les statistiques ignorant jusqu’à l’existence des sylviculteurs ! Encourager la forêt cultivée en Europe du Sud aboutirait à fixer une population rurale, à aménager la territoire, à créer des emplois, à développer le tourisme, à modifier le climat, à conserver les ressources en eau, à éponger une partie de la pollution des villes, etc… Il ne s’agirait non pas d’une aide, mais d’un investissement rentable pour la collectivité. Mais l’État peut-il penser en matière forestière comme il prétend le faire en matière agricole ? En effet la France s’oppose à quelques grands pays, comme les Usa ou le Brésil, en refusant la théorie de l’avantage compétitif et préférant garder sa propre agriculture plutôt que de s’approvisionner chez les grands producteurs. Est-ce vrai, est-ce un leurre pour anesthésier les défenses et se diriger en douceur vers le grand désert français ? Je laisse aux agriculteurs le soin de trancher.

De ce point de vue et sans paradoxe, les détenteurs de l’intérêt général sont du côté des sylviculteurs et l’action de l’État, si elle se cantonne à de stricts équilibres financiers restera, elle, étroitement corporative. L’Usse tire de cette veille sur le marché mondial et la connaissance des flux locaux une raison supplémentaire d’exister.

4) La prise en charge de l’environnement

Ces quelques actions suffiraient largement à rendre compte de la politique de l’Usse. Pourtant un élément essentiel manquerait à cet exposé, si nous ne prenions pas en compte le poids des forces rivales.

Comment peut on se réclame sans cesse de la gestion durable, la présenter partout comme le nouveau Graal du XXIe siècle et ne pas faire de la promotion du bois une véritable cause nationale ?

Sans doute préfère-t-on conseiller aux enfants d’aller embrasser les arbres afin de les consoler d’avoir été abandonnés par les adultes ! Sans doute, pleure-t-on à bon droit le chêne de Marie-Antoinette qui, malgré tout, avant 320 ans ! Tout cela est aussi utile à la forêt que l’avait été la plantation de rosiers sur la ligne Maginot pour égayer les soldats !

En même temps tout témoigne dans la consommation de la gloire du plastique ! Il me semble pourtant que le pétrole, contrairement aux arbres, ne repousse pas ! Si l’opinion désire vraiment protéger la forêt, elle doit consommer du bois. Qui aura la puissance médiatique, le courage politique, de faire passer un message aussi simple ?

Par ailleurs, lorsqu’il y a treize ans, nous avons énoncé notre position sur l’écologisme, le discours n’a pas été entendu. Certains le trouvaient trop pessimiste et prématuré, d’autres le considéraient comme franchement réactionnaire, déjà convertis aux délices et poisons de cette idéologie en enfance. Il est vrai que notre position fut prise comme un discours antienvironnemental, alors qu’il s’agissait de combattre les fantasmes pessimistes et idéologiques d’un certain milieu urbain. Qui, en effet, trouverait des mérites à la pollution, à la multiplication des déchets, à l’épuisement des ressources naturelles, à l’univers concentrationnaire des grands ensembles urbains, qui, enfin, ne déplorerait le ravage des forêts primaires par des bandits ou des voyous ? Bien plus, nous n’oublions pas la pression démographique qui pousse au défrichement des paysans affamés de terres. Ce problème se rattache directement au sous-développement qui obscurcira notre avenir aussi longtemps que les États industrialisés ne seront pas disposés à en finir ! Mais quelle est la foi qui soulèvera cette montagne ? Et pourquoi devons-nous être sanctionnés pour des actes dont la responsabilité ne nous revient pas ?

Nous participons tous aux idées des XXe et XXIe siècles, et nous ne pouvons nous en extraire, mais nous ne sommes pas obligés de répéter les lieux communs à la mode et laisser s’installer aux commandes de la société les aventuriers de l’idéologie écologiste, c’est-à-dire de ceux qui rêvent de réduire la population du globe à 200 millions d’habitants. Ce sont les mêmes qui refusaient l’aide aux Éthiopiens en période de famine afin de respecter les lois de la sélection naturelle de l’espèce humaine ! D’une certaine façon nous avons eu raison trop tôt, car désormais l’écologisme, idéologie manichéenne récurrente en Occident, est mort, ou tout au moins bien malade. Quand une chaîne comme Arte, commune à l’Allemagne et à la France, démonte toutes les propositions alarmistes des écologistes, relatives aux changements climatiques, à l’effet de serre, au trou d’ozone, à la multiplication des catastrophes naturelles, au recul des glaciers et la fonte des pôles, etc., et qu’elles sont l’une après l’autre détruites par des autorités scientifiques, alors nous pouvons commencer, ou plutôt continuer, à gérer avec sérénité l’environnement.

Il faut remettre la dialectique à l’endroit, rien ne peut être fait sans les gestionnaires de l’espace rural, agriculteurs et sylviculteurs, et nous devons, conformément à ce que nous avons toujours préconisé, prendre en main la protection de l’environnement. Cela ne nous dispense pas de mener pied à pied et sur tous les fronts la guerre avec l’idéologie écologiste. Nous avons la tâche d’en extraire tous les ferments pernicieux, d’en paralyser les effets néfastes, car cette comète traîne derrière elle une queue faite de règlements, de contraintes absurdes, qui doivent tout à l’impérialisme bureaucratique et rien à la protection de l’environnement. Pour cela une garde doctrinale servira à faire connaître notre point de vue.

Qui, en effet, aura la charge et la responsabilité d’appliquer les règlements de protection de la nature sinon les agriculteurs et sylviculteurs ?

La prise en charge de cette tâche nous revient de droit et de fait. À titre d’exemple nous avons lancé en Aquitaine un programme afin de faire « pulluler la rareté ». Je m’explique : *Natura 2000* a cru trouver une solution pour protéger les espèces rares (dont nous avons assuré la survie jusqu’à aujourd’hui, car les écologues affirment que sans le travail du sol la biodiversité aurait disparu depuis longtemps, submergée par les ronciers et les plantes parasites), ce que nous contestons.

Car cette initiative est minimale, difficile à appliquer, onéreuse et inefficace. Nous préférons prendre le problème à bras le corps et lancer avec le concours des écologistes intéressés, des botanistes, des pépiniéristes, mais aussi les pouvoirs publics, un grand plan destiné à multiplier les semences et les graines de ces espèces rares. Aux agriculteurs et aux sylviculteurs, il appartiendra de les disperser sur leurs terres.

Et nous espérons que cette initiative sera reprise par l’Usse dans tout le sud de l’Europe, afin de tenter de régler le problème sur la base d’actes volontaires des gestionnaires de la ruralité.

Est-ce assez ? Non.

Il nous reste encore une tâche difficile, à achever et qui fut entamée par le Président Turrado. Nous avons évoqué précédemment la concurrence des pays du Sud, et de leurs forêts cultivées, au croît plus rapide et surtout assorties d’un système de débouchés économiques remarquable. Malgré les apparences nous avons des intérêts communs qu’il faut mettre en valeur par un rapprochement étendant le travail de l’Usse à d’autres parties du monde. L’Afrique du Sud, le Chili, l’Argentine nous ont déjà rejoints. Et le dialogue sera fructueux, car les points d’accord dépassent en nombre ceux de la concurrence.

Il nous faut donc poursuivre dans cette voie, mais nous ne pourrons le faire sans le soutien de tous les sylviculteurs avec le concours des États et des Régions.

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*IX. Les faiblesses  
de la forêt cultivée  
XIIe Congrès forestier mondial*

*(21-28 septembre 2003- Québec)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

La mondialisation a des effets périphériques sur des théâtres obscurs qui, brusquement, se trouvent mis en lumière. Ils sont délicats à appréhender, car la source de leur intérêt médiatique n’apparaît pas immédiatement. Ainsi la forêt qui ne concernait que des ingénieurs spécialisés, des sylviculteurs ou des touristes, est, lors du Congrès de Rio, devenue un sujet de préoccupation mondiale. Éclat d’ailleurs vite éteint puisque le Congrès de Johannesburg s’en est détourné.

Mais la lumière brusque et violente convient mal à des problèmes complexes, car elle ne souligne que certains aspects, en laissant d’autres dans l’ombre. Cela concerne le problème de la forêt cultivée qui demeure ignoré, écrasé par le poids médiatique d’une forêt sauvage en voie de perdition. De ce fait, ceux qui ont fait de la forêt une source de revenus, et l’ont cultivée à cette fin, se voient conspués avant d’être connus. Concept illégitime sur le plan idéologique, il désire pourtant exprimer le souci de ceux qui, par tradition et modernité aussi, se sont dévoués à percer les secrets de la culture de l’arbre. Or cet art risque de se perdre, sacrifié sur l’autel du sauvetage de la forêt primaire, pour laquelle d’ailleurs rien n’est fait. La quasi-morte risque d’entraîner sa part vivante dans une chute fatale. Or les pays d’Europe occidentale, suivis de nombreux pays émergents d’Amérique ou d’Asie continuent d’avoir besoin de cette ressource afin d’améliorer leur sort.

Cette vision pessimiste n’oblige pas à la renonciation. Mais la bataille ne peut être gagnée que par des mots, en ramenant à leur juste échelle les divagations de certains écologistes, ne connaissant que les arbres enfermés dans des jardins publics.

Il importe donc de dresser un bref tableau des caractères de la forêt cultivée, afin de repartir, en commençant bien sûr ces quelques remarques par la définition du concept lui-même.

1) Le concept de forêt cultivée

Le plus délicat reste de poser la question à son vrai niveau. Or contrairement à la logique technique, uniquement attachée à trouver un contenu « scientifique » aux critères et indicateurs de la gestion durable, le problème réel n’a que peu de rapports avec ces questions. Il se situe résolument au niveau idéologique. Mais le cloisonnement des disciplines interdit aux sciences sociales de pénétrer dans le monde clos des sciences exactes. Et les spécialistes ne se sentent pas concernés par cet aspect des choses, pas plus d’ailleurs que les administrations responsables des secteurs forestiers. Conditionnés par la mode, donc l’opinion, donc la politique, ils se soucient de cultiver des normes avec l’arrière-pensée corporatiste d’y glisser un nouveau champ d’intervention. Ainsi les ministres de l’Environnement ont offert des emplois avant de réguler la nature.

Depuis l’épuisement de la matrice marxiste et sa condamnation par l’effondrement de l’Urss, de nombreux groupuscules se sont sentis sans patrie. Il en allait de même pour ceux qui regardaient d’un œil puritain le luxe et le gaspillage des sociétés de consommation. Nul doute d’ailleurs que ces mouvements ne pouvaient s’exprimer que dans le cadre des démocraties pluralistes, dont la sérénité n’a jamais été perturbée par l’arrivée de nouvelles idées. Car la démocratie, frivole dans ses goûts, est aussi parfaitement consciente de sa capacité à digérer les sectes minoritaires. Le meilleur moyen consiste à les confronter aux réalités du pouvoir ; alors très vite s’épuisent leurs recettes miracles. Cependant il n’est pas certain que les législateurs s’aperçoivent tout de suite de la mort d’une divinité qu’ils prétendent honorer par des textes de droit. Ainsi traînent dans les archives démocratiques des théories épuisées à qui la loi semble encore donner une apparence de vie.

Il en va par exemple de la loi, comme celle du 9 juillet 2001 en France, qui a l’ambition de se porter au-devant du progrès, recouvrant d’une épaisse couche verte de vieilles lunes bureaucratiques. Sa fierté principale concerne l’invention de la trifonctionnalité des forêts que, par chauvinisme naturel, elle imagine supérieure au cantonnement. Il y a quelque chose d’*Astérix* dans ce nationalisme cocardier, soi-disant capable de donner des leçons à toutes les puissances du monde. Heureusement les Français n’ont pas ce monopole, et bien d’autres se sont empressés de tremper leurs vieilles lois dans un bain de teinture naturaliste, voire macrobiotique.

La forêt cultivée a simplement pour but de rappeler que des hommes se consacrent depuis des centaines d’années à lui fixer des buts utiles à l’homme. Bien sûr, dans ce cadre, nous pensons au bois, mais l’hominisation de la nature lui permet d’en tirer d’autres ressources : la cueillette des champignons, le miel, le liège, la nourriture pour les animaux, la chasse, etc… La liste est immense des bienfaits qui naissent de la relation prospère entre l’homme et la forêt.

Or ce concept ne doit sa naissance qu’à la primature affichée en faveur de la forêt sauvage. En quelque sorte il en est le produit induit, afin de rappeler les règles de l’humanisme au niveau forestier. Car la nature n’existe pas sans l’homme, et si elle existait, elle ne présenterait aucun « intérêt ».

Il faut bien comprendre que la séduction de la forêt sauvage doit tout aux mirages idéologiques. Elle est l’antithèse exacte de la jungle de ciment, d’autant plus désirable qu’elle est censée apporter tout ce qui manque à l’univers urbain : la solidarité, la communion avec la nature, la pureté, le silence, la spontanéité contre la culture de masse, la solitude contre le collectif. En fait, elle est l’inverse de l’aspiration communautaire démocratique. Profondément élitiste, cette nature rêvée ne peut convenir qu’à un tourisme de luxe ou à des milliardaires capables d’acheter d’immenses étendues afin d’y construire leurs demeures paradisiaques. Ce besoin de fuir l’univers moderne ne doit jamais être séparé de ce qui est condamné dans la société actuelle : le niveau de vie, qui assure nourriture abondante et confort au plus grand nombre. Il n’est guère étonnant de trouver chez les écologistes les plus durs, des philippiques sur la guerre, sur l’atome, sur la malbouffe, sur le « bruit et les odeurs » de la civilisation occidentale. L’Occident est coutumier du fait. Il a manifesté la plus grande hâte à se construire un Eden de la consommation, au nom de l’idéal matérialiste du monde post-théologique. Commence-t-il à réussir, que déjà lassée, une nouvelle élite lui propose des aspirations métaphysiques où la nature tiendrait le rôle de la divinité. Normal donc que les premiers fondateurs de ce mouvement écologiste se soient recrutés dans la frange puritaine des pays anglo-saxons.

Ainsi définie, l’idéologie écologiste prête le flanc à la critique : aristocratique et antidémocratique, animiste magique et antirationaliste, métaphysicienne et hostile à la société matérielle, tous ces thèmes doivent être combattus avec force. La forêt n’est pas le plus mauvais lieu pour lancer l’attaque, car celle-ci abrite les nouveaux dieux. Nous devons les combattre pour survivre, en prenant conscience des innombrables soutiens dont nous disposons. Le score électoral des partis écologistes montre parfaitement que la majorité ne se laisse pas tromper par ces artifices antihumanistes. Aussi longtemps que l’homme désirera assurer sa prospérité matérielle, aussi longtemps nous disposerons d’appuis pour combattre les veaux d’or de l’écologie.

La difficulté vient de ce que nous ne voulons pas le faire ou ne savons pas le faire, confiants dans la pérennité de l’arbre et uniquement soucieux de respecter des normes imaginaires inspirées par une mode futile de pays riches. Que les écoles d’ingénieurs se détournent de la forêt naturelle pour se soucier des forêts « cultivées », que les administrations cessent de s’imaginer avoir découvert un continent vierge prêt à accueillir leurs légions, que les industriels ne cèdent plus devant les centrales d’achat, que le politique suspende sa férule réglementaire, voilà le but à atteindre. Il est temps de remettre les pendules à l’heure et de tirer sur l’ambulance !

Mais ces remarques sur la nature idéologique du problème ne peuvent être saisies qu’à l’aide de déclinaisons concrètes, illustrant la faiblesse de la forêt cultivée. Cela concerne particulièrement la gestion durable et la certification.

2) La gestion durable

– 1) La gestion durable est le fruit d’un compromis passé à Rio, lors du Sommet de la Terre, entre les préservationnistes, partisans d’un respect intégral de la nature et les interventionnistes, désireux de la mettre au service de l’homme. Sans doute la gestion reste possible, mais le qualificatif la rend conditionnelle. Et ceci, avec deux conséquences : qui, en effet, peut en juger ? Quelles menaces rendent cette clause nécessaire ? Ou, pour formuler la même question d’une autre façon, y aurait-il une gestion non durable en train de causer des dommages irréparables ?

\* Le seul juge imaginable doit, pour être crédible, prendre un recul temporel. Ainsi nous pouvons dire que les Wisigoths ont détruit la forêt landaise, que les Arabes de la Conquête ont effacé des mémoires la fertilité du croissant mésopotamien. Dans le cadre du temps présent, le paradoxe temporel joue et nous ne pouvons acquérir le regard éloigné qui donnerait des certitudes. Il faut choisir un autre étalon, celui de la Science s’impose immédiatement. Mais est-ce sûr, ce critère est-il certain ? D’abord les sciences exactes sont critiquées par les écologistes, à l’exception de la seule Science écologiste, bien entendu, car elles ne donneraient qu’un regard partiel et partial.

Hans Jonas dénonce les sciences de la Nature, les considérant comme incapables de délivrer une approche réaliste, car le parti pris de l’objectivité les rend irrecevables. En fait, seul le principe de précaution autorise une intervention. Il permet à des experts autoproclamés, parlant au nom des multinationales écologistes, d’arrêter toute expérimentation, caractéristique essentielle de l’humanisme prométhéen. Du même coup, la loi de l’État souverain, qui, éventuellement, autoriserait expressément un mode de gestion, sera mise en accusation devant le tribunal de ces « principautés virtuelles ».

\* De façon subliminale se trouve instillée la crainte d’actions néfastes de l’homme, présentées comme des certitudes. Qui, d’ailleurs, en doute actuellement ? La destruction de l’environnement fait partie des lieux communs aussi inattaquables que les vaches sacrées. Cela reste pourtant à démontrer, car ce jugement traduit principalement la crainte irraisonnée de citadins plus habitués au ciment qu’aux plantes, sinon en pots. De la lointaine nature, dont ils sont les visiteurs occasionnels, parviennent des messages alarmants, signalant ici, la régression du vespertilion à oreille échancrée, ou là, celle de la leucorine à gros thorax. Ils apprennent du même coup leur existence et leur mise en péril. Périodiquement, la télévision montre des pandas épuisés indifférents à leurs compagnes, ou s’inquiète du sort des baleines, mais oublie de préciser que les Chinois adorent les pousses de bambou dont se nourrissent les ours, et que les Japonais raffolent de la chair des baleines. De toute façon, Ulrich Beck n’a pas tout à fait tort d’affirmer : « Ce dont les gens craignent la réalité est un fait réel ». Le fantasme existe, donc la menace, même d’un risque imaginaire, doit être prise en compte. Mais cela ne va pas sans poser un problème majeur : l’homme est de plus en plus considéré comme un parasite de la nature, dont il serait temps d’entreprendre l’éradication. L’humanisme n’est plus à la mode !

– 2) Il faut également noter l’origine nord-américaine du concept, non par chauvinisme local, mais en raison des différences juridiques entre les systèmes anglo-saxons et ceux romanisés. En droit français, par exemple, nous savons, et le juge en a bien précisé le sens, ce que signifie la gestion du bon père de famille : il se reconnaît à sa capacité de transmettre à ses enfants un patrimoine équivalent ou supérieur à celui qu’il avait reçu. Le droit anglo-saxon désigne un but et laisse à chacun les moyens de l’atteindre. La durabilité, transposée à la hâte dans le droit positif français produit des résultats incertains. Car elle est issue de l’inquiétude des Américains envers la protection de la « wilderness », (la nature prétendue sauvage, bien que déjà humanisée par les Indiens au moment de la colonisation). Il n’existe rien de tel en Europe occidentale. Le résultat paradoxal aura été de rendre ce concept universel, alors que son sens précis dépend de conditions locales spécifiques. Faute de saisir cette nuance, nous pourrions croire que la cuisine de *MacDonalds* est un pur produit de la cuisine aquitaine.

L’essaimage du pollen idéologique perturbe dangereusement les espèces juridiques locales : ainsi le législateur français s’est empressé d’introduire ce concept dans le droit positif sans en mesurer les conséquences.

Mais pourriez-vous penser, il ne s’agit que d’un demi-mal, quand à la suite du rapport Brundtland et du processus d’Helsinki, le Traité de Lisbonne a pris grand soin de préciser les critères et les indicateurs de la gestion durable. Bien plus, la qualité des pratiques devra être attestée par le recours à la certification.

Nous voilà rassurés : le pouvoir appartient aux savants et aux ingénieurs chargés de dresser l’état des lieux. Que font-ils actuellement ? Doctement, ils codifient les modes traditionnels de gestion et les publient ? Ce qui est bien, redondant certes, mais utile à la communication afin de rassurer l’opinion. Ils peuvent aussi se substituer aux praticiens ordinaires. G. Rossi, s’intéressant à l’intervention de la science occidentale dans les pays sous-développés, se trouve forcé de constater qu’elle fut très généralement synonyme de désastre. Faute d’avoir compris qu’une intelligence millénaire des paysans locaux avait su gérer la savane et la forêt, ils tentèrent d’imposer l’ordre géométrique et les monocultures des pays occidentaux. À ce moment commencèrent les catastrophes. Il décrit le cas cocasse du Fouta Djalon que les administrateurs coloniaux, les savants patentés, puis les responsables politiques locaux tentèrent de protéger contre les paysans primitifs. Des études viennent de démontrer que la fameuse érosion de la montagne datait d’une époque antérieure à l’apparition de l’espèce humaine ! Mais sommes-nous capables de renoncer à l’arrogance scientifique et de concevoir avec humilité que, dans certains cas, la tradition vaut aussi cher que la science, dans la hiérarchie des connaissances ?

– 3) Ce procès n’est-il pas de l’ordre de la provocation ? Si ce concept est né, s’il s’est répandu à la vitesse du vent, il devait y avoir des raisons objectives. Ne savons-nous pas, depuis Hans Jonas, Ulrich Beck et bien d’autres, que la société industrielle technologique est en soi un « attentat contre la nature » ? Partout la pression démographique l’écrase, partout la déforestation bat son plein et prive l’homme à tout jamais de la biodiversité ainsi que du poumon vert qui assurent sa survie ?

Où est l’erreur ? Dans le singulier, car tous ces maux sont à mettre au pluriel. Oui, il y a des cas bien identifiés où l’homme détruit la nature. Mais les causes en sont parfaitement connues. Ici, les pouvoirs politiques, ou des guérillas au Viêt-nam, en Indochine, au Cambodge, extraient les espèces rares et financent ainsi leurs buts obscurs. Là, des multinationales ravagent les ressources concédées sans souci du lendemain, au Canada ou aux *Usa*. Là encore, en Amérique latine, l’État s’inspire des pratiques européennes pour donner des terres, conquises sur les forêts. Mais la raison du plus fort n’est-elle pas la meilleure, sans compter que cela n’empêche en rien de signer les grandes conventions internationales et d’élaborer des lois complexes, destinées, bien entendu, à rester lettre morte ? Mieux encore, l’opération permettra de réaliser des bénéfices politiques substantiels chaque fois que l’État se posera en parangon des vertus écologistes afin de pouvoir critiquer les autres et ainsi acquérir un pouvoir sur eux. Les États scandinaves y excellent !

La biodiversité n’est-elle pas menacée ? L’homme ne court-il pas à sa perte ? Les vieux slogans malthusiens ressortent de leurs placards, même si les études les plus fines démontrent que la biodiversité croît en même temps que l’augmentation de la population, même s’il est prouvé que l’homme crée tous les jours de la biodiversité. Le nombre considérable de variétés de tomates provient d’une seule souche américaine donnant des fruits minuscules et acides.

Ne doit-on pas s’inquiéter alors de l’effet de serre et du réchauffement de la planète ? Sans doute, mais depuis 1850, fin d’un petit âge glaciaire, la température monte, comme cela s’est d’ailleurs produit maintes fois dans l’histoire de la terre. L’homme s’y est adapté, comme il avait su le faire pour conquérir la terre et ceci en absence d’ozone. Pourquoi cela serait-il mauvais ?

La gestion durable résulte d’une frilosité fébrile, liée au garantisme des sociétés occidentales, avides, comme Dieu, de se reposer dans le Jardin d’Eden, après avoir créé le monde industriel, ses fumées, son ciment et ses usines. Est-ce que ceux qui ont encore faim souhaitent vraiment la fin de la société de consommation ? Il est vrai que quelques écologistes demandent de les laisser mourir afin de respecter les lois naturelles de la sélection des espèces !

En fait, les maux ne sont pas d’une nature physique, mais métaphysique. Les citoyens riches des sociétés industrielles et démocratiques rêvent de nature comme d’un lieu échappant à la corruption des hommes et surtout à leur pullulement inconfortable. Chaque fois que l’abondance s’installe, la société réinvente l’ascèse, le purita&nisme, comme contrepoids à la richesse que l’immense majorité de la planète attend et espère encore. Les patriciens romains écoutaient la parabole chrétienne, leur promettant l’enfer s’ils persistaient dans le luxe et ils partaient s’installer dans une campagne présumée « pure et vertueuse ». Les jansénistes fuyaient au désert par mépris des fastes de la monarchie.

Toujours, les sociétés du plaisir savent s’inventer l’aiguillon du péché, qui ajoute la pointe de masochisme nécessaire à la stimulation de leurs sens épuisés. Le sadisme aussi est une forme de l’érotisme et nous aimons aussi punir les autres cultures. Alors vive la repentance et la flagellation, fruits des progrès techniques et du développement de l’Occident et essayons de gérer durablement, de peur de mourir, d’ennui.

3) La certification

Incontestablement les sylviculteurs ont fait preuve d’une grande capacité de réaction en créant le Pefc, afin de contrer l’offensive, toujours extrêmement présente, du Fsc. Et nous avons su ainsi répondre à la demande pressante de certains industriels.

Maintenant, à la place de l’autosatisfaction, regardons d’un oeil critique le sens de cette opération. Car notre capacité de proposition doit toujours être accompagnée d’une parfaite liberté d’appréciation. C’est la véritable rôle d’une organisation professionnelle. Or d’où vient la certification aussi appelée par certains écocertification ?

L’aventure commence au Sommet de Rio en 1992, où sous la pression des organisations non gouvernementales écologistes, inquiètes, à juste titre, du déboisement anarchique des forêts tropicales, fut exigée la preuve que le bois était issu d’une forêt gérée durablement. Le seul résultat clair fut que cette exigence retombât sur des forêts parfaitement gérées, en pleine progression en Europe occidentale.

Là est bien la preuve que les États européens ont capitulé en rase campagne devant les Ong, abandonnant un nouveau pan de leur souveraineté aux diktats des multinationales écologistes ! Car en clair, l’immense monument législatif et réglementaire construit pendant des siècles, perd toute valeur devant le tribunal de ces principautés virtuelles, sans assise territoriale et sans légitimité démocratique. Si les États ont cédé si facilement, que faut-il en déduire ? Faiblesse de leur part ou plutôt faiblesse de la forêt cultivée incapable de mobiliser l’État, indifférent à la pression extérieure dans ce domaine.

Mais comment s’en étonner, sinon par archaïsme, puisque depuis longtemps déjà l’agriculture s’est engagée dans une démarche qualité. Sans doute, mais elle l’a fait volontairement afin d’obtenir du marché un surprix conforme à l’effort consenti par le producteur. Qu’en est-il pour nous ? Le problème vient de ce que l’appréciation de la qualité du bois du bois ne dépend pas du goût, contrairement aux produits agricoles. Le pin ne se consomme pas. Bien malin celui qui dira, en l’absence de certificat, si le bois a été bien traité depuis son enfance, ou s’il a été maltraité par une marâtre indigne. En revanche, même si les sylviculteurs ont réussi à abaisser les coûts par rapport au Fsc, demeurera toujours une contrainte financière supplémentaire ! Mais si le consommateur ne peut faire son jugement de façon éclairée, le marché tiendra-t-il compte de nos efforts ?

Rien n’est moins sûr, car si, à terme, la faim du bois est une certitude, en attendant il n’est pas impossible, en raison du déstockage des pays de l’Est de l’Europe, de se trouver face à une baisse drastique des prix, voire pire si la Russie remet de l’ordre dans ses affaires et exploite son immense potentiel. À moins bien sûr que ce scénario soit lui-même optimiste, car la concurrence de nouveaux matériaux pourrait reléguer le bois au rang de pièce de musée !

À qui devons-nous ces honneurs ou ces horreurs ? À la faiblesse des liens interprofessionnels, qui n’ont pas su résister à la pression des centrales d’achat sur les industriels, elle-même inspirée par les marchands de certificats. Tant que les industriels et les sylviculteurs ne feront pas front commun contre l’ingérence de groupes ignorants ou malintentionnés, nous serons obligés de céder.

Nous sommes donc coincés entre des États qui n’ont jamais renoncé à la propriété féodale des forêts (la propriété éminente) nous laissant la part rétrécie d’un domaine « utile » fortement réglementé et des industriels qui risquent de préférer les bonnes occasions au jour le jour plutôt qu’un accord à long terme avec les producteurs. En d’autres termes la mondialisation pour nous a un sens terrible : les multinationales écologistes et industrielles ont fait alliance contre les sylviculteurs. Le propos est cependant excessif, car en Finlande la bataille fait rage au quotidien afin de détruire le système Pefc. Mais sylviculteurs, industriels et État résistent.

Pour autant, ne soyons pas dupes, l’État prend souvent parti en faveur des consommateurs et des écologistes afin d’étendre sa propre emprise et multiplier les occasions de contraindre notre gestion. Car il est plus soucieux d’augmenter son domaine bureaucratique que de créer une ressource pérenne.

Il n’est pas inutile de rappeler à ce propos que, lors du Congrès mondial d’Antalya, les sylviculteurs avaient, de façon unanime, repoussé la certification !

Sans doute peut-on espérer, que nous finirons par à expliquer à l’opinion qu’il n’y a des arbres que parce qu’il y a des hommes pour les cultiver !

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*X. VIIe Colloque Arbora*

*(16/17 décembre 2003)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le concept de modèle est trop ambigu pour être accepté sans précaution préalable. Au sens commun il inspire l’idée d’une personne ou d’une chose digne d’être imitée, comme on dit de Mahomet qu’il est le *Beau Modèle*. Dans les sciences sociales, il correspond à une construction abstraite qui ne retient de la réalité que les structures déterminantes et les caractères spécifiques. Nous pourrions ainsi « modéliser » la forêt aquitaine pour en présenter le système original. La première approche est à exclure, la seconde à nuancer.

En effet nous préférons intégrer un facteur stratégique afin d’introduire une idée dynamique. Une description analytique des structures d’un système apprend peu de choses sur son mode de fonctionnement. Aussi choisissons-nous de placer la question dans une optique d’étude des forces et des faiblesses du massif.

À proprement parler les qualités de cette forêt lui assignent une place dans une catégorie préexistante qui en a fixé les lois : la forêt cultivée. La main de l’homme a été déterminante dans son installation et ainsi elle fait partie des 15 % de forêts qui sont une exception dans l’ensemble arboré existant dans le monde. De ce point de vue elle pourrait être considérée comme un prototype, en ce sens qu’elle a atteint le stade de la maturité. Le terme mérite explication. Les études des écologistes sont arrivées, tardivement, à la conclusion qu’il existait trois phases dans le développement d’une forêt cultivée : l’installation, le renouvellement, la maturité, phase où elle retrouve les caractéristiques d’une forêt naturelle. De ce point de vue la forêt de pins maritimes a démontré sa capacité à survivre, à s’installer durablement et à fournir plus de services que ses soeurs sauvages. Faut-il éduquer les enfants ? On peut répondre non et laisser se développer de joyeux barbares. Le problème est identique pour la forêt. C’est bien le but de l’instruction et l’éducation de civiliser des brutes ignorantes, ce qui sur le plan de l’enseignement ne s’avère pas toujours un succès.

La volonté de l’homme, son entêtement et son application firent le reste qui était le nécessaire. La combinaison du hasard et de la nécessité, ou plus exactement le volontarisme public et privé associé à un site et un climat préside donc à la naissance et au maintien d’une futaie régulière dans le sud-ouest de la France.

I. Caractères généraux des forces  
du massif aquitain

Le génie de l’homme en est-il le seul responsable et l’expérience peut-elle être répétée ? La réponse n’est pas simple, car il existe un donné, qui a fait naître les richesses de l’arbre d’un terrain pauvre, quasi impropre à la culture. Un scandale géologique en est à l’origine puisque l’implantation des arbres correspond au triangle landais de la silice, terrain sur lequel ne se développe correctement qu’une espèce indigène, le pin. Ce hasard a servi de support à la politique moderniste de Napoléon III, désireux de transformer des friches en culture. Seul le revenu annuel apporté par la gemme (ce qui l’assimilait à une véritable agriculture) a permis les métamorphoses ultérieures en assurant la survie du massif sur une longue période.

À partir de là, faut-il conclure à une spécificité non reproductible ? Des caractères culturels particuliers semblent confirmer cette hypothèse. En effet une grande partie la forêt est héréditaire et les sylviculteurs acquièrent très tôt un intérêt pour l’arbre. En partie donc il y aurait une sorte de transmission génétique qui donnerait un profil spécial au cultivateur de l’arbre, constat également renforcé par le caractère tribal quasi ethnique du peuple de la forêt. Ce trait a été reconnu pour nombre de populations indigènes, sans que le souci anthropologique n’ait poussé à faire la même constatation pour les Aquitains. Et pourtant ce facteur joue, expliquant sans doute la puissance de son regroupement, mais aussi la rapidité avec laquelle le progrès technique s’installe dans des propriétés multiples, indifféremment à leur étendue. Nous entrons à ce moment dans le domaine de l’histoire des mentalités et les sciences sociales ont montré (je pense par exemple à l’installation de la démocratie) combien les délais de transposition étaient longs. Mais en même temps, tous espèrent qu’il soit possible à condition de légiférer et investir avec constance sur des temps longs, sans se laisser décourager par les échecs. De toute façon cette exception culturelle – pour une fois – n’est pas française. Elle existe dans la plupart des pays d’Europe et elle s’est manifestée très fortement dans les pays nordiques.

En toute humilité et discrétion, une des causes de la réussite doit être trouvée dans le caractère principalement privé du massif. Ceci ne doit pas être compris comme un reproche à l’égard de la forêt publique qui concentre une grande partie de l’intelligence forestière française ; cependant il est possible de dire que celle-ci coûte plus qu’elle ne rapporte à l’État. Mais ce n’est pas de cela dont je veux parler. Seulement 15 % des forêts dans le monde sont privées, le reste appartient aux États : or les grands désastres écologiques, les ravages causés par certaines grandes compagnies, les coupes abusives dans les concessions, l’absence de reforestation, les pillages inconsidérés, les guérillas destructrices leur sont redevables. Et c’est à la forêt privée qu’il est demandé de prouver sa gestion durable ! Phénomène pittoresque sur lequel nous reviendrons.

Une autre remarque mérite d’être faite sur la division entre forêt publique et forêt privée. Cela rappelle la fable des deux chevaux dont le palefrenier donnait la totalité de la ration à un seul animal, avec pour résultat que l’un devint obèse et que l’autre crevât. Plutôt que de se plaindre devant la mangeoire étatique, il serait préférable de permettre, avec toute la souplesse possible, aux ingénieurs de l’Onf d’accomplir des mobilités au sein des Crpf par exemple. Le premier bénéfice à en tirer serait de réunifier la forêt française en un seul ensemble, ce qui démultiplierait ses forces. Une autre solution ferait appel à notre génie démocratique et confierait la gestion de la forêt publique à des conseils de promeneurs, randonneurs, touristes, bûcherons, écologistes sur le modèle communautaire en train de se développer aux *Usa*, grâce au « *Flathead Forestry Project* » (*Ffp*) du Montana. À défaut d’efficacité, cette vitrine de notre savoir-faire pourrait devenir un modèle de réglementation exportable. Et que ne ferait-on pas pour exporter davantage !

En outre ce que le massif a le mieux réussi, c’est un ménage à trois, celui des traditions sylvicoles, de la science fondamentale et de celle est ingénieurs. La chose est peu connue du grand public, mais la forêt est scrutée, analysée, suivie par des savants et des chercheurs. De plus il existe des mécanismes de liaison entre la recherche et les cultivateurs qui, de ce point de vue, sont exemplaires. L’aboutissement a été trouvé dans la création de l’Iefc qui réunit en réseau les chercheurs de Lisbonne à Bordeaux, évitant la redondance des travaux et permettant d’être constamment à l’écoute des questions des producteurs. Ainsi peut être assuré un perfectionnement constant des modes de culture, de l’amélioration génétique, de la biodiversité et de la gestion durable.

À ce caractère remarquable doit être ajouté le travail particulièrement important accompli dans le domaine de la protection contre les incendies. Un mécanisme très astucieux a été mis en place par l’État après les grands incendies de 49, qui enferme dans un périmètre une série de communes où tous les propriétaires sont membres d’associations de défense. Celles-ci déterminent les objectifs et votent des recettes ainsi consenties par les sylviculteurs. L’État et l’Union européenne viennent en appui pour démultiplier les finances ainsi recueillies. Les résultats se comptent en milliers de kilomètres de pistes, de nombreux points d’eau, un service information géographique capable de déterminer les voies d’accès et autres renseignements utiles aux pompiers. L’accent est mis sur la prise en charge par les propriétaires de la fonction de prévention, en laissant, conformément au droit commun, la responsabilité de la défense à l’État et aux collectivités territoriales.

Un autre fait mérité d’être signalé qui caractérise de façon spécifique le massif aquitain : la puissance du mouvement associationniste qui s’exprime par le haut niveau de syndicalisation. Le fait est curieux et mérite quelque explication. Il s’agit d’un phénomène de représentation peu connu. Du fait de la partition du massif en trois départements, l’accès des sylviculteurs à la représentation politique a toujours été extrêmement limité. Ils restent des électeurs d’appoint dans des endroits où les majorités se font sans référence à la forêt. Inconsciemment d’abord, puis de façon concertée, les sylviculteurs ont remis au syndicat cette fonction de la parole, de la défense et de l’initiative. Le syndicalisme a pris alors la forme d’un réseau pratiquement présent partout où la forêt était en discussion. D’où l’organigramme qui a poussé progressivement à partir des volontés syndicales : l’assurance, la vulgarisation, le développement, le journal, la formation, le financement, le regroupement de l’offre maintenant. Tous ces capillaires très profondément ancrés dans le territoire permettent d’agréger dans un temps très bref les demandes des sylviculteurs et de leur fournir les réponses, qu’elles soient techniques, fiscales, juridiques ou financières. La création de l’Usse n’a été qu’une extension territoriale de cette technologie de l’organisation afin de pallier les faiblesses d’un massif devenu trop petit devant les défis modernes.

Pour résumer le propos et élever les considérations analytiques à un niveau systémique, la forêt aquitaine constitue un réseau dont tous les éléments constitutifs ne sont pas totalement intégrés. Par exemple le territoire des Pyrénées-Atlantiques est trop morcelé pour fédérer efficacement l’ensemble du sol. Nous devons donc schématiser les entrées et les sorties du système avec éventuellement l’analyse des feed-back.

Le système est à double entrée : d’une part un cordon nourricier l’unit à la recherche, d’autre part la production est raccordée à une machine transformatrice, chargée d’ajouter la plus-value à la matière première. Ces deux circuits sont confortés par l’ouverture au sud réalisé par l’Usse et l’installation corrélative au niveau des centres de décision européens et internationaux. Mais dans le cadre de l’économie française, nul circuit ne peut fonctionner sans être proche des pouvoirs politiques, source d’incitations, de subventions et de coopération. Ce dernier couplage est sans doute particulièrement réussi en Aquitaine, ce qui nous permet de rejoindre les mécaniques existantes en Espagne et dans les pays du Nord. Dans ces lieux, une très forte synergie a été développée entre le pouvoir politique et l’économie, ce qui en France, constamment inspiré par un jacobinisme hiérarchique et bureaucratique, n’est pas toujours le cas. L’articulation la plus faible a lieu au niveau national, ce qui est onéreux pour le massif, puisque le niveau fédéral ne relaie pas les demandes aquitaines auprès des pouvoirs publics et ne soutient ni ses analyses ni ses projets. Indépendamment de considérations accidentelles, la cassure est surtout due à l’hétérogénéité sociale des propriétaires et à la diversité des modes de culture. L’Aquitaine, vue du haut de la grande futaie, paraît une entreprise de betteraviers indigne de la noblesse immanente des « vrais » arbres. Point de vue d’ailleurs très souvent partagé par un certain nombre d’ingénieurs, plus intéressés par les forêts où poussent plusieurs essences que par les caractères admirables du seul pin maritime. L’Aquitaine est une île forestière, plus attirée par l’archipel du Sud européen, que par les négociations byzantines de la capitale. Il faut dire qu’en termes géopolitiques, elle est beaucoup plus à l’aise dans le premier milieu que dans l’autre. Le phénomène est cependant dangereux, car le syndicalisme aquitain pèse presque aussi lourd que tous les autres réunis…

II. Les faiblesses juridico-politiques

Elles sont liées au statut général de la forêt qui est de compétence nationale. Or ce statut a l’ambition de traiter toutes les forêts sur un même pied quelle que soit leur nature, et de le faire en utilisant un critère fonctionnel : toutes sont censées répondre aux besoins économiques, écologiques et sociaux du pays. Les États qui se sont dotés d’une législation moderne ont fondé leur summa divisio sur la différence entre forêts sauvages et forêts cultivées. Distinction qui pourrait être parfaitement reprise en se basant sur le clivage forêts gérées – forêts non gérées et à réserver à chacune d’entre elles un statut particulier. Les pays du cône sud d’Amérique, la Nouvelle-Zélande sont entièrement satisfaits par cette politique.

La caractéristique de l’Aquitaine ressort du fait qu’elle possède un boisement dont le caractère économique est primordial. Son chiffre d’affaires est supérieur à celui du vin de Bordeaux, ce devrait être suffisant pour l’encourager et le soutenir de façon particulière. Notons d’ailleurs que la forêt est en mesure d’accomplir certaines fonctions complémentaires demandées par des usagers, précisément parce qu’elle a la dimension d’une véritable entreprise.

Plus significatif encore reste le désir divisionniste français, comportement bizarre qui pousse à créer des entités d’autant moins autonomes qu’elles sont dépourvues de finances suffisantes. Ainsi viennent s’empiler et s’emmêler l’État, la région, le département, la mairie et maintenant le pays. Ce serait injuste de négliger les zonages spécifiques, Znieff, *Natura 2000*, les parcs naturels, ainsi qu’un nombre considérable de zones admirables à protéger, sans que le génie du législateur n’ait été inspiré par l’idée de faire du massif une réalité autonome, décentralisée et régionale. Le résultat le plus cocasse est que le massif forestier d’Aquitaine est réparti en trois départements, donc, soumis à trois réglementations en matière des transports de bois par exemple. Seul le Crpf pourrait prétendre à ce genre de responsabilité, mais sous l’effet de pressions diverses, il n’a jamais eu le statut de chambre consulaire. Il aurait été pourtant indispensable de l’en doter.

Pour contourner les inconvénients nous avons dû « désenchâsser » ce massif, le transporter hors de France, en l’associant à d’autres du sud de l’Europe, afin que les 20 000 000 d’hectares que nous représentons aient un gouvernement unifié et constituent une fédération efficace.

Cette initiative a par ailleurs le mérite de nous permettre d’accéder aux lieux où se forgent et se répandent les idées qui viendront irriguer les législations nationales. À tout prendre, il vaut mieux être reconnu par les Nations unies en tant qu’Ong, accepter les missions de la Fao, siéger à la Commission consultative des Forêts que de méditer dans les instances nationales sur le sort des chevreuils le soir au fond des bois.

Cela pose le problème de savoir pourquoi la forêt en France est un objet indécidable. Loin de notre esprit l’idée que nous manquons de réglementation : comme le disait Proudhon, l’accumulation des textes pourrait constituer une formation « papysacée » entre le ternaire et le quaternaire à laquelle pourront s’intéresser les géologues de l’avenir. Faudrait-il encore que ces textes soient appliqués de façon intelligente, ce qui constitue deux conditions bien distinctes. Le génie administratif croît en fonction de sa capacité à paralyser. Et ce n’est pas la médiocre loi de 2001 qui viendra compenser les inconvénients précédents. Elle a d’ailleurs eu pour but quasi exclusif d’offrir à ceux qui l’appliqueront une soutane verte afin de témoigner aux yeux du monde combien notre prosélytisme écologiste est méritoire. Bien que les nouveaux convertis fassent toujours du zèle (ce qui aurait pu être utile), ce coup de peinture suave et bourgeonnant n’aura pas pour résultat de cacher la ruine annoncée de la politique forestière (ce qui est dérisoire et catastrophique).

Bien entendu, cette attaque peut paraître facile, voire tomber dans les lieux communs. Car les Français sont eux-mêmes les demandeurs d’une prolifération législative qu’ils prétendent exécrer. Mon souci est tout autre. Cet « abus de bien » réglementaire est en fait un précieux indicateur d’un phénomène plus important, celui du statut minoritaire de la forêt. Pour certains brillants économistes, même si cette richesse constitue un atout non négligeable pour l’Aquitaine, elle représente une part négligeable de la richesse. Les comptes de la Nation sont appelés en renfort pour le démontrer. Il est vrai qu’à côté du trou creusé par le Crédit lyonnais, il est difficile de croire que la recette annuelle des arbres serait capable de le combler.

Ce statut de minorité, donc de marginalisé, provient d’une culture très ancienne qui s’est perpétuée, par la grâce du conformisme ambiant et aussi sous l’effet des aimables pressions de groupes concurrents. Il faut bien reconnaître que la séparation du milieu agricole a été une profonde erreur dont nous payons le prix. Sur les quinze pays de l’Union, seules la France et l’Espagne ont eu cette vision séparatiste. Si nous sommes obligés de sacrifier à la certification du seul écomatériau renouvelable et que les pétroliers ne se voient pas questionner sur leur gestion durable, il faut en rechercher la cause dans notre isolement.

La conséquence première de cette ségrégation fut de nous tenir à l’écart des systèmes d’assurance solidaires, de protection des marchés et surtout de séparer les milieux forestiers des milieux agricoles. Ce ne sont pas les fragiles passerelles établies avec les chambres d’agriculture qui nous feront quitter cet enclos où nous sommes enfermés.

Sans doute argue-t-on toujours que nous avons été exclus du Marché commun et que le bois ne figure pas dans le traité de Rome. Pour être exacte, l’information est insuffisante. Car à bien examiner la position constante de la Commission de Bruxelles, de nombreuses mesures ont été prises concernant la forêt, sous couvert de directives diverses, concernant l’aménagement rural, la déprise des terres agricoles ou la prévention des incendies. Il faudrait sans doute peu de chose pour amener le législateur européen à considérer qu’il a exercé ses pouvoirs sur la forêt, non pas comme des mesures accessoires à l’agriculture, mais parce qu’il considérait la forêt comme une forme d’agriculture. D’où l’importance du thème de la forêt cultivée que nous devons sans cesse propager. Lui aussi nous ramène vers une autre faiblesse, toujours dépendante de notre statut marginal : la faiblesse économique.

III. L’incertitude économique

La principale difficulté vient du contexte national, finalement très peu favorable à l’économie forestière. Dans un exposé brillant et lucide de Monsieur Léonard devant le Conseil général du Gref, l’avenir de la forêt productive paraît largement compromis, faute d’investissements permettant à la France de tirer le meilleur parti de cette richesse potentielle. Si rien n’est fait, d’ici trente ans, seules les friches arborées progresseront, condamnant la forêt productive à devenir une exception. Le massif aquitain paiera le prix fort de cet abandon, car sa production, par le seul fait de la pesanteur politique, deviendra négligeable pour l’État. Comment alors empêcher de recourir à la théorie de l’avantage comparatif, et dans un marché libre, s’approvisionner là où la matière première est le moins cher.

Dans cette hypothèse, le scénario serait catastrophique, car il faudrait promettre aux scieurs une disparition prochaine comme ce fut le cas pour le textile ou la chaussure en France. Nous préférons penser qu’il s’agit d’un moment accéléré de la concentration des entreprises, laissant survivre les mieux adaptés et les plus innovants. Si la première hypothèse devait prévaloir, la forêt cultivée française serait emportée faute d’industriels pour transformer ses produits. Mais l’État aurait sa part de responsabilité, faute d’avoir su imposer des freins protectionnistes, comme ce fut le cas au moment de l’entrée de l’Espagne dans le Marché commun. Par ailleurs l’erreur serait fatale, car en même temps l’État renoncerait aux avantages collectifs d’une forêt entretenue. Personne ne pourra se promener dans la « jungle froide », avatar des délires écologistes sur la forêt « naturelle », mais il faudra également renoncer à la biodiversité qu’avait créé et entretenu le travail.

Cette mise en regard du massif avec le miroir de la politique française crée un défi que seule la filière organisée peut tenter de relever et forcer ainsi le destin.

Faut-il encore que nous soyons capables de nous mettre d’accord sur une politique économique commune. Dans l’état actuel rien n’apparaît encore de façon précise, malgré des débuts de coopération.

Commençons par des banalités. Les marchés ont changé de dimension. En quoi cela touche-t-il l’Aquitaine ? Elle a une industrie immergée dans le tissu économique local (certes avec des commandes éloignées et multinationales) un terrain propice à une exploitation aisée, des produits situés dans des créneaux relativement porteurs. Par ailleurs le bois est un produit d’appel dont les besoins sont immenses dans le monde.

Les carences se manifestent aussi vite que les qualités.

Le premier problème concerne le marketing incapable de faire du pin maritime une essence comparable au pin radiata, qui, lui, a parfaitement réussi à s’imposer et à passer pour un arbre de qualité supérieure. C’est un avantage de l’Usse de pouvoir revendiquer 3 000 000 d’hectares de pins maritimes. Cela devrait être suffisant pour distinguer cette espèce, dont nos industriels ont toujours su, me semble-t-il, tirer des produits qu’ils finissent par vendre. La surprise est grande lorsqu’on constate qu’ils sont souvent les premiers à décrier cet arbre, le trouvant tordu, plein de nœuds résinant, j’en passe. Soit. C’est sans doute une technique subtile pour séduire par l’humilité de la présentation, version chinoise du décri de soi-même, à moins qu’elle ne témoigne d’une confiance illimitée dans leur capacité de thaumaturge, réussissant à transformer le vil plomb de nos arbres dans l’or superbe du produit fini. Dans une version plus triviale, cela pourrait s’appeler aussi comment scier la branche sur laquelle on est assis.

Cette erreur pourrait être facilement corrigée, mais elle ne parviendra à s’effacer que lorsqu’un tissu de confiance se sera suffisamment établi entre transformateurs et sylviculteurs. Pourtant nous avons été capables de démontrer notre capacité à travailler ensemble, au moment de la tempête, au moment du Pefc. Il faut aller plus loin. Or cela suppose la fin des querelles liturgiques sur le problème des prix. Toujours les sylviculteurs trouveront les prix trop bas, qui seront toujours trop hauts pour les transformateurs. Apparemment le prix zéro des chablis de 1999 n’a pas été la panacée espérée. Sans doute d’autres mécanismes étaient à l’oeuvre qu’il importerait d’identifier.

Là encore une position nette s’impose, elle est relative à la doctrine économique.

Comment faut-il comprendre la loi du marché ? Pourquoi est-elle censée jouer de façon obligatoire et sans aménagement possible quand les prix de la matière première baissent et que cette loi est rejetée quand ils montent, comme si les sylviculteurs avaient un pouvoir de régulation volontariste ? Pourquoi la concurrence est-elle admirable quand elle permet d’augmenter son chiffre d’affaires, pourquoi est-elle détestable quand elle fait disparaître les moins adaptés ? Dans les deux cas, il s’agit d’un darwinisme social, pourtant admiré par les libéraux dogmatiques.

Il serait temps de savoir sur quelle théorie économique veut s’appuyer le massif. Si le libéralisme n’est pas considéré comme un dogme infaillible, mais un pis-aller souhaitable, susceptible d’amélioration et de régulation volontaire, alors l’entente de filière devient possible. Dans ce sens, il serait souhaitable que les sylviculteurs réussissent à rassembler l’offre afin d’assurer une fourniture régulière aux usines, fondement d’un accord commun.

À titre d’exemple, la pratique canadienne est tout à fait digne, elle, de servir de modèle, puisque de par la loi, les propriétaires privés doivent avoir vendu leurs récoltes avant que les forêts publiques ne mettent les leurs en marché. De ce fait, les syndicats sont des organismes à vocation purement économique, chargés de réunir l’offre de campagne.

Parvenir à un accord interprofessionnel serait un grand moment pour le massif et renforcerait notre poids commun comme interlocuteur des pouvoirs publics et de l’opinion.

Mais ce serait encore insuffisant, car les arbres ont besoin d’intelligence humaine, de plus en plus. Il est étonnant de constater combien l’intérêt des industriels se concentrant sur la technique afin de façonner des produits conformes à leurs exigences et combien ils se désintéressent des sciences sociales. Or c’est dans l’analyse des politiques comparées que peuvent être trouvés de précieux enseignements sur la façon de conduire au mieux la forêt cultivée. Sans compter qu’il vaut mieux avoir des cadres informés de tous les termes du marché mondial. Monsieur Léonard signale le nombre impressionnant d’universités forestières et de centres de recherche qui ont accompagné la politique de forestation du Brésil. Beaucoup reste à faire, pour que, à défaut d’être un modèle, le massif aquitain trouve son optimum de fonctionnement.

**– II –**

**FORÊT CULTIVÉE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*XI. Conclusions*

*(Journées du 3-4 juillet 2002)*

Jean-Louis Martres

[Retour à la table des matières](#tdm)

Nous sommes au terme de ces processus. Il faut les resituer pour garder le cap.

Quelle est la préoccupation de l’Usse ? Unifier le massif forestier du Sud dans le cadre de l’Europe.

La première phase qui concerne la certification de la forêt a été une réussite. Nous avons abordé le problème par le biais technique dans le domaine économique et financier. Cela touche les intérêts de l’État dans ses fonctions. Cela concerne aussi les intérêts de nos acheteurs.

Or nous sommes dans un état d’urgence.

Il y a douze ans, il s’agissait de faire un front face à la foresterie de la Finlande et autres pays nordiques, et face à un système global.

Aujourd’hui, nous sommes menacés de nous trouver sans concurrence aucune face à un acheteur unique qui fera l’unité du massif avant que l’on en ait conscience. Le rachat en cours de Smurfit par le second groupe papetier mondial qui se cache derrière un racheteur, qui est une société papetière, nous rappelle cette réalité.

Face à l’objet de ces deux journées de réunion, j’émettrai une préoccupation et un sentiment de surprise en ce qui concerne l’hétérogénéité des résultats et des degrés d’avancement différents des projets.

Or le développement de l’économie de la forêt (cela est d’ailleurs valable pour le développement en général), passe par une dimension fonctionnelle de services qui se spécialisent et s’autonomisent. Plus il y a de capteurs institutionnels, plus on multiplie les flux et on diversifie. Face au géant papetier unifié par la logique financière et industrielle du marché mondial, les forestiers sont éclatés en une myriade d’organisations et de fonctions différenciées.

L’exemple de l’Aquitaine est significatif à cet égard. Le syndicat s’est décomposé en services. Ce processus révèle des inconvénients, notamment en ce qui concerne l’unité de direction et de pouvoir face à cette multiplication des outils. Il faut en garder la maîtrise. Il s’agit d’un risque de nature institutionnelle. Il n’y a pas de solution sans remède.

Parallèlement à cette division fonctionnelle, il faut garder des réseaux pour maîtriser l’ensemble.

Autre préoccupation : la forêt permet de récupérer des fonds divers qui s’investissent dans l’environnement. Il faut capter ces fonds à notre profit.

Nous connaissons les facteurs normaux de ce développement.

On observe, dans le sud de l’Europe, une diversité régionale qui reste marquée sur le plan juridique comme sur celui des traditions culturelles des divers pays. Nos régions vivent en compartiments étanches depuis des siècles. Malgré l’Europe, aucune des frontières juridiques et culturelles n’est tombée. Au contraire, elles se renforcent et les États appuient leur pouvoir sur ces différenciations et les divisions qu’elles entraînent.

Il faut retourner les contraires à notre profit.

Il faut éviter nos divisions face à un seul acheteur qui risque nous soumettre tous.

Les réflexions proposées par les différentes associations ont consisté à différencier les services techniques, liés à des prestations au niveau local, sans unité, par une adaptation à chaque massif, et les services financiers.

Dans ces sociétés de service, il faut de créer un réseau d’information technique, un corpus de propagande à l’égard des agriculteurs, un message unique à diffuser en vue d’organiser ensemble et de façon homogène la gestion durable. L’important, c’est d’avoir l’unité du message, un même message. Ce qui n’entraîne pas l’unité des institutions, impossible à cause de la réalité des différences régionales.

Finalement, c’est l’existence du Pefc et de la certification qui créent notre unité. Il faut en profiter pour unifier le message. Le travail de la permanence pédagogique à ce niveau reste fondamental.

La seconde variable de notre développement concerne le financement et la trésorerie.

L’exemple français de la Société de Développement de l’Économie forestière (Sodef) apparaît à ce propos exemplaire. Nos objectifs ont abouti à mobiliser la force de l’État. Nous nous sommes heurtés là au monopole du Ministère des Finances, qui voit échapper son pouvoir.

Cette institution, dans les solutions de prêts qu’elle a avancées, ne coûte rien à l’État, au contraire. Elle lui rapporte beaucoup plus et fonctionne sans risque. L’État n’a pas voulu le comprendre.

La forêt permet, rappelons-le, de capter des fonds divers. Il en est de même pour les formules de comptes d’épargne.

Face aux expériences entreprises, dont ces journées ont dressé un premier bilan, plusieurs questions se posent.

Pourquoi les besoins des sylviculteurs ne sont-ils pas de même nature ?

Quelle en est la raison ?

Il faudrait lancer un questionnaire. Pourquoi cela n’a pas marché ? Au niveau de la méthode ? Au niveau des associations.

Est-ce que cela correspond ou non aux besoins des propriétaires forestiers ?

Les sylviculteurs ne sont-ils pas les mêmes partout ?

Ne faut-il pas alors fabriquer des sylviculteurs qui s’intéressent au développement forestier ?

Nous avons un énorme travail de propagande à accomplir.

Les propriétaires savent-ils ce qu’est la forêt cultivée ? Ont-ils le temps de s’en préoccuper ?

Il faut continuer notre travail unitaire.

Des questions multiples restent pendantes. Tout n’a pas été résolu. Nous sommes dans l’obligation de continuer. Mais nous ne sommes pas au bout du voyage.

Nous n’avons plus de temps devant nous. Nous sommes confrontés aux problèmes de l’économie et à ceux de l’écologie. Nous devons mener une politique de l’offre. Nous devons nous regrouper pour faire une offre de bois afin de discuter avec les acquéreurs. Face à eux, il nous faut organiser un stockage régulateur de notre bois. Cela, afin d’exister. C’est de façon nouvelle que nous continuerons l’unité du massif sud Atlantique.

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Contributions d’hommages en miroir

– III –

SÉCURITÉ GLOBALE

[Retour à la table des matières](#tdm)

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Contributions d’hommages en miroir

**– III –**

**SÉCURITÉ GLOBALE**

*Leçons tirées de négociations*

Sven Kjellström

*Fonctionnaire international*

*Fonds Monétaire International*

*Banque Mondiale,*

*Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement*

*Commission Européenne*

Traduction de l’anglais par **Marie-Josette Tancerel**

Edité par Brigitte Kjellström

Biscarrosse, France, avril 2021

[Retour à la table des matières](#tdm)

*En 2009, l’Institut pour la* Business Administration *européenne de l’Université de Maastricht voulait produire un livre sur les négociations entre la Commission Européenne et les États membres de l’UE. L’Institut a ainsi contacté des officiels de la Commission à la retraite et a demandé leur participation. Le livre n’a jamais vu le jour, dû au manque d’intérêt et à leur trop rare contribution.*

*Cet article a été rédigé en anglais en 2009, à la requête de l’Institut. Il a été révisé, actualisé et traduit comme contribution à un livre en français, à la mémoire de Dominique d’Antin de Vaillac (1951-2019).*

*Dominique était un très bon ami. Nous nous sommes rencontrés, lui le catholique convaincu et moi le protestant atavique, lors d’un pèlerinage à vélo à Saint Jacques de Compostelle en 2010. Dans les années qui suivent, nous avons fait du vélo et de la voile ensemble, en France, en Pologne et en Suède. Dominique possédait un esprit vif et un grand sens de l’humour. En dépit de nos racines très différentes, nous avons découvert que nous avions beaucoup en commun en tant qu’Européens. Nous partagions la même appréciation pour des points de vue divergents, si bien argumentés. La tolérance vis-à-vis des différentes trames de notre civilisation européenne, malgré une histoire turbulente, créait un lien entre nous. Dominique représentait l’épitome de la notion « noblesse oblige ». Un ami tel que lui laisse beaucoup de souvenirs ineffaçables.*

Introduction

Quelle journée cela avait été ! Épuisante, stressante et pleine de surprises, bonnes et mauvaises. Le résultat avait été tout juste acceptable, malgré une bonne préparation et des efforts soutenus pour occuper le terrain face aux puissantes et adroites attaques des négociateurs du « camp adverse ». La majeure partie du temps, l’autre partenaire avait été sur l’offensive et avait réussi à garder l’initiative. Dans une certaine mesure, l’enjeu avait changé : il s’agissait de limiter les dommages, car il était impératif de parvenir à un accord lors de cette étape des pourparlers. En tant que *leader* de l’équipe de négociation, à la fin de la journée, il s’était senti vidé et insatisfait de sa propre prestation.

Se rappelant cette journée de tribulations, quelque deux décennies plus tard, il pouvait maintenant se permettre un sourire ironique devant son inexpérience et sa naïveté, durant cette première négociation en tant que responsable. À la lumière de presque vingt ans d’expérience dans les pourparlers depuis ce début hésitant, il avait par force acquis un certain degré d’expérience pertinente dans des domaines variés, avec toutes sortes de négociateurs de l’autre côté de la table. Fondé sur son expérience ultérieure, les difficultés, surprises et obstacles rencontrés lors de cette première négociation ne lui semblaient plus si déconcertants. Les morceaux du puzzle se mettaient en place et il pouvait maintenant réfléchir sur ses erreurs avec une lumière froide et objective.

Il avait beaucoup appris durant ces vingt dernières années – particulièrement à la Commission européenne – et malheureusement, en grande partie à ses propres dépends. Au moins avait-il essayé de ne pas refaire les mêmes erreurs (deux fois !). Quelle longue liste et variée de leçons apprises ! Néanmoins, il devait admettre à lui-même qu’il lui était plus facile de dire « quoi faire », que de vraiment le faire. Combler le fossé entre théorie et pratique ne demande-t-il pas toujours un effort ?

1. Préparation

Une préparation complète et réfléchie est la condition nécessaire pour des négociations réussies. Malheureusement ce n’est pas une condition suffisante, et si elle est trop poussée, elle peut avoir l’effet inverse. Mais prendre le temps nécessaire pour préparer une négociation constitue toujours un bon commencement.

A. Connaître les faits

Avant d’arriver à une négociation, vous avez intérêt à savoir de quoi vous parlez. Si pendant la négociation, ceux d’en face peuvent démontrer que vous ne connaissez pas le sujet en cours de discussion, votre crédibilité sera méchamment entamée et vos chances d’atteindre vos objectifs dans la négociation seront proportionnellement diminuées. La frime n’est pas un substitut à une connaissance solide.

L’image miroir de votre connaissance est l’étendue de votre ignorance. Comme nous ne pouvons jamais tout connaître sur un sujet, être conscient de notre ignorance est presque aussi important qu’avoir une honnête conscience de ce que nous savons. De plus, personne n’est censé être un expert à 100 % sur quelconque sujet d’envergure. Votre équipe de négociateurs peut être appelée à fournir des connaissances juridiques, techniques et financières approfondies. Vos collaborateurs doivent être sélectionnés en partie sur ces critères. Faire intervenir à votre demande les membres de votre équipe, vous donnera plus de temps pour planifier votre prochaine intervention.

B. Fixer les objectifs

Avant d’aller à quelques pourparlers que ce soit, vous devez être clair sur vos objectifs, et savoir ce que vous voulez obtenir des négociations. Souvent, mais pas toujours, vos objectifs comprennent une série d’accords concrets positifs. Cependant, il peut aussi y avoir des occasions où juste éviter une catastrophe constitue en soi un succès ; de même, simplement maintenir le dialogue ou même générer une sorte de vague bonne volonté sera utile dans des négociations ultérieures plus difficiles.

Dans tous les cas, vous devez analyser et hiérarchiser vos objectifs en termes de priorité, de contrepartie, de position de repli, de lignes rouges (lignes de concession derrière lesquelles vous ne devriez jamais vous retirer ou y être poussé). Dans ce contexte, il est utile de déterminer qui a le plus besoin d’un accord, vous ou l’autre camp. Il est naturellement préférable que vous vous trouviez dans une position où c’est l’autre camp qui a le plus besoin d’un accord, mais c’est un luxe rare. Quelquefois, c’est votre partie qui se trouve sous la pression la plus forte d’arriver à un accord. Ou comme me l’a exprimé un directeur il y a quelques années : nous avons besoin d’un accord, et ils ont besoin d’un accord, mais nous en avons plus besoin qu’eux et, hélas, ils le savent.

C. Définir une stratégie de négociation

Une fois que les objectifs ont été fixés, et que les connaissances requises pour la négociation ont été déterminées (et acquises par l’équipe), vous pouvez définir votre stratégie de négociations (à garder strictement confidentielle) : où commencer, sur quoi mettre l’accent, où peut-on lâcher du lest et où être ferme, quel ensemble d’accords pluridimensionnels peut être acceptable, le calendrier des actions, etc. Votre stratégie doit aussi définir qui parmi les membres de votre équipe fait quoi, quand et comment. La stratégie ne devrait être ni trop détaillée ni trop rigide, car les négociations se déroulent rarement comme prévu. À la place, la stratégie devrait être vue comme une carte routière, une main secourable si les circonstances s’y prêtent et les opportunités se présentent.

Une part indispensable de la stratégie est aussi d’aligner vos arguments pour convaincre l’autre camp d’accepter vos propositions sur plusieurs points. Même si les négociations ne se déroulent pas comme prévu, les arguments sont susceptibles d’être utiles quand le point leur correspondant survient dans les négociations.

Un agenda doit compléter la stratégie. Si vous en avez l’opportunité, essayez de prendre l’initiative en le proposant. Même si vous devez accepter quelques modifications, la majeure partie du calendrier a des chances de rester votre création, ce qui donne un certain avantage tactique. Essayez de commencer l’agenda par les points faciles à régler, par exemple des points déjà acceptés ou des situations nettement gagnant-gagnant, et laissez les sujets les plus difficiles pour plus tard, quand les deux parties se comprennent mieux et qu’un terrain d’entente a été établi. Mais essayez cependant d’éviter de garder les questions les plus épineuses pour la fin de la journée, ou la soirée, quand les gens sont fatigués et peut-être plus irritables. Attaquer les points épineux après un agréable déjeuner en commun n’est pas une mauvaise idée, du moins si votre camp a consommé de l’alcool avec modération.

D. Apprendre à connaître l’autre camp

Un élément crucial dans toute bonne préparation de négociation est de bien apprendre à connaître le camp adverse. Qui sont-ils, d’où viennent-ils, qu’ambitionnent-ils, qu’est-ce qui les branche, quelles sont leurs craintes ?

Il y a d’abord l’aspect institutionnel : qu’attend le gouvernement, représenté par l’autre camp de ces négociations, sur quels points risquent-ils de se montrer intraitables, quand sont-ils susceptibles de freiner et où peut-on supposer qu’ils montreront quelque flexibilité. Quels sont les arguments qu’ils vont vraisemblablement employer ? Cela permettra à votre camp de préparer des contre-arguments et d’éviter d’être pris de court. Si de gros problèmes sont en jeu, et si le temps le permet, un peu de jeu de rôle peut faire partie de la préparation, mais ne tirez pas sur la personne qui jouera la partie adverse si vous trouvez ses arguments irrecevables. Mieux vaut être préparé que d’avoir des arguments provocateurs ou abusifs lâchés inopinément contre vous lors de la négociation.

Puis vient l’aspect humain : quel genre de personne dirige l’autre délégation, et qui en sont les acteurs-clés ? Avoir établi un contact avec les intervenants-clés de l’autre camp est évidemment un avantage, mais de façon peut-être contre-intuitive, moins pour créer une atmosphère conviviale, que pour savoir jusqu’à quel point on peut pousser sans les provoquer, quand les négociations atteignent des points vraiment très épineux. Vous avez aussi besoin d’évaluer de façon réaliste de quelle autorité jouit le leader de l’équipe adverse et quelle est son autonomie. Cela n’aurait pas de sens de le pousser à accepter quelque chose au-delà de ses prérogatives, ou de lui faire faire une concession qu’il ne peut pas accorder. Ce serait juste une perte de temps et mènerait à des négociations bloquées et frustrantes des deux côtés.

E. Assurer vos arrières

Vous devez vous assurer que chaque accord négocié tiendra et ne sera pas torpillé derrière votre dos, par votre propre camp. Pour des négociations formelles et politiquement délicates, un mandat officiel de négociation est souvent requis, mais vous pourriez vous sentir plus libre avec des mandats informels, si vous croyez qu’ils vont renforcer votre position de négociateur. Un échange, même court, avec votre *manager* (chef d’unité, directeur ou directeur général) pour vous mettre d’accord à l’avance sur la stratégie de négociation et sur les objectifs peut se révéler d’une grande aide. En général les *managers* apprécient ce genre d’initiatives de la part de leur personnel, si vous avez déjà bien réfléchi aux différentes options possibles.

Un mandat de négociation doit se concentrer sur les éléments essentiels pour laisser aux négociateurs une marge de manœuvre. Un mandat trop détaillé contraindrait inutilement une équipe de négociateurs et gênerait plus qu’elle ne faciliterait les négociations.

De plus, pour sécuriser les nécessaires soutiens « supérieurs » au sein de la Commission européenne, vous devez être conscient du fait que la Commission n’est pas toujours un organe uni et homogène. Il peut y avoir des rivalités entre plusieurs Directions générales, certaines d’entre elles étant même des adversaires presque traditionnels. Ceci est à peine surprenant, voire légitime, dans la mesure où les Directions générales ont des responsabilités différentes et poursuivent en partie des objectifs différents. Si les programmes devant être négociés peuvent empiéter sur une autre Direction générale, il est judicieux d’en être conscient et d’utiliser des contacts informels pour éviter toute rivalité ouverte. D’autres Directions générales peuvent aussi vouloir venir se greffer sur les résultats de votre négociation afin de promouvoir leur propre programme ou leurs intérêts financiers.

F. Connaître vos forces… et vos faiblesses

Avant de démarrer une négociation, il serait bon d’être conscients de vos points forts, au rang desquels vos atouts personnels, comme l’éloquence ou la capacité à résumer un argumentaire complexe – afin de les capitaliser au cours des négociations. Évaluer vos forces n’est pas un processus désagréable, dans la mesure où cela flatte votre *ego* et nous avons tous des *egos*, néanmoins, sans doute de tailles différentes.

À l’opposé, il est bien moins plaisant, mais non moins important, de passer en revue vos faiblesses, comme celles énoncées dans les rapports d’évaluation et les échanges passés avec vos dirigeants. Cela signifie devenir conscient de la façon dont les autres vous perçoivent : tâche notoirement difficile que nous avons tendance à ignorer. Mais si les autres vous perçoivent comme par exemple, impatient, impétueux, capricieux ou peu intéressé par les détails, c’est quelque chose que vous devez savoir et que vous devez vous efforcer de contrôler pendant les négociations. Vous devez aussi être conscients que les autres peuvent vous percevoir comme un obsédé du consensus ou quelqu’un qui cherche à éviter les conflits. Reconnaître ses faiblesses signifie que vous êtes moins susceptible d’y succomber quand la pression monte pendant les débats.

G. Les choses ne se déroulent pas toujours comme prévu

Il n’y a pas moyen de préparer et de prévoir chaque éventualité durant une négociation importante et complexe. Quelquefois vos plans sont mis en pièces dès le début, du simple fait de la partie adverse. Dans des circonstances moins extrêmes, les plans doivent être profondément révisés pendant la plupart des négociations, et quelquefois même abandonnés. Cependant, généralement, seuls les éléments tactiques de votre stratégie doivent être redessinés, comme le flux des arguments et l’ordre des points à débattre. Normalement, les objectifs et les lignes rouges ne devraient pas changer durant les pourparlers, alors qu’il peut y avoir plus de place pour les ajustements dans les concessions et les scénarios de repli (de tels ajustements doivent être mutuels cependant).

L’adaptabilité et la capacité à saisir les opportunités quand elles émergent sont les clés du succès dans les négociations et leurs pratiques ne doivent pas être bloquées par une stratégie détaillée et rigide. Enfin, un plan est un moyen, non une fin en soi ; si le résultat final d’une négociation réussie se révèle mieux servi par d’autres moyens, alors le plan peut être laissé sur le bord du chemin.

2. Mener les négociations

La façon de bien conduire des négociations dépend des questions en jeu et de qui est assis de l’autre côté de la table.

Ici on abordera les pourparlers entre la Commission européenne et un État membre, dans le cadre d’une relation suivie. On supposera aussi que les accords atteints durant la négociation seront largement mis en œuvre, volontairement par les acteurs principaux sous l’impulsion d’incitations appropriées. Les soi-disant négociations une fois pour toutes sont plutôt rares. Bien qu’elles puissent donner plus de portée aux coups de poing sur la table et au comportement agressif, si vous êtes dans une position de force, il n’est jamais raisonnable de casser plus de vaisselle qu’il n’est strictement nécessaire. Les victoires à la Pyrrhus sont une perte de temps et il y a peu de gloire à intimider l’autre camp. L’adversaire d’aujourd’hui pourra être votre allié de demain.

A. Cadre

Bien qu’il puisse sembler puéril de mentionner le cadre physique d’une négociation, le sujet n’est pas sans importance. L’histoire de la diplomatie est riche de récits de disputes au sujet de la forme de la table, de qui s’assoit où et de l’ordre d’entrée. Une salle de conférence agréable et claire, avec des fenêtres et beaucoup de lumière naturelle, conduit plus certainement vers des négociations productives qu’une morne salle, sans fenêtres et une piètre ventilation. Si vous êtes l’hôte, faites en sorte que l’équipement technique comme les micros et les ordinateurs soient en place et en ordre de marche.

Un efficace service de restauration est une obligation ; des coupures pour la pause-café, et le déjeuner procurent une détente bénéfique lors de négociations intenses et une opportunité pour des discussions informelles sur les aspects secondaires, y compris, si besoin, des discussions en tête à tête avec le *leader* de l’autre camp. De tels échanges privés peuvent se révéler être de réels moyens de briser la glace dans des débats bloqués. Finalement, des réunions plus petites et plus « douillettes » sont plus susceptibles d’amener des progrès dans les débats, que des grosses assemblées plénières qui tendent à être dominées par des allocutions préparées et des déclarations unilatérales, quelquefois simplement pour la galerie.

B. Langue

De nos jours, beaucoup de réunions bilatérales sont en anglais, avec une traduction simultanée réalisée par une cohorte d’interprètes spécialisés dans les langues de la Communauté européenne, pour les réunions multilatérales. Les traductions simultanées ne sont pas toujours parfaites, en particulier si l’interprète n’est pas habitué aux terminologies parfois techniques et obscures utilisées par la Commission. Cela peut alors prendre un instant à l’auditeur pour déchiffrer le message que le traducteur essaie de transmettre. Faire quelques remarques d’introduction dans la langue de l’État membre, de l’autre côté de la table, est toujours apprécié, même si vous ne savez pratiquement rien de cette langue et si votre prononciation est atroce. Un tel geste de respect et d’effort crée une bonne volonté initiale qui peut servir plus tard dans la négociation.

Faites attention à ne pas surestimer vos capacités linguistiques, qui peuvent être cruellement testées durant les pourparlers. Si vous n’avez pas une presque parfaite connaissance de la langue utilisée, demandez une traduction simultanée. Cela vous donnera aussi du temps supplémentaire pour assimiler le message de l’autre camp et préparer votre réponse. Si l’anglais n’est pas la langue maternelle des deux camps, le terrain de jeux est plus égal. Lorsque vous avez des interlocuteurs dont la langue maternelle est utilisée, que ce soit anglais, français ou allemand, et que vous avez seulement appris cette langue à l’école, il n’y a pas moyen d’échapper à un réel désavantage dans la négociation.

De plus, une langue n’est pas seulement un moyen de communication. C’est aussi un vecteur pour exprimer de façon éloquente des idées, des valeurs, des façons de raisonner dans un contexte historique et culturel spécifique. C’est pourquoi négocier dans votre langue maternelle est un tel avantage. C’est aussi une raison de se montrer prudent dans l’usage de l’humour, dans une langue et une culture avec lesquelles vous n’êtes pas entièrement familier. Il y a plusieurs années, il y avait un directeur français, brillant, éloquent et très convaincant en français. Mais quand vous l’écoutiez en anglais, il devenait une personne très différente : verbeux, abstrait et confus, car il traduisait directement dans sa tête du français en anglais. Il y a plus à première vue dans une langue que ce que l’oreille entend.

C. Écouter et observer

Tout au long des négociations, essayez de prêter une attention soutenue à ce qui se dit de l’autre côté, comment c’est dit et dans quel ordre ; et aussi à ce qui n’est pas dit, mais attendu. Cela nécessite de la concentration et c’est là une des raisons pour lesquelles les négociations peuvent constituer une expérience éprouvante. Le ton de la voix et le choix des mots révèlent souvent plus que ce que l’intervenant prévoit ou est conscient d’exprimer. Soyez aussi très attentif au langage corporel des autres, qui peut être tout aussi révélateur. À moins que l’autre camp soit très adroit dans l’art du *bluff*, vous devriez être capable d’en détecter des signes révélateurs au travers de la voix et du langage corporel, et d’agir en conséquence.

Après une intervention majeure de la partie adverse, vous pouvez résumer ce qui a été dit en vous servant de vos propres mots. C’est une bonne façon de s’assurer que l’on est bien sur la même longueur d’onde. Cela prouve aussi que vous avez été attentifs à ce que la partie adverse dit, ce qui est universellement apprécié. De plus, cela vous donne une chance de préciser, délicatement et avec discernement, le message en votre faveur. Mais cet ajustement doit être réalisé avec la plus grande prudence et finesse. Autrement vous courez le risque d’être accusé de mauvaise foi, ou d’être lent d’esprit.

Si la partie adverse utilise toujours exactement les mêmes mots en présentant un argument, c’est le signe que c’est un point de vue fermement ancré, et peut être même une directive spécifique donnée au leader de l’autre camp. Si, cependant, le même argument est exprimé de façon légèrement différente à différents stades, cela peut être un signe qu’il y a de la place pour manœuvrer. Inversement, si vous introduisez une idée et que l’autre camp rétorque en utilisant exactement les mêmes mots, cela montre que l’idée est comprise et acceptée de part et d’autre. Il y a ici une opportunité pour utiliser des concepts partagés et diriger le débat dans la direction souhaitée.

D. Approche

En général, cela paie d’être toujours poli, clair et ferme, alors que vous cachez une possible nervosité. Évitez d’être vague et essayez d’être cohérent. Cela ne vous empêche pas de montrer de la flexibilité sur quelques points quand vous sentez que c’est nécessaire. En outre, essayez d’impulser une perspective et un objectif. Pendant que vous collez à vos arguments, vous pouvez influencer légèrement l’autre camp en montrant une dose raisonnable d’empathie avec leurs points de vue, et un sens de l’équité. Essayez de garder l’initiative pendant les débats sans devenir autoritaire. C’est suffisant de formuler la majorité des paramètres pour laisser une place visible à la partie adverse.

Le plus grand atout que vous apportez à la table des négociations est votre crédibilité. Donc, faites de votre mieux pour la préserver tout au long des pourparlers et après. Soyez réaliste et n’encouragez pas des attentes démesurées et tenez-vous plutôt du côté de la prudence (une bonne surprise est bien mieux qu’une mauvaise surprise). Ne vous engagez jamais sur quelque chose dont vous n’êtes pas sûr à 100 %. Si vous êtes connu comme un négociateur crédible, vous avez plus de latitude pour mener une négociation difficile, car l’autre camp sait que vous respecterez l’accord. Enfin, si vous êtes coincés, n’essayez pas d’en sortir en bluffant. Si vous ou votre équipe n’avez pas de réponse à une question, admettez-le simplement, et promettez à l’autre camp que vous aurez une réponse dans x heures ou y jours (donnez-vous une marge réaliste de telle sorte que vous soyez sûr d’assumer votre engagement avant l’échéance)

E. Gérer une agression

Être la cible d’une attaque de l’autre camp n’est jamais agréable. Cependant cela arrive et vous devez y être préparé. Il faut garder en tête que cela n’a rien de personnel, n’a rien à voir avec vous en tant qu’individu, mais comme représentant de la Commission européenne. Une telle approche vous permet de mettre une distance, entre vous, en tant que personne, et l’attaque irascible ostensiblement dirigée contre vous. En outre, l’agression peut être plus destinée à impressionner les autres membres de l’équipe assaillante qu’à vous mettre en mauvaise posture, contre toute apparence.

Quelles que soient la mauvaise foi et le manque de finesse de l’autre camp, ne perdez jamais votre sang froid. Conservez une distance entre votre ressenti et ce qui se passe. Vous devez à la Commission de faire de votre mieux pour garder votre sang-froid. Restez calme et sérieux ; ne souriez pas bien entendu. Quand vient votre tour, vous pouvez soit ignorer l’attaque, soit utiliser l’autodérision sous forme d’humour pour réduire la tension. Il n’y a en général pas de sens à contre-attaquer point par point de la même façon ; cela pourrait juste mener les négociations à l’enlisement.

Deux épisodes me reviennent ici : lors du premier, le dirigeant de l’équipe adverse, un gros homme déterminé, ouvrit le feu en vitupérant contre notre équipe. Quand la salve s’arrêta, le leader de notre camp regarda la personne invisible vers laquelle l’attaque avait été dirigée et demanda calmement : maintenant peut-on commencer ? Et nous avons commencé, sans plus aucune vitupération. Le second épisode, la même personne (en fait un individu assez sympathique sur le plan personnel), commença avec une violente attaque. Mais, il se trouva alors tout essoufflé et demanda subitement : voulez-vous une tasse de café ? Notre dirigeant répondit avec clairvoyance : vu la façon dont le débat a commencé, je vais pour sûr avoir besoin d’une tasse de café. Il y eut de larges sourires autour de la table et une baisse momentanée de la température ambiante.

F. Styles de négociation

Les styles de négociation diffèrent beaucoup selon les pays ; même en termes de ponctualité pour commencer les débats ! C’est juste un fait vécu dans notre Union européenne diverse que nous devons accepter et avec lequel il nous faut vivre. Quelques pays sont plus dans la confrontation tandis que d’autres sont plus consensuels. Quand la confrontation prévaut, conflits ouverts et tempéraments impétueux sont plus acceptables, peut-être même attendus, mais les éclats surviennent et disparaissent rapidement laissant peu de rancœur. Quand le style est plus consensuel, les éclats mettent plus longtemps à monter à la surface, mais, s’ils y parviennent… Heureusement si vous êtes attentifs, il y a en général des signes d’alerte bien avant l’éruption, ce qui la rend évitable. Si vous êtes pris en défaut dans une négociation, mieux vaut battre en retraite avec grâce, en admettant votre erreur (d’une façon strictement limitée), plutôt que défendre l’indéfendable et de vous enfoncer plus avant dans une impasse. Beaucoup de temps de négociation peut être gaspillé en causes perdues.

Les pays diffèrent aussi en termes d’autoritarisme, d’arrogance et d’intransigeance dans leur façon de négocier. Avant de commencer les négociations, il serait bon d’étudier le style des négociateurs de la partie adverse et de vous préparer à vous y adapter. N’attendez pas des États membres qu’ils s’adaptent au style cosmopolite de la Commission. À Rome, faites comme les Romains, en réalisant avec modestie qu’il n’y a pas moyen d’être plus Romain que les Romains eux-mêmes. À moins de vous adapter au style de l’autre camp, toutes sortes de malentendus et de dysfonctionnements peuvent apparaître. Par exemple, face à l’autoritarisme, une approche calme et consensuelle sera souvent interprétée comme une faiblesse, et mènera à des exigences accrues.

G. Miser sur votre équipe

Votre équipe doit être composée selon des critères de complémentarité et de cohésion. La dichotomie bon/méchant interlocuteur par exemple, est un des plus vieux tours du métier. Utilisez l’expertise spécialisée des membres de votre équipe pour intervenir aux moments opportuns du débat. Ils apporteront leur connaissance approfondie dont vous, en tant que leader de l’équipe, n’aurez pas à encombrer votre esprit. De plus, donner aux jeunes recrues une chance d’intervenir représente pour eux une bonne motivation et leur offre une excellente opportunité de s’entraîner. Par-dessus tout, le meneur de la négociation doit se concentrer sur l’essentiel et ne pas s’empêtrer dans les détails techniques ou juridiques. Même si, en raison de votre expérience passée, vous connaissez une partie de ces questions aussi bien que les membres de votre équipe, il est préférable de leur laisser occuper le terrain, ce qui vous permet de préparer vos prochaines interventions, dans un contexte changeant rapidement, sur une vision plus globale.

Les discussions concernant la stratégie et les tactiques de négociations doivent toujours se dérouler au sein de l’équipe, avec vos dirigeants si besoin. Le corollaire est que votre équipe doit toujours agir de façon cohérente et loyale pendant les débats. Les points de vue divergents des membres de votre équipe ne doivent jamais être exprimés devant l’autre camp, ou lors des contacts bilatéraux informels. Si cela devait arriver, le coupable devra recevoir un sérieux avertissement. Si cela se reproduit, il devra être exclu de l’équipe. Il doit y avoir des discussions libres en interne, mais une unité inébranlable à l’extérieur.

H. L’ordre à donner aux questions de la négociation

Lors de la préparation de l’ordre du jour des négociations, l’ordre dans lequel les différents problèmes seront abordés doit faire l’objet d’un soin particulier. Quelquefois, il y a un ordre naturel, mais parfois non. L’ordre initialement choisi peut être révisé au cours du débat en fonction de l’évolution de la dynamique. Il est bien connu que commencer par des situations gagnant-gagnant est une approche avisée. Cela crée un élan de mutuelle entente, et fournit une base saine pour la suite, en abordant les questions plus compliquées et controversables. En agissant ainsi, un consensus émergeant peut être construit, pas à pas, et un sentiment valorisé de « on est tous sur le même bateau ». Mais soyez conscient que ce consensus peut être cruellement mis à l’épreuve une fois qu’on aborde les sujets vraiment brûlants. Si cela arrive, il est recommandable de reconnaître qu’un consensus, bien qu’apprécié en lui-même, est en définitive plus un moyen qu’un but en soi. Toutefois si les négociations peuvent débuter avec une impression émergente d’osmose tant mieux, même si ce sentiment rassurant ne survit pas au cours ultérieur des pourparlers. Ne vous vantez jamais quand les choses vont dans votre sens, et essayez de partager largement le mérite du succès ; cela ne vous coûte pas grand-chose et génère un sentiment de bonne volonté utile dans les mauvais moments.

Les questions les plus difficiles à négocier sont souvent mieux abordées quelque part au milieu du débat. À ce moment-là il y a toujours une dynamique positive et les deux parties ont une meilleure perception l’une de à l’autre ; une fois que les nœuds les plus denses ont été démêlés, le reste peut être statué avec une aisance remarquable. Si la négociation dure une journée, essayez d’aborder les problèmes les plus ardus en début d’après-midi. Sachez aussi quand arrêter à la fin de la journée. Les discussions qui durent toute la nuit aboutissent rarement à des accords qui satisfont les deux camps et qu’ils exécuteront de bon cœur. Si les négociations prennent plus longtemps que prévu, qu’il en soit ainsi, à condition qu’il y ait une chance raisonnable d’aboutir à une conclusion réussie.

I. Donner et prendre

L’essentiel dans toute négociation est un échange mutuel entre donner et prendre. Vous devez donc placer les enjeux plus loin que là où vous vous attendez à vous retrouver à l’issue de la négociation. Néanmoins prenez garde à combien vous étoffez votre proposition d’ouverture. Dans ce cas un juste milieu est recommandé. Si vous la gonflez insuffisamment, vous risquez de ne pas avoir assez de marge de manœuvre et pas assez à troquer. Si vous la gonflez trop, un négociateur avisé de la partie adverse, et ils le sont presque tous, verra clair dans votre jeu et votre crédibilité en pâtira. De plus, en étant contraint de faire trop marche arrière sur votre proposition gonflée, vous vous exposez à battre en retraite de la même façon sur d’autres questions, parce que vous serez perçu comme faible.

Les négociateurs avisés essaient toujours de détecter les asymétries dans leurs positions et celles de leurs homologues. Ce qui est très important pour une des parties peut l’être moins pour l’autre. Le domaine où l’un des camps peut considérer octroyer une concession peut différer de celui de la partie adverse. Ces sujets sont rarement explicites, mais doivent être sentis implicitement. Explorer ce genre d’asymétries, souvent en tâtonnant et en les tricotant ensemble jusqu’à obtenir une composition équilibrée entre les concessions gagnées et celles concédées (et si besoin celles reportées), peut être un des hauts points d’une négociation. Dans bien des cas, les deux parties découvrent assez rapidement qu’un tel procédé de va-et-vient dans les échanges fait avancer les pourparlers. Souligner l’effort que vous faites par vos concessions, sans risquer toutefois une perte de crédibilité par exagération, vous servira de levier pour les autres questions, où vous pouvez attendre une concession de la partie adverse. Explorer ce genre d’asymétries n’est pas toujours un procédé aisé, mais cela fait avancer les débats. Quand tout est fini, les deux camps peuvent alors quitter les négociations en se sentant raisonnablement, mais sans excès, satisfaits du résultat, et impliqués dans la mise en œuvre des accords.

J. Conflit

Dans presque toutes les négociations, il existe des moments de conflit qui testent votre capacité de négociateur. Vous devez apprendre à maintenir vos positions, et à tenir bon, arguments pertinents à l’appui, et à ne pas vous laisser submerger par la pression de l’autre camp. Vous ne pouvez pas vous permettre d’apparaître gêné par le conflit, ni de vouloir le provoquer. Si donc un conflit surgit, et il le fera tôt ou tard, vous avez intérêt à faire front directement. Quelquefois, un conflit est facilement résolu, par exemple quand un État membre était très contrarié par une requête de la Commission. Le conflit s’évaporait tout simplement, lorsqu’il était signalé que cette requête avait déjà été acceptée par un État membre, voisin et rival régional, (faites en sorte d’être au courant du fait) et que, sûrement l’État membre de l’autre côté de la table n’était pas moins capable que son voisin.

Lors des situations conflictuelles, il peut être judicieux de montrer une dose de colère calculée et contrôlée. L’autre camp peut suspecter que ce n’est pas une vraie colère, mais cela ne fait rien, cette colère planifiée et mise en scène fait prévaloir votre point de vue avec force. Il y a aussi des situations où vous pouvez souligner vos lignes rouges de façon explicite : vous ne pouvez pas concéder plus sur une question, car vous n’êtes pas autorisé à aller plus loin ; à plus forte raison, vos supérieurs vous ont strictement interdit de lâcher plus de terrain sur la question en jeu. Cette carte de négociation doit cependant être jouée après mûre réflexion, car elle doit préserver votre crédibilité et votre place en tant que négociateur compétent.

Face aux conflits, « l’approche artichaut » peut se trouver bien utile : elle consiste à lever les aspects du litige un par un pour en diminuer l’étendue avant d’atteindre le cœur du problème, qui, à terme, deviendra moins ingérable. Une telle approche vous aidera aussi à découvrir si le vrai conflit diffère du conflit officiel, ce qui arrive quelquefois. Avant d’atteindre le cœur du problème, celui-ci peut ainsi devenir moins ingérable. Faites-en sorte de saluer l’aide apportée par l’autre camp et ses efforts pour résoudre le litige.

K. Impasse

Malgré les meilleurs efforts déployés des deux côtés, des impasses peuvent apparaître. Quand tel est le cas, inutile de prétendre le contraire. Tourner en rond, marteler les mêmes arguments encore et encore, empire seulement le blocage. Mieux vaut-il regarder en face la triste réalité : sur ce point les parties sont beaucoup trop éloignées et trop réticentes, incapables de faire des pas significatifs vers la position adverse. Selon l’étendue du blocage, soit l’ensemble des négociations doit être suspendu, soit la résolution du blocage doit être remise à une autre occasion, peut-être même à un autre forum de négociation.

Il y a un autre aspect déplaisant dans les impasses : le risque que la partie adverse aille derrière votre dos et porte le désaccord à l’attention de vos supérieurs, ou même du Commissaire. Après la suspension des débats due au blocage, il est donc important d’informer vos supérieurs, et si besoin le Commissaire, des raisons de l’impasse de sorte qu’ils ne soient pas pris au dépourvu si l’autre camp venait se plaindre.

L. Échappatoire

Il y a une façon classique d’essayer de résoudre un conflit ou un blocage, c’est de demander une pause. Suspendre la réunion donne du temps aux esprits échauffés pour se calmer et aux frustrations pour diminuer ; durant cette pause vous avez une opportunité de consulter avec votre équipe d’abord, et ensuite d’approcher le chef de l’autre équipe afin d’explorer ensemble les issues possibles.

Loin de l’atmosphère surchauffée du blocage des négociations, vous et votre équipe pouvez découvrir d’autres angles par lesquels le problème pourrait être résolu. Avec le dirigeant de l’équipe adverse, en particulier si vous vous connaissez, vous pouvez de façon informelle explorer la faisabilité de solutions alternatives, avant de les présenter lors de la reprise de la réunion. Les pauses peuvent durer un temps qui peut aller d’une demi-heure à une demi-journée. Quelquefois, une nuit de sommeil sur les sujets controversés et la reprise que le lendemain, peuvent être justifiées.

Dans d’autres cas, revoir la dimension chronologique peut aider à sortir d’une impasse. Si la séquence de décisions et d’actions sur laquelle il faut se mettre d’accord peut être plus flexible, et peut être même révisée, alors les deux parties peuvent trouver un accord. Cela signifie que la Commission octroie à l’État membre plus de temps pour mettre en œuvre l’accord (faites en sorte de savoir si vous avez l’autorité pour accepter un calendrier moins contraignant, avant de vous engager).

M. Accepter d’être en désaccord

Néanmoins il y a des occasions, heureusement rares, où il n’y a pas d’issue. C’est une défaite pour les deux camps, mais cela doit être accepté avec stoïcisme. Dans de telles circonstances exceptionnelles, il vaut mieux accepter le désaccord et rompre les négociations que d’essayer sans succès de concilier l’inconciliable.

En tels cas, ce n’est pas une question de verre à moitié plein ou à moitié vide ; le verre est vide. Et pas de verre du tout est en fait moins mauvais qu’un verre vide, car l’existence d’un verre, vraie ou imaginaire, peut conduire à des attentes quant à son contenu, sous forme des réalisations tangibles

3. Conclure des négociations

A. Préciser les accords atteints

Les négociations sont en général un moyen d’atteindre un objectif et pas une fin en elles-mêmes. Le but recherché est une sorte d’accord à mettre en oeuvre par les parties en présence. Lors des grandes négociations officielles, l’accord est en général un document juridiquement contraignant (faisant force de loi) qui est signé lors d’une cérémonie. Même lors de pourparlers moins formels, il est toujours conseillé de finir par un accord écrit. Il est vraiment surprenant de voir comment les gens peuvent se souvenir différemment des mêmes négociations (le pouvoir de la subjectivité ne doit jamais être sous-estimé). Si ce qui a été décidé n’est pas mis sur le papier, des désaccords sur ce qui a été effectivement conclu ont de grandes chances de surgir. Si vous en avez l’opportunité, proposez à la partie adverse de lui envoyer dans quelques jours une version écrite de l’accord pour qu’elle la commente et l’accepte avec, si besoin, les prochaines démarches à effectuer. Cela vous donne l’avantage tactique de choisir les termes de l’accord.

Durant les pourparlers, il est utile d’avoir une ou deux personnes désignées pour garder une trace de ce qui a été convenu (au moins une dans votre camp). Avant de terminer sur un sujet, cette personne peut résumer, à partir de ses notes, l’accord atteint sur ce point précis. Les deux camps doivent accepter, comme principe, que rien n’est décidé tant que tout n’est pas accepté ; c’est-à-dire que les accords partiels sont en suspens tant que l’ensemble n’est pas résolu. Il est important de procéder de façon linéaire un accord après l’autre. Les efforts unilatéraux de la partie adverse pour revenir sur des accords déjà atteints doivent être vigoureusement endigués, avec des allusions pas trop subtiles sur le fait qu’une telle volte-face entache leur crédibilité.

B. S’assurer de la mise en œuvre des accords

Dans un sens, parvenir à un accord est plutôt le début d’un processus qu’une fin, car l’accord doit être ensuite exécuté. Après une négociation particulièrement difficile sur un sujet politiquement sensible, un Commissaire qui venait de signer soupira avec soulagement et remarqua : « maintenant ce dossier est réglé ». De son point de vue peut-être, mais dans un sens plus profond le dossier voit juste le jour en atteignant le stade de mise en œuvre. On entre dans le vif du sujet avec l’exécution de l’accord, et il y a de nombreux stades de la réalisation qui peuvent réserver de mauvaises surprises. Les dispositifs de suivi, de préférence conjoints, devraient donc être prévus dans les accords.

Quand on négocie pour parvenir à un accord, on doit toujours garder un œil sur le comment, par qui et quand l’accord doit être mis en œuvre. Des incitations et des sanctions doivent être établies de telle sorte que les parties réalisent l’accord de bon gré, peut-être pas avec un grand enthousiasme, mais certainement pas avec une tendance à user de chaque opportunité pour échapper à des clauses de l’accord. Trouver des alliés dans le camp adverse portant un fort intérêt à la réalisation de l’accord peut être crucial. Pour la Commission, cela signifie trouver des alliés dans les États membres (sans que cela subvertisse la souveraineté de l’État membre).

4. Évaluer les résultats et les leçons apprises

A. Évaluer les résultats

Une fois que les pourparlers ont été conclus par un accord, quelques jours ou quelques semaines plus tard, il peut être utile d’évaluer le résultat, tout d’abord au sein de l’équipe, et même quelquefois avec votre responsable. Évaluer ce qui s’est bien passé et ce qui a mal tourné, ce qui s’est déroulé comme prévu et ce qui a réservé des surprises. En quoi la préparation et l’élaboration de la stratégie de négociation ont-elles été utiles ? Les dispositions qui encadrent la mise en œuvre sont-elles simples et claires à suivre ? Le processus, comme le résultat, peuvent-ils être examinés ? L’évaluation n’a pas besoin d’être très formelle ; elle peut se faire lors d’un repas en commun ou d’une pause-café. Elle peut même comporter des anecdotes drôles sur les pourparlers. Rire ensemble après l’événement, en privé, y compris rire de son propre camp, peut avoir un effet cathartique.

B. Les leçons apprises

La partie de l’évaluation qu’il peut être utile d’écrire est celle des leçons apprises. Cela devrait être à la fois une attitude objective et d’autocritique, dont le résultat doit être partagé avec les collègues, mais pas avec la partie adverse. Une attention particulière doit être portée aux mesures prises pour s’assurer que les meilleures pratiques de négociation soient partagées et que les mêmes erreurs ne soient pas répétées.

5. Études de cas

A. Une négociation ratée

Soyons francs : une négociation ratée fait mal, mais quelquefois nous devons apprendre de nos propres erreurs, plutôt que de tirer des leçons des erreurs des autres, comme observées de l’extérieur. Tous les pourparlers contiennent un risque d’échec, et rare est le négociateur qui n’a pas échoué au moins une fois. Plutôt que d’être obsédé par les échecs, il est plus important de corriger une défaite rapidement et d’empêcher qu’elle se répète.

L’échec de négociation qui est présenté ici est dû à une erreur d’évaluation d’un acteur-clé de l’autre camp. Dans ce cas précis, le gouvernement régional d’un État fédéral avait décidé qu’il voulait promouvoir les compagnies *high-tech* dans cette région, malgré un chômage important, y compris parmi les jeunes. Les entreprises *high-tech* sont intrinsèquement hautement capitalistiques ; elles créent peu d’emplois, mais les emplois créés sont très productifs et bien rémunérés. En conséquence, le gouvernement régional demanda un montant significatif (plusieurs dizaines de millions d’euros) du Fond social européen (Fse) pour le transférer au Fonds européen de développement régional (Feder). La Direction générale (*Gd*) responsable pour Feder était ravie et considérait l’accord comme conclu.

Cependant, nous, dans la Direction générale responsable du FSE, avons protesté. Notre argument était que Fse était beaucoup plus efficace dans la création d’emplois durables que Feder. Certes, les emplois créés par FSE n’étaient pas aussi prestigieux que les métiers *high-tech*, mais plutôt des emplois dans le secteur des services et des productions industrielles de petite taille, en d’autres termes plus d’emplois, mais des emplois moins capitalistiques. C’était pertinent dans une région au fort taux de chômage qui voyait une montée de l’extrême droite parmi les jeunes chômeurs mâles ; beaucoup de jeunes femmes plus instruites avaient déjà quitté la région. Si nous voulions aider les personnes sans emploi, un but moralement louable, le Fse était plus efficace que le Feder. Nous avons donc refusé d’accepter le transfert de fonds à Feder.

Notre refus ne fut pas pris à la légère par le gouvernement régional, qui a escaladé le différend en le portant jusqu’auprès du Président de la Commission, qui en retour nous signifia son irritation à prendre si longtemps à régler ce désaccord. Nous pensions être sur le haut terrain moral et que la rationalité économique et sociale était de notre côté. De plus, nos arguments avaient trouvé une certaine compréhension chez le ministre régional du Travail. Dans cette région précise, le gouvernement était composé d’une coalition centre droit/centre gauche. Le ministère du Travail était aux mains du centre gauche, qui était un partenaire très minoritaire de la coalition. Le gouvernement fédéral était aussi une coalition du même type, avec le *leader* du centre gauche en tant que ministre du Travail. Nous pensions qu’il serait pour nous un atout. Cependant le ministre fédéral du Travail resta étrangement silencieux tout au long des négociations.

Le Premier Ministre régional rendit visite à notre commissaire, qui concéda de transférer les fonds de Fse à Feder. Le commissaire avait vraisemblablement beaucoup d’autres fers à battre et ne voulait pas antagoniser une importante région voisine contre son propre pays sur une question qui pouvait apparaître perdue de toute façon. Quoi qu’il soit, nous avions échoué à préserver l’allocation initiale de Fse. Où nous étions-nous trompés ? La réponse vint quelques semaines plus tard, quand le secrétaire d’État du ministère fédéral du Travail, fournit l’information selon laquelle dans un conflit entre un gouvernement régional et la Commission, le gouvernement fédéral ne se range jamais du côté de la Commission, quels que soient les mérites du cas défendu. Bien, merci, c’était une véritable douche froide.

Ce que cet exemple de négociation ratée montre est que vous devez toujours vérifier vos hypothèses concernant les objectifs, les priorités et les façons d’agir des différents acteurs clés de la partie adverse. Ce qui peut vous sembler parfaitement logique et rationnel de votre point de vue, peut être considéré différemment par l’autre camp. Encore faut-il vérifier et ajuster votre stratégie de négociation en fonction. En négligeant de faire ainsi, nous semons les graines de notre propre échec en négociations. Finalement, revendiquer le haut terrain moral peut être très gratifiant, mais c’est, en soi, rarement suffisant pour mener à bien des négociations.

B. Match nul

Certaines négociations se terminent par un match nul après des discussions interminables entre les deux parties. Les deux camps sont frustrés par la stagnation et veulent que ça avance. Ils se mettent d’accord sur les conditions minimalistes et quittent les négociations avec une sorte de déception mutuelle, mais dans ces cas, même un accord moins que satisfaisant peut être considéré meilleur qu’une impasse prolongée.

La négociation sans vainqueur dont il est question ici est le résultat de plusieurs séries de pourparlers infructueux, qui ont apporté une issue tout juste acceptable pour les deux parties en jouant entre le fond et la forme du compromis. En l’occurrence, le gouvernement central d’un État membre avec des régions férues de leur autonomie, certaines d’entre elles gouvernées par l’opposition, voulait rassembler tous les fonds de Fse, pour la période de sept ans à venir, sur un vaste et unique programme. Le gouvernement central voulait pouvoir surveiller étroitement cet argent et ne pas faire de cadeau à l’opposition. Un seul vaste programme de Fse était sensé être plus facile à gérer et empêcher la fraude.

Nous étions respectueusement en désaccord avec le gouvernement central et arguions sur le fait qu’un tel programme unique de Fse contenait des risques sérieux de contagion, ou de débordement, qui pourraient bloquer le versement de tous les fonds au pays (une situation intenable en termes politiques). Par conséquent, selon nous, il serait mieux d’avoir deux ou trois programmes Fse séparés : si l’un avait d’importants problèmes, les deux autres pourraient continuer d’utiliser les fonds. Deux ou trois programmes séparés pourraient aussi apporter plus de visibilité à plusieurs groupes ciblés pour faire entendre leurs voix, au lieu d’être noyés dans un seul méga-programme.

Les négociations tournaient en rond, chacune des parties campait sur ses positions avec obstination. Finalement, la ministre du Développement régional rendit visite à notre directeur général pour lui présenter son point de vue. Il l’écouta attentivement, mais ne s’est pas engagé dans sa réponse. Après le départ de la ministre et de sa délégation, le directeur général demanda à voir le chef de notre équipe de négociation et lui confia qu’il était enclin à accepter l’approche de la ministre concernant la centralisation sur un seul programme. À son crédit, et pour ne pas couper l’herbe sous les pieds de son personnel, il s’était abstenu d’en faire part à la ministre.

La position prise par notre (très décent) directeur général appelait des réactions rapides de notre part. La solution trouvée a consisté à jouer sur la différence entre la forme et le fond. Sur la forme la partie adverse gagnait, il y aurait un unique méga-programme. Quant au fond, nous avions atteint la plupart de nos objectifs en nous assurant que le méga-programme serait constitué de modules distincts, de telle sorte que les problèmes rencontrés sur un module n’entraîneraient pas nécessairement de débordement ni de contamination sur le reste du programme. Les groupes spéciaux ciblés pourraient aussi trouver un plus grand espace de parole dans les modules distincts que dans le méga-programme hétéroclite.

Une leçon évidente à tirer de ce cas est que nous aurions dû consulter la position de notre directeur général à un stade plus précoce. À la place, nous avions présumé qu’il appréhenderait le sujet de la même façon que nous, seule approche rationnelle d’un point de vue de la mise en œuvre technique. Toutefois nous avions tort, car notre directeur général percevait clairement le problème d’une tout autre façon et penchait vers une solution centralisée pour quelconque raison (c’était son droit après tout). Une autre leçon à tirer de cet épisode est que la nécessité rend créatif. Quand nous avons été confrontés au besoin de sauver la face, quand nous avons dû battre en retraite et accepter la solution du méga-programme unique, nous avons rebondi avec l’approche modulaire quelque peu inventive. Celle-ci a été acceptée avec une aisance surprenante par la partie adverse. Dans ce match nul, les deux parties ont obtenu une part raisonnable de ce qu’elles considéraient comme essentiel dans ces négociations. Par chance, ce qui était considéré essentiel différait quelque peu entre les parties, mais créa l’opportunité de trouver un arrangement mutuellement acceptable.

C. Une négociation réussie

Fort heureusement, une surprenante portion de négociations se termine par un succès, parfois après beaucoup de tension et de va-et-vient dans les discussions. Il est peut-être même encore plus surprenant que des pourparlers puissent réussir, malgré des questions très sensibles en jeu, et des sujets explosifs.

La négociation réussie, relatée ici, se déroulait dans un fier État membre connu pour son style énergique et clair. La Cour des comptes de l’État membre avait découvert que quelque 100 millions d’euros des fonds de Fse avaient été dépensés pour la formation de travailleurs fictifs dans des entreprises fictives. L’argent devait être remboursé à la Commission, en espèces, et ne pourrait simplement pas être déduit des futurs versements Fse. Il y avait là matière à un embrasement majeur. Cependant, cela ne s’est pas produit. À la place, les négociations se sont conclues avec succès et étonnante facilité.

L’élément essentiel fut que l’État membre lui-même découvrit la fraude et pas la Commission gendarme venant de Bruxelles. Le fait que le blâme pouvait être largement disséminé a aussi beaucoup aidé. La fraude était apparue au travers d’un schéma impliquant conjointement les syndicats et la confédération du patronat. Elle constituait une situation embarrassante que beaucoup parmi les principaux acteurs du pays voulaient réparer et oublier (bien que pas nécessairement dans cet ordre). Dès le début, l’effort pour déterminer l’envergure de la fraude a été une action commune entre l’État membre et le groupe de travail de la Commission. Tout le travail technique a été réalisé en commun, avec les représentants de la Commission le plus souvent citoyens du pays membre (si ce n’est pour des raisons linguistiques). Tout au long du travail pour déterminer l’étendue de la fraude, une approche collaborative a été suivie. Il n’y a jamais eu de doigt accusateur pointé. Une grille des montants en jeu par acteurs a apporté une vue d’ensemble très utile, aidant à assurer la cohérence et explorant les possibilités d’arbitrages.

Lors des négociations finales, le directeur de l’équipe de la Commission fut accueilli par des baisers sur les joues, particulièrement affectueux de la charmante, mais féroce directrice de l’Agence nationale de l’Emploi. Pour autant, le dirigeant nordique de l’équipe de la Commission, n’a pas été outre mesure affecté par une telle offensive de charme. Quand on en est venu au montant à reverser lors de l’accord final, le chiffre a été étonnamment facile à fixer. Les deux parties avaient été préparées de la même façon par leur personnel, qui avaient fait le travail technique préparatoire ensemble.

Cet exemple montre l’intérêt de rechercher une approche collaborative et d’éviter les confrontations inutiles et la grandiloquence, même pour des questions concernant les grands principes et les importants montants financiers. La Commission s’est abstenue d’être accusatrice ou vindicative. À la place, elle a essayé avec les fautifs d’arriver à une solution au problème de fraude, qui sauvegardait l’amour-propre de l’État membre, entre autres en l’impliquant de près dans l’estimation de l’étendue de la fraude. La Commission n’a pas non plus traité le remboursement comme une victoire sur l’État membre. À la place, la fraude a été considérée comme un malencontreux accident de parcours, qui devait être corrigé d’une façon équilibrée et apaisée, et il en fut ainsi. Quand l’incident a été clos, après le remboursement du montant convenu, nous étions tous soulagés que l’explosion de royale dimension ait été évitée…et notre collaboration avec l’État membre s’est poursuivie sur une base encore plus solide qu’avant.

Sortie

Assez de ces ruminations rétrospectives ; avec un sursaut il réalise que c’est l’heure de se préparer pour les négociations du jour. Ce ne sera pas une journée facile, car le camp adverse sait ce qu’il veut et n’a pas de scrupules à faire ce qu’il faut pour l’obtenir avec adresse et persévérance. Ils font vraiment partie d’une nation fière et courageuse. Néanmoins, la majeure partie des joutes passées s’est terminée sur une note fatiguée, mais amicale. Ceci est sa dernière épreuve de négociation pour la Commission.

Retraite en vue dans deux jours avec une vie très différente. Aujourd’hui est donc le moment idéal pour appliquer toutes les leçons tirées de deux décennies de négociations ardues. Et sortir avec honneur. Et finir en beauté…

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Contributions d’hommages en miroir

**– III –**

**SÉCURITÉ GLOBALE**

*La non-décision politique  
en situation de crises :  
le cas français [[551]](#footnote-551)*

Marie-Josèphe Tancerel, Lysiane Guennéguez

*Iae de Bordeaux*

*Grsg Toulouse 1 Capitole*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Une évidence : les crises correspondent à des moments de grands bouleversements à tous les niveaux. Edgard Morin l’avait bien pressenti en son temps :

« À l’origine, Krisis signifie décision : c’est le moment décisif, dans l’évolution d’un processus incertain, qui permet le diagnostic. Aujourd’hui, crise signifie indécision : c’est le moment où, en même temps qu’une perturbation, surgissent les incertitudes [[552]](#footnote-552) ».

Sur le plan de leur traitement, cette « indécision », ces « incertitudes » apparaissent plus ou moins aujourd’hui dans les sociétés modernes, quand elles ne sont pas occultées, voire « encadrées » par des protocoles (« idéologiques », dirait bien volontiers Pierre Legendre [[553]](#footnote-553)).

D’un point de vue étroitement opérationnel, selon la logique révélée notamment par les travaux du Centre de sociologie des organisations impulsés par Michel Crozier [[554]](#footnote-554) (Cso), on sait qu’en France, l’organisation de « gestion de crise », à l’instar de l’histoire du pays, reste très pyramidale, voire « bloquée », comme pour nombre de politiques publiques. Quelques exemples seront évoqués en conséquence ici.

Ainsi, au sommet, trône le Centre interministériel de crise (Cic) de « la Place Beauvau », sous l’autorité directe du ministère de l’Intérieur. Cette institution est censée coordonner l’ensemble des centres opérationnels au-dessus et pour tous les autres ministères.

Ajoutons que lorsqu’une crise touche plusieurs pays, le « Cic-Beauvau » se met immédiatement en relation avec les centres de crise nationaux étrangers. Tout semble donc aller pour le mieux, en termes de « sécurité » et d’« efficacité »… Sur le territoire, en liaison continue et descendante, sont interposés trois échelons administratifs qui prennent en charge les situations de crise : les communes, les départements et, depuis 1959, les « zones de défense », en fait, elles, extra-régionales, proches de l’espace territorial irréductible des divisions militaires, protègent tout ce qui concerne les fonctions vitales et stratégiques du pays (électricité, centrales nucléaires, distribution d’eau, pôles névralgiques…). Ces régions « spéciales » constituent l’échelon intermédiaire entre le niveau national (Cic), et le traditionnel niveau départemental, la « zone de défense » assumant un rôle de relais d’information à tous les niveaux, indispensable en cas de gestion de crises localisée ou globale.

Cette approche « officielle » se décline à la fois de façon déconcentrée et décentralisée, avec pour objectif, sur le papier, une cohérence générale et une action de terrain efficace (concernant la circulation rapide, voire immédiate de l’information, les organigrammes d’exécution, la constitution de cellules de crise, l’attention portée à la formation de personnels compétents bien entraînés, notamment).

Si la « gestion opérationnelle des crises » se trouve ainsi très encadrée de façon rassurante pour l’État et la Nation, les arrière-plans politiques vont introduire, selon les crises et les conjonctures entraînées, des scénarios cependant plus complexes et multiformes. Au XVIe siècle, Machiavel affirmait déjà, à sa façon et dans des contextes différents :

« Tout n’est pas politique, mais la politique s’intéresse à tout ».

« *S’intéresser à* » n’est pas « *gérer* »… certes. Mais « la », ou plutôt ici, « le » politique (c’est-à-dire l’État), gèrent-ils vraiment toutes les situations de crises ?

Ce secteur central de l’organisation et de la vie sociale prétend en apparence intervenir à tout moment en la matière de façon rationnelle et préventive, *via* des décideurs centraux à toute épreuve et bien préparés, maîtres des opérations. Cependant, reconnaissons que les décisions étatiques sont parfois elles-mêmes à l’origine de certaines crises. Face aux incertitudes et à la complexité systémique du monde actuel (plus ou moins « mondialisé » d’ailleurs, en haut comme en bas de la hiérarchie sociale, « terrorisme » compris), la marge de manœuvre du politique ne dépend pas que de sa structure présumée à toute épreuve, que de sa propre volonté ou de ses effets d’annonce. Elle est aussi tributaire de données extérieures, du climat politique national et international, comme de l’ampleur donnée par les médias et les réseaux sociaux face aux événements qui deviennent rapidement des « crises » pour l’opinion publique. Aussi, « la non-décision » apparaît comme une option possible à différents niveaux. Elle se trouve ainsi susceptible de contredire l’affichage officiel d’un État qui se veut grand maître de toutes les crises en affirmant *ex ante* sa suprématie théorique. Est-ce si vrai dans le réel ?

Reste à réfléchir sur ce que recouvre l’espace et l’objet paradoxal de ce que l’on peut désigner comme des « non-décisions » : actes cachés qui aboutissent parfois à des « *décisions absurdes* », au sens bien mis en évidence par le sociologue Christian Morel [[555]](#footnote-555). Reste à savoir où s’arrête la décision, qui n’est plus une « évidence en soi », mais qui fait surgir de multiples questionnements et protocoles de recherches, selon les cas. D’autant que l’on sait que « *ne pas choisir, c’est encore choisir* » ! Nous allons voir que lors d’une crise, les deux options – décider ou ne pas décider  – se trouvent souvent en confrontation, tant au niveau des faits que de leur représentation.

Par ailleurs, pour éclairer le débat – sans y faire de référence détaillée ici – on peut rappeler l’apport sociologique important de Michel Dobry en ce qui concerne l’analyse des crises [[556]](#footnote-556) : à travers son regard sur des phénomènes politiques datés, ce dernier a bien souligné le caractère extrêmement *fluide et ductile* des interactions impliquées « en temps de crise », les « décideurs » ou « non-décideurs » flottant quant à eux selon l’ordre des circonstances et s’adaptant plus ou moins à celles-ci – notamment lors des événements du « 6 février 1934 » à Paris, dûment décortiqués par ce sociologue de façon critique. Soulignons que son apport ne coïncide pas toujours avec l’ouvrage stimulant de Michel Winock sur les crises politiques qu’a traversées la France, de la Commune de Paris à Mai 68. Contre une sociologie « fille de l’instant », l’historien parle quant à lui, concernant « le » et « la » politique en crise, de « *fièvres hexagonales* » à répétition, complexes dans leurs origines et leurs déroulements, qui ont enflammé les acteurs d’un « moment » ou d’un « instant », mais répétitives dans leurs références symboliques (de droite ou de gauche) dans la longue durée – depuis en fait, la « Révolution française » [[557]](#footnote-557).

Ces deux travaux complémentaires rendent difficile une approche simpliste – politiquement parlant – en termes de « verticalité », notamment sur le plan des rapports Centre/Périphérie (« *l’État donne des ordres, donc il est obéi et ainsi de suite, via la chaîne pyramidale descendante*»…).

Après ces rappels de principe, trois situations contradictoires méritent selon nous d’être déclinées.

*En amont de la crise*, on peut décider ou non de prévoir un scénario catastrophe, d’écouter ou non les lanceurs d’alerte, de se prémunir et de s’équiper ou non de moyens matériels et humains de façon proactive.

*Pendant la crise*, la gestion de l’urgence laisse peu de choix, l’irrésolution étant parfois le pire des maux. Néanmoins, la non-décision est souvent de rigueur tant que toutes les données indispensables pour agir ne sont pas connues.

*En sortie de crise* (inondations, alerte industrielle Seveso ou nucléaire, tempête, sang contaminé, crise financière, attentat perpétré par un ou des individu(s) « fiché S », chômage, pandémie…), la population attend des pouvoirs publics qu’ils prennent des décisions pour colmater les brèches et prévenir de nouveaux drames. Mais, dans le cas de la France, rien de concret n’est entrepris la plupart du temps, les mesures attendues étant brouillées, voire contradictoire ou renvoyées « aux calendes grecques », avant que d’autres crises ne se déclenchent ou ne se répètent… Cela plus ou moins en toute impunité…

La « non-décision » qui s’installe peut donc être choisie, ou subie, ce qui n’implique pas les mêmes conditions de départ ni les mêmes conséquences. Regardons-y de plus près.

1. La non-décision en tant que choix politique

Le cas le plus courant correspond à de nombreuses situations. Selon Michel Claessens, « *la plus dramatique est la non-décision par peur ou manque de courage* »… Version trop psychologiste et subjectiviste peut-être ? Est-ce toujours vrai ?

1.1. L’exemple historique des « accords de Munich »  
(28-29 septembre 1938)

Signalons, pour mémoire, le cas bien connu concernant l’Europe des années trente, qui semble revenir vers nous comme un boomerang aujourd’hui [[558]](#footnote-558) : celui des « accords de Munich », où Chamberlain et Daladier décidèrent de ne pas répondre durement aux revendications hitlériennes concernant les Sudètes, qui remettaient en question le statut de l’État tchécoslovaque, dessiné certes de façon « discutable » lors du traité de Versailles de 1920. Ce que des historiens ont pu considérer comme une « non-décision », valut paradoxalement au dirigeant français et à celui britannique d’être acclamés comme des « sauveurs de la paix » à leur descente d’avion. Léon Blum, quant à lui, dans la continuité de sa personnalité « romantico-littéraire » toujours timorée, se montra tiraillé par cette « décision » – car cela en fut bien une –, qu’il épingla de façon psychologiste comme une preuve de « *lâche soulagement* » et de honte » (ses propres sentiments ?) dans ses éditoriaux d’alors du *Populaire*… Images contradictoires en l’instant ! Précisons que ce processus exemplaire avait obéi en fait à plusieurs « raisons », que l’on ne peut plus ignorer aujourd’hui sur le plan de l’historiographie du sujet.

En effet, les « accords » en question, suite de tractations diplomatiques plus ou moins transparentes et édulcorées, furent d’abord, sur le plan des faits, rendus possibles par la médiation d’un acteur parallèle alors influent : Mussolini. Ce dernier, contrairement à ce qui allait se passer en septembre 1939, réussit à faire désamorcer la crise, d’autant qu’Hitler lui-même, à la fois « possédé » dans sa stratégie, mais irascible, capricieux et souvent hésitant, n’était pas vraiment sûr du « coup » qu’il avait supputé [[559]](#footnote-559)… Il craignait encore les forces militaires conjointes de l’Angleterre et de la France (à tort…, de surcroît, on s’en apercevra en juin 1940…).

Ensuite, les deux alliés, France et Angleterre, se trouvaient dans des relations complexes et même ambiguës depuis au moins 1920 (date d’exécution du Traité de Versailles et de « réparation » de la part d’une Allemagne coupable d’agressions). D’autant que leur diplomatie respective, reflétant des intérêts divergents à plusieurs niveaux, déployèrent sans cesse des sous-entendus et des stratégies hypocrites l’une par rapport à l’autre, comme vis-à-vis de l’Allemagne.

De plus, les opinions publiques de ces deux partenaires « amis opposés », n’étaient pas favorables à une entrée en guerre, embuées qu’elles furent par un système d’information – médiatique notamment – contradictoire, opaque, peut coordonné, et non étranger à des intérêts politico-financiers et géostratégiques producteurs de « fausses nouvelles » et d’analyses insuffisantes, voire déformantes.

Enfin Daladier et Chamberlain savaient tous deux, de sources sûres (en particulier grâce aux informations livrées par leurs services de renseignement et leur réseau diplomatique) que les deux États n’étaient pas encore prêts militairement et industriellement parlant sur le plan de l’armement face à l’Allemagne nazie, déjà si inquiétante dans sa politique étrangère, mais aussi concernant la « mobilisation » ou la préparation des « classes » militaires et de réserve nécessaires (ils ne le furent pas davantage, d’ailleurs, un an plus tard en septembre 1939… avec le résultat que l’on connaît !).

Au-delà de la complexité de ce cas historique, qui mêle décision et non-décision à la fois, face à une pluralité de choix, la décision finale qui entraîna tant de commentaires et de divisions dans la France des années trente finissantes, apparaît comme une *solution fermée*, alors que la non-décision peut en soi constituer une *issue ouverte* par rapport à la variable fondamentale qu’est la temporalité (le fameux facteur « temps » !). Pour illustrer ce type de problèmes certains vont même jusqu’à valoriser la phrase d’Henri Queuille (1884-1970), ministre à plusieurs reprises puis président du Conseil français :

« Je ne connais pas de problème qu’une absence suffisamment prolongée de réponse n’ait fini par résoudre ».

Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire, n’a-t-il pas même rédigé « *un manuel de survie en milieu politique avec exercices pratiques corrigés*» ayant pour titre : « *Surtout ne rien décider*» ? Vaste et redondant « programme »…

Par delà ces points de vue cyniques, voire « réalistes », qui ont plus ou moins fait leurs preuves selon les cas, la « non-décision » apparaît clairement comme *une stratégie utile en période de crise*, car elle permet d’inclure le facteur « *temps* », là où l’on croit ne pas disposer de temps pour cause de « *gestion de l’urgence* ». Notons que sur le plan politique, la création à chaud de commissions parlementaires dédiées à la crise a souvent permis de suspendre la décision en imposant le souhait d’une étude plus étayée. Reporter la décision devient ainsi une issue honorable si les raisons du report sont clairement expliquées, évidemment. Examinons ce point, ainsi que les diverses postures qui se présentent à nous, aujourd’hui.

1.2. Un exemple suggestif contemporain :  
la « décision/non-décision » en matière d’« Ogm »

Le choix d’un « moratoire » temporel concernant l’agriculture d’une part, de l’autre la consommation normale d’organismes génétiquement modifiés (« Ogm »), répond parfaitement au cas de figure de « *décision/non-décision* ». En France, au début du XXIe siècle, l’approche du problème dépassait le cadre scientifique, en particulier à la suite des actions tenaces de José Bové et du Maire de Bègles, Noël Mamère, tous deux soutenus par de nombreux militants écologistes qui avaient mobilisé une partie de la population – ce qui rendait nécessaire un arbitrage politique ultérieur.

Parallèlement, l’Europe s’était penchée à plusieurs reprises sur le sujet : une première directive apparut en 1990, remplacée par une seconde en 2001, puis, à partir de 2003, introduisant une clause d’exclusion nationale. Finalement, chaque demande d’introduction d’Ogm fut soumise à un processus assez compliqué de non-décision/attente/surveillance/interdiction ou autorisation, en sachant que s’il y avait autorisation, celle-ci devait être renouvelée… tous les dix ans. Une phase d’évaluation des risques fut alors introduite par les autorités compétentes. D’un point de vue politique, la durée de l’indécision, la mise en place ou non du paralysant « *principe de précaution* » en attendant des résultats, constituèrent des éléments sensibles, susceptibles d’entretenir ou non un climat de crise, si des vies se trouvaient impliquées. Cela, de façon implicite et en raison de l’établissement d’un rapport de force durable.

*A contrario*, une « non-décision » peut aussi surgir de la nécessité pour les décideurs de s’expliquer sincèrement devant une opinion plus ou moins mobilisée, mais bien informée des causes et des conséquences des politiques publiques concernées, cela, avant que la justice ne soit éventuellement saisie…

1.3. La non-décision comme stratégie politique explicite

La non-décision revêtant un caractère stratégique peut en effet être choisie, soit pour débloquer une crise, soit pour repousser ou éviter une crise latente. Quelques exemples viennent à l’esprit.

En France (comme d’ailleurs partout dans le monde !), les débats qui concernèrent la loi ouvrant la procréation médicalement assistée (« Pma ») à toutes les femmes, empreints d’enjeux historiques et idéologiques très clivants – ils le sont toujours aujourd’hui… –, initialement prévus pour 2018, puis début 2019, furent finalement repoussés en septembre suivant. Ce *report de décision* affiché ouvertement par le gouvernement impliqué, fut lié à la crainte de déclencher une crise sociétale de même ampleur que celle qui eut lieu pour « *le mariage pour tous*», ou antérieurement, dans les années 1981-1984, pour celle liée à « *la question scolaire* », inscrite dans la longue durée d’une histoire « républicaine » controversée faisant chaque fois référence aux lois divisantes et anticatholiques explicites de 1901, 1904 et surtout de 1905 (de « séparation de l’Église et de l’État »)… sans parler de la dissémination d’un certain Islam aujourd’hui – non prévisible globalement au tournant du XXe siècle où la France avait encore son empire colonial – , semblable à une septicémie dans certains endroits du territoire national.

Continuellement, de façon redondante, les programmes électoraux se sont tous rempli de promesses, d’autant qu’ils prétendent résoudre artificiellement en le claironnant, maints problèmes, voire des crises majeures, comme le chômage, la dette de la Sécurité sociale, l’âge et les modalités de départ en retraite, les structures familiales et parentales, la question scolaire revisitée… En réponse souvent, la non-décision et le report en termes d’action constituent des gages implicitement acceptables ou prétendus de « paix sociale ». Ils s’imposent *a posteriori*, au nom d’un « réalisme » trompeur, plus ou moins avouable, de la part des professionnels de la politique représentative – qui renforcent ainsi leur propre fragilité, voire leur perte de crédibilité et d’efficacité dans la durée. Un peu comme si les annonces « communicationnelles » en termes de « discours », étaient présentées à unique fin d’éviter de « passer à l’acte », ultérieurement (du « *Machiavel pour les nuls* », sans le savoir ?)…

Mais là, à la suite, par prudence tactique et non plus par crainte d’aggravation de la situation sociale, la non-décision politique peut venir supplanter une décision antérieure jugée incertaine, ou insuffisamment préparée et éclairée.

Dans un article résumant sa problématique ainsi que son enquête (« Le politique et l’incertain » [[560]](#footnote-560)), Yannick Barthe a bien expliqué l’importance d’une « *politique de l’incertitude* », face à des problèmes que l’on ne maîtrise vraiment pas techniquement.

Ce dernier prend l’exemple, parmi d’autres, des « déchets nucléaires », pour lesquels les professionnels du domaine avaient *a priori* verrouillé la question dans les années quatre-vingt, se contentant de proposer leur enfouissement dans des couches « géologiquement stables ». Cependant, les oppositions des localités et des riverains auxquels on infligeait d’en haut ces déchets dans leur commune permirent de remettre progressivement en question les décisions techniques autoritaires et verticales insuffisamment justifiées initialement, pour les confronter à un débat politique émergent qui prit enfin en compte l’autonomie des élus et des populations directement concernées. Ainsi, une première loi en 1991 aboutit à une suspension des enfouissements pour quinze ans, le temps que des recherches permettent de trouver des solutions plus appropriées. Finalement en 2006, en l’absence de réponse complète, on instaura une « Commission du débat public », plus ou moins démagogique, pour tenter de désamorcer les problèmes de représentation et les effets électoraux éventuels. Devant l’importance des enjeux et l’incertitude qui entouraient les trois voies précédemment étudiées (la transmutation des déchets, l’entreposage tout simple et le stockage en couche très profonde), la notion de *réversibilité* apparut essentielle : quelle que dût être la solution choisie, il s’agissait désormais d’avoir la possibilité de la stopper et de prendre une autre direction, sans préjudice. Yannick Barthe conclut ainsi son enquête en la matière :

« Lorsqu’on parle de “risques” aujourd’hui dans le domaine de l’environnement ou de la santé, il s’agit en fait le plus souvent de menaces, de dangers incertains. Nous sommes moins confrontés à des risques qu’à des situations d’incertitude, qu’à des dangers incalculables ».

Ainsi, nous sommes susceptibles de nous trouver là en présence de peurs présumées, de représentations, insuffisantes pour justifier et légitimer des décisions heuristiques et efficaces devant résoudre les problèmes soulevés, très mal évalués initialement. Le manque d’informations pertinentes, restant chronique et redevable en la circonstance…

Autre exemple connexe de la non-décision politique : les cas dits « pernicieux », c’est-à-dire entraînant de larges conséquences (sociales, politiques, environnementales…), dont la résolution pourrait générer de nouvelles « difficultés » imprévues au départ. La crise liée au dérèglement climatique entre parfaitement dans ce cadre. Sans parler des crises sanitaires.

La prise de décision en la matière apparaît tellement difficile à mettre en œuvre en la circonstance, qu’elle n’est quasiment jamais – sauf à un niveau local et individuel secondaire – suivie d’actes pratiques. C’est bien ce qu’illustre le « sommet » des Nations Unies consacré au climat de septembre 2019 : seules, soixante-six nations, essentiellement des pays en développement pesant pour 6,8 % des émissions de gaz à effets de serre, se sont engagées à accroître leurs efforts d’ici à 2020. L’accord de Paris, approuvé le 12 décembre 2015 par 195 pays sur les 197 de l’Onu, semblait pourtant faire consensus… jusqu’à ce que les *Usa* fassent preuve de façon discrétionnaire de leur stratégie à géométrie variable en la matière (comme en matière de justice internationale, d’ailleurs…).

Cependant, entre la volonté commune d’agir et l’incertitude qui entoure tant les données que les mesures suggérées – souvent pénalisantes dans le court terme pour l’industrie – le président américain Trump alors impliqué annonça le retrait des États-Unis le 1er juin 2017. Ce comportement d’un des pays les plus pollueurs de la planète plongea ainsi les autres nations industrielles dans la non-décision, malgré des discours contraires engagés et les travaux du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (Giec) – salués symboliquement par le Prix Nobel de la paix en 2007 (prix entre les mains attributives et exclusives des États-Unis, par la Norvège interposée, cela dit). Le revirement de politique avec l’avènement de Joe Biden à la Maison Blanche en 2021 est marqué par la ratification de l’Accord de Paris. Cependant ce choix risque d’aboutir à une non-décision de fait, si les mesures ne sont pas appliquées…

La non-décision et l’inaction actuellement choisies par une majorité des nations industrielles montrent bien là les limites d’une « gouvernance mondiale » dans une crise comportant des enjeux aussi bien scientifiques qu’économiques et environnementaux, qui se situent pourtant sur le plan de la survie de notre civilisation – « survie de la Planète Terre (*Gaïa*) ». La non-décision est ressentie de façon paradoxale, fruit d’une politique plus ou moins avouée, comme choisie sur le plan économique et subie sur le plan environnemental de façon contradictoire… C’est ce que Stefan Aykut et Amy Dahan nomment « *le schisme de réalité*», exposant d’un côté des grandes conférences sur le climat fortement médiatisées, la culpabilisation des citoyens sous prétexte de gaspillage et de pollution…, et de l’autre, mettant en avant ou dissimulant les dimensions « réalistes » placées sous le règne de l’extractivisme et de la recherche effrénée de profits, voire de conservations d’emplois effectifs.

On découvre là un type inédit de « non-décision » subie plus que choisie.

2. Une non-décision subie

Cette dernière est toujours liée à la présence d’une pluralité d’intervenants, à une hiérarchie décisionnelle compliquée, voire à des critères extrapolitiques qui s’avèrent déterminants, bien au-dessus des décideurs institutionnalisés.

2.1. Une hiérarchie décisionnelle politique complexe

Il faut d’abord considérer la présence de plusieurs instances impliquées, aux intérêts et aux représentations communément divergentes, résultant d’une pluralité politique, de bureaucraties concurrentes, ou éventuellement redondantes, comme de l’ingérence d’institutions supranationales.

Signalons là, au passage, l’intérêt politologique des *processus de décision en situation de concurrence* étudiés par Graham Allison au sujet de « la crise des missiles de Cuba » de 1963, qui reste un classique de l’analyse d’une *décision incertaine à prendre* (celle du président John F. Kennedy), face aux solutions opposant, dans le cas considéré, l’armée de l’air, l’armée de terre et la marine, autour d’instances institutionnelles supérieures elles-mêmes divisées et en oppositions stratégiques [[561]](#footnote-561).

La complexité décisionnelle peut naître donc de l’entrée en opposition de plusieurs entités administratives d’avis contraires qui rendent impossible tout accord rapide et efficace. Exemple suggestif récent : la divergence de vues entre les pays européens concernant « *la crise des migrants* », cas type en la matière.

Après la création de l’espace Schengen en 1995, la politique migratoire de l’Europe se précisa en 1997 avec le traité d’Amsterdam et ces solutions possibles, théoriquement parlant :

« L’Union européenne peut ainsi : définir les conditions d’entrée et de séjour des immigrants légaux, encourager les États membres à prendre des mesures d’intégration, prévenir et réduire l’immigration irrégulière, notamment par une politique de retour des migrants clandestins et la signature d’accords de “réadmission” avec les pays tiers. En revanche, il appartient à chaque État de fixer, s’il le souhaite, le nombre de ressortissants de pays tiers qui entrent sur son territoire dans le but de rechercher un emploi. Chaque État membre a également la possibilité de rétablir temporairement les contrôles aux frontières nationales en cas de menace pour l’ordre public ou la sécurité. La France l’a fait en 2015, et à plusieurs reprises jusqu’en juillet 2017 à la suite des attentats survenus à Paris [[562]](#footnote-562)».

Dans ce contexte se côtoyèrent des intérêts nationaux contradictoires entre les pays d’arrivée des migrants et les autres. De plus, les opinions publiques se montrèrent profondément divisées dans chaque État, selon des sources sondagières plus ou moins avérées. Ces facteurs pesèrent diversement sur la liberté laissée à chaque décideur officiel quant au nombre des migrants à accueillir. Ce qui peut expliquer la non-décision en question de la part de l’Union européenne, véritable « boîte noire » en termes politiques à tous les niveaux. Des situations comme celle de l’*Aquarius*, qui erra une semaine en Méditerranée dans l’irrespect des droits fondamentaux des naufragés et des principes du sauvetage en mer, mettent en évidence l’incapacité décisionnelle d’une politique commune en situation de consensus impossible, vingt-sept États étant théoriquement impliqués. Certes, mais de façon irénique, car l’Union européenne, complexe organisation internationale, ne représente pas elle-même un « État » en tant que tel : ce qui l’exclut comme partenaire crédible aux yeux des autres grands États, la plupart du temps – sans parler ici de ses crises internes ni de la séparation définitive de la Grande-Bretagne de cet *imbroglio* institutionnel en 2020.

Soulignons que ce type de situation se rencontre à l’identique dans nombre de structures du même type. Par exemple, l’Organisation maritime internationale (Omi) ne peut prendre de décision sur la limitation de la vitesse des navires pour limiter l’empreinte carbone, car un consensus – ici non réalisé – devrait être de rigueur. De cette façon, au-dessus des États prétendument souverains, ainsi qu’au-dessus des peuples nationaux qu’ils sont abstraitement censés représenter et incarner en termes de souveraineté, l’ingérence d’institutions supranationales dans les crises réduit les capacités décisionnelles *a priori* ou bien *in fine*. Ce qui aboutit à un système de *non-décision*. Cette dépossession externe peut entraîner des crises internes, les peuples impliqués se trouvant privés de leur souveraineté théorique comme leurs propres dirigeants.

Ainsi, face à la réalité ploutocratique des institutions et des lobbies caractérisant (à l’américaine ?) l’Union européenne, on assiste à la montée en puissance d’organismes extérieurs bien dissimulés. Pensons-là notamment à la Banque *Goldman Sachs*, entourée de secrets impénétrables (un des piliers de l’Union européenne) dont les agissements ont été bien décrits en termes de lancement d’alertes par le journaliste financier Marc Roche (et repris par une équipe télévisuelle) [[563]](#footnote-563). Ce dernier a démontré que ce type d’organisme de spéculations déréglementées, sources de risques financiers gigantesques sur le plan mondial est entraîné par une légions de *traders*-prédateurs prêts à engloutir de façon tératogène, particuliers, sociétés diverses, banques concurrentes, système économique d’États soumis à leur domination. En ce qui concerne par exemple la gestion de la dette publique grecque (organisée subrepticement) début 2008, les décisions furent prises en dehors et au-dessus du pays concerné et de son peuple. Cela illustre bien la fragilité des démocraties au-delà des façades propagandistes et effets d’annonce impliquant de nombreuses complicités politiques et médiatiques (la Grèce ayant été paradoxalement le pays qui a fondé la démocratie en tant que système de décision collective !).

Illustration exemplaire du problème posé par des facteurs étrangers qui interviennent dans des processus internes de décision. Avec la possibilité de déclenchement de crises futures, liées à ce type de procédés d’exploitation fondés sur la manipulation.

2.2. Une non-décision due à des critères  
extra-politiques déterminants

Même quand semble apparaître contre de tels risques une volonté politique réelle d’action, la prise de décision n’est pas toujours possible. En effet, on peut se trouver en présence de blocages en raison d’objections juridiques ou éthiques, voire d’irrésolutions techniques, plus ou moins liées à des raisons budgétaires. L’approche politique devient alors délicate, car la crise en cours peut déboucher sur une crise spécifiquement politique…

Des obstacles juridiques peuvent ainsi apparaître, liés à une décision politique lors d’une crise. En tant que situation hors norme, la crise entre rarement dans le cadre classique des lois en vigueur. Le politique a-t-il le pouvoir de « braver la loi » pour résoudre des problèmes immédiats ? La question semble subordonnée à la force des dirigeants en poste, mais aussi à celle de l’opposition politique par rapport au pouvoir en place, face encore au peuple-électeur… En guise d’exemple de non-décision due à un blocage juridique en la matière, on peut citer le cas des personnes « *fichées S* ».

Les responsables des attentats terroristes de ces dernières années dans le territoire français étaient presque tous inscrits dans les fichiers policiers, également liés aux services de renseignement. À chaque nouvel attentat se posa le problème de savoir si des mesures préventives ainsi définies auraient pu empêcher les drames subis. Or, comme le rappela en 2016 François Molins, alors procureur de la République de Paris :

« Il ne peut y avoir de détention préventive en dehors d’une procédure pénale. C’est le socle de l’État de droit. On ne peut pas détenir quelqu’un avant qu’il ait commis une infraction ».

Les principes de l’État de Droit face aux pratiques terroristes affichées simplement sur le plan des principes ? On peut ajouter qu’il y avait en 2018, 20 000 personnes « *fichées S* » en France. Donc, les repérer en permanence apparaissait en fait impossible – ne serait-ce qu’au regard du nombre d’agents du renseignement qu’il faudrait pour effectuer une réaction effective. Seuls certains éléments repérés peuvent faire *de facto* l’objet d’une surveillance renforcée, le choix s’avérant difficile, au cas par cas.

Les obstacles technico-financiers surgissent de même, dans un tel contexte, à d’autres niveaux, tout aussi prégnants. Par exemple, le démantèlement des centrales nucléaires en France, envisagé au bout de trente ans, s’est heurté, malgré une volonté politique affichée (le président Hollande s’étant engagé à fermer la centrale de Fessenheim de 1978 avant 2016 pour des raisons idéologiques), à des décisions de reports stratégiquement redondantes. Ce type de non-décision dans des délais plus ou moins prévus, prit l’apparence de raisons plus économiques que politiques. En effet, on découvrit rapidement que le coût des travaux de démantèlement avait été sous-estimé lors de la construction : à la destruction des bâtiments s’ajoutèrent entre autres le montant des mesures de radioprotection pour les personnes intervenant sur le chantier, le confinement, le conditionnement, puis l’évacuation des déchets radioactifs ou dangereux… L’affaire rebondit d’ailleurs sous la présidence suivante, aussi baroque que la précédente… et toujours aussi controversée.

La crise autour de la construction de l’Epr de Flamanville, liée, elle, à l’augmentation des coûts initiaux de construction de cette nouvelle centrale qui rencontra des problèmes graves de faisabilité (prévisionnel en 2003 : 3,4 milliards d’euros ; coût revu en 2019 : 12,4 milliards), posant des questions imprévues de renforcement de la sécurité, risque d’entraîner pour longtemps l’ensemble de la filière nucléaire dans des pratiques de non-décision à répétition. Mais avec quelles implications collectives, concernant d’autres politiques publiques ?

3. Des non-décisions aux conséquences  
potentiellement négatives

Si l’indécision peut parfois permettre de résoudre certaines crises dans la mesure où le temps apporte des réponses et peut satisfaire aux exigences électorales des professionnels de la politique, comme aux angoisses effectives de l’opinion et des citoyens impliqués, elle peut aussi avoir un effet néfaste, qui devient alors amplificateur de crise ou générateur de crises nouvelles. Des exemples dans des domaines aussi différents que la politique internationale, la santé publique ou la préservation de l’environnement le démontrent clairement.

En politique internationale, l’absence d’accord concernant les modalités de départ de la Grande-Bretagne de l’Union européenne constitue un exemple probant. Le « *Brexit* », voté le 23 juin 2016 par la majorité du peuple anglais (par plus de 17 millions de personnes), a achoppé jusque fin 2019, date de résolution de la crise par la voie politique et de nouvelles élections, sous l’impulsion du nouveau Premier Ministre, Boris Johnson. Le contexte précédent de blocage politique, qui opposa les résultats d’un référendum populaire hostile à l’Union européenne et désireux de reconquérir la souveraineté du pays concerné face aux tergiversations d’une classe de professionnels politiciens et financiers hostiles ou hésitants par rapport à la mesure qui s’imposait démocratiquement, a été source de crise à l’échelon britannique et européen : démission de la Première Ministre précédente, Teresa May ; mise en difficulté pendant plusieurs semaines de son successeur Boris Johnson dans son propre camp ; stagnation relative des échanges économiques entre l’Europe et la Grande-Bretagne ; conséquences négatives de part et d’autre, dont les incertitudes commerciales, économiques, financières, sociales quant à l’avenir. Mais le processus démocratique a fini par s’imposer en 2020, au grand bénéfice des Anglais, en définitive, redevenus libres politiquement de leurs décisions, face à la camisole de force européiste.

Pour ce qui est à un autre niveau du plan sanitaire, on devine de même l’absence de décision, dès lors que l’on connaît la dangerosité d’une substance qui peut entraîner la mort de milliers de personnes, bien au-delà d’un principe de précaution, si peu respecté en la matière, malgré les affichages officiels.

Cela fut le cas particulièrement pour l’amiante, isolant thermique naturel utilisé massivement dans le bâtiment et dans la construction automobile (freins et embrayages) au XXe siècle. Or, dès les années 1930, la toxicité de ce matériau prétendument protecteur était connue : une enquête menée dans l’usine textile de Leeds, fabriquant des matelas amiantés pour le revêtement des chaudières de locomotives, avait déjà montré qu’en moins de cinq ans, les ouvrières développaient une « asbestose ». En 1931, la Grande-Bretagne adopta une toute première réglementation visant le contrôle de l’empoussièrement des lieux de travail. Parallèlement en Afrique du Sud et au Canada, où se trouvaient des mines d’amiante, les mineurs souffraient d’insuffisance respiratoire grave, dûment constatée. La pire des maladies liées à ce matériau, désignée clairement, était « le mésothéliome » (cancer de la plèvre, du péricarde et du péritoine), connu depuis 1870 par son lien avec l’amiante. Sources formellement identifiées en Afrique du Sud dans les années 1950. Malgré ces informations irréfutables, le matériau en question fut partout aveuglément utilisé en tant qu’isolant : écoles, hôpitaux, administrations, Hlm, transports, centrales thermiques…

En France, l’invisibilité des victimes ouvrières de l’amiante allait se voir brisée une première fois en 1976, puis en 1995, grâce à l’alliance imprévisible entre les travailleurs scientifiques de l’Université de Jussieu et les ouvrières de l’usine d’amiante-textile Amisol à Clermont-Ferrand. Malgré de nombreuses alertes (rapports médicaux, grèves ouvrières, maladies professionnelles reconnues comme liées à ce matériau soi-disant protecteur), il a fallu toutefois attendre le 1er janvier 1997 pour que l’amiante soit interdit en France. Mais elle ne l’est toujours pas au niveau mondial, en particulier dans les pays producteurs (Russie, Brésil…), qui ne pensent qu’au profit à en tirer.

Dans le cas français, de nombreuses écoles ont été construites dans les années 1980 avec la fibre d’amiante comme « isolant », et, soulignons-le, les travaux de désamiantage n’ont toujours pas été réalisés. Selon les chiffres de l’Agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie (Ademe), il ne reste pas moins de 15 millions de tonnes de matériaux contenant ce produit dans les bâtiments du pays. Entre 50 000 et 100 000 décès sont encore attendus d’ici 2025… Selon l’Organisation internationale du travail (Oit), 100 000 personnes meurent chaque année dans le monde de cette cause. Les premières alertes graves, particulièrement à partir des années 1960, lorsque la toxicité des faibles doses fut reconnue, auraient dû pourtant convaincre les gouvernements impliqués d’en limiter l’utilisation.

Il en est de même du « chlordécone », pesticide massivement utilisé contre le charançon du bananier. Ce cas montre comment une absence de décision politique peut *a contrario*, par rapport aux discours officiels, générer une crise sanitaire/environnementale/sociale des décennies plus tard.

En 1972, la commission des toxiques dépendant du ministère de l’Agriculture, accepta la demande d’homologation de ce dernier produit, qui avait été pourtant rejetée trois ans plus tôt à cause de la toxicité de la molécule constatée sur les rats, ainsi que de sa persistance dans l’environnement. Par suite, considéré comme un remède miracle en la matière, le « chlordécone » sera massivement répandu sur diverses cultures en Guadeloupe et Martinique et ce, jusqu’en 1993.

Comme à l’accoutumée, l’État se préoccupa plus du maintien de la production bananière que de la sauvegarde de la santé publique des personnes, et de l’environnement… Même après son interdiction, le produit continua d’être répandu et même vendu, les autorités locales comme nationales laissant faire et n’ayant pas mis en place de dispositif de retrait et de destruction des stocks restants. Les alertes avaient cependant été nombreuses : la molécule fut explicitement reconnue comme neurotoxique, reprotoxique (pouvant altérer la fertilité) et cancérogène possible, cela dès 1979, par l’Organisation mondiale de la Santé (Oms), les États-Unis l’ayant interdite – une fois n’est pas coutume ! – depuis 1977. Malgré ces avancées, en 1974, une grève des ouvriers agricoles de la banane martiniquaise contre le pesticide fut réprimée durement par les autorités (deux morts !). Le résultat de cet épandage massif et régulier ? Une population contaminée à plus de 90 %, un taux de cancer très élevé (deux fois plus et plus grave qu’en métropole), des sols, des rivières, un littoral marin, des volailles, des poissons, des légumes racines… contaminés. Enfin, une pollution de grande ampleur et persistante, vraisemblablement sur plusieurs centaines d’années selon la nature des sols.

À la décharge de l’État, à l’intense *lobbying* pratiqué par les industriels, s’ajoute « la fabrique du doute », initiée par les industriels du tabac, en 1953 afin de masquer la réalité. Ceux-ci, espérant dissimuler la toxicité de leur source de richesse, aboutirent « par ruse » à financer par transposition, des recherches… concernant toutes les autres causes de cancer du poumon. Pour les industriels, de la chimie et du nucléaire en particulier, il s’agit d’écarter les savoirs gênants : les effets des faibles doses et des cocktails de produits toxiques. Pendant longtemps le dogme « la dose fait le poison » a orienté les études vers le calcul d’un seuil en dessous duquel il n’y avait – selon eux – pas de danger, créant ainsi un vide scientifique leur convenant parfaitement. Cette pratique de dérive et de production de l’ignorance, comme de manipulation du public, s’est affinée depuis, avec en particulier la mise en évidence des « bienfaits » présumés du partenariat public-privé dans le secteur… de la recherche.

Ce type de *désinformation* est particulièrement déployé par des multinationales chimiques comme Monsanto-Bayer, Syngenta et Dow (aujourd’hui Corteva) dans leur domaine. Leur production effrénée, hyper-rentable et mondialisée (jusque, par exemple, aux paysans de l’Inde ou du Pakistan, peu sensibilisés aux effets néfastes des produits en question pulvérisés massivement dans l’agriculture de subsistance locale comme dans leurs produits d’exportation – le riz en tête). Cela, avec des conséquences environnementales graves, liées à la généralisation de pesticides du type néonicotinoïdes, Sdhi, distribués par des intermédiaires locaux complices, peu regardants quant aux conséquences… Cela en dehors de toute vigilance de la part des pouvoirs sous-jacents impliqués (comme dans le cas du chlordécone), ou par minimisation des risques encourus (prétendue imprécision des données épidémiologiques, et pour les utilisateurs, non-respect des prescriptions [[564]](#footnote-564)) de la part des autorités de contrôle qui restent sourdes [[565]](#footnote-565) aux multiples alertes lancées par les scientifiques en amont de potentielles.

Cependant, malgré ces pratiques irresponsables et dangereuses pour les populations civiles, qui découvrent progressivement des modes alternatifs d’agriculture (agroécologie, permaculture…), à une époque où les médias ont un pouvoir d’investigation important et où les réseaux sociaux sont hyperactifs, la non-décision en la matière constitue une cible privilégiée, justement livrée à la critique médiatique, voire à l’action judiciaire. Par exemple, lorsque l’Agence de protection de l’environnement américaine (Epa) établit que l’entreprise de dimension mondiale, « *Volkswagen* », utilisait contre les normes juridiques mondialisées un « logiciel truqueur » sur ses moteurs diesel 3 litres V6, prétendant ainsi correspondre aux normes de non-pollution, l’entreprise opposa un silence total. Cette attitude malhonnête, loin de calmer l’opinion, envenima les choses et entraîna de *facto* une grave crise pour l’entreprise : financière, avec une chute immédiate des actions la concernant, de confiance, chez les possesseurs de ses véhicules, et d’image générale, par rapport à des constructeurs concurrents peut-être plus précautionneux. La non-décision s’apparenta dans ce cas à une « décision absurde », au sens défini par Christian Morel, précité.

De même, fin 2018, dans le contexte d’une scène médiatique ficelée en partie par les puissances financières et politiques qui tiennent les médias, l’absence de décision, lors des deux premières semaines de manifestation des « gilets jaunes » dans l’ensemble de la France, a été néfaste au gouvernement, de façon lourde et peut-être définitive, en tout cas, nuisant à son image sur le plan international. Le mouvement s’est étendu grâce aux réseaux sociaux qui fixèrent initialement les lieux des rassemblements, en dehors et loin du pouvoir de fait. De plus, les premières revendications liées au prix des carburants, qui débordèrent rapidement sur une remise en cause de la légitimité du pouvoir officiel et des politiques publiques en cours, servirent de base à une liste beaucoup plus longue de revendications, tandis que les dégradations qui accompagnaient les manifestations augmentaient…

Partie remise dans une confrontation imprévue entre « le peuple » et « le Pouvoir d’État », identiques à eux-mêmes, au-delà des contextes contemporains ? L’analyse de la crise du *Coranavirus*, toujours en cours en France de 2020 à 2021, une fois saisie dans ses inconséquences et ses rebondissements inédits, permettra, certainement de répondre à cette question…

Conclusion

Même si Pierre Affuzzi pose comme postulat que « *certains modes d’action politique sont aujourd’hui surtout fondés sur le principe de l’indécision »*[[566]](#footnote-566), les hommes politiques, en particulier les chefs d’État, ne peuvent pas longtemps plonger les citoyens dans une incertitude brute. Cela reviendrait à laisser libre cours aux « théories complotistes » (cependant, les complots politiques ont existé dans l’histoire !), ainsi qu’aux fausses nouvelles programmées, sans parler des querelles politiciennes qui ont suscité maintes crises dans l’histoire de la France.

Nous avons vu que les problèmes graves, comme le dérèglement climatique, les risques imposés par le choix du nucléaire, de l’agriculture industrielle avec l’utilisation de plus en plus importante de pesticides et la perte de biodiversité qui en découle…, ne peuvent être résolus par des procédures figées et définitives, routinières, ne prenant pas en compte des décennies de données scientifiques et demandant toujours plus d’études afin d’éviter les décisions pouvant déplaire aux industriels.

Ces faits ne sont-ils pas soumis à diverses variables, perceptibles seulement au-delà des idéologies ambiantes, grâce à des connaissances scientifiques que nous n’avons pas encore ? Une non-décision viable doit alors être justifiée par une réactualisation continuelle, accompagnée d’une communication affichée aussi claire que possible. Cette « *non-décision active*» se situera ainsi dans la durée historique seule capable d’analyser les situations de crises. Dès lors, celles-ci dépassent leurs propres limites strictement incrustées dans l’instant de leur propre déroulement, ce qui peut amener à les résoudre si l’on se veut « optimiste ». Mais comment l’être en matière de politique nationale, ou internationale, au regard de l’histoire passée, comme récente ?

Bien au-delà de notre « modernité » devenue planétaire, on semble rejoindre peut-être les vieilles sagesses des cultures du passé en adoptant la fameuse stratégie chinoise inspirée par Confucius et par le *Tao,* mais aussi soufflée par « le fils du Ciel » tant que celui-ci conserve sa légitimité :

« – Ne rien faire pour tout faire…

– Gagner la bataille sans jamais l’avoir livrée…

Donner du Temps au Temps »…

Cependant, cela n’évite pas, même (et surtout ?) au monde chinois de connaître des « crises », ou d’en diffuser de par le monde à partir de lui…

**Silvae, Institutiones, Homines.***Hommage à Dominique d’Antin Tournier  
de Vaillac (1951-2019)*

**Troisième partie:**  
Contributions d’hommages en miroir

**– III –**

**SÉCURITÉ GLOBALE**

*Temporalités, ignorance  
et intelligence de crise*

Claude Delesse

*Dame-Professeur à l’École*

*de Management de Bordeaux*

*Membre du Cacp et du Grsg,*

*Université de Bordeaux et de*

*Toulouse 1 Capitole*

[Retour à la table des matières](#tdm)

*D’une grande noblesse, tant par ses origines que par son humanisme, son respect des autres et de la nature, sa tolérance, son ouverture d’esprit, sa profondeur intellectuelle. Dominique d’Antin de Vaillac était une belle personne avec qui il était agréable de travailler et de converser. Enthousiaste, il savait susciter la curiosité de diverses populations d’étudiants, que ce soient des universitaires ou des élèves d’écoles privées, comme Bordeaux École de management (Kedge aujourd’hui), mais aussi éveiller celle des auditeurs de l’Ihedn (Institut des Hautes Études de Défense nationale).*

*Son esprit dynamique et innovant influait chez lui des échappatoires hors d’une vision purement occidentale et hors des sentiers battus, ce qui l’embarquait sur des champs nouveaux qu’il déchiffrait à loisir : biodiversité ; développement durable, océans, piraterie maritime, droit dans le cyber espace, cybercriminalité, cybersécurité, protection des données personnelles, intelligence économique, questions de défense et de renseignement, sécurité globale, gestion de crise…*

*C’est avec une triste nostalgie que je me remémore ces longues conversations téléphoniques où il me communiquait l’avancée de ses recherches et me faisait partager ses idées, que je repense aussi aux riches et fructueuses réunions au sein du Capc et du Grsg, aux séances de cours ou soutenances que j’ai souvent partagées avec lui.*

*Aussi est-il naturel que je lui dédie cet article sur l’intelligence de crise initialement paru dans les Annales de l’Université de Toulouse 1 Capitole en 2010 sous le titre « intelligence de crise : face au temps et à l’ignorance », avec tous mes regrets qu’il ne soit plus là pour aller de l’avant ensemble sur ce sujet oh combien d’actualité.*

*Les penseurs qui cherchent sont nombreux, mais des penseurs qui trouvent des percées innovantes, on en cherche.*

Placées au cœur de réalités complexes dont l’appréhension leur échappe, tout ou en partie, les décideurs agissent le plus souvent dans l’ignorance des risques encourus *in fine*. Peu leur importe les études probabilistes et les cartographies de zones particulièrement soumises aux catastrophes naturelles, aux guérillas, aux conflits ethniques, aux activités terroristes… Multinationales, chefs d’États « coopétiteurs » [[567]](#footnote-567) soignent leurs intérêts ou leur *ego*, s’affrontent dans des rapports de force versatiles « amis/ennemis », en faisant courir des dangers considérables aux personnes, aux populations et aux environnements.

Bien que la fraude, la corruption, l’entrisme, l’espionnage gagnent le cœur des affaires, ils font fi des dégradations industrielles et environnementales ainsi que des questions sanitaires. Certes ils se plient parfois à quelques sacrifices financiers et technologiques pour se donner bonne conscience, mais le sacro-saint principe « *le temps c’est de l’argent* » les rend fébriles. L’action prime, mais le renseignement reste négligé.

Cette méconnaissance induit des situations critiques. Hommes et organisations sont régulièrement surpris, voire déboussolés par des évènements difficilement contrôlables, des actions hostiles ou malveillantes soutenues, parfois orchestrées par des États ou des acteurs plus ou moins scrupuleux, plus ou moins crapuleux, plus ou moins mafieux, ou faisant preuve d’une hostilité violente et létale.

Les questions de sûreté représentent pour beaucoup une entrave à la liberté d’action et d’entreprendre. Il est donc tentant de les éluder. Inversement, les anxieux plongent dans la paranoïa et « bunkérisent » leurs activités en dépit de tout bon sens. Ainsi, en cherchant à éviter la prise de risque, ils pétrifient la performance. Alors que les États s’occupent davantage des menaces exogènes, les entreprises focalisent sur des risques endogènes avec des visions stéréotypées du monde, fondées sur l’idée de compliance ou de due diligence [[568]](#footnote-568). Maints acteurs prennent des mesures au gré des aléas et des atteintes, plus soucieux de soigner les symptômes en apportant des solutions plaquées que d’anticiper et d’identifier les problèmes en travaillant sur les causes. Dans cet univers « écosystémique », où la course en avant est perpétuelle, la propagande du progrès et l’inconscience particulière ou globale, singulière ou partagée, côtoient la fatalité tandis que l’improbable frappe avec d’autant plus d’impact les institutions, les entreprises, les populations, les individus, les édifices, les infrastructures, les cyberespaces. À tout moment et en n’importe quel lieu, des acteurs et des organisations incrédules sont susceptibles d’être immergés dans des crises sans frontière spatiale ni temporelle. Les causes en sont multiples tandis que les impacts d’une ampleur plus ou moins forte se révèlent souvent catastrophiques à court et à long terme.

Pour Xavier Guilhou, la réalité est le plus souvent en fort décalage avec la perception des risques et leur prévention [[569]](#footnote-569). Certains analystes ou experts en tout genre vont jusqu’à promettre le risque zéro. Cet oxymore est un déni de réalité, sans doute même une escroquerie intellectuelle et morale. De crise en crise, ce concept favorise une aversion contre-productive au risque et une exigence de tolérance zéro. Des populations sont ainsi déresponsabilisées par des médias en quête d’audience et de rentabilité, qui par ailleurs entretiennent l’addiction à la peur et cultivent le sensationnalisme et les idées catastrophistes. L’abus du principe de précaution contraint le présent et l’avenir dans des limites sécuritaires tandis que l’enfermement dans la soumission à la fatalité empêche de penser l’impensable et de réfléchir aux actions possibles pour faire face à l’improbable.

La « *Krisis* » connotait chez les Grecs le choix, la lutte et la décision pour mettre fin à la « *Krasis* » (la confusion) [[570]](#footnote-570). Penser le concept de crise dans son émergence ou comme un moment décisif d’un processus, celui qui le réoriente pour le meilleur ou pour le pire, soulève des questions liées au temps, mais aussi à l’appréciation des situations. La recherche de plus de lucidité en amont et dans l’instantané n’est pas sans rappeler les préoccupations fondamentales inhérentes à l’intelligence économique, à savoir détecter des menaces, mais aussi des opportunités, équilibrer des logiques de sécurité et de développement ou de protection et d’ouverture. Caractérisée comme la maîtrise et la protection de l’information stratégique pour tout acteur économique, elle a trois finalités : à savoir la compétitivité, la sécurité de l’économie et des entreprises et le renforcement de l’influence [[571]](#footnote-571). Cette démarche qui réveille l’esprit critique et le bon sens élémentaire induit certes de l’incertitude, mais aussi la réduit. Elle instruit une grille de lecture qui projette hors des modèles traditionnels de management des risques, trop souvent de type réactif et focalisés sur l’assurantiel. Pour Paul Virilio, l’homme peut affronter la brutalité de la modernité et la nouvelle grande peur écologique ou économique, en innovant et développant une nouvelle forme d’intelligence de cette situation afin de f aire face au désastre [[572]](#footnote-572). Il semblerait à ce titre pertinent de considérer les différentes facettes de *l’intelligence économique* tout en réfléchissant en quoi elle peut jouer un rôle avant et au fur et à mesure que les organisations inconscientes glissent peu à peu dans un environnement hostile méconnu, mais aussi quand elles y sont précipitées et se trouvent confrontées à un contexte de crise. Quelques idées conçues à partir de textes sur la notion de crise – cela sans prétendre à l’exhaustivité – tenteront de mettre en avant l’interdépendance des *facteurs temps et ignorance*, ouvrant ainsi une percée vers l’intelligence des crises.

I. Facteurs d’enfermement

Maints experts ou auteurs académiques se sont exprimés sur les thématiques de crise, phase durant laquelle un ordre immuable depuis longtemps et accepté par tous semble remis en cause par basculement des règles et menacé d’effondrement, de déclin, de mort ou de révolution. La sociologie et les sciences de l’information apportent leurs propres éclairages. Edgar Morin, en évoquant la béance du savoir, insiste sur l’innommable et la perturbation : « Le caractère central de la crise n’est pas seulement dans l’explosion, le surgissement du désordre, de l’incertitude, il est dans la perturbation/blocage subie par l’organisation/réorganisation, il est dans le dérèglement, la dérégulation [[573]](#footnote-573). » La crise se caractérise par une absence de solutions face à des phénomènes de dérèglement et de désorganisation. La dysfonction se substitue à la fonctionnalité, la rupture à la continuité, le « feed-back positif » [[574]](#footnote-574) au négatif, le conflit à la complémentarité. Il se produit un dysfonctionnement des dispositifs de rétroaction négative qui auraient le pouvoir d’annuler les déviances et les perturbations.

Selon François-Bernard Huyghe, la crise est la rupture brusque d’un ordre considéré comme normal, stable et prévisible. Rencontre de l’incertitude et du désordre, elle est davantage que l’événement qui la provoque. Elle peut être aggravée et pérennisée par une mauvaise gestion et une perception inexacte, voire tout simplement par la panique. « Ainsi les crises internationales reposent en large partie sur la représentation de dangers futurs, les crises informationnelles sur la perte de confiance dans les mécanismes de contrôle, les crises financières sur des comportements individuels de fuite du risque, même si ces comportements sont collectivement dommageables. » Cet auteur voit la crise comme la rencontre d’un fait objectif, d’une interprétation/perception (ne serait-ce que le fait de percevoir et « proclamer » la crise) et d’une réaction de l’organisme ou organisation qui se trouve globalement perturbé. La différence proviendrait de « la capacité collective d’inventer du nouveau dans une situation par définition atypique et imprévisible ». Il souligne également que l’impréparation se heurte au « temps des médias », caractérisé par la hâte de communiquer, l’urgence, l’instantanéité [[575]](#footnote-575).

La notion de temps est en fait récurrente dans l’évocation des crises. Elle prend de multiples dimensions.

I.1. Le temps, un facteur contraignant  
étroitement lié à l’information

« *Si je laisse les événements bien réglés suivre leurs cours, alors naissent les incidents* », écrivait Saint-Exupéry dans *Vol de nuit*. La dimension temporelle s’avère particulièrement sensible d’un point de vue économique, politique, sanitaire et social. Le temps à de multiples facettes (temps de décomposition, de rigidification, de blocage, de reconstruction, temps d’émergence, de paroxysme, de déclin, de récupération, de sortie ou d’oubli, mais aussi durée, urgence, délai, instant critique, etc.). C’est également un facteur économique déterminant, car les organisations ne peuvent pas supporter longtemps une interruption partielle ou totale d’activités. La fonctionnalité des infrastructures et la continuité des flux financiers et informationnels sont indispensables à la poursuite des échanges. « *Les opérateurs participent tous d’un même système global et la résilience de leurs processus dépend de la résilience des infrastructures et des prestataires dont dépendent ces mêmes processus* [[576]](#footnote-576). » Pour C. E. Hermann, la crise peut être pensée comme une situation au caractère imprévu et inattendu qui menace les priorités d’une organisation, compresse le temps de réaction et génère un stress intense [[577]](#footnote-577).

Que l’on considère la crise comme un événement déclencheur ou que l’on se fonde sur l’idée que l’instable ne relève pas de l’accidentel, mais est constitutif du sujet [[578]](#footnote-578), le temps contribue sous différents aspects à l’instabilité.

I.1.1. Temps court et conséquences

Le temps bref et le temps long sous-tendent deux approches définissant la crise. Il est difficile de déterminer précisément la date d’occurrence d’un évènement. Le moment garde sa part de surprise, d’imprévisibilité et d’improbabilité. L’approche événementielle qui se distingue de l’approche processuelle conduit à privilégier les symptômes [[579]](#footnote-579). Elle favorise une posture réactive parfois attentiste plutôt qu’une démarche d’anticipation et de prévention. Elle privilégie le recours à des méthodes et des outils de gestion considérés comme utiles pour limiter les dégâts consécutivement à l’événement. La crise peut être parallèlement appréhendée comme un processus de déstabilisation. Sa dynamique qui marque une progression en termes d’intensité et de visibilité s’inscrit dans une période plus ou moins longue de gestation. Elle traverse plusieurs étapes: signes précurseurs, déclenchement, amplification et résolution. Cette conception induit l’approche systémique, la proactivité et la concentration sur la prévention, la réaction et l’apprentissage. L’amont et l’aval présentent autant d’intérêt que le paroxysme de la crise.

Le monde va et évolue trop vite. La généralisation de l’électronique dans les communications atteint un paroxysme dont l’homme, prisonnier du court terme, ne mesure pas les conséquences. Il se produit un raccourcissement de l’horizon de réflexion [[580]](#footnote-580). L’anormalité, générée par l’évolution des technologies de l’information et de la communication, par l’accélération des transports, par le développement des Nbic (nanotechnologie, biotechnologie, informatique, sciences cognitives), par la montée en puissance de la mondialisation, par la déréglementation financière dans les années 1980 et par le poids de la société de l’information, se loge au cœur même du système capitaliste. Elle s’incarne dans l’éphémère, l’urgence, l’instantanéité, l’immédiateté, la vitesse.

Pour Nicole Aubert, le temps, donnée fondamentale, apparaît comme un levier de management [[581]](#footnote-581). Les « cultures d’urgence » survalorisent l’action conçue comme un antidote à l’incertitude. Elles se caractérisent par un phénomène de compression, sur le terrain du temps, des hommes et des compétences. Les individus doivent être hyperactifs et hyperréactifs, être en permanence disponibles et faire toujours plus avec toujours moins. Il se produit un envahissement du quantitatif. La pression à l’excellence, à la réussite et à l’irréprochabilité ne laisse pas de seconde chance, l’erreur n’étant pas admise. L’urgence peut ainsi devenir une construction mentale. Corrosive, elle entraîne la modification des comportements, provoque l’irritabilité, la nervosité, la colère, le stress, l’épuisement et la dépression, autant de facteurs de crises qui pourront avoir des effets à long terme sur les personnes et/ou sur les organisations. L’urgence détériore les relations avec les autres et le lien social. Les réalisateurs, à savoir ceux qui ont la capacité de trier, de hiérarchiser et d’établir très rapidement une priorité, auraient selon la typologie managériale de l’auteur une supériorité sur les innovateurs, les sécurisants et les empathiques [[582]](#footnote-582). La maîtrise de soi contribue sûrement à combattre les nocivités de l’urgence, mais qu’en est-il de la maîtrise de l’information ?

L’incertitude, couplée au sentiment d’urgence, malmène les décideurs qui peuvent aggraver la situation en réagissant de manière trop précipitée, trop rigide, trop frileuse. L’urgence engendre le stress, qui lui-même accentue la perception de l’urgence et cela va *crescendo*. Ils recourent alors à des solutions classiques ou familières et ne prennent pas en compte la réelle spécificité de la situation [[583]](#footnote-583). Au pire ils s’enferment dans l’inaction temporaire.

En phase aiguë de la crise, le délai d’intervention est d’autant plus urgent que l’événement déclencheur est connu tardivement. À la pression du temps s’ajoute une pression extérieure alimentée par une surcharge d’informations, plus ou moins convergentes, plus ou moins discordantes, qui aggrave le *stress*. Trop d’informations tuent l’information utile.

« Une crise se propage, s’aggrave ou se résout par la circulation de messages, qu’il s’agisse d’alerte, de panique, d’ordres ou de contre-ordres, de discours rassurants, de communiqués, d’interpellations. Leur portée, leur vitesse, leur adaptation ou leur capacité d’émerger du bruit ambiant sont des facteurs décisifs dans un sens ou dans l’autre [[584]](#footnote-584). »

Le temps de crise bouscule encore plus les décideurs que le temps normal. Ils ont du mal à absorber et à traiter un flot d’informations beaucoup plus important [[585]](#footnote-585). La surcharge d’informations accroît leur tension et leur stress. À partir du moment où l’événement révélateur d’une crise est déclenché, le temps pour prendre des décisions et/ou agir est compressé. La vitesse, bien maîtrisée, a certaines vertus. Mais par facilité et faute de temps, l’homme pressé recherche et utilise de préférence les informations immédiatement disponibles, facilement récupérables qui en l’absence de recul biaisent les évaluations. Il rechigne à se livrer à une collecte rigoureuse d’informations, jugée trop contraignante.

Le processus de décision est entravé. Les « managers » se concentrent sur un horizon à court terme, sont incapables de percevoir les problèmes dans leur globalité, s’enferment dans une rigidité cognitive. Une phase de forte anxiété altère les capacités à évaluer les échéances temporelles ainsi que les conséquences des actions entreprises. Cela les pousse à adopter des comportements d’évitement dans la décision [[586]](#footnote-586). Le « 11 septembre » (2001) en est un bon exemple, nous y reviendrons. Le syndrome de la disponibilité est en effet autant préjudiciable dans l’approche processus que dans l’approche événementielle.

Le gain de temps est vital, mais il est indissociable de la capacité à capter les informations uniquement indispensables, à accélérer les processus de décision sans négliger la prise de recul nécessaire et la prise en compte de la globalité des situations en constante mouvance. Le monde aérien ou militaire est en permanence confronté à ce problème de la rapidité de réactions pertinentes dans un laps de temps restreint, en situation de *stress* lié au caractère dramatique ou positif de chaque décision, le temps se compressant et s’accélérant inévitablement [[587]](#footnote-587). La réactivité est limitée dans le temps. Elle est d’autant plus cruciale pour le long terme qu’elle peut conditionner l’élucidation des causes. Il en va ainsi avec la recherche des boîtes noires suite à un accident aérien.

La vitesse et l’étendue de l’amplification des ruptures sont liées au degré d’interdépendance des activités et des acteurs. Les effets domino massifs, la contagion et les effets erratiques se propagent très rapidement en maints espaces, qu’ils soient géographiques ou virtuels. Confrontées à la puissance des flux, des maillages et à l’internationalisation des réseaux, les interventions d’urgence ne doivent pas seulement répondre à des accidents circonscrits dans le temps et dans l’espace. Les crises sont d’un autre type. Les maladies voyagent, débordent de territoires difficiles à mettre en quarantaine ; les bugs informatiques ne laissent plus de trace de leurs origines, les incidents survenant sur les terrains diplomatique, politique, militaire sont instantanément portés à la connaissance du monde entier, etc. Les effets de propagation, la quantité de données, leur temporalité, enclenchent une extension des temps de maîtrise de l’information.

Certes des spécialistes établissent des cartes et des prévisions en fonction d’événements connus, mais les décideurs ressentent rarement la nécessité d’être proactifs, et d’utiliser ces informations en se propulsant dans une perspective de long terme. Pourtant, en cas de rupture, les organisations qui ont su éviter une trop grande interdépendance en conservant des tampons et des marges de manœuvre ont une capacité plus importante d’absorption et de confinement. Cela leur procure un temps de réponse plus long et une flexibilité des opérations plus large [[588]](#footnote-588). Sans parler parfois d’un possible évitement.

I.1.2. La projection dans l’avenir  
n’est pas forcément un réflexe

Les technologies de l’instantané accentuent le besoin de satisfaction immédiate, les sciences de gestion, celui de solutions rapides. La maîtrise d’une crise induit de jongler à la fois avec le passé en retrouvant rapidement des informations antérieures disponibles et avec un futur incertain. Il s’avérerait difficile et moralement contraignant d’envisager l’ampleur d’un phénomène dans les jours suivant un événement. Qui peut prévoir sans faillir l’issue d’une crise politique, sociale ou sanitaire, évaluer précisément les multiples conséquences d’un accident technologique, se prononcer sur les impacts possibles du développement des nanotechnologies, de l’intelligence artificielle, etc. ?

Le présent est sacralisé, d’autant plus que la prospective n’est pas un exercice aisé [[589]](#footnote-589). Art divinatoire ou méthode sophistiquée, elle peut servir à propager certaines idées dans les intérêts de certains, elle peut aussi s’autocensurer. Les prospectivistes ont bien vu venir la crise financière et économique d’aujourd’hui de 2008, mais ils n’ont pas été écoutés, car cela ne correspondait pas aux intérêts dominants [[590]](#footnote-590). Des prédictions du club de Rome en 1970 à l’ouvrage paru en 1990, 2100, récit du prochain siècle, en passant par des penseurs comme Peter Drucker, gourou du management ou Maurice Allais et Jacques Rueff, nombreux furent les Cassandres [[591]](#footnote-591). L’homme en général ne paraît pas enclin à entreprendre un effort majeur face à un problème quand celui-ci semble encore mineur. Encore faudrait-il qu’il soit capable de penser qu’il y a un problème. Pourtant le danger une fois matérialisé, il est en général trop tard. Toujours selon Thierry Gaudin, la période 2010-2025 devait apporter maintes ruptures qui surgiraient de la transition entre la civilisation industrielle et la civilisation cognitive en remettant en question sur le futur les modes de gouvernance [[592]](#footnote-592).

Toutefois dans le monde des affaires par exemple, l’incapacité à penser la rupture (évènement déstabilisateur interne ou externe) empêche de définir la durée acceptable d’interruption d’activités. La célérité et l’agilité caractérisent les flux tendus modélisés avec ferme assurance par d’éminents « experts » en prévisions et en logistique qui rarement intègrent dans leur modèle les grains de sable et leurs effets domino. Les dysfonctionnements des entrepôts et des systèmes d’information sont plus envisagés sous l’angle d’une erreur de prévisions, ou sous celui d’une défaillance de transmission d’informations. Émetteurs, récepteurs et relais, ardents défenseurs du « zéro stock » et du « juste-à- temps », sont rompus aux calculs statistiques, au maniement de logiciels experts efficaces, mais ne mettant pas à l’abri de l’aléa. Le 17 mars 2002, la foudre provoqua un incendie dans un bâtiment industriel appartenant à Philips dans le Nouveau-Mexique. Bien que rapidement maîtrisé, celui-ci eut des conséquences graves sur les semi-conducteurs très sensibles à la pollution de l’air. Deux gros clients, Nokia et Ericson, furent informés immédiatement. Nokia transmit aussitôt la mauvaise nouvelle à sa direction qui renforça les relations avec Philips pour accélérer la sortie de crise, et qui joua sur la flexibilité de l’approvisionnement auprès d’autres fournisseurs sur une période donnée. L’événement eut peu d’impact sur le chiffre d’affaires. Au contraire, chez Ericson, qui subit entre 430 et 570 millions de dollars de pertes, l’information ne remonta que quelques semaines plus tard. Les stocks une fois épuisés, l’entreprise eut du mal à s’approvisionner auprès de fournisseurs travaillant déjà pour Nokia [[593]](#footnote-593)

La peur du lendemain induit quant à elle des effets pervers. Elle s’incruste durablement au nom d’un « principe de précaution », d’un effet de mode ou dans le souci de se donner bonne conscience. « Le temps de la décision et de l’urgence s’oppose au temps long, de la chaîne des conséquences enchevêtrées, surtout dans le domaine écologique ou celui des conséquences sur la santé (cf. l’amiante). Notre monde de l’éphémère est obsédé par la crainte du futur envisagé comme remords virtuel [[594]](#footnote-594). »

N’est-il pas en général trop tard lorsque les questions sont soulevées ? Le sont-elles avec pertinence ? Que dire des informations utilisées pour y répondre ? Les divergences des scientifiques et des politiques alimentent les discours médiatiques. Dans quelles mesures ne contribuent-elles pas à manipuler l’opinion publique plus ou moins bien renseignée ?

Un temps de retard a pour conséquence une intelligence décalée. En matière de collecte d’informations, les retards de transmission entraînent la nullité du renseignement. Les causes de défaillance peuvent être d’origines fonctionnelles, techniques, humaines ou organisationnelles. Cette multiplicité des facteurs critiques se retrouve dans le cas de Pearl Harbour, les tentatives des hommes de renseignement pour alerter à temps les autorités militaires s’étant soldées par un échec [[595]](#footnote-595). Les informations reçues *a posteriori* de la décision sont inutiles ou servent à justifier. Les messages en farsi décryptés par la *National Security Agency* (*Nsa*) après l’attentat du 11 septembre, bien que captés par le réseau « Échelon » antérieurement, ainsi que d’autres documents des services de renseignement non utilisés en temps voulu serviront aux historiens !

Maintes organisations sont incapables de gérer à temps les incidents, avant qu’ils se transforment et avant que se produisent des accidents ou des catastrophes. Les élites politiques, économiques et financières montrent leur grande difficulté à appréhender de manière globale, prospective et néanmoins précise, les enjeux posés par une crise systémique mondiale, inéluctable transformation des dysfonctionnements comme ceux qui ont ébranlé le marché immobilier des États-Unis à la fin de 2006. La cécité plus ou moins durable a pour conséquence des initiatives curatives, dispersées et tardives. Nombreuses sont les entités et les autorités qui sont en retard d’une crise et ne proposent que du replâtrage. Cela peut laisser penser que « *l’intelligence de nos risques et de nos crises, nos savoir-faire sont dépassés* » [[596]](#footnote-596).

Toute pré-crise correspond à une tension anormale, mais limitée. C’est une phase dangereuse faute d’être maîtrisée, contrôlée et réglée. C’est donc un temps d’opportunités, d’évitements possibles. La crise dans ses temps forts est faite de menaces et de facteurs d’atténuation, de résolutions, etc., à saisir dans l’instantané. Le temps d’après, il est déjà trop tard. L’après-événement rend plus facile le tri entre les signaux pertinents et les signaux insignifiants. « *A posteriori*, bien sûr, un signal est toujours clair comme de l’eau de roche. Ce qu’il annonce saute aux yeux, une fois que la catastrophe a eu lieu.

Mais avant, il est obscur et lourd de significations contradictoires. Les attentats du 11 septembre sont un échec d’imagination, mais aussi un échec de politique de moyens et de gestion [[597]](#footnote-597) ». Ce drame et les quelques réflexions soulevées dans cette partie sur la notion de temps posent à notre sens la question de l’ignorance.

I.2 L’ignorance, une prison accentuée par le facteur temps

La crise entraîne une perte de sens, de savoir, de cadres structurants, de maîtrise. Il se produit une dislocation de fond, avec le plus souvent un effet contagion. Les acteurs qui exerçaient leurs expertises pour traiter des risques isolés, indépendants, limités, connus, contrôlés et/ou assurés sont brutalement confrontés à la gravité des risques de systèmes. Les hommes qui étaient habitués à des systèmes considérés comme stabilisés sont soudainement surpris, secoués, plongés dans le désarroi. « *Une crise est toujours crise de savoir : ce que l’on sait (ou ce que l’on aurait dû savoir), la façon dont on interprète des données éparses et parfois contradictoires en termes de danger et opportunités, la manière de donner forme à ses connaissances forcément parcellaires de la situation pour se projeter vers l’avenir*[[598]](#footnote-598). » Victor Hugo affirmait qu’« *il y a deux manières d’ignorer les choses : la première, c’est de les ignorer ; la seconde, c’est de les ignorer et de croire qu’on les sait*». La seconde est pire que la première. Une personne n’a pas conscience de ses lacunes, ou s’imagine être compétente sur un sujet qu’en fait elle ignore. L’« *ignorance profonde* » se distingue de l’« *ignorance savante* », cette dernière caractérisant l’état dans lequel l’individu ou une organisation prend conscience de ses lacunes et pose des questions [[599]](#footnote-599).

I.2.1. L’ignorance en temps amont  
ou en temps de crise est multiforme

La plupart des erreurs commises au début des crises reposent souvent sur l’ignorance des enjeux pour l’autre. L’autre, en l’occurrence, est celui qui risque peut-être sa santé ou son travail ou qui dans tous les cas est en situation d’inquiétude [[600]](#footnote-600).

Nombrilisme et culture d’infaillibilité fossilisent la pensée et entretiennent une forme de paralysie. Le *Titanic* était jugé indestructible, sa possibilité de couler n’entrait pas dans les schémas de représentation. Pourtant l’événement improbable eut lieu. Comme bien d’autres, il met l’accent sur le côté illusoire du progrès technologique dont les avancées ne sont aucunement invulnérables et sur les faillites organisationnelles [[601]](#footnote-601). Dominés par un syndrome d’insouciance qui frise l’inconscience, certains ne se posent guère de questions sur la viabilité globale d’un système, sur la fiabilité et les compétences réelles des personnes impliquées dans le processus. Souffrant d’une absence de regard critique, péchant par optimisme ou baignant dans une euphorie collective, ils restent aveugles et se confortent dans un consentement qui rassure leur inconscient. Le mimétisme est un syndrome qui rentre dans la catégorie d’aveuglement collectif. Il débouche souvent sur une idéologie dominante (Bhopal était considérée comme l’usine la plus fiable du monde ; le système financier international était pensé comme parfaitement viable et performant, etc.). Les décideurs, les managers, les ingénieurs formatés par leur environnement culturel, animés par la foi dans le progrès technique se montrent le plus souvent incapables de prendre en considération les informations disponibles qui sont contraires à leurs idées préconçues. Cela d’autant plus qu’ils sont confrontés à des informations contradictoires et soumis à des contraintes hiérarchiques ou économiques comme l’illustre le cas de la navette *Challenger* [[602]](#footnote-602).

L’illusion du « *tout est sous contrôle* » induit la négation du danger, son refoulement. « *Risquophile* », un individu peut ignorer la peur, ne se fier qu’à son intuition et, de ce fait, ne pas tenir compte du danger. Il risque ainsi mettre en péril sa vie, celle des autres, d’une collectivité ou d’une organisation. Ambitieux ou enthousiaste, trop conforté dans l’idée que le courage est la vertu première du guerrier, il devient indifférent au danger et en oublie l’importance des qualités intellectuelles, d’une intelligence subtile et de l’entendement [[603]](#footnote-603). L’action est pour lui un jeu qui ne peut être que gagna nt du fait de convictions bien ancrées (supériorité, expériences, bonne étoile, etc.). Ce type de personnage a tendance à imposer un plan par le haut, une centralisation simplificatrice. Il est peu à l’écoute de tout porteur de mauvaises nouvelles ou d’informations dérangeantes à son sens. Il ne reconnaît pas la perspicacité de ce dernier, fait fi des renseignements rapportés et les réduit au rang d’anecdotes ou d’incidents insignifiants. Gare aux courageux à la pensée déviante, qui expriment leurs doutes et leurs désaccords. Ils s’exposent à la mise au ban, au dénigrement, à la défiance vis-à-vis de leurs préconisations, à des accusations portant sur leurs supposées incapacités, à des jugements portant atteinte à leur personnalité.

Le syndrome de la persistance dans l’erreur enfle avec la concurrence inter­organisationnelle ou individuelle. L’aveuglement a souvent pour cause la quête du profit, de primes, de promotion, etc. Des générations de managers et d’ingénieurs, imprégnées de notions de performance, d’efficacité et d’efficience, courent à la quête de résultats pour le profit de leurs entreprises et le leur. Transformés en « tueurs » des affaires, ils achètent, produisent, commercent, délocalisent, transportent à outrance, etc. Il n’est question que de « réduction de coûts », d’optimisation, de rentabilité, de profit. Or, une émulation démesurée et une concurrence exacerbée entre membres d’une organisation risquent de nuire à la collaboration nécessaire à tout travail d’équipe, et donc à la prévention des risques.

Toute forme d’ignorance manifestement volontaire conforte la résistance au changement. Une personne peut ressentir ou détecter des signaux, mais refuser de les intégrer. Elle peut se révéler incapable de prendre une décision et s’enfermer dans une course en avant perpétuelle, avoir peur de nuire à sa réussite personnelle et à son prestige, craindre de déroger au mouvement général. Ainsi pour la majorité des acteurs multiples engagés dans la titrisation des crédits accordés aux ménages et conscients d’être embarqués dans un mécanisme déjà enclenché de crise financière, la décision d’arrêter était impossible à prendre [[604]](#footnote-604).

Le refus de voir les réalités du terrain induit une déconnexion personnelle non sans conséquence sur l’organisation. C’est le cas lorsqu’une équipe constate un problème et estime que la suivante le gérera à sa place. Elle s’évite ainsi les contraintes d’un comportement responsable (obligation de décider, de sortir des habitudes, de prolonger son temps de travail, etc.). « Risquophobe », l’individu cède à la peur. Son aversion au risque entraîne une régression de fait. Capitulation, mensonge ou inconscience (Tchernobyl), erreur de diagnostic en sont quelques conséquences premières.

L’éclatement des acteurs peut les enfermer dans l’ignorance mutuelle de l’existence de chacun. Tout individu peut habiter son propre territoire sans chercher à prendre en compte la globalité d’un projet, la totalité du processus et le savoir des autres. Le rapport de la commission d’enquête du 11 septembre dénonce des manquements :

« Des informations n’ont pas été communiquées, soit par inadvertance, soit en raison de malentendus. Les analyses n’ont pas été recoupées. Des opérations efficaces n’ont pas été lancées. Et, souvent, les informations qui auraient dû être transmises n’ont pas franchi le mur séparant les agences extérieures des agences intérieures du gouvernement. Ces problèmes constituent des symptômes révélateurs de l’incapacité générale d’un gouvernement à adapter son dispositif de réaction aux nouveaux défis du XXIe siècle. Ses agences ressemblent à des spécialistes dans un hôpital, où chacun, de son côté, recommande des examens, cherche des symptômes, prescrit des médicaments, mais sans qu’il y ait de médecin coordinateur qui veille à ce que tous travaillent en équipe [[605]](#footnote-605). »

Outre l’absence de coordination et de travail en équipe, il convient de signaler que le biais de familiarité engage l’individu à ne faire confiance qu’à certaines personnes de son « clan », accentue les vices du cloisonnement et enclenche un processus de pensée unique.

I.2.2. L’incapacité à identifier et analyser les informations  
de sûreté induit de multiples conséquences

En état d’ignorance profonde et d’absence de questionnement, l’identification des besoins d’informations est difficile, voire impossible. Cela conduit par exemple à ignorer la potentialité nocive des technologies de l’information et de la communication. Comment surveiller la nébuleuse internet où les individus peuvent s’exprimer et communiquer à tout instant, sans contrôle, par maints canaux ? Combien de temps la direction d’Airbus ignora-t-elle que son rapport confidentiel d’octobre 2008 portant sur la production et les projets d’évolution du B 787 nouveau long-courrier, *best-seller* du géant américain Boeing, était accessible sur *Internet* ? Tactique commerciale ou bavure (fuite malveillante ou négligence) ? La question peut se poser, ainsi que celle portant sur l’identité de l’émetteur. Ce document fut révélé sur le *blog Flight blogger* d’un spécialiste américain de l’aéronautique. Il démontrait une connaissance impressionnante des difficultés et des retards de production, des modifications techniques récentes sur les appareils d’essais, des responsabilités respectives de multiples sous-traitants (Spirit, Vought, Alenia, Mitsubishi, Kawasaki) dans les retards du programme d’aviation civile le plus externalisé de l’histoire [[606]](#footnote-606). Une affaire identique, en 2003, fit craindre des conséquences potentielles plus lourdes. Elle concernait un document estampillé « confidentiel défense » portant sur la sécurité des ouvrages Epr et téléchargeable gratuitement durant plusieurs jours sur internet, jusqu’à ce que *Greenpeace* révélât l’acte irresponsable.

L’abondance d’informations génératrice de bruit et son corollaire, le silence (informations non détectées), entretiennent un flou informationnel. Les informations collectées et communiquées peuvent ne pas être pertinentes par rapport aux décisions à prendre. Elles noient les informations utiles, l’homme étant incapable d’absorber, de trier et de valider toutes les données sans oublier que le syndrome d’ancrage déclenche un acte réflexe. Le tropisme agit comme un biais cognitif induit par l’habitude ou la première impression. Le cerveau focalise sur les premières informations et se ferme à de nouveaux éléments et de nouvelles significations [[607]](#footnote-607).

Les informations issues pratiquement des mêmes sources en amont ont une valeur réduite. Dans le cas de la crise financière, les systèmes d’information (type Bloomberg) sont quasi monopolistiques, les agences de notation s’appuient sur des modèles d’évaluation des risques identiques, les gens qui les analysent sont éduqués à ces sujets de la même manière, les systèmes de sécurité financière sont similaires.

Dans la société de l’information, une trop grande confiance est accordée au renseignement d’observation par moyens techniques. Cela se fait bien sûr au détriment du « renseignement humain » qui, seul, peut s’intéresser aux intentions du « perturbateur » [[608]](#footnote-608).

L’incapacité à percevoir les signaux, à leur donner du sens et à les transformer en signes d’alerte précoces est fréquente, particulièrement en matière de sûreté. Non connotés, ces signaux restent dans leur état de données non traitées. La détection de toute crise pose en effet la question du décèlement de signaux faibles. Elle est conditionnée par le souci d’une vigilance dynamique et curieuse, par la capacité de percevoir au milieu d’un chaos informationnel un ou des signes valant alerte. La crise de Cuba, l’attaque de Pearl Harbour et la catastrophe chimique de Bhopal illustrent les défaillances en matière de traitement de l’information [[609]](#footnote-609). L’observation des facteurs endogènes apparaît aussi importante que celle des facteurs exogènes. Le rapport d’enquête sur le drame de Bhopal fit ressortir la méconnaissance par les employés du groupe chimique de la dangerosité létale des produits stockés et manipulés, l’incompréhension des mécanismes de base, la non-prise en compte des premiers signes de dysfonctionnement ainsi que l’ignorance volontaire des dirigeants, sourds aux inquiétudes d’un journaliste. Le soir de la catastrophe, jour de festivité, les équipes de garde n’ont pas tenu compte suffisamment à temps du dérèglement dont l’évolution en chaîne allait provoquer l’événement irréversible.

L’ignorance est souvent la conséquence d’une insuffisance de culture historique et sociologique des analystes. Faut-il s’en tenir pour autant à l’unique observation du passé, que ce soit dans les champs technologiques, géopolitiques, militaires, etc. ? Aussi éclairantes que soient les analyses *a posteriori*, c’est le futur et l’improbable qui guettent pour mieux surprendre les esprits non préparés. Que faut-il penser de l’exemple suivant ? En juin 2009, alors que les gouvernements du monde entier appelaient à la vigilance et redoublaient les efforts de prévention, dans l’espoir de stopper la progression de la grippe H in I, la Fédération internationale de la Croix-Rouge dénonçait l’égoïsme des pays développés qui avaient peu entendu l’appel d’urgence lancé le 30 avril pour une levée de fonds extraordinaire de 3,3 millions d’euros afin de combattre la grippe H in I dans les pays pauvres. Les dons ne couvraient alors que 3 % des fonds demandés. En d’autres termes, seulement 115 000 euros avaient été rassemblés [[610]](#footnote-610).

Un syndrome de conjonction peut également se manifester. Associer des indices, sans preuve de véritables liens, en surestimant certains éléments au détriment d’autres, fausse toute perception et toute analyse.

Chaque crise est une combinatoire singulière de facteurs et d’acteurs. Après la catastrophe de Bhopal, Union Carbide investit pour cinq millions de dollars pour renforcer la sécurité de son usine en Virginie, déjà considérée comme hautement sécurisée. Pourtant une explosion se produisit en 1985 lors du transfert d’un gaz toxique dans un réservoir dont la température avait été mal jaugée. Union Carbide fut condamnée du fait du caractère prévisible de cet accident, plusieurs signes avant-coureurs s’étant produits. La fiabilité des audits de risque peut être ainsi mise en question [[611]](#footnote-611).

La défaillance d’analyse se constate aussi au niveau des leaders d’opinion qui osent des comparaisons hasardeuses, car ils ont une maîtrise incomplète des phénomènes liés à la crise. De même, des experts émettent des avis contradictoires fondés, plus sur des croyances idéologiques que sur des faits et des théories fiables.

Les médias, quant à eux, ne font que communiquer en agissant en caisse de résonnance, que désinformer ou sous-informer. Ils encouragent ainsi des comportements frileux, réduisent la confiance, contribuent à amplifier le phénomène de crise [[612]](#footnote-612).

Borner la pensée dans un modèle théorique ou une doctrine est un contresens. Selon Edgar Morin, « il n’y a pas de science du singulier, il n’y a pas de science de l’événement » [[613]](#footnote-613). Théoriciens et décideurs sont enfermés à l’intérieur de limites stabilisatrices dans lesquelles ils sont portés à construire de la connaissance et du savoir-faire alors que la crise situe d’emblée dans une logique de réponse avec les difficultés que cela entraîne et bien sûr le risque de non-réponse. De même, il est aujourd’hui illusoire de s’isoler dans un système cloisonné, de réunir un nombre limité de variables qui déterminent une série restreinte de conséquences, de préférer les modèles déterministes en occultant les scénarios probabilistes, de traiter une information isolément du contexte global. S’enfermer dans l’incapacité à scanner la périphérie, à sortir du cadre, relève d’un comportement peu éclairé.

Sans prétendre à l’exhaustivité, les quelques idées émises sur les facteurs crisogènes du temps et de l’ignorance, montrent leur importance et leur indissociabilité. En prenant en compte le fait que la crise est un révélateur qui fait surgir ce qui était caché, latent, virtuel, mais qu’il faut aussi la considérer comme un effecteur, car elle apporte changement, transformation, évolution [[614]](#footnote-614), il est possible d’avancer qu’elle ouvre des perspectives pour celui qui sort de son ignorance. Mais comment éveiller cette conscience, comment susciter la sortie hors de l’illusion du contrôle, comment ouvrir la curiosité sur l’improbable et quelles préconisations en tirer ? Comment se préparer à éviter « le pire » ? L’intelligence économique trouve-t-elle là une application ?

II. Rupture des modes de pensée  
et transformation

Chaque organisation quelle que soit sa nature (institutionnelle, entrepreneuriale, internationale, territoriale, etc.), doit trouver sa place dans un monde hétéroclite, y définir sa mission, ses marges de manœuvre et ses limites. Plus qu’une intelligence du monde, il lui faut développer une intelligence globale des systèmes dans lesquels elle est embarquée ou dont elle dépendra. Se satisfaire de l’idée d’un environnement aseptisé et artificiel revient à se bercer d’illusions. S’agiter dans l’ignorance expose à la découverte brutale de la réalité d’univers dans lesquels l’inconscience, les écueils et le hasard se révèlent impitoyables aux esprits non préparés. Ces espaces-là échappent pour une grande partie aux modèles prévisionnels classiques. Les crises du XXIe siècle, la dislocation des environnements et des socles de références, l’instabilité des marchés, les contextes sociopolitiques fragilisés amènent l’inconnu sur la tenue même des systèmes. Il faut repenser les outils choisis pour analyser les crises accidentelles des années 1980 et envisager des décrochages structurels pour pallier toute défaillance d’intelligence et de capacité stratégique [[615]](#footnote-615). Ne faut-il pas aussi avant tout réhabiliter le bon sens et l’art de maîtriser l’information ? Un des premiers enseignements de l’analyse des crises diplomatiques et internationales est qu’il « convient de prévenir les crises, et pour cela de les anticiper ; ce qui exige d’abord d’être bien informé… Et surtout d’interpréter correctement les informations recueillies [[616]](#footnote-616).

II.1. Faire émerger une intelligence globale,  
un antidote aux ignorances

La stratégie d’information, qui constitue un des facteurs déterminants de l’issue des batailles, est généralement d’une importance cruciale. Mais elle se révèle plus difficile à concevoir dans le cadre des conflits asymétriques ou dans de nombreuses situations crisogènes. L’adversaire est invisible, n’est pas identifié ou est difficilement identifiable. La crise réclame un « surcroît d’exigence informationnelle orientée, d’une part vers le renseignement sur les acteurs de crise, qui peuvent à certain moment devenir des adversaires potentiels, et d’autre part, vers le retour de la communication entre ces acteurs et l’instauration du dialogue » [[617]](#footnote-617). Or, il est reconnu que « l’intelligence économique peut fournir des heuristiques, c’est-à-dire des recettes, des méthodes pratiques de quête de la connaissance éprouvées par l’expérience et qui aident à préserver son esprit critique, à déceler les signaux faibles et à repérer les sources d’information pertinentes de l’environnement » [[618]](#footnote-618). Elle facilite plus généralement des réflexes informationnels et communicationnels qui se singularisent dans chaque expérience de maîtrise de crise. Calée sur une mission, sa cible finale est l’entendement et non la connaissance. Peut-elle cependant devenir une véritable politique de temps de crise ?

II.1.1. L’ignorance savante est la clé  
du cycle ouvert d’intelligence

Gagner sur son ignorance passe avant tout par la prise de conscience d’un déficit de savoir particulier et par une volonté de discernement. Ceci est un exercice difficile à conduire de manière globale, mais aussi focale, en permanence y compris dans l’urgence, sans oublier que l’information est plurielle. « Information de veille », elle enrichit le savoir. « Information de situation », elle donne de la visibilité. « Information d’anticipation », elle génère une vision sur les évolutions, les actions des autres acteurs, les risques encourus, les conséquences des actions menées, les réactions qu’elles induisent. « Information décisionnelle », elle permet de déterminer des facteurs critiques de succès. « Information de conduite » elle est spécifique à la mise en œuvre de l’action [[619]](#footnote-619). Concrètement, le décideur s’impose et impose un principe d’humilité «je ne sais pas, je veux savoir ». il pose des questions, il s’efforce d’entendre celles des autres, il s’intéresse schématiquement à l’environnement interne (sites, équipements, fonctionnement, équipes, climat social, etc.), aux contextes mondiaux, régionaux, locaux, aux environnements externes spécifiques en interactions ou susceptibles de l’être un jour, aux entités stratégiques (États, clans tribaux, cartels mafieux, Ong, syndicats, etc.), aux individus eux-mêmes (salariés, leaders d’opinion, journalistes, avocats, scientifiques, etc.), à leurs projets, à leurs objectifs, à leurs options, à leurs moyens, à leurs capacités d’action. Là interviennent l’expérience et la connaissance, mais plus encore la curiosité, l’intuition, la faculté de penser l’impensable et de croire à l’improbable. En toutes circonstances, à tout moment et en tout lieu, il est important de distinguer l’information essentielle et de discerner les signes d’alerte.

La crise en tant qu’objet préoccupant nécessite d’enclencher très tôt une démarche de questionnement et de la maintenir tant que le besoin en est ressenti. La maîtrise informationnelle reste un exercice délicat représenté dans une boucle ouverte raccourci en temps de paroxysme de la crise : intention stratégique (ou opérationnelle ou tactique), formulation des besoins d’information, collecte, traitement de l’information et transmission du renseignement élaboré (« *finished intelligence* ») au décideur qui initie l’action, laquelle modifie le contexte. Ce cycle du renseignement malgré une apparente simplicité est un processus relativement complexe qui peut être enclenché par la captation d’un signe d’alerte précoce. Quelques précisions s’avèrent utiles.

L’orientation, étape préalable, fixe les axes d’intérêt développement/sûreté et définit les besoins d’information. L’intelligence économique s’appuie sur une logique d’interrogations audacieuses à partir de formulations de base : « Qui ? Quoi ? Avec qui ? Contre qui ? Quand ? Où ? Comment ? Pourquoi ? Pour combien de temps ? Quoi si ? Xavier Guilhou et Patrick Lagadec parlent de hardiesse de questionnement et de réponses en rappelant les quatre points d’entrée de la démarche fondamentale qu’ils préconisent « pour détecter au plus tôt les signaux aberrants (souvent annonciateurs de décrochages majeurs) et venir aider au pilotage lors des grands chocs : de quoi s’agit-il ? Quels pièges ? Quels acteurs ? Quelles initiatives ? » [[620]](#footnote-620).

Le questionnement est permanent, itératif, individuel et collectif. Cet exercice indispensable structure la pensée. Il oriente la recherche basée sur l’expertise des sources, des moyens d’accès à l’information et des outils ainsi que sur la connaissance de ceux qui savent et des experts. Le plan de renseignement guide les recherches délicates du fait d’une « info-obésité » ambiante, de l’évolution des technologies de l’information et des communications, du fait aussi des stratégies de désinformation, des manipulations informationnelles en tout genre, et de la résurgence d’une gestion offensive de l’information. Le silence, l’anorexie informationnelle et le secret restent problématiques. L’orientation évite de consommer de l’information pour l’information, d’accepter sans esprit critique les premières données affichées sur internet ou les avis du premier venu, de tomber dans les pièges inhérents aux visées commerciales des « infocapitalistes », ou d’accorder une crédibilité à n’importe quel discours « pronétaire ». L’esprit pertinent se concentre sur des zones d’intérêts aux dangers potentiels, cherche à identifier les activités à risques, les vulnérabilités en tout genre y compris celles liées au patrimoine, matériel et immatériel, qui pourrait faire l’objet d’actes de malveillance ou de prédation. Un bon réflexe consiste à s’interroger sur ce qui est vital et sur ce qui ne doit pas être connu. Les hommes-clés, les alliances constituent autant de cibles que les projets de développement, les plans de recherches, les secrets, les procédés de fabrication, les zones de stockage, les flux de matières précieuses ou sensibles, les systèmes d’information, les fichiers du personnel, les carnets d’adresse, etc.).

II.1.2. La mise en œuvre d’une stratégie d’information  
à travers divers moyens opérationnels

Les actions engagées se coordonnent et interfèrent pour produire des réponses adéquates aux préoccupations.

Le renseignement de documentation est un préambule. Fondée sur le passé, il est utile pour acquérir des connaissances de base à partir d’un questionnement général : « Y a-t-il ou peut-il y avoir un problème ? », « De quel type ? », « Quelle attention mérite-t-il ? » Il recourt à l’information interne, y compris les renseignements sur les personnes, détenus en général par la direction des ressources humaines. Les retours d’expérience (Retex), les journaux de bord qui relatent la chronologie de faits, et les mesures déjà prises permettent de créer un renseignement de documentation spécifique, le « renseignement d’ambiance » [[621]](#footnote-621). Cette documentation est complétée par la consultation de sites spécialisés ou de bases de données structurées tout particulièrement dans les domaines politico- économiques, scientifiques et techniques. Les problématiques de crise soulèvent également des questions concernant les médias, l’environnement humain (population, élus, prescripteurs d’opinion, etc.) et l’environnement juridique. Cela implique de bien connaître les sources potentielles, les fournisseurs d’informations et les caractéristiques de leurs offres y compris les moyens d’accès. Les thèses, les rapports d’institutions internationales, nationales, régionales, professionnelles, d’Ong, de syndicats, de gouvernements, etc., les avis d’experts qui s’expriment dans des revues académiques, professionnelles, spécialisées, sur des blogs ou dans des conférences « podcastées » ou non, sont aussi particulièrement utiles. Il s’agit de recourir avec pertinence et expertise aux « informations dites blanches » pour constituer un renseignement de base (basic intelligence) en matière de sécurité et de sûreté [[622]](#footnote-622).

La veille stratégique a pour objectif d’identifier les tendances d’évolution, les zones de crise potentielles, les mouvements d’acteurs. Elle se décline en veilles spécifiques selon les préoccupations des décideurs. L’exploration est à l’affût d’informations nouvelles, de faits, d’événements, d’idées, de découvertes, d’indices d’évolution, etc. La traque systématisée, manuelle ou automatisée, de nouvelles informations sur des sites internet, la consultation de dépêches, la surveillance de groupes de discussion, de *blogs*, des réseaux sociaux en général, la visualisation et l’écoute de *podcasts*, l’utilisation de flux Rss [[623]](#footnote-623), dynamisent le système d’alerte (*current intelligence*). L’efficacité en la matière se reconnaît dans le décèlement précoce des signaux d’alerte. En s’appuyant sur le cas du Titanic Bertrand Robert propose, exemples et questions à se poser en appui, une typologie des signaux faibles qu’il faut détecter, écouter et relier en amont des crises ou des transformations d’un système. Pour « voir venir », il s’agit de s’interroger sur les signaux oubliés dans son univers professionnel, sur les signaux non conventionnels, sur l’orgueil signalé ou la rigidité des croyances dans des « impossibles », sur les signaux rares, mais significatifs, sur les signaux éloignés, sur les signaux de déviance, sur les signaux retenus ou cloisonnés, sur l’incapacité à traiter le signal et sur les signaux dévalorisés, voire ridiculisés [[624]](#footnote-624). Tout signal faible en lui-même peut apparaître insignifiant, mais se mettre à faire sens et manifester l’existence d’une « sourde évolution » si l’on considère une multitude de signaux d’un point de vue global. Il n’y a pas de méthode pour percer la confusion, seulement il s’agit d’être intelligent et perspicace, d’éviter l’aveuglement comme la paranoïa [[625]](#footnote-625). Alexandre Rayne qui a étudié les crises financières et celle des *subprimes* a mis l’accent sur la non-détection, et la non-intégration des signaux annonciateurs [[626]](#footnote-626). Pourtant les signaux d’alerte annoncent un mécanisme de construction et de développement de crise intelligible, la logique étant celle d’un effet domino : « s’il se passe cela, alors… ».

L’observation cherche à préciser ou recouper les indices et les signaux d’alerte [[627]](#footnote-627). Ce peut être également l’action de considérer avec attention les choses physiques ou les choses morales. Un signal interprété comme signe de dangerosité peut être capté par hasard (en fait, inconsciemment, l’attention est influencée par l’existence d’une préoccupation) ou par observation (volontaire), en fonction des besoins d’informations formulés par rapport à l’intention sécuritaire. Particulièrement aptes à la sérendipité et à l’écoute multisensorielle certains individus, curieux et perspicaces, captent facilement ce qu’ils ne cherchaient pas au départ et saisissent ce qui pour d’autres passerait inaperçu.

L’investigation procède par multiplication des angles d’approche et « examine d’une manière approfondie une question particulière, un objet, un événement, pour obtenir des informations pertinentes permettant de se déterminer par rapport à l’objet de l’investigation » [[628]](#footnote-628). Par exemple, s’il s’agit d’un objet intellectuel, les approches se feront par l’ensemble des disciplines dans lesquelles s’insère l’objet [[629]](#footnote-629). Ce qui conduit à consulter des experts en politique, économie, sociologie, psychologie, sciences exactes, histoire, géographie, etc.

La validation et le recoupement des informations émanant de sources bien différenciées et qualifiées sont des activités obligatoires. Cela implique un esprit critique que chacun à son niveau doit exercer. L’expertise dans ce domaine déjoue tout particulièrement certains pièges inhérents aux techniques de manipulation de l’information.

La mise en perspective est une phase cruciale qui fait appel à l’expertise, à l’objectivité et au jugement. Elle nécessite une prise de recul. L’interprétation fait dire aux faits ce qu’ils ont à révéler et a aussi pour but de « relever au milieu d’une multitude de données, celle, apparemment anodine, qui est véritablement significative ». Les rapports des commissions d’enquête sur le 11 septembre 2001 ont étudié l’échec des services états-uniens de renseignement en identifiant quatre procédures devant être effectuées pour relier les indices : l’inférence, la déduction, la recherche de *patterns* au moyen de l’exploration des données (*datamining*) et la séparation des signaux authentiques du bruit ambiant dans la masse très considérable d’informations recueillies [[630]](#footnote-630).

Puis la synthèse permet d’assembler les morceaux du puzzle, de dégager une vue d’ensemble, d’envisager des scénarios futurs, de jauger leur plausibilité. Répondre à une question précise exige de l’expérience, des qualités déductives et inductives, des capacités de combiner des connaissances et de nouvelles informations. C’est un exercice d’autant plus difficile qu’il faut démêler le vrai du faux. Pour Loup Francart, « la connaissance recherchée est la compréhension par actualisation permanente et en temps réel des situations et des actions ». Il rappelle à ce propos la distinction entre la fonction de savoir (l’acquis ou *knowledge*) et la fonction de la connaissance au sens d’entendement, de compréhension (*understanding*) [[631]](#footnote-631). L’analyse est une lecture à un moment spécifique qui consiste pour un individu, un groupe à combiner les informations et à générer du sens selon un alphabet et des règles propres au système qu’il cherche à comprendre [[632]](#footnote-632). La question fondamentale est la place de l’analyse dans les mécanismes de risque [[633]](#footnote-633).

En rappelant que « *savoir ce qu’il faut, savoir ce que l’on sait, et empêcher qu’autrui ne croie ou ne sache ce qu’il ne faut pas*» sont autant d’aspects d’une même démarche pour traduire l’acquisition d’informations en capacité d’action. François-Bernard Huyghe incite de plus à ne pas « *oublier l’art toujours difficile de faire circuler l’information dans une organisation pour qu’elle arrive au centre de décision concerné et juste à temps* » [[634]](#footnote-634). Les crises sont la plupart du temps imputables à des facteurs comportementaux et organisationnels déviants, qui se traduisent par un manque de pertinence et d’exploitation de l’information, par des dysfonctionnements dans la circulation de celle-ci et dans les compétences d’analyse. Les signes existent, mais c’est plus la compétence humaine qui est en question et la dynamique collective.

En fait, chaque situation crisogène nécessite l’observation concrète de sa propre complexité.

Dans toute crise, il y a un déblocage des activités intellectuelles, dans la formation d’un diagnostic, dans la correction d’une connaissance trop insuffisante ou faussée, dans la contestation d’un ordre établi ou sacralisé, dans l’innovation et la création [[635]](#footnote-635). La créativité se met en action dans la destructivité. Des forces de régénération sont libérées en même temps que la force de mort. Le plus souvent la crise est une « situation nocive et perturbatrice de grande ampleur, soudaine, consommatrice de ressources », qui « s’inscrit généralement en dehors des cadres opératoires et des schémas de référence typiques des gestionnaires [[636]](#footnote-636) ». Situation nouvelle, elle échappe à toute régularité et s’inscrit en dehors des expériences préalables. Elle crée un vide organisationnel et un effondrement des repères. Elle ouvre le champ à des potentialités de création et d’innovation plus grandes. Une ouverture, semble-t-il, pour débloquer ses capacités, le but premier recherché étant l’intelligence de toute situation en temps opportun.

II.2. Provoquer des transformations individuelles  
et collectives constitutives de l’intelligence de crise

Identifier un problème, observer les mutations intrinsèques aux environnements mis en cause, prendre en compte les vulnérabilités exogènes ou endogènes, ne suffisent pas à garantir la mutation des réponses. Le management de crise peut être renforcé, mais cela requiert des changements dans les modes de pensée, le maintien d’un leadership et un apprentissage permanent dans les secteurs privés et publics, l’idée de maîtrise du renseignement devant être de surcroît collectivement intégrée.

La mise en place d’une culture de sécurité globale s’appuie concrètement sur des pré­requis essentiels comme le leadership des dirigeants, l’implication d’hommes initiés et motivés, l’utilisation d’un langage commun dans le champ de la sécurité globale, une démarche concertée, la communication des politiques de sûreté et les retours du terrain.

II.2.1 Un leadership indissociable d’intelligences  
développées en amont et en temps de paroxysme de crise

Adopter un état d’esprit intelligence économique engage dans une démarche volontaire, nécessairement concertée et structurée, dont les finalités sont la proactivité, la prévention, la protection et la dissuasion.

Lourdes apparaissent les responsabilités des décideurs qui représentent l’autorité en la matière et à qui il incombe en priorité de se placer plus dans les champs de la prospective que dans ceux de la prévision. Il leur faut discerner les échelles du probable et de l’improbable, être en mesure de jauger la part à laisser au hasard, savoir où ils veulent aller, ne pas hésiter à dire non, affirmer leur volonté, mettre en confiance et en situation [[637]](#footnote-637). Confrontés à l’inconnu, ils doivent plus que tout autre être attentifs aux décrochages et pas seulement aux simples écarts de gestion ou de fonctionnement dans leur univers. Préparés à toute éventualité, ils ont conscience qu’ils engagent, parfois en situation d’urgence, des actions qui peuvent avoir des conséquences humaines, immatérielles, matérielles, environnementales, financières à plus ou moins long terme. À l’écoute, ils n’oublient pas de valoriser, d’impulser une dynamique collective en choisissant avec pertinence des hommes et des femmes de talent, habitués à agir sur le terrain de l’instable. Un *leadership* empreint d’humilité, d’altérité, de curiosité, de respect du secret stimule des hommes et des femmes de cultures diverses qui contribuent à déployer des talents porteurs d’une intelligence collective rompue aux aléas. Acceptant d’investir en conformité avec les ambitions affichées, ils affectent des ressources humaines et financières afin d’assurer la sûreté des biens, des personnes, du capital immatériel et des activités, ressources mobilisables en temps de crise, mais aussi en amont ou en aval.

Les *leaders* ont souvent besoin de prendre une décision dans l’urgence. Hommes seuls, il leur faut se préparer personnellement à toutes les éventualités. Sachant que toute crise se déroule dans un espace-temps plus ou moins déterminé, il leur faut aussi compter pour leur entreprise sur le concours de ces dimensions. La capacité à se représenter rapidement toute configuration et la dynamique d’une situation, y compris son caractère hors norme, prêtera à leurs décisions et à l’action commanditée plus d’efficacité. Leur jugement joue un grand rôle, et peut dépendre fortement de l’intelligence dont ils disposent. La recherche d’une vision globale, amène à considérer les processus, les infrastructures et les dynamiques réticulaires pour mieux appréhender la sûreté. L’adoption en amont d’une approche holistique intègre les jeux d’acteurs et les ruptures envisageables. Ainsi quelle que soit la situation, ils recourent à des grilles de lecture précises visant à appréhender la complexité. L’acuité et l’entendement couplés à l’audace atténuent leur vulnérabilité. La vision des enjeux, des stratégies, des manœuvres, des comportements, des failles, des vulnérabilités, des menaces, est liée à la prise en considération d’une globalité où s’imbriquent des activités licites et illicites, légales et illégales, légitimes et illégitimes à l’échelle mondiale, mais aussi dans des sphères locales ou spécifiques. Les chassés-croisés diplomatiques, les stratégies d’influence qui s’exercent au service des intérêts nationaux, les réseaux de pouvoir, la financiarisation ou la militarisation de l’économie, la guerre scientifique et technologique, les enjeux de la normalisation, les guerres pour, mais aussi par et contre l’information, la privatisation des conflits armées, les activités de la criminalité organisée dans différents points de la planète, les terrorismes, etc., doivent être passés au crible de l’ analyse des situations et des crises, afin de déboucher sur des décisions courageuses [[638]](#footnote-638).

Dans les situations de crise, les décideurs gagnent à s’appuyer sur un réseau de réflexion stratégique mis en place au préalable. Edf a initié dès 2005 une « Force de réflexion rapide » que les directions sollicitent pour toute situation inédite en tant qu’organe d’alerte, de vision décalée, d’anticipation et de propositions directes [[639]](#footnote-639). Tout réseau de ce type doit montrer sa capacité de questionnement et sa faculté d’imaginer de nouvelles formes de réponse. Il contribue à clarifier les surprises et les dynamiques dominos potentielles, conséquences de comportements d’acteurs ou d’impondérable. Il aide à éclaircir les bouleversements associés aux facteurs humains, à balayer les logiques de fond devenues inopérantes, à identifier les erreurs majeures à éviter, à repérer les avancées réalisées, à construire des options pour le décideur, à rechercher une idée d’action décisive pour sortir de crise, à mesurer les conditions de mise en œuvre de l’action stratégique et à tisser des liens avec des sources d’information internes et externes les moins conventionnelles [[640]](#footnote-640). Les experts et les membres de toute cellule de crise ont en conséquence une forte responsabilité en tant que fournisseurs du renseignement élaboré [[641]](#footnote-641).

Les hommes en général doivent à leur différent niveau exercer leur discernement, repérer les indices, observer et faire preuve d’une certaine initiative pour décider des informations dont il faut rapidement aviser les responsables. Il s’agit de mettre ses sens en éveil, de développer la faculté d’attention (une odeur bizarre et inhabituelle, perçue par une seule personne dans une usine chimique, doit alerter). Savoir capter l’information et la communiquer en temps voulu (tant qu’il est temps), sont exigibles au titre des compétences individuelles pour chaque poste ou mission, et cela y compris tout au long du cycle de crise, quelle qu’en soit la durée. Rappelons que toute initiative personnelle doit pouvoir recevoir un écho dans un système général de sûreté.

S’informer, informer et contre-informer constituent les principales armes contre les nouvelles menaces. L’appréhension du contexte (espace et temps), l’évaluation des vulnérabilités et la prise en compte des altérités ouvrent la voie vers la pertinence des décisions et l’efficacité des actions commanditées. La conception des fins et des moyens en matière de sûreté est affaire de volontés et d’intelligence. Cette dernière offre la possibilité de garder une certaine liberté de pensée, de décision et d’action. Elle fait gagner en maturité par rapport aux pratiques courantes. Elle favorise l’audace et l’imagination, la rupture avec les habitudes.

Michel Dobry a insisté de façon très fine, dans son analyse des crises politiques, sur les différences entre les « conjonctures critiques » et les « conjonctures routinières » [[642]](#footnote-642). Ces dernières ignorent épistémologiquement et institutionnellement les crises. Elles impliquent un certain déterminisme et fatalisme, ficèlent les comportements des agents dans des routines liées à des textes écrits qui fondent les cloisonnements fonctionnels et institutionnels, bien repérés par Graham T. Allison dans son analyse de la crise des missiles de Cuba de 1962, opposant les États-Unis et l’Urss [[643]](#footnote-643). Les organisations complexes modernes, divisées bureaucratiquement, sont régies effectivement par des règlements contraignants, qui rassurent, mais paralysent et isolent sur elles-mêmes à l’inverse toutes les « structures » rendues ainsi extrêmement vulnérables.

Les « conjonctures critiques », quant à elles, exigent des décisions extraordinaires, la mobilisation d’acteurs compétents (individus, groupes, experts ou spécialistes – les pompiers ou les hommes du renseignement, par exemple), la priorité d’actions intentionnelles, urgentes et rapides, non plus réglementaires et formelles, même si les situations d’urgence sont elles-mêmes fondées sur de tels règlements (mais n’est-ce pas là aussi un problème équivalent ?). En tout cas, il y a heurt d’objectifs qui implique nt deux « cultures » et deux conceptions de la vie collective. La routine, les *habitus* des organisations gérées sur (et par) le papier, se trouvent ainsi confrontés à des logiques inédites, déstabilisantes « de situation » et événementielles (diraient les historiens !), où les liens sociaux revêtent une certaine incertitude, plasticité, fluidité. Tout est perturbé et devient flou. Les structures organisées sont-elles aptes à maîtriser des relations sociales de temps de crise (voire de temps de guerre) ? De fait, pour Michel Dobry, les conjonctures de crise, par leur dynamique de déstabilisation, transforment les états des systèmes sociaux complexes et bouleversent les organisations et structures traditionnelles, fondées sur le juridisme des textes écrits, en posant crûment la question du cloisonnement quotidien et même culturel entre les organismes, qui formatent les agents pour les isoler, et non pour les faire réagir ensemble avec agilité en cas de drame intersectoriel [[644]](#footnote-644).

Les dirigeants et les forces sur lesquelles ils s’appuient incarnent un leadership qui fait sens face à des crises émergentes, crises « molles » et en dehors des modes de représentation classique des risques. De plus il leur faut apprendre non à prévoir l’imprévisible, mais à s’y adapter et à en exploiter les potentialités, car la gestion de crise suppose la capacité à piloter en univers extrêmement turbulent avec perte des référentiels, donc à en changer [[645]](#footnote-645).

Ressource stratégique, l’intelligence de crise gagne à être considérée comme la compagne de décideurs d’horizons divers et immergés dans des environnements hostiles, mais qui ont l’ambition de remplir leurs engagements, d’être à l’écoute et de valoriser des personnes, de protéger des biens, ainsi que des Hommes et de raisonner des activités humaines insouciantes, malveillantes ou destructrices pouvant entraîner une situation de catastrophe et par là même porter atteinte aux populations et à la société.

La crise ouvre en réalité une brèche sur la surprise, l’inconnu et 1’ignorance. Elle soulève des questions pour lesquelles les réflexes, acquis par la sensibilisation et la formation à l’intelligence de crise ainsi que par la mise en pratique, peuvent faciliter la construction de réponses individuelles et collectives mieux adaptées.

II.2.2. Un leadership qui s’appuie sur les expertises des autres,  
mobilisés et mobilisables à tout moment

Les décideurs qui intègrent la dimension globale de l’intelligence économique favorisent la mise en place d’actions de sensibilisation et de formation du personnel œuvrant à une certaine intelligence de crise. Chacun à son niveau dans la firme, intègre l’idée que toute politique de sécurité globale vit d’intelligences. Cela permet d’innover en minimisant les risques et de se protéger contre des tentatives adverses d’infiltration et de renseignement en recourant à des pratiques de contre-ingérence et de contre-intelligence qui relèvent le plus souvent du simple bon sens et d’un peu d’expertise. Chacun apprend à reconnaître le renseignement comme un processus et comme un produit issu de la faculté d’un individu ou d’une organisation à interpréter efficacement l’environnement et une situation particulière à partir d’informations recoupées et validées. Chacun sort de l’idée reçue que la maîtrise de l’information et de la communication est une pratique facile. Produire le renseignement utile à temps est affaire d’expertise et de comportement. Des formations récurrentes aident à acquérir individuellement et collectivement des réflexes en matière d’approche, de définition des besoins, d’identification des sources formelles et informelles, de maîtrise des techniques d’interrogation de multiples bases structurées (économiques, technico-économiques, scientifiques, techniques, sociales, médicales, chimiques, etc.) et d’utilisation des outils. Le recoupement des informations, les échanges d’expertises dans l’analyse et la construction du sens apportent la différence d’appréciation.

Les problématiques de sécurité impliquent également d’être capable – y compris dans un temps court – de détecter des failles, d’analyser des situations critiques ou pouvant le devenir et de transmettre du renseignement d’alerte sans attendre. Il est donc avant tout nécessaire de développer des capacités d’interrogation, de captation, d’analyse et de communication. Pour cela, il faut instaurer dans les organisations des équipes fiables, compétentes, régulières et durables, tout en évitant le recours à du personnel sous-qualifié et sous-rémunéré, souvent en contrat précaire. Chaque individu peut être amené à jouer un rôle capital en intelligence de crise, à condition de comprendre l’importance de l’information et de se considérer comme un acteur dans un processus permanent non linéaire, inscrit dans la transversalité et la pluridisciplinarité. Il lui appartient de s’approprier les techniques de transmission (rapports d’étonnements, fiches de retour d’expérience, notes de synthèses, etc.), d’acquérir la faculté de prendre du recul et d’être opérationnel en temps voulu. Cette faculté, étendue à l’organisation, contribue au développement d’une politique d’intelligence collective, ouverte et évolutive, fondée sur des principes d’innovation et de sûreté.

Il est possible de franchir un degré supérieur dans la formation de chaque individu en s’inspirant de quelques préceptes de Xavier Guilhou et Patrick Lagadec. Cela concerne les managers, les salariés, les politiques, les fonctionnaires, les ingénieurs, les experts, les journalistes, les hommes de loi, les citoyens. Il ne s’agit pas seulement de rassurer par quelques exercices de secours ou d’évacuation, par quelques apprentissages techniques ou comportementaux, initiés par des décideurs qui craignent les réglementations en matière de sécurité et de responsabilité civile et pénale. Ces derniers considèrent communément la stabilité comme une règle établie que seul pratiquement l’incendie peut perturber. Ils font fi de l’exceptionnel au fort impact et sont plus préoccupés par le fréquent à l’impact modéré. Or, il faudrait préparer les esprits à être surpris, à sortir du cadre, à prendre en compte l’asymétrie et l’inversion brutale des fondamentaux, à agir en univers mutant et chaotique en s’impliquant personnellement dans des situations tétanisantes et gravissimes, à intégrer le décloisonnement des liens et des relations entre acteurs de la vie économique, politique, médiatique et ceux de la société civile.

Renforcer la résilience et la réflexivité nécessite de débrider les comportements, de sortir les individus de l’exclusivité des logiques de pilotage forgées pour les univers exclusivement stables, cloisonnés, parfaitement connaissables et gérables. Un pas est franchi lorsqu’ils reconnaissent qu’il est irresponsable (et non l’inverse) de croire avec certitude à l’universalité des réponses, de n’envisager uniquement que le recours aux logiques rompues de plans de secours, de continuité. Il est absurde et inopérant de penser que tout le reste est hors science et hors responsabilité. « Nous voici confrontés aux risques extrêmes, aux probabilités indéterminées, aux effets de contamination massifs et instantanés. Le fait spécifique n’est plus un accident à réparer par quelque réponse d’urgence ; il acquiert la potentialité de déclencheur d’effets systémiques lourds, qui ont pour première caractéristique de nous submerger [[646]](#footnote-646). »

L’émergence d’une « alchimie collective » s’appuie sur la confiance durable, l’implication, la lucidité, l’inventivité, la responsabilité et l’intelligence. Pour cela, il faut « réinjecter de la vision et de la cohésion dans le fonctionnement des têtes de groupe », endurcir les hommes dans leurs champs de responsabilité afin d’éviter d’avoir une fragilisation par dilution de responsabilité et une décomposition des terrains. Le souci d’amélioration permanent sort des habitudes, de l’indolence et de l’irresponsabilité collectives. Le questionnement agit comme un antidote à une prétentieuse omniscience. La pensée liante se substitue à la croyance de l’isolement des causes et des symptômes. Une pratique concertée de l’intelligence de crise peut contribuer à cela.

Les organisations les plus fiables développent plusieurs réseaux leur permettant de croiser les informations et de vérifier leur fiabilité et leur véracité que ce soit pour traiter les signes avant-coureurs, gérer une situation de crise ou a posteriori l’analyser [[647]](#footnote-647). Les parties prenantes internes et externes sont incitées à cultiver en permanence des maillages et d’entretenir diverses relations. Responsabilisées en tant que vecteurs d’information ou d’expertise, elles agissent parfois en tant que relais d’influence auprès des instances décisionnaires locales, nationales ou internationales dans le but d’innover, mais aussi de protéger des activités industrielles et des opérations en France ou à l’étranger. L’affirmation de l’intelligence économique comme politique publique induit – en temps de crise « l’urgente nécessité de recourir à une relation de confiance accrue entre États, collectivités territoriales et entreprises, en vue de renforcer la compétitivité et la sécurité du tissu économique ». Ce volontarisme est indispensable, afin de limiter les dépendances et d’accroître le rayonnement et l’influence de la France et de l’Europe [[648]](#footnote-648).

La capacité de penser ensemble le futur repose sur une connaissance et une compréhension réciproque des missions et des rôles. L’État anticipe dans une logique proactive de sûreté et non uniquement de défense réflexive. Il impulse une volonté au plus haut niveau. Régalien, il sécurise, tandis que, stratège, il fixe les orientations générales, accompagne et soutient les entreprises dans leurs activités innovantes, les prises de marché à l’étranger et leurs efforts de protection [[649]](#footnote-649). Le privé innove, sollicite des appuis, se mobilise à des fins lucratives, idéologiques, humanitaires, voire sécuritaires. Il connaît les services de l’État et l’étendue de leurs prestations. Il travaille en connivence avec eux et si nécessaire avec des services de renseignement et la gendarmerie nationale dont les missions respectives restent méconnues ou mal perçues. Les acteurs publics et les entreprises privées, qui se révèlent préoccupés par la sécurité économique et la sécurité en général, sont amenés à créer des liens de complémentarité avec des institutions académiques, des instituts (Ihedn, Inhesj [[650]](#footnote-650)), des associations comme le Haut Comité français pour la défense civile (Hcfdc), des groupes de réflexion, des organisations professionnelles, le monde militaire, les sphères diplomatiques et consulaires, etc. Un esprit constructif cimente des actions concertées. Accepter la différence et s’adapter à d’autres modes de pensée en sont les conditions préalables [[651]](#footnote-651).

Les organisations se trouvent confrontées à une multitude de menaces qui se produisent sur leur territoire ou dans d’autres espaces planétaires tout en ayant des répercussions structurelles et de fonctionnement sur elles-mêmes. Le concept de « sécurité fonctionnelle » permettrait de faire face de façon interstitielle à une nouvelle « société du risque » [[652]](#footnote-652) et à de nouvelles « menaces structurelles » [[653]](#footnote-653). Il implique un traitement global reposant sur une approche interconnective, sur la prise en compte des causes et des effets en cascade et sur l’établissement de liens entre la sécurité intérieure, la défense, la sécurité économique, la sécurité civile, la sécurité humaine, les sphères étatiques, professionnelles et citoyennes, tant au niveau régional et national, qu’européen et international. D’où l’importance du concept de « sécurité globale » prôné de façon prémonitoire par un Inhes, précurseur en la matière [[654]](#footnote-654).

Toute entité devrait réaliser qu’il est urgent d’apprendre à « maîtriser » et à « dénouer » les crises [[655]](#footnote-655), ce qui a un autre sens que gérer. La prise de conscience des réels enjeux sécuritaires devrait se propager à toutes les échelles. Il est en effet de la responsabilité de tout acteur de concevoir et de mettre en œuvre avec vigueur des politiques visant à appuyer et à accompagner les personnes qui en permanence se trouvent confrontées à des menaces endogènes et exogènes, finalement systémiques et particulièrement nuisibles voire destructrices, et qu’elles n’ont pas ou peu détectées du fait de leurs caractéristiques inhabituelles, intangibles, improbables. De nombreux exemples tendraient à montrer que des actions dispersées et l’absence de concertation entre les acteurs accentuent les risques.

Il va s’en dire qu’il est nécessaire de penser et de construire des propositions opérationnelles pour permettre à chacun de se préparer à jouer un rôle actif en temps de crise et plus largement à contribuer aux enjeux de sécurité globale. L’intelligence de crise en est constitutive.

\*  
\* \*

Temps de désarroi, de défiance, d’urgence, de démotivation, toute crise entraîne une attente d’informations plus ou moins consciente. Une multitude d’acteurs émettent et/ou reçoivent des messages, restent dans l’ignorance ou recherchent activement à acquérir une intelligence des situations en procédant à des tris et à la mise en perspective des informations. Et tandis que la crise exerce une forte attractivité sur les médias qui en font un objet d’investigation, elle s’étend pour les victimes sur une période d’accusation, de demandes de prise en considération et elle représente pour les associations un temps de suspicion, d’appel au boycott.

Plongées dans la complexité chaque fois singulière dans l’espace et dans le temps, les organisations ne peuvent se conforter dans l’ignorance profonde des menaces qui pèsent sur elles, des plus classiques aux plus inimaginables. Agir contre les crises à l’horizon, c’est obligatoirement accepter de penser l’improbable et les vulnérabilités à venir. À quoi sert de ressasser les erreurs du passé qui très vite vont sombrer dans l’oubli parce que le temps prégnant somme d’aller plus avant, d’avancer plus vite, de parer au plus pressé. Ne faut-il pas comme l’a préconisé Jean Chesneaux renouer un « dialogue interactif entre présent agissant, passé comme expérience et avenir comme horizon de responsabilité », ne plus être – ce qu’il dénonça « *obsédés par le temps et orphelins du temps en perdant le sens du deveni*r » [[656]](#footnote-656) ? Mais cette évolution comportementale ne saurait trouver son efficacité dans l’individualité.

Les crises étant en train de devenir la normalité, il serait temps d’inscrire la préparation dans une dynamique d’innovation et une approche résolument positive tout en adoptant une posture d’intelligence collective cimentée par la confiance. Il s’agit d’en repenser les logiques en effectuant des ruptures mentales, managériales et opérationnelles. La souplesse par l’ouverture à la surprise et aux perceptions du monde extérieur, l’art du questionnement comme logique d’action se révèlent les références à garder à l’esprit pour aborder les crises [[657]](#footnote-657). L’intelligence économique consubstantielle à la mise en oeuvre de toute stratégie est d’autant plus utile en période de crise [[658]](#footnote-658). Certes « *sa vocation centrale réside dans sa capacité à soutenir la politique générale d’une entreprise, d’une filière, d’un territoire ou d’un État* [[659]](#footnote-659) », mais il faut aussi lui reconnaître des apports en matière de sécurité et de sûreté.

Le concept d’« intelligence » s’impose, et cela dans tous les sens du terme, y compris dans son acception anglo-saxonne. Véritable atout, l’intelligence de crise permet en effet de tracer, dans un domaine décisif du social mondialisé, à tout moment, des cartographies dynamiques des situations les plus diverses et de construire une intelligence globale proactive prenant en compte toutes les strates des sphères politiques, diplomatiques économiques, industrielles, sociales et sociétales. Ressource stratégique, elle gagne à être considérée comme la compagne de décideurs d’horizons divers et immergés dans des environnements hostiles, mais qui ont l’ambition de porter des innovations malgré les menaces émergentes, de créer des richesses, de valoriser et de protéger des atouts ainsi que des hommes et de raisonner les activités humaines malveillantes ou destructrices qui *in fine* portent atteinte aux sociétés et à l’humanité. L’intelligence franchit les frontières de l’inconnu, de l’improbable élargissant les territoires d’exploration. Elle optimise la connaissance des sources ouvertes, permet de dialoguer avec plus de fiabilité avec des partenaires divers.

Reconnaître les vertus de l’intelligence partagée, prendre conscience de son ignorance, se renseigner avec pertinence, utiliser son savoir avec humilité, rechercher la compréhension du terrain et celle de la psychologie des acteurs, envisager l’évolution sourde de toute crise et les effets en cascade, prendre le temps de la réflexion sont les savoirs comportementaux qu’il convient d’acquérir et d’entretenir pour prendre des risques opportuns, pour manœuvrer en amont alors qu’il est encore temps, pour agir plus vite et plus efficacement y compris dans l’urgence, pour faire preuve de courage dans les situations hostiles, pour conduire les exceptions, rapidement et sous-pression, pour traiter la non-prédictibilité, l’instabilité, l’irrégularité, le non-sens et le désordre, pour accepter les contraintes des politiques de sûreté, de contre-intelligence et de contre-ingérence. Peut-on espérer l’acquisition de tels réflexes et l’émergence d’une intelligence de crise d’un nouveau type dans l’ensemble des administrations, des entreprises, des institutions académiques, des lieux de responsabilité ?

\*  
\* \*

Fin de l’ouvrage d’hommage  
à Dominique d’Antin de Vaillac

*En ce dimanche de Pâques 17 avril 2022*

En souvenir de l’*Oratorio de Pâques*, *Bww* 249  
de Jean-Sébastien Bach (1685-1750)

Donné pour la première fois le dimanche  
1er avril 1725 à St. Thomas de Leipzig

Sur un livret écrit pour Bach par Christian Friedrich Henrici  
(dit « Picander » – 1700-1764, né à Dresde  
dans une famille juive vénitienne) \*

*L’Histoire est simple. C’est celle de la résurrection du Christ, vécue par quatre personnages, Marie Madeleine (alto), Marie, mère de Jacques l’un des premiers apôtres (soprano), Simon Pierre (ténor) et l’apôtre Jean (basse).*

Chœur final :

*Tromba I-III, Timpani, Oboe I/II,  
Violino I/II, Viola, Fagotto e Continuo*

*Preis und Dank*

Gloire et Action de grâce

*Bleibe, Herr, dein Lobgesang.*

Restent, Seigneur, ton chant de louange.

*Höll und Teufel sind bezwungen,*

L’Enfer et le Démon sont défaits

*Ihre Pforten sind zerstört.*

Ses portes sont broyées

*Jauchzet, ihr erlösten Zungen,*

Jubilez, langues déliées,

*Dass man es im Himmel hört.*

De ce qu’on entend dans le Ciel.

*Eröffnet, ihr Himmel, die prächtigen Bogen,*

Ouvrez, vous les Cieux, vos arcs de Triomphe,

*Der Löwe von Juda kommt siegend gezogen !*

Le Lion de Juda vient passer triomphant !

\* Source : https://www.tv83.info/2021/04/01/loratorio-de-paques-de-jean-sebastien-bach/

Fin du texte

1. La légende locale nous souffle même que, mêlée à de la cendre volcanique, la résine servit à la fabrication secrète du vernis dont étaient recouverts les violons de Stradivarius ou de Guarneri del Jesus, qui venaient la faire acheter dans les Landes… depuis l’Italie de Cremone ! [↑](#footnote-ref-1)
2. Ainsi, dans un autre domaine, ce furent ces « enfants de la Nature » qui, les premiers rejoignirent la France libre en 1940…. avant les ouvriers, les prêtres de campagne, les fonctionnaires… et bien avant la majorité des militaires, habitués à obéir… À ce propos, René Cassin (cf. Les Hommes partis de rien, Paris, Plon, 1975, p. 128-129) un jour de juillet 1940, où le général de Gaulle lui demandait quels seraient les secteurs de la population les plus prompts à réagir contre l’abattement de la défaite, cultivé par Pétain, son gouvernement et sa propagande, et donc à le rejoindre en Angleterre, Cassin commença par cette réponse d’encouragement :

   « Les premiers à vous comprendre et à vous suivre ne seront cependant pas des révolutionnaires, mais bien les montagnards et les marins, parce qu’ils sont habitués à réfléchir personnellement de longues heures et qu’ils ont le sens du permanent. Ils sont attachés à des valeurs traditionnelles simples et sûres : pour eux, l’intégrité de la France et l’impossibilité de capituler sont des articles de foi… » [↑](#footnote-ref-2)
3. Mythe « girondiniste » que Dominique a bien déconstruit – cf. *infra*, une brève pensée de lui à ce sujet dans la Seconde Partie, consacrée à ses écrits. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cf. *infra* le texte de Dominique, extrait de sa thèse sur *L’Invention des Landes*, « Un retournement de l’histoire : la forêt dévastée, humiliée par l’État ». [↑](#footnote-ref-4)
5. Guillaumet, forcé d’atterrir contre les éléments déchaînés sur un sommet des Andes, s’en sortit indemne par sa seule volonté. Il déclara à un « Saint-Ex » parti à sa recherche pour le retrouver contre l’aveuglement de la neige et des bourrasques en folie : *«*ce que j’ai fait, je te le jure, aucune bête ne l’aurait fait*».* Cité par Antoine de Saint-Exupérydans *Terre des Hommes.* [↑](#footnote-ref-5)
6. Didier Daurat, *Dans le vent des hélices*, Paris, Le Seuil, 1956, p. 38. Cf. *infra*, le texte de Dominique, « Les crises et le pouvoir politique ». [↑](#footnote-ref-6)
7. Il s’agit du Capitaine Arnaud d’Antin Tournier de Vaillac (1908-1999), auteur notamment de divers livres de référence (*Pouyi, le dernier Empereur de Chine* – primé par l’Académie française ; *Les Canonnières du Yan Tsé* ; *Sous la flamme de guerre*…). [↑](#footnote-ref-7)
8. Un peu comme auprès du Chêne mémorial qui trône devant le Berceau de Saint-Vincent de Paul, qui accueillit un de mes lointains parents maternels dont la famille avait fui… l’Espagne des guerres napoléoniennes en leur temps, et y avait abandonné un enfant, du nom d’Agathon. [↑](#footnote-ref-8)
9. On peut compulser à ce propos les ouvrages suivants :

   – Jean-Pierre Vernant, Œuvres. Religions, rationalités, politique, to. 2. L’Individu, la mort, l’amour. Soi-même et l’autre en Grèce ancienne, Paris, Gallimard, p. 1305-1471 ; La Mort dans les yeux. Figures de l’autre, en Grèce ancienne, p. 1477-1523 ; Figures, Idoles, Masques, p. 1525-1665.

   – Euphrosyne Doxiadis, *Portraits du Fayoum. Visages de l’Égypte ancienne*, Paris, Gallimard, col. « Livres d’Art », 1995.

   – Jean-Christophe Bailly, L’Apostrophe muette. Essai sur les portraits du Fayoum, Paris, Hazan, 2015. [↑](#footnote-ref-9)
10. Un des textes de Dominique présente clairement sa position à ce propos : « Analyse critique de l’intégrisme politico-religieux catholique » (cf. *infra*). [↑](#footnote-ref-10)
11. Cf. Michel Bergès, Le Vichy du Pasteur Boegner. « Ardente Sympathie » et entraide de protestants de France aux Juifs persécutés (1940-1944), Bordeaux, à paraître. Cf. également de Philippe Bœgner, Carnets du Pasteur Bœgner (1940-1945), Paris, Fayard, col. « Pour une histoire du XXe siècle », 1992. Les Carnets ne commencent cependant qu’à partir du 11 juin 1940, alors qu’ils contenaient aussi des données antérieures que l’on voit surgir dans les Mémoires : Marc Bœgner, L’Exigence œcuménique. Souvenirs et perspectives, Paris, Albin Michel, 1968. De Philippe Bœgner, cf. également, Ici, on a aimé les Juifs. Récit, Paris, Jean-Claude Lattès, 1982. [↑](#footnote-ref-11)
12. *Ibidem*, p. 73. [↑](#footnote-ref-12)
13. *Ibidem*, p. 87. [↑](#footnote-ref-13)
14. Celle-ci était restée « en rade », en raison des obligations professionnelles de Dominique notamment, mais surtout aussi de divergences entre « propriétaires forestiers » avec Jean-Louis Martres, concernant « la gestion de la forêt cultivée » et portant sur l’économie de ce système, pris entre rentabilité, « pouvoir des papetiers » et expériences écologiques novatrices investies avec bonheur par Dominique. Anciennes dissensions secrètes aussi entre eux, remontant plus ou moins à la question du « partage » des terres de l’Église sous la Révolution – je crois me souvenir –, et reprenant l’opposition entre « aristocrates » et « roturiers », bien dépassée de nos jours en France (peut-être moins en Angleterre…). [↑](#footnote-ref-14)
15. Par exemple les différenciations (souvent intellectuellement irréductibles) entre « droit naturel », « droits de l’homme en société » ou « droit positif », « droit des gens » contre « droit international », « droit coutumier » des communautés paysannes et urbaines contre « droit canon » de l’Église catholique, ou contre les « droits féodaux » aux formes variées, contre le « droit légisto-royal » ou « impérial », « droit colonial ». Sans parler, sur le plan politique, des formes de régime, de Constitutions, de représentation, de territorialisation, de légitimités correspondantes, en lutte entre elles… [↑](#footnote-ref-15)
16. Là, depuis mes souvenirs, je me vois dire à Dominique… : « Tu aurais intérêt à lire l’article de Pierre Bourdieu, qui se réclame du philosophe Pascal, – et qui n’a pas épuisé tout ce qui est impliqué en la matière – que l’on trouve sur *Internet* : « Les rites comme actes d’institution » (*Actes de la Recherche en Sciences sociales* sur le thème : « Rites et fétiches », 1982, vol. 43, p. 58-63). On peut le compléter, bien sûr, par l’ouvrage de Arnold Van Gennep, *Les Rites de passage*, Paris, Picard 1981 (consultable sur le site des Classiques des Sciences sociales) :  
    <http://classiques.uqac.ca/classiques/gennep_arnold_van/rites_de_passage/rites_de_passage.pdf>

    Sans oublier celui de l’anthropologue des religions, Philippe de Felice, *Foules en délire, extases collectives. Essai sur quelques formes inférieures de la mystique*, Paris, Albin Michel, 1947… [↑](#footnote-ref-16)
17. Cf. *infra*, de Dominique d’Antin de Vaillac, « Les Fors pyrénéens ». [↑](#footnote-ref-17)
18. Cf. Michel Bergès, « [Claude Lévi-Strauss et les réseaux : parenté et politique](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030145293)», *Klesis*, *Revue philosophique*, n° 10, p. 1-33 (numéro d’hommage à Claude Lévi-Strauss), consultable sur le site « Classiques des Sciences sociales » : <http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/claude_levi_strauss/claude_levi_strauss.html> [↑](#footnote-ref-18)
19. Ouvrage tant travaillé par son ami de la Faculté locale, l’influent professeur de Droit public, Bernard Pacteau, avec lequel Dominique échangea beaucoup. [↑](#footnote-ref-19)
20. Chateaubriand, *De L’Ancien Régime au Nouveau Monde, Écrits politiques*, présentés et annotés par Jean-Paul Clément, Paris, Hachette-Pluriel, 1987. On peut le compléter par l’ouvrage suivant, *Politique de Chateaubriand*, présentée par G. Dupuis, J. Georgel, J. Moreau, Paris, Armand Colin, col. « U », 1967. [↑](#footnote-ref-20)
21. Cf. Pierre Chaunu, *Le Grand Déclassement. À propos d’une Commémoration*, Paris, Robert Laffont, 1989. [↑](#footnote-ref-21)
22. Cf. Pierre Chaunu, *La Civilisation de l’Europe classique*, Paris, Arthaud, 1966 ; *La Civilisation de l’Europe des Lumières*, Paris, Arthaud, 1971. [↑](#footnote-ref-22)
23. Cf. Norbert Elias, *La Société de Cour*, Préface de Roger Chartier et de Jeanne Étoré, Paris, Flammarion, 1985 ; Calmann-Lévy, 1994. [↑](#footnote-ref-23)
24. C’est au moins l’impression que donne par exemple une lecture attentive de l’ouvrage de Jacques Attali, *« C’était François Miterrand »*, Paris, Fayard, 2005. [↑](#footnote-ref-24)
25. On peut lire sur le site bénédictin suivant les affres de cet emprisonnement illustratif des mœurs politiques de la période de « la Terreur » : <http://quaspier.free.fr/soulatge/pontons.html>

    « Dans un entrepont de quarante places, près de quatre cents prêtres sont entassés, ne disposant chacun que d’un demi-mètre cube. La nuit, ils doivent rester allongés sur le côté 12 heures par jour dans un air irrespirable, à même les planches, sans pouvoir se soulever puisqu’ils disposent seulement de 55 cm de hauteur. De nombreuses maladies apparaissent (gale, scorbut, typhus et dyssenterie), la vermine se propage également, tuant de nombreux prisonniers. Le matin, les matelots désinfectent les lieux avec du goudron qui dégage une odeur abominable et une fumée étouffante. Le jour, pendant des heures, ils doivent rester debout, à l’avant des navires, sous la pluie, le vent ou le soleil.

    À cela s’ajoutent les brimades de l’équipage qui appliquent avec rigueur les consignes de sévérité, les aggravant même parfois par des injures, menaces, brimades physiques, une nourriture infecte. Impossible pour les prêtres de célébrer la messe ou de prier, le silence est de rigueur. Pourtant c’est en vain que les persécuteurs les empêchent d’adresser publiquement des prières, de se prosterner ou de faire le signe de croix. Le père Sébastien François, meurt à genoux, les bras en croix et les yeux levés au ciel. Les prêtres étonnent leurs bourreaux par leur patience et leur sérénité.

    Les conditions sanitaires à bord finissent fatalement par se dégrader et les équipages sont également touchés par les maladies, notamment le typhus et le scorbut. Les autorités décident alors de jeter les morts à la mer, mais les cadavres, déplacés par la marée, remontent le long des rives de la Charente. Craignant que l’épidémie ne progresse, les riverains se plaignent auprès des autorités qui font alors enterrer les morts dans les vases autour de Fort Lupin, Fort Vasoux, Port des Barques et l’île d’Aix.

    Cependant, l’épidémie continuant à se répandre en cet été très chaud de 1794, on envoie sur place deux chaloupes pour servir d’hôpital, mais elles deviennent très rapidement insuffisantes. Les prisonniers valides sont transférés sur un troisième navire, l’Indien, et les capitaines des navires reçoivent l’ordre de débarquer les malades sur l’île Citoyenne, l’actuelle Ile Madame, où un hôpital de campagne composé de huit vastes tentes a été installé et où beaucoup périront. Les prisonniers apprennent la nouvelle le 15 août et baptisent l’île Ile Sainte Marie, puisque c’est le jour de l’Assomption. Le débarquement se fait dans des conditions très difficiles car il faut traverser la vase pour atteindre l’île. Qu’on en juge : sur les 83 premiers prisonniers débarqués, 36 meurent dans ce transfert.

    Après la chute de Robespierre, le 27 juillet 1794, les éléments les plus extrémistes de la dictature révolutionnaire sont écartés, le tribunal révolutionnaire, les clubs et associations patriotiques sont supprimés, des prisons s’ouvrent et un adoucissement de la situation se fait sentir, de la nourriture fraîche parvient aux prêtres et leurs geôliers s’humanisent peu à peu. Un semblant de liberté religieuse apparaît, les prêtres peuvent prier et chanter les psaumes, quelques uns sont libérés, mais aucune mesure collective n’est prise. Pourtant, en octobre, sur les 827 prêtres de Rochefort, il ne reste alors que 238 survivants : 36 sont morts à Rochefort, 254 sur l’île Madame et 299 enterrés dans les vases. » [↑](#footnote-ref-25)
26. On peut lire sur un sujet négligé souvent par l’historiographie nationale :

    – Colloque de Rochefort, *La Déportation de l’an II*, Rochefort, Éditions de l’Évêché, 21-22 octobre 1994.

    – Pierre Bour, *Les Pontons de Rochefort, 1794-1795*, édité par le Musée d’Art et d’Histoire de Rochefort, pour l’exposition du 1er juillet au 29 octobre 1994, à l’occasion du bi-centenaire.

    – Abbé Yves Blomme, *Jean-Baptiste Souzy, 1734-1794*, Édité par la Fédération des Sociétés savantes de la Charente Maritime, La Rochelle 1992 ; *La Déportation des prêtres à Rochefort sous la « Terreur »*, Édition Parole et Silence, 2017. [↑](#footnote-ref-26)
27. Pierre Chaunu, *Le Grand déclassement*…, *op. cit.*, p. 204. [↑](#footnote-ref-27)
28. Jean de Viguerie, *Christianisme et Révolution. Cinq leçons d’histoire de la Révolution française*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1986, 1988 (2ème édition utilisée), 2003 (éditions, revue et augmentée). [↑](#footnote-ref-28)
29. Pierre Chaunu, *Le Grand Déclassement*…, *op. cit.*, p. 198. [↑](#footnote-ref-29)
30. Cf. à ce sujet, l’ouvrage fondé sur des faits avérés, de Paul de Vallière, *Le 10 août 1792*, Lausanne, L’Âge d’homme, col. « Poche Suisse », 1992. En voici la quatrième de couverture, annonçant les événements criminels en question :

    « Le 10 août 1792 est une date historique pour la France, et c’est tout aussi une date historique pour la Suisse. Dans le sens inverse de l’Histoire, il va sans dire, puisque le 10 août français annonce la république à venir, tandis que pour les Suisses c’est le massacre par les insurrectionnels des gardes suisses de France : 650 officiers et soldats suisses mourront ce jour-là dans l’enceinte du Jardin des Tuileries, dernier rempart de la Monarchie. Lorsqu’on sait que Louis XVI devenu Louis Capet s’était déjà réfugié à temps à l’Assemblée nationale, on mesure mieux ce qu’eut d’héroïque en même temps que d’absurde et inutile ce carnage de 1792. Il faut savoir que le régiment des gardes-suisses de France avait été institué en 1616 par Louis XIII, pour constituer une sorte de garde prétorienne du roi. C’était donc un corps privilégié qui avait le pas sur tous les régiments suisses de France.

    Plus tard, on rendra justice à ce régiment si parfaitement fidèle à sa mission. Les Suisses servaient le roi, mais n’étaient pas directement liés à lui par serment ou contrat. Ils l’étaient à leur recruteur qui était la Suisse. La France louait le service des mercenaires, et c’est devant la Suisse qu’ils répondaient de leur loyauté. Ce 10 août 1792, les gardes-suisses ne sont pas morts que pour le roi de France. Ils défendaient aussi une certaine idée qu’ils se faisaient de leur engagement et de leur honneur. Le Lion de Lucerne, érigé par souscription nationale et inauguré le 10 août 1821, rappelle le souvenir de cette page d’héroïsme, qui mit fin à plusieurs siècles de mercenariat suisse au service, très particulièrement, des rois de France. » [↑](#footnote-ref-30)
31. Pierre Chaunu, *ibidem*, p. 199. [↑](#footnote-ref-31)
32. Pierre Chaunu, *ibidem*, p. 198-199. [↑](#footnote-ref-32)
33. Cf. à ce sujet, l’ouvrage éclairant d’Aldo Schiavone, *Ius. L’invention du Droit en Occident*, Paris, Belin, col. « L’Antiquité au présent », 2009. [↑](#footnote-ref-33)
34. Sur cet aspect utopique inquiétant, cf. l’ouvrage (par trop) optimiste, « républicaniste » et intégrateur de Mona Ozouf, *L’Homme régénéré. Essais sur la Révolution française*, Paris, Gallimard, col. « Bibliothèque illustrée des Histoires », 1989. De la même historienne, cf. *La Fête révolutionnaire, 1789-1799*, Paris, Gallimard, col, « Bibliothèque des histoires », 1976 et *L’École de la France*, Paris, Gallimard, col, « Bibliothèque des histoires », 1984. [↑](#footnote-ref-34)
35. Cf. René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil, 1988, « Une histoire présente », p. 11-32. [↑](#footnote-ref-35)
36. Cf. Fernand Braudel, *Écrits sur l’histoire*, Paris, Flammarion, 1969 ; *Écrits sur l’histoire II*, Paris, Arthaud, 1990. [↑](#footnote-ref-36)
37. René Rémond, « Une histoire présente », in *Pour une histoire politique*, *op. cit.*, p. 30. [↑](#footnote-ref-37)
38. Sur le concept heuristique de « rejeu », émanant de la géologie, cf. le numéro spécial dirigé par Jean-Pierre, Rioux *et alii*, *Les Guerres franco-françaises*, *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n° 5, janvier-mars 1985. Il s’agit d’une tentation de substituer aux concepts de « lutte des classes », un concept concernant la « lutte des idéologies » en histoire politique proprement dite. [↑](#footnote-ref-38)
39. Le débat sur le sujet se retrouve dans les études suivantes :

    – Georges, Gusdorf, « Le Cri de Valmy », in revue *Communications,* n° 45, 1987, p. 117-155, « Éléments pour une théorie de la nation », Paris, Seuil. Téléchargeable gratuitement sur le site :  
    <http://classiques.uqac.ca/contemporains/gusdorf_georges/cri_de_Valmy/cri_de_Valmy.html> ; *Les Révolutions de France et d’Amérique. La violence et la sagesse*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1988, consultable sur le même site :

    <http://classiques.uqac.ca/contemporains/gusdorf_georges/revolutions_france_amerique/revolutions_france_amerique.html>

    – Jacques Godechot, *Les Révolutions*, Paris, Puf, col. « Nouvelle Clio », 1986 ;

    – En contre point, les deux tomes édités par le Capc de la Faculté de Droit de Bordeaux : Jean-Louis Martres, Jean Béranger, Roland B. Simon, *Les Discours sur les Révolutions*, t. 1. *Premier Colloque : Charlottesville*, t. 2. *Second Colloque*, Bordeaux, Paris, Économica, col. « Politique comparée », 1991. Cf. la communication de Dominique reprise de cet ouvrage, *infra*. [↑](#footnote-ref-39)
40. Cf. Hugh Trevor-Ropper, *De la Réforme aux Lumières*, Paris, Gallimard, col. « Bibliothèque des Histoires », 1972. On peut lire notamment le dernier chapitre, « Les origines religieuses de l’ère des Lumières », p. 237-279. [↑](#footnote-ref-40)
41. Cet objectif négatif dans ses effets fut réalisé par des truchements en bande idéologique organisée. Ces malheureux (vu d’aujourd’hui) imposèrent finalement une conception « managementesque » de la recherche, soumise de surcroît, pour une large part, aux « intérêts » de divers pouvoirs. Ils s’efforcèrent de dérober peu à peu les diplômes que nous avions créés dès les années 90 à la Faculté de Droit de Bordeaux (sur la Gestion de la forêt cultivée et le Développement durable, sur le Renseignement, sur la Sécurité globale…).

    Aussi, en parallèle avec l’action de collègues de Droit public de Paris et de Strasbourg (notamment Olivier Beaud et Olivier Jouanjan) défendant les libertés universitaires sous la protection de « l’arrêt Vedel » contre le Conseil d’État en la matière, avec Jean-Louis Martres, nous plaidâmes un contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux, jusqu’en Appel. Ce dernier m’apprit ainsi lui-même à rédiger « un contentieux contre l’État » (*sic*), pensant que cela pourrait toujours me servir – acte habituel pour lui, défenseur du droit des sylviculteurs d’Aquitaine contre l’État central (là, Dominique d’Antin de Vaillac fut également un de ses disciples en la matière)… Il me souvient – j’en ai conservé le texte – que nos attendus critiquaient le « concept » collectiviste et liberticide d’« École doctorale »… En vain : désormais les « Iep » pluridisciplinaires purent délivrer des thèses discrétionnairement. Dans la foulée, l’Université, livrée à un modèle de « *mastérisation européanisée* » (*sic*), devait se contenter dans toutes les disciplines, de « *thèses en trois ans* » (imitant les « *Phd* » américains). Supprimées ainsi les grandes thèses, façon Fernand Braudel (qui mit 23 ans pour rédiger la sienne sur « *La Méditerranée* » !), ou Claude Lévi-Strauss (sur les « *Structures élémentaires de la parenté* »)… La recherche fondamentale française se trouva ainsi placée sous la coupe d’une idéologie prônée entre autres par Jacques Attali auprès de l’Élysée sarkoziste, « éclairée » aussi par Bernard Belloc, que nous avons rencontré avec Jean-Louis Martres… dans son bureau rue de l’Élysée à Paris, ancien président de l’Université Toulouse I Capitole, conseiller de Nicolas Sarkozy pour le secteur, et tenant sincèrement convaincu d’un « modèle » universitaire californien. Modèle repris par Valérie Pécresse et son conseiller – historien, ami rencontré à Munich et à Pessac – Édouard Husson. Projets débridés, utopiques, en mal d’effets de masse, d’une nouvelle « visualisation » et « communication » de « portée mondiale » et « modernisatrice », au moins « européenne », sinon américanisée (cf. le Rapport Attali : <https://www.education.gouv.fr/pour-un-modele-europeen-d-enseignement-superieur-7820>). Sans autre commentaire, avec les résultats que l’on sait…

    L’ancienne Université relativement libre (mais déjà triturée dans ses structures, depuis « Mai 68 » sous la coupe d’un Edgard Faure et de ses affidés) fut par à-coups « regroupée », livrée pieds et poings liés aux « valeurs » (à tous les sens du terme !) de l’univers impitoyable des entreprises privées. Ce qui précarisa rapidement le statut des enseignants et des chercheurs jetés artificiellement en « concurrence »… « À l’américaine » peut-être (sans les fondations !), mais avec le résultat que l’on peut constater depuis dans tous les secteurs du savoir et de la recherche… En particulier celui caractérisé par une politisation militante liée à l’islamo-gauchisme et au calvinisme d’outre-Atlantique dans les sciences humaines et sociales… (sur la différence entre ces deux branches fonctionnelles, cf. Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale II*, Paris, Plon, 1973, p. 339-364).

    Pour s’informer concernant les turbulences rencontrées au sujet de ces changements occasionnés entre autres lois, décrets et circulaires par la Lru n° 2007-1199 du 10 août 2007 (Jorf, N°185 du 11 août 2007, p.13 468 et suiv.), on peut consulter divers ouvrages convergents édités alors :

    – Georges Gusdorf, [*Pourquoi des professeurs ? Pour une pédagogie de la pédagogie*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/gusdorf_georges/pourquoi_des_professeurs/pourquoi.html), Paris, Payot, 1963 ; [*L’Université en question*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/gusdorf_georges/universite_en_question/universite_en_question.html), Paris, Payot, 1964 ; (les deux ouvrages sont téléchargeables gratuitement dans les « Classiques des Sciences sociales », site numérique de l’Université de Chicoutimi au Québec).

    – Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit, 1984.

    – Marc Angenot, « La Grande pitié des universités québécoises », Conférence pour *Cité libre*, 1999, consultable sur le site Internet de l’auteur: <http://marcangenot.com/wp-content/uploads/2012/04/pitié-des-universités.pdf>

    – Michel Leter, *Lettre à Luc Ferry sur la liberté des universités*, Paris, Les Belles Lettres, 2004.

    – Christophe Charle, Les Ravages de la modernisation universitaire en Europe, Paris, Éditions Syllepse, 2008.

    – Christine Musselin, *Les Universitaires*, Paris, La Découverte, 2008.

    – Hugo Coniez, *Faillite des universités françaises ?*, Paris, Éllipses Marketing, 2008.

    – Alain Renault, *Quel avenir pour nos universités ? Essai de politique universitaire*, Paris, Timée-éditions, 2008.

    – Marie-Laure Le Foulon, *L’Europe des universités*, Paris, Gallimard, La Découverte, 2008.

    – Lindsay Waters, *L’Éclipse du savoir*, Éditions Allia, 2008.

    – Sylvain Gouguenheim, *Aristote au Mont-Saint-Michel. Les racines grecques de l’Europe chrétienne*, Paris, Seuil, 2008, Col. « Univers historiques ».

    – *Revue du Mauss*, n° 33, « L’Université en crise, mort ou résurrection ? », Paris, La Découverte, 2009.

    – Olivier Beaud, *Refonder l’université : Pourquoi l’enseignement supérieur reste à reconstruire ?*, Paris, La Découverte, 2010 ; *Les Libertés universitaires à l’abandon ? Pour une reconnaissance pleine et entière de la liberté académique*, Paris, Dalloz-Sirey, 2010.

    – Louis Vogel, *L’Université, une chance pour la France*, Paris, Puf, col. « Quadrige, Essais, Débats », 2010.

    – Michel Louis Martin, André Cabanis, *L’Universitaire dans tous ses états*, Paris, Klincksieck, 2010.

    –  Michel Leroy, *Université : enquête sur le grand chambardement*, Paris, Éditions Autrement, 2011.

    – Christophe Charle, Charles Soulié (coordonnateurs), *La Dérégulation académique. La construction étatisée des marchés universitaires dans le monde*, Paris, Éditions Syllepse, col. « La Politique au scalpel, 201

    – Alain Deneault, *La Médiocratie*, Montréal, Lux éditeur, 2015.

    – Christophe Granger, *La Destruction de l’université française*, Paris, la Fabrique éditions, 2015.

    – Patrice Bouffotot, « L’Université au centre des enjeux idéologiques et scientifiques en France : le cas des études relevant des relations internationales », in revue *Défense et Stratégie*, n° 39, printemps 2016.

    – Chantal Delsol, *La Haine du monde. Totalitarismes et postmodernité*, Paris, Éditions du Cerf, 2016…

    L’escargot de « la réforme universitaire » vit d’ailleurs sa course couronner par un discours humiliant tenu devant des chercheurs par le président Sarkozy, qui affirma péremptoirement qu’il ne leur fallait point se contenter de rechercher « de la lumière et du chauffage central » dans les laboratoires ou les salles de cours universitaires qu’ils fréquentaient… L’expérience supérieure de ce discoureur matamore, avocat d’affaires, eut du mal à convaincre vraiment. [↑](#footnote-ref-41)
42. Travail d’une vie à la façon des Compagnons du *Devoir*, tournant le dos à certaines pratiques d’aujourd’hui qui orchestrent « en 180 secondes » (*sic*) des « *shows* » de brillance concurrentielle, où de malheureux « candidats » publicitarisés à outrance, présentent de leur thèse en « finales » nationales ou internationales, à l’image des « concours d’éloquence des avocats ». Un peu comme si l’on vendait des transistors ou des aspirateurs… Cf. par exemple le site *Internet* suivant :

    <https://www.youtube.com/watch?v=LefD1DFmbvA> [↑](#footnote-ref-42)
43. Ouvrage paru aux Éditions L’Harmattan à Paris, dans la Collection « Pouvoirs comparés », téléchargeable sur le Site des *Classiques des Sciences sociales* :

    <http://classiques.uqac.ca/contemporains/dantin_de_vaillac_dominique/dantin_de_vaillac_dominique.html> [↑](#footnote-ref-43)
44. Pensons-là à l’ouvrage de Braudel, *L’Identité de la France*, travaillé par Dominique, mais aussi à celui de Edward W. Fox, *L’Autre France*, Paris, Flammarion, col. « Nouvelle bibliothèque scientifique » (dirigée par Fernand Braudel), 1973. Concernant Maurice Crubellier, cf. notamment *Histoire culturelle de la France (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Armand Colin, Col. « U », 1974 ; *L’Enfance et la jeunesse dans la société française (1800-1950)*, Paris, Armand Colin, col. « U », 1979 ; *La Mémoire des Français. Recherches d’histoire culturelle*, Paris, Éditions Henri Veyrier-Kronos, 1991. [↑](#footnote-ref-44)
45. « Toi qui enlèves les péchés du monde, aie pitié de nous. Accueille ma prière » (Jean-Sébastien Bach, Messe en si mineur…). [↑](#footnote-ref-45)
46. Les 19 et 20 juin 2003 où le concept de puissance civile armée avait été présenté par Javier Solana, terme sémantiquement écrêté, mais toute velléité de découplage d’avec l’Otan y était refusé. [↑](#footnote-ref-46)
47. Les 19 et 20 juin 2003 où le concept de puissance civile armée avait été présenté par Javier Solana, terme sémantiquement écrêté, mais toute velléité de découplage d’avec l’Otan y était refusé. [↑](#footnote-ref-47)
48. Personnage et couple étonnants dans leur comportement quotidien. Grand moment illustratif qui fit beaucoup rire Dominique et eût un certain écho dans Bruxelles ! En déplacement et n’arrivant à joindre son épouse, la sachant atteinte de moments dépressionnaires, il appela des voisins. Ceux-ci lui confirmèrent qu’ils l’avaient vu rentrer chez elle peu de temps avant, mais qu’elle ne répondait pas aux appels et qu’il y avait une odeur de gaz… immédiatement il appela les pompiers qui se déplacèrent en nombre, passèrent par les balcons, la porte étant fermée, pour la découvrir sa fenêtre ouverte… feignant d’être morte les mains jointes sur le lit. Très vite elle se redressa, pour leur dire avoir joué cette comédie pour étalonner l’amour de son mari ! [↑](#footnote-ref-48)
49. *Politeia*, n° 30, 2016. [↑](#footnote-ref-49)
50. Dans un site unique (classé Unesco) à flanc de rocher, marqué par quatre niveaux bien distincts : au fond du « canyon » coule l’Alzou petite rivière, au-dessus se trouve le village. Au troisième niveau les sanctuaires (avec une Basilique, une crypte et sept chapelles, dont l’une accueille une Vierge noire du XIIe siècle), et en niveau supérieur le château. Il a été le troisième lieu de pèlerinage le plus important de la chrétienté au Moyen-Âge (après Jérusalem et Rome !). Une renaissance spirituelle voit le jour s’ajoutant à l’attrait touristique croissant du site hors du commun. [↑](#footnote-ref-50)
51. Terme utilisé par les marins. Désigne un coup de vent soudain et passager, assortie de pluie abondante, en mer. Un « train de grains » désigne la succession plus ou moins rapide de ce phénomène en un temps relativement court. [↑](#footnote-ref-51)
52. Expressions marines : au revoir en breton, auquel est associé un souhaite de out meilleur pour la suite ! [↑](#footnote-ref-52)
53. Locution adverbiale, principalement utilisée dans la Marine, pour désigner deux bateaux naviguant ensemble. [↑](#footnote-ref-53)
54. Chateaubriand cite des auteurs dont la plupart se trouvent aujourd’hui oubliés : Villemain, Daunou, de Saint-Martin, de Bonald, Dulaure, Malte-Brun, de Montlosier, Lacretelle, Lemontey, Mazure, Clausel de Coussergues, Fiévée, Michaud, Salvandy, Rulhières, Monteil, Capefigue, l’abbé Barthélémy, de Ségur, Mazas, Carrel, … ainsi que divers romanciers (Muchon, Crapelet, Pluquet, Méopin, Barrière, Victor Hugo, de Saint-Aulaire, Mérimée, Latouche…). [↑](#footnote-ref-54)
55. Concernant la « Révolution française », cf. à ce propos :

    – Pierre Chaunu, Isabelle Soretz-Brancourt, Jean-Pierre Brancourt, Renaud Escande *et alii*, *Le Livre noir de la Révolution française*, Paris, Éditions du Cerf, 2008 ; Pierre Chaunu, *Le Grand Déclassement. À propos d’une commémoration*, Paris, Robert Laffont, 1989 ;

    – François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978 ; *La Gauche et la Révolution française*, Paris, Hachette, 1986 ;

    – Philippe Némo, *Les Deux Républiques françaises,* Paris, Puf, 2008. [↑](#footnote-ref-55)
56. Ian Kershaw, *Qu’est-ce que le nazisme ?*, Paris, Gallimard, col. « Folio Histoires », 1992, Édition originale Édouard Arnold, 1985-1989. [↑](#footnote-ref-56)
57. Eberhard Jäckel, *Hitler idéologue*, Paris, Gallimard, col. « Tel », 1995, Édition originale, 1973. [↑](#footnote-ref-57)
58. Cf. l’ouvrage d’Hermann Rauschning, *La Révolution du nihilisme*, Paris, Gallimard, 1938. [↑](#footnote-ref-58)
59. Wilhem Reich, *La Psychologie de masse du fascisme*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1972, 1ère édition 1970. [↑](#footnote-ref-59)
60. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1979, p. 371-372 :

    « Un souci unique détermine immanquablement, soit l’établissement d’un programme nouveau, soit la modification du précédent : le souci du résultat des prochaines élections. Aussitôt que commence à poindre dans la cervelle de ces artistes de la politique parlementaire le soupçon que le bon peuple veut se révolter et s’échapper des harnais du vieux char des partis, voici qu’ils se mettent à en repeindre le timon. Alors surviennent les observateurs d’étoiles et astrologues des partis, les “gens expérimentés” et les “experts”, le plus souvent de vieux parlementaires susceptibles de se remémorer des cas analogues du temps riche où la patience de la masse avait rompu les traits ; ils sentent à nouveau se rapprocher de son attelage une menace analogue. Alors ils ont recours aux vieilles recettes, ils constituent une commission, écoutent partout dans le bon peuple, flairent les articles de presse et reniflent longtemps pour savoir ce qu’aimerait le cher grand public, ce qui lui déplaît et ce qu’il espère. On étudie avec le plus grand soin tout groupe professionnel, toute classe d’employés et on scrute leurs désirs les plus intimes. » [↑](#footnote-ref-60)
61. Les protestants ont voté massivement pour Hitler. Cf. *Nazisme et protestantisme*. Et il faut dire que, pour une grande partie de l’opinion, l’antisémitisme moderne ne leur répugnait en rien, car, depuis des siècles, le statut conféré par l’Église tenait le judaïsme à distance.

    Cf. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, *ibidem*, p. 431 :

    « Sur ce point, l’Église catholique peut servir d’exemple et de modèle. Le célibat de ses prêtres la force, puisqu’elle ne peut pas recruter son clergé dans ses propres rangs, à puiser continuellement dans la masse du peuple. Beaucoup méconnaissent l’importance du célibat à cet égard. C’est à lui qu’il faut attribuer l’incroyable vigueur dont est douée cette institution si ancienne. Car en recrutant sans interruption l’immense armée de ses dignitaires ecclésiastiques dans les dernières couches du peuple, l’Église ne maintient pas seulement sa liaison d’instinct avec l’atmosphère des sentiments populaires ; elle s’assure aussi de la somme de vigueur et d’énergie qui se trouvera éternellement à ce degré dans la masse populaire. De là seule l’étonnante jeunesse de ce gigantesque organisme, sa souplesse intellectuelle et sa volonté d’acier. » [↑](#footnote-ref-61)
62. Cf. Adolf Hitler, *Libres propos sur la guerre et la paix, recueillis sur l’ordre de Martin Bormann*, Préface de Robert d’Harcourt, Le temps présent, Paris, Flammarion, 1952. [↑](#footnote-ref-62)
63. Cf, à ce sujet Alfred Grosser (dir.), *Dix Leçons sur le nazisme*, Paris, Fayard, 1976. [↑](#footnote-ref-63)
64. La destruction du Mal est de l’ordre de la nécessité. Il reprend les thèmes utilisés par l’Église pour mener son combat, à ceci près que l’ennemi est intérieur. [↑](#footnote-ref-64)
65. Selon le mot de Mgr Ricard, évêque de Nice, cité par Philippe Nemo, *Histoire des Idées politiques aux Temps modernes et contemporains*, Paris, Puf, 2013. [↑](#footnote-ref-65)
66. 589 prêtres et 187 séminaristes au 1er juillet 2014. Source : [www.fsspx.org](http://www.fsspx.org) [↑](#footnote-ref-66)
67. Mouvement laïc créé en 1999 « *Civitas* » se donne pour but « l’instauration de la Royauté sociale du Christ sur les nations et le peuple en général, sur la France et les Français en particulier », site : [www.civitas-institut.com](http://www.civitas-institut.com) [↑](#footnote-ref-67)
68. À la suite d’une longue histoire qui a vu l’instauration de la Chrétienté en Occident au XIe siècle. [↑](#footnote-ref-68)
69. \* Ouvrage en préparation dans Les Classiques des sciences sociales [CSS] [↑](#footnote-ref-69)
70. Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion, et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977. [↑](#footnote-ref-70)
71. G. Michelat et M. Simon, *Le Comportement électoral des catholiques, op. cit*., p. 163. [↑](#footnote-ref-71)
72. Émile Poulat, *Église contre bourgeoisie : introduction au devenir du catholicisme actuel*, Paris, Casterman, 1996. [↑](#footnote-ref-72)
73. René Rémond, *Les Droites aujourd’hui,* Paris, Points, 2007. [↑](#footnote-ref-73)
74. Alimentés par le bref du Pape Pie VI *Quod Alimentum* (1791), édicté en réaction à la Constitution civile du clergé. [↑](#footnote-ref-74)
75. Jean Madiran*, L’Intégrisme,* Paris, Éditions latines, 1964. [↑](#footnote-ref-75)
76. Philippe Portier, « Catholicisme et politique dans la France contemporaine. Un état de la recherche », in *L’Histoire religieuse en France et en Espagne*, Colloque international des 2-5 avril 2001, Actes réunis et présentés par Benoît Pellistrandi, Madrid, Casa de Velasquez. 2004. [↑](#footnote-ref-76)
77. *Le Monde* du 24 janvier 2014, « Qui sont les catholiques de France ? », Source : Ifop. [↑](#footnote-ref-77)
78. Source : Annuaire des statistiques de l’Église et Conférence des Évêques de France. [↑](#footnote-ref-78)
79. Jean-Marie Donégani, *La Liberté de choisir*, Paris, Presses de la Fnsp, 1994. [↑](#footnote-ref-79)
80. Jean-Marie Donégani, Guy Lescanne, *Catholicismes en France*, Paris, Desclées et Bayard Presse, 1986. [↑](#footnote-ref-80)
81. Sources : *The Pew Forum*, *La Croix*, *Financial Times*, repris par www.affaires-stratégiques.info, 15 février 2013. [↑](#footnote-ref-81)
82. Cf. *Annuaire pontifical* 2012, repris par *Le Monde*, « Le catholicisme progresse en Afrique et en Asie, recule en Europe », 10 mars 2012. [↑](#footnote-ref-82)
83. Selon le *Guide 2014 de l’Église catholique de France*, sur un total de 16 830 prêtres en activité, 1620 sont étrangers, dont 916 Africains et 314 Européens (dont une moitié de Polonais). [↑](#footnote-ref-83)
84. Qui rappelle sous une forme renouvelée et avec beaucoup moins de moyens, les « missions » engagées en France au XIXe siècle. [↑](#footnote-ref-84)
85. Cf. « *Intégrisme : un terme qui vient de loin »*. Entretien avec Émile Poulat, revue *Croire*, novembre 2006. [↑](#footnote-ref-85)
86. Encyclique Pascendi Dominici Gregis. [↑](#footnote-ref-86)
87. Dont celle du célèbre exégète bibliste Alfred Loisy. [↑](#footnote-ref-87)
88. Émile Poulat, *Croire*, novembre 2006, article cité. [↑](#footnote-ref-88)
89. *Idem*. [↑](#footnote-ref-89)
90. Jean-Marie Dognenani et Guy Lescanne, *Catholicismes en France*, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-90)
91. Jean Louis Ormières, *Politique et religion en France*, Bruxelles, Paris, Éditions Complexes, 2002. [↑](#footnote-ref-91)
92. Abbé Guillaume de Tanouärn, *« Les significations de l’intégrisme »*, in nouvelle revue *Certitudes*, octobre-novembre-décembre 2001, n° 8. [↑](#footnote-ref-92)
93. Parmi les « réhabilités » figurait Mgr Williamson, dont les déclarations révisionnistes au sujet de la *Shoa* étaient particulièrement scandaleuses. [↑](#footnote-ref-93)
94. Ce qui n’est plus le cas des sciences physiques qui admettent que le « *big-bang* » laisse intacte l’hypothèse d’un Créateur. Claude Tresmontant est encore plus décisif quand il observe que « *le néant ne peut pas produire du néant* » : cf. Claude Tresmontant, *Comment se pose aujourd’hui le problème de l’existence de Dieu ?*, Paris, Le Seuil, 1965, Paris, réédition, 2012. [↑](#footnote-ref-94)
95. Le pantalon étant déconseillé pour les jeunes filles. Cf. site [*La Porte Latine*](https://laportelatine.org/). [↑](#footnote-ref-95)
96. Étienne Borne, Forces religieuses et attitudes politiques dans la France contemporaine, sous la direction de René Rémond, Paris, Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1964. [↑](#footnote-ref-96)
97. Cité par Dominique Iogna-Prat, La Maison-Dieu. Une histoire monumentale de l’Église au Moyen-Âge, d’après A. Paravicini Bagliani, La Suprématie pontificale, Paris, Le Seuil, p. 578-580, 2006. [↑](#footnote-ref-97)
98. Jerôme Baschet, *La Civilisation féodale. De l’an mil à la colonisation de l’Amérique*, Paris, Aubier. « Collection historique », 2004, p. 194 [↑](#footnote-ref-98)
99. Jerôme Baschet, Dominique Iogna-Prat, Alain Boureau, Sylvain Piron mais aussi l’école médiéviste anglo-saxonne, avec Brian Stock, Peter Brown. [↑](#footnote-ref-99)
100. Tels que le mariage, réhabilité et sacralisé par l’Église entre le XIe et le XIIe siècle, en particulier par saint Thomas d’Aquin. [↑](#footnote-ref-100)
101. Alain Boureau, La *Religion de l’État. La construction de la République étatique dans le discours théologique de l’Occident médiéval (1250-1350),* Paris, Les Belles Lettres. [↑](#footnote-ref-101)
102. Jean Quidor, *De regia potestate et papali (Le Pouvoir ecclésiastique et papal),* 1302-1303. [↑](#footnote-ref-102)
103. La « pluralité parachevée » est voisine de la « multitude », aujourd’hui entre les mains du pouvoir numérique. [↑](#footnote-ref-103)
104. Alain Boureau, *La Religion de l’État, op. cit*., p. 134. [↑](#footnote-ref-104)
105. Par le motu proprio Summorum pontificum de janvier 2007. [↑](#footnote-ref-105)
106. Il est vrai que son fondateur, l’Abbé Laguérie, s’est fait connaître dans les années quatre-vingt par son occupation active de l’église Saint-Nicolas du Chardonnet à Paris. [↑](#footnote-ref-106)
107. Encyclique *Ut unum sint* du 25 mai 1995. [↑](#footnote-ref-107)
108. Le terme est précis : « *Doit respirer* » et non : « *respire* ». [↑](#footnote-ref-108)
109. Jerôme Baschet, *La Civilisation féodale. De l’an mil à la colonisation de l’Amérique, op. cit*., p. 457. [↑](#footnote-ref-109)
110. C’est ainsi que la délibération démocratique est directement issue de la pratique des « chapitres » mise en œuvre dès le XIIIe siècle par l’Ordre des Dominicains. Il en est de même de la méthode : « inquisitoriale », toujours en vigueur dans notre droit pénal et dérivée de celle employée par le Tribunal de l’Inquisition, tant décrié aujourd’hui. [↑](#footnote-ref-110)
111. Dominique Iogna-Prat, *La Maison Dieu*, *op. cit.*, p. 393. [↑](#footnote-ref-111)
112. Nous avons suivi avec intérêt les deux travaux suivants à ce sujet :

     – Pour le Pays basque et la Navarre, l’ouvrage de Maïté Lafourcade, *Les Fors basques et les droits de l’homme*. Lapurdum, 2003.

     – J. M. Goyhenetche, *Fors et coutumes de Basse Navarre*, Elkar, 1985 (dans son analyse de l’absorption des fors dans l’État). [↑](#footnote-ref-112)
113. Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, col. « Le Sens commun », 1980. [↑](#footnote-ref-113)
114. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique, Cours au collège de France 1978-1979*, Paris, Hautes Études, Gallimard-Seuil, 2004. [↑](#footnote-ref-114)
115. Ralph E. Giesey, *If not not*, Princeton, 1968. [↑](#footnote-ref-115)
116. Isidore de Séville, *Les Étymologies*, ed. espagnole et latine par José Oroz Reta et Manuel Diaz y Diaz, Madrid, Bac, 1982, tome 1, p.765 et sq. Cf. Yvonne Illande, *Les Étymologies d’Isidore de Séville, un témoignage de la culture au temps des Wisigoth*s, mémoire de Ter, Pau, 1995. [↑](#footnote-ref-116)
117. José-Maria Lacarra, *Le Serment des rois de Navarre (1234-1329)*, Madrid, Real Academia de Historia, 1972. [↑](#footnote-ref-117)
118. Le roi de Navarre est en effet élevé sur un bouclier porté les grands (ricohombres) qui crient trois fois : *« Real ! Real ! Real ! »*, cérémonial repris des traditions germaniques. [↑](#footnote-ref-118)
119. Paul Ourliac, *Les Pays de Garonne vers l’an mille*, Toulouse, Privat, 1986. [↑](#footnote-ref-119)
120. Paul Ourliac, « Les Fors de Bigorre », in *Les Pays de Garonne vers l’an mille*, *ibidem*, p. 228. [↑](#footnote-ref-120)
121. Gonzales Anton I, *La uniones aragoneses y la Cortes del reino 1283-1301*, Zaragoza, Csic, 1975. [↑](#footnote-ref-121)
122. Alexandre Giunta, « Migrations, milites et idéologies dans le royaume d’Aragon (xie-xiie siècles). Réflexions sur les motivations des chevaliers non ibériques venus participer à la Reconquista », *Varia*, n° 16, 2012. [↑](#footnote-ref-122)
123. Max Weber, *La Domination*, Paris, La Découverte, 2014. [↑](#footnote-ref-123)
124. « *Fuero General de Navarra* », Pamplona, ed. Diputacion Foral, 1964. [↑](#footnote-ref-124)
125. Paul Ourliac, « L’ancien droit des Pyrénées », in *Les Pays de Garonne vers l’an mille*, p.177, Toulouse, Privat, 1993. [↑](#footnote-ref-125)
126. Héritage wisigoth, devenu hispanique, le *wergeld* – ou prix de l’homme – était également en vigueur chez les Francs. Il semble que l’influence hispanique ait ici prévalu. [↑](#footnote-ref-126)
127. Hélène Couderc-Barraud, *La Violence, l’ordre et la paix. Résoudre les conflits en Gascogne du XIe au début du XIIIe siècle*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, Tempus, 2008. [↑](#footnote-ref-127)
128. C’est l’interprétation de l’historien Paul Rousset : cf. *Croisade. L’histoire d’une idéologie*, Lausanne, L’Âge d’homme, 1983. [↑](#footnote-ref-128)
129. Surtout à partir du XIIe siècle, après les premiers échecs. [↑](#footnote-ref-129)
130. Comme en rendront compte les épisodes de la guerre de Cent Ans qui se régleront – ou se raviveront – par le recours au jugement du suzerain. [↑](#footnote-ref-130)
131. Hélène Couderc-Barraud, *La Violence, l’ordre, et la paix, op. cit*., p. 346. [↑](#footnote-ref-131)
132. Pierre Tucoo-Chala, *Quand l’Islam était aux portes des Pyrénées*, Biarritz, Terres et Hommes du sud, JsD Éditions, 1994, p. 74-77. [↑](#footnote-ref-132)
133. Hélène Couderc-Barraud, *La Violence, l’ordre, et la paix, op. cit*., p. 22. [↑](#footnote-ref-133)
134. Paul Ourliac, *Les Pays de Garonne vers l’an mil ; Les Fors de Bigorre, op. cit*., p. 228. [↑](#footnote-ref-134)
135. Idem. [↑](#footnote-ref-135)
136. M. Cenac Moncaut, *Histoire des Pyrénées et des rapports internationaux de la France avec l’Espagne*, Tome II, Paris, Amyot, 1853. [↑](#footnote-ref-136)
137. Donoso Cortes, *Essai sur le catholicisme le libéralisme et le socialisme*, 1851, *Reprint* Éditions Dominique Martin Morin, 1986, p. 95. [↑](#footnote-ref-137)
138. Ainsi les Fors de Bigorre obligent le comte à assurer la subsistance des chevaliers après trois jours de cavalcade. [↑](#footnote-ref-138)
139. Et parfois beaucoup plus : en 1310 le roi d’Aragon Jaime Ier séquestre le Val d’Aran à cause de la généralisation des vengeances privées. [↑](#footnote-ref-139)
140. Paul H. Freedman, *The diocese of Vic. Tradition y regeneration in medieval Catalonia*, New-Brunswick, 1983. [↑](#footnote-ref-140)
141. Celui qui exerce une domination foncière. [↑](#footnote-ref-141)
142. J. Habermas, *L’Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension de la société bourgeoise*, Paris. 1978. [↑](#footnote-ref-142)
143. *Fuero general de Navarra* (1237) et *Fueros de Aragon* (ou Code de Huesca) (1247). [↑](#footnote-ref-143)
144. Pierre Viollet, *Établissements de Saint Louis*, Paris, 1881, t. II. p.135. [↑](#footnote-ref-144)
145. Jean du Tillet, *Les Mémoires et recherches de Jean du Tillet, greffier de la Cour du Parlement de Paris, contenant plusieurs choses mémorables pour l’intelligence de l’estat des affaires de France*, Rouen, 1578. p.132. Cité par Jean-François Labourdette, « Les principes politiques de Charles IX, Roi Très-Chrétien et Prince de la Renaissance », in *Analyser les idées politiques. Hommages à Jean Louis Martres* (première partie), Politeia, n° 30, Automne 2016, Bordeaux. Téléchargeable sur le site Internet :

     <http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/Analyser_les_idees_politiques/Analyser_les_idees_politiques.html> [↑](#footnote-ref-145)
146. Dominique Iogna-Prat, Cité de Dieu, *Cité des Hommes. L’Église et l’architecture de la société*, Paris, Puf, 2015. [↑](#footnote-ref-146)
147. Étienne Delaruelle, « Charlemagne et l’Église », *Revue d’histoire de l’Église de France*, 1953, Volume 39, Numéro 133, p 165-199. [↑](#footnote-ref-147)
148. Alcuin, « *Epist, 174* », in A. Kleinclause, *Alcuin*, Paris, 1948. [↑](#footnote-ref-148)
149. Jean Descola, *Histoire de l’Espagne*, Paris, Fayard, 1979. [↑](#footnote-ref-149)
150. Traduction de l’essai de José Ortega y Gasset, *Espana Desinvertebrada*, 1921. [↑](#footnote-ref-150)
151. Clay Stalls, Possessing the land. Aragon’s expansion into Islam’s Ebro Frontier under Alphonso The Battler. 1104-1134, E.J. Brill, Leiden-New-York-Köln, 1995. [↑](#footnote-ref-151)
152. Evariste Levi Provençal, « Du nouveau sur le royaume de Pampelune au IVe siècle », *Bulletin Hispanique*, 1953. Volume 55, n° 1, p. 5-22. [↑](#footnote-ref-152)
153. Jacques Allières, *Les Basques*, Paris, Puf, col. « Que sais-je ? », 1977, p. 28. [↑](#footnote-ref-153)
154. G. Castillon, *Histoire des Populations Pyrénéennes, du Nébouzan et du Pays de Comminges*, Toulouse, Delsol Éditeur, 1842, p. 155. [↑](#footnote-ref-154)
155. Article publié antérieurement dans la *Revista Persona y Derecho*, vol. 59 (2008/2), p. 339-355, Universitad de Navarra. [↑](#footnote-ref-155)
156. Alexis de Tocqueville, [*De la Démocratie en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem2), Paris, Garnier-Flammarion, 1981 t. 2, p. 120. [↑](#footnote-ref-156)
157. Alexis de Tocqueville, [*L’Ancien Régime et la Révolution*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.anc), Paris, Garnier-Flammarion, 1988, p. 298. [↑](#footnote-ref-157)
158. Alexis de Tocqueville, [*L’Ancien Régime et la Révolution, op. cit*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.anc)., p. 93. [↑](#footnote-ref-158)
159. Il faudrait même écrire « les despotismes », et parmi eux, celui de l’opinion et de sa forme contemporaine : le « politiquement correct ». [↑](#footnote-ref-159)
160. Alexis de Tocqueville, [*L’Ancien Régime et la Révolution, op. cit*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.anc)., p. 94. [↑](#footnote-ref-160)
161. Alexis de Tocqueville, [*De la Démocratie en Amérique*, *op. cit*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem2)*.*, t. 2, IV, p. 7. [↑](#footnote-ref-161)
162. *Idem*. [↑](#footnote-ref-162)
163. José Ortega y Gasset, Espana invertebrada. Bosquejo de algunos pensamientos historicos, Madrid, Espasa, Coleccion Austral, 2000 (« En suma : donde no hay una minoria que actua sobre una masa colectiva, y una masa que sabe aceptar el .influjo de una minoria, no hay sociedad, o se esta muy cerca de que no la haya. »). [↑](#footnote-ref-163)
164. *Ibidem*, p. 99 (« Resista completamente ocioso discutir si una sociedad debe ser o no debe ser constituida con la intervention de una aristocracia. La cuestion esta resuelta desde el primer dia de la historia humana : un sociedad sin aristocracia, sin minoria egregia, no es una sociedad. »). [↑](#footnote-ref-164)
165. Niguel de Unamuno, Elporvenir des Espana y de los Espanoles. Individuo y Estado, Madrid, Espasa, Colecciôn Austral, 1973, p. 205. (« Yo sé que en mi nativa tierra vasca, por ejemplo, y lo mismo en Cataluha, en Galicia, en Andalucia, o en otra région espanola cualquiera, ha de ser el Poder publico de la nacion espanola-llamasele, si se quiere, Estado espanolel que ha de protéger la libertad del ciudadano espanol, sea o no nativo de la région en que habite y esté radicado en ella, contra las intrusiones del espiritu particularista, del “esladillo” a que tende la région. »). [↑](#footnote-ref-165)
166. José Ortega y Gasset, *Espana invertebrada*, *op. cit.*, p. 32. [↑](#footnote-ref-166)
167. Philippe Bénéton, *Introduction à la politique moderne*, Paris, Hachette, col. « Pluriel », 1987 p. 244. [↑](#footnote-ref-167)
168. Miguel de Unamuno, Elporvenir des España y de los Españoles. Individuoy Estado, op. cit., p. 204 (« Es que quien pone sobre todo en el orden civil los llamados derechos individuales, los de la Revolucion francesa, es que el liberal, el neto liberal se opone por ello al Estado ? […] Yo digo que el individuo busca la garantia de sus derechos individuales en el Estado mas extenso posible, a las veces en Poderes internationales. »). [↑](#footnote-ref-168)
169. Alexis de Tocqueville, [*De la Démocratie en Amérique, op. cit*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem2)*.*, t. 2, IV, p. 6. [↑](#footnote-ref-169)
170. Cette tendance touche toutes les organisations collectives, qu’elles soient associatives, économiques, syndicales… et politiques bien sûr. [↑](#footnote-ref-170)
171. Alexis de Tocqueville, *La Democracia en America*, Barcelona, Orbis, 1995. [↑](#footnote-ref-171)
172. Jean-Patrice Lacam, Université Bordeaux 4, « Tocqueville, pédagogue de la démocratie libérale », *Écoflash*, n°107, avril 1996. [↑](#footnote-ref-172)
173. Ce texte est paru initialement à l’occasion du Bicentenaire de la Révolution française dans l’ouvrage suivant : *Le Discours sur les Révolutions*, Tome1, Paris, Économica, 1991, p. 241-261. [↑](#footnote-ref-173)
174. Regis Valette, *Bulletin de l’Anf*, janvier 1986. [↑](#footnote-ref-174)
175. Soit 400 000 personnes. [↑](#footnote-ref-175)
176. Pierre Goubert, *L’Ancien Régime*, t. 1., Paris, Armand Colin, 1971. [↑](#footnote-ref-176)
177. Jean d’Ormesson, *Au plaisir de Dieu*, Paris, Folio, 2015, nouvelle Édition. L’éditeur présente ainsi cet ouvrage :

     « En hommage à la mémoire de son grand-père, symbole de la tradition, contraint de s’éloigner à jamais de la terre de ses ancêtres, le cadet d’une vieille famille française enfermée dans l’image du passé raconte ce qui a été et qui achève de s’effondrer. Le berceau de la tribu, le château de Plessis-lez-Vaudreuil, est au centre de cette longue chronique qui embrasse, depuis les croisades jusqu’à nos jours, l’histoire du monde, du pays, du clan, de tout ce que la lignée a incarné et en quoi elle a cru, et qui s’est peu à peu effrité. Un mariage d’amour et d’argent, les idées contemporaines et subversives, les livres, les mœurs nouvelles ouvrent successivement des brèches dans la forteresse de la tradition. L’histoire du XXe siècle, avec ses situations paradoxales, précipite la mutation et la décadence d’une famille qui avait su, à travers tous les cataclysmes, maintenir ses privilèges et conserver son charme. » [↑](#footnote-ref-177)
178. Typique du discours nobiliaire : le peuple n’est jamais mis en cause c’est toujours l’État républicain qui est fautif. [↑](#footnote-ref-178)
179. Leurs origines ne peuvent pas être clairement définies. [↑](#footnote-ref-179)
180. Surpris par la Révolution avant d’avoir été anobli. [↑](#footnote-ref-180)
181. Figure habituelle : le « parvenu ». [↑](#footnote-ref-181)
182. Environ 10 % de son effectif sur un total très approximatif de 500 000 victimes. Il est seulement admis que plus de 90 % des victimes directes de la Révolution n’étaient pas nobles. Ces chiffres sont discutés. Cf. par exemple, dans une bibliographie largement fournie :

     – René Sédillot, *Le Coût de la Révolution française*, Paris, Perrin, col. « Vérités et Légendes », 1986 et, du même auteur : *Le Coût de la Terreur*, Paris, Perrin, col. « Vérités et Légendes », 1990 ; *Les 200 Familles*, Paris, Perrin, col. « Vérités et Légendes »,1988 ;

     – Pierre Chaunu, Le Grand Déclassement. À propos d’une commémoration, Paris, Robert Laffont, 1989 ;

     – Pierre Chaunu, Reynald Secher et alii, *Le Génocide franco-français*, Paris, Puf, 1989 ;

     – Pierre Chaunu, Jean Tulard *et alii*, *Le Livre noir de la Révolution française*, Paris, Cerf, 2008 ;

     – Jean-Clément Martin, *Violence et Révolution. Essai sur la naissance d’un mythe national*, Paris, Seuil, col. « L’Univers historique », 2006 ; *La Révolution française*, Paris, Le Cavalier bleu, 2008 ; *La Guerre de Vendée (1793-1800)*, Paris, Seuil, col. « Points Histoire », 2014 ; *La Vendée de la mémoire (1800-2028)*, Paris, Perrin, 2019. [↑](#footnote-ref-182)
183. Cf. Vicomte Louis de Bonald, *Réflexions sur l’intérêt général de l’Europe, suivies de quelques considérations sur la Noblesse*, Paris, Le Normant, imprimeur Libraire, 1815. Sur De Bonald, cf. notamment l’article de Jean-Yves Pranchère, « Totalité sociale et hiérarchie. La sociologie théologique de Louis de Bonald », *Revue européenne des Sciences sociales*, 2001, n° 49/2, p. 145-167. [↑](#footnote-ref-183)
184. Nom donné à la particule nobiliaire sous l’Ancien Régime. [↑](#footnote-ref-184)
185. Cf. « Noblesse Oblige », *Autrement*, avril 1987. [↑](#footnote-ref-185)
186. *Le Journal des Débats*, 1934. [↑](#footnote-ref-186)
187. Fernand Braudel, *L’Identité de la France*, Paris, L.A.P. 1987, t. 3, réédition, Arthaud, 1992, Flammarion, 2009. [↑](#footnote-ref-187)
188. *Rivarol*, Journal politique national. [↑](#footnote-ref-188)
189. Il y a aussi de mauvais martyrs : ceux que personne n’appuie dans l’opinion. [↑](#footnote-ref-189)
190. Béatification par le Pape de deux victimes du nazisme, d’origine juive. [↑](#footnote-ref-190)
191. Sa chanson répète « flash pour la nuit, flash pour le jour ». [↑](#footnote-ref-191)
192. Cf. l’article cité, « Noblesse oblige ». [↑](#footnote-ref-192)
193. Marx prétendait que l’aristocratie se survivrait par le pamphlet pendant des siècles. [↑](#footnote-ref-193)
194. *Bulletin de l’Anf*, avril 1967. [↑](#footnote-ref-194)
195. Émission « *La Croix et la Bannière* », FR 3, mars 1987. Pdg des « Trois Suisses ». [↑](#footnote-ref-195)
196. Fondé par la noblesse du Sud-Ouest et les Pères assomptionnistes. [↑](#footnote-ref-196)
197. « Noblesse Oblige », *article cité.* [↑](#footnote-ref-197)
198. « Monsieur le Duc », 1958. [↑](#footnote-ref-198)
199. « Noblesse Oblige », *op. cit*. [↑](#footnote-ref-199)
200. *Ibidem*. Le journaliste est Olivier Poivre d’Arvor. [↑](#footnote-ref-200)
201. *Idem*. [↑](#footnote-ref-201)
202. *Idem*. [↑](#footnote-ref-202)
203. Dominique d’Antin de Vaillac fait là allusion au Professeur de Droit public et constitutionnel Maurice Duverger (1917-2014) : un des fondateurs de l’Institut d’Études politiques de Bordeaux, qui a longtemps enseigné à la Faculté de Droit qui le produisit, avant de gagner Paris à un poste de Science politique à la Sorbonne. Auteur de nombreux ouvrages, théoricien des Partis politiques et partisan du concept de « monarchie républicaine » caractérisant selon lui la Cinquième République, chroniqueur au *Monde*, passé de l’extrême droite fascistoïde à la gauche (il fut même un temps député européen du… Parti communiste italien), ce juriste a vu révéler sa trajectoire des années trente et quarante – sur laquelle il avait dissimulé jusque-là certains de ses engagements d’alors (notamment dans ses « Mémoires » à éclipses, *L’Autre côté des Choses* (Paris, Albin Michel, 1977).

     Cf. à ce propos nos deux études, téléchargeables sur le site *Internet* :

     <http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/cas_duverger/cas_duverger.html>

     <http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/Demystifier_maurice_duverger/Demystifier_maurice_duverger.html> [↑](#footnote-ref-203)
204. Camille Jullian, *Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu’en 1895*, Bordeaux, Féret et fils, Éditeur et Libraire, 1895 (Édition en *reprint*, Péronnas, Édition La Tour Gille, 1980, 1992).

     Cf. également Alexander Westrich, *L’Ormée de Bordeaux : une révolution pendant la Fronde*, Cahiers de L’Institut aquitain d’Études sociales n° 3, Traduction de Jean Cavignac, Bordeaux, 1973.

     Sans oublier l’article de référence de l’historien Roger Chartier, « L’Ormée de Bordeaux », *Revue d’Histoire moderne et contemporaine*, 1974, 21-2, p. 279-283. Téléchargeable sur le site :

     <https://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1974_num_21_2_2298> [↑](#footnote-ref-204)
205. Passage extrait de l’ouvrage de Dominique d’Antin de Vaillac, *L’Invention des Landes. L’État français et les territoires*, Paris, L’Harmattan, 2007, (p. 276-283). Consultable sur le site :

     <http://classiques.uqac.ca/contemporains/dantin_de_vaillac_dominique/Invention_des_landes/Invention_des_landes.html> [↑](#footnote-ref-205)
206. Celle-ci commence quand on dénonce des responsables, réels ou supposés, coupables même indirectement de l’accident, fût-il climatique. [↑](#footnote-ref-206)
207. *Sud-Ouest*, 29 décembre 1999. [↑](#footnote-ref-207)
208. *Le Figaro*, 10 juillet 2000. [↑](#footnote-ref-208)
209. *Le Monde*, 15 janvier 2000. [↑](#footnote-ref-209)
210. *Sud-Ouest*, 10 juillet 2000. [↑](#footnote-ref-210)
211. Sur la relation et l’interprétation de cet ouragan de 1456, cf. Michel Bergès, [*Machiavel, un penseur masqué ?*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030145294)Paris, Bruxelles, Édition Complexe, 2000, p. 180-182. Pour la relation par Machiavel concernant cet événement certainement dû « au réchauffement climatique » ( ?), cf. *Histoires florentines*, in *Œuvres* complètes, traduites et annotées par Edmond Barincou, Paris, Gallimard, col. « Bibliothèque de La Pléiade », 1952, p. 1280-1281. [↑](#footnote-ref-211)
212. Michel Anselme, Yves Ronchi, « L’État prédateur : la réforme de l’administration forestière », *Revue Recherches*, septembre 1981. [↑](#footnote-ref-212)
213. Cf. notamment les ouvrages du Centre de Sociologie des organisations de l’Iep de Paris – Cso –, en particulier ceux de Michel Crozier et de Jean-Claude Thoenig. [↑](#footnote-ref-213)
214. Éva Joly, *Notre affaire à tous,* Paris, Édition des Arènes. 2000. [↑](#footnote-ref-214)
215. Depuis le *Code forestier* de 1827, aucune loi forestière d’ensemble n’avait été jugée nécessaire. [↑](#footnote-ref-215)
216. Michel Anselme et Yves Ronchi, *op.cit.*, p.245. [↑](#footnote-ref-216)
217. Dont rendent compte les premiers articles de la loi du 9 juillet 2001 traitant des « principes généraux de la politique forestière ». [↑](#footnote-ref-217)
218. Utiles à ceux qui en sont les promoteurs, essentiellement les Igref eux-mêmes. [↑](#footnote-ref-218)
219. Et dont rend compte une lecture, même rapide, de la loi du 9 juillet 2001. [↑](#footnote-ref-219)
220. En l’occurrence, les Inspecteurs généraux du Gref, regroupés au sein du Conseil général du Génie rural et des Eaux et Forêts (Cggref). [↑](#footnote-ref-220)
221. Par M. Christian Galliard de Lavernée, Directeur général de l’Administration, *Cahiers du Cggref*, n° 53, avril 1999. [↑](#footnote-ref-221)
222. Par M. Denis Ballay, directeur de l’Engref, *Cahiers du Cggref*, n° 48, août 1997. [↑](#footnote-ref-222)
223. Par MM. Jean-Pol Neme, Icgref, Jean Ruche et Jean Paul Lanly, Iggref, *Cahiers du Cggref*, n° 52, décembre 1998. [↑](#footnote-ref-223)
224. Joseph Macé-Scaron, *La Tentation communautaire*, Paris, Plon, 2001. [↑](#footnote-ref-224)
225. Christian Galliard de Lavernée, Directeur général de l’Administration, « *Le corps du Gref et l’Environnement »*, Cahiers du Cggref , n°53, avril 1999. [↑](#footnote-ref-225)
226. Comme le montre l’impossible fusion des administrations du Trésor et de celle des Impôts. [↑](#footnote-ref-226)
227. Cf. Georges Duby, *Les Trois Ordres ou l’imaginaire du féodalisme*, Paris, Gallimard, col. « Bibliothèque des Histoires », 1978. [↑](#footnote-ref-227)
228. Jean Claude Thoenig*« La stratification »*, in Alain Peyrefitte (dir.), Michel Crozier *et alii*, « *Où va l’administration française ?* », Paris, Les Éditions d’Organisation, Le Livre de Poche, 1974. [↑](#footnote-ref-228)
229. Denis Ballay, directeur de l’Engref, « Former les ingénieurs de l’État à l’Engref », Bulletin du Conseil général du Gref, n° 48, août 1997. [↑](#footnote-ref-229)
230. Cf. infra, Cahiers généraux du Cggref. [↑](#footnote-ref-230)
231. Dont il nous est malheureusement impossible de connaître la cause précise… [↑](#footnote-ref-231)
232. Soit pas avant trente ans. [↑](#footnote-ref-232)
233. Jean Montané, ingénieur général du Gref, « *État du corps interministériel du génie rural, des eaux, et des forêts »*, Bulletin du Conseil général du Gref, n° 51, août 1998. [↑](#footnote-ref-233)
234. Technique en usage dans l’industrie du raffinage des produits pétroliers, connue également sous le nom de *craking*, et permettant de recueillir les produits les plus volatils par réchauffages successifs. [↑](#footnote-ref-234)
235. Selon le classement du *Nouvel Économiste* du 13 janvier 2000, l’Ina apparaît en 8e position sur 35 grandes écoles. [↑](#footnote-ref-235)
236. Agence Éducation Formation (Aef), dépêche du 24 janvier 2000, site *Internet* de l’Ina : www.inapg.fr [↑](#footnote-ref-236)
237. *Idem*. [↑](#footnote-ref-237)
238. Selon les enquêtes nationales, on obtient le classement suivant :

     – École nationale supérieure agronomique de Montpellier ;

     – École nationale supérieure agronomique de Rennes ;

     – École nationale supérieure agronomique de Toulouse ;

     – École nationale supérieure d’agronomie et des industries alimentaires de Nancy ;

     – École nationale supérieure d’horticulture et d’aménagement du paysage d’Angers ;

     – École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires (Massy) ;

     – École nationale supérieure de biologie appliquée à la nutrition et à l’alimentation (Dijon). [↑](#footnote-ref-238)
239. Entretien accordé par M. Philippe Guérin, directeur de l’Ina-Pg à la *Revue parlementaire*, Supplément au numéro 832. [↑](#footnote-ref-239)
240. Soit 12 filles et 14 garçons en 1996, sur une promotion de 26. [↑](#footnote-ref-240)
241. Quant aux débouchés, l’enquête annuelle réalisée auprès des jeunes diplômés de l’École révèle la grande diversité des métiers des « Agros » et confirme la polyvalence des ingénieurs formés à l’Ina-Pg : chercheur, enseignant-chercheur recherche et développement, ingénieur production, ingénieur qualité, chargé d’études marketing, analyste financier, *trader*, conseiller agricole, responsable communication/journaliste, analyste programmeur, gestion du parc informatique… [↑](#footnote-ref-241)
242. Jean Claude Thoenig, in *Où va l’administration française ?*, contribution citée dans *op. cit.*, p. 50. [↑](#footnote-ref-242)
243. D’après la « Synthèse de l’évolution des effectifs 1996-1997 », *Bulletin du Cggref*, n°51, août 1998. [↑](#footnote-ref-243)
244. « *Politiques forestières comparées »*, Fasc. 2, « Les acteurs publics ». Dominique d’Antin de Vaillac, « *l’Administration forestière en France »* p. 69, Publications de Maison des Sciences humaines d’Aquitaine, n° 123. [↑](#footnote-ref-244)
245. L’encadrement du ministère de l’Équipement connaît la même dyarchie, avec les ingénieurs des Ponts et Chaussées (issus en majorité de l’« X ») et les ingénieurs des Travaux publics d’État. [↑](#footnote-ref-245)
246. *Bulletin du Conseil général du Gref*, n°48, août 1997, « Former les ingénieurs de l’État à l’Engref », Tableau interannuel des effectifs 1978-1997, par M. Denis Ballay, directeur de l’Engref. [↑](#footnote-ref-246)
247. Jean Montané, « État du corps interministériel du Gref », article cité. [↑](#footnote-ref-247)
248. Robert Poujade, *Le Ministère de l’Impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975. [↑](#footnote-ref-248)
249. Philippe Huet, « Les Igref au ministère de l’Aménagement du Territoire et de l’Environnement. Pour un meilleur service », article cité. [↑](#footnote-ref-249)
250. Sans compter les détachements ou mises en disponibilité diverses qui alimentent pour l’essentiel les 1er et 2e cercles ainsi que la couronne externe, identifiés dans le schéma plus haut. [↑](#footnote-ref-250)
251. Site *Internet* du Cggref : [www.agriculture.gouv.fr/mini/pres/cggref.html](http://www.agriculture.gouv.fr/mini/pres/cggref.html) [↑](#footnote-ref-251)
252. Source : Site *Internet* du Cggref. [↑](#footnote-ref-252)
253. Qu’on se souvienne de « l’affaire des fiches » de 1904 (épuration de l’État par les réseaux francs-maçons républicanistes à outrance), ou d’autres périodes d’épuration en France à plusieurs étapes de la vie politique, comme en 1940, puis, à rebours, en 1944 et les années suivantes… [↑](#footnote-ref-253)
254. Mais qu’est-ce qu’un principe, sinon une occupation pour intellectuels ? Idée affirmée, qui ne sera pas partagée par tout le monde ! Surtout en ce qui concerne l’histoire politique… [↑](#footnote-ref-254)
255. Le suicide peut suffire, comme ce fut le cas pour un agriculteur du Lot harcelé pour faire pousser du maïs Ogm pendant l’été 2007. [↑](#footnote-ref-255)
256. Barbara M.G.S. Ruis, « Pas de convention sur les forêts mais dix traités sur les arbres », *Unasylva*, n°206. [↑](#footnote-ref-256)
257. Bernard Carayon, *« À armes égales : rapport au Premier Ministre »*, Paris, La Documentation Française, 2006. [↑](#footnote-ref-257)
258. Pierre Lascoumes, *L’Éco-pouvoir. Environnement et politiques*, Paris, La Découverte, 1994. [↑](#footnote-ref-258)
259. Comme ce fut le cas au milieu des années 80, quand pour étendre ou créer des réserves naturelles, les instances onusiennes menacèrent de la famine plusieurs peuplades africaines cfr Georges Rossi, *L’Ingérence écologique*, Paris, Éditions du Cnrs, 2000. [↑](#footnote-ref-259)
260. Le commerce équitable est non seulement écologiquement correct, mais socialement acceptable, ce qui en fait la pointe extrême des préoccupations environnementalistes. [↑](#footnote-ref-260)
261. Dominique d’Antin de Vaillac, cf. *infra*, « Hégémonie industrielle et développement durable : les complicités scandinaves ». [↑](#footnote-ref-261)
262. Juha-Antti Lamberg, Juha Näsi, Jari Ojala, Pasi Sajasalo, « The evolution of competitive strategies in global forestry. Comparative Perspectives », Springer, 2006. [↑](#footnote-ref-262)
263. Joseph Nye, *Bound to Lead. The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990. [↑](#footnote-ref-263)
264. Au début des années soixante-dix. [↑](#footnote-ref-264)
265. Marie Claude Smouts, *Forêt tropicale, jungle internationale. Les revers d’une éco-politique mondiale*, Presses de Sciences Po, 2001. [↑](#footnote-ref-265)
266. En particulier en matière d’urbanisme, où la loi leur reconnaît un rôle consultatif mais surtout contentieux sur tout ce qui touche à la réglementation des sols. [↑](#footnote-ref-266)
267. Comme le *Grenelle de l’environnement* en offre la démonstration. [↑](#footnote-ref-267)
268. Marie Claude Smouts, *Forêt tropicale…, ibidem*. [↑](#footnote-ref-268)
269. Que l’on rencontre aussi dans les politiques de sécurité, y compris dans les actions militaires, comme le montre aujourd’hui le déroulement de la guerre en Irak. [↑](#footnote-ref-269)
270. François Constantin : « *Biens communs et relations Nord-Sud »* in *«Enjeux et politiques de l’environnement »*. Cahiers Français n°306. La Documentation Française. [↑](#footnote-ref-270)
271. Claude Revel, *La Gouvernance mondiale a commencé*, Éditions Ellipses, 2006. [↑](#footnote-ref-271)
272. Terme générique et fourre-tout auquel sont assimilées dans le jargon officiel l’ensemble des Ong (écologistes, mais aussi humanitaires, etc.). [↑](#footnote-ref-272)
273. slogan souvent employé dans le monde des Ong. [↑](#footnote-ref-273)
274. Steve Charnovitz, « *Les ONG : deux siècles et demi de mobilisation* »,in « L’Économie Politique », 2002 www. Cairn.info. [↑](#footnote-ref-274)
275. Conventions sur la biodiversité (1993), sur la désertification (1994), et sur le réchauffement climatique (1997). [↑](#footnote-ref-275)
276. Comme en matière de déforestation. Cfr Marie Claude Smouts, « *Quelles stratégies contre la déforestation ? »*, *Cahiers Français* 306, Paris, La Documentation Française, 2002. [↑](#footnote-ref-276)
277. Les panoplies défensives et largement médiatisées contre la grippe aviaire en offrent une illustration. 64 victimes en Asie ont suffi à déclencher en France une mobilisation exceptionnelle des pouvoirs publics qui a laissé la filière de l’élevage ovin au bord du gouffre. [↑](#footnote-ref-277)
278. Claude Allègre, *Ma vérité sur la planète*, Paris, Plon-Fayard, 2007. [↑](#footnote-ref-278)
279. Natura 2000 n’est que la « reprise » européenne de la Convention sur la biodiversité datant de 1993. [↑](#footnote-ref-279)
280. Steve Charnovitz, *Les ONG : deux siècles et demi de mobilisation, op. cit*. [↑](#footnote-ref-280)
281. Pour la première fois depuis au moins quinze ans, le *Journal Télévisé* est resté muet au printemps 2007. [↑](#footnote-ref-281)
282. Conformément au système onusien des Assemblées générales qui respecte le principe : « *un État, une voix*». [↑](#footnote-ref-282)
283. Formule alambiquée placée en tête de la déclaration sur les forêts (Rio 1992). [↑](#footnote-ref-283)
284. La déforestation est surtout tropicale… [↑](#footnote-ref-284)
285. Hubert Védrine, Rapport pour le Président de la République sur la France et la mondialisation, Paris, septembre 2007. www.elysee.fr. [↑](#footnote-ref-285)
286. Bund Deutscher Forstleute. [↑](#footnote-ref-286)
287. *Die Welt*, 12 juin 200, www.infoguerre.com [↑](#footnote-ref-287)
288. Philippe G. Le Prestre, « *Sécurité environnementale et insécurités internationales* », *Revue québécoise de droit international*, 11, 1 : 271-291, Institut des sciences de l’environnement, Université du Québec à Montréal. [↑](#footnote-ref-288)
289. Chiffres de 1994. Source : Parlement européen, *L’Europe, et la Forêt*, tome 3, *Le bois dans les flux commerciaux mondiaux*, étude. [↑](#footnote-ref-289)
290. Incluant la fabrication de la pâte à papier. [↑](#footnote-ref-290)
291. C’est le marché international de ces ressources qui a déterminé jusqu’à l’existence même des forêts de création récente. L’implantation de la forêt de Gascogne, gagnée sur les sables au milieu du XIXe siècle, a ainsi été considérablement facilitée par la hausse vertigineuse des cours de la résine liée à la Guerre de Sécession américaine. [↑](#footnote-ref-291)
292. C’est celle-ci qui a provoqué, en Europe occidentale, la lente destruction du tissu forestier, entre le Moyen-Âge et le XVIIIe siècle, jusqu’à ce que des méthodes de conservation, suscitées principalement par les États, se mettent en place avec succès. [↑](#footnote-ref-292)
293. Nous excluons volontairement les incendies et les déforestations suivies de reboisement, qui s’apparentent à un simple prélèvement sur le stock d’arbres sur pied. [↑](#footnote-ref-293)
294. Données de la Fao reprises par Bjorn Lomborg, *L’Écologiste sceptique*, Paris, Cherche-Midi, 2004. L’étendue réelle de la déforestation donne lieu à une incessante bataille de chiffres. [↑](#footnote-ref-294)
295. Baptisées successivement « Groupe intergouvememental sur les forêts » (Ipf de 1995 à 1997), « Forum intergouvememental sur les forêts » (Iff de 1997 à 2000) et « Forum des Nations Unies sur les forêts » (Unff depuis 2000). [↑](#footnote-ref-295)
296. Barbara M.G.S. Ruis, « Pas de convention sur les forêts, mais 10 traités sur les arbres », *Unasylva*, n°206. [↑](#footnote-ref-296)
297. John Forte, « Souveraineté démocratique ou gouvernance globale ? », *Le Figaro*, 9 août 2004. [↑](#footnote-ref-297)
298. On retiendra la formule du Professeur P. Weil : « pas plus qu’avec trois fois rien on ne fait quelque chose, l’accumulation de non-droit ou de prédroit ne suffit à elle seule à créer du droit », in Prosper Weil , « Vers une normativité relative en droit international », *Rgdip*, 1982 p. 12. [↑](#footnote-ref-298)
299. « Celui qui possède un arbre et vous rend grâce du profit qu’il en tire, ignorât-il combien il a de coudées de haut et sur quelle largeur il s’étend, vaut mieux que celui qui est capable de le mesurer, sait le compte de toutes ses branches, sans le posséder ni connaître et aimer son Créateur. » : Saint Augustin, *Unité de la science de la nature. Les Confessions,* Livre V, chap. 1. [↑](#footnote-ref-299)
300. En particulier la loi forestière française du 9 juillet 2001. [↑](#footnote-ref-300)
301. Fao, *État des forêts du Monde*, Rome, 1999, table 2. [↑](#footnote-ref-301)
302. Avec plus de 140 nations présentes ou représentées, le premier sommet de la Terre demeure le plus vaste rassemblement organisé par l’Onu. [↑](#footnote-ref-302)
303. Marie-Claude Smouts, *Forêts tropicales, jungle internationale*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2001, 349 p. [↑](#footnote-ref-303)
304. Principes l a et l b. [↑](#footnote-ref-304)
305. Bien que le « social » fasse aussi partie de la préoccupation écologique, au moins parmi les courants les plus ouverts qui se distinguent de la *deep ecology* pour laquelle l’homme, seul ou en société, demeure un ennemi du monde naturel. [↑](#footnote-ref-305)
306. Principes 2, 5, 6, 12. [↑](#footnote-ref-306)
307. Principe l a. [↑](#footnote-ref-307)
308. Principes 7 et 10. [↑](#footnote-ref-308)
309. Elle vise à recenser et à protéger les zones de marais et de mangroves qui servent à la reproduction du gibier d’eau, souvent situées dans les forêts. Près de 70 millions d’hectares ont été recensés et sont en cours de mise sous protection. [↑](#footnote-ref-309)
310. Bien que de vocation aussi bien culturelle que naturelle, cet instrument a permis de classer – et donc de protéger – 26 millions d’hectares de forêts tropicales répartis sur 33 sites par inscription sur la liste du patrimoine universel. [↑](#footnote-ref-310)
311. Concernée en premier lieu par les animaux sauvages qui s’y cachent, la forêt – surtout tropicale – allait l’être davantage par les essences rares et donc précieuses qu’elle peut héberger. Menaçant directement les intérêts du commerce international, la Convention de Washington a suscité des empoignades permanen­tes sous la pression d’Ong de protection de l’environnement, mais aussi d’États, plus protecteurs que d’autres, qui ont proposé d’inscrire des essences aussi recherchées que l’acajou sur la liste des espèces protégées. Sans qu’on puisse se prononcer sur son efficacité réelle, la méthode consistant à exclure purement et simplement de toute exploitation commerciale une essence, jusqu’à présent lucrative, ne peut provoquer que des polémiques, tandis que l’état de « danger de disparition » d’une espèce est un critère difficile à établir scientifiquement. Ce premier instrument a généré un vaste réseau d’observation et de contrôle s’appuyant essentiellement sur une Ong spécialisée, sous la mouvance de l’Union internationale pour la conservation de la nature (Uicn) et le *World Fund for Nature* (*Wwf*, anciennement *World Wildlife Fund*). [↑](#footnote-ref-311)
312. Et ratifiée par 160 pays en 1996. [↑](#footnote-ref-312)
313. Ratifiée par plus de 160 pays, dont la Russie (2004), mais à l’exception des États-Unis. [↑](#footnote-ref-313)
314. Estimée à 16 % des émissions annuelles dues aux combustibles fossiles et à la production de ciment (1996). Cf. *L’Europe et la forêt*, tome 3, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-314)
315. Cf. la Convention sur la diversité biologique. [↑](#footnote-ref-315)
316. Cf. la Convention sur le réchauffement climatique. [↑](#footnote-ref-316)
317. Et abandonné lors du Congrès forestier mondial tenu à Paris en 1991. [↑](#footnote-ref-317)
318. Par l’approbation de la Convention sur la biodiversité. [↑](#footnote-ref-318)
319. Ce sera le cas dès 1994, avec le stockage du carbone (Convention sur le réchauffement climatique). [↑](#footnote-ref-319)
320. Argentine, Australie, Canada, Chili, Chine, Japon, République de Corée, Mexique, Nouvelle-Zélande, Fédération de Russie, États-Unis d’Amérique, Uruguay. [↑](#footnote-ref-320)
321. Comme cela fut rappelé dans les Déclarations de Santiago (1995) et d’Antalya (1997). [↑](#footnote-ref-321)
322. Ce qui peut s’expliquer par le caractère interministériel et administratif du processus. [↑](#footnote-ref-322)
323. Les forêts européennes, elles-mêmes parce que diverses, sont traversées par des différences profondes et ont donné lieu à des regroupements internes entre forêts du Nord (scandinaves et germaniques) et forêts du Sud (forêts cultivées de l’Arc atlantique et forêts méditerranéennes). [↑](#footnote-ref-323)
324. Cf. *infra*. [↑](#footnote-ref-324)
325. Et non des moindres, tels que *Carrefour* et *Ikea*. [↑](#footnote-ref-325)
326. Approche proposée et défendue par Arthur Pigou, *The Economies of Welfare*, Macmillan and Co Limited, Londres, 1960. [↑](#footnote-ref-326)
327. Théorisé par Ronald H. Coase, *Le Coût du droit*, Puf, Paris, 2000. [↑](#footnote-ref-327)
328. Ce qui est un effet direct de l’internationalisation de l’objet forestier : cf. *infra*. [↑](#footnote-ref-328)
329. Dans sa nouvelle signification. [↑](#footnote-ref-329)
330. La gestion durable commence avec la capacité de renouveler en permanence le tissu forestier, ce qui demande à la fois une volonté et des moyens. [↑](#footnote-ref-330)
331. En partie comblé, dans le Sud-ouest français, par le concept de « forêt cultivée ». [↑](#footnote-ref-331)
332. Laura Ivers, « Comment se fait une convention ? », *Unasylva*, avr. 2002. [↑](#footnote-ref-332)
333. Hervé Bredif, Pierre Baudinot, Quelles forêts pour demain ? Éléments de stratégie pour une approche rénovée du développement durable, Paris, L’Harmattan, 2000. [↑](#footnote-ref-333)
334. Cf. en particulier *Rapport sur l’état des forêts du monde*, Fao, Rome, 2001. [↑](#footnote-ref-334)
335. Hervé Bredif, Pierre Baudinot, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-335)
336. Dans le cas espagnol, l’invocation d’une gestion durable comme règle internationale a effectivement permis à l’administration forestière centrale d’espérer retrouver une autorité mise à mal par le transfert des compétences forestières aux communautés autonomes. [↑](#footnote-ref-336)
337. Espace occupé par la partie aérienne de l’arbre projetée sur le sol. [↑](#footnote-ref-337)
338. Selon que la forêt est compacte ou fragmentée. [↑](#footnote-ref-338)
339. Sven Wunder, *What is a forest ?*, *Center for International Forestry Research* (Cifor), disponible sur le site *Internet* www.cifor.cgiar.org. [↑](#footnote-ref-339)
340. En ce qu’il met en présence l’acheteur et le vendeur. [↑](#footnote-ref-340)
341. À cause de la concentration des acheteurs de bois. [↑](#footnote-ref-341)
342. Cf. en particulier Claude Revel, *La Gouvernance mondiale a commencé*, Paris, Ellipses, 2006. [↑](#footnote-ref-342)
343. Parfaitement identifié par Bernard Nadoulek, *L’Épopée des civilisations*, Paris, Éditions Eyrolles, 2005. [↑](#footnote-ref-343)
344. Programme for the Endorsement of Forest Certification Scheme. [↑](#footnote-ref-344)
345. Forest Standardship Council. [↑](#footnote-ref-345)
346. Sauf incident climatique, comme en janvier 2005 pour la Suède. [↑](#footnote-ref-346)
347. À la différence des autres processus mondiaux développés à la suite du Sommet de Rio. [↑](#footnote-ref-347)
348. Sylvain Paillard, « Influence des importations de bois dans la fixation du prix du bois de pin maritime en France et en Aquitaine », Mémoire de Master de Droit public et Science politique, Université Bordeaux IV, 2006. [↑](#footnote-ref-348)
349. Anticipant ce mouvement, pour mieux le contrôler, la Finlande vient de créer un Institut forestier en Croatie. [↑](#footnote-ref-349)
350. D’après les chiffres de la Fao, en 2005, la production de bois sciés de la Suède est de 18 millions de m 3, dont 10 millions à l’export, et celle de la Finlande, de 16 millions de m 3, dont 12 millions à l’export (soit un doublement en 5 ans). [↑](#footnote-ref-350)
351. Le groupe *Gascogne*. [↑](#footnote-ref-351)
352. Destructeur de forêts, mais indirectement destructeur d’industrie, à cause de son trop faible niveau et de la concurrence qu’il peut provoquer. [↑](#footnote-ref-352)
353. La rapidité de croissance pour une même essence peut varier du simple au double, selon que le climat est humide et tempéré ou sec et froid. [↑](#footnote-ref-353)
354. D’après le dossier présenté par François Delaunay, « *Russie : l’économie du bois se redresse !* », sur le site *Internet* www.boisforêt-info.com. [↑](#footnote-ref-354)
355. Amanda Chimkievitch, « *L’importation illégale de bois russe : la réponse finlandaise* », Mémoire de Master de Droit public et Science politique, Université Bordeaux IV, 2006. [↑](#footnote-ref-355)
356. Wwf, *Failing the Fores : Europe’s Illégal Timber Trade*. Dans le même tableau, l’Allemagne, l’Italie et la France feraient presque figure de bons élèves avec, respectivement 1,5, 1,4 et 1,3 million de m 3 de bois importés d’origine douteuse, soit trois fois moins que la Finlande. Le gouvernement français fait pourtant régulièrement l’objet de critiques à ce sujet de la part de *Greenpeace* et de *Wwf*. [↑](#footnote-ref-356)
357. Initié par Kofi Annan à l’issue du Sommet de Johannesburg, le *Global Compact* est un forum international associant plus étroitement les entreprises privées dans la mise en œuvre du développement durable. [↑](#footnote-ref-357)
358. Respectivement pour l’Asie du Sud-Est, l’Afrique et l’Europe et l’Asie du Nord. [↑](#footnote-ref-358)
359. Sur le site *Internet* [www.illegal-logging.info/news.php](http://www.illegal-logging.info/news.php) [↑](#footnote-ref-359)
360. Baptisés « APV », Accords de partenariat volontaire. [↑](#footnote-ref-360)
361. La Grande-Bretagne et le Cameroun, la France et le Congo-Brazzaville, mais aussi la Finlande et la Russie. [↑](#footnote-ref-361)
362. Sébastien Risso, « Les mesures européennes contre l’exploitation illégale des bois sont-elles suffisantes ? », Greenpeace International (Unité Ue), sur le site Internet www.iucneurope.org. [↑](#footnote-ref-362)
363. Alain Karsenty, « Les causes sous-jacentes de l’essor de l’exploitation illégale des bois tropicaux », sur le site *Internet* www.cirad.fr. [↑](#footnote-ref-363)
364. Fao, Statistiques 2005. [↑](#footnote-ref-364)
365. Sous réserve de disposer d’une « police forestière » efficace et intègre, ce qui est un autre défi ! [↑](#footnote-ref-365)
366. Amanda Chimkievitch, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-366)
367. Justifiant les théories de Ricardo sur l’avantage compétitif et encourageant les nations à cultiver leurs domaines de prédilection. [↑](#footnote-ref-367)
368. « *La crainte de l’océan immense* », comme en rend compte la devise du Mont-Saint-Michel. [↑](#footnote-ref-368)
369. Et même de fait générateur pour la géographie et l’astronomie. [↑](#footnote-ref-369)
370. Nous tenons, parce que nous avons rencontré la même difficulté à propos d’un *autre* milieu naturel – la forêt – à distinguer les fonctions d’usage anthropologiques (qui intéressent les sciences humaines) des fonctionnalités multiples mises en évidence par l’écologie et les sciences naturelles. Sans méconnaître les multifonctionnalités de tout milieu naturel (ex. l’océan et le climat), nous pensons que l’érection de l’ordre naturel en règne autonome est épistémologiquement fausse, celui-ci étant indissociable de sa relation avec le facteur humain qui l’instrumentalise, le mythifie, mais se le représente toujours, y compris en le rationalisant au moyen du savoir scientifique. [↑](#footnote-ref-370)
371. Eugène Paccini, officier de la Marine royale, « *la Marine (Mémoires) »*, 1844. [↑](#footnote-ref-371)
372. André Lespagnol (*et alii*), *Les Français, la terre, la mer*, Paris, Albin-Michel, 2005. [↑](#footnote-ref-372)
373. Particulièrement chez les « jeunes États » émergents, tels le Brésil, soucieux d’agrandir au maximum les zones de compétence exclusive ; les États occidentaux se faisant, pour leur part, les champions de la libre circulation. [↑](#footnote-ref-373)
374. À la différence de l’espace aérien soumis à contrôle étatique. [↑](#footnote-ref-374)
375. Les champs de coca ne poussent pas entre les vagues, pas plus que les immigrés en provenance d’Afrique ou d’autres lieux ! [↑](#footnote-ref-375)
376. Interview à *France Inter* par Nicolas Demoran. Avril 2008. [↑](#footnote-ref-376)
377. Sophie Bessis,  « Dix ans après Barcelone : état des lieux du partenariat euro-méditerranéen », *Revue internationale et stratégique*, N° 59, Automne 2005. [↑](#footnote-ref-377)
378. Ministère de l’Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, Direction des Affaires maritimes et des Gens de Mer, *Marché*, n° 02/015/M, « *Étude du trafic maritime en Méditerranée occidentale »*,15 avril 2004. [↑](#footnote-ref-378)
379. Le risque de pollution avec l’Agence de sécurité maritime européenne, l’immigration avec « *Frontex* », etc. [↑](#footnote-ref-379)
380. Directive sur le contrôle du trafic, 2002/59, *Uc* du 27 juin 2002. [↑](#footnote-ref-380)
381. Opération « Héra III » coordonnée par *Frontex*. [↑](#footnote-ref-381)
382. Le terme a une définition extensive : une posture agressive (par ex. mettre en joue, même avec une arme non chargée) est assimilée à une agression. [↑](#footnote-ref-382)
383. Ce qui signifie pour les Britanniques : « *sink, burn, or prize* » [↑](#footnote-ref-383)
384. Francis Faye « La maîtrise de l’information sur mer », *La Revue maritime*, n°471, décembre 2005. [↑](#footnote-ref-384)
385. « Pour une action renforcée de l’Union européenne en mer », *Réponse complémentaire de la France* (Secrétariat général à la Mer), 25/07/2007. [↑](#footnote-ref-385)
386. Jaap de Hoop Scheffer, « Une Otan à vocation mondiale: trop ou trop tard ? », Discours à la conférence du Sda Bruxelles, 6 novembre 2006 : www.nato.int/docu/speech. [↑](#footnote-ref-386)
387. Rachid El Houdaïgui, *L’Opération Active Endeavour et son impact sur le dialogue méditerranéen de l’Otan,* Collège de Défense de l’Otan, Édité by Jean Dufourcq and Carlo Finizio, Rome, Juin 2007. [↑](#footnote-ref-387)
388. Jaap de Hoop Scheffer, article cité, *ibid.* [↑](#footnote-ref-388)
389. « Au Maroc, par exemple, l’Association marocaine des droits de l’homme (Amdh) ainsi que deux partis politiques – la Voie Démocratique et le Parti d’avant-garde démocratique et socialiste – ont organisé un *sit-in* de protestation contre la réunion du conseil de l’Otan à Rabat, les 5 et 6 avril 2006 », Rachid El Houdaïgui, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-389)
390. Fayçal Oukaki, « Les forces de l’Otan à Alger », *L’Expression*, 18 février 2006. [↑](#footnote-ref-390)
391. Le Maroc fait partie des 5 membres initiaux avec l’Égypte, Israël, la Mauritanie et la Tunisie. La Jordanie n’a rejoint la coopération qu’en 1995 et l’Algérie en 2000. [↑](#footnote-ref-391)
392. Discours du secrétaire général délégué à la conférence du Dialogue méditerranéen. www. Nato/int [↑](#footnote-ref-392)
393. Convention émanant du Conseil de l’Europe le 23 novembre 2001 et ratifiée par la France. [↑](#footnote-ref-393)
394. Groupe de travail interministériel sur la lutte contre la cybercriminalité, « *Protéger les Internautes. Rapport sur la cybercriminalité »*, février 2014. [↑](#footnote-ref-394)
395. Utilisée par Joseph Henrotin, « Cyberstratégies et modèles stratégiques dits classiques : de la pertinence de quelques analogies », in Stéphane Dossé, Olivier Kempf, Christian Malis, *Le Cyberespace. Nouveau domaine de la pensée stratégique*, Paris, Économica, 2013. [↑](#footnote-ref-395)
396. Le terme de « cybernétique » (dont celui de « cyber » n’est qu’un raccourci) est dérivé du grec *kubernêtiké*, de *kubernein, kubernaô*, qui a aussi donné « gouvernail ». [↑](#footnote-ref-396)
397. Le terme de sûreté s’applique aux menaces d’origine essentiellement humaines, celui de « sécurité » étant plus général et couvrant toutes les menaces, quelles que soient leurs causes. [↑](#footnote-ref-397)
398. Expression d’Eugène Paccini, officier de Marine, in *La Marine (Mémoires),* 1844. [↑](#footnote-ref-398)
399. Christian Malis, in Stéphane Dossé, Olivier Kempf, Christian Malis, *Le Cyberespace Nouveau domaine de la pensée stratégique*, *op, cit.* [↑](#footnote-ref-399)
400. Groupe de travail interministériel sur la lutte contre la criminalité, *Protéger les internautes. Rapport sur la cybercriminalité*, février 2014, p.28. Le rapport est muet sur les sanctions effectivement appliquées. [↑](#footnote-ref-400)
401. Surtout quand le pirate agit depuis les antipodes, hors du champ d’application de notre droit, ce qui devient le cas ordinaire. [↑](#footnote-ref-401)
402. Les infractions dites « continues », c’est à dire essentiellement les sites à contenu pornographique et surtout pédophile, font l’objet d’une régulation de la part des hébergeurs, à la demande des tiers, mais ils n’exercent aucune poursuite. Cf. *infra.* [↑](#footnote-ref-402)
403. Fabrice Mattatia, « Nouveau rebondissement dans le feuilleton des données de connexion, *Magazine 01 Business* du 7/05/2014. [↑](#footnote-ref-403)
404. *Les Échos* du 22/10/2014. [↑](#footnote-ref-404)
405. C’est en effet Karl Marx qui a assimilé le Droit à une « superstructure » reflétant la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat. [↑](#footnote-ref-405)
406. La formule exacte est : « Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c’est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. », Henri Lacordaire, 52ème conférence de carême 1848. [↑](#footnote-ref-406)
407. « Aussi » : parce que ce qui est mis le plus souvent en avant et qui reste vrai est le risque de contamination démocratique. [↑](#footnote-ref-407)
408. Martin Heidegger, *Être et Temps*,– 1927 –, Paris, Gallimard, 1986 p. 392 (cité par Éric Sadin, *La Vie algorithmique. Critique de la raison numérique*, Paris, Éditions L’Échappée, 2015 p. 97. [↑](#footnote-ref-408)
409. Sun Tzu, [*L’Art de la guerre*](http://classiques.uqac.ca/classiques/sun_tse/art_de_la_guerre/art_de_la_guerre.html). [En ligne dans Les Classiques des sciences sociales. ] [↑](#footnote-ref-409)
410. Frédérick Douzet, « *La Géopolitique pour comprendre le cyberespace* », *Revue Hérodote*, n° 152-153, Paris, La Découverte, 2e trimestre 2014. [↑](#footnote-ref-410)
411. Aymeric Bonnemaison et Stéphane Dossé, *Attention Cyber ! vers le combat cyberélectronique*, Pairs, Économica, 2014. [↑](#footnote-ref-411)
412. Sur la machine nazie à coder les messages cryptés, cf. les deux ouvrages suivants, de référence, par deux acteurs qui ont été héroïquement impliqués dans son détournement par les Alliés (SR polonais, tchèque, et français, avant l’envoi de l’appareil en Angleterre en 1939) :

     – Gustave Bertrand, Enigma ou la plus grande énigme de la guerre 1939-1945, Paris, Plon, 1973.

     – Paul Paillole, *Notre Espion chez Hitler*, Paris, Robert, Laffont, 1985 ; réédition Paris, Nouveau Monde Éditions, 2011. [↑](#footnote-ref-412)
413. Sur le réseau américain « Échelon », cf. l’ouvrage de notre amie Claude Delesse, chercheuse associée au Centre d’Analyse politique comparée, de Géopolitique et de Relations internationales (Capcgri) de la Faculté de Droit de Bordeaux :

     – *Échelon et le renseignement électronique*, Rennes, Ouest-France Éditions, col. « Espionnage », 2012. [↑](#footnote-ref-413)
414. Fréderick Douzet, *La Géopolitique pour comprendre le cyberespace, op. ci*t., p. 6. [↑](#footnote-ref-414)
415. Thomas Delage,« *Russie : entre cyberpuissance et cybercriminalité* », *in* « Géopolitique et cyberespace, enjeux mondiaux », *Revue Diplomatie. Les grands dossiers*, octobre-novembre 2014. [↑](#footnote-ref-415)
416. Internet Corporation for Assignment of Names and Numbers. [↑](#footnote-ref-416)
417. Chiffres de la Commission américaine sur le vol de la propriété intellectuelle. [↑](#footnote-ref-417)
418. Particulièrement sensibilisée depuis les révélations de « l’affaire Snowden » montrant qu’elle faisait partie des personnalités « écoutées ». [↑](#footnote-ref-418)
419. Joseph Fitsanakis, « La doctrine américaine de cybersécurité : une évaluation basée sur les révélations d’Edward Snowden », in revue *Diplomatie*, octobre-novembre 2014. [↑](#footnote-ref-419)
420. Sur la *Nsa*, pieuvre de l’espionnage américain de par le monde, mais concernant aussi la vie interne des États-Unis, cf. de notre amie Claude Delesse, *Nsa (National Security Agency). La plus secrète des Agences de renseignement*, Paris, Talandier, 2016, réédition col. « Texto », 2019. Cet ouvrage de référence, a été initié et encouragé à la publication par le Pr. Michel Bergès, responsable du Capcgri, et par le fondateur et directeur du Cf2R (Centre français de Recherche sur le Renseignement), Éric Denécé, docteur d’État en Science politique. [↑](#footnote-ref-420)
421. Dan Schiller, « Géopolitique de l’espionnage », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014. [↑](#footnote-ref-421)
422. Baisse de 40 % du chiffre d’affaires des ventes en Chine pour *Ibm*, et de 8 à 10 % pour *Cisco* en 2013. [↑](#footnote-ref-422)
423. Programme de surveillance électronique sous dépendance de la *Nsa*. [↑](#footnote-ref-423)
424. Olivier Kempf, « Conséquences stratégiques », in « Cyberespace : le temps de l’après-Snowden », Iris, mars 2014. [↑](#footnote-ref-424)
425. Jean Michel Boucheron, Jacques Myard, Rapport d’Information à l’Assemblée nationale : « Les vecteurs privés d’influence dans les relations internationale », Paris, Imprimerie nationale, Octobre 2011. [↑](#footnote-ref-425)
426. D’après le reportage « Big Data : les nouveaux devins », *Canal+*, *Special Investigation*, 2013, 80 % des données personnelles mondiales seraient détenues par quatre acteurs : *Amazon*, *Google*, *Apple*, *Facebook*. [↑](#footnote-ref-426)
427. Patrice Flichy, « Rendre visible l’information : une analyse sociotechnique du traitement des données », *Réseaux*, 2013, 2, n° 178-179. [↑](#footnote-ref-427)
428. Vincent Tréguier, « *Monde de données et imaginaires. Vers un monde cybernétique* », Mémoire du Master *Information et communication*, Grenoble 3, Université Stendhal, Library and information sciences<dumas-01086598> [↑](#footnote-ref-428)
429. Nanotechnologies, Biologie, Informatique, Sciences de la Connaissance. [↑](#footnote-ref-429)
430. Nicolas Collin et Henri Verdier, *L’Âge de la multitude*, Paris, Armand Colin, 2015. [↑](#footnote-ref-430)
431. Céline Lafontaine, L’Empire cybernétique : penser la machine à la pensée machine, Paris, Seuil, 2004, p. 172-173. [↑](#footnote-ref-431)
432. Maxime Ouellet, André Mondoux, Marc Ménard, Maude Bonenfant, Fabien Richert, *« Big Data », Gouvernance et Surveillance*, Montéral, Université du Québec, 2013, p. 3-6. [↑](#footnote-ref-432)
433. Vincent Tréguier, « Monde de données et imaginaires. Vers un monde cybernétique », Mémoire précité, p. 40. [↑](#footnote-ref-433)
434. *Ibidem*, p. 48. [↑](#footnote-ref-434)
435. Concept né en 2002 aux États-Unis et visant à exploiter les niveaux élémentaires que sont l’atome, le gène, le bit, et le neurone) de manière à comprendre les bases de la vie et à conceptualiser des systèmes complexes de haut niveau. [↑](#footnote-ref-435)
436. C’est bien la vision que la génétique moderne a de l’Adn. [↑](#footnote-ref-436)
437. Éric Sadin, La Vie algorithmique. Critique de la Raison numérique, op. cit., p.126. [↑](#footnote-ref-437)
438. Encyclique *Laudato si*, *La Croix* du 18/06/2015. [↑](#footnote-ref-438)
439. Romano Guardini, *La Fin des temps modernes*, Paris, Seuil, 1952, p. 61. [↑](#footnote-ref-439)
440. Cf. Jacques Ellul, *La Technique ou l’enjeu du siècle*, Paris, 1954, p. 361. [↑](#footnote-ref-440)
441. Et sans doute le plus décisif, la défaite de Stalingrad, en refusant à Von Paulus des renforts qu’il demandait au moment opportun… [↑](#footnote-ref-441)
442. On peut consulter à ce propos l’ouvrage précurseur de Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, col. « L’Univers historique », 1986 (réédition en collection « Points Histoire », Paris, 2002). L’historien consacre un chapitre important au mythe politique du « sauveur ». [↑](#footnote-ref-442)
443. Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Édition de Minuit, 1970, 1992 (réédition, col. « Rivages Poche », 2006). [↑](#footnote-ref-443)
444. Clemenceau n’est pas une figure isolée dans sa posture de « reprise en main », et plusieurs généraux en charge d’opérations extérieures ont signalé l’irruption, jugée inutile et inopportune, du Président en exercice dans les salles d’État-Major lors de l’intervention en ex-Yougoslavie, qui n’était pourtant pas une « guerre », mais une simple « opération de maintien de la paix ». [↑](#footnote-ref-444)
445. Avec le réchauffement climatique, on assiste à la destruction des derniers bastions du naturel comme catégorie générale d’explication. L’aléa climatique (sécheresse, cyclone, tempête) est désormais présenté comme un effet direct de l’activité humaine. Il en est de même pour le sexe que la théorie du genre transforme en construction sociale. [↑](#footnote-ref-445)
446. René Girard, *La Violence et le sacré*, Pluriel, 1998. [↑](#footnote-ref-446)
447. Voir en particulier, Claude Gilbert, *Le Pouvoir en situation extrême*, Parti, L’Harmattan, 1992. [↑](#footnote-ref-447)
448. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de SciencePo, 2009. [↑](#footnote-ref-448)
449. *Le Monde*, « *Les Grandes Crises politiques françaises. 1958-2011 »*. Article de Bruno Frappat du 25 mars 1994, in ouvrage précité, Paris, Perrin, 2011. [↑](#footnote-ref-449)
450. « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l’Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l’oppression. », article 2 de la Déclaration des droits de l’Homme et du Citoyen du 26 août 1789. [↑](#footnote-ref-450)
451. Un master professionnel de « Sécurité globale » fut créé par le département de science politique de l’Université « Bordeaux IV » en 2006. [↑](#footnote-ref-451)
452. Pierre Rosanvallon, *La Crise de l’État-providence*, Paris, Le Seuil,1992. [↑](#footnote-ref-452)
453. Thierry de Montbrial, « *Qu’est-ce qu’une puissance au XXIe siècle ?* », retransmission de la séance de l’Académie des sciences morales et politiques du 7 janvier 2013. Canal académie. [↑](#footnote-ref-453)
454. La puissance se distinguant du pouvoir comme en étant le « passage à l’acte ». [↑](#footnote-ref-454)
455. Francis Chateauraynaud et Didier Torny, *Les Sombres précurseurs*, Paris, Éditions de l’École des Hautes Études en Sciences sociales, 2013 p. 32. [↑](#footnote-ref-455)
456. Christine Noiville, *Du bon gouvernement des risques*, Paris, Puf, 2003. [↑](#footnote-ref-456)
457. William Dab Danielle Salomon, *Agir face aux risques sanitaires*,Paris, Puf, 2013. [↑](#footnote-ref-457)
458. Émission *Thalassa*, *FR 3*, vendredi 8 novembre 2012. [↑](#footnote-ref-458)
459. William Dab, Danielle Salomon, *Agir face aux risques sanitaires*, *op. cit.*, p. 14. [↑](#footnote-ref-459)
460. David Easton, *Analyse du système politique*, Paris, Armand Colin, 1974. [↑](#footnote-ref-460)
461. Marie-Noëlle Sarget, « Approche systémique, autonomie des systèmes politiques, et avenir de la planète », 6e Congrès européen de Science des Systèmes, 2005. [↑](#footnote-ref-461)
462. José Ortega y Gasset, *España invertebrada. Bosquejo de algunos pensamientos historicos*, Madrid, Espasa, Coleccion Austral, 2000. [↑](#footnote-ref-462)
463. Mais qui peuvent être très douloureuses pour les citoyens, telles que les catastrophes naturelles. [↑](#footnote-ref-463)
464. Michel Winock, *La Fièvre héxagonale*, Paris, Le Seuil, col. « Points Histoire », 1969 ; p. 379. [↑](#footnote-ref-464)
465. Frédéric Latrobe, « Communication politique : laissons du temps au temps », *Le Figaro*, 27 février 2014. [↑](#footnote-ref-465)
466. Cf. à ce propos, le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, Paris, 2013. [↑](#footnote-ref-466)
467. Mise à part les maladies « endogènes », comme la dégénérescence, bien que la cause soit toujours extérieure : le mauvais gène qui a été transmis, ou le temps que l’on « subit ». [↑](#footnote-ref-467)
468. Robert Redecker*, Le Soldat impossible*, Paris, Éditions Pierre-Guillaume de Roux, 2014. [↑](#footnote-ref-468)
469. Au travers de la « théorie du *Gender* » (du genre) en particulier… Un monument américain « calviniste » (ou « californien ») d’aberration idéologique ? [↑](#footnote-ref-469)
470. Puisqu’on se « raccroche à son identité », c’est que ce besoin n’est pas anodin. [↑](#footnote-ref-470)
471. Patrick Lagadec, « Des crises classiques aux nouvelles ruptures : psychologie et culture du risque », in *Crises et facteur humain*, Bruxelles, Éditions de Boeck, 2006. [↑](#footnote-ref-471)
472. Thierry Portal (dir.), *Crises et facteur humain*, *op.cit.*, p233. [↑](#footnote-ref-472)
473. Cf. Miguel de Unamuno, *Du sentiment tragique de la vie*, Madrid, 1911. [↑](#footnote-ref-473)
474. Sous le nom de « Théorie des choix rationnels », souvent transposé dans la Science politique américaine, pour analyser les processus de décision. [↑](#footnote-ref-474)
475. Cf. Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte Poche, 2013. [↑](#footnote-ref-475)
476. Georg Simmel, *Les Pauvres*, 1ère édition en allemand 1907 ; Paris, Puf, col. « Quadrige », 1998. [↑](#footnote-ref-476)
477. « Le Rsa n’a pas fait reculer la pauvreté », *L’Humanité*, 13 novembre 2013. [↑](#footnote-ref-477)
478. Jarel Diamond, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006. [↑](#footnote-ref-478)
479. « Nous savons, nous autres civilisations, que nous sommes mortelles », Paul Valéry, *La Crise de l’Esprit*, 1919. [↑](#footnote-ref-479)
480. Gregory Quenes, in *Dictionnaire des risques*, *2e édition*, Paris, Armand Colin, 2007. [↑](#footnote-ref-480)
481. Qu’on pense à « *ma cassette, ma cassette !* », de *L’Avare* de Molière… [↑](#footnote-ref-481)
482. Paul Feyerabend, *Contre la méthode. Esquisse d’une théorie anarchiste de la connaissance*, Paris, Seuil, col. « Points Sciences », 1979, p. 22. [↑](#footnote-ref-482)
483. Hannah Arendt, *The Jew as Pariah,* New York.1978. [↑](#footnote-ref-483)
484. Myriam Revaut d’Allonnes, *L’Homme compassionnel*, Paris,Le Seuil, 2008. [↑](#footnote-ref-484)
485. Philippe Braud, *L’Émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po,1996 ; *Petit Traité des émotions, sentiments et passions politiques*, Paris, Armand Colin, 2007 ; *Les Dimensions émotionnelles du politique. Chemins de traverse, avec Isabelle Sommier*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, col. « Res publica », 2012. [↑](#footnote-ref-485)
486. Pierre Servent, *Le Complexe de l’autruche*, Paris, Perrin, col. « *Tempus* », 2013. p. 292. [↑](#footnote-ref-486)
487. Ce qui fait qu’on peut à la fois oublier une image, tout en en restant « imprégné », consciemment ou inconsciemment. [↑](#footnote-ref-487)
488. Fabrice d’Almeida et Anthony Rowley, *Quand l’Histoire nous prend par les sentiments*, Paris, Odile Jacob, 2013. [↑](#footnote-ref-488)
489. Alain Duhamel, « Ces émotions qui font l’Histoire », *Le Point*, 4/04/2013. [↑](#footnote-ref-489)
490. Crises et facteur humain. Les nouvelles frontières mentales des crises, sous la direction de Thierry Portal, Bruxelles, De Boeck, op. cit. [↑](#footnote-ref-490)
491. Nathalie Mauriac Dyer, *« Poétique de la surprise : Aristote et Proust »*, www.item.ens.fr\_mars 2007. [↑](#footnote-ref-491)
492. Georg Wilhem Friedrich Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, Berlin,Librairie Oderlein, 1821. [↑](#footnote-ref-492)
493. Yves Roucaute, La Puissance d’humanité. La Puissance d’humanité. Du néolithique aux temps contemporains. Ou le génie du christianisme, Paris, François-Xavier de Guibert Éditeur, 2011. [↑](#footnote-ref-493)
494. Yves Roucaute, *La Puissance d’humanité*…, *ibid.*, p.219. [↑](#footnote-ref-494)
495. Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem, rapport sur la banalité du mal*, Paris, Folio Histoire, 1991. On peut lire également, pour aller bien plus à fond que les impressions de cette philosophe – qui fut un temps la maîtresse du penseur nazi Heidegger :

     – Edgard Faure, *Le Dossier Eichmann et « la solution finale de la Question juive »*, Préface de François de Menton et du Dr. Robert Kempner, Introduction de Joseph Billig, Paris, Buchet-Chastel, 1960 ;

     – Lev Gourevitch, *Agents secrets contre Eichmann*, Paris, Gallimard, 1961 ;

     – Joachen von Lang, *Eichmann. L’interrogatoire*, Paris, Belfond, 1984 ;

     – Léon Poliakov, *Le Procès de Jérusalem. Juger Adolf Eichmann*, Paris, Calmann-Lévy, col. « Liberté de l’esprit », 1999. [↑](#footnote-ref-495)
496. « *Je préfère commettre une injustice, plutôt que de tolérer un désordre* », Goethe, franc-maçon célèbre en Allemagne, à propos du siège de Mayence en 1793. [↑](#footnote-ref-496)
497. Jean Delumeau, Rassurer et protéger. Le sentiment de sécurité dans l’Occident d’autrefois, Paris, Fayard. 1989. [↑](#footnote-ref-497)
498. « Au-dessus de ceux-là s’élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d’assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux », Alexis de Tocqueville, [*De la Démocratie en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem2), Paris, Garnier Flammarion, 1981, t.2, IV, 6. [↑](#footnote-ref-498)
499. Cf. le *Livre Blanc de la Défense et de la Sécurité nationale*, Juin 2013. [↑](#footnote-ref-499)
500. William Dab et Danielle Salomon, *Agir face aux risques sanitaires, op. cit*. [↑](#footnote-ref-500)
501. Source : *France Info*, mercredi 29 janvier 2014. [↑](#footnote-ref-501)
502. Cf. à ce propos l’analyse éclairante de François Ewald, *L’État Providence*, Paris, Grasset, 1986. [↑](#footnote-ref-502)
503. Cf. le *Livre Blanc de la Défense et de la Sécurité nationale*, juin 2013. [↑](#footnote-ref-503)
504. Didier Daurat, *Dans le vent des hélices*, Paris, Le Seuil, 1956, p. 38. [↑](#footnote-ref-504)
505. Ariel Colonomos, *La Politique des oracles. Raconter le futur aujourd’hui*, Paris, Albin Michel, 2014, p. 175. [↑](#footnote-ref-505)
506. Éric Marquer, Daniel Irrerarity, *Le Futur et ses ennemis : de la confiscation de l’avenir à l’espérance politique*, Paris, Flammarion, 2008. [↑](#footnote-ref-506)
507. *Ibidem*. [↑](#footnote-ref-507)
508. E. Bertrand, « Adap’Terr, l’adaptation au changement climatique… », in I. Bonhême, C. Millier, M. Imbard (coordinateurs), GIP Ecofor et ministère de l’Écologie, du Développement durable, et de l’Énergie « *Gestion et impacts du changement climatique* », Appel à projets de 2008, *Résultats scientifiques et acquis pour les gestionnaires et les décideurs*, 2013. [↑](#footnote-ref-508)
509. Un des précurseurs de l’analyse comparée des langues reste Wilhelm Von Humboldt. Cf. notamment, en français, une partie de ses écrits à ce propos : *Sur le caractère national des langues*, ouvrage présenté, traduit et commenté en édition bilingue par Denis Touhard, Paris, Le Seuil, col. « Essais inédits », 2000. [↑](#footnote-ref-509)
510. Cf. Jacques Derrida, *Le Monolinguisme de l’autre*, Paris, Galilée, 1996. [↑](#footnote-ref-510)
511. Pensons-là, rapidement dit, aux travaux de Jacques Goody, *La Raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Éditions de minuit, 1979 ; et *La Logique de l’écriture. Aux origines des sociétés humaines*, Paris, Armand Colin, 1986. On peut lire encore : Éric A. Havelock, *Aux origines de la civilisation écrite en Occident*, Paris, Éditions Maspéro, col. « PCM », 1981 ; David R. Olson, *L’Univers de l’écrit. Comment la culture écrite donne forme à la pensée*, Paris, Retz, 1998 ; Larissa Bonfante *et alii*, *La Naissance des écritures. Du cunéiforme à l’alphabet*, Paris, Le Seuil, 1998. [↑](#footnote-ref-511)
512. Cf. Michel Malherbe et Serge Rosenberg, *Les Langages de l’humanité*, Paris, Robert Laffont, col. « Bouquins », 1995. Michel Malherbe, visiteur, de par ses diverses fonctions, de nombreux pays du monde, dirige également aux Éditions l’Harmattan, la collection « Parlons ». Il est aussi l’auteur humaniste de l’ouvrage *Les Cultures de l’Humanité : le développement est une question de culture*, Paris, L’Harmattan, 2008, et de celui intitulé *Les Religions*, Paris, Nathan, col. « Repères pratiques », 2000. On peut tout lire de (et sur) Georges Dumézil, auteur comparatiste par exxcellence. Retenons ici, l’ouvrage de celui qui fut un de ses disciples, étudiant de Jean-Louis Martres à la Faculté de Droit de Bordeaux, Hervé Coutau-Bégarie, qui a publié *L’Œuvre de Georges Dumézil*, Paris, Économica, 1998. [↑](#footnote-ref-512)
513. Cf. notamment, parmi l’œuvre multiple de Claude Hagège, *Halte à la mort des langues*, Paris, Odile Jacob, 2001. [↑](#footnote-ref-513)
514. Gérard Dussouy, [*Contre l’Europe de Bruxelles. Fonder un État européen*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dussouy_gerard/Contre_Europe_de_Bruxelles_livre/Contre_Europe_de_Bruxelles_livre.html), Paris, Éditions Tatamis, mars 2013, p. 155-156. Précisons que les éditions en question sont considérées comme « d’extrême-droite » (cf. le site *Internet* concernant l’éditeur Jean Robin, fondateur de « Tatamis »). [↑](#footnote-ref-514)
515. Gérard Dussouy écrit en effet : « La technique est, depuis l’Antiquité et surtout depuis la Renaissance, au cœur et à la source de la civilisation européenne ; de son émancipation des contraintes naturelles, de sa réussite dans tous les champs d’activité de l’Homme et de son rayonnement. L’Europe ne doit surtout pas écouter les voix des experts en catastrophisme qui voudraient la voir renoncer au progrès technologique », *op. cit*., p. 147. [↑](#footnote-ref-515)
516. Sur l’importance du droit romain et de sa transmission dans le temps, avec ce qu’il représente en son essence, porté par le latin, on peut se référer à un ouvrage du grand professeur de Droit romain que fut Jacques Ellul, à Bordeaux, *Histoire des institutions (II), Le Moyen Âge*, Paris, Puf, col. « Quadrige », 1999, p. 11-28. [↑](#footnote-ref-516)
517. On peut consulter absolument l’ouvrage de Claudia Moatti, *La Raison de Rome. Naissance de l’esprit critique à la fin de la République* (*IIe-Ier siècle avant Jésus-Christ*), Paris, Le Seuil, col. « Des travaux », 1997. Cf. également, de Claudia Moatti, *À la recherche de la Rome antique*, Paris, Gallimard, col. « Découvertes », 1989. Claudia Moatti a également dirigé avec Michèle Riot-Sarcey, un ouvrage collectif, *La République dans tous ses états. Pour une histoire intellectuelle de la République en Europe*, Paris, Payot, col. Rivage, 2009. [↑](#footnote-ref-517)
518. Cf. René Pichon, *Histoire de la littérature latine*, Paris, Hachette, 1919. [↑](#footnote-ref-518)
519. Cf. Eugeen Roegiest, Vers les sources des langues romanes. Un itinéraire linguistique à travers la Romania, Acco, 2006. [↑](#footnote-ref-519)
520. [Günter Reichenkron](http://openlibrary.org/authors/OL142159A/G%C3%BCnter_Reichenkron), *Historische latein-altromanische Grammatik*, [Wiesbaden](http://openlibrary.org/search/subjects?q=Wiesbaden), [O. Harrassowitz](http://openlibrary.org/publishers/O._Harrassowitz), 1965. [↑](#footnote-ref-520)
521. Cf. Ladilas Mandel, *Communication et langages* n sur le site *Internet* :

     <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/colan_0336-1500_1982_num_52_1_1461> [↑](#footnote-ref-521)
522. Vita e Penserio anno 24, Fasc. 2, Marzo Aprile, Le Latin langue de la chrétienté occidentale, Christine Mohrmann éditeur. [↑](#footnote-ref-522)
523. Cf. à ce sujet notamment, l’incontournable Peter Brown, *La Société et le sacré dans l’Antiquité tardive*, Paris, Le Seuil, collection « Point » Histoire », 1985 ; *Pouvoir et persuasion dans l’antiquité tardive. Vers un Empire chrétien,* Le Seuil, col. « Points. Histoire », 1998. [↑](#footnote-ref-523)
524. Eiginhard, *Vita Karoli Magni*, chapitre XXIX. [↑](#footnote-ref-524)
525. *Alcuin et Charlemagne*, Francis Monnier, Plon, Paris 1863. Sur Alcuin ont peut compulser, avec profit, l’ouvrage important du sociologie Émile Durkheim, *L’Évolution pédagogique en France*, cours de 1905, en libre accès sur le Site *Internet*, *Classiques des Sciences sociales*, bibliothèque numérique de l’Université de Chicoutimi au Québec. [↑](#footnote-ref-525)
526. Erwin Panofsky (1892-1969), *Architecture gothique et pensée scolastique*, Paris, Les Éditions de Minuit, Traduction et postface du sociologue Pierre Bourdieu, Professeur au Collège de France, 1967. [↑](#footnote-ref-526)
527. Pascale Bourgain, *La Langue que l’on fait sienne : le latin au Moyen Âge*, colloque organisé au Collège de France par Michel Zinc, le 10 mai 2012 http://www.college-de-france.fr/site/michel-zink/symposium-2012-05-10-10h30.htm#|q=../michel-zink/symposium-2011-2012.htm|p=../michel-zink/symposium-2012-05-10-10h30.html [↑](#footnote-ref-527)
528. On peut se référer ici notamment aux ouvrages suivants : Alain de Libéra, *Penser au Moyen Âge*, Paris, Le Seuil, col. « Point Essais », 1991 ; Jacques Le Goff, *L’Homme médiéval*, Paris, Le Seuil, Col. « Point Histoire », 1989 ; Michel Banniard, *Genèse culturelle de l’Europe. Ve-VIIIe siècle*, Paris, Col. « Points Histoire », 1989 ; Michel Sot, Jean-Patrice Boudet, Anita Guerreau-Jalabert, *Le Moyen Âge. Histoire culturelle de la France,* I, sous la direction de Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, Paris, Seuil, col. « Points Histoire », 1997 ; Jacques Verger, *Les Université au Moyen-Âge*, Paris, Puf, col. « Quadrige », 2013. [↑](#footnote-ref-528)
529. Notamment dans *Guerriers et paysans. VIIe-XIIe siècle, premier essor de l’économie européenne*, Paris, Gallimard, collection « Bibliothèque des histoires », 1973. Repris dans *Féodalité*, Paris, Gallimard, collection « Quarto », 1996, p. 1-265 (développement sur la seigneurie, p. 168-176). [↑](#footnote-ref-529)
530. Le mot lord ne serait pas d’origine latine et viendrait de l’ancien anglais *hlāford,* *hlāfweard* : celui qui procure le pain se référant ainsi à la coutume germanique tribale où le chef pourvoyait à la nourriture de sa suite. [↑](#footnote-ref-530)
531. *Herr*, de l’ancien germain *hēriro, hērro*, forme comparative de « noble, vénérable » (germain *hehr*), par analogie au latin senior (d’où vient seigneur et sire) à rapprocher du néerlandais *heer*, du suédois *herre* et à comparer à *herrschen* (commander). Le mot voulait dire originalement en ancien germain « gris, cheveux gris ». [↑](#footnote-ref-531)
532. Registres du Trésor des chartes : Registres de Philippe II Auguste et de Louis IX sur le site :  
     <http://www.culture.gouv.fr/documentation/archim/tresor-chartes.html> [↑](#footnote-ref-532)
533. *Roman de la rose* dont la première partie fut écrite par Gauthier de Coincy vers 1230 et la seconde par Jehan de Meung vers 1275 ; il est reproduit environ 300 manuscrits. [↑](#footnote-ref-533)
534. *La folie de Tristan de Berne* au XIIe existe en français, en anglo-normand. [↑](#footnote-ref-534)
535. La Farce de Maitre Pathelin ou Farce de maistre Pierre Pathelin, 1465, caricature le monde judiciaire de l’époque. [↑](#footnote-ref-535)
536. *Miracles nostre Dame*, de Gauthier de Coincy. [↑](#footnote-ref-536)
537. Art. 111. – « Et pour ce que telles choses sont souvent advenues sur l’intelligence des mots latins contenus esdits arrests, nous voulons d’oresnavant que tous arrests, ensemble toutes autres procédures, soient de nos cours souveraines et autres subalternes et inférieures, soient de registres, enquestes, contrats, commissions, sentences, testaments, et autres quelconques, actes et exploicts de justice, ou qui en dépendent, soient prononcés, enregistrés et délivrés aux parties en langage maternel françois et non autrement. » [↑](#footnote-ref-537)
538. Ordonnance promulguée en 1454 par Charles VIII à Montils-lès-Tours. [↑](#footnote-ref-538)
539. Ordonnance de Moulins, article 101 en 1490. [↑](#footnote-ref-539)
540. Ordonnance de Louis XII en 1510. [↑](#footnote-ref-540)
541. De Fermat, Varia Opera mathematica : accesserunt selectae quaedam ejusdem Epistolae, vel ad ipsum a plerisque doctissimis viris gallice, latine vel italice, de rebus ad mathematicas disciplinas, aut physicam pertinentibus scriptae. [↑](#footnote-ref-541)
542. *Systema Naturæpremière* édition en 1735, dix autres suivront. *Species plantarum* est paru en 1753. [↑](#footnote-ref-542)
543. La nomenclature binominale est composée d’un nom de genre au nominatif singulier (ou traité comme tel), dont la première lettre est une majuscule et d’un épithète spécifique, qui peut être un adjectif, un nom au génitif ou un attribut, s’accordant avec le genre grammatical (masculin, féminin ou neutre) du nom de genre. Il est écrit entièrement en minuscules. [↑](#footnote-ref-543)
544. Correspondance de Huygens en latin  
     <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k778547/f8.image> [↑](#footnote-ref-544)
545. « Sed est deceptor nescio quis, summe potens, summe callidus, qui de industriâ me semper fallit. Haud dubie igitur ego etiam sum, si me fallit ; et fallat quantum potest, nunquam tamen efficiet, ut nihil sim quamdiu me aliquid esse cogitabo. Adeo ut, omnibus satis superque pensitatis, denique statuendum sit hoc pronuntiatum, Ego sum, ego existo, quoties a me profertur, vel mente concipitur, necessario esse verum. » [↑](#footnote-ref-545)
546. Françoise Waquet, *Le Latin ou l’empire d’un signe*, XVIe-XXe siècle, Paris, Albin Michel, 1998, col. « L’Évolution de l’Humanité », 420 p. [↑](#footnote-ref-546)
547. *Corinthiens*, 14,15-16. [↑](#footnote-ref-547)
548. Cf. l’article de Saminadayar- Perrin : « Baudelaire poète latin » :

     <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/roman_0048-8593_2001_num_31_113_1030> [↑](#footnote-ref-548)
549. Article de Jean Capelle, « Le latin ou Babel », *Bulletin de l’Éducation nationale*, 23 octobre 1952. [↑](#footnote-ref-549)
550. Henriette Walter, [*L’Aventure des langues en Occident*](http://www.amazon.fr/LAventure-langues-Occident-Henriette-Walter/dp/2253140007/ref=la_B001K7EQ1G_1_2?s=books&ie=UTF8&qid=1376742150&sr=1-2), Paris, 1996, Le Livre de Poche. [↑](#footnote-ref-550)
551. Singalons que cette contribution a été rédigée *un an avant* le déclenchement de la pandémie de « Corona Virus » de début 2020, qui a touché non seulement la France, mais le Monde entier. Pour autant, ses analyses peuvent être appliquées à ce risque majeur, prévu par diverses études ou livres-blancs de prévention, dont les préconisations ne furent pas vraiment suivies par les divers gouvernements et responsables mlilitaro-administratifs concernés, qui ont piloté leurs mesures comme sous un épais « *fog* anglais »… [↑](#footnote-ref-551)
552. Edgar Morin, « Pour une crisologie », *Communications* n°25 1976 pp149-163. [↑](#footnote-ref-552)
553. Cf. Pierre Legendre, *L’Empire du management* (*Dominium mundi*), de Gérald Caillat, Pierre Legendre et Pierre-Olivier Bardet, Arte, 2007 (Dvd, Idéal Audience International, automne 2007). Du grand juriste et historien du droit, on peut lire en complément :

     – *Dominium mundi*. L’Empire du management (texte pour le film) suivi du *Post-scriptum*. *La ligne d'ombre des civilisations*, Paris, Mille et une nuits, 2007.

     – Vues éparses. Entretiens radiophoniques avec Philippe Petit, Paris, Mille et une nuits, 2009. [↑](#footnote-ref-553)
554. Cf. notamment de Michel Crozier :

     – *Le Phénomène bureaucratique*, Paris, Le Seuil, 1963 ;

     – *La Société bloquée*, Paris, Le Seuil, 1971 ;

     – *Où va l'administration française ?*, avec Erhard Friedberg, Catherine Grémion, Jean-Claude Thœnig et al., Paris, éd. d'Organisation, 1974. Réédition dans le livre de Poche,

     – *L'Acteur et le Système* (avec Erhard Friedberg), Paris, Le Seuil, 1977 ;

     – On ne change pas la société par décret, Paris, Fayard, 1979 ;

     – *Ma belle époque : mémoires* [1], 1947-1969, Paris, Fayard, 2002 ; *À contre-courant : mémoires* [2], 1969-2000, Paris, Fayard, 2004 ;

     – Nouveau regard sur la société française, Paris, Odile Jacob, 2007. [↑](#footnote-ref-554)
555. Cf. Christian Morel, *Les Décisions absurdes*, I ; *Sociologie des erreurs radicales et persistantes*; *Les Décisions absurdes* II : *Comment les éviter*; Les *Décisions absurdes* III : *L'enfer des règles. Les pièges relationnels*, Paris, Gallimard, Folio « Essais », 2002, 2014. [↑](#footnote-ref-555)
556. Cf à ce propos l’ouvrage de Michel Dobry, *Sociologie des crises politique. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Science Po, 2009. [↑](#footnote-ref-556)
557. Cf. Michel Winock, *La Fièvre hexagonale : les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points. Histoire » (no H 97), 2009 (1ère éd. 1986, Paris, Calmann-Lévy). Le sujet est aussi approfondi dans le numéro spécial de *Vingtième Siècle. Revue d’Histoire*, n° 5 de janvier-mars 1985, portant sur « Les guerres franco-françaises » [↑](#footnote-ref-557)
558. On peut rappeler là l’ouvrage stimulant pour la réflexion critique de Michaël Fœssel, *Récidive, 1938*, Paris, Puf, 2019, ainsi résumé par son éditeur :

     « Tombé presque par hasard sur l'année 1938, un philosophe inquiet du présent est allé de surprise en surprise. Au-delà de ce qui est bien connu (les accords de Munich et la supposée « faiblesse des démocraties »), il a découvert des faits, mais aussi une langue, une logique et des obsessions étrangement parallèles à ce que nous vivons aujourd'hui. L'abandon de la politique du Front populaire, une demande insatiable d'autorité, les appels de plus en plus incantatoires à la démocratie contre la montée des nationalismes, une immense fatigue à l'égard du droit et de la justice : l'auteur a trouvé dans ce passé une image de notre présent. Récidive ne raconte pas l'histoire de l'avant-guerre. Il n'entonne pas non plus le couplet attendu du « retour des années 30 ». Les événements ne se répètent pas, mais il arrive que la manière de les interpréter traverse la différence des temps. En ce sens, les défaites anciennes de la démocratie peuvent nous renseigner sur les nôtres. Récidive est le récit d'un trouble : pourquoi 1938 nous éclaire-t-elle tant sur le présent ? »

     Sur le plan historien, cf. notament de Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France,* vol. 1 : *La Décadence, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, réédité en 1983 au Seuil, col. « Points Histoire ». On peut aussi lire avec profit l’ouvrage suivant de Michel Winock et Nora Benkorich : *La Trahison de Munich. Emmanuel Mounier et la grande débâcle des intellectuels*, Paris, Cnrs Éditions, 2008. Ceci dit, en sachant que Mounier s’éleva fermement contre les accords de Munich… [↑](#footnote-ref-558)
559. À ce propos, cf. les mémoires d’un témoin privilégié de l’événement, André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin, septembre 1931-octobre 1938*, Flammarion, 1946. Réédité aux Éditions Perrin, Paris, 2018. [↑](#footnote-ref-559)
560. Cf. de Yannick Barthe ; *Le politique de l’incertain* ; <https://www.cairn.info/revue-vacarme-2007-3-page-38.htm>

     Du même auteur, on peut lire : *Le Pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Économica, « Études politiques », 2006. [↑](#footnote-ref-560)
561. On peut consulter, concernant cette analyse classique, l’ouvrage-phare de Graham T. Allison, *The Essence of Decision, Explaining the Cuban Missiles Crisis*, Boston, Little Brown, 1971 ; réédition avec Philip Zelikow, Boston, Earsons, 1999.

     En commentaire français, cf. :

     – Michel Crozier, Ehrard Friedberg, *L’Acteur et le système*, *op. cit.*, chapitre sur l’analyse des missiles de Cuba.

     – Graham T. Allison et Philip D. Zelikowv, « L’essence de la décision. Le modèle de l’acteur rationnel », in *Cultures & Conflits*, 36 | hiver 1999 - printemps 2000, mis en ligne le 20 mars 2006 :

     http://journals.openedition.org/conflits/579 ; DOI : 10.4000/conflits.579 [↑](#footnote-ref-561)
562. https://www.touteleurope.eu/actualite/asile-et-migrations-dans-l-union-europeenne.html [↑](#footnote-ref-562)
563. Cf. Marc Roche, *La Banque. Comment Goldman Sachs dirige le Monde*, Paris, Albin Michel, 2010 (cf. le documentaire diffusé sur la chapine télévisuelle Arte développant cette démonstraton, consultable sur le site https://vimeo.com/49904381). On peut compléter cette approche, notamment par les ouvrages du même auteur : *Les Baksters. Voyage chez mes amis capitalistes*, Paris, Albin Michel, 2014 ; *Histoire secrète d’un Krach qui dure*, Paris, Albin Michel, 2016. [↑](#footnote-ref-563)
564. Les industriels jouent sur la distinction danger/risque. Le risque étant le danger combiné avec l’exposition : selon eux, il n’y a pas de risque si les règles de sécurité sont appliquées ou l’usage contrôlé. [↑](#footnote-ref-564)
565. Collectif de 450 scientifiques et médecins : *Pesticides SDHI : être responsables, respecter la science, la nature, et agir vite* ; in Le Monde ; mercredi 22 janvier 2020. [↑](#footnote-ref-565)
566. Pierre Affuzzi Pour une politique de la non décision, Sur le vif. *Annales des mines*, mars 2001 [↑](#footnote-ref-566)
567. La « coopétition », contraction de coopération et compétition est la collaboration opportuniste entre différents acteurs économiques qui, par ailleurs, sont des concurrents et qui mutualisent des compétences sur un projet, comme par exemple le financement d’une recherche commune. [↑](#footnote-ref-567)
568. Xavier Raufer, « *Compliance* et *due diligence*, propos iconoclastes sur la sécurité à l’américaine », Sécurité globale, hiver 2007-2008, p. 58-71. [↑](#footnote-ref-568)
569. « Et si le *risk-management* était en crise ? », *Agir*, n° 36, 2008, p. 55-62. [↑](#footnote-ref-569)
570. J.-L. Dufour, *Les Crises internationales, de Pékin (1900) à Bagdad (2004)*, Bruxelles, Éd. Complexe, 2004, p. 16- 20. Selon l’étymologie le terme grec antique *krinein* signifiait « juger », puis « séparer » ou « discriminer », enfin « décider ». Le terme latin *krisis* signifiait « jugement ». Il devint *crisin* au XIVe siècle puis *crisis* au XVIe et plus tard « crise ». En relations internationales le concept de crise a évolué dans les années 1970 et ouvert la voie vers le *crisis management*. Parmi les différents points communs qui émergent de nombreuses définitions données par l’auteur il convient ici de signaler la remise en cause d’un état d’équilibre, la perception de la crise par les acteurs, la nécessité de prendre des décisions importantes en situation d’informations incomplètes et celle d’œuvrer dans une atmosphère marquée par l’inquiétude, le temps toujours très limité et une tension plus ou moins forte. [↑](#footnote-ref-570)
571. Selon Alain Juillet, qui fut longtemps haut responsable chargé de l’intelligence économique au Secrétariat général de la Défense nationale. [↑](#footnote-ref-571)
572. *Les Revers du progrès*, *Arte*, en ligne, consulté le 14 mai 2010, disponible sur le site :

     <http://www.arte.tv/fr/Comprendre-le-monde/DOSPaul-Virilio/2382838.html> [↑](#footnote-ref-572)
573. « Pour une crisologie », *Communications*, vol. 25, n° 1, 1976, p. 157. [↑](#footnote-ref-573)
574. Le *feedback* positif est le processus rétroactif à partir duquel la déviation au lieu d’être annulée s’entretient, s’accentue et s’amplifie d’elle-même. [↑](#footnote-ref-574)
575. Anthologie révisée sur la communication de crise, 2010, en ligne, disponible sur le site [http://www.huyghe.fr/actu\_561 .htm](http://www.huyghe.fr/actu_561%20.htm) [↑](#footnote-ref-575)
576. Haut Comité français pour la Défense, Rapport défense civile 2008 : constat et propositions pour une vision globale de la sécurité, actualisation du livre blanc de 2003, Paris, Hcfdc, 2008, p. 74. [↑](#footnote-ref-576)
577. « Some Conséquences of Crisis Which Limit the Viability of Organizations », Administrative Science Quarterly, vol. 8, 1963, p. 61-82. [↑](#footnote-ref-577)
578. L’esprit en focalisant sur les symptômes peut considérer la crise comme un événement, moment critique pour l’organisation. La crise se révèle un processus si l’on considère que l’événement déclencheur fait suite à des préconditions, et qu’il s’étend dans le temps et dans l’espace avant de faire place à un fonctionnement « normal » : P. Lagadec, *La Festion des crises. Outils de réflexion à l’usage des décideurs*, New York, McGraw Hill, 1991. [↑](#footnote-ref-578)
579. C. Roux-Dufort, *La Gestion de crise : un enjeu stratégique pour les organisations*, Bruxelles, De Boeck, 1999, p. 17 ; B. Forgues, « Nouvelles approches de la gestion des crises », *Revue française de gestion*, n° 108, 1996, p. 72- 78. [↑](#footnote-ref-579)
580. J.-L. Servan-Schreiber, *Trop vite. Pourquoi nous sommes prisonniers du court terme*, Paris, Albin Michel, 2010 et *L’Art du temps*, Paris, Fayard, 1983. [↑](#footnote-ref-580)
581. Le Culte de l’urgence. La société malade du temps, Paris, Flammarion, 2003. [↑](#footnote-ref-581)
582. *Ibidem*. [↑](#footnote-ref-582)
583. C. Roux-Dufort, *Gérer et décider en situation de crise*, Paris, Dunod, 2003, 2e éd. [↑](#footnote-ref-583)
584. H. Huygue, *Anthologie révisée…, op. cit*., p. 5. [↑](#footnote-ref-584)
585. Roux-Dufort, *La Gestion de crise…, op. cit*., p. 35. [↑](#footnote-ref-585)
586. Cf. B. Forgues, *Processus de décision en situation de crise*, Thèse de doctorat en sciences de gestion, Université Paris-Dauphine, 1993 ; T. C. Pauchant, *Crisis Management and Narcissism. A Kokutian Perspective*, Thèse de doctorat, *University of Southern California*, 1988, citées par Roux-Dufort, *ibid*., p. 35. [↑](#footnote-ref-586)
587. C. Morel, *Les Décisions absurdes. Sociologie des erreurs radicales et persistantes*, Paris, Gallimard, 2002. [↑](#footnote-ref-587)
588. C. Perrow, *Normal Accidents. Living with High Risk Technologies*, New York, Basic Books, 1984, cité par Roux-Dufort, *Gestion de crise*…, *op. cit.*, 1999, p. 21. [↑](#footnote-ref-588)
589. E. Sandron, « Analyse prospective et rétrospective », in J. Begaud et alii, 11 septembre. Rapport de la commission d’enquête. Rapport final de la commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, Paris, Éd. des Équateurs, 2004, p. 395-418. [↑](#footnote-ref-589)
590. T. Gaudin, « Le Monde d’après », *Diplomatie*, n° 8, 2009, p. 65-71. [↑](#footnote-ref-590)
591. *Ibidem*. [↑](#footnote-ref-591)
592. T. Gaudin, *The World in 2025 : A Challenge to Reason*, 2 octobre 2008, http://2100.org/World2025.pdf [↑](#footnote-ref-592)
593. Y. Sheffi, The Resilient Enterprise, Overcoming Vulnerability for Competititve Advantage, Boston, The Mit Press, 2005. [↑](#footnote-ref-593)
594. Huygue, *Anthologie révisée…, op. cit*., p. 10. [↑](#footnote-ref-594)
595. « Pearl Harbour ! La plus extraordinaire opération d’espionnage et d’intoxication », *Aventures de l’histoire et de la mer*, n° 1, décembre 2001. [↑](#footnote-ref-595)
596. X. Guilhou et P. Lagadec, « Pour éviter d’être en retard d’une crise », *Le Figaro*, 2 octobre 2008. [↑](#footnote-ref-596)
597. E. Sandron, 11 septembre, rapport de la Commission d’enquête…, op. cit., p. 395. [↑](#footnote-ref-597)
598. Huyghe, *Anthologie révisée…, op. cit*., p. 8. [↑](#footnote-ref-598)
599. B. Martinet et Y.-M. Marty, *L’Intelligence économique*, Paris, Éditions d’organisation, 2005. [↑](#footnote-ref-599)
600. Huyghe, *Anthologie révisée…, op. cit*., p. 33. [↑](#footnote-ref-600)
601. H. LANDIER, « Le *Titanic*, une leçon pour nos entreprises ? », *Annales des mines. Gérer et comprendre*, septembre, 1986, p. 67-69. [↑](#footnote-ref-601)
602. C. Morel, *op. cit.* ; M. Foudriat, *Sociologie des organisations : La pratique du raisonnement*, Paris, Pearson Education, 2007, p. 275 -281. [↑](#footnote-ref-602)
603. Cf. Von Clausewitz, « De la guerre », in G. Chaliand (dir.), *Anthologie mondiale de la stratégie : des origines au nucléaire*, Paris, Laffont, 1990, p. 816-866. [↑](#footnote-ref-603)
604. A. Rayne, *Prévenir les ruptures stratégiques, du bon usage des signaux faibles*, Paris, L’Harmattan, 2008, p. 24. [↑](#footnote-ref-604)
605. E. Sandron, *11 septembre…*, *op. cit.*, p. 411. [↑](#footnote-ref-605)
606. V. Lamigeon, « Le rapport secret qui décortique le Boeing 787 », *Challenges*, 4 décembre 2008. [↑](#footnote-ref-606)
607. Rayne, *op cit.*, p. 69. [↑](#footnote-ref-607)
608. « Crises (gestion des) », in T.de Montbrial et J. Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, Paris, Puf, 2000, p. 115. [↑](#footnote-ref-608)
609. D. Lapierre, J. Morr, *Il était minuit cinq à Bhopal*, Paris, Presses Pocket, 2002 ; R. Wohlstetter, *Cuba and Pearl Harbor : Hindsight and foresight* (mémorandum RM-4328-Isa), San Francisco, Rand Corporation, 1965 ; disponible sur  
     <http://www.rand.org/pubs/research_memoranda/...7RM4328.pdf> [↑](#footnote-ref-609)
610. C. Caucultt, « La Croix-Rouge se dit déçue par la faiblesse des dons », France 24, 12 juin 2009, www.france24.com/fr20090612-croix-rouge-internationale-faiblesse-dons-afrique-pandemie-virus-maroc-egypte. [↑](#footnote-ref-610)
611. Roux-Dufort, *La Gestion de crise…, op. cit*., p. 19. [↑](#footnote-ref-611)
612. Institut national des Hautes Études de sécurité, Inhes (Groupe intelligence économique), *À quoi sert l’intelligence économique en période de crise ? Quel rôle pour l’État*, Note du groupe, [en ligne], Saint-Denis-La-Plaine, Inhes, 2009, disponible sur http://www.inhes.interieur.gouv.fr/index.php [↑](#footnote-ref-612)
613. « Le Retour de l’événement », *Communications*, vol. 18, n° 18, 1972, p. 6-20. [↑](#footnote-ref-613)
614. Morin, « Pour une crisologie », *op. cit.*, p. 149-163. [↑](#footnote-ref-614)
615. X. Guilhou, P. Lagadec, « Quand les fondamentaux sont touchés : la gestion de crise en mutation », *Préventique sécurité*, n° 88, juillet-août 2008, p. 33-37. [↑](#footnote-ref-615)
616. « Crises (gestion de) », *op. cit.*, p. 115. [↑](#footnote-ref-616)
617. L. Francart, Infosphère et intelligence stratégique : les nouveaux défis, Paris, Économica-Ihedn, 2002, p. 30. [↑](#footnote-ref-617)
618. F.-B. Huyghe, « Définir l’intelligence économique : Rappel de quelques notions » in *Information, pouvoir et usage : l’infostratégie, Intelligence économique : du savoir à l’influence*, en ligne, site de François-Bernard Huyghe, 21 mars 2009, disponible sur http://www.huyghe.fr/actu\_239.htm. [↑](#footnote-ref-618)
619. Francart, *op. cit.*, p. 107. [↑](#footnote-ref-619)
620. « Quand les fondamentaux… », *op. cit*. [↑](#footnote-ref-620)
621. T. Fusalba, *Planification et gestion de crise : planifier et mettre en œuvre une stratégie de sortie de* crise, Paris, L’Harmattan, 2008, p. 25. [↑](#footnote-ref-621)
622. « The intelligence cycle is the process by which information is acquired, converted into intelligence, and made available to policymakers. Information is raw data from any source, data that may be fragmentary, contradictory, unreliable, ambiguous, deceptive, or wrong. Intelligence is information that has been collected, integrated, evaluated, analyzed, and interpreted. Finished intelligence is the final product of the Intelligence Cycle ready to be delivered to the policymaker ». *A Brief History of Basic Intelligence and The World Factbook*. Disponible sur le site :

     <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/docs/history.html> [↑](#footnote-ref-622)
623. Un flux Rss est « un fichier dont le contenu est produit automatiquement (sauf cas exceptionnels) en fonction des mises à jour d’un site *Web*. Les flux Rss sont souvent utilisés par les sites d’actualité ou les blogs pour présenter les titres des dernières informations consultables en ligne », Encyclopédie Wikipedia. http://fr.wikipedia.org/wiki/Flux\_RSS. [↑](#footnote-ref-623)
624. B. Robert (entretien avec), « Voyage au cœur du facteur humain : du management de crise au management de la surprise », in T. Porta (dir.), *Crises et facteur humain : les nouvelles frontières mentales des crises*, Bruxelles, De Boeck, 2009, p. 231-251. [↑](#footnote-ref-624)
625. Daniel Parrochia, philosophe des sciences, préconise de s’inspirer de la théorie leibnizienne des « petites perceptions » dont on ne s’aperçoit pas, mais qui peuvent s’intégrer et constituer une « aperception » (perception dont on s’aperçoit), D. Parrochia (entretien avec), « Une approche scientifique des crises est-elle possible ? » in Portal, *ibid.*, p. 189-196. [↑](#footnote-ref-625)
626. *Op. cit.*, p. 108. [↑](#footnote-ref-626)
627. Francart, *op. cit.*, p. 109. [↑](#footnote-ref-627)
628. *Ibidem*, p. 108. [↑](#footnote-ref-628)
629. Éric Denécé, *Renseignement et contre-espionnage : actions clandestines, technologies, services secrets*, Paris, Hachette, 2008, p. 112. [↑](#footnote-ref-629)
630. J.-P. Brodeur, « Le renseignement I : concepts et distinctions préliminaires » et « Le renseignement II : l’analyse en pratique, deux illustrations », in M. Cusson, B. Dupont, F. Lemieux (dir.), *Traité de sécurité intérieure*, Lausanne, Presse polytechniques et universitaires romandes, 2008, p. 263-277 et p. 278-289. [↑](#footnote-ref-630)
631. Francart, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-631)
632. D. Brüte de Remur, *Ce que l’intelligence économique veut dire*, Paris, Éditions d’Organisation, 2006, p. 192. [↑](#footnote-ref-632)
633. Alain Bauer, p. 5-13, in Club des directeurs de sécurité des entreprises, Comment les entreprises font-elles face aux nouvelles menaces ? Actes du colloque européen des directeurs de sécurité d’entreprise, 15 décembre 2009, Ocde, Paris. [en ligne],  
     https://www.cdse.fr/IMG/pdf/Actes\_colloque\_CDSEVersion\_Finale.pdf. [↑](#footnote-ref-633)
634. *Définir l’intelligence économique…, op. cit*. [↑](#footnote-ref-634)
635. E. Morin, *Pour une crisologie, op. cit*., p. 159 [↑](#footnote-ref-635)
636. A. H. Reilly, « Preparing for the Worst : the Process of Effective Crisis Management », Industrial and Environmental Crisis Quaterly, vol. 7, n° 2, 1993, p. 115-143, cité par C. Roux-Dufort, *La Gestion de crise*…, *op. cit.*, p. 31. [↑](#footnote-ref-636)
637. Pour un exemple de management en situation hostile cf : Y. Lagane et B. Caillet, « La Sauvegarde de la vie en mer, aujourd’hui et quel est son avenir ? », *Le Monde.fr*, en ligne, 20 juin 2007, Université de tous les savoirs. L’homme dans les conditions extrêmes.

     http://www.lemonde.fr/savoirs-et-connaissances/article/2007/06/20/yves-lagane-et-bertrand-caillet-la-sauvegarde-de-la-vie-en-mer-aujourdhui-et-quel-est-son-avenir\_926131\_3328.html. [↑](#footnote-ref-637)
638. Claude Delesse, « L’Intelligence économique et la sécurité globale : des ressources pour les entreprises fragilisées par la mondialisation », *Cahiers de la sécurité*, n° 4, avril-juin, 2008, p. 61-72. [↑](#footnote-ref-638)
639. X. Guilhou, P. Lagadec, *Quand les fondamentaux*…, *op. cit.*, p. 37. [↑](#footnote-ref-639)
640. X. Guilhou, P. Lagadec, *La Fin du risque zéro*, Paris, Eyrolles, 2002, p. 143-146. [↑](#footnote-ref-640)
641. E. Boucher, « Les mesures d’urgence en gestion de crises en sécurité privée », in Cusson, Dupont et Lemieux, *op. cit.*, p. 207. [↑](#footnote-ref-641)
642. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations intersectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986. [↑](#footnote-ref-642)
643. *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, Boston, Little Brown, 1971 ; Michel Crozier et Ehrard Friedberg, *L’Acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977. [↑](#footnote-ref-643)
644. Michel Dobry, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-644)
645. Guilhou, Lagadec, *Quand les fondamentaux…, op. cit*. [↑](#footnote-ref-645)
646. P. Lagadec, « Risques et crises, questions sur nos ancrages », *Cahier* 2008-09, École polytechnique, Centre national de la recherche scientifique, 2008, en ligne, disponible sur http://www.patricklagadec.net/fr/notes.htm. [↑](#footnote-ref-646)
647. Roux-Dufort, *Gérer et décider…*, *op. cit.*, 2003, p. 109. [↑](#footnote-ref-647)
648. Inhes (Groupe intelligence économique), *À quoi sert l’intelligence économique*…, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-648)
649. Cf. « Circulaire du 14 février 2002 relative à la défense économique », *Jo*, n° 70, 23 mars 2002, p. 5164. [↑](#footnote-ref-649)
650. « Suite aux conclusions du rapport confié en août 2007 à Alain Bauer par le président de la République sur la recherche et la formation dans le domaine des questions de sécurité et stratégiques, l’Institut National des Hautes Études de Sécurité (Inhes) et l’Institut d’études et de recherche pour la sécurité des entreprises (Ierse) ont fusionné en janvier 2010 pour donner naissance à l’Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (Inhesj), le premier Institut national sous tutelle du Premier ministre développant une expertise en sécurité globale au profit de la sphère publique et du secteur privé. » Cf. le site :

     Http://www.inhesj.fr/articles/accueil/securite- Economique-h257.html [↑](#footnote-ref-650)
651. Claude Delesse, *op. cit.* [↑](#footnote-ref-651)
652. Concept introduit par le sociologue Ulrich Beck suite à la catastrophe de Tchernobyl et conforté par Anthony Giddens. [↑](#footnote-ref-652)
653. A. Missiroli (dir.), « Disasters, Diseases, Disruptions : A New D-drive for the Eu », *Chaillot Paper*, n° 83, septembre 2005, p. 84. [↑](#footnote-ref-653)
654. L’Inhes définit la sécurité globale comme la « capacité d’assurer à une collectivité donnée et à ses membres, un niveau suffisant de prévention et de protection contre les risques et les menaces de toutes natures et de tous impacts, d’où qu’ils viennent, dans des conditions qui favorisent le développement sans rupture de la vie et des activités collectives et individuelles ». [↑](#footnote-ref-654)
655. H. Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*, Paris, Économica, 2003, p. 75. [↑](#footnote-ref-655)
656. Jean Chesneaux, *Habiter le temps*, Paris, Bayard, 1996 ; *De la modernité*, Paris, La Découverte, 1983 ; *Modernité-monde*, Paris, La Découverte, 1989. À la chasse au temps mort, à l’immédiateté impérieuse, cet historien oppose le temps de la maturation, de la pause, de l’incertitude, de la disponibilité, des options divergentes qui doivent pouvoir être confrontées l’une à l’autre. [↑](#footnote-ref-656)
657. P. Lagadec, B. Robert, « Crises : quelles nouvelles logiques d’apprentissage ? », in X. Guilhou, P. Lagadec, *La Fin du risque zéro*, *op. cit.*, p. 289-313. [↑](#footnote-ref-657)
658. Inhes, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-658)
659. *Ibid*., p. 5. [↑](#footnote-ref-659)